


UNIVERSITEITSBIBLIOTHEEK GENT
[redacted]



5 Francs.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

POLOGNE

PAR

ADAM MICKIEWICZ

PUBLIÉE

Avec Préface, Notes et Chapitre complémentaire

PAR LADISLAS MICKIEWICZ



PARIS
— J. HETZEL, LIBRAIRE-ÉDITEUR —
18, RUE JACOB, 18

1867

Nr 1494.



HISTOIRE POPULAIRE

DE POLOGNE

Imprimé par Charles Noblet, rue Soufflot, 18.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

POLOGNE

PAR

ADAM MICKIEWICZ

PUBLIÉE

Avec Préface, Notes et Chapitre complémentaire

PAR LADISLAS MICKIEWICZ



PARIS

— J. HETZEL, LIBRAIRE-EDITEUR —

18, RUE JACOB, 18

1867

PRÉFACE

Si une histoire populaire est toujours une œuvre délicate, la difficulté s'accroît quand il s'agit de mettre les faits et gestes d'un peuple sous les yeux d'un autre peuple. Le livre d'une nation contient ses plus chères traditions, est la base du plus solide enseignement. La patrie étant considérée comme un milieu providentiel qui nous a été destiné pour aider à notre développement, son histoire recueille et transmet les efforts des générations, en éclairant et le but à atteindre, et le chemin à parcourir. Quand on écrit pour des compatriotes, il y a une foule de choses qui peuvent rester sous-entendues, qui ont d'autant moins

besoin d'être dites qu'elles vivent dans l'âme de chacun. Écrit-on au contraire pour une autre nation, il est souvent malaisé de savoir ce qu'il faut ou non expliquer, ce qui intéressera ou non ceux à qui l'on s'adresse.

La fraternité qui, depuis des siècles, lie la Pologne à la France, cette sympathie familiale qui, en aucun temps, n'a permis que l'une fût indifférente à ce que ressentait l'autre, est sans doute un motif d'espérer que le peuple français prêtera l'oreille et ouvrira son cœur aux récits des grandes victoires et des malheurs plus grands encore de la Pologne.

Il y a des années, mon père avait songé à tirer de ses leçons, au Collége de France, les parties où il avait plus spécialement traité de l'histoire de sa nation. Il chargea de ce travail un de ses amis, M. Armand Lévy. L'extrait fait sous ses yeux et sur ses indications fut ensuite revu par lui-même. Son départ, lors de la guerre d'Orient, pour Cons-

tantinople, où il mourut (1855), fit ajourner cette publication que je présente aujourd'hui sous le titre : *Histoire populaire de Pologne.*

Mon père avait corrigé l'Introduction, le chapitre des *Tartares* et celui des *Jagellons*, et refondu en entier celui d'*Iwan.* Les notes qui ont été mises à la suite de chaque chapitre précisent ce que souvent un coup d'œil d'ensemble n'avait pu qu'indiquer, de sorte que notes et chapitres se complètent, les chapitres donnant surtout l'idée, l'esprit de chaque période historique, et les notes les détails nécessaires. En ajoutant un chapitre sur nos deux dernières insurrections nationales, j'ai pris soin de marquer, entre crochets [ ], les passages empruntés à mon père sur la révolution de 1830.

Il est beaucoup question de la Russie. Mais il n'est pas plus possible de faire l'histoire de Pologne sans s'étendre sur les Russes, qu'il ne l'est de faire celle de France sans y longuement parler de l'Angleterre. Comment s'étonner d'ailleurs de la

place qu'occupe la Russie dans une histoire de Pologne, quand l'ambassadeur de Russie, Pozzo di Borgo, dans un mémoire adressé, en 1814, à l'empereur Alexandre, disait :

« La destruction de la Pologne, comme nation, forme presque toute l'histoire moderne de la Russie. »

Il a été indispensable, pour faire comprendre des situations aussi extraordinaires, de dépeindre les procédés atroces du gouvernement russe; mais ce ne fut jamais sans plaindre profondément la nation russe, selon cette parole que mon père prononçait, en 1844, dans la chaire slave de Paris :

« Nous qui sommes de ce peuple qui se consume dans la lutte contre la Russie, nous qui continuons ces générations dont le poète Garczynski dit « qu'elles descendent les unes après les autres, « comme les victimes dans une fournaise ar- « dente, » nous avons eu le courage de dire que nous n'avons pas de haine pour la Russie. La Rus-

sie a besoin de nous; la Russie ne pourra jamais secouer son joug sans la Pologne; la Pologne et la Russie ont besoin de la Bohême, et nous tous, nous avons besoin de la France. »

LADISLAS MICKIEWICZ.

Paris, 1er septembre 1866.

PRONONCIATION POLONAISE.

Pour faciliter la prononciation des noms propres polonais, nous croyons devoir indiquer que :

C	se prononce	TS
SZ	—	CH (dans cheval)
CZ	—	TCH
G	—	GUÉ
N final	—	NE
RZ	—	J
U	—	OU
W	—	V simple

INTRODUCTION

Importance de la race slave. Les deux éléments polonais et russe. Leur développement dans les luttes contre les Tartares et contre les Turcs. Aspect géographique du territoire slave. Les deux rites chrétiens, occidental et oriental.

L'un des caractères de notre époque, c'est le sentiment mutuel qui pousse les peuples à se rapprocher. Il est reconnu que Paris est le foyer, le ressort, l'instrument de cette tendance : par l'intermédiaire de cette grande cité, les peuples de l'Europe parviennent à se connaître les uns les autres, quelquefois à se connaître eux-mêmes. Il est glorieux pour la France de posséder une telle puissance d'attraction, c'est une preuve du progrès où elle est parvenue ; car cette attraction est toujours en raison directe de la force du mouvement intérieur, de la masse de chaleur spirituelle et de lumière qui la produit. La supériorité de la France, comme fille aînée de l'Eglise, comme dépositaire de toutes les inspirations de la science et de l'art, est à la fois si évidente et d'un si noble caractère, que les autres peuples ne se sont pas sentis humiliés de reconnaître sa prééminence sous ce rapport.

Le désir de se rapprocher du reste de l'Europe, de s'unir avec les nations de l'Occident, n'est nulle part aussi vif, aussi général que

chez les peuples slaves. Cependant ils sont encore aujourd'hui presque inconnus de l'Occident. L'esprit européen semble les tenir au seuil et les écarter de la communion chrétienne : et pourtant soixante-dix millions d'hommes parlent des langues ou des dialectes slaves.

Le poète bohême Kollar a dit : « Tous les peuples ont prononcé « leur dernier mot; maintenant, Slaves, c'est à notre tour à par- « ler ! » Il me semble que les Slaves ont déjà parlé plus d'une fois; ils ont parlé à leur manière, à coups de lance, à coups de canon; il serait raisonnable de chercher à pénétrer le sens de telles paroles. Ces peuples entrent déjà comme une force dans les calculs de la politique : pour combattre cette force ou pour la diriger, la prudence ordonnerait d'étudier son point de départ, de mesurer le chemin qu'elle a parcouru, d'apprécier sa tension, de deviner son but. Cela importe d'autant plus que ces peuples se croient appelés à prendre une part active aux mouvements de l'Europe, et que leur foi en cette destinée se révèle plus vive de jour en jour. Les Slaves ont pesé et ils pèsent encore sur l'Occident. De leurs contrées sont sorties ces foules qui ont détruit Rome, Rome qui ne voulait pas songer aux Barbares, tandis que ces Barbares s'occupaient avidement de tout ce qui se passait à Rome. Ne faisons pas comme la Ville Eternelle, ne dédaignons pas les Barbares.

L'histoire moderne des Slaves est étroitement liée à celle des nations de l'Occident. Dans des temps peu éloignés, on a vu une armée slave (l'armée russe) sur les champs de bataille, dans les capitales de l'Europe. Cette armée, partout où elle mettait le pied, était sûre de rencontrer une autre armée slave (les légions polonaises) qui, sortant de dessous terre comme une ombre vengeresse, se dressait devant elle en Italie, la suivait du Niémen à Moskou, puis revenait lui barrer le passage à la Bérésina et sous les murs de Paris. Et après la chute du héros du siècle, quand la terre fut retombée dans le calme, on la vit, en pleine paix européenne,

surgir de nouveau tout à coup, frapper l'armée russe dans ses cantonnements, engager avec elle une lutte terrible, remplir le monde de bruit, ébranler les peuples de sa race; et les autres, amis ou ennemis, les enflammer d'une brûlante inimitié ou d'une sympathie plus brûlante encore; disparaître, enfin, en laissant derrière elle un long retentissement de douleur et de gloire. Partout l'aigle de Russie s'est rencontrée avec l'aigle de Pologne; toujours derrière le *hurra* russe s'est fait entendre le cri de guerre des Polonais. Si nous tournons nos regards vers le passé, qu'entendons-nous encore? sinon l'écho répété de cette lutte où les deux armées combattent souvent pour une cause en apparence étrangère, où elles ne portent point leurs propres couleurs, où elles se reconnaissent seulement, a dit un poète, à la vigueur des coups; de cette lutte qu'un Russe, le prince Wiazemski, a appelée « une Thébaïde sans fin. »

Quelle est la cause de cet antagonisme? Quelle en sera l'issue? Il faut en connaître l'origine et le vrai mobile; et l'on ne saurait y parvenir qu'en se rendant compte de l'influence sous laquelle s'est développé l'esprit de ces deux peuples de même race. Longtemps ils ont eu à lutter contre les Barbares et les Infidèles qui menaçaient l'Europe. C'est pendant cette lutte acharnée que s'est élaboré le génie national des peuples du Nord : elle leur a imprimé un caractère particulier.

Pour avoir toujours présent à l'imagination le vaste champ de ces guerres, fixons les monts Carpathes, ces monts au sommet desquels, suivant l'expression du poète, est assis l'oiseau slave, qui, d'une aile, bat la mer Noire, et, de l'autre, la Baltique.

« Il est assis sur les montagnes; et lorsqu'il étend ses ailes, deux grandes mers bouillonnent. »

D'un côté de la chaîne des Carpathes, sur des plaines immenses, se développent les Russes et les Polonais; de l'autre côté, nous voyons les Serbes et les Illyriens, s'étendant vers l'Adriatique;

les Bohêmes, s'avançant vers le cœur de l'Allemagne, comme les premières sentinelles slaves vers l'Occident.

Suivez ce territoire qui se prolonge depuis les montagnes de la Grèce jusqu'à la Baltique. C'est dans ce bassin, dans cette mer slave, que tout le torrent des peuples nomades tombait et s'accumulait lentement avant de déboucher vers l'Occident.

Qu'est-ce qui les y poussait? Qu'est-ce qui a, plus tard, arrêté leur marche? Qu'est-ce qui a fait monter et descendre cette marée de la barbarie? Tout cela est peu compris encore. On répète que les hordes barbares n'ont dû leur triomphe qu'à la lâcheté des peuples; mais c'est un préjugé historique qui ne soutient pas l'examen. En vérité, les invasions mongoles étaient pour l'Occident un danger bien autrement grand que ne l'avaient été les incursions des tribus des Goths. Les guerriers germains ressemblaient aux troupes régulières : ils vivaient aux dépens des cultivateurs, mais ne les détruisaient pas, tandis que la race mongole, tartare ou ouralienne, qui n'a rien de commun avec la race indo-germanique, et dont l'Europe eut immensément à souffrir, faisait disparaître, anéantissait les empires sur lesquels elle tombait.

Au-delà du territoire slave commence l'Asie. Le cours de la Dzwina et du Don trace la limite qui sépare le territoire slave du continent ouralien. Celui-ci est habité par une race qu'il importe de connaître, car elle a plus d'une fois bouleversé le monde : race nombreuse qu'il ne faut pas confondre avec la race slave, et qui comprend les Finnois, les Mongolo-Tartares et les Chinois. Les steppes de l'Asie, qui jusqu'à présent portent encore le nom de Tartarie, forment, par leur vaste étendue, comme une partie du monde. La population n'en est que de quatre à six millions d'habitants, tous soldats. C'est de cette région que, selon la supposition des savants, est venu le mythe du centaure, figure d'homme à peine dégagée de la nature animale. Le Tartare est encore cet homme brut, ce centaure; il est mal formé; ses jambes sont

débiles et n'ont de force que pour étreindre le cheval sur lequel il passe sa vie, et dont il fait pour ainsi dire partie. Sa tête, disgracieusement ronde, ne semble faite que pour maintenir l'équilibre de son corps, machine destinée à courir à cheval. Son regard respire le matérialisme, et le feu qui l'anime est semblable à celui d'un charbon déjà prêt à s'éteindre. Le Tartare est très-intelligent, mais dépourvu de tout sentiment, de toute idée religieuse ; on ne trouvait chez lui aucun vestige de mythologie, aucune trace d'une religion primitive. Les anciens auteurs qui parlent des Mongols prétendent qu'ils vénéraient l'épée, symbole de la force brutale. Les Slaves, dans leurs chansons populaires, disent que les Tartares honorent chaque jour une divinité différente : remarquable mythe, dont le sens est que les Tartares n'ont de culte que pour le fait matériel, le succès du jour.

Ces peuples représentent l'idéal de l'obéissance passive ; ils reconnaissent naturellement des supérieurs ; cette maxime que là où il y a deux soldats, il y a un supérieur et un inférieur, leur a été instinctivement révélée. Leurs chefs réunissent toutes les qualités et tous les défauts de leur race. Ils naissent philosophes ; ils ne se servent de la religion que suivant les besoins de leur politique ; ils n'ont jamais été fanatiques ! Chacun d'eux est né général et possède l'art de la stratégie au plus haut degré. On connaît les exploits d'Attila et de Gengis-Khan, qui ne savaient ni lire ni écrire, qui même ignoraient l'histoire de leur race. Assis sous l'étoile polaire, ils envoyaient des ordres à leurs armées, dont les unes saccageaient l'Allemagne, tandis que les autres ravageaient la Chine. Les armées étaient dignes de tels chefs. Il est arrivé souvent que, restées sans guides, elles devinaient le plan général et exécutaient des mouvements sans en avoir reçu l'ordre. Race singulière qui paraît être mue par l'infaillible instinct des bêtes féroces.

Les chefs ouraliens n'étaient pas barbares, selon le sens mo-

derne de ce mot. On pourrait même affirmer qu'ils étaient civilisés, s'il est vrai de dire que la civilisation consiste seulement dans l'habileté à devenir riche et puissant. Ils devancèrent, sous ce rapport, les économistes modernes. Ils protégeaient l'industrie et le commerce. Lorsqu'ils prenaient une ville d'assaut, ils en massacraient les habitants, à l'exception des ouvriers, comme n'appartenant à aucune nation. Ils créèrent aussi le service des courriers; les postes de Gengis-Khan s'étendaient de la Chine à la Pologne. Il voulut établir un système uniforme de mesures et de monnaies. Selon un historien anglais, il avait déjà eu l'idée des lettres de change et des billets de banque. Son œuvre fut la réalisation la plus complète du système matérialiste conçu par une haute capacité instinctive et servi par une grande puissance de moyens.

Reste à savoir quel était le motif réel de cette œuvre et quel intérêt les hordes pouvaient avoir à la réaliser.

Les philosophes modernes n'y voient que des vues tout individuelles d'ambition et de conquête. Quant aux immenses mouvements des Barbares, ils les attribuent à la faim et à la misère. Or, il suffit de consulter les monuments de la poésie des Barbares pour voir que ces expéditions étaient entreprises au nom de quelque prophétie qui indiquait aux peuples des terres lointaines à soumettre, de nouveaux royaumes à conquérir; qu'elles avaient toujours leur point de départ dans des idées d'un ordre élevé.

M. Quinet a fait observer avec raison que la guerre des Persans contre les Grecs, la fameuse guerre de Xercès contre les peuples du Péloponèse et de l'Attique, ne peut être expliquée si on ne lui suppose pas une cause religieuse : c'était une espèce de croisade que les adorateurs d'*Ormuzd* avaient entreprise contre les peuples qu'ils traitaient d'idolâtres. Les Tartares mêmes, race pillarde par excellence, n'avaient pas, dans leurs excursions, le projet de s'enrichir. Ils arrivaient du fond de l'Asie, vainqueurs déjà de royaumes riches et civilisés; ce n'était pas pour chercher du butin

qu'ils s'enfonçaient au milieu des forêts et des marais du Nord : ils y venaient pour détruire, ils se croyaient envoyés par le ciel pour punir les coupables.

Gengis-Khan, qui résume pour nous l'histoire de tous les chefs ouraliens, Gengis-Khan lui-même, avant d'entreprendre la dévastation d'une partie du globe, se retire sur le sommet des montagnes et y reste plusieurs jours séparé de tout commerce avec les hommes ; puis il descend de sa solitude ; il proclame, qu'appelé par la divinité à exercer ses vengeances, il va frapper le monde : il se donne comme le grand justicier de Dieu. Lorsque la population de Boukhara, population de 200,000 âmes, prosternée à ses pieds, lui demande pourquoi il veut la détruire, il répond qu'il n'en sait rien lui-même, mais qu'elle a probablement péché, qu'elle a mérité le châtiment céleste, puisque Dieu a lancé Gengis-Khan sur Boukhara.

Et tous ses descendants furent animés du même esprit destructeur : l'un d'eux, étant malade pendant une grande chasse, vit un loup que des chasseurs avaient pris vif. Au grand étonnement de sa suite, il ordonna de laisser libre ce loup. Bientôt l'animal est tué par une autre partie de chasseurs. Le khan tartare retourne chez lui triste et pensif, et il annonce qu'il va bientôt mourir. Cet homme venait d'interroger la Providence : il laissait le loup libre pour voir s'il lui était permis d'épargner un individu quelconque ; dans ce cas, il pourrait espérer de recommencer une autre existence, de rajeunir, de revivre. Mais, apercevant l'arrêt de la Providence dans la mort de cet animal, il juge que, ne pouvant plus détruire, n'ayant plus la force de combattre, il devait absolument mourir, parce qu'il n'avait pas le droit de faire grâce.

On peut apprécier quels dangers courut l'humanité en présence des innombrables armées des Tartares.

Les Slaves eurent à lutter pendant des siècles contre cette race formidable. Le peuple russe, le plus voisin de l'Oural, le plus

longtemps en lutte avec elle, prépara sa future grandeur en gémissant sous le joug avec une patience pleine de courage. Aussi sa littérature la plus ancienne porte-t-elle un cachet de tristesse, comme frappée déjà d'un pressentiment terrible.

La Russie, vaincue et écrasée, ne cessa d'opposer aux Tartares une résistance passive; tout en reconnaissant leur souveraineté, elle conserva sa dynastie nationale et sa religion, germes précieux d'unité future. La religion fut le seul lien entre ces populations subjuguées, et les individualités s'effacèrent en vue de l'indépendance : le prince s'appropriait tous les grands mobiles de ces peuples en travail. Le vaincu subissait d'affreux traitements de la part du vainqueur ; il était écorché vif ou jeté dans l'eau bouillante. Cependant, l'espoir de s'affranchir n'abandonna jamais la Russie : elle usa peu à peu ses chaînes, et sans avoir eu à les secouer par un violent effort, elle se releva enfin libre et victorieuse. La Russie est aujourd'hui maîtresse d'une grande partie de la Mongolie.

A la politique russe revient l'honneur d'avoir vaincu les Mongols, en employant habilement les armes de ces peuples contre eux-mêmes. La Russie se servait, par exemple, de la puissance des khans de la Crimée pour contenir les hordes des Tartares ; plus tard, elle les a détruits les uns et les autres. Ce sont les grands-ducs de Moskou qui ont renversé la Horde d'or, le royaume de Sibérie, le khanat de Crimée. La Russie seule a vaincu ces peuples en les divisant sans cesse. Elle a même réussi à se les assimiler ; de nos jours, elle les emploie à son service. Les nomades ont été par elle absorbés ou chassés : la séparation de l'Europe et de l'Asie s'est accomplie.

Mais ce n'était point là le seul danger qui menaçât la chrétienté, elle avait aussi à combattre les progrès de l'islamisme, à repousser les Arabes et les Turcs, qui cherchaient à pénétrer en Europe. Les peuples slaves se partagèrent la grande tâche de défendre la chré-

tienté : la Russie lutta contre les Mongols, la Pologne contre les Turcs. Dans cette résistance simultanée, rien de commun pourtant ne s'établit entre les Russes et les Polonais : la Russie résistait et souffrait ; la Pologne attaquait, succombait, triomphait tour à tour. Autre était l'ennemi, autre le but, autres les moyens, autres les résultats.

De tous les peuples d'origine ouralienne, les tribus turques sont celles qui se rapprochent le plus de la souche connue sous le nom d'Indo-Germanique. Mêlés aux belles races des pays conquis, les Turcs perdirent bientôt leur laideur primitive. Leurs manières sont empreintes de noblesse et de majesté. Doués d'une énergie prodigieuse, bien qu'un peu mous de corps, ils n'offrent, sous le rapport moral, aucune ressemblance avec les Mongols. Tandis que ceux-ci sont privés de tout sentiment religieux, les Turcs se distinguent par un tempérament ardent et prompt au fanatisme. L'esprit des Mongols est froid ; le leur est doué d'une imagination vive. Plutôt passive qu'active, cette imagination n'enfante pas d'œuvres originales, mais elle s'approprie, elle imite volontiers les produits de la poésie et de l'art étranger. Les Mongols ne comptent pas un poète, pas un artiste ; en fait d'arts, ils n'ont créé qu'un seul genre d'architecture : je parle de ces tours construites de chaux et d'hommes vivants ou de têtes coupées. Les Turcs ne se sont jamais montrés si cruels ; ils ne combattaient ordinairement que dans un esprit de prosélytisme religieux ; ils mettaient leur bonheur dans la domination et les jouissances, mais jamais dans la destruction. On demandait un jour, dans le conseil des sages mongols, en quoi consistait la félicité terrestre ; le monarque répondit que c'était à vaincre son ennemi, à déshonorer sa femme, à égorger ses enfants. Et le conseil applaudit, car c'était là une idée nationale.

Le Turc chérit le repos ; il aime à s'enfoncer dans une douce rêverie. Il exprime cet état dans lequel il se complaît par des mots

intraduisibles, qui ressemblent au *far niente* des peuples méridionaux. Le Turc est avide de conquêtes, de richesses, de pillage; mais il ne s'est jamais montré aussi habile que le Mongol à tirer parti des inventions de la civilisation qu'il trouvait chez les peuples vaincus. Il déteste l'étranger, et cette haine lui fait dédaigner ce qu'il y a d'utile chez les autres nations; tandis que les Mongols savaient profiter des avantages que certains peuples avaient sur eux; c'est ainsi par exemple qu'ils se servirent des artilleurs chinois pour leurs canons.

Les Turcs ne répandaient pas une terreur aussi grande que les Tartares; mais ils n'étaient pas moins dangereux. Une fois établis quelque part, il était difficile de les en déloger : ce qui fait qu'un chroniqueur polonais les comparait à une mer qui absorbe les eaux et ne les rend pas. Les invasions tartares, au contraire, disparaissaient de suite.

Le récit de la guerre des Polonais contre les musulmans est une série de grandes victoires et de défaites terribles. La bataille malheureuse sous les murs de Varna, la mort de Ladislas et de l'élite de la noblesse polonaise, furent le signal de la perte de l'Illyrie et de la Serbie pour la chrétienté, perte qui fut suivie de la destruction de l'empire d'Orient et de nouvelles invasions de la part des Turcs. Ils furent enfin repoussés dans une grande bataille; Jean III Sobieski, grâce à son génie militaire, parvint à renverser leur puissance dans le midi de la Pologne; il lui porta les derniers coups sous les murs de Vienne. C'est ainsi que les Osmanlis furent arrêtés au centre de l'Europe, après une lutte longue et sanglante.

La grandeur des Turcs menaçant la Pologne, l'irritant continuellement, éveilla toutes les forces de ce peuple, et les concentra dans un seul foyer. Cette lutte produisit chez les Polonais l'élaboration d'un sentiment national, leur donna l'idée de leur mission. Ils comprirent de bonne heure qu'ils étaient appelés à défendre la chrétienté et la civilisation contre l'islamisme et la barbarie. Ils

arrivèrent bien vite à mesurer, à apprécier leurs forces et leurs moyens. La conscience de ce but et de ces moyens était enfermée dans la nationalité; il s'exprimait par le seul mot : *patrie*. Le patriotisme est donc le dogme générateur de tout le développement spirituel et intellectuel de la Pologne, comme l'autocratie celui de la Russie.

Entre les Mongols et les Turcs, entre les Polonais et les Russes, il y a un territoire très-intéressant pour l'histoire slave. Ce territoire commence vers la partie inférieure du Danube à la ville de Belgrade; d'un côté, il côtoie les Carpathes; de l'autre, le long de la mer Noire, il étend ses plaines au-delà du Borysthène (Dniéper) et du Don, vers le Caucase. Il est impossible de désigner par un seul nom cette vaste contrée. Autrefois elle s'appelait Petite-Scythie; elle touche à la Petite-Pologne (aux palatinats méridionaux) et à la Petite-Russie (aux pays de Kiew et de Czerniechow). Une grande partie de ce territoire forme l'Ukraine, mot qui veut dire : *pays de frontières*. Ce territoire vaste et désert, mais riche en végétation, servait de pâturage aux chevaux des peuples barbares. Il est la grande artère qui rattache l'Europe au plateau de l'Asie centrale. C'est par là que la vie asiatique entrait en Europe; c'est par là que les deux parties du monde se heurtaient l'une contre l'autre. Les peuples qui voulaient arrêter l'invasion des Barbares, ou vider leurs querelles par le combat, descendaient dans ces steppes, pays neutres, champs de bataille par excellence. Là, toutes les armées du monde se donnèrent rendez-vous : les armées de Darius et les armées de Cyrus, celles de la Russie et celles de la Pologne. Là naquit un peuple connu sous le nom de Kozaks, mélange de Slaves, de Tartares, de Turcs. Ils parlent un langage intermédiaire entre le polonais et le russe; ils ont passé tour à tour sous la domination de la Pologne et de la Russie.

Le Danube, le fleuve sacré des Slaves, traverse ces steppes mystérieux, ces pays sévères, aux destinées insaisissables.

Selon les paroles d'un poète ancien : « Sur cette terre, labourée par les pieds des chevaux, engraissée de cadavres humains, parsemée d'ossements blanchis, arrosée d'une pluie de sang, croissent les moissons de la tristesse. »

Si, maintenant, nous embrassons dans son ensemble tout le territoire slave, nous le voyons divisé en trois zones.

La zone du milieu, à partir de l'Oder, et dans toute sa longueur, n'était composée que de forêts. Ces forêts s'avançaient vers la Vistule, puis au-delà du Niémen ; d'un côté, débouchant dans la vallée du Prypec, elles couvraient tout le pays; de l'autre, au-delà du Borysthène, elles touchaient aux forêts de la Moskowie, et par ces dernières, aux forêts de l'Oural. Il paraît que toutes les bêtes fauves descendirent de l'Asie par cette voie de verdure, et, que plusieurs des animaux très-rares aujourd'hui en Europe, tels que les ours, les loups et les élans, y résident encore en grand nombre; dans la forêt de Bialowiez, on voit encore le bison, dernier échantillon d'une race qui a complétement disparu du continent.

C'est du milieu de ces forêts que les Lithuaniens s'élançaient sur les Slaves.

Au nord, s'étend une longue ligne de quatre à cinq cents lacs, depuis le lac Goplo jusqu'à celui de Peypus, immenses nappes d'eau presque partout reliées entre elles par des canaux et des rivières. Entre cette ligne de lacs et la mer Baltique, habitaient les Finnois. Là règne entre tous l'arbre à l'écorce blanche, aux feuilles délicates, aux fleurs en chaton : le bouleau, si souvent chanté par les poètes lithuaniens et finnois. Par là aussi passaient les oiseaux aquatiques qui se dirigeaient vers l'Europe ; le renne était un des antiques habitants de ces contrées, et, plus anciennement encore, le rat voyageur, qui s'aventurait quelquefois jusqu'au Niémen; mais il n'existe plus aujourd'hui que dans les traditions populaires, comme un symbole des incursions des Finnois.

Au sud de la zone des forêts s'étendent des champs immenses de

la plus grande fertilité : c'est le midi du royaume de Pologne, la Wolhynie, la Podolie et une partie de l'Ukraine. La végétation y change peu à peu de nature; le sapin disparaît, le chêne commence. C'est par ces contrées que passait la sauterelle, lorsque, après avoir quitté les plaines de l'Asie, elle fondait sur l'Europe. Cet insecte, symbole historique des invasions mongoles, semble par moment avoir disparu du monde; on n'en entend plus parler durant des siècles; tout à coup, il se lève : il couvre l'horizon et voile le ciel; il dévore toute végétation. La Pologne est son quartier d'hiver : de là, en légions rampantes, il s'avance brûlant partout la terre, encombrant les lacs et les rivières; puis, lorsque les ailes lui sont venues, il s'envole et va s'abattre en nuage destructeur jusqu'au-delà de l'Elbe et sur les rives du Rhin. Mais la culture en Pologne, de plus en plus active et soignée, le combattant et le gênant sans cesse dans sa reproduction, a fini par l'empêcher de s'établir en Europe.

Dans les chants populaires, la sauterelle est demeurée toujours l'emblème du Tartare. Sauterelle et Tartare, c'était la même chose pour les Polonais. *Ecrasons la sauterelle!* tel était leur cri de guerre. Le peuple dit qu'il y a sur les ailes de cet insecte un caractère mystérieux qui signifie *fléau de Dieu*. Il est à remarquer que tous les chefs de la race ouralienne, depuis Attila jusqu'à Tamerlan, avouaient et proclamaient hautement ce titre de *fléau de Dieu*. Un grand poète de l'Occident, lord Byron, qui devinait si bien une nature qu'il n'avait jamais vue, a aussi comparé à la sauterelle un général russe (Potemkin), qui s'est souvent conduit en Mongol : « Il est mort, s'écrie-t-il, et semblable à la sauterelle, il s'est lui-même enterré dans le sol qu'il a si longtemps ravagé! »

Dès le commencement, nous retrouvons la Russie et la Pologne en lutte. Mais il est très-difficile de déterminer le centre d'action de ces deux puissances rivales : leurs capitales semblent se dé-

placer continuellement. Les Polonais eurent d'abord leur foyer central près des Carpathes; plus tard, leur trône s'éleva, vers le Nord, dans les plaines de la Grande-Pologne, puis ils revinrent le fixer de nouveau sur les bords de la Vistule. Les Russes descendirent avec le cours du Dniéper jusqu'à Kiew, ensuite ils remontèrent vers le Nord. Nulle part, on ne trouve de capitale définitivement établie; il n'y a de stable que les deux principes de vie politique qui animent les deux peuples hostiles et qui, par eux, agissent constamment sur les masses slaves. On pourrait cependant placer le point principal de l'activité russe entre Novogorod-la-Grande et les sources du Dniéper et de la Dwina, comme aussi établir pour la Pologne une capitale idéale entre les Carpathes et la Vistule. Il est singulier que le lieu où, suivant la tradition mythique, un dragon à trois têtes assiégea le berceau de la royauté léchite, se trouve précisément celui où se sont conservés le plus longtemps les vestiges de l'indépendance polonaise : je veux parler de la ville libre de Cracovie.

Le vaste espace qui sépare ces deux centres d'action comprend les pays situés entre le Dniéper, le Boh et le Niémen; jamais les différentes tribus qui s'y sont fixées n'ont pu former une unité politique distincte; cette contrée porte le nom de *terres russiennes* : longtemps contestée entre la Pologne et la Russie, elle fut le théâtre de leurs guerres acharnées. C'est là que l'Eglise catholique combattit l'Eglise orientale, que la république nobiliaire lutta contre le système autocratique.

Les circonstances au milieu desquelles le christianisme s'introduisit, le caractère du clergé, les rapports politiques entre l'Eglise et la souveraineté nationale : tout est différent dans les deux Etats. Le catholicisme romain a prévalu en Pologne, le schisme oriental en Russie.

Dans les IVe et Ve siècles il y avait déjà des apôtres travaillant à propager le culte chrétien parmi les Slaves. Le grand docteur de

l'Église, saint Jérôme, était Slave de naissance; un peu plus tard, nous rencontrons beaucoup de Slaves parmi les patriarches de Constantinople. Ce n'est qu'au IXe siècle que les travaux apostoliques acquièrent, par les résultats, une réelle importance; mais l'apostolat semble ici se diviser en deux branches, marcher par une double voie, revêtir enfin le caractère de la dualité slave.

Saint Cyrille et saint Méthode étaient envoyés par la cour de Rome, munis des instructions du pape, à l'autorité duquel ils en référaient. L'un et l'autre sont morts dans la capitale du monde catholique. Ils évangélisèrent les Slaves vers l'an 860, c'est-à-dire avant le grand schisme d'Orient, qui n'eut lieu qu'en 880. Ces deux docteurs n'eurent, pendant leur apostolat, aucun rapport avec l'Église d'Orient. Ce n'est qu'après le schisme qu'on peut suivre la double action du christianisme à travers les pays slaves.

La cour de Rome avait accordé aux Slaves le privilége de célébrer la messe dans leur langue. Le privilége fut, plus tard, retiré; puis, après des explications, concédé de nouveau. Rome a conservé, pour langue sacramentelle, le latin, le grec et le syriaque; mais elle ordonnait aux prêtres d'enseigner les peuples dans leur propre langue, d'apprendre l'idiome des nations au sein desquelles ils allaient porter la parôle évangélique. Les formules sacramentelles, en une langue ancienne ou moderne, sont également comprises des savants, mais restent inaccessibles au peuple. L'introduction du latin dans le culte religieux a eu pour la nationalité polonaise des résultats importants. La connaissance du latin donnait la clef des antiquités romaines et de la littérature du moyen âge. Le clergé s'initiait ainsi à la civilisation de l'Occident.

C'est le christianisme qui a complété l'organisation des royaumes slaves et assuré leur indépendance. En premier lieu, il a fondé la famille par l'établissement du mariage : réforme immense qui a rapproché les nations slaves des races occidentales. Puis il a consacré le pouvoir; il est probable que chez les Slaves jamais un

pouvoir durable n'aurait pu s'établir sans l'influence chrétienne, tant leur organisation était contraire à toute idée politique : du moment que les rois de Pologne furent sacrés par les papes, ils devinrent les vrais représentants de la nationalité. Ainsi le christianisme a réformé la vie domestique et la vie politique dans les pays slaves. Il a établi entre eux un lien intime en leur montrant un même but à atteindre. L'unité y a pour premier organe la cloche de l'église. Cette voix, qui retentit dans tous les pays slaves, leur fait sentir qu'ils sont membres d'une même communauté. Plus tard, cette cloche chrétienne devint le symbole de l'indépendance politique, car c'est elle qui appelle les citoyens à la diète. Les églises sont les premiers édifices en pierre et leurs seuls chefs-d'œuvre d'architecture. L'institution de fêtes pendant lesquelles le peuple doit s'abstenir de travail devient un puissant moyen d'éducation. Alors, au milieu de ses amusements, il peut méditer et vivre d'une vie spirituelle détachée de la terre. Enfin l'introduction de l'enseignement par les prêtres fait époque chez les Slaves ; jusqu'alors il n'y avait pas eu de dogmes prêchés parmi eux. — Toutes ces réformes, l'établissement de la royauté, de la paroisse, du mariage, des fêtes et de l'enseignement transforment la société slave : elle devient européenne, elle commence à appartenir à la communion des peuples de l'Occident.

L'unité est construite par l'Église. L'idée de l'unité, si simple en apparence, est pourtant difficile à créer. L'Eglise, en couronnant le prince polonais, résume déjà l'Etat dans sa personne. Le roi, en devenant membre de la famille des princes chrétiens, se considérait comme représentant d'un pays dont il commençait à comprendre l'unité ; pendant les divisions, les évêques n'ont cessé de se réunir pour former le synode. Au milieu des querelles des princes, de leurs luttes, de leurs guerres, les évêques et les seigneurs se réunissaient et entraînaient même les princes pour former le synode. Ce synode devenait une représentation de la Pologne, qui n'exis-

tait pas comme gouvernement, mais dont tout le monde sentait l'existence comme d'une personne morale. Ainsi les évêques de Poméranie, après la révolte des princes poméraniens, venaient toujours siéger sous la présidence des princes polonais pour discuter les affaires polonaises, comme le firent plus tard les évêques de la Silésie et même les évêques de plusieurs provinces de Prusse, sous la primauté de l'évêque de Gniezno. C'est ainsi que s'est formée l'idée indestructible d'une nation polonaise.

Des deux formes de l'Église chrétienne la plus terrestre a tout naturellement prévalu en Russie. La tradition rapporte que Wladimir, le dernier des souverains russes qui ait appelé de nouvelles bandes de Suède et de Norwége, après avoir hésité à ranimer le paganisme, puis longtemps examiné les deux rites chrétiens, opta enfin pour le rite grec, et que c'est un religieux grec qui le décida en lui dépeignant le jugement dernier.

Que pouvait l'Eglise grecque pour les libertés du pays, puisqu'elle-même perdait la sienne. Elle croyait trouver son indépendance en s'émancipant du pouvoir papal, et elle ne fit que tomber sous l'autorité du pouvoir laïque, qui d'abord supprima les synodes pour éviter les disputes théologiques que nulle autorité suprême ne pouvait plus résoudre, et ensuite interdit la prédication, puisqu'il n'avait lui-même autorité pour contrôler partout et toujours le clergé. L'Église gréco-russe fut ainsi réduite au mutisme et à l'inaction.

Tandis que les ordonnances russes organisent les rapports sociaux entre le maître et l'esclave, entre le maître et le prince, les lois polonaises organisent les rapports entre les Etats : les Russes n'ont qu'une législation civile et criminelle ; les Polonais ont une législation politique. Le synode polonais prend sous sa protection l'agriculteur ; il défend aux courtisans, aux serviteurs du prince de lever des impôts arbitraires ; il régularise les jugements, et chacune de ses lois finit par la formule religieuse : *Que celui qui*

violera cette loi soit frappé d'anathème. Ces lois obligent toute la Pologne; elles sont censées obliger les princes indépendants de la Poméranie, les princes de la Silésie plus tard, et enfin la noblesse de la province de Galicie qui entre de plus en plus en rapport avec la Pologne.

La juridiction passe, en Russie, des communes entre les mains des administrateurs nommés par les princes : au contraire, en Pologne la justice est toujours rendue par une espèce de comice où les guerriers s'assemblent et devant lesquels on évoque chaque cause de haute gravité, soit criminelle, soit civile; le magistrat préside seulement ce comice sans avoir une voix décisive.

Dès l'origine, tout marche en Pologne vers la liberté; en Russie vers le despotisme.

CHAPITRE PREMIER.

LES LECHS ET LES PIASTES

Ou la Pologne primitive.

Origine et caractère des Slaves. Symbole historique de la Pologne. Signification des traditions mythiques. — Charlemagne et les Slaves. — Introduction du Christianisme chez les Slaves. Son influence sur la nationalité polonaise. Martyre de saint Adalbert et victoires de Boleslas le Brave. Boleslas le Hardi et saint Stanislas. — Boleslas Bouche-Torse et la défaite des Allemands. Conversion de la Poméranie. — Les Prussiens et les Lithuaniens. Les Porte-glaives et les Chevaliers-Teutoniques. — La Pologne divisée. Synode législatif. Branche cadette des Piastes. Ses concessions à la haute noblesse. — La Pologne unie sous Ladislas le Bref. Casimir le Grand, père des paysans. Louis de Hongrie appelé au trône de Pologne.

La religion des Slaves, telle que nous la trouvons dans les historiens et dans la tradition, prouve l'antiquité de ce peuple qui est assurément parti de la Haute-Asie avant toute révélation. Il est impossible d'assigner une date à sa sortie de l'Asie; mais il est certain qu'il n'a apporté avec lui, en Europe, aucune des idées communes à tout l'Orient depuis les temps d'Abraham. Sa religion est primitive, patriarcale, telle encore que nous la

voyons dans le livre de la *Genèse*. Il y a un Dieu, un mauvais esprit ennemi de Dieu, une âme immortelle ; il y a aussi une vague trace d'un crime commis et qu'il faut racheter, puisque la nécessité du sacrifice est admise ; mais à cela se borne tout ce qu'on peut savoir de l'ancienne religion des Slaves. L'absence de révélation se fait sentir, d'ailleurs, dans ce qui manque à leur organisation sociale. Sans révélation, il n'y a pas de sacerdoce; aussi le sacerdoce, par droit d'hérédité ou d'élection, n'a-t-il jamais existé chez ces peuples. Ne reconnaissant pas la filiation des dieux et des héros, ainsi que l'acceptaient les Germains, les Celtes et les autres nations, ils n'ont point eu d'aristocratie et ne pouvaient en avoir. L'aristocratie, de tout temps, s'est fondée, s'est appuyée sur la tradition d'une origine supérieure à celle du peuple; partout et toujours l'aristocratie a prétendu à une origine divine. Les Slaves n'avaient ni prêtres, ni seigneurs, ni rois. N'admettant pas la possibilité d'un pouvoir surnaturel, ils ne pouvaient entreprendre d'expédition dans le but de réaliser quelque projet vaste et mystérieux : ils n'étaient ni guerriers, ni conquérants.

La race slave apparaît vers le VIe siècle, comme ayant déjà à peu près réalisé l'idéal du bonheur *domestique* et *communal*, grâce à la fertilité du sol, à la douceur des mœurs du peuple, et à la fidélité avec laquelle il conservait les anciennes traditions qui fixaient la nature et le mode de propriété. Ce peuple était appelé par les contemporains le peuple joyeux par excellence, *Slavus saltans*. Mais il ne voulait pas se développer ; il se bornait à

jouir de ce bonheur. Or, l'homme n'est pas seulement créé pour la vie domestique et pour la vie communale. Le progrès est continu, incessant; il faut qu'un peuple marche, qu'il s'élève sans cesse. Mille communes pouvaient alors brûler sans que leurs voisins s'intéressassent à leur sort. Afin de tirer les Slaves de leurs retraites inabordables, les étrangers, les enfants d'Odin, les peuples du Caucase arrivent et ils les forcent à se grouper pour se défendre, à devenir citoyens; des principautés, de petits royaumes se forment, et les Slaves sont membres d'un État. Mais la résistance se manifeste de nouveau; l'esprit slave veut rester à jamais enchaîné dans la forme primitive de ces petits États. Tout est morcelé, tout est désordre et confusion. La Providence frappe de nouveau cette race. Les Mongols descendent des hauteurs de l'Asie, et mettent le feu à ces principautés slaves; ils enfument les habitants qui se cachent dans les cavernes, ils brûlent les villes, ils chassent les populations devant eux, et les contraignent à se réunir, à se reconnaître, à chercher un point d'appui contre une épouvantable invasion. Après cette tempête, nous voyons trois grandes unités surgir à la fois : celle des *Bohêmes* ou *Czechs*, celle des *Polonais* et celle des *Russes*.

Les chefs lechs et czechs n'ayant pas laissé de monuments écrits, leur souvenir s'est perdu dans le passé où ils ne nous semblent plus jouer qu'un rôle fabuleux. Ce qu'on sait avec certitude, c'est que les Lechs et les Czechs se sont facilement acclimatés parmi les Slaves, qu'ils ont été vite absorbés par la race indigène et que leurs familles régnantes ont cédé la place à des familles

nationales. C'est en Bohême et en Pologne que les premiers rois d'origine slave ont été élevés au trône.

L'histoire symbolique de l'ancienne Pologne est le vrai type de toutes les époques suivantes ; elle se reproduit dans chacune, quoique dans des proportions de plus en plus larges. De même que l'enfance d'un grand homme fait deviner sa jeunesse, que sa jeunesse est le développement de son enfance, et que sa vieillesse rappelle les périodes précédentes de sa vie, ainsi, dans chaque nation, la première page mythique de son histoire se retrouve au fond des grandes phases de son existence.

Dans l'histoire mythique de la Pologne, se montrent d'abord les Lechs, qui parcourent les pays slaves depuis la mer Noire jusqu'à la mer Baltique : c'est un peuple cavalier qui a un roi et une capitale, mais qui n'a pas de territoire fixe. Leur dynastie guerrière se dégrade peu à peu et s'éteint; alors le pays tombe dans une espèce de chaos, connu dans l'histoire sous le nom de *règne des douze woïéwodes* (palatins). Après ces douze palatins, une femme, la reine Wanda, se suicide pour ne pas épouser un Allemand, dont elle était pourtant amoureuse. Il surgit ensuite une nouvelle dynastie, moins forte que celle des anciens chevaliers lechs; elle dégénère et son dernier roi passe pour avoir été faible, dissolu, sans caractère et sans moralité. Ce roi célèbre, que le peuple connaît sous le nom de Popiel, ayant empoisonné son oncle et trahi ses parents, meurt mangé par les rats. La dynastie disparaît; il n'y a plus de roi. Alors les anges descendent et appellent au trône un paysan polonais, Piast. Dans la dynastie de Piast, l'his-

toire primitive des Lechs se répète exactement. Après les Boleslas, ces grands rois qui rappellent les premiers Lechs, la dynastie faiblit, et arrive l'époque des désordres que l'on désigne sous le nom de *Pologne divisée*, et qui reproduit le règne des douze woïéwodes. Plus tard, une fille héroïque, Hedwige, renonce à un Allemand qu'elle aime, et se sacrifie pour son pays. Après quoi vient une série de rois qui ressemblent à ceux connus sous le nom de Leszek et de Popiel, et dont le dernier, Stanislas-Auguste, après avoir trahi sa famille, mourut misérablement.

Coïncidences mystérieuses !... L'ancêtre de la famille Poniatowski, qui était un pauvre gentilhomme, avait pris pour ses armes les mêmes insignes que l'on dit avoir été portées par le roi Lech ? Kosciuszko ne rappelle-t-il pas, d'une manière extraordinaire, le roi Piast ? Son nom même fut celui de l'antique famille des Piastes. Le chef de cette famille, en effet, s'appelait Kosciszko.

Les Lechs, vers le VIe siècle, faisaient la conquête des terres qui composent le duché actuel de Posen, et s'étendaient jusqu'aux bords de l'Elbe. Ils choisissaient leurs rois dans une seule famille. La couronne était souvent la récompense des victoires gagnées dans les courses à cheval. La tradition de ces sortes d'élections est commune à tous les peuples qui descendent des Azes. Les rois fabuleux des Lechs combattent souvent des monstres fantastiques, des dragons ; ils font la guerre à Alexandre le Grand, à César : les souvenirs apportés de l'Orient se confondent avec les fables populaires. Les chroniqueurs parlent aussi de diplômes par lesquels

Alexandre le Grand et César auraient abandonné aux Lechs la possession de tous les pays du Nord. Ces diplômes, dit-on, ont été perdus dans une bataille contre les Turcs et doivent se retrouver à Constantinople. Au XVIᵉ siècle, des voyages ont été entrepris à ce sujet par des hommes graves. Quoi qu'il en soit, la tradition exprime ici visiblement le désir de faire la conquête du Nord, le mystérieux espoir de rentrer dans tous les droits concédés par de prétendus diplômes, pure invention des chroniqueurs. Les Lechs sont quelquefois désignés sous le nom de Sarmates; ce nom, les Polonais, dans leur style poétique, le donnent souvent à leurs ancêtres.

Les Piastes étaient Slaves: le peuple lui-même choisit le premier roi de cette famille qui régna longtemps, et dont le dernier descendant est mort, au XVIIᵉ siècle, dans une obscure principauté de Silésie. A une époque reculée, les peuples de l'Asie-Mineure s'étaient réunis pour élire un roi, et l'oracle leur ordonna de choisir celui des habitants qu'ils rencontreraient le premier avant l'aube du jour. Un paysan venant à passer, on le créa roi. Ce fut le roi Gordius. Il fit placer dans un temple son char pour conserver le souvenir de son élection. La même tradition se trouve dans les historiens polonais sur le roi Piast. Elle est venue de l'Asie avec les peuples slaves, et probablement l'événement qui y a donné lieu s'est plus d'une fois renouvelé. C'est pourquoi cette tradition n'a cessé de vivre, et, jusqu'aux derniers temps de la République de Pologne, *Piast*, c'est-à-dire le paysan, signifiait la même chose qu'un roi national. La dynastie des Piastes, sous laquelle la Pologne s'est formée

et développée, offre un caractère tout particulier : ses rois sont représentés comme de vrais pères de famille, ils sont bienveillants et même débonnaires ; la simplicité, la bonté, tel est le type qui les distingue.

Les Allemands s'obstinent à nier l'antiquité des souvenirs polonais ; ils n'admettent point la partie mythique de l'histoire de Pologne, n'y trouvant ni dates, ni données géographiques. Ces savants, qui cherchaient l'impossible en voulant trouver les mythes enregistrés et arpentés, s'étonnaient, à plus forte raison, de la forme des récits mythiques. Hommes de bibliothèque, tels que Lengnich, Schlœtzer et Voigt, comment auraient-ils rien pu comprendre à cette manière d'écrire? La critique moderne a rejeté tous ces faits traditionnels. On a voulu prouver qu'il n'y avait aucun rapport entre les Sarmates et les Slaves, et que les Lechs étaient Slaves ; on a tourné en ridicule la dynastie des Piastes, et cependant cette histoire, prétendue fabuleuse, a longtemps été le catéchisme national. Elle seule est vraie peut-être ; car elle a eu une grande influence sur les idées polonaises ; car, dans les diètes, on en appelait à la foi générale, à ce catéchisme dont on citait des articles ; car les monarques polonais ont souvent depuis cherché les frontières mythiques de l'empire des Lechs ; car, elle seule, enfin, n'a pu être oubliée du peuple. C'est en vain que des historiens s'efforcent de démontrer que l'élection des rois de Pologne ne date que du XVI[e] siècle, nous en trouvons des traces dans la tradition. En vain, aussi, a-t-on tenté de rabaisser la mémoire des souverains vénérés de la nation, et de tout temps regardés comme les types anti-

ques du caractère slave; le peuple polonais persiste à repousser l'histoire qu'on veut lui imposer.

Le génie français apparut aux Slaves avec l'oriflamme de Charlemagne : ils ont reçu ses lois et combattu à côté de ses paladins. Plus tard, il les visita sur les ailes des aigles napoléoniennes : ils reçurent son Code et ils l'accompagnèrent sur tous les champs de bataille de l'Europe. Charlemagne, de sa capitale sur les bords du Rhin, s'occupait sans relâche des intérêts des populations qui vivaient sur la Vistule et sur l'Oder. Il existe des traités conclus entre elles et la France. Il connaissait même les détails de leur administration, et les mystères de leurs querelles : les chroniqueurs du moyen âge en font foi. Charlemagne implanta dans les pays slaves l'idée de la royauté : cette idée produisit une grande révolution. Nous dirons, en son temps, l'influence qu'ont eue sur les Slaves la personne, le génie et l'action de l'empereur Napoléon.

Anciennement des Slaves habitaient l'occident de l'Europe; mais la race germanique les détruisit peu à peu. Ces Slaves n'ont pas d'histoire proprement dite; car l'histoire est le passé d'un peuple constitué en empire, en royaume, et, ils n'existaient, eux, qu'à l'état de colonies éparses. On aurait tort cependant de les considérer comme des Barbares, ainsi que le font souvent les étrangers et surtout les Allemands, qui veulent absolument les comparer aux sauvages de l'Amérique pour excuser ou justifier sans doute les violences qu'ils ont commises envers ce peuple. Les écrivains du moyen âge

et ceux de l'antiquité leur rendent un tout autre témoignage ; ils parlent avec éloge de la douceur de leurs mœurs.

Au nord de l'Allemagne, entre l'Elbe et l'Oder, après le passage des tribus germaniques des Goths, des Vandales, des Burgundes, des Hérules, les peuplades slaves, n'ayant plus d'étrangers parmi elles, parvinrent à l'indépendance. Les hordes militaires des Germains n'essayèrent jamais de s'établir à demeure dans ce pays, à l'exception toutefois des Saxons, qui, seuls fixés au sol et adonnés à l'agriculture, devinrent pour les Slaves des ennemis redoutables. Pépin le Bref demanda le secours de la tribu des Bodryces contre les Saxons ; ils lui envoyèrent cent mille combattants. Charlemagne, après lui, voulant envelopper tout le Nord dans son vaste empire, chercha à étendre sa domination sur les Slaves ; mais ses efforts étaient surtout dirigés contre la Saxe et la Bohême. Il conclut des traités avec les chefs des Bodryces ; l'un d'eux, nommé Drazko, lui amena soixante ou quatre-vingt mille combattants pour l'aider à conquérir la Saxe. Toutes ces circonstances sont très-peu connues aujourd'hui ; le souvenir de ces combats est conservé dans les chroniques du temps ; mais les écrivains actuels de l'Occident s'occupent peu de ces peuplades. Cependant il est certain que, dans les grandes luttes de Charlemagne contre les Saxons, l'intervention des Slaves de l'autre côté de l'Elbe a été décisive. Charlemagne, pour récompenser Drazko, lui conféra quelques-uns des priviléges de la royauté.

La cause des malheurs des Slaves occidentaux fut leur

désunion et leur incapacité politique, attestées par les auteurs grecs et les chroniqueurs des Francs et des Goths. Les Bodryces étaient sans cesse en guerre avec les Lusaciens : toutes les fois que les Allemands leur laissaient un repos momentané, ils en profitaient pour courir aux armes et s'entre-déchirer. Louis le Débonnaire et Louis le Germanique intervenaient souvent dans leurs affaires et jugeaient leurs querelles intestines. Ils donnaient aussi l'investiture à leurs chefs; les titres étrangers étaient en grande estime chez les Slaves. Ces luttes que nous résumons en quelques mots, ont duré deux cents ans. Plusieurs fois des armées de cinquante, de soixante mille hommes se rencontrèrent. Des victoires éclatantes, des défaites terribles se succédaient; pendant ce temps les Allemands s'emparaient lentement du pays.

Les Polonais, ainsi que les Slaves du Midi et de l'Ouest, étaient obligés par leur vie politique même de se convertir au christianisme. Le vaste empire d'Allemagne n'avait pas une très-grande force d'action dans son intérieur; c'était un empire fondé sur la féodalité, modifiée par les priviléges des villes libres et contenue par l'autorité de l'Église. Mais cet empire était tout-puissant lorsqu'il parlait au nom de l'idée de l'époque, au nom du Christianisme.

La lutte était trop inégale pour les Slaves, car les Allemands apportaient avec eux l'organisation militaire féodale, tandis que les Slaves ne pouvaient leur opposer que des armées sans ordre. Les barons ne portaient pas aux Slaves une haine implacable : ceux-ci, une fois con-

vertis, recevaient la même protection que les Allemands. Toutefois, malgré cette protection, les Slaves se trouvaient malheureux. Ils voyaient avec peine s'élever dans leur pays le château féodal. Près de ces châteaux s'établissaient des forges qui fabriquaient des armes pour le seigneur; les ouvriers allemands construisaient ensuite une église et près d'elle se formait bientôt le compagnonnage pour ses besoins et ceux des fidèles. Les Slaves étaient obligés de se soumettre à un régime contraire à leur nature. Sous le poids de cette atmosphère étrangère, leur langue, leurs mœurs et leurs coutumes s'effaçaient chaque jour. Quelque empressement que missent les seigneurs ou l'Église à leur assurer une vie libre et facile, ils ont disparu partout où s'est établie la féodalité.

Quel était donc le moyen d'arrêter cette invasion allemande? Un historien dit qu'il n'y avait qu'à ériger la croix sur la frontière pour enlever aux empereurs allemands le principe de leur force. En effet, l'entrée des Slaves dans la communion chrétienne dépouillait de tout caractère religieux leurs contestations politiques avec l'Empire; et même, dans la suite, les princes slaves, s'assurant l'alliance des barons par des mariages et des traités, devaient influer sur les affaires intérieures de l'Allemagne et devenir quelquefois redoutables aux empereurs. Voilà quel fut le service que le christianisme rendit aux Slaves.

En Pologne les progrès du christianisme rencontrèrent des difficultés d'une nature spéciale. Les Lechs formaient une caste armée; c'était, de même que les ordres de chevalerie, une sorte de milice aristocratique. Le Christia-

nisme leur apparaissait comme quelque chose de menaçant, d'abord parce qu'il consacrait la royauté et lui donnait une force incompatible avec leurs idées traditionnelles, ensuite parce qu'il renfermait dans ses dogmes une promesse concernant la masse entière du peuple, promesse que cette aristocratie devinait instinctivement. A ces deux obstacles venait s'en ajouter un troisième provenant de la fusion des races différentes. La chevalerie léchite se composait d'hommes valeureux et entreprenants, mais inconstants et légers (c'est ainsi du moins que les auteurs byzantins ont dépeint les Lechs du Caucase); en se mêlant aux Slaves, ils avaient joint à leurs propres défauts la rudesse et la sensualité de ces peuples. Le clergé chrétien, entouré d'une telle société, s'imprégnait peu à peu des mœurs nationales et perdait son ascétisme, son autorité morale et surtout cet enthousiasme qui caractérisait le prêtre du moyen âge.

L'état moral de la Pologne a été exactement dépeint par un chroniqueur polonais, qui raconte l'ambassade envoyée au pape par le prince polonais Mieczyslas pour demander la couronne royale. Le pape était bien disposé, la couronne était déjà prête, lorsqu'un ange apparut au souverain pontife et lui dit que les Polonais n'étaient pas dignes encore d'avoir pour chef un oint du Seigneur. « Cette noblesse, écrit le chroniqueur, préfère la violence à la justice; ses forêts et ses chasses ont plus de charmes pour elle que l'agriculture et que les soins de la législation; elle estime plus ses limiers que les hommes; elle est plus propre en un mot à se battre qu'à bâtir des églises. » Quoi qu'il en soit de cette

légende, les papes refusèrent longtemps la couronne royale aux ducs de Pologne.

Les évêques catholiques de cette nation étaient souvent, en ce temps-là, de grands seigneurs polonais ; dans leurs actions ils montraient toutes les qualités et tous les vices de leur caste. Le clergé inférieur, les abbés et les curés provenant de la petite noblesse, en avaient le patriotisme, le penchant guerrier, l'hospitalité et la bienveillance sociale, mais ils s'occupaient peu des intérêts de la religion. Aussi les Polonais ne firent pas assez d'efforts pour gagner au christianisme leurs voisins barbares ; ils faillirent ainsi à leur principale mission, car il s'agissait avant tout de propager le christianisme parmi les païens et l'oubli de ce devoir fut pour la nation la source de grands malheurs. Il manquait en Pologne d'apôtres et de martyrs. Les apôtres venaient des pays étrangers, on allait les chercher en Allemagne et en Bohême. Un d'eux, un grand homme, saint Adalbert, est devenu le patron de la Pologne. Il forme à lui seul une époque dans l'histoire de ce pays.

Saint Adalbert, naquit en Bohême, sur les confins de la Pologne, d'une grande famille léchite ; son père était comte et sa mère parente du duc régnant ; cette famille avait de nombreuses relations et une grande influence en Pologne. Dès son enfance on le destina à l'état ecclésiastique. Envoyé en Allemagne pour achever ses études, il visita ensuite la France et l'Italie ; revenu dans sa patrie, il fut sacré évêque de Prague. Le peuple le reçut avec enthousiasme, car il parlait bien le slave (il composait même des poésies dans cette langue). Les grands aimaient

sa douceur et sa miséricorde. Toutefois un orage formidable éclata sur sa tête ; on invoqua le prétexte qu'il introduisait des coutumes nouvelles dans le pays ; il invitait à sa table tous les chrétiens indistinctement, sans tenir compte de leur position sociale. Il s'opposait au trafic des esclaves (les juifs de Pologne et de Bohême achetaient et vendaient des hommes). Enfin il s'efforçait de détruire la polygamie. Tout cela révoltait les habitants de Prague; ils chassèrent leur évêque. Rappelé bientôt, il fut de nouveau persécuté et faillit périr dans une émeute. Sa maison fut brûlée, on massacra quelques-uns de ses frères. Lorsque cette sédition fut apaisée, on s'efforça par des promesses de le faire revenir à son évêché, mais il demeura inflexible dans la résolution d'abandonner son diocèse. Il se sentait appelé à une mission plus élevée : l'apostolat. C'est dans ce but qu'il vint à Gniezno (Gnésen), à la cour du roi Boleslas Ier le Brave et qu'il lui déclara son désir de se livrer à la conversion des peuplades lithuano-prussiennes, voisines dangereuses de la Pologne. Reçu avec de grands honneurs par le roi, il consacra plusieurs années à étudier les langues des nations qu'il voulait évangéliser, puis il prit la voie de la Vistule jusqu'à Dantzick et de là dirigea ses pas vers la Prusse orientale. Les Prussiens, d'abord, ne lui opposèrent aucune résistance ; mais une nuit qu'il s'enhardissait à pénétrer dans la forêt sacrée, et, en célébrant la messe, à prendre possession au nom du Christ de ce siége du paganisme, les prêtres du lieu tombèrent sur lui et le massacrèrent (977). Boleslas racheta le corps du martyr et le déposa dans la ville de Gniezno. Le bruit

de la mort de l'évêque, la renommée des miracles qui s'opéraient sur son tombeau, se propageant dans toute la chrétienté, attirèrent beaucoup de pèlerins dans la capitale de la Pologne. L'empereur Othon III, homme pieux et bon qui connaissait particulièrement et aimait saint Adalbert, étant alors en guerre avec la Pologne, conclut exprès un traité pour faire un pèlerinage et honorer les reliques de son saint ami. Il arriva en grande pompe à Posen et de là, pieds nus, il marcha jusqu'à Gniezno. Reçu magnifiquement par Boleslas, il ôta de sa tête la couronne impériale et la déposant sur celle de Boleslas, il le proclama roi (le souverain polonais n'avait encore que le titre de duc). La Pologne commença dès lors à être regardée comme un royaume chrétien. Othon, avec le titre de roi, accorda encore à Boleslas de grands priviléges politiques et religieux. Il lui conféra le droit d'instituer des évêchés et d'administrer son Église, droit que les papes accordaient difficilement aux empereurs eux-mêmes.

C'est ainsi que le foyer religieux de l'État polonais qui était auparavant, en Allemagne, à Magdebourg, fut transporté dans l'intérieur du pays : la Pologne trouva en même temps un centre politique en acquérant un centre religieux, parce que la capitale religieuse réunissait en elle tous les éléments nationaux. Ainsi saint Adalbert a donné à la Pologne une couronne royale et lui a tracé le vrai chemin des conquêtes à tenter dans l'avenir.

Il nous a laissé un chant de guerre composé par lui-même : ce chant, les Polonais l'ont entonné dans leurs batailles jusqu'au XVIe siècle, époque à laquelle s'arrête

leur expansion. Nous citerons quelques strophes de ce chant célèbre, tant de fois mentionné par les historiens polonais. Il semblera peut-être étrange qu'il ne contienne rien qui rappelle les chants guerriers de notre temps; c'est plutôt une pieuse et naïve invocation à la sainte Vierge. Il commence ainsi :

« Mère de Dieu, Vierge sanctifiée par Dieu, Marie bien-aimée, par ton fils le Seigneur, accorde-nous, fais descendre sur nous le royaume de ton fils, exauce nos vœux, remplis nos pensées ! »

Puis après quelques strophes il ajoute :

« Adam, toi l'ancien des sujets de Dieu, tu es assis dans l'assemblée délibérante de Dieu. (Cela fait allusion à l'ancien état social des Slaves.) Introduis-nous là où règnent les anges, là où est la joie, l'amour et la vision angélique qui ne finit pas. Ici-bas le règne diabolique s'est réalisé. Ce n'est point par l'or ou par l'argent que Dieu nous a rachetés de la damnation, mais par sa bonté puissante : pour tous les hommes, Dieu se laissa percer les flancs, les mains et les pieds. »

Enfin le chant se termine par une préparation à la mort, une prière :

« C'est le temps, c'est l'heure de mériter l'absolution des péchés, de glorifier notre Dieu. Prends-nous, introduis-nous, ô Jésus-Christ ! pour que nous soyons avec toi. *Amen !* Dieu, accorde-nous à tous d'aller dans le paradis où règnent les anges ! »

La voix de la mort est le sentiment qui prédomine dans les paroles du martyr qui arrosa de son sang la terre de Prusse.

Cependant les rois de Pologne n'ont pas assez compris les enseignements des apôtres slaves. Ceux-ci se dirigeaient sans cesse vers les pays païens, vers la Prusse, la Lithuanie, la Poméranie; les rois, au contraire, faisaient dans le même temps des expéditions en Ruthénie et en Bohême, pays déjà convertis, ou bien ils se mêlaient aux affaires de l'Allemagne. Les conquêtes de Boleslas le Brave, quelque brillantes qu'elles fussent, restèrent à peu près stériles pour la Pologne. Il possédait la Bohême presque entière, une grande partie de la Hongrie et tous les pays slaves entre l'Oder et le Borysthène; mais, après sa mort, la Pologne perdit ses conquêtes, tandis que les pays nouvellement convertis de la Prusse et de la Lithuanie devaient faire corps avec elle.

Toutes les libertés politiques des pays slaves du Nord viennent de l'Église d'Occident. Un roi polonais, Boleslas II le Hardi, qui tua l'évêque saint Stanislas (8 mai 1078), perdit sa couronne et dès lors l'évêque fut regardé comme inviolable; le même privilége s'attacha à la personne des seigneurs laïques qui siégeaient à la Diète à côté des évêques. Les libertés se sont développées dans les conseils des rois, et plus tard dans les Diètes où elles trouvèrent une parole puissante. L'évêque est une personne sacrée en Pologne, tandis que chez les chrétiens d'Orient, malgré la sagesse du clergé souvent supérieur à celui d'Occident par l'austérité de sa vie, il est traité durement par les rois et par le peuple. On ne rencontre aucun exemple d'un traitement brutal envers les prêtres dans les pays catholiques du Nord.

Les philosophes, entre autres signes de la mission qu'ils

reconnaissent à la Pologne de représenter le christianisme dans la politique, observent qu'elle a accepté le baptême en masse. Sa conversion ne fut pas une série de conversions individuelles, mais un fait unique et instantané ; ayant accepté le christianisme comme nation, elle doit le développer par des faits nationaux.

Au commencement du xii[e] siècle, vivait en Pologne le chroniqueur Gallus, chapelain de Boleslas *Bouche-Torse*. Pendant la paix comme pendant la guerre, il menait une vie active auprès du roi ; il avait visité les pays étrangers, et même fait le voyage de Terre-Sainte. Il parle de toutes les choses de la patrie, avec amour, orgueil et enthousiasme. Le chroniqueur polonais est avant tout patriote. Il rapporte que Ladislas Herman, le père de son héros, a, en mourant, ordonné aux seigneurs d'élire pour roi celui de ses fils qui montrerait le plus d'amour pour l'Église et pour le bien de sa patrie. Voici, par exemple, comment il raconte la guerre des Polonais contre les Allemands. L'empereur Henri IV était entré en Pologne avec une armée nombreuse, aguerrie, disciplinée ; les Polonais ne pouvaient offrir le combat ; ils cherchaient seulement à inquiéter cette armée, à la harceler pour la détruire en détail. Gallus trace admirablement ce tableau : « Boleslas, dit-il, s'attachait au César allemand comme s'il eût été son compagnon de voyage. Dès que l'empereur avait établi son camp quelque part, aussitôt le roi de Pologne se plaçait dans le voisinage. De quelque côté que l'empereur se tournât, il était sûr de se rencontrer face à face

avec le roi qui rôdait comme un loup autour de l'armée d'Henri et réussissait chaque jour à attraper quelques Allemands. Ils le craignaient tellement que rien n'était présent à leur pensée que Boleslas, que rien ne se trouvait au bout de leur langue que Boleslas. En passant à côté de chaque forêt, à côté presque de chaque buisson, ils se disaient les uns aux autres que sans doute Boleslas était là... L'empereur et son armée, harassés de fatigue, ne voyant pas le moyen de sortir de cette guerre, engagé au milieu de forêts, de marais et de fondrières, au milieu de mouches qui piquaient, au milieu de flèches aussi nombreuses que les mouches et de gaillards aussi ennuyeux que les mouches et les flèches, finit par conclure un traité. » (Paix de Bamberg qui suivit la défaite des Allemands, 1109, sur un lieu qui fut appelé *Psiepole* ou champ des chiens.)

L'aristocratie avait une physionomie particulière; on voyait sur la scène historique de grandes figures, des gentilshommes qui résistaient au pouvoir royal, quelquefois avec succès. L'un d'eux, nommé Sieczech, que le chroniqueur compare à Jugurtha, occupe plusieurs chapitres de son histoire. Gallus est amené ainsi à juger les rapports politiques qui existaient entre le roi et le peuple. Il sait apprécier le caractère des souverains : il flétrit leurs actions ou il les loue selon ses propres opinions religieuses et politiques. Son héros Boleslas fit tuer un de ses frères naturels, Zbigniew. Ce frère soulevait sans cesse des orages dans le pays; vaincu, exilé plusieurs fois, il revenait toujours pour conspirer de nouveau. Gallus cependant n'excuse pas son prince. « Dois-je justifier Boles-

las? Nullement. » Toutefois il veut atténuer ses reproches par l'énumération des crimes du rebelle et il ajoute : « Nous avons vu la grande douleur de notre maître ; nous l'avons vu couvert de cendres se livrer à son désespoir. » Il raconte ensuite les bonnes actions par lesquelles le roi voulait racheter son crime, ses pénitences, ses pèlerinages, ses fondations pieuses. Cela montre déjà un sentiment moral très-développé dans la nation polonaise et surtout dans la classe régnante, dans l'ordre équestre. De même que le meurtre de l'évêque Stanislas fut dans notre histoire le dernier meurtre politique, ainsi la mort ordonnée par Boleslas fut la dernière exécution dans un intérêt dynastique.

Une seule des vastes provinces qu'occupaient jadis les Slaves du Nord-Ouest, la Poméranie, a échappé à la destruction, grâce à sa conversion au christianisme sous Boleslas *Bouche-Torse*. Les rois de Pologne, dans leurs luttes contre l'empire d'Allemagne, envahirent plusieurs fois la Milsavie, la Lusace, mais sans jamais chercher à y établir une domination fondée sur quelque idée religieuse ou politique. Boleslas appela de toutes parts les évêques et les prêtres de Pologne pour les charger de prêcher le christianisme aux païens de la Poméranie ; mais il ne put trouver de candidat pour le martyre. Les évêques refusèrent, les prêtres trouvèrent des prétextes pour s'excuser, et, après avoir cherché pendant trois ans, le roi fut obligé de recourir à un Allemand, Otto, évêque de Bamberg (1120). Cet homme, saint et admirable, s'empressa d'apprendre le polonais, puis, ayant quitté sa seigneurie et son riche évêché, il se dirigea vers sa

mission. Après plusieurs années d'une prédication opiniâtre, il parvint à convertir ce pays. Ce fut ainsi qu'une partie de la Poméranie resta à la Pologne.

Entre le lac Peypus et la Poméranie, le long de la mer Baltique, habitaient des populations connues sous le nom de Livoniens, de Lethones et de Prussiens, populations peu nombreuses, qui ne s'élevaient pas au-delà de quelques milliers d'individus, divisées entre elles, opprimées par les Slaves et par les Normands. L'origine de ces populations est un mystère : elles appartiennent à la race indo-germanique, mais elles ne sont ni allemandes ni slaves. Leur mythologie, très-riche et très-développée, diffère de celle des Gaulois et des Germains : c'est un tissu de traditions sur les esprits. Elles considèrent toute la nature comme animée par des esprits qui agissent sous mille formes, dans les arbres, dans les fontaines, dans les échos et dans tous les phénomènes de la nature. Les peuples étaient régis religieusement par un Ordre qui ressemble beaucoup à celui des Druides, par un Ordre de prêtres-poètes exerçant un grand pouvoir même sur les princes, Ordre gouverné à son tour par un grand-prêtre, qui résidait en Prusse sous le nom de *Kriwé-kriweïto*. Ce pape païen était obéi en Livonie et jusque dans la Poméranie et l'île de Rügen.

Les Polonais, voisins de la Prusse, négligeaient de convertir ces pays malgré les incessantes invitations des papes. Ils employaient, il est vrai, comme le dit un chroniqueur, le glaive de la prédication et le glaive de la jugulation ; mais ils préféraient celui de la jugulation,

aimant mieux conquérir ce peuple que le convertir à la foi chrétienne. Aussi les Allemands y devancèrent-ils les Slaves dans l'apostolat. Un prêtre, Meinhard, vers la fin du XIIe siècle (1184), arrive avec des marchands de Brême et débarque sur une plage déserte, aux environs de l'endroit où est maintenant la ville de Riga. Il s'y établit, réussit à convertir quelques naturels : les marchands élèvent un comptoir. Meinhard est sacré évêque et obtient la protection de la ville de Brême et du roi de Danemark contre les insultes des paysans qui voulaient détruire la colonie chrétienne. Ses successeurs, ne pouvant pas compter sur ces secours irréguliers, établissent un Ordre de chevaliers *Porte-glaives* : les chevaliers, une fois en possession de la forteresse, commencent une lutte avec les indigènes, et un demi-siècle après, ils sont déjà maîtres d'une grande province.

Un autre apôtre, un moine de l'Ordre de Cîteaux, pénétra du côté de la Poméranie, fit un certain nombre de disciples, puis, avec la protection des ducs polonais, établit un ordre de chevalerie parmi les Polonais. Ces Ordres étaient imités de l'institution des Templiers. Mais le clergé polonais, qui résistait alors souvent au pape, et qui toutes les fois qu'il s'agissait d'introduire une discipline plus sévère, défiait même Grégoire VII (ne voulant pas accepter ou du moins faisant de grandes difficultés pour accepter le célibat), le clergé n'a pas su inspirer au pays une énergie religieuse suffisante pour créer une institution aussi puissante que celle des Templiers ou des Porte-glaives. Les Polonais se recrutaient

difficilement; après la perte d'une seule bataille, ils se découragèrent et l'Ordre cessa d'exister. Alors ces moines chrétiens appelèrent les Chevaliers Teutoniques.

L'Ordre teutonique, établi en Palestine, puis chassé par les Turcs, avait de grands biens en Europe. Il apporta avec lui le germe d'un royaume. Etabli parmi un peuple ennemi, d'une race différente, il finit par fonder une puissance allemande sur une terre qui jusque-là n'avait pas entendu prononcer un mot d'allemand. Le quatrième grand-maître de l'Ordre, Herman-Salza, homme de génie, devina l'importance de l'établissement projeté, envoya quelques chevaliers pour reconnaître le pays et pour en prendre possession (1226). Un de ces chevaliers, homme de fer s'il en fut jamais, Herman-Bâlk, construisit un petit fort aux environs de Dantzick : au milieu de combats continuels, gagnant toujours du terrain, ses chevaliers, au bout de quelques années, formèrent un établissement considérable : les Allemands y accouraient en foule.

La hiérarchie féodale était déjà un danger pour les Slaves. L'invasion allemande, de chevaleresque qu'elle était, devint soldatesque, s'incarna dans une milice régulière, la mieux disciplinée qui fut jamais. Sous ce rapport, elle surpassait même les légions romaines. Celles-ci se révoltaient quelquefois; les chevaliers-moines donnaient l'exemple d'une patience et d'une discipline à toute épreuve. Leurs besoins étaient à peu près nuls : ils jeûnaient quatre fois par semaine, couchaient sur la dure, n'avaient pas d'autre couverture que leurs manteaux, passaient leurs soirées à prier, leurs nuits à veil-

ler et leurs jours à combattre. Ils se recrutaient parmi la plus haute noblesse allemande, c'est-à-dire parmi ceux qui dès leur enfance apprenaient à manier les armes. Ils périssaient presque tous. Ils étaient rapidement remplacés. Lorsqu'on les faisait prisonniers, on les brûlait avec leurs chevaux. Parfois on les faisait périr dans les tourments. Les Allemands, de leur côté, épargnaient rarement les Léthones et les Prussiens; ils sévissaient particulièrement contre ceux qui, après avoir été baptisés, retombaient dans l'idolâtrie. Les Prussiens et les Léthones convertis jouissaient de tous les droits de bourgeoisie et même de tous les droits accordés à la noblesse allemande. Néanmoins ils ne pouvaient jamais entrer dans l'Ordre.

Les Chevaliers-Teutoniques, après une guerre d'extermination qui dura cinquante années, conquirent la Prusse presque entière. De pauvres moines, ils devinrent alors seigneurs féodaux; leur grand-maître prit place comme prince dans la diète impériale; il osa plus d'une fois défier les excommunications des papes et les menaces des empereurs. L'Ordre disposait de la plus grande puissance militaire qui eût encore agi dans le nord de l'Europe: il devint conquérant et attaqua la Pologne. Perdant de vue sa destination première, il menaçait les pays catholiques.

Les deux Ordres, celui des Porte-glaives et celui des Chevaliers-Teutoniques, se réunirent; et peu à peu, ayant dévoré une grande partie des populations léthones et prussiennes, ils introduisirent un élément étranger au centre des pays slaves et donnèrent naissance à la prin-

cipauté de Livonie, à celle de Courlande et au royaume de Prusse.

La Pologne, après la mort de Boleslas *Bouche-Torse* (1139), fut divisée en quatre principautés; et pourtant cette division même assura son avenir. Les seigneurs, consultés par leur souverain, siégeant toujours dans son conseil, s'attachèrent à la cause nationale. Obligés de décider entre les prétentions des ducs et des princes, ils prirent l'habitude d'en appeler à l'opinion publique, à l'opinion de la noblesse. La noblesse entra ainsi dans la vie politique, et une classe nombreuse de guerriers se forma dans le pays; cette classe regarda l'État comme sa chose; chacun fut intéressé à le conserver, à le défendre. — Depuis lors, plusieurs fois, nous voyons les chefs des provinces avec la noblesse entreprendre des guerres, résister aux Mongols et aux Allemands, combattre en leur propre nom, sans en demander la permission aux princes. Cette vie politique, très-largement développée et fortement agitée, sauva la Pologne, parce qu'elle attacha à la cause publique une population considérable; elle facilita les progrès de la civilisation. Bientôt la Pologne, réunie à la Lithuanie, se trouvera supérieure en lumière, en liberté, à tous les peuples du Nord, et quoique resserrée dans ses frontières, elle deviendra maîtresse des destinées d'une grande partie des peuples slaves.

La Pologne primitive réagissait par l'Église qui cherchait à conserver l'État ancien et par les fortes individualités qui s'obstinaient à entraîner la Pologne dans un mouvement européen. L'Église appuyait les aînés de

la famille, selon la coutume reçue dans toute la chrétienté. Le prince aîné, Ladislas, lié avec les empereurs d'Allemagne, cherchait à introduire le féodalisme, c'est-à-dire à organiser la Pologne en vue de la rendre puissante. Sa femme, une Allemande de beaucoup d'esprit, détestant le désordre slave, conjurait son mari de mettre fin à ces troubles et lui rappelait le beau spectacle de la cour impériale d'Allemagne. Ladislas se décida à chasser ses frères, cherchant à expliquer sa conduite par la raison d'État et comptant sur la sympathie du clergé. Cependant la violence à laquelle il eut recours offensa le clergé et le peuple; elle révolta surtout les seigneurs déjà influents. Le prince perdit ses terres et fut obligé de chercher asile chez l'empereur.

Son frère Mieczyslas *le Vieux* (1173) poursuivit le même but; mais plus habile et n'osant plus essayer de la violence, il cherchait à gagner les cœurs par la persuasion, en exposant la nécessité où se trouvait le pays d'avoir un seul chef. Quatre fois il s'empara du pouvoir, quatre fois ses frères réunis le chassèrent de sa capitale. Il ne put réussir à ramener la Pologne au pouvoir unitaire.

Les seigneurs s'appuyaient sur le testament du roi qui faisait loi, et c'est en le défendant qu'ils repoussaient la prétention des aînés de la famille; ils pressentaient d'instinct que la division de ce pays entre les princes finirait par créer un pouvoir intermédiaire, une espèce d'oligarchie et de sénat. La haute noblesse et le clergé favorisèrent le cadet de la famille. Le temps confirma ce changement de dynastie; le sceptre de la Pologne passa à la branche cadette, et le prince, pour se maintenir, fut

obligé d'accorder des priviléges à la haute noblesse, au clergé et plus tard à la petite noblesse.

Les chroniqueurs polonais expliquent les ressorts politiques qui faisaient mouvoir l'État. Sous ce rapport, Vincent Kadlubek peut être regardé comme le premier historien pragmatique de la chrétienté. Il trace le portrait du prince Ladislas, il expose ses vues, et il nous donne une idée nette de la lutte entre les princes qui cherchaient à introduire ou le système féodal ou le pouvoir monarchique pur, et la noblesse et le clergé qui se basaient sur la tradition vivante et qui défendaient la liberté. Ce qui frappe déjà, c'est l'influence de la culture occidentale. L'idée de la patrie grandit et se développe. La patrie pour les Polonais, ce n'est pas une principauté. On discute publiquement les intérêts de l'État. Au sein du synode, qui n'est point seulement religieux mais législatif, s'élabore la diète qui dirigera la nation.

Les princes, en se détachant de la branche royale, ne se mettent pas dans des rapports féodaux avec leur souverain ; ils ne lui paient pas d'impôts, ils ne lui obéissent pas, ils ne lui jurent pas fidélité. Quelquefois même ils entrent comme princes féodaux dans des rapports avec les souverains des autres pays. Cependant l'opinion publique les regarde comme appartenant à la Pologne.

La Pologne est sur la pente de l'anarchie. Divisée et menacée de tous les côtés par les Tartares, par les Allemands et même par les Bohêmes, elle semblait destinée à périr. La chrétienté avait beaucoup à souffrir des Tartares : elle venait de perdre contre eux la grande bataille de Lignitza (1241).

Le margraviat d'Autriche, autrefois établi pour la défense de l'Empire franc contre les infidèles et les Slaves, était en train de se faire l'unique héritier de toutes les conquêtes des armes chrétiennes sur cette même terre slave. La Pologne paraissait devoir être réunie à la Bohême. Un roi de Bohême, Wenceslas, fut appelé en opposition à Ladislas le Bref, à gouverner la Pologne (1300).

La Bohême était à l'apogée de sa gloire. Son roi, Charles IV, fut élevé à l'empire auquel il donna la *Bulle d'or*. Mais la Bohême, trop tôt éveillée par les questions religieuses, épuisa sa vie dans une lutte prématurée. Combattant avec l'enthousiasme d'un peuple jeune et presque encore barbare, ils se servirent des discussions théologiques, comme les sauvages se servent des armes de la civilisation et de l'eau-de-vie, c'est-à-dire pour leur mutuelle destruction. L'Autriche, qui représentait alors la vieille Europe, parvint peu à peu à comprimer et à étouffer cette lutte. Les Bohêmes n'avaient pas la puissance d'organisation que possédait l'empire germanique ou cette immense force qui animait la France, la France qui, par une longue pratique des institutions romaines sous la tutelle de l'Église catholique, a appris à se gouverner et à gouverner. Or les Bohêmes, ne possédant pas cette force, ne purent résister à une crise aussi violente. Leur nationalité est restée victime de leur faiblesse.

Le pouvoir royal en Pologne fut consacré de nouveau par l'Église, dans la personne de Ladislas Ier le Bref qui

avait réussi à rappeler à l'unité les membres d'une nation divisée (1320).

Le peuple polonais n'a donné le nom de *grand* qu'à un seul de ses rois, et celui-là n'a pas été conquérant; il n'avait aucune des qualités brillantes qui font la gloire du guerrier; mais il était bon, généreux, libéral; il répondait le mieux à l'idéal national. C'était Casimir, fils de Ladislas le Bref. On l'appelait le *père des paysans* (il régna de 1333 à 1370).

Casimir le Grand accueillit et protégea les Israélites. Ce n'est pas sans une raison providentielle que plusieurs millions d'Israélites existent depuis tant de siècles au milieu des Polonais et que leur sort se lie intimement avec celui de la nation polonaise.

L'idée générale des lois polonaises est facile à saisir : il y a quelques faits principaux d'où découle l'ensemble. Au début on accepte une royauté, qui est dans la amille nationale de Piast; mais le clergé et la noblesse peuvent choisir parmi les membres d'une nombreuse famille. La milice, c'est-à-dire la noblesse, jouit des priviléges qu'elle avait reçus des rois : elle lutte contre le pouvoir souverain pour maintenir ses priviléges. Le clergé est particulièrement appelé à fixer la position respective de la noblesse, de la royauté et du peuple. Les éléments de cette législation si claire sont pourtant mystérieux. On demande d'où vient le pouvoir royal, qui a formé la noblesse, comment se recrute cette noblesse, d'où elle a pris ses priviléges. Ces questions, le législateur ne s'en occupe pas. Ce sont des faits acceptés par tout le monde, et qui donnent à la monarchie la vie

et l'unité. La liberté se développe à son tour par la manière dont on fixe les relations entre les classes. Or, la marche des Polonais dans cette voie du développement est très-rapide dans le XIII[e] siècle. Les réunions continuelles en diète, du clergé et de la noblesse, les lois multiples qu'on promulgue, en éclaircissant les rapports mutuels, affaiblissent l'autorité suprême. La royauté antique est déjà presque détrônée.

Après la mort du roi Casimir, la noblesse élève le roi Louis de Hongrie au trône de Pologne, et impose à ses successeurs des conditions dures (1370). Cette réaction contre le pouvoir royal ne venait pas seulement de causes locales, elle était augmentée par l'influence étrangère, de l'Allemagne et de l'ancienne Rome, par l'entremise des écrivains latins. Le féodalisme allemand a été repoussé pour toujours, et brisé dans la branche aînée de la famille Piast. Mais les idées païennes influaient de plus en plus sur la vie réelle des Slaves. Chose étrange, la renaissance païenne, qui ne commence en Occident que dans le XVI[e] siècle, on en trouve des traces dans le XIII[e], chez les Polonais ! C'est que les pays de l'Occident reçurent un mouvement trop fort et trop violent du moyen âge, pour pouvoir retourner vers le paganisme. Les héros du moyen âge se sentaient trop supérieurs aux César et aux Alexandre pour vouloir seulement les imiter, et les hauts-barons ne cherchaient pas, n'avaient pas besoin de chercher, dans Tite-Live et Cicéron, l'explication de leurs droits et de leurs devoirs. La vie occidentale, germanique et chrétienne, puisait dans sa propre tradition toute la vigueur de la jeunesse. Les Slaves

n'avaient pas, dans leur passé, une histoire héroïque aussi merveilleuse que les *Croisades*. Ils commencent à apprendre le latin, non pas dans leurs chroniques nationales ni dans les livres d'église, comme on le faisait en Occident, mais dans les classiques latins. Déjà Vincent et ses contemporains voient l'histoire de Pologne à travers les idées romaines. Ils retrouvent à Rome leur sénat, *ordo senatorius*, leur noblesse, *ordo equestris;* il leur paraît que cette noblesse ressemble beaucoup aux chevaliers de Rome; ils traduisent les titres polonais, de façon à leur conserver un cachet romain. Le premier sénateur polonais, le castellan de Cracovie, est *princeps senatus*. Ils se souviendront, plus tard, qu'Auguste était *princeps senatus*. Les députés, ne trouvant pas dans la latinité de mot qui exprime leurs devoirs, s'appellent tribuns, *tribuni*, et dans l'histoire de Tite-Live ils ont l'exemple des Gracques, des Marius, etc. Dans la commune slave, lorsqu'il s'agissait de questions importantes, on obligeait la minorité à voter avec la majorité : c'était une coutume antique parmi les Slaves. Déjà les politiques savants l'expliquent par l'intercession des tribuns à Rome, qui avaient le droit d'opposer leur *veto* aux décisions du Sénat. On raisonne ainsi en latin sur les constitutions polonaises, et l'on établit légalement le droit des députés de rompre la Diète et de suspendre l'exercice des lois. Cet élément étranger, qui agit encore en théorie dans les XIII[e] et XIV[e] siècles, entre dès le XV[e], dans la vie pratique : ce qui cause ensuite de grands malheurs à la République. Le mot même de république augmentait la confusion. Le moyen âge n'avait pas d'autre mot pour

désigner l'État que celui de république, *res publica*. On appelait ainsi l'empire germanique, et même l'empire turc. Mais les Polonais, trouvant beaucoup d'analogies entre leurs institutions et celles des anciennes républiques, ont recours jusqu'aux théories d'Aristote pour modifier leurs constitutions nationales d'après les idées antiques.

On avait pris un roi en Hongrie, dans la nécessité de s'appuyer sur une force extérieure quelconque.

Le mot *slave* vient-il de *slowo* (verbe, parole) ou de *slawa* (gloire)? C'est un point sur lequel on n'est pas d'accord. D'ailleurs la gloire est fille de la parole.

Le mot *polonais* (*polak*) dérive, selon les uns, de *pole*, plaine, selon d'autres de *po lek*, ce qui signifie : venant après les Lechs.

Les armes de Pologne sont un aigle blanc auquel on joignit un cavalier lors de la réunion de la Lithuanie. Ses couleurs nationales sont le blanc et le rouge.

MIECZYSLAS ET BOLESLAS LE BRAVE. — Mieczyslas Ier (962-992), en épousant une chrétienne, Dombrowka, princesse de Bohême, accepta le baptême. Sa conversion entraîna celle de son peuple. Ce fut le Clovis des Polonais.

Son fils, Boleslas Ier, surnommé *Chrobry*, c'est-à-dire le Brave, mort en 1025, eut un règne long et glorieux. Entrant à Kiew en vainqueur, il donna un coup de sabre à la porte d'or (1018). Ce sabre, surnommé *l'Ébrécheur*, fut conservé depuis avec les autres insignes de la couronne. Boleslas fit jeter des colonnes d'airain dans le Dnieper, marquant ainsi les limites de la Pologne.

SAINT STANISLAS. — L'évêque de Cracovie Stanislas, après avoir vainement reproché au roi Boleslas II le Hardi le débordement de ses mœurs, le frappa d'interdit. Le roi, irrité, le tua de sa main pendant qu'il officiait à l'autel. L'indignation que produisit

ce meurtre contraignit le roi à résigner la couronne. Le pape Grégoire VII l'avait excommunié et avait ôté aux princes polonais le titre de roi qui ne fut rendu qu'en 1320 à Ladislas Lokietek ou le Bref, lequel fut couronné avec sa femme à Cracovie. Les princes qui avaient régné depuis Boleslas II le Hardi jusqu'à Ladislas le Bref étaient considérés comme sans titre royal : aussi Ladislas le Bref s'intitula Ladislas Ier ; et son fils s'intitula Casimir II (le premier Casimir ayant été le prédécesseur de Boleslas II). Le premier Jagellon fut Ladislas II ; son fils Ladislas III le Varnénien, et Casimir Jagellon fut Casimir III ; Ladislas, fils de Sigismond III Wasa, fut Ladislas IV. (Voir la liste des rois de Pologne en tête des *Chroniques et annales de Poloigne*, par Blaise de Vigenère. Paris, 1573.)

Le même Vigenère, dans les annotations qu'il a mises à sa version de la guerre civile entre Pompée et J. César MDCII, a cité comme une particularité assez rare et peu divulguée, extraite du secret cérémonial du Saint-Siége au temps de Jules II, l'*Ordre des Rois et des Ducs de la Chrestienté* :

« L'Empereur. — Le Roy des Romains. — Le Roy de France. — Le Roy d'Espagne. — Le Roy d'Arragon. — Le Roy de Porugal. — Le Roy d'Angleterre. (Il débat la précédence avec les trois derniers des susdits.) — Le Roy de Sicile. (Il la prétend devant le roy de Portugal.) — Le Roy d'Escosse. — Le Roy de Hongrie (en différend pour ceste occasion avec le roy d'Escosse.) — Le Roy de Navarre. — Le Roy de Chypre. — Le Roy de Bohême. — Le Roy de Poloigne. (L'an 1567, il essaya de remuer je ne scay quoi de la précédence avec le roy de Portugal, mais les choses pour lors demeurèrent comme elles estaient.)

« Le duc de Bretaigne. — Le duc de Bourgoigne. — Le duc de Bavières, comte palatin. Le duc de Saxe. Le marquis de Brandebourg (électeurs de l'Empire). — Le duc d'Austriche. — Le duc de Savoye. — Le duc de Milan. — Le duc de Venize. — Le duc de Bavières. Le duc de Lorraine. Le duc de Bar. Le duc d'Auxois. (Ces quatre ne prestent pas l'obédience au Saint-Siége apostolique, parce qu'ils sont sujets de l'Empereur.) — Le duc de Gennes. Le duc de Ferrare. »

Ladislas le Bref et Casimir le Grand. — Ladislas le Bref disait à ses fils à son lit de mort (1333) :

« Si vous mettez quelque intérêt à votre honneur et à votre ré-

putation, prenez garde de rien céder aux chevaliers de l'Ordre Teutonique et au marquis de Brandebourg. Prenez la résolution de vous ensevelir sous les ruines de votre trône plutôt que de leur abandonner cette portion de votre héritage qu'ils possèdent et dont vous êtes responsables envers votre peuple et envers vos enfants. Ne laissez point à vos successeurs un tel exemple de lâcheté, qui suffirait pour ternir toutes vos vertus et la splendeur du plus beau règne. Punissez les perfides, et, plus heureux que votre père, chassez-les d'un royaume où la pitié leur ouvrit un asile, car ils se sont souillés de l'ingratitude la plus noire. » (*Dlugosz.*)

Son fils Casimir II, surnommé le Grand, fit prospérer la Pologne. En 1364, il fonda l'Université de Cracovie sur le modèle de celle de Paris. Grand législateur, à la diète de Vislica il promulgua en latin un statut célèbre réunissant et conciliant les lois de la grande et de la petite Pologne. Père de son peuple, les chroniqueurs rapportent que, lorsque des paysans venaient se plaindre de l'injustice de leurs maîtres, il avait coutume de leur demander s'ils n'avaient ni pierres ni bâtons. Il ordonna que les biens des paysans mourant sans enfants seraient dévolus non au seigneur, mais à leurs plus proches parents; qu'il serait permis à tout paysan de se retirer où bon lui semblait s'il était molesté, et que le seigneur ne pourrait donner un paysan pour caution.

Il protégea les juifs, étendit, en 1334, les priviléges qu'en 1264 leur avait accordés Boleslas le Chaste. A une époque où l'on persécutait cruellement ce peuple en tous pays, ils jouissaient dès lors, en Pologne, d'une véritable charte dont voici quelques dispositions : « Dans tout procès intenté à un juif, aucun chrétien ne sera admis à déposer, à moins qu'il n'y ait un second témoin juif. Le serment du Juif est admis en justice. Si un chrétien viole le cimetière des juifs, tous ses biens quelconques seront dévolus à la chancellerie royale. Si un chrétien jette des pierres sur la synagogue, il paiera une amende. On ne pourra procéder au jugement contre un juif, si ce n'est dans la synagogue; le roi et les palatins peuvent citer les juifs devant leur tribunal. Si un juif appelle du secours, les chrétiens du voisinage qui le lui refuseraient seront passibles d'une amende. L'article 31 est ainsi conçu : « Nous défendons très-expressément, conformément aux lois du pape, notre Saint-Père, d'accuser les juifs établis dans nos États, de faire usage du sang humain, vu que les juifs, selon les préceptes

de leur Écriture, s'abstiennent du sang de tous animaux; mais si un chrétien inculpe un juif d'avoir tué un enfant chrétien, on devra l'en convaincre par le témoignage de trois chrétiens et de trois juifs, et, ainsi convaincu, il sera puni de la peine comminée; mais si le témoignage invoqué établit son innocence, le chrétien subira la même peine qu'aurait subie le juif s'il eût été convaincu du crime, et cela en raison de la calomnie.» Cette charte, ayant été détruite dans un incendie à Posen, fut promulguée de nouveau, en 1447, par Casimir Jagellon, et le chancelier de Pologne la remit aux juifs, à Cracovie, revêtue de la signature royale. (Voir l'ouvrage de J.-V. Bandtkie : *Jus polonicum codicibus, veteribus manuscriptis et editionibus quibusque collatis*. Varsoviæ, 1831.)

Un écrivain polonais, Olszowski, a rendu à ce roi le témoignage suivant : « Autrefois, Casimir le Grand, lorsque la République n'était pas si puissante (car nous n'avions pas encore la Lithuanie, la Mazovie ni la Prusse), fit clore de murailles cent villes, forteresses et églises. Ayant trouvé la Pologne de bois, il la laissa de pierres. Aux illustres noces de sa nièce, il reçut en même temps à Cracovie l'empereur, cinq rois et plusieurs grands seigneurs, qu'il traita magnifiquement durant vingt jours. Quand ils se retirèrent, il les reconduisit avec un train royal jusqu'aux limites du royaume, et laissa après sa mort un grand trésor. Nous n'en irons pas chercher bien loin la cause, la Pologne était son centre; là étaient son nid, sa maison, son cœur et son trésor. » (*Censure ou Discours politique touchant les prétendants à la couronne de Pologne*. Cologne, 1670, p. 101.)

Organisation sociale. — « La propriété, d'après l'idée slave, appartient à cet essaim de familles qu'on appelle commune. La commune divise ses terres en deux : les *terres affectées* à *chaque individu*, puis la *terre communale*. La terre que chaque individu exploite ne peut être vendue ni aliénée; elle a toujours une proportion fixe, selon le terrain de la province. Le dieu *Terme* que les Romains plaçaient sur les limites de leurs champs, le peuple slave le porte dans son âme. Si un paysan opprimé par le seigneur s'enfuit, aucun de ses voisins ne viendra s'emparer de sa propriété : coutume d'une grande moralité qui abolit toute idée de confiscation et qui empêche l'homme de profiter du malheur de son voisin. La *terre communale* est exploitée par tous les paysans en commun pour l'utilité publique. Les devoirs des paysans envers

la terre communale étaient très-nombreux. Il fallait d'abord aller y travailler pendant certains jours; il fallait établir un magasin pour approvisionner et suffire aux besoins des hommes qui gardaient la commune : pour nourrir ces hommes, il fallait même donner certain impôt en nature. Les servitudes étaient donc nombreuses et dures; mais la commune en profitait en entier. Les nobles étaient soldats de la commune et ils entraient par *là* en possession de tous les droits communaux. Dans les commencements, les paysans leur fournissaient tout avec plaisir, parce que le métier des nobles ou des soldats était excessivement difficile. Il y a des exemples de bourgeois et de paysans qui refusaient les privilèges de la noblesse pour ne pas aller combattre, parce qu'il était connu que les hommes de cette classe ne mouraient jamais dans leur lit, et tous les hommes n'étaient pas avides d'une distinction aussi périlleuse. Les seigneurs, en cessant d'être soldats, conservèrent les droits communaux. On a partout retranché une partie des servitudes, mais elles sont devenues plus dures, puisqu'au lieu de servir à la commune, elles nourrissaient et enrichissaient un individu qui n'avait plus rien de commun avec les paysans. » (*Slaves*, d'Adam Mickiewicz. IV, p. 376-380.)

Louis de Hongrie et les pacta conventa. — On a noté que, jusqu'à Casimir le Grand, les rois de Pologne n'étaient obligés par serments ni traités : entre les rois et la nation, l'amour suffisait. Mais les grands seigneurs, ayant la puissance et la volonté de participer au pouvoir, profitèrent de l'extinction de la famille des Piastes pour faire leurs conditions au prince étranger qu'ils appelèrent au trône. Louis était de la maison d'Anjou; son père, petit-fils d'un frère de saint Louis, avait été élu roi par les Hongrois, et lui-même lui avait succédé. En recevant une seconde couronne, celle de Pologne, il dut jurer des *pacta conventa*, espèce de charte qui limitait légalement son autorité, et consacrait les prérogatives de la haute noblesse. Plus tard, l'extinction de la dynastie des Jagellons ayant amené également l'avénement en Pologne d'un prince français, c'est à l'occasion de cet autre duc d'Anjou, qui devint Henri III, que furent étendus les *pacta conventa*, en même temps que fut fixé le mode de l'élection royale.

CHAPITRE II

LES TARTARES

Et la formation de l'empire moskowite

Comment les Normands, arrivés au milieu des Slaves, y fondèrent une principauté. — Par quels moyens les Russes brisèrent le joug des Tartares-Mongols.—Influence qui en est résultée sur le caractère des Russes et de leur gouvernement.

Nous allons raconter de quelle manière naquit et se forma l'empire moskowite, puisque c'est de ce côté que le plus grand danger devait venir pour la Pologne.

Les chroniqueurs slaves sont très-avares de détails; ils se contentent de dire que les Slaves, ne pouvant plus se gouverner, appelèrent les Normands, ces hommes du Nord, que nous nommons aussi Varègues. Ceux-ci, ayant conquis, au nord, plusieurs villes slaves, jetèrent les fondements de quelques duchés. Leur marche conquérante commence avec le IVe siècle après Jésus-Christ. Dans le Ve, on les voit au milieu des Slaves; dans le VIe et le VIIe, ils s'y sont assis d'une manière stable,

et sont généralement connus sous le nom de *Russes*. Peu importe ici que leur séjour primitif ait été la Suède ou la Lithuanie, toujours est-il que leur origine n'a rien de commun avec celle des Slaves. Ils étaient guerriers par leurs institutions et poussés aux conquêtes par leur religion; sous la direction suprême d'un autocrate, ils eurent bientôt soumis toute la contrée.

Leurs rapports avec les Slaves furent d'abord basés sur des traités et non sur le droit de conquête. L'état politique de ces pays, à cette époque, ressemble parfaitement à celui de l'Apulie et autres contrées méridionales de l'Italie au moment où elles ont été subjuguées par les Normands. Mais les chefs varègues s'emparèrent peu à peu du pouvoir absolu en s'appropriant tous les droits jusqu'ici réservés aux communes. Ils devinrent maîtres. Leur histoire, du reste, rappelle en tout l'histoire des princes normands d'Angleterre. C'est le même sang et le même caractère ; c'est la même violence, la même ambition, la même astuce; les guerres civiles succèdent aux meurtres et aux trahisons, et le plus heureux est toujours accepté par le peuple comme le véritable représentant d'une race qui semblait condamnée par Dieu à se haïr et à se dévorer (1).

Au XIe siècle, le vaste empire russe était divisé entre les nombreux enfants de Iaroslaw. Cette famille princière augmenta d'une manière effrayante, et, à la troisième génération, on comptait déjà plus de soixante princes, qui tous possédaient une partie du territoire. L'empire était

(1) Paroles d'un prince de la famille des Plantagenets. — *A. M.*

censé résider à Kiew et représenté par le grand-duc, mais l'idée unitaire ne trouvait pas d'élément sur lequel elle pût s'établir. Les princes perdirent le souvenir de la Scandinavie et cette foi qu'ils avaient dans leur sang divin, comme descendants d'Odin, ne conservant de leur origine étrangère qu'une tenace et forte idée de domination. Ils avaient oublié leur langue, ils étaient devenus Slaves. Or les peuples slaves avaient sur l'hérédité une opinion particulière, qui influait constamment sur l'organisation ou plutôt sur la désorganisation de l'Etat.

Chez les Slaves, d'après une coutume très-ancienne, on accordait toujours la meilleure part au plus jeune des enfants comme ayant besoin d'une protection particulière. Les souverains slaves finirent par adopter cette coutume comme loi d'Etat ; et, de même qu'à la mort de chaque paysan slave, on donnait sa terre à celui de ses parents qui, plus que les autres, en avait besoin, ainsi après la mort d'un des princes, le grand-duc disposait le plus souvent de son héritage en faveur de celui d'entre eux qui se trouvait le moins heureusement partagé, sans avoir aucun égard au degré de parenté. De là vint un désordre épouvantable, le grand-duc continuant à distribuer les terres, et les parents ne voulant pas toujours se soumettre à ses volontés. Et toutes les fois que la branche cadette conspirait contre la branche aînée, elle était sûre de trouver appui dans les idées slaves.

Dans la Russie du Nord, sur le territoire voisin des pays normands d'où découlent les sources des grands fleuves par lesquels la race normande est descendue dans les pays slaves, les communes de Novogorod, de Polotsk,

de Pskow maintenaient une espèce d'indépendance sous le gouvernement des chefs militaires. L'organisation de ces villes ne ressemblait pas à celle des républiques d'Italie, ni à celle des villes impériales. En Italie et même en France, elle reposait tout entière sur les anciennes institutions romaines; c'étaient des municipes avec leurs curies, leurs magistratures. Les villes impériales étaient fondées sur les corporations : ces corporations, composées d'artisans et d'artistes, devaient leur origine au catholicisme; leur but mystique était de construire l'Église, et l'on sait que les métiers qui fournissaient seulement aux besoins physiques étaient exclus des grandes corporations. Cette idée était étrangère aux Slaves, les corporations n'y avaient aucun germe religieux. Une seule classe existait dans les villes slaves, celle des marchands, qu'on pouvait appeler bourgeois et qui jouissaient de quelques priviléges; quant aux paysans de la banlieue, simples spectateurs des troubles intérieurs, ils n'influaient en rien sur le gouvernement. En Allemagne, les villes impériales envoyaient des députés à la diète; les villes slaves, au contraire, n'agissaient comme corps politique que par l'entremise des ducs : d'où il suit que leurs libertés devaient être bientôt absorbées dans la puissance souveraine de ceux-ci.

Vers le midi, la ville de Kiew, la plus riche et la plus peuplée des villes slaves, et avec ses 150,000 habitants l'une des plus grandes d'Europe, restait toujours la capitale de la Russie. C'était, pour les Russes, comme une ville sainte, à cause des monastères au milieu desquels elle s'était élevée et des corps de martyrs qui y reposaient. De-

meurée sous la main immédiate des ducs, malgré ses fréquentes révoltes, elle n'avait pu développer aucune vie intérieure. D'ailleurs, comme capitale, elle se trouvait continuellement assaillie par tous les prétendants et troublée par les factions.

Entre Novogorod et Kiew, un peu vers le nord, habitait une race différente des Slaves, la race finnoise-ouralienne, séparée de ces derniers par le Dniéper, et coupée par la grande forêt qui existe encore sous le nom de forêt de *Mourom*. Cette race déchue, attaquée par les Slaves, cédait des terres, ou était réduite en esclavage. C'est dans ces contrées éloignées, vers le fleuve du Wolga, aux environs de Klazma, que quelques princes commencèrent à établir des colonies et à organiser un régime nouveau qui n'avait rien de commun avec la constitution primitive des populations slaves. Ces colonies, composées de débris du peuple slave et du peuple finnois, qui n'avaient entre eux aucun rapport politique, étaient administrées, régies militairement par les princes; et c'est là, dans cette région écartée, que l'idée du duché de Moskowie commença à poindre. Les ducs de Souzdal, de Wladimir, souverains de cette contrée slavo-finnoise, faisaient aux villes qui leur résistaient une guerre d'extermination; on n'épargnait plus les prisonniers; on rasait les villes, on enlevait les populations, on les entraînait vers le nord, et l'on poussait les Finnois pour occuper les pays slaves.

Quelle a été la pensée intime de tous ces mouvements? Quel en est le résultat? Cette pensée, on la saisit dans les cris de détresse que jettent les poètes russes d'alors

sur les divisions des princes et dans les appels des chroniqueurs à la concorde et à l'unité.

Si l'on fait attention au caractère des Slaves de la Serbie, à celui des Monténégrins, par exemple, à cet esprit de désordre qui leur est inné (les Monténégrins disent eux-mêmes qu'ils sont trop pécheurs pour être gouvernables), comme on peut croire que les anciens Slaves leur ressemblaient, on devine par quels malheurs épouvantables devait passer une telle race, destinée à devenir un jour un grand empire ; on conçoit qu'il fallait des révolutions, des guerres d'invasion et une domination étrangère pour en détruire les éléments anciens et la préparer à recevoir une vie nouvelle.

Déjà les Russes avaient eu à repousser les incursions des peuplades de l'Est et du Nord, et notamment des Polovces. Survint un danger plus terrible.

Les Mongols arrivaient sous le commandement de Battou-Khan, neveu de Gengis-Khan, s'avançant vers le pays du Midi, à la poursuite des hordes de Polovces, et voulant habilement persuader aux Russes qu'ils n'avaient affaire qu'aux peuples des steppes. Cependant les ducs de Russie, prévoyant le danger, se réunirent aux Polovces ; mais ils livrèrent aux Mongols une bataille malheureuse. Les princes de la Russie centrale et finnoise, située derrière les forêts, ne prirent aucune part à cette lutte. Les Mongols, côtoyant le Dniéper, descendirent vers la mer Noire, et, selon leur haute stratégie, coupèrent par cette marche toutes les hordes des steppes, les enveloppèrent et les détruisirent complétement ; après quoi ils se

retirèrent vers l'Asie. Mais plus tard Battou revint et marcha sur les grandes villes, ruinant Riazan, Kostroma, Souzdal, Wladimir, Moskou et Torjok ; il vint jusqu'à Novogorod. Une troisième expédition, enfin, fut dirigée contre la Hongrie et la Pologne ; le royaume hongrois fut écrasé, et le roi fut obligé de chercher son salut dans une île de l'Adriatique. Dans le même temps, un autre roi, un souverain de l'Asie, le puissant sultan de Korassan, se réfugiait également dans une île de la mer Caspienne, poursuivi par les troupes du même souverain mongol.

Les princes russes, après avoir perdu deux grandes batailles, se soumirent aux Mongols ; les princes de la Russie finnoise cherchèrent les premiers à se sauver par les traités. Ils se rendirent dans le camp des Tartares ; ils prirent l'investiture des mains du khan, et commencèrent à régner en son nom. Ils trouvèrent ainsi leur point d'appui ; dans leur tendance vers l'unité, ils s'attachèrent à la puissance mongole et exploitèrent cette puissance dans leur intérêt. Désormais rien ne peut plus résister à leur marche régulière : il ne s'agit plus d'en appeler, ni à l'opinion du peuple, ni aux assemblées des villes ; pour gouverner, il faut obtenir la permission du khan. La tente du khan devient le cabinet politique où se traitent toutes les affaires du nord de l'Europe, comme s'y traitaient déjà toutes les affaires de l'Asie.

Les princes russes, d'abord humbles et obéissants, entrevoient peu à peu la possibilité de briser le joug, et pendant cent ans ils méditent leur délivrance et emploient, avec beaucoup d'adresse, tous les moyens pour diviser la

puissance des hordes et pour profiter de chaque malheur qui arrive aux Mongols.

Le prince Georges (Youry), surnommé Dolgorouki, ou *Longue-Main*, fut le créateur de la nouvelle Russie, ou plutôt du duché de Moskowie; s'étant séparé de la race slave et de son territoire, à l'aide de la race finnoise, il commença à réagir contre le Midi et contre le Nord.

Nous voyons la lutte, d'abord entre les princes et leur dynastie, ensuite entre la dynastie de ces princes et toutes les dynasties slaves du Midi et du Nord. La dynastie de Georges fait une guerre de destruction à ses compatriotes. Cette guerre commence par le sac de la grande ville de Kiew, vers le milieu du XIIe siècle, et elle finit par le massacre de Novogorod et la destruction complète des républiques du Nord.

Au XVe siècle, ce nouvel empire de Moskowie se trouvera constitué sur les ruines de tous les éléments slaves.

Après le prince Georges, son fils André, homme doué d'une énergie rare, guerrier vaillant et qui savait employer la ruse là où la force ne pouvait vaincre, fixa la politique des princes russo-finnois. « L'an 1162, dit un chroniqueur (le continuateur de Nestor), le prince André, *voulant rester maître absolu*, expulse l'évêque Léo, ainsi que ses trois propres frères, puis ses deux neveux, ainsi que les principaux courtisans qui avaient servi sous son père. » Et en réalité toute l'histoire de la Moskowie d'alors est contenue dans ces lignes.

Les descendants d'André transportèrent leur capitale à Moskou, et, sous la protection des Mongols, consommèrent la politique de leurs ancêtres. Mais cette tendance

nouvelle des princes de Moskou rencontra de fortes résistances dans la religion, dans les coutumes, dans les constitutions des villes, et même dans quelques individualités puissantes.

Il est facile maintenant de savoir pourquoi les patriarches et les évêques luttaient contre ce mouvement, que nous appellerons déjà moskowite, et qui part du pays forestier, de Wladimir. L'Eglise orientale était subjuguée par les princes normands; cependant on respectait la vie et les personnes du clergé. Or, les princes de Wladimir, lorsqu'ils rencontraient une résistance quelconque de la part des évêques, les accusaient d'hérésie et les chassaient de leur territoire. Un évêque, qui s'opposait aux envahissements du prince André, fut déposé et chassé comme hérétique. On l'avait convaincu d'avoir mangé de la viande aux vigiles de Noël et de Pâques.

Jusqu'alors on donnait des apanages aux cadets de la famille; les princes dépossédés cherchaient à se réconcilier avec le grand-duc et obtenaient de lui de nouvelles terres ou quelques pensions. Maintenant, les ducs du pays forestier changent de système : ils chassent leur famille, ils la repoussent de Russie, et l'on ne parle plus d'apanage. La coutume des pays slaves voulait que toutes les fois qu'on consultait les guerriers, après la mort du prince, sur le choix de son successeur, on commençât par demander l'opinion des communes, pour lesquelles on avait un certain respect, à cause de leur ancienneté. Ainsi, sur le territoire même des ducs de Moskowie, certains petits villages jouissaient de ce privilége d'ancienneté. Les Slaves n'attachaient pas d'importance légale à

une opinion partie de Wladimir, de Souzdal, de Kostroma, et plus tard de Moskou, villes dont les noms mêmes sont étrangers au slave. Mais cette résistance fut vaincue par l'habileté des princes régnants et par la force.

Quelques descendants de la famille de Rurik se mirent à la tête du mouvement national pour défendre la pensée des pays slaves. Le plus brillant, le plus célèbre de ces princes de l'antique Russie normande, est un certain Mstislaw Mstislawicz, surnommé le Brave, dont la carrière commence une quinzaine d'années avant l'invasion des Tartares et finit à la bataille de la Kalka. Ce prince, vrai chevalier errant, possédait quelques terres dans le nord de la Russie, aux environs de Polotsk et de Smolensk, dans cette contrée où les anciennes coutumes se sont conservées le plus longtemps. Il sut inspirer la confiance aux guerriers, et, suivi d'une troupe de cavaliers, il parcourait toute la Russie, défendant les villes contre les usurpations des princes. Il combattait et humiliait le pouvoir des princes du pays forestier. Il punissait aussi les villes rebelles : nous le voyons à Novogorod occupé à organiser le pays; un mois plus tard, on le retrouve aux environs de Wladimir. Appelé en Galicie, et chargé de la tutelle du jeune prince de ce pays, il y dirigea pendant quelque temps le gouvernement. Enfin, sur le bruit de l'arrivée des Tartares, il courut vers le Don, où il finit sa carrière. Cependant l'histoire l'accuse d'avoir compromis les intérêts de la Russie par son orgueil; il négligea, à ce qu'il paraît, d'attendre plusieurs princes, et livra le combat de la Kalka avec des forces insuffisantes, et fut, dit-on, cause de cette épouvantable déroute (31 mai 1223).

Pourtant il est plus probable que les princes de Moskowie, comprenant tout d'abord les avantages qu'ils pourraient tirer des Mongols, n'avaient aucune envie de prendre part à la guerre des Slaves contre l'invasion de Battou. Avec Mstislaw finit la Russie normande.

L'esprit normand une fois étouffé, nous voyons s'élever un empire nouveau, où les Slaves, jadis dominateurs des Finnois, et plus tard compagnons et sujets des Normands, sont subjugués en même temps que les Normands, non par une race nouvelle, mais par un esprit nouveau, par une principauté qui représente l'esprit finnois et l'esprit slave confondus ensemble.

On ne doit pas, comme le font quelquefois les historiens, accuser les ducs de Moskou de tous les malheurs qui arrivent à cette époque. Leur politique, toute d'égoïsme et d'envahissement, ne venait pas de leur seule volonté. L'esprit finnois, après la désorganisation de cette race, subsistait toujours. Or, souvent un peuple cessant d'exister politiquement s'infiltre dans celui qui le remplace et donne naissance à une société nouvelle. Ainsi l'esprit du peuple breton influa puissamment sur les Saxons, et plus tard sur les Normands. De même, dans ces pays du Nord, qui devinrent le siége de l'empire nouveau, le Finnois-Ouralien (1), par ses rapports continuels avec les Slaves, agit puissamment contre eux; et si l'on considère le ca-

(1) Nous comprenons sous ce nom : les Mordwans, les Tchérémisses, les Tchuwaches, les Tungous. Les Finnois de la Scandinavie, quoique appartenant à la même race, en diffèrent par le caractère. — A. M.

ractère de ce peuple, on comprendra facilement ce que peut devenir un empire où il entre comme élément. L'Ouralien sombre et malheureux, né pour l'obéissance ou la destruction, rencontra dans le Slave un être supérieur, qu'il dégrada par son contact. L'Ouralien, pris individuellement, est toujours esclave; employé comme instrument par une force supérieure, il devient despote et destructeur.

C'est une grande perte pour l'histoire que celle des chansons des Finnois du Nord; les seuls de leur race, ils cultivent la poésie. Le Mongol, c'est-à-dire le Finnois cavalier, n'en connaissait pas. Quelques restes des chansons de ces Finnois du Nord, conservées par la tradition populaire, nous donnent une idée de ce que devait être ce peuple à une époque reculée. Je parle des quelques chansons de la Grande-Russie qui portent un caractère évidemment finnois. Dans l'une d'elles, il est question d'une amante trahie et délaissée qui propose une espèce d'énigme à ses amies. Elle leur dit : — « Je suis trahie dans mon amour, je suis abandonnée, et cependant j'ai trouvé le secret de me reposer sur mon amour. Je me revêts de mon amour, je m'orne de mon amour, et je m'éclaire de mon amour. »

Pour comprendre cette énigme, il faut savoir l'usage que font du renne les Finnois de l'extrême Nord. Ces peuples mangent la chair de ces animaux; ils font de leur peau des habits et en emploient la graisse pour leur éclairage. La femme finnoise avait égorgé son amant, et traité son corps comme les Lapons traitent celui des rennes. Elle avait préparé sa lampe avec l'huile qu'elle

avait tirée du cadavre de son amant! C'est le sens de cette espèce d'énigme de cannibale.

Si l'on compare cette poésie affreuse, qui sent l'Amérique et le pays des Caraïbes, avec les chansons si tendres et si gracieuses des Serbes, on verra toute la différence qu'il y a entre la race ouralienne et les Slaves. C'est cette race qui agissait et avait la prépondérance dans le nouveau duché établi sur son territoire.

Les ducs de Russie, Georges et André, n'ont fait qu'évoquer l'esprit enchaîné des nations ouraliennes et s'en sont servis contre les Slaves.

Cette politique fut suivie par leurs successeurs déjà soumis aux Mongols. La ville de Moskou devint capitale; Iwan ou Jean, surnommé Kalita, c'est-à-dire la *Besace*, et ses descendants prennent le titre de ducs de Moskou. Ces princes passent leur vie dans le camp des Mongols; ils y étudient les secrets politiques de la horde. Le fils d'Iwan, homme habile et rusé, se fait intermédiaire entre les Mongols et les Slaves; il se charge de prélever le tribut de tous les pays russes et de le porter aux Mongols. Il se constitue ainsi le percepteur général de toute la Russie. Le premier pas est fait vers la puissance unitaire et despotique. Ses successeurs marchent dans la même voie; ils s'attribuent bientôt le droit de surveiller les princes leurs parents; ils punissent ceux qui conspirent contre le khan, lui dénoncent les suspects: ils se font les grands justiciers de la horde. Enfin ils finissent par se substituer au khan.

Après trois cents ans de cette lutte tantôt, ouverte, tantôt sourde, le souverain de Moskou, Iwan III, prend

le titre de roi, de *tzar*, qu'il emprunte aux Tartares (c'est ainsi que les Slaves appelaient le khan tartare). Une nouvelle époque commence.

Voici les dates les plus importantes de l'histoire que nous venons d'esquisser : en 1150, nous voyons Georges, surnommé *Longue-Main*, former sa principauté et se séparer des pays slaves. Cent ans plus tard, pour prendre des nombres ronds, vers 1250, les Tartares occupent toute la Russie : c'est l'époque des travaux de la dynastie de Georges, doublement occupée à tromper les Tartares et à subjuguer les Russes. En 1350, la dynastie est établie à Moskou et essaie déjà ses forces contre les Tartares ; quelques années après, le prince Dimitri remporta sur eux une victoire ; il ne chercha pourtant pas à poursuivre ses avantages ; de nouveau il se soumit et paya le tribut, attendant une circonstance plus favorable. Enfin, un siècle encore plus tard, vers 1450, les princes de Moskou prennent le titre de roi, et l'empire moskowite est constitué. Après cet immense changement, nous verrons le centre de la Russie se développant, d'un côté, vers l'Oural, et réagissant contre les Mongols, cherchant à les diviser et à les détruire, les forçant à s'enfuir vers leurs steppes asiatiques, et les poursuivant avec toute l'ardeur d'une haine longtemps comprimée ; d'un autre côté, écrasant avec une haine encore plus grande la Russie du midi de Kiew, enfin s'acharnant contre les républiques de Novogorod, de Pskow, pour former de ces conquêtes un empire nouveau.

Les terribles nécessités de la lutte contre les Mongols

ont beaucoup influé sur le caractère russe. On trouve d'importants détails sur les mœurs des princes, des nobles et des peuples moskowites dans les chroniqueurs de l'époque.

Rien de plus triste que le langage des princes russes dans leurs négociations avec les Mongols. Nous citerons comme exemple le discours d'un chargé d'affaires russe plaidant la cause de son prince devant le khan :

« — Souverain khan ! dit-il, votre vil esclave vous conjure de lui permettre de parler pour son jeune prince; son compétiteur établit ses droits à la grande principauté d'après les anciennes institutions de la Russie, tandis que mon souverain ne les fonde que sur votre générosité, car il sait que la Moskowie fait partie de vos domaines. Vous êtes maître d'en disposer suivant votre bon plaisir; mais daignez remarquer que l'oncle ose prétendre, tandis que le neveu ne fait que supplier! Que signifient des annales et des titres, là où tout dépend de la volonté du khan? C'est dans l'auguste volonté du khan que nous mettons notre espoir ! »

Toutes les grandes affaires se jugeaient dans la horde. Il n'était pas rare de voir le grand-duc sommé de paraître devant le khan. Lorsqu'une telle sommation arrivait, le grand-duc prenait congé solennellement de sa famille et de son peuple; on le conduisait hors de la ville au son des cloches; il avait fait son testament; on le regardait comme un homme mort. Le tribunal du khan était rarement indulgent, et ses arrêts recevaient une exécution immédiate. Les princes russes montrèrent dans ces tristes occasions une patience et une résignation qui n'étaient

pas sans grandeur. Le grand-duc Michel de Twer, condamné par le khan, avait les moyens de s'enfuir, il resta. Il dit qu'il représentait sa nation et qu'il devait souffrir pour elle.

Nous ajouterons quelques lignes encore de l'historiographe de l'empire, M. Karamzin :

« Outre les guerres civiles, fléaux de notre patrie, ce règne (celui de Wasili l'Aveugle, 1425-1462) fut signalé par plusieurs crimes : deux princes furent privés de la vue ; deux autres empoisonnés. Non-seulement la populace est tuée et brûlée sans formalités, mais jusqu'aux peines commandées par la loi, tout indique la plus grande cruauté. Ce fut sous ce règne que Moskou vit pour la première fois un supplice inconnu à nos ancêtres. A dater de cette époque, on commença à donner le knout aux personnes même de la plus haute position. C'est aux Mongols que nous devons l'introduction d'un supplice aussi avilissant pour l'humanité. Quelle devait être la suite nécessaire de cet état de choses? L'avilissement moral du peuple. La cruauté s'introduisit parmi les Russes. Habiles à tromper les Tartares, ils devinrent savants dans l'art de se tromper mutuellement ; ils devinrent avides d'argent et peu accessibles à la honte. Le sentiment de l'oppression, la crainte, la haine impriment aux mœurs un caractère sombre et farouche. Les effets durent souvent plus longtemps que la cause, et il se pourrait bien que le caractère actuel des Russes conservât quelques-uns des vices dont l'a sali la barbarie des Mongols. »

Rurik ou Rus. — Nous lisons le passage suivant dans les fragments d'une histoire générale de Pologne, écrits en polonais par Adam Mickiewicz, et encore inédits :

« La Slavie, menacée au nord par les Scandinaves, troublée à l'intérieur par le mélange des Finnois, tourmentée au midi et au levant par les restes des hordes nomades hunniques et caucasiennes, sentit le besoin de s'unir et l'impossibilité d'accomplir cette union par ses propres forces. Les anciennes traditions assurent que le peuple slave se donna pour nouveau maître un hôte (gostomysl) étranger, qu'il avait cherché par-delà la mer.

« Après la chute des Huns, plus d'une fois déjà les Scandinaves s'étaient montrés au milieu des Slaves. Autrefois on les avait nommés Goths; à cette époque, les nations, dans le nord, les nomment Varègues, et parmi les Varègues la peuplade des Russes était la plus proche des Slaves.

« Appelé par ces derniers, Rurik, avec ses frères et un petit nombre de Russes, pénètre sur le territoire slave. Il n'arrive point pour fonder quelque colonie séparée, ou pour conquérir une ville, mais il consent à assumer la protection des bourgs qui se soumettent à lui, et promet de les défendre. Par des pérégrinations et des guerres continuelles, il obtient aisément la suprématie sur une vaste étendue de terres. Comme les cavaliers Lechs avaient pris leur course à travers montagnes et plaines, en évitant les forêts et les marécages, ainsi d'autre part les Varègues, venus d'outre-mer dans leurs barques, aiment à se lancer sur les eaux. Ils descendent avec le cours de la Dzwina vers Zajezierze, avec le cours du Dniéper ils atteignent le Prypec, et de là s'engagent dans la vallée de la Polésie; enfin, gagnant par le bas Dniéper la mer Noire, ils se heurtent contre l'empire grec d'Orient.

« Bientôt commence à se développer dans le nord l'empire russe, dont les Varègues forment le lien politique. Le chef des Varègues accepte la religion chrétienne d'Orient; il baptise son peuple, ainsi que les Slaves, avec lesquels il le fusionne, et devient le dominateur d'un empire dont la matière est slave, la force organique varègue, et dont l'esprit sera byzantin.

« Dès lors la Slavie, ayant reçu deux éléments étrangers, se partage en deux empires, l'un czecho-lechite et l'autre russe, qui, croissant toujours plus, se séparent et finissent par se combattre. Cependan le souvenir de l'antique fraternité se conserva parmi les Slaves, et le peuple savait que Rus était le jeune frère de Czech et de Lech. »

Russes et Tartares. — Napoléon a dit un mot qui est resté célèbre : « Grattez le Russe, vous trouverez le Tartare. » On vient de voir qu'en effet l'esprit tartare s'est infiltré dans l'âme russe.

Un ou deux publicistes polonais ont cru devoir aller jusqu'à soutenir que les Russes sont des Tartares. Mais c'est une exagération évidente.

Au-delà de la Dzwina et du Dniéper, n'est-ce point une langue slave, la langue russe, qui est parlée par des millions d'hommes? Il y a des mots tartares dans la langue russe; mais parce qu'il y a des mots arabes dans le sicilien comme des mots français dans l'anglais, direz-vous que les Siciliens sont des Sarrasins, ou les Anglais des Français?

Ce sont les Tartares qui ont été vaincus. Depuis quand sont-ce les vainqueurs indigènes et plus nombreux qui sont absorbés par la race vaincue? Même vainqueurs en certains pays, les Tartares n'ont pu s'assimiler les vaincus; ainsi ils gouvernent la Chine, mais ils ne l'ont point tartarisée. Les Turcs ont dominé la Grèce et la Serbie, mais ils ne les ont pas turquisées.

La vérité est que les Russes sont des Slaves, mais des Slaves dont le cœur est comme pétrifié, dont l'âme s'est mongolisée. La nation polonaise, comme Abel, est victime d'un fratricide. C'est la lutte de deux esprits, de deux nations, non de deux races.

Quel intérêt aurait-on à dénier à la nation russe tout caractère slave? On pense faciliter ainsi une croisade de la civilisation contre la barbarie; mais qu'importe à cet égard que les Russes soient des Tartares ou qu'ils les aient disciplinés à leur usage?

Les Russes n'ont des Tartares ni la langue ni la religion. Pour les vaincre, ils ont employé leurs armes, ils se sont inoculé leur esprit, ils ont opposé autocratie à autocratie, et, la lutte finie, il leur est resté un gouvernement infernal dont ils souffrent eux aussi.

Les martyrs russes de 1825, Pestel, Ryleieff, Bestoujeff, étaient-ils des Tartares? Chaque Polonais, au contraire, ne s'est-il pas senti pour eux un cœur de frère? Le symbole de leur conjuration fut le cachet des nations slaves délivrées et amies.

CHAPITRE III

LES JAGELLONS

Et la grandeur de la Pologne

La reine de Pologne Hedwige épouse le grand-duc de Lithuanie Jagellon. Conversion des Lithuaniens au christianisme. Union des deux pays en un seul corps de nation. — Le second des Jagellons, Ladislas, roi de Pologne, est choisi comme roi par les Hongrois. Guerre contre les Turcs. Défaite de Varna. — Soumission de l'Ordre Teutonique et incorporation de la Prusse occidentale à la Pologne. — Indifférence de l'Europe à l'égard de la puissance des Turcs. — Politique jagellonienne. — Sigismond I[er] et ses victoires sur les Tartares, les Russes et les Valaques. Sécularisation du duché de Brandebourg. Alliance avec le sultan. — Sigismond II Auguste et le progrès de la puissance nobiliaire. Développement des sectes et usages étrangers. Qu'est-ce que l'État en Pologne? — Après Henri de Valois, le duc de Transylvanie, Étienne Batory, est élu roi de Pologne; il épouse Anne, la dernière survivante des Jagellons. Le but constant d'Etienne fut de combattre les Moskowites.

Jetons maintenant un coup d'œil sur la vie, sur l'esprit de la Pologne, à partir de l'époque à laquelle eut lieu la réunion de la Lithuanie.

Les Lithuaniens furent pendant longtemps ennemis acharnés des Slaves : poussant leurs conquêtes vers les terres de la Russie, ils ravagent d'abord les territoires

des grandes villes marchandes de Novogorod, de Kiew, de Smolensk; plus tard, ils s'avancent vers le Midi et envahissent la Russie Rouge (Galicie); presque chaque année ils font des excursions en Pologne, et couvrent ce pays de sang et de flammes; ils attaquent les chevaliers *Porte-glaives*, institués pour les convertir, et ils obligent l'archevêque de Riga à se reconnaître leur vassal. D'autre part, en suivant le Borysthène, ils ont rencontré les Tartares; non contents de se défendre, ils veulent les frapper au cœur : ils traversent, en se guidant sur les étoiles du ciel, les steppes immenses qui séparent la mer Noire de la Baltique ; trois fois ils paraissent sous les murs de Moskou, ils passent à travers les hordes tartares, ils cherchent le passage de Pérécop, ils pillent les villes de la Crimée et soumettent le khan de ce pays à leur suzeraineté. Ils ne tiennent pas au sol comme les princes polonais; ils ne connaissent pas de patrie; l'idée même de nation n'existe pas dans leur langue. Aventureux comme les chefs normands dans l'Occident, partout où ils s'établissent, ils sont chez eux ; partout où ils plantent, où ils enfoncent leur drapeau, ils commencent une dynastie et une histoire.

Les ducs de Lithuanie formèrent peu à peu l'empire le plus puissant dans le Nord; ils disposaient du sort, non-seulement de toutes les terres russiennes qu'ils avaient conquises depuis Kiew jusqu'au Boug, mais encore de plusieurs principautés russes et d'une partie du royaume de Pologne. Païens eux-mêmes, ils permettaient à leurs parents de se faire baptiser, pour qu'ils pussent gouverner les pays chrétiens.

Vers ce temps, la famille royale polonaise s'était éteinte avec Casimir le Grand ; la noblesse appela le roi Louis de Hongrie, qui laissa en mourant deux filles ; l'une, Hedwige, fut proclamée reine de Pologne : c'était une enfant de quatorze ans d'une beauté merveilleuse, et dont on admirait la vertu et la piété. Elle fut conduite à Cracovie, reconnue et couronnée par la noblesse et le clergé ; les Etats pensaient à lui choisir un mari. Elle était fiancée à un duc allemand, jeune, beau et brave. Mais le prince lithuanien Jagellon, ayant entendu parler de la jeune reine, envoya aussitôt une ambassade pour demander sa main. La princesse fut effrayée de cette proposition. Elle se représentait ces ducs de Lithuanie comme des espèces de sauvages. D'ailleurs celui-ci était âgé. Elle lutta pendant longtemps contre la noblesse, contre tous ses conseillers. Le clergé lui fit observer que, par cette union, elle gagnerait à la chrétienté des pays immenses ; que ce potentat, le seul, le plus terrible des païens qui fût resté dans le Nord, en se soumettant à l'Eglise, entraînerait tout le Nord avec lui ; qu'enfin la Pologne pourrait revoir des milliers de ses enfants faits autrefois prisonniers, et retenus encore dans les forêts impénétrables de ce pays. La reine, vaincue par ces remontrances, fit le grand sacrifice : elle accepta la main du duc de Lithuanie, qui la rendit heureuse (1386).

C'est l'un des événements les plus importants de l'histoire du Nord. Si la race lithuanienne fût tombée sous la dépendance des ducs de Moskowie, elle serait devenue un instrument irrésistible de destruction. Or, par ce mariage, l'influence de la Pologne l'emportant sur celle de

Moskou, la civilisation polonaise envahit toute cette contrée qui sépare la Vistule du Borysthène et qui réunit les deux éléments slaves. Le duc de Lithuanie embrassa la foi du catholicisme, et son peuple avec lui. Et une fois convertis, ils sont demeurés catholiques. Comment ce peuple, en effet, aurait-il pu recevoir le protestantisme, qui nie le culte des grands esprits, le culte des saints, lui qui n'a jamais cessé d'invoquer ses ancêtres dans des rites solennels? Comment aurait-il pu abdiquer sa foi dans l'influence du monde immatériel qu'il sent à chaque moment? Il fallait à cette race une religion qui n'exclût aucun des grands problèmes qui occupent l'humanité.

Lors de son avénement au trône de Pologne, le duc de Lithuanie changea complétement. Vaillant et cruel, comme tous les princes ses parents, il était le plus astucieux, et passait pour le plus perfide. Après avoir épousé la reine de Pologne, il semble avoir abjuré son ancien caractère. Il s'attache les Polonais par sa douceur, par sa clémence, par l'oubli des injures. Il devient le modèle des princes chrétiens : ses successeurs s'efforcent de lui ressembler. Durant ces deux siècles, jamais on n'a accusé un Jagellon d'avoir commis un crime, aucune mauvaise action, dans un intérêt personnel ou dans un intérêt d'égoïsme dynastique.

L'union du royaume de Pologne et du duché de Lithuanie était une affaire grave et très-difficile. Les deux populations appartenaient à des races qui n'avaient rien de commun, ni la langue, ni la religion, ni les traditions antiques : en Lithuanie, les princes avaient un pouvoir absolu; chez les Polonais, la haute noblesse partageait le

pouvoir avec le roi. Le souverain, pour calmer les dissensions, interposa son autorité, obligeant les Lithuaniens à obéir à ses ordres, et désarmant en même temps la méfiance des Polonais. Tous les efforts des princes Jagellons tendirent à réunir ces deux peuples, et ils ont enfin réussi. C'est peut-être le seul exemple, dans l'histoire, d'une union complète entre deux races, sans qu'elle ait coûté une seule goutte de sang. Il y eut de fortes résistances du côté des Lithuaniens : les Polonais aussi plus d'une fois voulurent rompre l'union, mais jamais on n'a employé la violence. La politique profonde des rois Jagellons consistait dans la patience et la douceur. Aussi cette unité subsiste-t-elle jusqu'à présent. On a vu le peuple lithuanien, dans la dernière guerre entre la Russie et la Pologne, se mettre en mouvement et commencer contre la Russie une guerre vraiment populaire, une guerre d'extermination. Il s'est levé même sans être appelé par les seigneurs polonais.

Cependant les voisins de la Pologne voyaient avec inquiétude la réunion de la Lithuanie. La maison impériale de Luxembourg mit tout en œuvre pour les séparer. Quant à l'Ordre Teutonique, il pressentait sa fin : la conversion des Lithuaniens le rendait en effet inutile. Il chercha à étouffer le bruit de cette merveilleuse conversion, il la nia, envoya des ambassadeurs auprès du pape pour contredire les rapports du roi de Pologne.

Les grands-maîtres, en vrais rois, ne cherchèrent plus leur force que dans la politique, et ils tentèrent la guerre en mettant tout leur avenir sur la chance d'une seule bataille heureuse. S'ils étaient vainqueurs, alors ils parta-

geaient la Pologne; dans ce but, ils s'efforçaient déjà de conclure des traités secrets avec l'empereur d'Allemagne et avec le prince de Silésie; et ils comptaient sur le secours de leurs confrères les Porte-glaives.

Des deux côtés on s'armait pour une lutte décisive. Les deux armées se rencontrèrent le 15 juillet 1410, en Prusse, entre Tannenberg et Grünwald. 50,000 Allemands y périrent. Le grand-maître de l'ordre, le grand-maréchal, tous les grands commandeurs et une multitude de chevaliers restèrent sur le champ de bataille. On apporta au roi le collier du grand-maître avec son reliquaire.

Le roi daigna faire la paix, ne voulant pas abuser de sa victoire. Il rendit la liberté aux prisonniers et se montra très-facile lorsqu'on discutait les articles du traité. Les contemporains, et plus tard les historiens polonais, n'ont cessé d'accuser ce prince Jagellon d'avoir été si facile et de n'avoir pas su profiter de ses avantages. Or, la clémence royale gagna le cœur des Allemands; et plus tard ces mêmes Allemands, chassant les chevaliers, vinrent d'eux-mêmes demander la protection du roi de Pologne et se réunir au royaume.

Les peuples voisins, séduits par le grand cœur des Jagellons, désiraient être gouvernés par eux. C'est ainsi qu'après la première guerre des Hussites et la mort de l'empereur Wenceslas, roi de Bohême (1419), les Bohêmes offrirent le trône à cette famille. Le sénat polonais, craignant l'influence des sectes hussites, conseilla au roi de se contenter de sa couronne de Pologne : et le roi refusa,

s'excusant sur ce qu'il lui paraissait difficile de gouverner deux Etats aussi étendus. Outre cela, dans sa pensée, la couronne de Bohême devait appartenir à l'empereur Sigismond, et il trouvait indigne de la lui enlever, bien que cet empereur fût son plus cruel ennemi. Aussi, lorsque bientôt après un prince lithuanien, son parent, passa en Bohême et se fit proclamer roi, le roi de Pologne lui défendit de porter ce titre et lui ordonna de retourner dans son pays.

Un peu plus tard, les Hongrois aussi firent demander au roi de Pologne un prince de son sang pour leur roi. Le premier des Jagellons était mort; son jeune fils Ladislas, couronné roi de Pologne, finit par consentir, et se rendit en Hongrie, déclarant solennellement qu'il n'acceptait ce royaume que pour défendre la chrétienté contre les Turcs.

Les Turcs, qui avaient déjà renversé le royaume des Bulgares et conquis, après la bataille de Kossowo (15 juin 1389), le royaume de Serbie, menaçaient maintenant la Hongrie, la Bohême et tous les pays slaves. Le roi de Pologne s'avança avec une armée de chevaliers, remporta une grande victoire sur ce peuple, réputé invincible, et força le sultan Amurat à conclure un traité très-favorable aux chrétiens : le sultan évacuait le royaume de Serbie, rendait toutes les forteresses et même tous les prisonniers de guerre, chose inouïe alors. Les chrétiens ne savaient pas les raisons qui le faisaient agir : une révolte avait éclaté en Asie; dans l'Occident, le pape avait réussi à conclure un traité avec plusieurs princes, et venait d'expédier une flotte qui pénétrait déjà dans la mer

Noire. Voilà pourquoi les Turcs se hâtèrent de conclure le traité de Szegedyn. Mais quand il reçut la nouvelle de ces révoltes en Asie, de cette marche des troupes chrétiennes, le roi Ladislas regretta d'avoir si vite accepté les conditions. Les Hongrois et le despote de Serbie, qui avaient tant de motifs de désirer la paix, partageaient les regrets du roi. Tous étaient d'accord pour recommencer la guerre. On violait le traité! Le cardinal Césarini donna au roi l'absolution. Les Polonais et les Hongrois traversèrent le Danube, et marchèrent sur Varna.

Le premier jour, ils étaient victorieux : ils avaient repoussé la cavalerie musulmane, ils attaquèrent le camp; les janissaires seuls le défendaient encore. Les Hongrois alors conseillaient au roi de Pologne d'arrêter la cavalerie et d'attendre jusqu'au lendemain pour écraser l'ennemi avec toutes les forces réunies. Mais le roi, croyant nécessaire de profiter de ses avantages et voulant avoir à lui seul la gloire de la victoire, tenta une dernière charge contre l'infanterie turque et tomba sous les coups des janissaires. L'armée, consternée après la mort du prince, se retira en désordre : les Turcs restèrent maîtres du champ de bataille (1444, 10 novembre).

Un chroniqueur contemporain raconte ainsi le moment décisif de la bataille de Varna :

« Alors le roi se mit à la tête de la cavalerie et conduisit la charge lui-même. Les cavaliers polonais, la visière baissée et la lance en arrêt, s'élancèrent avec joie, sûrs d'écraser l'infanterie ennemie. Chacun se hâtait pour arriver le premier; on se poussait, on se mêlait, il commençait déjà à faire sombre. Personne n'avait re-

marqué le ravin qui défendait le front du camp ennemi.

« La cavalerie l'aperçoit, et pourtant elle s'y précipite : les chevaux, les hommes tombent pêle-mêle et s'écrasent mutuellement. Bientôt le ravin est rempli de Polonais. Les janissaires arrivent et les égorgent à leur aise. Dans cette mêlée périt le roi Ladislas, de glorieuse mémoire. Pendant longtemps on ne savait pas ce qu'il était devenu. Enfin les janissaires descendirent dans le ravin pour dépouiller les cadavres : l'un d'eux tomba sur le corps de Ladislas; frappé de la richesse de son armure et de l'éclat de son casque, surmonté d'un riche panache, il lui coupa la tête et l'alla déposer aux pieds du sultan en lui disant : « Très-honoré seigneur, voici la tête de quelqu'un qui fut puissant parmi tes ennemis. » Le sultan fit appeler les prisonniers chrétiens et leur ordonna d'examiner cette tête. Il y avait parmi les prisonniers quelques seigneurs de la maison militaire du roi. — « Hélas ! dirent-ils, c'est la tête de notre seigneur. » Et ils se mirent à pleurer et à sangloter. L'empereur musulman, dans le premier mouvement de joie, fit décapiter tous les prisonniers chrétiens.

« Ensuite la tête du roi fut tirée du casque brillant; on l'embauma avec des parfums, on peigna et on arrangea sa longue chevelure, de sorte que cette tête paraissait animée. Ainsi préparée, elle fut promenée sur une pique, et plus tard envoyée à Andrinople. »

Depuis cette expédition des Polonais et des Hongrois, aucun prince de la chrétienté n'a plus osé attaquer les Turcs de l'autre côté du Danube. Le sort de l'empire d'Orient était décidé par cette bataille. L'empereur grec,

en apprenant la mort du roi de Pologne, dit à ses conseillers qu'il voyait déjà les Turcs à Constantinople.

Une seule chose pouvait encore sauver Constantinople : c'était la fin du schisme et l'union de toutes les forces des Grecs et des Latins contre les musulmans. Mais précisément la malheureuse bataille de Varna, qui brisa pour un temps l'ascendant de la Pologne catholique et eut un contre-coup dans l'Occident, renversa le plan du pape et empêcha la réunion des deux Eglises, en vain décrétée par le concile de Florence. Les Grecs, dans leur haine de sectaires, continuaient à crier : Pas de secours des Latins ; plutôt les Turcs que le pape !

Aussi neuf années après, Mahomet II entrait en vainqueur dans Sainte-Sophie.

La Pologne fut longue à reprendre sa revanche contre les Turcs. Dans l'intervalle, un grand fait s'accomplit : la réunion de la Prusse à la Pologne.

Bien que la bataille de Tannenberg eût ébranlé jusque dans ses fondements l'Ordre Teutonique, il ne cessait pourtant pas d'être une des grandes puissances militaires de l'Europe. Il avait des châteaux qui passaient pour des modèles d'architecture militaire ; il possédait un pays riche en ressources et parfaitement administré : autant de raisons d'espérer qu'il pourrait promptement réparer ses pertes. Il voyait bien que l'enthousiasme ne lui donnait plus de croisés ; mais, comptant sur ses trésors, il croyait pouvoir les remplacer par des troupes payées. Chaque jour plus indépendant du pape, plus d'une fois il déchira les bulles et mit en prison les légats ; les évêques de

Prusse, réduits au simple rôle d'aumôniers de l'Ordre, ne pouvaient publier aucun acte sans la permission expresse du grand-maître.

En réalité, l'Ordre Teutonique avait perdu sa vraie force : il tournait en ridicule la pauvreté des moines du XIIe siècle, qui couchaient sur la dure et qui passaient leur vie dans les jeûnes et les macérations ; il pensait jouir du fruit de leurs travaux, sans plus vouloir souffrir ni travailler. Alors on mit en question ses possessions territoriales et l'on discuta la légalité des pouvoirs du grand-maître : pourquoi sommes-nous condamnés à obéir toujours à ces moines ? Est-ce parce que nous sommes catholiques ? Mais ces moines ont défié plus d'une fois le pape. Est-ce parce que nous appartenons à l'empire germanique ? Mais on a vu plus d'une fois nos grands-maîtres combattre les empereurs. Ils sont, à la vérité, nos seigneurs suzerains ; mais ils résistent au roi de Pologne, leur seigneur suzerain.

Telles sont à peu près les paroles que rapportent les chroniqueurs prussiens de cette époque.

Une fois la grande question soulevée, l'existence de l'Ordre devint problématique ; en vain il implora la protection du pape : le Saint-Siége, affligé de son manque de foi, le repoussa et le renvoya au jugement des arbitres. Il espérait encore dans l'empereur d'Allemagne : l'empereur d'Allemagne lui envoya quelques secours, mais toujours dans le but égoïste de s'emparer de quelques-unes de ses provinces. Et les margraves de Brandebourg convoitaient le tout.

L'Ordre reconnut trop tard combien il est dangereux

pour une puissance de violer ses principes constitutifs. Il n'y avait plus aucun moyen de salut. Les évêques et les seigneurs de la Prusse voyaient avec envie les hautes positions qu'occupaient en Pologne les évêques et les seigneurs qui dirigeaient les affaires de la République : ils désiraient en faire partie. Les villes savaient aussi qu'il y avait en Pologne des villes allemandes qui prospéraient sous la protection des rois, libres de se donner une constitution semblable à celle qui régissait les villes impériales. Or, une fois que les intérêts des seigneurs et des villes furent mis en mouvement, comme ils ne se trouvaient plus contenus par le respect religieux, ils renversèrent une puissance qui avait eu besoin de trois siècles de travaux pour se fonder. Cinquante villes envoyèrent des députés à Casimir Jagellon pour faire leur soumission et demander son appui contre l'Ordre Teutonique. Après de longues hésitations dans le conseil des seigneurs polonais, leur proposition fut acceptée. On envoya une armée; une guerre longue et opiniâtre commença : pendant treize années on combattit, avec des alternatives de défaites et de victoires. Enfin le grand-maître, poussé à bout, abandonné de tout le monde, vint tomber à genoux devant le roi de Pologne. Le roi, vivement ému de sa détresse, le combla de présents et même lui fit donner une grande somme d'argent.

On vit clairement, durant cette guerre, le principe politique d'après lequel agissaient les rois de la dynastie jagellonne. Leur clémence devint proverbiale. L'historien fait remarquer que chaque fois qu'on réussissait à conquérir sur l'ennemi une ville révoltée, et qu'on

ressaisissait des traîtres qui avaient passé à l'ennemi, le roi ne voulait jamais les punir selon la rigueur des lois, malgré les représentations des généraux et du sénat. Cette politique toucha tellement les Prussiens, que le grand-maître, ayant juré fidélité, n'osa violer son serment et repoussa constamment les suggestions de l'empereur, des rois de Bohême et de Hongrie, tous désireux de le brouiller de nouveau avec le royaume de Pologne.

Ainsi un grand territoire fut incorporé à la Pologne : Malborg, Culm, Poméranie et évêché de Warmie, c'est-à-dire toute la Prusse occidentale ; et de ce côté du moins les pays slaves se trouvaient assurés contre les Allemands. Le reste de la Prusse restait au pouvoir de l'Ordre Teutonique, dont le grand-maître devait recevoir l'investiture du roi de Pologne (Traité de Thorn, 19 octobre 1466.)

Les affaires de Prusse n'étaient, pour ainsi dire, qu'une question intérieure pour la Pologne. Au dehors, toute son attention était concentrée sur les Turcs. Le reste de l'Europe ne songeait plus à l'Orient ; les cours européennes avaient bien encore l'habitude de commencer leurs relations diplomatiques par ces mots : Pensez à la défense de la chrétienté ; mais ce n'était qu'une vaine formule. La Pologne seule y pensait sérieusement.

Nous trouvons à cet égard de précieux détails dans les mémoires du *Janissaire polonais*. C'était un Polonais qui, fait prisonnier par les Turcs, était entré comme janissaire au service du sultan, avait parcouru beaucoup de pays, pris part à toutes les batailles de Mahomet II et

assisté à la prise de Constantinople. Mais il était resté avant tout chrétien et patriote. A la prise de Constantinople, il se trouvait employé dans le détachement qui devait donner assaut à la porte d'Andrinople. Il dit : « Nous aidions les Turcs à ne pas prendre la ville. »

Il osa donner en secret des conseils aux ambassadeurs des princes chrétiens et leur dévoiler les arcanes de la politique turque, à laquelle il était initié. Les sultans discutaient alors leurs affaires en plein air devant les pachas et appelaient souvent à leur conseil de simples janissaires. Notre soldat polonais conseillait, une fois, aux ambassadeurs des princes albanais de ne pas se fier aux paroles du sultan. — « Mais nous avons déjà conclu des traités, tout est fini, » répondaient-ils. Le janissaire disait : « Vous avez tout fini, mais vous n'avez rien fait. » — Puis il leur demandait quand ils devaient partir pour leur pays, et il ajoutait : « Nous partirons le lendemain pour vous rejoindre. » — Ces paroles effrayaient les ambassadeurs. Cependant ils n'osaient pas se défier des Turcs. Quelques jours après, le sultan tomba sur les principautés albanaises, et fit égorger les princes et leurs ambassadeurs.

Voici comment le janissaire polonais parle au pape et à l'empereur. Ce passage sert de préface à son ouvrage :

« On sait que, d'après l'Ecriture, il ne doit y avoir vers la fin du monde qu'un seul troupeau et un seul pasteur. Les Grecs prétendent que ces paroles se rapportent à l'empereur Constantin. Mais l'empire de Constantin ayant été renversé, qui sait si le Turc ne sera pas ce pasteur

universel? Car nous voyons le mahométisme s'emparer chaque jour du terrain, tandis que le christianisme se brise en hérésies et en sectes. Et il n'y a personne pour défendre la vraie foi. Tous les rois chrétiens dorment tranquillement, excepté notre roi Albert de Pologne, qui veille seul et ne cesse de lutter. Tout récemment il a livré aux Turcs une grande bataille qui lui a coûté beaucoup de guerriers et de munitions de guerre.

« Notre Saint-Père le pape, avec son clergé et ses sujets, réside à Rome sans en bouger. L'empereur et le roi très-chrétien donnent des tournois et célèbrent des fêtes pendant que la chrétienté tombe en esclavage. L'empereur et le roi très-chrétien entendent nos cris de loin, ils s'en étonnent, peu soucieux de leur réputation qui commence à être fort médiocre.

« Or, si Sa Sainteté le pape et si Sa Majesté très-sacrée l'empereur continuent à être spectatrices impassibles de tant de malheurs et de tant de sang versé, ils pourraient bien, Dieu les en préserve! voir un jour l'ennemi chez eux. Et pourtant, c'est un devoir pour Sa Sainteté et pour Sa Majesté de tenir ferme et haute la croix du Seigneur et d'en écraser les ennemis, ce qu'ils pourraient faire facilement, toujours avec l'aide de Dieu, s'ils avaient un peu, un petit peu de charité dans leurs cœurs. Quelle gloire serait acquise au Saint-Père et à tous les rois de la chrétienté, quels profits terrestres (sans parler des récompenses éternelles), s'ils marchaient contre les Turcs à Constantinople, que les Grecs appellent Byzance et que les Turcs viennent de nommer Stamboul!... »

Il conseille d'abord aux rois et aux chefs de changer

complétement la tactique européenne. Il dit que la cavalerie pesante avait fait son temps, qu'on ne pouvait plus l'employer contre les Turcs; qu'un chevalier, une fois renversé de cheval, sans pouvoir y remonter et sans pouvoir combattre à pied, était un homme perdu. Il dit aussi que l'artillerie des chrétiens était mal dirigée et qu'on perdait beaucoup de temps à assiéger des villes, de petites bicoques, tandis que les Turcs cherchaient à les prendre d'assaut ou les laissaient de côté, attaquant seulement les capitales ou les villes qui dominaient de grandes positions militaires. Il répète plusieurs fois qu'il a reconnu la faiblesse des Turcs beaucoup mieux qu'ils ne la connaissent eux-mêmes; que leurs forces résident dans leur infanterie; qu'il suffit de la détruire une fois, car les sultans n'auraient probablement pas le temps de rétablir une institution qui avait coûté beaucoup de travail à leurs ancêtres. Ce pauvre janissaire prêchait en vain!

Un moment seulement ses projets parurent sur le point d'être réalisés. Le roi Jean-Albert, dont notre soldat loue surtout le zèle pour la défense de la foi chrétienne, disposait d'une grande puissance qu'il voulait diriger contre les Turcs pour venger la mort de Ladislas, son oncle. Maître absolu de la Lithuanie, il avait repoussé les Russes et obligé l'Ordre Teutonique à lui envoyer des secours; le temps était venu d'écraser les Turcs. Pour n'être pas contrarié dans l'exécution de son plan, il établissait des rapports d'amitié avec l'empereur d'Allemagne et resserrait par de nouveaux traités son union avec le trône de Bohême et de Hongrie, alors occupé par Ladislas, son frère.

Mais Albert rencontra au dedans et au dehors des obstacles auxquels il ne s'attendait pas. Le roi de Bohême et de Hongrie, sur lequel il comptait tant, n'existait et ne régnait qu'à la condition de servir de contrepoids aux différentes sectes; aussi, malgré le grand nombre de troupes qu'il pouvait mettre en marche, malgré la valeur des Bohêmes, qui avaient la plus grande réputation militaire, il ne pouvait cependant rien faire.

Nous avons dit les événements qui ont marqué le commencement de la dynastie des Jagellons. Cette famille a eu une heureuse influence sur le sort des Slaves. Les progrès rapides des peuples qui séparent les Russes de la Pologne (la Lithuanie) menaçaient le centre des pays slaves d'une destruction complète, tandis que les Finnois et les Allemands en détruisaient les extrémités. Au milieu de ces dangers apparaît la dynastie des Jagellons, destinée à sauver cette race. Elle devient polonaise et relève la Pologne qui allait vers sa ruine, exposée non-seulement aux dangers qui venaient de l'extérieur, mais rongée intérieurement par le progrès trop rapide de la liberté politique. La famille jagellonne apporte un élément nouveau, une force nouvelle; elle appuie les principes conservateurs. Ses princes ont derrière eux un grand État héréditaire. Les seigneurs polonais, qui avaient abattu la royauté et qui étaient occupés à s'en partager les débris, se trouvent contenus par le pouvoir des grands-ducs de Lithuanie, et obligés de les ménager pour ne pas séparer de nouveau les deux pays.

Grâce à la Providence, la Pologne a donc pu sortir de

l'état des Monténégrins, qui ne reconnaissent aucune autorité, et résister à la politique des seigneurs du temps des Piastes, qui voulaient l'enfermer dans l'état de la Bosnie, où il y a une aristocratie nobiliaire généreuse, brillante, mais oppressive pour les vassaux et incapable de se réunir, de former un Etat, de réaliser une idée religieuse ou politique quelconque. Elle rejette la politique de quelques princes qui voulaient en faire un Etat féodal, c'est-à-dire une imitation mesquine de l'Allemagne. Elle brise les princes qui tentaient un empire monarchique, une espèce de Moskowie. Enfin elle trouve dans la famille des Jagellons, pendant deux siècles, une dynastie qui garantissait l'ordre, et laissait la liberté se développer, en tenant en échec la politique des ducs de Moskou, en paralysant les progrès de l'empire turc, en même temps qu'elle repoussait l'influence allemande.

Durant la première dynastie, les rois seuls étaient responsables de tout ce qui se faisait dans cette contrée. Vers la fin des Piastes, les grands seigneurs partagent la responsabilité des rois. Sous les Jagellons, de grandes masses, un million de citoyens, électeurs et éligibles, deviennent souverains et par conséquent solidaires des rois et des grands seigneurs. Tout ce qui se fera désormais de grand, de beau dans le pays, sera la gloire de la noblesse polonaise, et de même on pourra accuser cette noblesse de toutes les fautes et de tous les malheurs de la nation.

La Pologne, durant le XVe et le XVIe siècle, exerça une grande influence morale et matérielle sur les pays slaves.

C'est avec raison qu'on peut appeler ces deux siècles l'époque des Jagellons.

Ce qui caractérise l'histoire jagellonienne, c'est l'esprit chrétien, l'esprit de loyauté et de justice; cet esprit sert à distinguer l'histoire polonaise de celle de l'Autriche et des peuples germaniques. — Nous le retrouvons parfaitement mis en lumière dans l'historien de cette époque.

Jean Dlugosz, appelé en latin, selon l'habitude d'alors, *Joannes Longinus*, de naissance noble, longtemps administrateur de l'évêché de Cracovie, prêtre lui-même, fut souvent employé dans les négociations politiques; admis dans le conseil du roi, il écrivit l'histoire de ce conseil, l'histoire du sénat polonais. Sa naissance et sa position sociale expliquent son œuvre : il est avant tout religieux et prêtre. En jugeant chaque action, il cherche d'abord à en établir la valeur morale. C'est en vain qu'on lui oppose la raison d'Etat, ou les nécessités politiques; il repousse toutes ces idées terrestres; il a besoin de se convaincre de la justice d'une cause. Attaché à son roi, comme au représentant de la patrie, il n'a pas pour lui cet amour féodal qui distingue les écrivains contemporains de l'Europe occidentale. Il est sous ce rapport sénateur polonais.

Il n'existait nulle part alors une assemblée aussi auguste, aussi sage, aussi puissante que l'était le sénat polonais, composé de grands seigneurs, d'évêques et de dignitaires de la couronne. Ce sénat, qui avait remplacé l'ancienne assemblée synodale, avait hérité de ses principes. Pendant longtemps il s'attacha à suivre la tradition des évêques du temps des Piastes.

Comblé des bienfaits du roi, Dlugosz ne le flatte pas dans son histoire. Tombé en disgrâce et banni, il ne s'emporte jamais contre ses ennemis personnels; il juge son roi, comme un confesseur jugerait son pénitent : toujours avec bienveillance. Il apporte les mêmes principes dans ses jugements sur les affaires politiques. Dans une circonstance très-grave, lorsque les villes de Prusse envoyèrent une députation solennelle pour demander au roi d'être réunies à la Pologne, Dlugosz hésita à servir son roi, jusqu'à ce qu'il se fût assuré des droits politiques du roi de Pologne sur ces terres. La guerre s'ensuivit. Dans le récit qu'il en donne, on voit ses sentiments patriotiques et ses idées sur les provinces qui doivent appartenir au royaume de Pologne : — « Et moi qui écrivis ces annales, je me sens rempli de joie, en racontant la fin de cette longue guerre de Prusse, qui nous a valu la restitution des pays arrachés jadis à la Pologne. Je ne pouvais regarder sans amertume notre patrie opprimée par les étrangers. Nous voilà heureux, moi et mes contemporains, d'avoir vécu assez longtemps pour voir ces grandes provinces rentrer dans le sein de la patrie commune. Mon bonheur serait complet, s'il plaisait à la Providence de nous rendre, encore de mon vivant, la Silésie et la Poméranie Ultérieure, où nos rois avaient jadis fondé les trois évêchés. J'en mourrais plus content, et mon repos éternel en serait plus suave et plus profond. »

Mais son amour de la patrie ne l'empêche point de signaler le vice des lois de son temps et de reprocher aux nobles leur turbulence, leur orgueil et leur légèreté

d'esprit. Et quand il mourut, il fut regretté des grands et pleuré du roi.

L'œuvre de ce grand historien forme un système politique et moral complet. On pourrait appeler ce système celui des Jagellons ; tous les successeurs de Dlugosz l'adoptèrent et le développèrent dans leurs compositions historiques. Si l'on voulait le réduire à sa plus simple expression, on trouverait qu'il tire toute sa vie d'une seule idée morale, ou, pour mieux dire, d'une idée chrétienne. Selon Dlugosz, toute la force réside dans la vérité. Nous entendons ici par vérité les principes évangéliques, tels qu'ils étaient pratiqués, à cette époque, par l'Eglise. Cette vérité se sert quelquefois des intérêts et des passions des hommes, mais presque toujours à leur insu. De là vient que le plus souvent la force vraie, réelle et féconde, combat l'intérêt, la force terrestre et apparente. Je m'explique plus clairement : d'après l'historien des Jagellons, l'habileté est, par sa nature, incapable de jamais prévoir la suite des événements, c'est-à-dire la marche de la vérité. Tout pénétré de cette idée, il dédaigne de décrire les combats et les négociations : pour lui, le résultat du combat n'est pas dû aux talents du chef ni à la valeur des soldats. A l'appui de son système, il cite des paroles tirées du livre de la Sagesse. La fécondité de toute grande action vient d'une source mystérieuse, de la valeur morale de l'action. Que ses compatriotes essuient une défaite, notre historien, au lieu de juger le plan du chef ou les exploits individuels des soldats, demandera quelle a été la conduite de l'armée pendant sa marche? si elle n'a pas opprimé le pays? si elle a obéi aux ordres des chefs? si elle a

suivi les règles de conduite morale prescrites par l'Église? C'est ainsi qu'il explique chaque événement militaire.

Il est même très-satisfait lorsqu'il rencontre l'occasion de montrer comment la marche historique des faits renverse les hypothèses des hommes. Selon lui, la Prusse a été rendue à la Pologne parce qu'elle avait appartenu antérieurement et légitimement au corps de la nation polonaise. La Providence, juge suprême, a trouvé la cause des Polonais juste malgré les fautes des défenseurs: — « La Prusse vous a été rendue, dit-il, en dépit de vos fautes et même de vos lâchetés. »

Ce système est grandiose et tout à fait original : il est diamétralement opposé à celui de Commines et de Machiavel, contemporains de notre Dlugosz. Le seigneur de Commines en effet, tour à tour serviteur de Charles le Téméraire et de Louis XI, ne comptait que sur l'habileté ; et Machiavel, désespérant de la république de Florence et de l'humanité, devint adorateur du despotisme, chercha à raisonner et à fonder une espèce de système réellement mongolien, système de violence et de destruction. Un des disciples de Machiavel, doué d'un grand talent, Buonacorsi, s'étant rendu en Pologne du vivant même de Dlugosz, chercha à introduire son système dans le conseil du roi de Pologne. Mais l'âme polonaise se révolta contre ce système immoral et anti-chrétien.

A l'intérieur, une circonstance, insignifiante en apparence, nuisit beaucoup au roi Jean-Albert dans l'esprit des Polonais. La cause en fut à ce Florentin dont nous venons de parler, qui, admis dans les conseils du roi,

de qui il avait été le précepteur, essayait d'y propager les principes de la politique de Machiavel.

Buonacorsi, habitué à traiter avec les despotes de l'Italie, ne voyait dans la politique que les moyens de dominer ou de détruire ses ennemis. Il ne pouvait rien comprendre à la Pologne : la résistance des sénateurs le scandalisait ; il regardait avec mépris les mouvements de la petite noblesse. Il disait au roi qu'on devait commencer par s'emparer du pouvoir dans toute l'étendue de ce mot, du pouvoir absolu, et détruire les ennemis de l'intérieur avant de rien entreprendre contre les Turcs.

Quelques paroles imprudentes que recueillit avidement la noblesse, ameutèrent contre cet Italien et en définitive contre le roi toutes les diétines de palatinat. L'opinion publique agissait déjà puissamment dans la république. Il n'y avait pas de grandes villes, pas de journaux, mais une noblesse nombreuse, tout entière occupée des affaires du pays, se réunissant souvent pour décider les grandes causes, pour assister aux jugements, ou bien pour choisir les magistrats. Une parole prononcée à Cracovie faisait alors, dans quelques semaines, le tour de la Pologne. Tout le monde cria contre le machiavélisme, tout le monde soupçonnait Buonacorsi. En ce temps, le roi envoyait une armée contre les Valaques ; l'expédition ne réussit pas. On en rejeta la faute sur le roi et sur son conseiller. « — C'est clair comme le jour, dit le chroniqueur, le roi n'avait en vue que la destruction de la noblesse. L'Italien a, sans nul doute, poussé à cette guerre pour faire égorger toute la noblesse dans les forêts de la Valachie. »

On commence ainsi à séparer la royauté de la république, à regarder le gouvernement et la nation comme deux forces hostiles, condamnées à se combattre.

Le roi fut obligé d'éloigner l'Italien de ses conseils, et bientôt il mourut découragé, n'ayant pu exécuter aucun de ses plans (avril 1501).

A Jean-Albert succéda Alexandre. Son règne fut court et troublé tant par les incursions des Tartares (vaincus à Kleck en 1506) que par des mouvements en Lithuanie, où l'on cherchait à rétablir des grands-ducs indépendants.

Puis parut Sigismond, surnommé le *Vieux* ou le *Glorieux*, fils de Casimir comme ses deux prédécesseurs.

A la mort du roi Alexandre, vers la fin de l'année 1506, Sigismond accourut en Lithuanie et s'empara du gouvernement, en dépit des prétentions des princes lithuaniens ses parents. Maître de ce duché héréditaire, il arriva en Pologne, où il ne trouva aucune résistance. Proclamé à l'unanimité roi, il se mit à organiser le gouvernement intérieur, à mettre de l'ordre dans les finances. Bientôt son trésor fut en état de racheter de grandes terres hypothéquées à des princes étrangers et à de simples particuliers.

Ce règne débute d'une manière brillante ; il est illustré par les trois grandes défaites des Tartares, des Russes et des Valaques.

Une victoire décisive remportée sur les Tartares de la Crimée, à Wisniowiec, en 1512, assura le repos du midi de la Pologne. Le grand-duc de Moskou, ayant cru pouvoir profiter des troubles de Lithuanie, y avait envoyé une

armée de 80,000 hommes; mais elle fut entièrement détruite par le prince Constantin Ostrogski, sur les bords du Dniéper, près d'Orsza, le 8 septembre 1514.

Les Moldaves et les Valaques, qui occupent un territoire situé entre les Slaves de la Russie Rouge et les Slaves d'outre-Danube, étaient souvent en lutte avec la Pologne. Voulant avant tout devenir indépendants, ils se prononçaient au milieu des guerres entre les Turcs et les chrétiens, tantôt pour les uns, tantôt pour les autres, de façon à obtenir de chacun tour à tour certains priviléges. Plus d'une fois ils s'étaient reconnus vassaux de la Pologne; naguère ils avaient soutenu la cause de la chrétienté à Varna : maintenant tous ont reconnu volontairement la suzeraineté de la Porte, les Moldaves comme les Valaques.

Voyant les embarras présents de la Pologne, le woiéwode de Moldavie, avec l'appui des Turcs, envahit sans déclaration de guerre la Pocutie (sur la frontière de la Galicie), que les deux peuples s'étaient plus d'une fois déjà disputée, occupe Snyatin et bat la petite troupe polonaise qui se trouvait en ce pays. Sigismond envoya une grande armée, commandée par Jean Tarnowski, qui écrasa les Moldo-Valaques à Obertyn, le 22 août 1531, et vengea le désastre qu'Etienne de Moldavie avait fait éprouver au roi Jean-Albert.

Cette journée militaire, célèbre dans les fastes de la Pologne, a été décrite par plusieurs historiens et poètes de l'époque. Le premier livre français où l'on parle de la Pologne date de cette année : c'est le récit de la victoire remportée par les Polonais à Obertyn.

Vers ce temps, Sigismond, tout en projetant une expédition contre les Turcs, s'occupait à donner une organisation définitive à l'Ordre Teutonique, à la Prusse.

L'Ordre, pour regagner les bonnes grâces du roi de Pologne, mit à sa tête un prince allié de sa famille, un prince de Brandebourg. Cependant différentes sectes se répandaient en Prusse. Le grand-maître Albert de Brandebourg comprit quel parti il pourrait tirer de ces sectes pour raffermir sa puissance, se détacher de la Pologne et devenir un jour indépendant.

Après de longues résistances, le roi permit aux chefs de l'Ordre d'abjurer la religion catholique. Le pape lui représentait le danger qui devait naître pour la Pologne de l'établissement luthérien. Le roi répondit qu'il n'était plus en son pouvoir de sauver l'Église en Prusse.

Ceux des commandeurs, des prieurs et des chevaliers qui restèrent fidèles à la religion catholique, demandaient au roi de les prendre sous sa protection. Ils désiraient se réunir à la république de Pologne, n'avoir d'autre qualité que celle d'abbés et d'évêques polonais. Le roi, par faiblesse pour son parent, préféra lui donner le titre de prince et le séculariser (1525). — Le prince de Brandebourg, en politique habile, lui avait fait entrevoir qu'étant déjà d'un certain âge, il pourrait bien mourir sans postérité, et qu'alors la Prusse se trouverait à jamais réunie à la république; le roi la recevrait de ses mains sans être obligé de demander la confirmation du pape et sans s'exposer à l'hostilité des empereurs d'Allemagne, protecteurs de l'Ordre.

L'opinion de tous les politiques de cette époque appuyait les prétentions du prince, et les écrivains louent hautement le roi d'avoir arrangé avec tant d'habileté les affaires de Prusse. Quelques évêques, quelques écrivains, fidèles à la tradition nationale, firent seuls opposition aux projets du prince de Brandebourg. L'histoire nous fait voir qui avait raison.

« La doctrine de Luther, a dit un historien polonais, Sarnicki, n'a profité à personne autant qu'aux rois de Pologne, qui l'avaient pourtant dédaignée, car si l'Ordre Teutonique eût continué à subsister, il aurait pu un jour repousser et reverdir comme l'herbe fauchée; mais lorsque la Prusse eut embrassé la confession d'Augsbourg, et que son prince, après s'être dépouillé de son caractère monacal, eut pris femme, l'Ordre s'est trouvé coupé à la racine, et l'on put regarder tout germe de guerre et de discorde comme à jamais détruit. »

Un évêque polonais, au contraire, prédisait au roi que la Pologne serait un jour menacée des plus grands dangers de ce côté, car la Réforme finirait par séparer complétement la nation allemande de la nation polonaise, et par rompre tous les liens politiques qui unissent ces deux races.

Sigismond, entièrement absorbé par la sécularisation du duché de Brandebourg, oubliait chaque jour davantage ses projets contre les Turcs : il entra même en relations d'amitié avec le sultan Soliman. Les historiens applaudissent à la prudence du roi. On a plus tard vanté de même la politique vénitienne qui maintenait une espèce de neutralité entre la Turquie et l'empire d'Allemagne :

le fait est que les Vénitiens perdirent par là toute la puissance qu'ils devaient aux croisades.

Ainsi le système des Jagellons s'arrête, il fait même deux pas en arrière. D'abord, le roi de Pologne abandonne le projet traditionnel de chasser les Turcs et commence à traiter avec le sultan d'égal à égal, comme avec un autre monarque; ensuite, au lieu de développer le principe catholique, il se borne au triste rôle de conservateur, et bientôt il n'y aura plus aucun moyen de réprimer l'audace des sectaires, qui, de leur côté, en invoquant sans cesse la tolérance, minent les croyances de la nation. La Pologne, que les Turcs, les Tartares et les Allemands n'ont pu vaincre, est maintenant blessée dans son sens moral; son système national est ébranlé dans sa base. L'activité de la république, jusqu'ici tenue en éveil par un effort vers l'extérieur, forcée à présent de se replier sur elle-même, réagit sur les institutions du pays. On se met à discuter les dogmes religieux et les dogmes politiques au lieu de les réaliser.

Vers la fin du règne de Sigismond, un grand changement eut lieu en Pologne. Le sénat dirigeait la république sans avoir jamais essayé de la violence; il était entré dans le gouvernement par un progrès d'influence lent et régulier. Or, voici que la petite noblesse fait une irruption subite dans le gouvernement (1537).

Le roi Sigismond, découragé par la résistance que les diètes ne cessaient d'apporter à ses plans de guerre, fit convoquer le ban et l'arrière-ban. Il s'agissait d'une expédition contre les Valaques. Jamais on n'avait vu en Pologne une réunion aussi nombreuse ni aussi formida-

bie : 150,000 cavaliers armés, accourus de tous les points de la république ; les palatinats avec leurs bannières, et sous le commandement de leurs palatins et de leurs castellans respectifs, traversent le pays et s'établissent auprès de la ville de Léopol. L'Europe était dans l'attente, dans la frayeur ; le sultan envoyait des émissaires chargés de pénétrer les projets du roi de Pologne ; l'empereur d'Allemagne se croyait menacé ; il rappelait au roi le traité qu'il avait conclu sur la succession de Bohême et de Hongrie ; le prince de Prusse envoyait aussi un détachement armé pour mériter les bonnes grâces du roi. Le roi, heureux d'avoir réuni une si grande armée, voulait la conduire à l'ennemi, lorsque tous les germes de discordes religieuses, politiques et sociales, qui depuis longtemps déjà travaillaient la noblesse, éclatèrent tout à coup : ce fut une véritable éruption volcanique.

Les sénateurs donnèrent le signal de ces désordres ; ils suscitèrent dans le sein du conseil des questions de personnes et firent appel à la noblesse. Au lieu de marcher, on se forme en diète et l'on envoie une députation au roi pour lui exposer ses griefs ; tout ce qu'on peut imaginer sur la constitution d'un pays, tous les projets qu'on peut former sur un avenir social, enfin tous les systèmes juridiques et financiers qui aient jamais été discutés dans un parlement, tout cela est mis à l'ordre du jour. Nous voulons, disaient les nobles, organiser d'abord la république ! Mais, répondait le roi, est-ce le moment de s'occuper d'un travail aussi long et aussi difficile, quand les Valaques sont en armes et qu'ils brûlent nos villes ? Les nobles soutenaient avec opiniâtreté que leur devoir était

seulement de combattre l'ennemi sur leur territoire ; que s'ils suivaient le roi dans des expéditions étrangères, c'était par grâce seulement, et que le roi, dans ce cas-là, était obligé de les payer. On mit ainsi en avant l'hérésie politique qui sépare l'intérêt de la dynastie de celui du pays : elle portera ses fruits.

En même temps on menace les droits de l'Église, des villes et du peuple : on défend aux évêques de recevoir dans les ordres un homme qui ne soit pas noble ; on veut rendre l'Église nobiliaire, et l'on charge le roi de tâcher de négocier avec le pape, pour obtenir de lui qu'il confirme cette absurde décision. Ainsi on ferme à jamais au peuple et à la bourgeoisie l'entrée dans le gouvernement, puisque c'est par l'Eglise que la noblesse elle-même s'y était introduite. On force les bourgeois à vendre les terres qu'ils possèdent, et on leur interdit d'en acquérir à l'avenir. La noblesse, fière de son nombre, de son influence, une fois mise en possession de la souveraineté, veut la garder exclusivement pour elle.

Le nonce du pape et les ambassadeurs étrangers assistaient étonnés à ce spectacle extraordinaire et si nouveau de toute une noblesse armée pour la guerre et formant un vaste parlement en plein air.

Un jour, au moment où les partis luttaient avec le plus d'acharnement par la parole, un violent orage éclata. L'assemblée se dispersa au milieu des éclairs et du bruit de la foudre. Les fameux articles acceptés par le roi, mais renvoyés à une autre diète, restèrent comme le seul monument de cette réunion. La noblesse, égarée un instant, mais bonne et généreuse, s'en retourna avec tristesse :

on répétait partout que la noblesse avait fait pleurer le bon roi, et tout le monde était honteux d'une telle conduite.

Cette expédition fut appelée la *guerre des coqs*, parce qu'on y avait fait beaucoup de bruit et peu de besogne. C'étaient les premières atteintes du mal dont l'ancienne Pologne devait mourir.

Un grand historien contemporain a dit : « L'empereur Charles-Quint, le roi de Hongrie, le sultan même offrirent au roi des secours contre ses sujets rebelles. Mais le roi préféra les vaincre par son inépuisable bonté et par sa clémence, comme s'il y avait quelque moyen de vaincre la mauvaise foi politique (*improbitas*) ! Il a plu à la divine Providence d'éprouver ce bon et généreux roi par ses sujets, afin que sa félicité ne fût pas complète sur cette terre. » Ces dernières paroles sont les paroles mêmes de Sigismond aux ambassadeurs de Charles-Quint et du sultan.

Le système jagellonien étant une fois arrêté dans son développement extérieur, le travail intérieur continua et absorba toutes les forces de la nation. La république polonaise oubliait les provinces lithuaniennes et semblait quelquefois même se réjouir de la puissance du duc de Moskou, qui tenait en échec le roi de Pologne, parce que l'idée fixe de cette époque était d'entraver la royauté. La royauté du moyen âge finit en réalité avec Sigismond-Auguste, fils et successeur du premier Sigismond ; il fut le dernier descendant de la plus honnête et de la plus chrétienne des dynasties.

Ce jeune monarque, dès les premières années de son règne, vit s'opérer dans la république une grande révolution. Le biographe de Kmita observe que l'année de la mort de Sigismond le Vieux (1548) vit disparaître un grand nombre de familles polonaises. Une dizaine de familles souveraines de Mazovie, autant de la Lithuanie et plusieurs hautes familles seigneuriales de la Grande-Pologne s'éteignent. Le roi reste entouré de conseillers nouveaux, de seigneurs sortis de la petite noblesse. Lui-même il se fait petit noble; il a encore la bonté, la générosité de ses ancêtres, mais il est plus léger, il aime la nouveauté. Elevé à l'étranger, le premier des rois polonais il parle des langues étrangères, l'italien, l'espagnol; il lit l'allemand; il vit avec des sectaires allemands, des novateurs italiens; il protége les artistes. L'éloquence devient un élément de gouvernement. Le roi est obligé de parler, de répondre aux sénateurs, aux nonces. Il donne les magistratures, les grandes charges aux hommes éloquents. C'est l'âge d'or de la littérature polonaise.

Cependant, au milieu de tout l'éclat de son règne, Sigismond-Auguste vit des symptômes alarmants dans les progrès rapides de la puissance nobiliaire.

La noblesse se scandalisait du mariage du roi, qui venait d'épouser une Lithuanienne de distinction, Barbe Radziwil : elle n'était pas d'une maison souveraine.

Pendant le tumulte qui s'éleva à l'occasion du mariage du roi, les députés lui demandèrent d'avoir avec lui une conférenee particulière, sans être assistés par les sénateurs. Le chancelier trouvait ce procédé contraire à l'usage; le roi admit cependant les nonces en sa présence,

sans prévoir les suites de cette démarche. Dès ce moment, les nonces s'emparent de ce précédent, et regardent leur chambre, non plus comme une partie de la diète, mais comme un pouvoir distinct; plus tard, ils chercheront à traiter avec la royauté de puissance à puissance. On raconte que, dans cette audience célèbre, les nonces, ne pouvant fléchir l'opiniâtreté et la fermeté du roi, se jetèrent à genoux. Le roi, étonné, se leva de son siége en portant la main à son bonnet, parce que, disent les chroniques, de mémoire d'homme on n'avait vu les nonces, les députés polonais à genoux devant un roi. S'appuyant sur ce précédent, on commença à exiger du roi qu'il parlât aux nonces sans l'entremise de son chancelier, et même qu'il se découvrît toutes les fois qu'une grande députation de la chambre se présentait devant lui. — A la même époque, les nonces demandèrent à conférer avec les sénateurs sans être présidés par le roi; on leur refusa pendant quelque temps cette autorisation; enfin le roi fut obligé de céder. De ce moment, la puissance du sénat fut *légalement* renversée : l'usage s'introduisit de décider les grandes affaires dans la réunion des deux chambres; et les nonces, ayant la majorité des voix, devinrent maîtres de chaque délibération. Presque toutes les constitutions des pays libres se sont ainsi formées : le parti qui lutte profite de chaque avantage, défend ses conquêtes et les change en droit.

Ces détails montrent quelle dignité régnait dans les rapports du souverain avec les sujets, avec quelle bonté le roi traitait le sénat, et comment il était facile d'obtenir de lui toutes ces concessions. Les chroniqueurs et les his-

toriens sont d'accord sous ce rapport. Ils disent tous que le roi était admirable, surtout par sa clémence et sa bonté ; mais ils lui reprochent quelquefois son opiniâtreté : et cependant il défendait les restes du pouvoir qui lui échappait.

La cour du roi de Pologne, une des plus brillantes qui aient existé, présentait un spectacle curieux. On voyait les princes souverains de Prusse et de Courlande prendre le titre de ses très-humbles serviteurs, de ses fidèles sujets. Ils juraient fidélité, à genoux, entre les mains du roi, sur la place de Cracovie. Les boyards de Valachie et de Moldavie parlaient au roi en se prosternant, tandis que les seigneurs polonais et les nonces voulaient à peine se découvrir en sa présence.

La puissance militaire et civile étant ainsi entravée, le roi n'avait à opposer aux prétentions que son pouvoir traditionnel, la majesté de son rang et le sentiment religieux. Or, ces derniers asiles de la puissance royale allaient être attaqués par les sectaires.

Chaque seigneur étant maître chez lui, et chaque gentilhomme se regardant comme le président d'une république indépendante, il n'y avait pas de pouvoir central capable de lutter contre les attaques des sectes.

La Pologne fut bientôt couverte d'écoles et d'imprimeries. On trouvait jusque dans les hameaux, au fond de huttes enfoncées dans la boue, des imprimeries, où des Français, des Allemands, travaillaient à répandre des ouvrages qui n'avaient aucun rapport avec la Pologne d'alors, qui traitaient de dogmes théologiques très-abstraits, et tonnaient contre les envahissements, contre les

abus de l'Eglise, dont il n'y avait cependant pas encore d'exemples en Pologne.

Il est à remarquer que toutes ces sectes avaient en vue telles ou telles circonstances locales, particulières au pays où elles prenaient naissance. En Allemagne, on attaquait le pouvoir féodal des puissants évêques ; mais ces pouvoirs n'existaient pas en Pologne. Les villes d'Allemagne voulaient s'emparer des biens considérables de certains couvents; mais de telles richesses ne tentaient pas l'avidité des seigneurs polonais. De sorte qu'on raisonnait, qu'on déclamait contre les choses qui ne se trouvaient point en Pologne. Ces réclamations, imitation misérable des pays étrangers, se propageaient facilement dans une république où on laissait à tous une pleine liberté de parole.

Les Polonais recherchaient et préféraient les opinions les plus hardies. Ils dédaignaient Luther comme un juste-milieu, comme un homme qui ne savait pas tirer, de ses opinions, toutes les conséquences, ce qui explique le lent progrès de la secte luthérienne chez eux ; on lui préférait Calvin; mais on affectionnait surtout les opinions des unitaires, des ariens modernes et des sociniens, qui, plus hardis que les ariens, finirent par nier la divinité de Jésus-Christ et par rétrograder vers l'Ancien Testament. Les combats de ces sectes ébranlaient le sol de la république. Réunies, elles faisaient la guerre à l'Eglise dans les diètes, puis elles luttaient les unes contre les autres et se persécutaient mutuellement.

Dans cet état de choses, un seul homme sauva l'Eglise en Pologne. Ce fut un Polonais né à Vilna, issu d'une

famille bourgeoise de Cracovie, du nom de Bezdany, plus connu sous celui d'*Hosius*, ou du *Grand-Cardinal*, comme on l'appelait alors.

Il étonne par son infatigable activité : il écrit des lettres au roi, aux évêques, aux curés, accourt dans les diètes, dans les diétines, réunit et préside les conciles. Il savait la langue allemande, il parlait et écrivait également bien le latin et le polonais. Les sectaires de cette époque l'appelaient le serpent à trois langues, le Cerbère de l'Eglise catholique. Mais le peuple était édifié par la sainteté de sa conduite et la rigidité de ses mœurs. Il finit ses jours en Italie, nommé grand-aumônier du Saint-Siége, désespéré de n'avoir pu prévenir, en Pologne, la réforme religieuse, et effrayé de ses conséquences.

Avant sa mort, cependant, il introduisit dans les États polonais un ordre célèbre auquel il légua le soin de combattre les novateurs. Hosius appréciait l'état de la Pologne ; il vit bien que l'aristocratie propageait la Réforme, que le luthéranisme et le calvinisme s'attachaient surtout aux sommités sociales, que c'étaient des sectes politiques. Il chercha donc une arme politique et une société politique. Cette arme et cette société, il les trouva dans l'Ordre des jésuites, nouvellement établi.

Nulle part cet Ordre n'eut une importance politique comparable à celle qu'il obtint en Pologne. Les jésuites trouvèrent là le terrain qui répondait parfaitement à l'esprit de leur association. Ils combattaient la Réforme par ses propres armes. Ils s'attachaient à s'introduire dans les maisons des grands, à s'emparer de leur entourage, à

éloigner tous les sectaires et à dominer ainsi, d'abord les châteaux, plus tard les villes et les hameaux. Pendant deux siècles, ils n'ont cessé de lutter avec acharnement; et, sans avoir livré une seule bataille, ils ont fini par vaincre toutes les sectes, par s'emparer de toutes les écoles et du pouvoir constitutif dans la république de Pologne.

Ils ont rendu des services politiques au pays; ils lui ont fait aussi beaucoup de mal.

Les jésuites employaient toute sorte de moyens pour atteindre leur but : ils étaient, comme on sait, chimistes et mathématiciens en Chine, où il fallait montrer leur supériorité dans les sciences; ils étaient agriculteurs et organisateurs dans leurs possessions du Nouveau-Monde. Mais, en Pologne, ils n'avaient pas besoin, pour dominer, de recourir à la science; ils n'avaient qu'à combattre la légèreté nationale, la curiosité, la paresse et la gourmandise : et les jésuites, n'osant pas engager le combat sur ce terrain, se bornèrent à conserver le dogme. Sévères seulement pour eux-mêmes, ils permettaient aux seigneurs de vivre dans l'oisiveté, ne s'effarouchaient pas de l'ignorance, ne voulaient qu'obtenir la neutralité de la part des ennemis de l'Eglise. Aussi, lorsque plus tard le philosophisme vint attaquer leur institution, malgré toute leur puissance traditionnelle et leur habileté, ils se trouvèrent sans défense au milieu de la noblesse, qui avait perdu l'habitude de penser, et qui ne savait plus comment répondre aux mensonges et aux paradoxes hardis de cette nouvelle école qui niait tout le passé. Alors les jésuites devaient périr. Comme force de résis-

tance, ils retardèrent le développement du mal; mais ils n'eurent aucune vie à opposer à son attaque directe.

Tandis que les sectes affaiblissaient la vie nationale et sapaient toute autorité, les magistrats chargés de faire exécuter la loi éprouvaient toutes sortes de difficultés, parce que son exécution dépendait uniquement de la bonne volonté des citoyens. Aussi le magistrat péchait-il souvent contre sa conscience, ne pouvant faire respecter la loi qu'il jurait de maintenir.

Nicolas Rey nous donne, sous ce rapport, dans sa *Vie du gentilhomme polonais*, de curieux détails sur l'administration. Savez-vous, par exemple, comment on percevait alors les impôts? La diète venait de voter une taxe par tête. Le magistrat arrive, armé de la loi, dans un village. L'ancien du village, une espèce de maire, un paysan vieux et rusé, avait pris ses précautions; il avait déjà renvoyé du village la plus grande partie de la population. Il se présente, comme dit Rey, en se grattant la tête et en se tourmentant le nez, et fait observer au magistrat la solitude du village. Le magistrat demande ce qu'est devenue la population. Alors le bourgmestre jure sur sa tête que cette population ne se trouve plus sur les terres du village. Il peut d'autant mieux le jurer, que la population est en ce moment dans les bois, occupée à cueillir des champignons et des noisettes. Le magistrat s'en retourne les mains vides.

Une autre fois, la diète, ainsi trompée, ordonna de lever un impôt sur les feux. Alors le bourgmestre enjoignit aux abhitants du village de s'assembler par plusieurs familles

dans la même maison ; il jure de nouveau qu'il n'y a que tel nombre de feux dans le village, et le magistrat n'a aucun moyen de constater la vérité de ces données, parce que le gouvernement polonais ne voulut jamais faire le dénombrement de sa population. On citait, pour justifier cette répugnance, l'exemple du roi David, puni jadis pour avoir voulu connaître le nombre de ses sujets. Dans cette difficulté, on usait d'un dernier moyen, l'appel au serment, au-delà duquel il n'y avait plus aucune force coërcitive : le serment étant l'unique sanction de la loi.

C'est pourquoi les nobles polonais fuyaient la magistrature et l'administration des finances.

Rey ajoute : « Si un employé aux finances veut bâtir une grande porte, le peuple crie que c'est pour faire entrer les revenus du fisc ; s'il construit une grande cheminée, les malveillants disent que les deniers publics s'en vont en fumée. »

Durant la guerre, l'opinion publique obligeaït tout le monde à monter à cheval : les juges et les percepteurs quittaient alors leurs fonctions et s'enrôlaient.

Pendant la paix, le seul moyen qu'eût un noble de servir l'État, c'était de se faire élire député. Le député, mandataire du pays, répond de la liberté, du salut de l'État. Rey conçoit la hauteur de cette position, et il dit qu'*un député doit administrer les affaires publiques comme s'il administrait les sacrements.*

Mais ce qui achevait la carrière d'un homme public, ce qui couronnait sa vie, c'était un siége dans le sénat, la plus haute dignité à laquelle pût parvenir un gentil-

homme polonais. Le sénat était dans la position où se trouve, par exemple, la chambre des pairs dans certains pays constitutionnels : il préparait, il dirigeait, mais il ne créait plus les événements. D'après les idées polonaises, ce sénat complétait la royauté; il en était l'émanation.

Un sénateur devait, avant tout, sentir la gravité de l'acte d'approcher le roi et de lui parler; car, d'après Rey, la royauté est un grand mystère de la constitution; c'est la vie qui anime tout le corps, c'est la flamme qui s'allume sur le bûcher du sacrifice. L'âme d'un roi se porte vers le ciel; elle brille d'une lumière éclatante, si on la nourrit de bois sec et odoriférant; mais si les conseils, comme le bois de mauvaise qualité, étouffent la flamme, alors elle se traîne à terre. Ici, l'on voit déjà les éléments de cette idée, développée plus tard par des écrivains politiques, et devenue un dogme de la constitution, à savoir : que le roi est une espèce d'*abeille-mère*, qui seule ne travaille pas, et, n'ayant pas d'aiguillon, ne peut faire de mal.

Tous les pouvoirs reposaient ainsi sur des idées morales, sur des habitudes puisées dans les anciennes coutumes et dans la vie religieuse. Il est impossible d'expliquer autrement l'existence et la force de cet État; car nous avons vu les armées de la république payées et capables de repousser l'étranger, les rois victorieux et l'État s'agrandissant malgré le désordre administratif et financier. L'État, c'était la vie morale.

Le sentiment moral s'éteignant de jour en jour, la république devenait de plus en plus faible. Les germes

de destruction étaient dans les priviléges de plusieurs ordres et dans la facilité extrême d'en abuser.

Ce singulier état de choses n'a pu être compris des étrangers ; et même les historiens polonais modernes ne l'ont pas suffisamment expliqué. Le mouvement polonais différait du mouvement européen. Du temps de François Ier et de Henri VIII, les Français et les Anglais ne pouvaient concevoir les discussions de nos diètes, et ils se scandalisaient de voir un roi obligé de se découvrir devant de simples nonces, devant de petits nobles. Dans le XVIIe siècle, la réforme religieuse ayant renversé toutes les anciennes constitutions et établi presque partout le despotisme, la liberté polonaise devint encore plus étrange pour les Européens. On n'y voyait que de l'anarchie. Un écrivain moderne très-connu, Fenimore Cooper, prenant ici la défense des Polonais, dit que cette anarchie ressemblait beaucoup à celle des Spartiates, des Romains et des Athéniens, que les siècles modernes ne peuvent plus comprendre ni apprécier.

Mais le plus grand danger de la Pologne consistait dans ce grand bonheur, dans cette prospérité inouïe dont parlent tous les écrivains de cette époque.

Quelques joyeux seigneurs polonais fondaient alors dans la république de Pologne une république célèbre dans nos fastes sous le nom de *république de Babin*, dont le but était, en s'amusant, de ridiculiser les travers du siècle. Ils accordaient le titre de grand échanson à celui des nobles qui passait pour le plus ivrogne ; ceux qui ne voulaient pas s'instruire, qui ne savaient pas écrire, recevaient des lettres-patentes de chancelier ; on proclamait

que tous les paresseux, tous les hâbleurs avaient droit de bourgeoisie. Sigismond ayant un jour demandé qui était roi de cette république, le chancelier lui répondit que Sa Majesté avait toutes les qualités requises pour gouverner les deux républiques, celle de Pologne et celle de Babin. Le roi rit de cette plaisanterie.

Les influences étrangères achevèrent l'œuvre de dissolution. Les idées romaines, les idées grecques, appliquées violemment à un état de choses qui ne ressemblait à rien de ce qu'on connait dans l'histoire, détruisirent la royauté des Jagellons.

La dynastie jagellonne s'étant éteinte dans la personne de Sigismond-Auguste (1572), la Pologne, après l'unique année du règne de Henri de Valois, trouva dans Etienne Batory un homme capable, non-seulement de raffermir la république ébranlée, mais encore de la rendre plus forte et plus grande.

Etienne s'était trouvé, comme duc de Transylvanie, dans une position difficile, qui l'obligeait à étudier la politique générale de l'Europe. Il reconnaissait le sultan comme son seigneur suzerain, ménageait l'empereur d'Allemagne, s'appuyait sur la Pologne; il avait des rapports avec la Moskowie. Slave d'origine, il connaissait la langue polonaise et comprenait d'instinct le caractère des Polonais. Arrivé en Pologne et proclamé roi, il épousa la princesse Anne, sœur du dernier Jagellon : la volonté nationale en avait fait une condition de son élection.

Etienne dut en partie son élévation au désordre moral et à la complication d'intérêts divers qui agitaient la Po-

logne. Il avait le grand avantage de n'être pas encore connu; les sectaires le croyaient favorable aux doctrines nouvelles, parce qu'il était tolérant; les catholiques, de leur côté, pensaient qu'il serait tout dévoué à leur Eglise. Les uns le nommaient en haine de l'Autriche et de la France, les autres en haine de la Moskowie; beaucoup, parce qu'ils le considéraient comme ami des Turcs, vers lesquels penchait alors l'opinion des sectaires. Etienne sut habilement profiter de sa position. Sans s'expliquer sur les questions irritantes, il était cependant intérieurement décidé à les résoudre en roi, par des faits.

Il débuta par représenter au sénat la nécessité d'entreprendre une guerre décisive contre les ennemis immédiats de la Pologne, contre la Crimée et la Moskowie. Mais comme la Crimée, qui selon lui devait être conquise, était liée à la Turquie, et que la guerre contre les Turcs était une question européenne, il la réservait pour l'avenir. La Pologne devait donc commencer par détruire l'empire moskowite, et le roi ne doutait point du succès de l'entreprise. Il ne s'effrayait pas des armées nombreuses et du pouvoir immense dont disposait le tzar Iwan IV.

Nous raconterons au chapitre suivant les événements de cette guerre, nous bornant ici à rendre compte des difficultés que le roi Etienne rencontra dans sa propre nation.

Revenu vainqueur d'une première campagne, il se vit accusé de faire la guerre par ambition personnelle; on lui reprochait d'avoir dépensé des sommes énormes pour conquérir un pays inculte; on répétait que le grand-

duc de Moskou aimait la république de Pologne, que le roi avait tort d'irriter un voisin si inoffensif. Le roi Etienne, pâle encore des fatigues de sa campagne, montrant aux députés ses cheveux brûlés dans l'assaut de Polotsk, confondit toute l'opposition; on n'osa plus lui refuser les subsides, et même on vota, contre les lois et tous les usages, un subside double. Le roi fut ainsi en état d'augmenter son armée pour entrer de nouveau en campagne.

La Pologne avait pour ennemies la Moskowie et la Turquie. Le duché de Moskou, en effet, développait une existence incompatible avec la sienne; et les Turcs lui coupaient ses communications avec la mer Noire, menaçaient les provinces du Midi, et avaient déjà su arracher à son influence les principautés de Valachie et de Moldavie.

Mais l'opinion publique en Pologne, étrangement pervertie, était généralement pour l'alliance avec les Turcs et le grand-duc de Moskowie. On regardait l'Autriche comme l'ennemi le plus dangereux de la république, et cela grâce à l'influence des docteurs de Wittemberg et de Genève, qui n'avaient rien à craindre des Turcs ni des Moskowites, et qui détestaient l'empereur apostolique, comme ne leur étant pas favorable.

Le roi Etienne, vainqueur une seconde fois du tzar Iwan, allait avoir pourtant à combattre derechef la même opposition dans la diète.

Jamais un monarque n'a été autant calomnié par ses sujets! On répandait contre lui les bruits les plus injurieux et les libelles les plus absurdes; on disait que s'il

voulait faire la guerre, c'était pour s'enrichir et s'enfuir ensuite dans ses Etats héréditaires, lui qui avait dépensé tous ses trésors particuliers pour la défense de la république! On ajoutait qu'il avait le projet de conquérir un pouvoir absolu, d'établir un trône héréditaire, lui qui n'avait pas d'enfants à qui il pût laisser ce trône!

Les nonces, à la diète de Varsovie, s'étaient promis mutuellement de refuser toute espèce de subsides; mais ils furent encore une fois désarmés par l'enthousiasme national. A l'approche de la petite voiture du roi, les paysans de tous les villages sortaient et entouraient en foule ce héros revenant des frontières moskowites; lorsqu'il arriva près de Varsovie, toute la ville courut au devant de lui; toutes les cloches sonnèrent, et le peuple assurait que la grande cloche de Varsovie avait prononcé distinctement le nom du roi Etienne. La diète n'osa point lui faire de l'opposition.

Etienne tente alors une réforme militaire très-importante: il forme l'infanterie, que les Polonais n'avaient pas encore. La noblesse refusait de servir dans l'infanterie; il était dangereux de demander à la diète la permission d'enrôler des paysans appartenant aux nobles. Le roi préféra faire enrôler les paysans des domaines de la couronne. Les paysans qui avaient servi dans trois campagnes obtenaient la liberté pour eux-mêmes et pour leur famille, et le roi accordait avec facilité les droits de noblesse à ceux qui se distinguaient.

Ainsi, le roi, ayant, à l'insu de la diète, presque formé une infanterie nombreuse, levé des impôts, et obtenu des secours de plusieurs seigneurs, dont il avait acquis la con-

fiance, parvint à organiser une armée régulière de cent mille hommes, ce que le Nord jusque-là n'avait pas encore vu.

En même temps, il prépare une loi sur les tribunaux, donne une organisation aux Kozaks établis sur les bords du Dniéper et les attache à la Pologne. Après avoir pris toutes ces mesures, il les soumet à l'acceptation de la diète.

Il marche de nouveau contre les Moskowites. Mais la saison avançait et les maladies portent le découragement dans le camp des Polonais. L'opposition se ranime; le roi ne peut cacher longtemps aux Moskowites l'état des esprits dans son armée. Des traîtres, quelques misérables sénateurs, envoyaient au grand-duc de Moskou des lettres pour l'engager à tenir ferme, en lui promettant la retraite prochaine de l'armée polonaise. D'un côté, des sectaires farouches complotaient contre la vie du roi, dont ils avaient deviné les sympathies religieuses; et, d'un autre côté, un évèque polonais intriguait dans le même but, pour hâter l'élection au profit de l'empereur d'Allemagne.

Cependant le roi Etienne persistait toujours, et le grand-duc Iwan le Terrible, effrayé, souscrivit au traité honteux de Kiverova-Gorka, par lequel la Livonie était laissée à la Pologne (15 janvier 1582).

Le grand-duc étant mort peu après, la Moskowie faisait quelques difficultés pour exécuter les clauses du traité; le roi, qui connaissait parfaitement la politique du cabinet moskowite, allait l'obliger à reconnaître la suprématie de la république polonaise et à suivre sa po-

litique. S'il rencontrait des obstacles, il était décidé à écraser le tzarat de Moskou. Il méditait de vastes projets européens. Il réussit à mettre dans ses intérêts les puissances qui lui importaient le plus, qui pouvaient exercer la plus grande influence dans les affaires du Nord: le Danemark, comme contrepoids de la Suède, l'empire germanique et le Saint-Siége.

L'Eglise était alors gouvernée par Sixte-Quint, génie profond et hardi, homme de conseil et d'action. Le pape comprit le roi de Pologne: il mit à sa disposition ses immenses trésors et promit de payer la solde de l'armée polonaise pendant toute la guerre. Le roi, après les fatigues des camps, les secousses, les luttes intérieures, semblait renaître à l'espérance; il rédigeait jour et nuit les plans de la guerre qui devait reconstituer la politique de l'Europe.

En trois campagnes, il se faisait fort de chasser les Turcs de l'Europe; il voulait incorporer les pays slaves du Danube, en abandonnant à l'Autriche la possession de la Transylvanie; on discutait même sur le sort de la Grèce. Le roi assurait qu'avec 20,000 cavaliers cuirassés, 10,000 hommes de cavalerie légère et 40,000 hommes d'infanterie, il pouvait traverser l'univers. « Je vais créer une armée plus formidable que la phalange macédonienne, » disait-il à ses conseillers; et l'on savait par expérience qu'il n'exagérait pas ses forces.

Le moment paraissait arrivé de frapper à l'intérieur un coup décisif, de changer ou du moins de régler la constitution du pays. La question religieuse était décidée par le fait; le roi avait déclaré qu'on laisserait une pleine

6.

liberté légale à tous les cultes, mais qu'il protégerait de toutes ses forces la religion catholique.

Déjà les courriers expédiés par le roi Etienne allaient à Moskou exiger du grand-duc l'accomplissement du dernier traité; déjà la diète s'assemblait pour entendre les propositions du trône, lorsque le roi tomba malade. —On ne connut jamais toute l'étendue de ses projets. On sait seulement qu'au moment où il mourut il les discutait avec ses conseillers, avec Zamoyski, avec le prince Radziwil : le secret de ce conseil n'a jamais transpiré au dehors.

« La mort d'Etienne, l'un des plus grands roi du monde et l'ennemi le plus redoutable de la Russie, donna beaucoup de joie aux Moskowites et peu de regret aux Polonais, » dit l'historien russe Karamzin. Et cette parole est malheureusement vraie.

Entre la famille de Jagellon et la race de Wasa, qui doit lui succéder et continuer son œuvre ou du moins la défendre, le roi Etienne se présente comme l'idéal d'un roi patriote.

Les Jagellons suivaient la politique de leur maison par tradition ; le roi Etienne semble l'avoir embrassée par le mouvement de son cœur. Il aima la Pologne, il s'y attacha, et il s'efforça de réaliser toutes les idées historiques de la politique polonaise. Juste et miséricordieux comme les anciens Jagellons, il les surpassait, s'il se peut, en désintéressement ; car il n'était, comme il le disait lui-même, ni Polonais ni Lithuanien : étranger, il avait *épousé la république* ; et son désir unique était de la rendre forte et glorieuse. Fidèle à la politique de ses

prédécesseurs, il différait d'eux pourtant en ce point, qu'il voulait faire des conquêtes, tandis que les Jagellons travaillaient à réunir en un seul corps les différents pays dont la Pologne était formée : la conquête proprement dite était contraire aux idées fondamentales de la nationalité polonaise.

La politique d'Etienne consistait à combattre la barbarie moskowite, à n'avoir paix ni trêve avec les ennemis de l'Eglise et de la liberté, et à se sacrifier tout entier pour la grandeur et la gloire de sa patrie. Tout son règne fut occupé à atteindre le but que marqua l'évêque Goslicki, quand il vint au nom du sénat saluer son successeur, et lui dire à quels devoirs il était appelé :

« Le pays où vous êtes entré, sire, et le royaume que vous gouvernez ne sont pas de ceux qui brillent par le grand nombre de leurs boutiques et de leurs joujoux, qui s'enrichissent en vendant des colifichets. Cet Etat est destiné à être le bouclier et le rempart de la chrétienté contre les ennemis de la croix. En restant fidèle à cette mission, vous travaillerez, sire, à notre salut, et vous ferez descendre la bénédiction du ciel sur vous et sur vos sujets. »

Conversion des Lithuaniens. — Le peuple lithuanien est une colonie complète des Indous. La tradition rapporte qu'à l'origine ils eurent deux chefs, l'un spirituel, nommé Pruto, et l'autre militaire, nommé Waldewod, qui tous deux moururent volontairement sur un bûcher. Nulle part le culte domestique, le culte des morts

n'est resté aussi profondément enraciné et aussi pur. Suivant la religion ancienne des Lithuaniens, l'âme a une existence éternelle; après la mort de l'individu, elle peut prendre des formes différentes, soit celle des animaux, soit celle des plantes, quelquefois celle des hommes, selon sa qualité morale. Ajoutons que la langue des Lithuaniens est la plus ancienne de celles que l'on parle sur le continent d'Europe. — Voyez les *Slaves* d'Adam Mickiewicz, IV, p. 280-299.

Jagellon fit son entrée solennelle à Cracovie le 12 février 1386; il fut baptisé le 14 février avec beaucoup de seigneurs lithuaniens, et reçut le nom de Ladislas; cinq jours après il fut oint et couronné. Il ne tarda pas à se rendre en Lithuanie, et convoqua la noblesse à Vilna. Il obtint que les Lithuaniens se convertissent au christianisme. Il éteignit le feu sacré qui était entretenu et honoré à Vilna, et fit tuer les serpents qui étaient nourris dans les maisons et traités comme des idoles domestiques. Le peuple lithuanien était d'abord affligé de ces nouveautés; mais bientôt il accepta le baptême. Les prêtres que le roi avait amenés avec lui les partagèrent en groupes qu'ils aspergeaient d'eau bénite, donnant un même nom à tous les individus d'un même groupe. Les prêtres ignoraient la langue du pays; mais le roi parcourut toute la contrée pour expliquer au peuple l'excellence de la religion chrétienne. (Voy. *Chronique polonaise* de Wapowski.)

Ainsi les Lithuaniens de Jagellon, comme les Francs de Clovis, reçurent le baptême en masse. Au point de vue religieux, Hedwige a joué un rôle analogue à celui de Clotilde. Au point de vue politique, Hedwige fait repenser à Anne de Bretagne, qui, fiancée, elle aussi, à un duc d'Autriche, épousa Charles VIII et par là opéra la réunion de la Bretagne à la France.

UNION DE LA LITHUANIE.— « Jeté sur le littoral de la Baltique, le peuple lithuanien ressemble, sous quelques rapports, à la Bretagne. » (*Slaves*, IV, p. 281.) Les Polonais ont disputé aux Russes la Lithuanie et la Ruthénie, comme les Français ont disputé aux Anglais la Bretagne et le Poitou.

Ladislas Jagellon avait laissé à son frère Skiergiello, puis à son cousin le grand-duc Witold, le gouvernement de la Lithuanie. Voulant resserrer l'union des deux pays, le roi de Pologne convoqua une diète générale à Horodlo, petite ville sur le Bug. Le 2 décem-

bre 1413, le roi, le grand-duc, et les seigneurs, tant polonais que lithuaniens, y signèrent l'acte fameux, où il était dit :

« Après avoir, par l'inspiration du Saint-Esprit, accepté la foi catholique, lorsque nous prîmes la couronne de Pologne, nous y joignîmes, pour la propagation de la religion chrétienne et leur plus grand bien, les terres lithuaniennes, ainsi que leurs dépendances. Lesdites terres furent par nous jointes, incorporées, annexées, unies, confédérées au royaume de Pologne de par notre volonté et le consentement unanime des barons, nobles, chevaliers et boyards de Lithuanie. Mais comme nous désirons garantir les susdites terres lithuaniennes contre toute attaque, contre les embûches des chevaliers croisés, de leurs adhérents, et de tous autres ennemis qui s'efforcent de ruiner et de détruire par leurs machinations perfides les terres lithuaniennes et le royaume de Pologne, en vertu des droits que nous avons reçus de nos ancêtres et par ordre de succession, comme seigneur légitime, nous voulons qu'elles soient, pour la perpétuité des temps, irrévocablement réunies à la Pologne. »

Il était accordé aux nobles lithuaniens les mêmes droits et priviléges qu'aux nobles polonais. Ainsi leurs biens pouvaient désormais passer en héritage à leurs enfants, sans qu'ils eussent à redouter l'arbitraire du prince. Le grand-duc de Lithuanie ne sera choisi qu'avec le consentement du roi de Pologne et des nobles polonais; réciproquement, le roi de Pologne ne sera choisi qu'avec le consentement du grand-duc et des nobles lithuaniens. Les nobles des deux pays pourront se réunir en diète à Lublin ou à Parczow. Les blasons, marque de la personnalité familiale, n'existaient pour ainsi dire pas en Lithuanie : ils y étaient le privilége du prince; le roi de Pologne donna aux nobles lithuaniens les armes et les blasons des nobles polonais.

L'acte d'Horodlo se termine par cette belle déclaration, que « les nobles polonais reçoivent les nobles lithuaniens dans leur fraternité et parenté. » (Voy. *Volumina Legum*, édit. 1859, I, col. 67-71.)

Les terres russiennes (ou Ruthénie) dépendaient du grand-duché de Lithuanie et furent avec lui réunies à la couronne de Pologne.

Le grand-duc Witold tendait à devenir indépendant. L'empereur d'Allemagne Sigismond offrait de le reconnaître pour roi de Lithuanie et fomentait les divisions. Il convoqua un congrès à Luck, en Wolhynie, sous le prétexte d'une croisade contre les Turcs et dans le but secret de couper la république de Pologne en

deux (1429). Y furent présents : le roi de Pologne, l'empereur Sigismond et l'impératrice Barbe, Wasili, tzar de Moskowie, Erik, roi de Danemark, les grands-maîtres des chevaliers teutoniques et des porte-glaives, les ambassadeurs de l'empereur d'Orient Paléologue et beaucoup de seigneurs polonais, lithuaniens et étrangers. Le grand-duc Witold fit les honneurs de ce congrès qui dura sept semaines; mais l'unité polonaise prévalut contre toutes les intrigues.

Disons de suite que la diète de Lublin (1er juillet 1569) confirma et rendit plus étroite encore l'union de la Lithuanie et de la Ruthénie à la Pologne. Il y fut stipulé : Désormais la couronne de Pologne et le grand-duché de Lithuanie sont un corps indivisible, une seule et même république, deux États et nations fusionnés en un seul peuple.— Et cette double nation aura à perpétuité une seule tête, un seul seigneur et roi, lequel sera élu par le commun suffrage des Polonais et des Lithuaniens, dans une diète tenue en Pologne, et ensuite il sera oint et couronné roi de Pologne à Cracovie. — L'élection et installation de grand-duc de Lithuanie qui se faisait en Lithuanie cessera d'avoir lieu. Le roi de Pologne, lors de son couronnement, sera en même temps proclamé grand-duc de Lithuanie, de Ruthénie, de Prusse, de Mazowie, de Samogitie, de Kiowie, Wolhynie, Podlachie et Livonie. — Les diètes et conseils seront communs aux deux moitiés de la nation, sous l'autorité du roi de Pologne; les seigneurs polonais siégeront avec les seigneurs lithuaniens et les nonces polonais avec les nonces lithuaniens, et ils délibéreront sur les besoins communs, tant en diète que hors la diète, en Pologne et en Lithuanie. (Voy. *Volumina Legum* II, col. 770-771.)

Ainsi par trois fois fut proclamée la réunion à la Pologne de la Lithuanie et pays annexes : d'abord par le mariage d'Hedwige et de Jagellon; puis par l'acte conclu à Horodlo entre le roi Ladislas et le grand-duc Witold, avec la ratification de la noblesse des deux pays; et enfin par la diète générale et commune de Lublin, formée des prélats et seigneurs, conseillers ecclésiastiques et laïques et députés des terres de la couronne de Pologne et de ceux de Lithuanie, statuant conformément au mandat des diétines de districts.

Chute de l'ordre Teutonique. — Au moment de la bataille de Grünwald, le roi parcourut les rangs de son armée, recommandant aux soldats de se comporter vaillamment, afin de maintenir l'intégrité de la patrie, et leur rappelant les méfaits de ces croisés

impies. En ce moment deux envoyés du grand-maître furent amenés devant le roi et lui tinrent ce langage : « Illustre monarque, le grand-maître Ulrich de Jungingen t'envoie ces deux glaives, l'un pour toi, l'autre pour ton frère Witold, voulant que, bannissant la crainte, tu marches hardiment à notre rencontre, et si tu penses n'avoir point assez de place pour te déployer, il veut te céder du terrain. » Le roi reçut ce message avec humilité, soupira et répondit : « Quoique nous ayons des glaives en abondance, nous accepterons cependant ceux-ci qui nous serviront peut-être contre votre grand-maître. Dieu sait que nous étions enclins à la paix, non à la guerre, mais en présence d'une telle soif de notre sang, qu'y a-t-il à faire ? Je suis certain que Dieu sera de notre côté, car c'est celui de la justice, et qu'il punira votre superbe. » Il fit prendre alors ces glaives des mains des envoyés, et ils figurèrent depuis dans le trésor des rois de Pologne. » (*Chronique polonaise* de Bielski, livre III, p. 256.)

Nous lisons dans un écrit de 1704 : « On célèbre encore aujourd'hui l'anniversaire de cette journée avec beaucoup de solennité dans une chapelle, qu'on bâtit dans la plaine en mémoire de cette bataille ; on y voit marquée la date avec cette inscription : *Centum millia occisi.* » (*Description de la Livonie avec une relation de l'origine, du progrès et de la décadence de l'Ordre Teutonique*, édit. 1705, p. 73.)

Incorporation de la Prusse. — La noblesse et la bourgeoisie, ne voulant pas tolérer plus longtemps les cruautés, le faste et les rapines des chevaliers teutoniques, les chassèrent de partout et envoyèrent une députation au roi de Pologne, Casimir Jagellon, pour demander à passer sous son sceptre. La députation joignit en Lithuanie le roi, qui ne la reçut cependant qu'à Cracovie, en février 1454. Un des envoyés, Jean Bazenski s'exprima en ces termes :

« Ce que nos ancêtres ont souffert, invincible roi, et les nombreuses guerres que leur ont attirées ces gens impies qui n'ont bien vécu avec personne ni ne sont demeurés en paix avec leurs voisins, c'est ce que chacun sait et il est inutile de le rappeler ici. Mais nous ne pouvons taire leurs traitements récents, car non-seulement ils nous dépouillent de nos propriétés, mais ils enlèvent de force nos femmes et nos filles et font de nous ce qu'il leur plaît, nous battant, nous emprisonnant, contre toute justice. S'ils étaient quelque chose qui vaille, ce nous serait moins lourd, mais ils ap-

pellent des vauriens d'Allemagne et ne reçoivent personne d'honorable. Nous avons porté nos plaintes de ces offenses intolérables devant l'empereur qui, au lieu d'y faire droit, nous a trouvés coupables, nous reprochant de violer sa suzeraineté (car à vrai dire nous avions formé certaine ligue entre nous); ce pourquoi il nous a ordonné de payer six cent mille écus et a fait décapiter trois d'entre nous. Ne pouvant tolérer plus longtemps un si dur esclavage, nous avons dû courir aux armes, et Dieu a daigné nous tant favoriser que nous les avons déjà jetés de dessus nos épaules et nous avons délivré les villes de Thorn, Dantzik, etc., en tout cinquante. Nous nous réfugions donc sous ta protection et nous te supplions de nous accepter miséricordieusement comme celui auquel nous appartenions jadis, personne n'ayant plus de droits sur nous que toi, puisque jadis les rois de Pologne étaient nos rois... » (*Chronique polonaise* de Bielski, liv. IV, p. 353.)

Le roi Casimir donna des « lettres d'incorporation de la Prusse, recouvrée sur les chevaliers et faisant spontanément retour au royaume de Pologne. » Les divers ordres de Prusse, clergé, noblesse et bourgeoisie, prêtèrent, par leurs représentants réunis à Thorn, serment au roi de Pologne, 29 avril 1454. (Voy. *Volumina legum*, I, col. 173-183.)

La partie de la Prusse qui fut restituée à la Pologne prit le nom de Prusse royale ou polonaise. Celle qui, laissée à l'Ordre Teutonique, a été ensuite gouvernée par le duc-électeur de Brandebourg, fut appelée Prusse ducale, électorale ou brandebourgeoise.

NICOLAS KOPERNIK. — Une gloire de la Pologne est d'avoir donné le jour à ce grand homme. Son grand-père, qui était Bohême, était venu s'établir à Cracovie. Son père était boulanger, il alla se fixer à Thorn. C'est là qu'est né le célèbre astronome, le 19 février 1473. Il disait que le pays que son aïeul avait adopté était celui que son cœur chérissait le plus après l'Etre suprême.

La découverte de l'Amérique par Christophe Colomb enflammait les imaginations. La sphéricité de la terre était démontrée : Kopernik y ajouta sa rotation. Il étudia à l'université de Cracovie, puis il voyaga en Italie. Kopernik était fort savant, mathématicien et médecin, grandement homme de bien. Il était entré dans les ordres, il devint chanoine de Warmie (Prusse). Son grand ouvrage : *De revolutionibus orbium cœlestium*, fut par lui dédié au pape Paul III.

« Je dédie mon ouvrage à Votre Sainteté, dit-il, pour que tout le monde, les savants et les ignorants puissent voir que je ne fuis point le jugement et l'examen... Mon âme souffrait de ce qu'on n'avait point trouvé la raison exacte du mouvement sidéral qui, d'après notre avis, a été créé par le plus sage et le plus parfait des ouvriers. En observant les mouvements des planètes, en rapport avec la rotation de la terre, non-seulement nous rencontrons une parfaite analogie et concordance, mais encore nous trouvons dans l'ensemble des corps célestes un ordre et une symétrie; le monde entier forme un tout harmonieux dont les parties sont si bien liées entre elles, qu'on n'en peut pas déplacer une seule sans introduire le désordre et la confusion. Je suis certain que les savants et profonds mathématiciens applaudiront à mes recherches, pourvu, comme il convient aux vrais philosophes, qu'ils examinent à fond la preuve que j'apporte. Si des hommes légers ou ignorants voulaient abuser de quelques passages de l'Écriture dont ils détournent le sens, je ne m'y arrêterais pas : je méprise d'avance leurs attaques téméraires. Est-ce que Lactance, d'ailleurs écrivain célèbre, mais faible mathématicien, n'a pas voulu tourner en ridicule les hommes qui croyaient à la sphéricité de la terre? Il n'est donc pas étonnant que le même sort me soit réservé. Les vérités mathématiques ne doivent être jugées que par des mathématiciens (*mathemata mathematicis scribuntur*). Si mon opinion ne me trompe pas, mes travaux ne seront pas sans quelque utilité pour l'Église dont Votre Sainteté tient dans ce moment le gouvernail. »

Kopernik rendit le dernier soupir le 23 mai 1543. « Il s'éteignit, a dit Arago, en tenant dans ses mains défaillantes le premier exemplaire de l'ouvrage qui devait répandre sur la Pologne une gloire si éclatante et si pure. » L'œuvre de Kopernik fut imprimée pour la première fois en 1543 à Nuremberg.

Le 5 mars 1616, sous le pontificat de Paul V, la sacrée congrégation de l'Index condamna le volume de Kopernik, « attendu que sa doctrine de la mobilité de la terre et de l'immobilité du soleil était contraire à la divine Écriture. » — Et pourtant l'Église avait profité de ses travaux : « Les mathématiciens qui en exécution du concile de Trente, dit Gassendi, furent choisis par le pape Grégoire XIII pour la correction du calendrier, se servirent très-utilement des travaux de Kopernik. »

Sur la pierre tumulaire de cet illustre Polonais il avait été écrit : « A Nicolas Kopernik de Thorn, mathématicien parfaitement

subtil, afin que la mémoire de ce grand homme si célèbre chez les étrangers ne pérît dans sa patrie, a été érigé ce monument. — Mort à Warmie dans son canonicat, l'an 1543, la 73e année de sa vie. » Le 5 mai 1829, une statue de Kopernik par Thorwaldsen fut érigée à Varsovie.

« Un grand écrivain français a dit que Kopernik, lisant la Bible, est arrivé à la haute pensée du vrai système solaire : cette conjecture peut n'être pas sans fondement. Mais Casimir Brodzinski a deviné la vraie analogie de ces découvertes ; il a eu raison de dire que Kopernik a trouvé les lois du monde physique, comme la nation polonaise a pressenti celles du mouvement du monde moral. Kopernik a détruit les anciens préjugés en montrant que le soleil est le foyer central des planètes ; les Polonais ont lancé leur patrie autour d'une grande unité : la même inspiration qui a fait de Kopernik un grand philosophe, a fait de la nation polonaise le Kopernik du monde moral. » (*Slaves*, I, p. 13 ; III, p. 303.)

République de Pologne. — « La Pologne est proprement une république, et c'est ainsi que les Polonais l'appellent, ne considérant leurs rois que comme leurs chefs seulement. En effet, ils sont fort jaloux de leur liberté. Le roi donne les bénéfices, les charges et les biens royaux. Il ne les peut retenir pour lui et il est obligé de les distribuer à des gentilshommes polonais. Le roi est élu par la noblesse assemblée. Et bien que les enfants du roi n'aient aucun droit dans la république, c'est ordinairement l'un d'eux qui est élu après la mort de son père. Mais cela se fait toujours en gardant les mêmes règles que si on élisait un étranger, les Polonais voulant se conserver la liberté de pouvoir ne le pas élire, et croyant que leur bonheur consiste dans la puissance de choisir tel prince qu'ils voudront. On peut nommer avec justice le roi de Pologne le roi des rois, car il appelle tous les gentilshommes *Monsieur mon frère.* En effet, ils sont tous comme souverains, puisqu'ils ont le droit de vie et de mort sur tous leurs sujets, et que tout le bien est à eux. A la vérité ils sont obligés d'obéir à leur roi, mais en tant qu'il garde la justice, les lois, les libertés, les priviléges et tout ce qu'il a promis par le serment qu'il a fait après son élection. Autrement ils croient qu'ils ne sont point tenus de lui obéir; au contraire, ils font eux-mêmes serment de s'opposer à ses contraventions.

« Les évêques, les palatins, les castellans et les dix officiers sénateurs composent tout le sénat de Pologne. C'est le roi qui fait

les sénateurs. Ils le sont pour toute leur vie. Ce sont eux qui approuvent avec le roi toutes les constitutions que la noblesse leur propose par ses nonces, c'est-à-dire par ses députés. Il doit toujours y avoir quatre sénateurs à la cour, tant pour assister le roi de leurs conseils, que pour observer s'il ne se passe rien de contraire aux priviléges de la République. Tous les évêques sont sénateurs et précèdent les séculiers. Il n'y a que seize évêchés dans toute la Pologne. Les premiers sénateurs séculiers sont au nombre de trente-six, savoir : trente-deux palatins, qui sont proprement les gouverneurs des provinces, trois castellans (de Cracovie, de Vilna et de Troki) et un staroste (de Samogitie). Le premier de tous les sénateurs séculiers est le castellan de Cracovie. La charge d'un palatin est de mener à l'armée les troupes de son palatinat, de présider aux assemblées de la noblesse dans sa province, de mettre le prix aux marchandises et aux denrées, de prendre garde que les poids et les mesures ne soient altérés, et de juger et défendre les juifs. Les castellans sont lieutenants des palatins. Il y en a de deux sortes dans le royaume, de grands et de petits. Les grands, tant du royaume que du duché, sont au nombre de trente-deux, et les autres au nombre de quarante-neuf.

« Comme la multitude des gentilshommes est si grande qu'ils ne pourraient tous assister aux diètes générales, on choisit dans les petites diètes (ou diétines) quelques-uns qu'on députe nonces aux grandes diètes, tant pour y conserver les anciennes constitutions, que pour en faire de nouvelles s'il est nécessaire. On ne peut arrêter un gentilhomme, quelque crime qu'il ait commis, à moins qu'il ne soit auparavant convaincu par justice de ce dont on l'accuse : *Nisi jure victus.* » (Voyez *Relation historique de la Pologne*, par le sieur de Hauteville. Paris, 1697.)

République de Babin. — Vers le milieu du XVIe siècle, Stanislas Pszonka, juge au tribunal de Lublin et possesseur du village de Babin, imagina de fonder avec des amis une petite société, modelée sur la grande république de Pologne et qui était la satire des vices publics. Elle avait ses lois particulières et l'on y tenait procès-verbal des séances. Les dignités étaient conférées à ceux qui en avaient le moins les qualités : quelqu'un s'était-il montré fanfaron ou peureux, vite on lui envoyait un diplôme de hetman ou général ; tel avait parlé avec irréligion, qui recevait le titre d'archevêque. Une grande impartialité régnait dans la république de

Babin : aussi nul n'osait s'offenser des nominations, dans la crainte de devenir l'objet de la risée publique. Tout calomniateur, tout homme faisant tort au prochain était exclu. De grands noms historiques figurent parmi ses membres : Jean Zamoyski, Jean Kochanowski, Rey, etc. — Pszonka mourut en 1570. La république de Babin subsista, jusqu'aux invasions suédoises, époque à laquelle ses archives furent transportées à Stockholm.

Un jour, M. Michelet disait : « Où est la sainteté du théâtre antique? A Athènes, savez-vous bien qui occupait la scène, qui portait le drame au théâtre? Le plus vaillant soldat, Eschyle; le vainqueur après la victoire venait la raconter lui-même. Et savez-vous qui jouait, quels étaient les acteurs? c'étaient souvent les premiers magistrats; quand il s'agissait de reproduire les héros ou les dieux, ils n'hésitaient pas à paraître sur la scène, regardant comme une fonction publique d'élever, d'agrandir l'âme du peuple. » (*Cours au Collége de France*, 16 déc. 1847.)

Les Grecs s'efforçaient, par le spectacle des actes les plus nobles, de donner à tous un tempérament héroïque. Chez les Polonais, les premiers dans l'État ne dédaignaient pas de concourir à cette grande comédie de la république de Babin qui avait pour objet de moraliser par le ridicule : *Castigat ridendo mores*.

ÉGALITÉ RELIGIEUSE. — A la diète d'union à Lublin (1569) les protestants et les grecs furent déclarés capables de parvenir à toutes les dignités de la république. Sigismond-Auguste, trois mois avant sa mort, signa, le 2 avril 1572 (année de la Saint-Barthélemy), un acte qui autorisa les protestants à bâtir un temple à Cracovie :

« Considérant, y était-il dit, les calamités que les royaumes les plus puissants et les plus florissants de la chrétienté ont éprouvées dans ces derniers temps, parce que leurs rois et princes se sont efforcés d'opprimer diverses opinions religieuses récemment nées, nous avons cru devoir, pour la tranquillité et la sûreté de notre royaume, prévenir les dangers qui menacent toute la chrétienté, mais qui sont imminents pour notre royaume, à cause de la proximité des barbares et des ennemis des chrétiens, et empêcher que l'exaspération des esprits ne produise une guerre civile; ayant au surplus, par l'exemple d'autres pays où tant de sang chrétien a été versé sans produire le moindre effet salutaire, acquis la conviction qu'une telle sévérité est non-seulement parfaitement inutile, mais très-nuisible, etc. » (*La Pologne pittoresque*, vol. II, p. 310.)

Henri de Valois. — A la mort de Sigismond-Auguste, la nécessité pour les Polonais de trouver un point d'appui contre leurs voisins leur fit rechercher un prince étranger, d'une des familles souveraines de l'Occident. Il y eut de nombreux compétiteurs. L'évêque Montluc vint, comme ambassadeur de France, solliciter pour Henri de Valois, frère du roi, l'honneur de l'élection. Le candidat français l'emporta, et ce ne fut pas sans peine, en raison de l'horreur qu'avait causée la Saint-Barthélemy. On lit en effet dans une lettre de Montluc au prince : « Il n'est jour qu'il ne vienne des nouvelles de France, qui vous font perdre une infinité de serviteurs. Si ces massacres reviennent ou au service ou au profit du roi, je ne suis point si téméraire d'en vouloir savoir la cause ni l'occasion; mais je dirai bien que, pour gagner un tel royaume que celui-ci, vous eussiez fait beaucoup pour vous-même, de faire différer ces exécutions... La nouvelle venue de Paris avait ôté la couronne mise sur la tête de Monseigneur, avec un infini regret de beaucoup de seigneurs qui voulaient suivre votre parti, desquels il en est encore demeuré une partie, et par leur conseil je fis une réponse qui fut mise en latin et en polaque, envoyée en quelques endroits... Je fus en un jour salué de divers endroits d'une vingtaine de placards libéraux, diffamatoires, en allemand, latin et polaque ; et il faut dire que les écrivains s'entendent à ce métier, car il ne fut jamais vu une chose ni mieux écrite ni plus véhémente que celle-là. » (Tiré des archives du Ministère des affaires étrangères de France, et cité par Charles Sienkiewicz dans ses *Œuvres historiques et politiques*, p. 136.)

Une convention fut signée, dont le premier article contenait la déclaration d'*une alliance perpétuelle entre la France et la Pologne.* Les droits de la noblesse y étaient confirmés, ainsi que la tolérance envers les dissidents religieux. (Sous Varsovie, 16 mai 1573.)

Une nombreuse ambassade polonaise se rendit à Paris. Henri d Valois n'y était pas; il assiégeait alors les protestants dans La Rochelle. Il tenait à rester jusqu'à la prise de la ville, mais il leva le siége à la prière des Polonais.

A la lecture de l'acte d'élection, Henri fit quelques difficultés au sujet de la tolérance promise. Mais il lui fut répliqué que sans cela il n'eût pas été nommé. Il prêta donc serment. Après avoir juré les droits, libertés, immunités, priviléges publics et privés garantis par les rois de Pologne et les grands-ducs de Lithuanie, il ajoutait : « Selon toutes les conditions, points et articles exprimés dans les

actes de mes prédécesseurs ou les décisions prises durant l'interrègne, je protégerai et maintiendrai la paix et la tranquillité entre les dissidents en matière de religion; et je ne souffrirai point que d'aucune façon, ni par notre juridiction, ni par l'autorité des États, personne soit lésé ni opprimé pour cause de religion; ni je ne les léserai ni opprimerai moi-même. Tout ce qui a été illicitement aliéné ou distrait par la guerre ou autrement du royaume de Pologne et du grand-duché de Lithuanie et de leurs domaines, je le ferai rentrer sous la propriété et souveraineté du même royaume et grand duché; je ne diminuerai point les limites du royaume et du grand-duché, mais les défendrai. Conformément aux droits établis, je rendrai la justice à tous les habitants du royaume, sans délai ni distinction particulière. Et si, ce qu'à Dieu ne plaise, je venais à violer mon serment, les habitants du royaume et de tous les domaines de l'une et l'autre nation ne me devront aucune obéissance. Bien plus, je les délie *ipso facto* de toute foi et obéissance envers le roi. Qu'ainsi Dieu me soit en aide! » (*Volumina legum*, II, col. 863.)

Henri fut couronné à Cracovie, le 21 février 1574; il n'était âgé que de 23 ans. Le lendemain de son couronnement, il fut effrayé que, sur le seuil même du château, il se fût engagé entre gentilshommes une lutte à main armée dans laquelle Samuel Zborowski blessa mortellement André Wapowski. Les restrictions à l'autorité royale le froissaient : il se plaignait qu'en Pologne on faisait de lui un juge de parlement.

Le roi de France, Charles IX, étant mort, le 30 mai 1574, Henri partit aussitôt. Le 18 juin, il donnait un festin et un bal; se retirant comme pour se coucher, il s'enfuit à cheval et gagna la frontière autrichienne. Le castellan Jean Tenczynski s'étant lancé à sa poursuite, le roi répondit que la république de Pologne, qui savait se gouverner elle-même, se passerait plutôt de sa présence que la France où tout dépendait de sa volonté royale. Une autre tentative était faite : un Kozak envoyé au roi fit 110 lieues en 24 heures sur le même cheval; il l'atteignit à Vienne, mais le prince persista à retourner en France où il régna sous le nom de Henri III.

CHAPITRE IV

IWAN LE TERRIBLE

Et le tzarat de Moskou.

Comment, après avoir repoussé les Tartares, Iwan III soumet la république de Novogorod et Wasili IV celle de Pskow. — Jeunesse et caractère d'Iwan IV. La terreur qu'il inspire à l'âge de treize ans. — Il paraît vouloir revenir à bien. Il confie le gouvernement à deux hommes vertueux, et lui-même conquiert les royaumes tartares de Kazan et d'Astrakan. — Proscriptions de nombreuses familles. Il veut abdiquer; douleur de ses sujets. — Sa singulière retraite au couvent d'Alexandrowsk. — Massacres de Novogorod, de Twer et de Pskow. Exécutions dans Moskou. — Ambassade à Elisabeth d'Angleterre. Le roi de Pologne signale aux princes d'Europe le danger qu'offre la Moskowie. Incendie de Moskou par les Tartares. Redoublement des cruautés d'Iwan. — Guerre entre les Polonais et les Russes. — Mort d'Iwan. Jugement sur ce prince. — Ses successeurs Fédor et Godounoff.

Pour bien saisir le caractère de la lutte des Polonais contre les Russes, il importe de se rendre exactement compte de ce que c'est que le tzarisme.

Le duché de Moskowie, muet mais actif, travaillait

pour l'avenir. Un concours inouï de circonstances favorables appuyait les entreprises des grands-ducs, qui ne cessaient d'étendre leur puissance vers la Lithuanie et vers les pays occupés jadis par les Mongols. Tour à tour violents et astucieux, ils réussirent à détruire les princes apanagés leurs frères : ils prirent l'habitude de disposer arbitrairement de ces apanages et finirent par s'en emparer.

Cette époque d'astuce et de violence est représentée parfaitement par un conte populaire russe : *Le jugement de Chemiaka*. Chemiaka est le nom d'un des princes du temps de la domination des Mongols, célèbre par sa perfidie ; le peuple en a fait l'idéal du mauvais juge. Dans un procès plaidé devant Chemiaka, à ce que rapporte le conte, le plaignant, désespérant d'obtenir justice, s'arma d'une grosse pierre qu'il tint enveloppée dans un mouchoir, décidé à casser la tête du juge s'il était condamné. Le juge, c'est-à-dire le grand-duc Chemiaka, avisant cette masse, crut y voir un cadeau et rendit un arrêt équitable.

Après cette époque de Chemiaka, vient celle représentée par Iwan III, dit le Grand. Ce prince, dont le règne coïncide avec ceux de Casimir et d'Alexandre en Pologne (dernière moitié du xve siècle), sut mettre à profit la politique de ses prédécesseurs, Wasili l'aveugle, Dmitri et Chemiaka. Il passait pour un homme faible, indécis, et même lâche, et cependant personne n'a jamais suivi un système avec tant d'opiniâtreté et de bonheur.

La horde d'Or, déjà affaiblie par ses divisions intestines, séparée en horde de Crimée et en horde de Kazan,

apparaissait cependant toujours de loin comme un orage prêt, à chaque moment, à fondre sur la Russie.

Le grand-duc, quoique connaissant la faiblesse de cette horde, n'osa jamais l'attaquer, se bornant à en exploiter les discordes intérieures. Renversait-on un khan de la horde, le grand-duc le recevait comme son maître, lui payait son tribut annuel, sans cesser pourtant de payer régulièrement le même tribut au khan usurpateur. La Russie était tellement effrayée de la puissance des Mongols, que ses tentatives contre eux furent faites au nom des princes mongols eux-mêmes. Les premières armées russes envoyées contre la horde furent toujours commandées par des princes de la horde qu'on appelait *tzars*, et qui jouèrent dans ces guerres un rôle plus grand que celui des princes de Moskou. Plus d'une fois ces derniers s'étaient rendus maîtres de Kazan; ils pouvaient y mettre un gouverneur; ils ne l'osèrent jamais, craignant de faire trop d'éclat et d'éclairer ainsi les Mongols sur les dangers de leurs divisions : ils y plaçaient toujours un prince mongol. Pour détruire les Tartares, on se servait des Tartares.

Tandis que le grand-duc suivait une telle politique avec les Mongols, il combattait vigoureusement les Allemands ainsi que les Slaves ses voisins.

Novogorod, pressée de tous les côtés par les armées d'Iwan, fut obligée de reconnaître sa suzeraineté. C'était une ville de 200,000 habitants, qui gouvernait un territoire presque égal à l'étendue du grand-duché de Moskou; elle possédait vers la Baltique de vastes contrées conquises sur les populations de la race finnoise. Le grand-

duc l'attaqua à l'improviste; abandonnée par les Lithuaniens, ses protecteurs, elle était sur le point de succomber; mais Iwan, fidèle à sa politique de ne jamais porter un coup hasardeux, usa de modération. D'ailleurs, cette ville pouvait appeler à son secours la république de Pskow, alors indépendante, et faire comprendre à ceux des princes apanagés, qui existaient encore, les dangers de leur position. Le grand-duc accorda à Novogorod une paix honorable; il lui laissa son indépendance, ses assemblées; il pardonna à Novogorod. C'est de cette parole qu'il tirera plus tard toutes ses prétentions : celui qui *pardonnait* s'attribuait le droit de punir.

Citons Karamzin : «Ayant levé un tribut d'argent et conclu une paix avantageuse en *pardonnant* aux Novogorodiens, Iwan avait grossi ses trésors aux dépens du leur. Pendant la paix, il tient les yeux constamment fixés sur cette république, y augmente tous les jours le nombre de ses créatures et y sème des germes de discorde entre les boyards et le peuple. Son lieutenant manque-t-il de satisfaire aux justes plaintes des particuliers, il en accuse l'insuffisance des lois novogorodiennes. « Mais, dit-il aux Novogorodiens, je vais me rendre bientôt au milieu de vous. »

C'est ainsi qu'après avoir fait naître les partis, il se réservait l'occasion d'opprimer les uns à l'aide des autres.

Ayant attendu quelques années, il se rendit à Novogorod pour demander l'explication d'une phrase employée par l'ambassadeur de cette république. L'ambassadeur, payé par le grand-duc, l'avait appelé seigneur souverain, titre que les Novogorodiens ne donnaient jamais au

grand-duc de Moskou. Le grand-duc fit répondre qu'il remerciait les Novogorodiens d'avoir enfin reconnu ses justes droits. Les Novogorodiens se récrièrent contre cette infidélité de leur agent; il faillit être déchiré par le peuple. Cependant le grand-duc réunit toutes ses forces et marcha contre Novogorod, qui appela à son secours la république de Pskow. On hésita pendant quelque temps à Pskow; on prévoyait le sort de Novogorod; on savait bien qu'elle ne pourrait pas à elle seule maintenir son indépendance, que sa ruine menacerait Pskow. Mais Pskow était également divisée en plusieurs partis et travaillée par les émissaires d'Iwan : au lieu de secourir les Novogorodiens, on envoya un petit détachement pour se joindre à l'armée du grand-duc.

Novogorod fut enveloppée; cependant Iwan ne menace pas la ville, il n'est venu que pour demander des explications. Il négocie, il s'efforce de gagner le haut clergé, il suscite les marchands contre les nobles, le peuple contre les marchands. Novogorod devient le théâtre d'interminables querelles : le conseil se divise; un parti traite avec le grand-duc; plusieurs mécontents se rendent dans son camp, où ils sont parfaitement reçus, récompensés et employés à son service. Enfin les Novogorodiens se déclarent prêts à tout accepter; ils demandent ce que veut le grand-duc, quelles conditions il a l'intention de leur imposer. Le grand-duc se borne à exiger qu'on précise la nature des rapports entre son pouvoir et la ville : on se soumet, car aucun secours ne pouvait venir de Lithuanie! Le grand-duc est introduit dans la ville; il est salué en sa qualité de descendant des Ruriks. On lui représente qu'à

ce titre la république est prête à le reconnaître pour son suzerain, à lui payer le tribut, pourvu seulement qu'elle ne reçoive pas d'administrateurs de la main du grand-duc. Il ne répond rien; il entre dans la ville.

Il occupe d'abord le palais et s'y fortifie. Il donne des fêtes au clergé; il reçoit des présents, il en distribue, toujours muet. Après plusieurs jours d'un silence sinistre, tout à coup il fait emprisonner plusieurs boyards qui étaient venus lui faire visite. Il dit qu'on a découvert une conspiration, des documents qui prouvent leur infidélité. Tout le monde est consterné, frappé de terreur. Mais on répand le bruit que le dernier mot du grand-duc a été dit, qu'il n'y a plus rien à craindre, qu'on ne punira qu'une vingtaine de grands seigneurs. On rassure ainsi les marchands et le peuple. Les seigneurs mêmes de la cour du grand-duc, ne connaissant aucun de ses projets, avaient cette persuasion; ils étaient touchés de la position malheureuse de Novogorod et affirmaient à la ville que la vengeance du duc était accomplie. On emmena ces boyards à Moskou, et Novogorod fut de nouveau laissée tranquille pour quelque temps.

Mais le mot mystérieux ne sera dit que cinquante ans plus tard. Novogorod continue à être brûlée à petit feu, à souffrir une longue agonie, parce qu'il n'y avait pas moyen de résister et qu'avec la politique empruntée aux Mongols on n'a ni paix ni trève.

En effet, quatre ou cinq ans après, un magistrat envoyé à Novogorod par le grand-duc se plaint de ce que le peuple et les grands sont très-mal intentionnés; il dit qu'il y a des complots. Il fait arrêter des boyards et ces

mêmes marchands qui avaient aidé le grand-duc à expulser les nobles. On emmène une trentaine de familles dans le duché de Moskou et l'on confisque leurs terres. L'archevêque de Novogorod, qui jusqu'alors servait les intérêts du grand-duc par zèle religieux, en haine des Polonais catholiques, et que le tzar avait l'habitude d'appeler son père, fut subitement enlevé de chez lui et déporté. Quelques années plus tard, de nouvelles inquisitions, cette fois accompagnées de tortures: trois cents familles de marchands furent entraînées hors du pays, et leurs biens distribués aux Moskowites; des chariots partaient jour et nuit, transportant à Moskou les trésors de la république : sa prospérité périt à jamais. Les marchands sentaient dans leur conscience qu'ils avaient mérité leur sort pour avoir abandonné les nobles; le peuple ne bougea plus, ayant perdu tous ses chefs.

« Ainsi, dit un historien russe (je cite les propres paroles de Karamzin), Novogorod présenta le spectacle d'un corps sans âme, prêt à recevoir l'esprit de l'autocrate. »

Cependant Iwan n'avait encore détruit que la noblesse, les marchands et la riche bourgeoisie : il laisse à son arrière-petit-fils le soin de porter le dernier coup.

Le successeur d'Iwan, Wasili, prince d'un caractère léger, d'un esprit vif et impétueux, montra pourtant en politique la même dissimulation profonde, la même cruauté froide et impitoyable. Il ne menaçait jamais (c'est là le caractère de cette politique); il faisait espérer beaucoup, et toujours, en torturant, il prodiguait des paroles doucereuses.

Vers ce temps-là, le duc Wasili tourna enfin ses regards vers la république de Pskow : elle allait payer sa perfidie à l'égard de Novogorod. Les Pskowiens étaient loin de s'y attendre. Puisque le père du grand-duc nous laissait libres, pourquoi son fils ne nous laisserait-il pas aussi jouir de nos priviléges ? En attendant, ils envoyaient des présents et faisaient toute sorte de bassesses pour désarmer son courroux. Le grand-duc répondait avec bienveillance : il les appelait ses fidèles Pskowiens, ses chers enfants.

Cependant il avait établi à Pskow une espèce de gouverneur qui n'était en réalité qu'un agent chargé de fomenter des partis dans l'intérieur de la république. Il y eut des troubles. Le gouverneur annonça que le grand-duc était décidé à venir en rechercher les causes, qu'il était surtout disposé à sévir contre les usuriers, les oppresseurs du peuple, les seigneurs qui exploitaient les paysans dans les contrées soumises à Pskow. On ne voulut pas attendre son arrivée : les mécontents se réunirent en grand nombre, et toute une population se mit en mouvement pour porter ses plaintes au grand-duc. Il s'y trouvait des marchands et des bourgeois : le duc ne leur permit plus de s'en retourner. Il envoya à Pskow un ordre aux chefs de la république de venir auprès de lui : il fallut bien obéir. Une fois arrivés en sa présence, ils furent arrêtés ; le grand-duc leur déclara qu'ils étaient les oppresseurs, les exterminateurs de son peuple chéri, qu'il allait prendre possession de Pskow pour rétablir enfin le règne de la justice.

Le lendemain, il y entra sans résistance. Il fit saisir et

déporter une cinquantaine de familles nobles et deux à trois cents familles de bourgeois. On confisqua toutes leurs terres. Pskow devint une province du duché de Moskou.

Un chroniqueur contemporain décrit ainsi la chute de cette république : « C'est ainsi que s'abîma la gloire de Pskow, non pas sous les coups des infidèles, mais sous les coups des chrétiens, ses frères. O cité, naguère puissante, tu n'es plus maintenant qu'une vaste solitude ; un aigle aux griffes acérées s'est abattu sur toi, il t'a ravi tes richesses et tes citoyens ; les mères et les pères ont été traînés dans des contrées étrangères, où jamais ne vécurent leurs pères ni leurs aïeux. »

Ce fut le premier acte, en Russie, d'un despotisme dont on n'a aucun exemple dans l'histoire ancienne, despotisme mongol qui emploie toute sorte de moyens, la ruse, la trahison, la cruauté pour abattre toute résistance, pour absorber en lui-même toutes les forces nationales, pour *manger* son ennemi, suivant l'expression mongole.

Cette politique va apparaître incarnée dans Iwan IV, surnommé le Cruel ou le Terrible, et bien fait en réalité pour effrayer l'histoire elle-même. L'histoire qui explique les mouvements d'une époque par leurs causes, s'arrête interdite devant des actes semblables à ceux du règne d'Iwan, comme la science paraît quelquefois surprise devant un cataclysme de la nature. Aussi les chroniqueurs russes se bornent-ils à en parler comme d'une tempête qui aurait inopinément éclaté sans qu'on en ait pu pré-

voir les causes, ni deviner les effets. Or, le cours des temps est venu en donner l'explication : le règne d'Iwan n'est pas un phénomène de hasard, ce n'est pas un simple épisode de l'histoire de Russie, c'est une suite nécessaire de l'invasion des Mongols et aussi une cause productrice des invasions que les Russes tenteront à leur tour.

Déjà Wasili avait laissé à sa mort l'empire maître de grandes provinces, bien organisé à l'intérieur, disposant de grandes forces militaires. Sans parler d'à peu près trois cent mille boyards ou fils de boyards, c'est-à-dire de la noblesse et de tous ceux qu'elle pouvait armer, la Russie avait soixante mille hommes de troupes régulières et un nombre immense de paysans. Nulle part en Europe on n'avait essayé d'armer les paysans. La Russie devait cette institution aux Mongols : les Mongols, dans leurs conquêtes, enrégimentaient les peuples ; ils en formaient ce qu'on nomme des troupes de réquisition ; les Russes avaient conservé cette habitude et, comme les Mongols, ils ne payaient pas ces troupes. En général, d'après le système mongol, ce n'est pas le souverain qui doit payer ses serviteurs, c'est aux serviteurs à payer le souverain. Le devoir de l'armée était donc d'enrichir son souverain. Les étrangers qui ne peuvent rien comprendre à ce système, s'expliquent difficilement la création d'une armée dans le Nord et la possibilité de la faire subsister malgré la pauvreté excessive des finances. Tout cela s'explique par la nature du pouvoir du grand-duc, pouvoir étrange et qui confondait déjà à cette époque les idées d'un observateur, né dans les pays de l'Occident. Le baron Her-

berstein, qui a visité la Russie et a vu la cour de Wasili, parle ainsi de son pouvoir : « Il dit et tout s'exécute. La vie, la fortune des laïques et du clergé, des seigneurs et des citoyens dépendent de sa volonté. Il ne sait pas ce que c'est que d'être contredit et chacun de ses ordres est réputé juste, comme s'il venait de Dieu : car les Russes sont convaincus que le grand-duc est l'exécuteur des décrets éternels... J'ignore si c'est la nation moskowite qui a formé de tels autocrates, ou si ce sont les autocrates eux-mêmes qui ont donné un tel caractère à la nation. »

Nation et souverain, chacun paraît de son côté y avoir contribué. Les idées du peuple d'alors sont exactement reproduites dans le conte populaire de Dragula.

Ce Dragula est un prince de Valachie. Il y a eu réellement des princes de ce nom, mais notre Dragula est un être chimérique, un mythe résumant une époque. Dragula, prince puissant et révéré, veut moraliser ses sujets, les rendre riches, heureux. Il voyage sous des noms supposés; il observe, il écoute; censeur et en même temps grand justicier, s'il rencontre une femme paresseuse, il lui fait crever les yeux, la fait enchaîner et la condamne à tourner une meule; celle qui ne prend pas un soin suffisant de sa toilette, qui porte du linge sale, est jetée dans l'eau pour y subir un lavage éternel. Dragula, qui est économiste et philanthrope, est effrayé du paupérisme et des maladies. Le moyen d'y remédier? C'est tout simple : il réunit un jour tous les mendiants, tous les malades et même tous les hommes malheureux et tristes, les fait enfermer dans un vaste édifice et y met le feu, délivrant ainsi son pays de toute espèce de malheureux.

Pourquoi, dit le conteur russe, conserver des hommes qui ne sont bons ni à eux-mêmes, ni à la société?

C'est ainsi que le peuple russe concevait les devoirs d'un monarque. Il en trouva un qui répondit parfaitement à son idéal.

La chronique raconte qu'Iwan vint au monde au moment où une épouvantable tempête ébranlait Moskou, et que l'annonce de sa naissance fut accompagnée de coups de foudre. A la mort de Wasili, son père (1533), Hélène, sa mère, en qualité de tutrice, s'empara du gouvernement : c'était une femme habile et de grande énergie. Cela ne suffisait pas pour vaincre les factions des boyards. Ces boyards étaient des princes, autrefois souverains, dépossédés de leurs apanages; les familles descendues de Rurik, très-nombreuses et très-puissantes, entouraient le trône; elles se divisaient en plusieurs partis; chacune d'elles flattait la régente et le prince pour exploiter le pouvoir en son nom.

Les princes Chouyski, qui appartenaient à la famille régnante, le parti du prince Obolenski, favori d'Hélène, et les Glinski, ses parents, luttaient continuellement, se renversaient l'un l'autre par des révolutions de palais; et toujours ces révolutions finissaient par des exécutions. Plus d'une fois, le prince enfant vit ses favoris arrachés d'entre ses bras et conduits sur la place des exécutions, malgré ses cris et ses larmes. Souvent on le réveillait la nuit, et, tout tremblant, il assistait aux discussions orageuses des boyards. Il passa ainsi plusieurs années au milieu de terreurs continuelles, rempli déjà de haine pour tout ce qui l'entourait. Sa mère mourut empoisonnée,

et la faction Chouyski finit par l'emporter sur ses adversaires.

Le prince Iwan était alors âgé de treize ans. Les ennemis des Chouyski s'insinuèrent auprès de lui, en lui représentant la honte qu'il y avait pour un grand-duc de Russie à être sous la tutelle de quelques-uns de ses sujets. L'enfant haïssait les Chouyski, mais il était déjà assez dissimulé pour cacher son ressentiment. Il ne tardera pourtant pas à le faire éclater; il avait compris que les boyards étaient divisés entre eux. Il les appela à une grande fête, les invita à sa table, leur distribua des présents. Tout à coup, on entendit du bruit dans la rue, une espèce d'émeute probablement arrangée d'avance. Le prince saisit ce prétexte : « C'est sans doute ce pauvre peuple qui se plaint d'être mal gouverné, s'écrie-t-il; le temps est venu de punir les traîtres qui m'entourent.» Et il désigna le prince Chouyski et les boyards ses partisans. A l'instant, les autres boyards s'en emparent, les précipitent dans la rue, et le prince ordonne de les jeter aux chiens. On lance une meute qui les met en pièces.

De ce moment tout le monde trembla devant cet enfant, même le parti qui l'avait servi dans sa vengeance.

Quelques années après, des ambassadeurs de Novogorod arrivent pour lui faire quelques remontrances. L'historien russe dit que cette malheureuse ville, réunie depuis peu à la Moskowie, n'était pas encore assez faite au système de l'autocratie et que quelquefois elle se sentait portée à se plaindre.

Iwan fait saisir les députés, ordonne de verser de l'es-

prit de vin sur leur tête et sur leur barbe et y met le feu de sa propre main.

La nature violente de cet enfant sauvage s'était déjà suffisamment révélée; mais à l'encontre de Néron qui commença par la vertu et la clémence avant de devenir tyran, Iwan, après avoir débuté par la tyrannie, eut un retour vers la vertu qui dura une dizaine d'années.

Le parti des boyards mécontents, n'osant plus intriguer à la cour, suscita une émeute à Moskou, à l'occasion d'un immense incendie qui détruisit en partie la ville. On accusa les princes de la famille du duc d'avoir causé cet incendie par des enchantements. Le peuple furieux se jeta sur leurs maisons, on attaqua même le Kremlin. Le duc, retombé dans ses anciennes frayeurs, n'osa, pendant plusieurs jours, paraître en public. Alors un moine, un saint homme, nommé Sylvestre, profitant de cet état d'esprit de son souverain, tenta de le convertir. La chronique raconte longuement la conversation des deux personnages : le duc en sortit tout en larmes, appelant auprès de lui ses boyards et criant qu'il voulait faire pénitence, que de ce moment il voulait se corriger; il reconnut avoir péché, avoir violé les lois, n'avoir pas respecté la vie de ses sujets; maintenant il allait devenir un tout autre homme. Les boyards s'embrassaient, le peuple, plein de joie, parcourait la ville, tout le monde se félicitait d'un changement aussi heureux.

Le duc prend le moine pour son conseiller; il veut le faire évêque métropolitain; mais Sylvestre repousse les honneurs et méprise les grandeurs terrestres; il accepte

seulement les fonctions de confesseur du grand-duc.

D'après ses conseils, Iwan appela auprès de sa personne un jeune homme, nommé Adacheff, que les chroniques représentent comme un modèle de toutes les vertus: quelques-uns le croyaient naïvement un ange descendu du ciel. Il lui propose la place de premier boyard; ce jeune homme est prêt à le servir, mais il ne veut pas commander, il ne veut avoir aucune place officielle ni recevoir de récompense.

Adacheff et le moine dirigèrent le gouvernement pendant treize années. Ils adoucirent le sort des parents du duc qui gémissaient dans les prisons; ils obtinrent du moins pour eux la permission de se promener et d'être transférés dans des prisons moins dures. Parmi les parents du duc, il y avait un de ses oncles et un des Ruriks qui passèrent quarante-neuf ans enchaînés et enfermés dans une tour obscure. On rappela quelques exilés.

Sylvestre et Adacheff introduisirent aussi des changements dans la constitution du pays. On institua des jurés chargés de prononcer dans les contestations qui s'élevaient entre le fisc et les paysans. Enfin, pendant leur administration, le duché de Moskou a joui d'un repos, d'un bonheur jusque-là sans exemple.

Ce repos n'était pas de l'inactivité. Iwan faisait des expéditions heureuses : il venait de conquérir deux royaumes tartares, ceux de Kazan et d'Astrakan (1552-1554). Il était à l'apogée de sa fortune. Et vers le même temps on commença à s'apercevoir des symptômes d'un changement qui s'opérait dans son âme, symptômes historiques : car l'histoire de la Russie de cette époque n'est au fond

qu'une histoire de son Iwan. Ses pensées, ses paroles, ses gestes étaient autant de plans de campagne, d'actes législatifs, d'arrêts de justice souveraine; ce n'est ni dans son sénat, ni dans son conseil de guerre, c'est dans son âme que se décidait le sort des générations. Or, on remarqua, lors de la chute de Kazan, que le tzar, en recevant les félicitations de ses boyards, tomba tout à coup dans une profonde rêverie et dit à voix basse, comme s'il se l'adressait à lui-même, une parole accompagnée d'un regard sinistre : « Je ne crains plus les boyards, je n'ai plus besoin d'eux. »

Ce changement devint manifeste après une maladie du tzar, que longtemps on avait crue mortelle. Il faut avouer que la conduite des boyards ne fut pas propre à inspirer au monarque une grande estime pour la nature humaine. Ces boyards, qui, naguère, ne savaient trouver d'expressions pour lui témoigner leur adoration et leur amour, qui le proclamaient le sauveur de la Russie, l'Esprit-Saint incarné, le voyant près de mourir, oubliaient les intérêts de son fils, encore enfant, et calculaient déjà les chances au trône que pouvaient avoir ses parents alors emprisonnés et surveillés par le gouvernement. On dit même que son confesseur et son favori, effrayés des suites que pourrait avoir la minorité du jeune prince, lui préféraient un de ses parents. On discuta cette grande affaire auprès du lit du mourant. Il avait ordonné que l'on proclamât immédiatement son fils. On n'en fit rien; il eut recours aux prières sans plus de succès.

Quelques jours après, au grand étonnement de ses courtisans, il revint à la vie et à la santé.

Cependant, habile à dissimuler, il paraissait avoir perdu la mémoire de tout ce qu'il avait vu et entendu pendant sa maladie, n'en parlant jamais, n'y faisant aucune allusion. Sylvestre semblait être toujours en faveur, ainsi qu'Adacheff; on remarquait pourtant qu'il les appelait moins souvent auprès de lui, et que toutes les fois qu'au conseil ils émettaient leur avis, il s'empressait de les critiquer avec aigreur. Ils comprirent bientôt qu'ils ne pouvaient plus rester à la cour. Sylvestre se retira dans un couvent, et Adacheff obtint un commandement dans une ville à une grande distance de la capitale.

L'éloignement de ces deux hommes vertueux fut le signe précurseur de leur perte. Les courtisans, ayant désormais libre accès auprès du grand-duc, accoururent le féliciter de s'être enfin délivré du honteux esclavage où ce moine et ce favori l'avaient tenu. « Comment, disaient-ils, avez-vous pu subir une telle domination? Ces gens-là ne vous donnaient pas même de vin; ils vous défendaient d'admirer la beauté des femmes. »

Le Kremlin change d'aspect. Auparavant, la conduite honnête du grand-duc augmentait encore le respect que le peuple portait à cette demeure de ses souverains. On voyait toujours le palais rempli de moines, de graves magistrats; le bonheur et la concorde régnaient dans la famille ducale; aussi le peuple regardait-il ce palais comme un lieu saint. Maintenant le Kremlin se remplit de bouffons, de baladins. Le grand-duc y donnait des fêtes brillantes, en même temps qu'il faisait faire le procès à son ancien confesseur et à son ancien favori. On lui

persuada que ces hommes avaient jeté un sort sur son esprit, et que de là venait leur longue domination.

Le grand-duc ne veut pas les faire juger par les tribunaux, suivant l'antique coutume; il les juge lui-même. Ce procès fait date : ce fut ce que les historiens russes appellent la première proscription; il en ouvre une longue série.

La première victime de ce procès fut le frère du favori Adacheff, accusé d'avoir conspiré; la même accusation atteignit Marie Adacheff, femme célèbre par ses vertus et par sa beauté, et ses enfants avec elle. Iwan fit d'abord égorger ses enfants, et la fit périr ensuite elle-même dans les tourments. C'est un massacre judiciaire de toute une famille, chose jusqu'alors inouïe chez les Russes. Un grand nombre de boyards, alliés à la famille Adacheff, leurs femmes et leurs enfants, sont également exécutés. Le prince Obolenski est poignardé par le grand-duc lui-même. Le vieux prince Repnin, qui ne voulait pas danser dans une fête de la cour, regardant comme un péché de porter un masque, est massacré. Un seigneur qui, ne pouvant beaucoup boire, refusait la coupe que le duc lui offrait, est saisi, jeté dans une cave, où on lui verse de l'hydromel jusqu'à l'étouffer. Le prince Wolkonski, président du conseil des boyards, est dépouillé de ses biens et mis à la question. Le grand-duc le délivra de la question, mais il ordonna de le faire mourir de faim.

Peu à peu, toutes les grandes familles de boyards se trouvèrent impliquées dans le procès. Plusieurs princes fuyaient et cherchaient un asile dans la république de Pologne, Lachkin, Kourakin, Wariatynski, etc.

Le plus illustre de ces transfuges fut le prince Kourbski, grand homme de guerre; il s'était surtout illustré à la prise de Kazan, où il avait été couvert de blessures. Attaché de cœur au grand-duc et dévoué aux intérêts de l'empire moskowite, il ne parvint pourtant qu'à grand'-peine à sauver sa vie en abandonnant sa famille et ses enfants : il se réfugia auprès du roi Sigismond.

Croyant qu'il était encore possible de corriger son jeune monarque devenu tout à coup tyran, il lui écrivait dans son exil de longues lettres pleines de sages remontrances; mais qui oserait remettre de telles lettres? Kourbski trouva un serviteur fidèle qui, ayant pénétré dans l'intérieur du château, rencontra le grand-duc au milieu de sa cour et lui remit la lettre en disant : « Je viens au nom de mon maître, le prince Kourbski, naguère votre fidèle serviteur, maintenant votre ennemi. » Le duc s'approcha du messager et lui appliqua sur le pied son long bâton en ivoire. Ce bâton, devenu historique et conservé encore dans le musée de Moskou, est armé d'une longue pointe en fer. Le coude appuyé sur ce sceptre, avec lequel il venait de clouer à terre le pied du messager, Iwan lut à haute voix la lettre de Kourbski, dont voici quelques passages :

« Monarque jadis illustre, mais, pour la punition de nos péchés, dévoré aujourd'hui d'une fureur insensée, corrompu jusqu'au fond de la conscience, tyran sans égal parmi les plus cruels souverains de la terre, habile en calomnies, tu donnes aux fidèles le nom de traîtres et aux chrétiens celui de païens. N'est-il pas un Dieu, un tribunal suprême pour les rois? Adieu! nous voilà séparés

pour toujours, et tu ne me verras plus qu'au jour du jugement éternel. Tu ne crains pas les vivants! crains du moins les morts! Ceux que tu as massacrés t'attendent près du trône du souverain juge. Tes vils sujets peuvent t'apporter des enfants en sacrifice, mais ils ne te rendront pas immortel. »

Le duc, qui était littérateur et se piquait d'être écrivain, adressa à Kourbski une longue suite de lettres, monument aussi curieux que les mémoires et les lettres de Kourbski. En voici quelques citations :

« Au nom de Dieu, par qui règnent les rois, à l'illustre boyard, prince André Kourbski!

« Pauvre Kourbski! pourquoi perdre ton âme en sauvant, par la fuite, ton corps périssable? Pourquoi n'avoir pas voulu mourir par les ordres de ton maître, et mériter ainsi la couronne du martyre? Qu'est-ce que la vie? Que sont les richesses et les grandeurs humaines? Ombres de vanité! Heureux celui à qui la mort peut procurer le salut de l'âme! La conduite de ton esclave Chibanoff (c'est le nom du fidèle messager) doit te faire rougir; lui, du moins, a montré sa vertu devant nous et nos sujets.

« Si j'ai infligé beaucoup de châtiments, ce pénible devoir a déchiré mon cœur, et cependant tout le monde sait que le nombre des trahisons est plus considérable encore. J'ai besoin de la grâce de Dieu, de la sainte Vierge et de tous les saints; mais je ne demande pas de leçons aux hommes. Tu me menaces du jugement du Christ dans l'autre monde : crois-tu donc que sa puissance ne régit pas également celui-ci? Je te ferai

remarquer que tu tombes dans l'hérésie manichéenne. »

Suivant les manichéens, Dieu gouverne le monde des esprits, les rois gouvernent la terre et Satan gouverne l'enfer.

Iwan continue ainsi :

« Tu m'annonces que je ne verrai plus ta vilaine face. O ciel! quelle infortune pour moi! Tu dis que ceux que je fais mourir entourent le trône de Dieu. Tu soutiens là une thèse entachée d'hérésie : — Personne, a dit l'apôtre, ne peut voir Dieu. » Et il cite ici le verset et le texte d'une lettre de saint Paul.

Il règne dans toute cette correspondance le même ton d'une colère concentrée, la même ironie; on peut même dire que, sous le rapport littéraire, le duc Iwan fut le premier qui s'essaya dans l'ironie du style jusque-là étrangère à la littérature slave.

Après le massacre général des amis de son confesseur et d'Adacheff, vint le tour des amis de Kourbski, poursuivis comme conspirateurs et vendus à la Pologne : il fit massacrer deux à trois cents boyards. Cependant Iwan criait que tout le monde le trahissait, que tout le monde l'abandonnait, que personne ne voulait lui dénoncer ses ennemis. Il paraissait vouloir détruire tous ceux qui l'entouraient.

Enfin, après beaucoup de plaintes et de menaces, il conçut le projet étrange d'abandonner Moskou, d'abdiquer, de s'enfuir. C'était, d'après son opinion, punir cruellement les Moskowites, que de les priver ainsi de la présence de leur tzar. Il annonça publiquement son projet, fit à grand bruit ses préparatifs de départ, quitta la

ville et se dirigea vers un endroit solitaire au milieu des grandes forêts, où il établit sa résidence. De là, il envoie une lettre au métropolitain et aux boyards; il leur annonce que, trahi par ses sujets, détesté de tout le monde, il ne veut plus gouverner, qu'il hait tous ses sujets, qu'il laisse son gouvernement aux boyards et les donne eux-mêmes au diable.

Terrifiés de cette missive, les boyards, le métropolitain et le peuple de pleurer et de sangloter; on se croit perdu : Moskou ne peut plus exister; elle n'a pas de maître; il ne reste plus qu'à courir après le tzar et à le prier de vouloir bien revenir. Les boyards et le métropolitain se rendirent en grande cérémonie auprès de lui. Prosternés à ses pieds, ils le conjurent, en versant beaucoup de larmes, de daigner les punir, les châtier, mais de ne pas les abandonner.

Que penser de cet étrange dévouement? Les historiens russes eux-mêmes ont de la peine à l'expliquer; ils pensent qu'il était fondé sur le sentiment religieux : le peuple, regardant son souverain comme l'oint du Seigneur, confondait sa puissance avec celle de Dieu.

On aurait tort d'en accuser l'Eglise. Cette pauvre Eglise orientale, bien qu'elle fût toujours esclave du pouvoir temporel, conservait pourtant, même sous le règne d'Iwan, un certain sentiment de dignité humaine; elle seule essaya de la résistance. Le culte bestial du tzarisme ne venait pas d'elle : nous croyons qu'il a été inoculé aux Russes par les Mongols. Un des traits caractéristiques de la race ouralienne est cette communauté de tendance et de volonté qui n'a cessé d'exister chez elle

entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent. Cette union ne repose sur aucune idée morale; c'est un effet d'instinct : les chevaux sauvages suivent fidèlement leur chef de tribu; la vie d'un essaim d'abeilles dépend de l'existence unique de la reine. Chez les Mongols, cet instinct devint un système raisonné. Citons un exemple :

Sous le règne d'Iwan, cinq mille Mongols de Kazan, assiégés dans la citadelle, après que la ville eut été prise d'assaut, n'ayant aucun espoir de la sauver, envoyèrent un parlementaire au grand-duc avec des propositions sans exemple. Ils ne stipulent rien pour eux-mêmes; ils ne s'occupent que du sort de leur maître : « Nous avons combattu, disent-ils, pour notre khan, pour notre seigneur; nous avons conservé notre khan, notre roi en bonne santé, nous l'avons préservé de toute blessure et de toute insulte; maintenant que son royaume est renversé, nous vous prions de le prendre sous votre protection. Quant à nous, nous descendrons dans la plaine pour boire la coupe de la mort. » Et, en effet, ayant remis leur souverain entre les mains de l'ambassadeur russe, ils livrèrent bataille et moururent tous.

Ce sentiment mongol avait pénétré dans le cœur des Russes et il leur inspira le même dévouement pour leur seigneur. D'ailleurs le peuple, durant la longue domination des Mongols, privé de toute participation aux affaires publiques, avait perdu l'habitude de penser; il retomba en enfance. Abandonné par un pouvoir protecteur, il était tout naturel qu'il le réclamât par des cris et des larmes; pauvre nourrisson (le peuple russe appelle son tzar père nourricier)! il ne pouvait pas concevoir un Etat

sans son souverain. Ainsi s'explique cet incroyable dévouement dont nous verrons des exemples plus effrayants encore.

Le grand-duc, fléchi par les prières et par les larmes du clergé et des boyards, se décide enfin à retourner à Moskou. Il se réserve le droit de disposer de la fortune et de la vie de ses sujets, sans être obligé d'avoir égard aux remontrances du clergé et des boyards. Le clergé et les boyards accordent tout; ainsi le despotisme est légalement constitué. Ceci nous rappelle Rome avilie, conférant aux empereurs tous les droits du sénat et du peuple romain.

Le grand-duc, devenu dès ce moment despote légal, accepté comme tel par une représentation du pays, déclare au peuple qu'il va établir une constitution nouvelle.

Par cette constitution, véritable acte de folie, il divise tout le pays en deux parties. Il se choisit une vingtaine de villes, qui seront sa propriété particulière, son duché à lui; et, ne voulant plus entendre parler du gouvernement du duché de Moskou, il l'abandonne aux boyards.

Les boyards, n'osant accepter cette offre dangereuse, il nomme un Tartare, un des princes de Kazan, tzar de Moskou, et le fait couronner roi. Ce pauvre prince tartare tremblait sur son trône, au milieu des boyards également épouvantés, ne sachant s'ils devaient prendre cette nomination au sérieux ou la regarder comme un moyen inventé par Iwan pour mettre à l'épreuve leurs sentiments de loyauté.

Cependant Iwan, retiré dans le repaire d'Alexandrowsk, mettait en œuvre sa bizarre constitution. Il forma, dans son petit duché, une légion de fidèles, au nombre de six mille, espèce de colonie militaire. Il distribua en dotation à ces légionnaires des terres situées dans le duché de Moskou, traité par lui comme pays ennemi. Par suite de cette mesure, douze mille habitants de Moskou, attaqués à l'improviste et chassés de leurs propriétés, moururent presque tous de faim et de misère. Le prince tartare, leur prétendu souverain, n'y pouvait rien.

Autre folie : il vient à Iwan l'idée d'ériger son duché en pénitencier. Il transforme sa légion en communauté religieuse et s'en proclame abbé; trois cents légionnaires des plus farouches prennent le titre de frères et s'affublent de soutanes. Alexandrowsk est déclaré couvent.

Voici comment on y passait le temps : à trois heures du matin, l'abbé Iwan se levait, et, après avoir réveillé ses enfants et confrères, courait aux cloches pour sonner matines. Il mettait une heure à cet exercice, puis commençaient les offices. Iwan entonnait les cantiques, la légion l'accompagnait. Cela durait trois à quatre heures : service pénible pour une semblable confrérie. On tombait de sommeil; mais l'abbé était là, prèchant d'exemple; après l'office, on se mettait à table. Durant le repas, l'infatigable abbé débitait de longs discours sur la fragilité de la vie humaine, la vanité des plaisirs, les délices de l'abstinence. Cependant on mangeait bien, on buvait beaucoup. On envoyait les restes aux pauvres. Il arrivait souvent que le grand-duc quittait subitement le repas, se

rendait aux prisons pour assister à la question que l'on y donnait aux accusés. Il y allait habituellement quand il se sentait mal à son aise et qu'il n'avait pas d'appétit. La vue des torturés lui remuait la bile et donnait du ton à l'estomac : il en revenait reconforté, mangeait mieux; puis après le repas, recommençaient les offices.

Vers neuf heures du soir, on sonnait le silence : chacun s'enfermait dans sa cellule. Bientôt on n'entendait plus que le bruit des pas de l'abbé qui, se promenant fort tard dans la nuit, se parlait à lui-même et parfois poussait des cris. Des conteurs, rapsodes du pays, venaient alors auprès de lui et tâchaient de l'endormir.

Nous devons ces détails sur la vie intime d'Alexandrowsk à quelques Allemands de la suite du grand-duc. Les Russes s'étaient emparés de plusieurs villes allemandes dans la Livonie. On égorgeait alors les habitants d'une ville prise d'assaut; mais quelques-unes de ces villes avaient capitulé. Plus tard, les Russes, d'après leur politique habituelle, trouvaient quelque prétexte pour enlever ces populations et les disperser en Russie. Cependant, les Allemands ne paraissaient pas avoir beaucoup souffert de cet éloignement de leur pays. Ils aimaient le grand-duc, qui discutait avec eux sur la théologie et leur communiquait ses projets, celui, par exemple, de détruire tous les boyards, au nombre de quatre cent mille, tous les bourgeois et une partie des habitants. Les Allemands ne paraissent pas en avoir été scandalisés; on peut bien se fier à leur véracité : ils n'étaient guidés par aucun sentiment de haine contre ce souverain, qui les accablait de présents et qui enrichit plusieurs d'entre eux, devenus ses favoris. C'est

à cette époque que l'on voit, pour la première fois, les Allemands figurer à la cour de Russie. Leur influence continua de grandir, toujours hostile aux Slaves.

Cependant, lorsque d'autres étrangers ou des ambassades solennelles de Pologne, d'Angleterre ou d'Allemagne, arrivaient à Moskou, le grand-duc changeait tout coup de langage et de conduite. Il donnait ordre à tous le habitants de se revêtir de leurs habits de fête et d'accourir sur leur passage. Il parlait affectueusement au peuple, recevait les ambassadeurs avec politesse, ne se permettait en leur présence aucun mot dur; et ces ambassadeurs, ainsi trompés, disaient dans leurs rapports que le grand-duc était un prince parfaitement bien élevé, qu'il conversait à merveille et qu'il faisait le bonheur de son peuple.

Le peuple, il est vrai, ne donnait aucun signe de mécontentement; les boyards subissaient leur sort en silence; quant au clergé, il n'avait depuis longtemps aucune importance politique.

Et pourtant c'est du sein de ce clergé abaissé que surgit la première et l'unique protestation contre la tyrannie. Précisément vers ce temps, le siége du métropolitain de Moskou vint à vaquer. Le grand-duc avait entendu parler d'un moine célèbre par la rigidité de ses mœurs et de ses jeûnes, d'un certain Philippe, qui vivait retiré dans une bourgade éloignée sur la mer Blanche. Il le fait venir, le reçoit avec le plus grand honneur, l'invite à sa table; il lui parle longuement de ses projets pour l'Eglise russe; il lui dit enfin qu'il a besoin de lui pour conseiller, qu'il est résolu à le nommer métropo-

litain. Le moine, les larmes aux yeux, eut beau s'excuser, il fallut obéir; mais, avant d'accepter, il posa comme condition que le grand-duc abolirait sa légion et sa constitution : « Vous avez, dit-il, séparé le duché de Moskou en deux; ne savez-vous donc pas qu'un empire divisé est un empire perdu? » Le grand-duc montra quelque mécontentement : dès cet instant, la perte du nouveau métropolitain était décidée. Néanmoins, il le renvoya honorablement et le fit sacrer.

Bientôt on vit que ce saint homme ne resterait pas longtemps sur son siége. Iwan se mit à persécuter tous ses amis, tous ses parents et même tous ceux qui avaient montré quelque joie de son élévation. Il attendait l'occasion de frapper le métropolitain lui-même; cette occasion ne tarda pas à s'offrir.

Une fois, le duc entra dans la cathédrale, entouré de ses sicaires, portant soutanes et calottes. Philippe devait, selon le rituel de l'Eglise grecque, aller à sa rencontre et lui donner la bénédiction, mais il paraissait n'avoir pas remarqué l'entrée du grand-duc. On lui cria que le souverain était là, attendant sa bénédiction. Alors Philippe, debout à l'autel, la main étendue et les yeux tournés vers Iwan :

« Je ne puis, s'écria-t-il, reconnaître dans cet appareil le tzar orthodoxe; je ne le reconnais pas non plus au gouvernement de ses Etats. Prince, nous offrons en ces lieux le sacrifice au Seigneur, et derrière l'autel le sang des chrétiens coule à grand flots. Jamais depuis que le soleil luit aux yeux des chrétiens on ne vit un monarque éclairé de la vraie foi déchirer aussi cruellement ses su-

jets. Chez les païens eux-mêmes, on trouvait des lois, de la compassion pour les hommes; il n'en existe plus en Russie. »

Le grand-duc, ayant écouté tranquillement ce discours, sortit de l'église et ordonna de tuer ce qui restait des parents du métropolitain, de massacrer leurs serfs et de dévaster leurs propriétés. Le métropolitain voulut alors se démettre de ses fonctions; mais le duc lui fit observer qu'il n'était pas maître de disposer de sa personne, que les saints canons l'obligeaient à conserver sa dignité, qu'il ne pouvait en être privé que par un jugement public. Il le laissa ainsi sous le coup de sa vengeance.

En attendant, il rôdait autour de Moskou, exécutant son arrêt contre les villes condamnées, en massacrant tout être vivant, jusqu'aux chevaux et aux chats, comme le rapportent les Allemands qui l'accompagnaient.

Pour se distraire dans ces horribles expéditions, un jour il envoya un détachement de soldats à Moskou avec ordre d'enlever les femmes des bourgeois et des seigneurs renommées par leur beauté, et de les amener dans son camp. Il en choisit quelques-unes et abandonna le reste à ses serviteurs, puis il les fit reconduire à Moskou : presque toutes en moururent de douleur et de honte.

Enfin il fait arrêter Philippe. Des sicaires, accourus au moment où il célébrait la messe, l'attaquent à coups de pieux, le chassent de l'église et l'enferment dans une cellule. Il y attendra son jugement. Une vingtaine de princes, des boyards, des milliers de bourgeois, un grand nombre de paysans, périrent comme amis ou complices de l'évêque Philippe.

Alors commence ce que les historiens appellent la quatrième persécution, de toutes la plus formidable. Jusqu'ici le duc ne tuait que des individus, ne détruisait que des familles : maintenant il va commencer à exterminer des populations entières.

Depuis longtemps, il laissait voir sa haine contre les Novogorodiens, contre les habitants de Twer et les habitants de Pskow. Ces villes avaient déjà perdu leur indépendance ; toutefois il y avait encore des hommes qui se rappelaient les anciennes libertés, qui avaient siégé dans les conseils de Novogorod et de Pskow, qui aimaient à parler de la grandeur de ces républiques et qui détestaient les Moskowites.

Connaissant les dispositions du grand-duc, un misérable vint accuser les Novogorodiens de vouloir livrer leur ville au roi de Pologne. Il existait à Novogorod, disait-on, une lettre écrite au roi de Pologne, cachée derrière un autel.

Afin de faire une enquête sur cette lettre, le duc marche contre Novogorod à la tête de son infernale légion (décembre 1569). Chemin faisant, il saccage la ville de Klin, qui n'avait nul rapport avec Novogorod ; il en fait brûler les maisons, massacrer et noyer les habitants. De là il se dirige vers la ville de Twer. Les habitants, effrayés, se cachent dans leurs maisons. On les accuse de se défier de leur souverain, et la ville est livrée au pillage.

L'expédition continue de détruire tout sur son passage. Pourquoi tuait-on ainsi des sujets fidèles et soumis ? C'est que l'expédition devait se faire dans le secret, et alors on anéantissait tout ce qui pourrait le trahir.

C'est encore là une coutume mongole. A la mort de Gengis-Khan, lorsqu'on transportait son corps du fond de la Chine en Mongolie, traversant ainsi un quart du globe, les Mongols détruisaient tout ce qu'ils rencontraient sur leur chemin, parce que cette expédition devait se faire en secret. Ainsi agissait le duc de Moskou : tout le pays entre Moskou et Novogorod fut changé en désert.

Arrivé près de la ville, le grand-duc la fit entourer de barricades pour ne laisser échapper personne, puis il entra avec ses soldats. Il rencontra le métropolitain qui, tenant les images sacrées et la croix, espérait encore pouvoir le fléchir : «Il faut porter la croix dans son cœur et non dans ses mains,» lui fit observer Iwan. Il l'invita cependant à dîner avec lui, ainsi que les magistrats de Novogorod et plusieurs boyards. Tout à coup, au milieu de la fête, il pousse un cri terrible, son cri favori : *Halla!* A ce signal on se précipite sur le métropolitain, on massacre les boyards; les troupes se jettent sur la ville et commencent l'œuvre de destruction. Les maisons sont saccagées; on tue les enfants, on égorge les femmes.

Chaque jour, disent les chroniqueurs, on exécutait quatre à cinq cents Novogorodiens; on les faisait jeter dans l'eau, et les soldats, se promenant dans des barques, assommaient à coups de fourches et de pieux ceux qui cherchaient à se sauver. Et le grand-duc lui-même présidait à ces exécutions.

Pendant les cinq semaines que durèrent ces massacres, on détruisit cent mille hommes. La ville était peuplée en partie de Moskowites, le père du grand-duc y ayant

établi une colonie de familles moskowites. Ils criaient qu'ils n'avaient rien de commun avec les habitants du pays, qu'ils étaient ses sujets fidèles, qu'ils avaient été colonisés par ses ordres. On les tuait avec les Novogorodiens ! La ville devint un immense désert. Ce qui restait des habitants tomba dans une sorte de folie : ces malheureux continuaient à creuser des trous dans la terre, à chercher des cadavres ; ils ne parlaient que de meurtres, couraient presque nus dans les rues et mouraient de froid et de misère.

Ayant ainsi détruit Novogorod, Iwan marcha contre Pskow. La ville était dans la terreur; les habitants se préparaient à la mort; l'évêque ordonna de faire sonner les cloches et de célébrer dans toutes les églises la messe des morts. On dit que le son des cloches frappa Iwan, lui rappela je ne sais quelle circonstance de sa jeunesse : il fit arrêter les exécutions et Pskow échappa pour le moment au sort de Novogorod.

Iwan, de retour à Moskou, entreprit sa cinquième persécution.

Cette fois-ci, il fit fabriquer des lettres comme venant du roi Sigismond, et les fit expédier aux boyards de sa cour. Sigismond était censé les inviter à son service. Les boyards, soupçonnant le but du grand-duc, accoururent lui remettre ces lettres, et répondirent au roi de Pologne en protestant de leur fidélité pour leur souverain. Cela ne sauva pas les Bobrynski, les Plechtchieff, les Woronzoff, les Buturlin, les Metcherski. Vers ce temps périt le neveu d'Iwan, appelé Wladimir. Il avait été chargé de commander une armée envoyée contre les Tartares; tout à

coup il se trouve arrêté et ramené à Moskou; Iwan aimait à surprendre ainsi ses victimes. Wladimir, amené en sa présence, est accusé d'avoir voulu empoisonner le grand-duc, et condamné à s'empoisonner lui-même. Il hésitait : « Il vaut mieux mourir, lui dit sa femme, que d'attendre longtemps la mort : ce n'est pas un suicide, mais un martyre; » et, la première, elle vide la coupe fatale, la donne à ses filles, à ses fils et à son mari. Toute cette famille périt sous les yeux du duc, qui observait leur agonie, tâtant leur pouls et examinant leurs traits; après quoi, il fit venir la suite du prince pour enterrer les cadavres. On dit que les malheureuses femmes de la princesse s'emportèrent contre le grand-duc et le maudirent. Quelques-unes furent fusillées et les autres livrées aux ours et aux chiens.

La persécution continua. Iwan fit ériger sur la place de Moskou des gibets en permanence et installer des cuves remplies d'eau pour y faire bouillir tous ses ennemis, disait-il. La frayeur alors était telle, que chacun s'enfermait dans les maisons. La place était déserte. Le grand-duc irrité parcourait la ville, appelant à grands cris les habitants, afin d'avoir un public. Il fit périr deux à trois cents personnes, paysans, bourgeois et boyards. Il assistait lui-même les exécuteurs avec ses fils et ses favoris; quelquefois il portait aux victimes le coup de grâce avec son fameux sceptre.

Ainsi finit la vieille Russie, la Russie normano-slave. Les boyards qui représentaient l'ancienne noblesse ont trouvé dans le prince Kourbski leur dernier représentant; le clergé a parlé pour la dernière fois par la bou-

che de Philippe : on n'entendra désormais en Russie d'autre voix que celle du tzar.

Ce tzar n'était pas le seul fléau de la malheureuse Russie ; voici ce que dit la chronique du temps : « Les rats et les sauterelles dévastèrent plusieurs provinces et détruisirent les récoltes. — La peste emportait les restes de la population de Novogorod, de Pskow et de Twer ; — les paysans couraient à Moskou chercher du pain, et on les chassait pour défendre la capitale contre la contagion. » Au milieu de la douleur universelle, Iwan seul était gai ; il passait sa vie à fêter ses amis et à s'enivrer avec eux, entouré de bouffons.

Mais cette gaieté du grand-duc n'était qu'apparente ! Cet homme, en effet, dont l'histoire étonne à chaque pas, méditait la fuite ; il chargeait des ambassadeurs de demander à la reine d'Angleterre un sauf-conduit et un asile, pour le cas où on le chasserait de Moskou. La reine Elisabeth promit de lui donner une terre, à condition qu'il y vivrait à ses propres frais. L'acte signé par la reine et par tous les lords de son conseil existe encore dans les archives de Moskou. En attendant, elle envoyait au grand-duc des médecins, des ingénieurs, de l'artillerie, des ouvriers de toute espèce.

Le roi de Pologne prévoyait le danger des relations qui s'établissaient entre le tzar de Moskou et les souverains de l'Europe. Il représentait à l'empereur, aux villes hanséatiques, et surtout à la reine d'Angleterre, que cette puissance qui s'élevait dans le Nord deviendrait menaçante pour l'Europe, qu'elle n'avait rien de commun avec

la chrétienté, était basée sur d'autres principes, avait d'autres besoins; que la chrétienté devrait réunir ses forces pour en arrêter le développement.

Voici les propres paroles de l'une de ses dépêches :

« Le roi Sigismond à la reine Elisabeth :

« Nous répétons à Votre Majesté que le tzar de Moskou, ennemi de toute liberté, augmente ses forces de jour en jour par les avantages du commerce et par ses relations avec les nations civilisées. Votre Majesté n'ignore pas ses cruautés et sa tyrannie. Notre unique espérance repose sur notre supériorité dans les arts et les sciences. Mais bientôt, grâce à l'imprudence des princes voisins, il en saura autant que nous. »

Il ne faut pas être trop surpris que la reine d'Angleterre et les princes allemands n'aient tiré aucun profit de cet avertissement, puisque les témoins des atrocités du tzar, les Polonais eux-mêmes, qui voyaient leurs prisonniers égorgés et des populations entières massacrées en Livonie, au lieu de seconder le roi, entravaient son action. L'esprit de secte et de parti dominait non-seulement les diètes, mais même les conseils du roi. Aussi Sigismond-Auguste, luttant contre toutes les difficultés, tombait dans une sombre mélancolie. On dit que toutes les fois qu'on lui demandait qui serait son successeur, il montrait du doigt le nord, soit qu'il voulût encourager les Polonais à braver leur destinée ou les préparer à la subir.

Vers cette époque, les Tartares de Crimée firent une irruption. Le grand-duc, qui s'était montré si fier lorsqu'il s'agissait de traiter avec les Suédois, avait une

peur instinctive des Tartares. Il prit la fuite. Les Tartares brûlèrent la ville de Moskou et massacrèrent huit cent mille Moskowites, selon le calcul des écrivains russes.

Le grand-duc ne rentra dans sa capitale que pour commencer la sixième persécution. Nous n'en raconterons pas tous les détails : « Il est impossible, dit l'historiographe officiel de l'empire russe, de lire sans frémir dans les mémoires contemporains le récit des infernales inventions de la tyrannie, la description de tous les moyens imaginés par le duc pour tourmenter ses victimes. On construisait pour les tortures des fourneaux d'une espèce particulière ; on fabriquait des cages de fer, de longues aiguilles ; on coupait aux malheureux les membres l'un après l'autre ; on les sciait en deux au moyen d'un cordeau ; on les écorchait tout vifs. »

Iwan, dans ces inventions et dans l'art de les appliquer, avait des aides allemands. Ce qui appartient en propre à Iwan, c'est le raffinement moral dans l'art de torturer : il forçait, par exemple, un fils (son favori) à tuer son père..... sans cesser pourtant de faire quelquefois en personne le métier de bourreau. Il exécuta lui-même le prince Bariatynski, le vainqueur des Tartares. Il le fit étendre par terre et brûler à petit feu, rapprochant les tisons avec son propre bâton.

Kourbski parle ainsi de Bariatynski, son ami :

« Homme illustre, homme extraordinaire par la force de ton âme et de ton esprit, que ta mémoire soit à jamais sacrée dans ma maison ! Tu as servi une patrie ingrate, où la volonté personnelle est un crime et la gloire un don funeste. »

« Et cependant, dit un historien contemporain, ni les supplices, ni le déshonneur ne peuvent affaiblir le dévouement de ces hommes à leur souverain. Iwan ayant fait torturer un de ses boyards de distinction sous un prétexte très-futile, ce malheureux vécut vingt-quatre heures (empalé !) en s'entretenant avec sa femme et ses enfants et en répétant sans cesse : « Grand Dieu, protégez le tzar ! » Cris qui expliquent l'histoire russe. La terreur a passé dans le sang des générations ; elle fait partie de leur âme.

Les crimes qui dans tous les pays provoquent la révolte, comme le déshonneur public des femmes, le meurtre des enfants, n'excitaient chez les Moskowites que de l'étonnement.

Un jour, le grand-duc demandait des nouvelles d'un boyard qui n'avait pas paru à la cour depuis longtemps. Comme on lui répondit que ce seigneur venait d'épouser une femme très-belle, le grand-duc se transporta chez lui, fit déshonorer la femme sous les yeux du mari, puis la fit pendre et ordonna au mari de faire sentinelle auprès pour empêcher qu'on ne coupât la corde.

Ses amusements mêmes étaient atroces. Il avait des ours dressés pour la chasse aux hommes ; il se mettait en embuscade derrière une des portes du Kremlin, et lorsqu'il avisait des groupes de paysans ou de bourgeois joyeux, il lançait ses ours sur eux et riait aux éclats de la surprise du gibier. D'autres fois, on cousait des hommes dans des peaux d'ours, et on les faisait dévorer par les chiens ; on jeta ainsi aux chiens un archevêque. Un jour Iwan fit appliquer à la question une jeune femme de dix-

huit ans dont le mari venait d'être exécuté; tout d'un coup, changeant d'avis, il la donna pour concubine à son fils; puis il l'enferma dans un couvent, où bientôt elle mourut de douleur.

Mais plus Iwan mettait d'orgueil à s'élever au-dessus de toutes lois et considérations humaines, plus il paraissait faiblir d'esprit et se dégrader de caractère. Il avait autrefois, pendant la guerre de Kazan, donné des preuves de courage et de talent militaire. Déjà il n'en était plus de même lors de l'invasion du khan de Crimée.

La guerre de Pologne éclata, et l'on vit le roi Étienne, qui ne pouvait pas réunir 40,000 hommes de troupes régulières, défier ce tyran qui, de l'aveu même des historiens moskowites, avait une armée aussi nombreuse que celle de Xerxès. Le grand-duc avait 40,000 hommes de gardes et 150,000 fils de boyards; et au besoin, il pouvait réunir 300,000 paysans; malgré cela, le roi Étienne, après trois campagnes, le força de souscrire à une paix ignominieuse.

Les deux souverains, Iwan le Terrible et Etienne Batory, seuls peut-être dans les deux pays, comprenaient l'importance et les conséquences de cette guerre, politique et religieuse à la fois, puisqu'elle mettait en question les principes des deux gouvernements de Pologne et de Russie, et que du résultat de la lutte dépendait la prééminence de l'une des deux Eglises d'Orient ou d'Occident.

Iwan, tout livré qu'il fût à ses cruautés et à ses débauches, prévoyait les dangers du mouvement des es-

prits en Pologne; il avait constamment les yeux sur ce pays, y envoyait des émissaires, cherchait à s'y faire un parti; il y avait réussi! Après la mort du dernier Jagellon, plusieurs seigneurs polonais et un grand nombre de seigneurs lithuaniens lui offrirent le gouvernement de la république.

Les intérêts de sectes primaient alors tous les intérêts politiques en Pologne. Les familles qui professaient la religion grecque penchaient pour le grand-duc de Moskou, et elles étaient secondées par les protestants, qui tous désiraient trouver un appui, quelque part que ce fût, pour combattre l'Eglise catholique. Le grand-duc Iwan ne manquait pas d'habileté : il recevait à sa cour les ambassadeurs polonais, les traitait magnifiquement, envoyait des cadeaux aux seigneurs, était d'une affabilité, d'une grâce exquise pour les étrangers. L'histoire russe rapporte ses propres paroles adressées aux ambassadeurs polonais :

« On m'a représenté comme un prince impitoyable; je ne démens pas cette assertion; mais si l'on me demande contre qui je déploie mes rigueurs, je répondrai : contre les méchants. Quant aux bons, je leur donnerais jusqu'à ma dernière chemise. Est-il étonnant que vos rois aient de l'attachement pour les braves sujets qui les aiment? Les miens ont voulu me livrer au khan des Tartares! »

Et c'était devant les boyards qu'il tenait ce discours flétrissant pour les Moskowites.

Il séduisit ainsi quelques Polonais, qui se flattaient que leurs lois et leur constitution arrêteraient la tyrannie

d'Iwan. L'historien russe dit que probablement ils se trompaient, et que fort heureusement Dieu leur a épargné cette cruelle épreuve. D'ailleurs, la masse du peuple et la majeure partie de la petite noblesse repoussaient l'idée d'avoir le grand-duc de Moskou pour souverain : on ne put parvenir à le rendre populaire.

Le prince Etienne de Transylvanie fut proclamé roi de Pologne, et dès son avénement au trône, il communiqua au conseil ses projets contre la Moskowie. Momentanément, la révolte de Dantzick et des villes prussiennes arrêta ses dispositions; il fut obligé d'envoyer aussitôt une petite troupe qui battit la grande armée des bourgeois de Dantzick, les repoussa dans la ville et les força à capituler.

La nation polonaise était encore indécise sur ses projets, que lui il avait déjà formé des alliances, envoyé des ambassadeurs dans toutes les cours de l'Europe et réuni une armée. Tout était prêt pour entrer en campagne contre la Moskowie. Iwan le Terrible avait d'instinct pressenti le danger : aussi, sans attendre la guerre, il avait envahi la Livonie; cette province, habitée par les races finnoise et allemande, et située entre la Pologne et la Moskowie, était très-importante pour les deux pays, à cause des communications qu'elle ouvre avec le Nord et avec l'Europe par la mer Baltique. L'irruption soudaine des Moskowites surprit les Suédois et les Livoniens. Les chefs russes, en quelques semaines, conquirent tout le pays; les garnisons polonaises se retiraient, et les Moskowites mettaient tout à feu et à sang : on envoyait les

prisonniers de guerre à Moskou, pour y être suppliciés sous les yeux du grand-duc.

Le roi Etienne marcha contre les Moskowites. Un chef polonais, André Sapieha, avec 2,000 cavaliers, auxquels il avait réuni une poignée de fantassins suédois et livoniens, tomba sur l'armée moskowite, forte de 20,000 hommes, qui assiégeait la ville de Wenden. Il la battit complétement, et le lendemain il attaqua ses retranchements; tout fut pris ou taillé en pièces. Les canonniers moskowites, ne voulant pas se rendre, se pendirent aux affûts de leurs canons (1578). Cet héroïsme étonna les Polonais; il est retracé en lignes éloquentes par un Russe, historien de cette guerre.

Pendant ce temps, le roi traversa la Lithuanie avec le gros de l'armée. On lui conseillait d'attaquer la Livonie pour en chasser les garnisons moskowites; mais il répondit qu'il fallait la conquérir en faisant la guerre hors de ses frontières. Il préféra prendre une position centrale entre la Lithuanie, la Finlande et la Russie-Blanche (pays de Polotsk, Witepsk, Smolensk), pour avoir une base d'opérations et un chemin vers Moskou; car c'était surtout sur la capitale que ses vues étaient dirigées. Dans ce but, il mit le siége devant Polotsk. Après quelques semaines, malgré le mauvais temps et la saison avancée, la ville fut prise d'assaut et le château contraint de capituler (30 août 1579). Les chefs moskowites demandaient la permission de rentrer dans leur pays, ce que le roi leur accorda, mais à la condition qu'ils ne serviraient plus contre la Pologne. Cette condition était inutile, car les chefs s'attendaient à la mort.

Le tzar Iwan ne pardonnait jamais aux chefs ni même aux soldats qui capitulaient. Cependant chefs et soldats, les larmes aux yeux, demandaient au roi de Pologne la permission de porter leur tête aux pieds de leur tzar; le roi Etienne, touché de leur fidélité et de leur abnégation, manqua à sa parole et les retint de vive force, comme prisonniers de guerre, pour leur éviter une mort certaine.

La conquête de toute la Russie-Blanche et de plusieurs villes de la Livonie termina cette campagne. Le roi retourna à Varsovie pour présider la diète. Une opposition formidable s'y était établie, grâce aux intrigues du grand-duc de Moskowie et aux intérêts qui divisaient la république. Il en triompha et se prépara à une nouvelle expédition.

En attendant, on remuait toute l'Europe; des ambassadeurs moskowites et polonais cherchaient à intéresser à cette guerre les cabinets de Stockholm, de Copenhague, de Rome, de Vienne et de Londres.

Les Suédois, prévoyant les dangers dont les menaçait eux-mêmes la puissance nouvelle qui grandissait dans le Nord, prirent parti pour la Pologne. Mais le roi de Danemark, qui détestait également les Suédois et les Moskowites, restait indécis. La reine d'Angleterre envoyait des secours au grand-duc de Moskou, pour avoir le monopole du commerce dans l'empire moskowite, et menacer la Pologne dans le cas où elle entrerait en rapport avec l'Autriche, qui dirigeait la politique de l'Espagne, puissance ennemie de l'Angleterre. Le grand duc de Moskou désirait s'appuyer sur l'Autriche; il craignait la

France, qui, influente à Constantinople, pouvait, avec la Pologne et la Turquie, menacer ses Etats. Il cultivait donc l'amitié de l'Angleterre, trompait la France et recherchait l'alliance de l'Autriche.

Dans la seconde campagne, Étienne avait pour but de séparer le duché de Moskou de la mer et de couper ainsi ses communications avec l'Europe : il voulait cerner les Moskowites et les repousser vers l'Asie.

Après avoir pris la ville de Polotsk, le roi Étienne s'engagea, à travers les forêts et les marais, dans un chemin connu en Russie sous le nom de *chemin des ducs de Lithuanie*, et il mit le siége devant la ville de Wielkie-Luki. Les troupes envoyées par le grand-duc pour contrarier les opérations du siége furent battues et la ville fut prise d'assaut (6 septembre 1580). Les généraux du roi de Pologne s'emparèrent ensuite d'un grand nombre de villes de la Livonie et poussèrent des reconnaissances en Esthonie. La grande armée parut devant Pskow et menaçait la capitale de l'empire moskowite, dont elle n'était éloignée que de cinquante lieues (1581).

Dans cette extrémité, le grand-duc, découragé, quoiqu'il eût encore sous ses ordres une armée de 200,000 hommes, voulait faire la paix. Jusqu'alors il prenait un ton hautain, écrivait des lettres remplies de grossièretés; maintenant il donnait des instructions plus humbles à ses ambassadeurs. Aussi, comme le roi de Pologne faisait des difficultés pour admettre en sa présence les ambassadeurs moskowites, le grand-duc leur ordonnait « de supporter, par humilité chrétienne, les mauvais traitements et même les coups de la part du prince polonais. »

Cette guerre était accompagnée d'un colloque singulier, d'une trilogie entre le grand-duc de Moskou, le roi Étienne et le prince Kourbski, ce boyard transfuge qui accompagnait le roi de Pologne.

Le prince Kourbski était pour le grand-duc une espèce de remords en action. A chaque revers des Moskowites et à chaque série d'atrocités de la part du grand-duc, le prince Kourbski lui adressait des lettres remplies de reproches, et le grand-duc lui répondait. Il finissait chacune de ses lettres par cette phrase : « Je ne veux plus parler avec un transfuge, » et à chaque nouvelle lettre du prince, il sentait le besoin de lui répondre. Cette correspondance dura pendant toute la guerre.

Après la prise de la ville de Wolmar, dont les habitants se renfermèrent dans un château et se firent sauter en l'air pour ne pas tomber entre les mains du tyran, le grand-duc de Moskou écrivit à Kourbski :

« Que l'humilité soit dans mon cœur, ainsi que dans mes paroles! Je connais mes iniquités, mais la miséricorde divine est infinie : c'est elle qui me sauvera. Le Seigneur se réjouit à la vue d'un pécheur repentant plus qu'à celle de dix justes. Vois, prince Kourbski, les effets de la volonté de Dieu. Où es-tu aujourd'hui? Tu as daté ta dernière lettre de Wolmar. A Wolmar tu écrivais des injures contre ton maître, et voilà que ton maître se trouve maintenant en cette ville. Rentre enfin en toi-même; réfléchis sur tes actions. Ce n'est pas l'orgueil qui me pousse à t'écrire, c'est la charité chrétienne. Je désire, ô mon pauvre Kourbski, te corriger; je voudrais sauver ton âme malheureuse! »

Le prince Kourbski attendit la grande victoire des Polonais à Sokol et la prise de Polotsk. Alors, du milieu des ruines qui fumaient encore du sang des Moskowites, il adressa la réponse suivante au grand-duc :

« Eh bien ! grand tzar de Moskou, où sont donc tes victoires ? Tu les a enterrées dans la tombe des woïéwodes et des guerriers mis à mort par toi. Avec un petit nombre de ses chevaliers, le roi Étienne est dans tes États, il reprend les provinces que nous avions conquises ; et toi, à la tête d'une armée innombrable, tu te caches et tu fuis lorsque personne ne te poursuit, hors ta conscience. Ne voit-on pas le jugement de Dieu s'appesantir sur le tyran ? Quel spectacle ! la famine, la peste, les cendres d'une capitale, et, ce qui est plus affreux encore, l'opprobre ! »

Le roi Étienne intervenait aussi dans ce dialogue.

Les communications diplomatiques n'avaient pas encore pris cette forme vague qu'elles ont maintenant. Les rois, dans le Nord, s'adressaient, en vrais héros d'Homère, des personnalités. Le tzar Iwan, qui aimait à beaucoup parler et écrire, envoyait au roi de Pologne des lettres prolixes, remplies de défis, de menaces et d'ironies. Le roi Étienne lui répondit sur le même ton.

Ce drame, dont les principaux acteurs s'adressaient la parole par-dessus les villes enflammées, est sans contredit d'un haut intérêt, et les lettres et les discours de ces princes sont des monuments précieux pour les Slaves.

Iwan, parlant toujours avec une humilité et une douceur toutes monacales, faisait observer au roi de Pologne qu'il répandait le sang des chrétiens ; il se scandalisait

de ce que les soldats polonais se souciaient peu des cadavres moskowites et ne les ensevelissaient pas; il s'étonnait de ce que le roi Étienne osât lui demander des frais de guerre, parce que, disait-il, c'était indigne d'un chevalier et d'un roi chrétien de demander de l'argent. « C'est par pitié, ajoutait-il, que je vous laisse faire; je ne veux pas détruire des chrétiens; je n'ai qu'à me montrer avec ma bannière, et tous mes ennemis seront broyés. »

Étienne lui répondait :

« Mais où êtes-vous donc, Dieu des Moskowites, ainsi que vous voulez vous faire appeler par vos vils esclaves? Nous n'avons encore aperçu ni votre personne ni votre bannière, dont vous parlez sans cesse. Votre bannière n'effraie que les Moskowites et non pas vos ennemis. S'il est vrai que vous vouliez épargner le sang des chrétiens, ô doux prince Iwan! brave chevalier! je vous offre un combat singulier; fixez vous-même le temps et désignez le lieu; paraissez à cheval et nous combattrons seuls! »

Étienne, au milieu de ses succès, fut contraint de retourner encore une fois à Varsovie pour présider la diète et combattre l'opposition de ses propres sujets; mais il ne tarda pas à rentrer en campagne.

Cette fois, il s'agissait de prendre définitivement la ville de Pskow, la dernière grande ville qui couvrait la capitale du duché de Moskou. Elle fut défendue avec vigueur et persévérance par une armée nombreuse, qui égalait celle des assiégeants.

Sur ces entrefaites, le grand-duc Iwan reçut un message de Rome. C'était le fameux jésuite Possevin qui arrivait pour réconcilier la Moskowie avec la Pologne.

Iwan, effrayé des progrès du roi Étienne, avait offert et promis au pape de réunir l'Eglise orientale à l'Eglise d'Occident. Il avait même écrit à Rome que le roi de Pologne lui avait déclaré la guerre au moment où il s'occupait de cette grave question; qu'une fois libre de ce côté, il convoquerait un synode pour « faciliter la solution des questions religieuses, » et serait prêt aussi à faire la guerre aux Turcs, ce qui alors entrait avant tout dans les vues du pape.

Possevin, tout fin qu'il était, fut joué par Iwan : le jésuite mettait de la bonne foi et un véritable zèle religieux dans cette affaire; le grand-duc ne voulait qu'échapper au danger. Voici ce que Possevin disait du grand-duc dans une lettre qu'il écrivait au pape :

« Au lieu d'un monarque terrible, j'ai vu un hôte affable, entouré de convives qui lui sont chers, leur distribuant des mets et des vins avec une attention affectueuse. Un jour le tzar, s'étant appuyé sur la table, me dit à haute voix : Restaurez vos forces par le vin et la bonne chère; vous venez de faire un long voyage, envoyé vers nous par le Saint-Père, chef de l'Eglise universelle, pour lequel nous éprouvons un profond respect. »

Enfin on conclut un armistice, puis la paix. Possevin fit accroire au grand-duc que c'était en cédant seulement à ses représentations que le roi Etienne consentait à faire la paix; ce dernier avait d'autres raisons très-importantes pour suspendre les hostilités.

La Moskowie abandonna à la Pologne toute la Livonie, une centaine de villes, quatre-vingts forteresses. On laissait aux Polonais la ville de Polotsk, qui était la clef de la

Russie-Blanche. Le roi de Pologne disposa encore de quelques autres villes, qu'il voulait rendre aux Suédois. De cette manière, il éloignait pour longtemps la Moskowie de la mer, et il avait atteint le but principal de sa troisième campagne, qui ne paraissait pas devoir être la dernière (1582).

Durant la guerre contre la Pologne, le grand-duc commit son dernier crime, le plus grand de tous : il tua son fils de sa propre main. Ce jeune homme, corrompu et féroce comme son père, venait lui demander la permission de servir dans l'armée envoyée contre les Polonais. Le grand-duc, trouvant dans cette demande une espèce d'insubordination, le frappa de son bâton et lui fendit le crâne. Le jeune homme mourut à ses pieds, protestant de son obéissance en vrai Moskowite, et disant qu'il mourait en sujet fidèle et en fils soumis.

Quelques jours après ce meurtre, Iwan, qui changeait souvent ses femmes sans faire divorce, en bravant les censures de l'Eglise, et qui entretenait un grand nombre de concubines, conçut l'étrange idée d'épouser la vieille reine d'Angleterre. Elisabeth recevait avec bienveillance ses hommages, assurant qu'elle aimait beaucoup le roi Iwan, qu'elle serait heureuse de pouvoir contempler ses traits, mais qu'elle le connaissait trop difficile sur l'article de la beauté; et elle lui offrit sa parente, la comtesse de Hastings. L'ambassadeur moskowite, officiellement admis à examiner la fiancée, après l'avoir fait marcher devant lui, l'avoir observée pendant plusieurs heures,

envoya son rapport au grand-duc. On ne trouva pas à la fiancée assez d'embonpoint!

Cette pauvre comtesse de Hastings, ainsi exposée à un marché humiliant, effrayée des bruits sinistres et du scandale que cette négociation excitait aux missions étrangères et à l'ambassade de Pologne, obtint de la reine qu'on la rompît. Mais la reine Elisabeth était prête à tout faire pour s'attacher la Moskowie. Elle donnait au grand-duc le titre d'empereur, tandis que les Polonais lui refusaient jusqu'alors même celui de tzar, c'est-à-dire de roi. L'Angleterre s'obligeait à lui envoyer des subsides, et de cette époque date ce soin constant que l'empire britannique a toujours mis à augmenter la puissance moskowite pour dominer, avec son aide, les Suédois, le royaume de Danemark et tout le Nord.

Pendant ce temps, le grand-duc, déjà atteint d'une maladie mortelle, continuait à donner des ordres sanguinaires, tout en passant ses journées à contempler ses joyaux et ses bijoux. Quelques heures avant sa mort, sa belle-fille, s'étant approchée de son lit pour lui prodiguer des consolations, s'enfuit épouvantée de ses gestes et de ses discours obscènes. Cet homme, en mourant, ne montra aucun retour à la vertu, pas même une bonne pensée. L'historien russe fait observer, à ce sujet, qu'Iwan ayant franchi la dernière limite du crime, ne pouvait plus rétrograder, que sa conversion aurait scandalisé le monde, aurait ébranlé la foi dans la providence; il était trop entré dans l'enfer pour pouvoir en ressortir.

Le même historien remarque que tous ses courtisans, tous ses favoris, tous les instruments de ses cruautés

avaient péri par ses ordres, excepté Malouta, le plus féroce et le plus vil de tous. « Lui et son royal ami, ajoute-t-il, étaient trop grands criminels pour être jugés sur cette terre; ils étaient réservés à un autre tribunal que celui des hommes. » — C'était le 18 mars 1584.

Qu'on explique maintenant, si l'on peut, la popularité d'Iwan le Terrible! Le fait est qu'il fut regretté par tout le monde! Le peuple, ayant appris sa mort, courait par la ville en pleurant et en hurlant de désespoir. Les familles mêmes des hommes suppliciés par Iwan se lamentaient aussi, se vêtaient de deuil et paraissaient inconsolables. L'historien russe en reste confondu.

On a souvent observé, dans la populace dégradée, cette avidité du sang, cet amour des exécutions, qui la poussent sur les places où l'on fait mouvoir la guillotine : les hommes abrutis ne sont plus capables de reconnaître une autre force que celle de la destruction, et ils vouent même à cette force un culte qui est en proportion de leur bassesse et de leur lâcheté. On a vu de tels exemples chez les nations civilisées comme chez les nations barbares; ce culte de la destruction paraît dépendre non pas du manque de culture intellectuelle, mais plutôt de la dégradation morale.

Le grand-duc Iwan le Terrible est, sans contredit, le tyran le plus complet que l'on connaisse dans l'histoire : il réunissait en lui tous les caractères, ou plutôt il avait une facilité singulière à se transformer et à prendre tous les caractères de tyrannie. Tantôt léger et débauché comme Néron; tantôt stupide et féroce comme Caligula; quelquefois profondément dissimulé comme Tibère ou

Louis XI. Il y a dans ses lettres des expressions empruntées à Tibère, le bavardage cafard de Cromwell, et quelquefois aussi ce style pédantesque et mielleux de Robespierre, déclamant contre la peine de mort et plaidant les droits de l'humanité.

En racontant l'histoire de ce tzar, j'ai suivi les historiens officiels russes. L'historiographe de l'empire, Karamzin, n'a certainement pas exagéré les crimes d'Iwan : il dit même à chaque moment qu'il épargne au lecteur certains détails et à lui-même certaines horreurs. Quant à nous, nous avons aussi beaucoup épargné de ce qu'il rapporte.

L'esprit mongol, ainsi nourri et développé dans la personne d'Iwan le Cruel, devient, après sa mort, l'héritage de la Moskowie. Elle le lègue à une dynastie nouvelle, qui commencera la dernière époque de l'histoire du Nord, celle de l'empire russe actuel.

Le successeur immédiat d'Iwan n'appartient plus, politiquement parlant, à sa dynastie. Il étonnait tout le monde par le contraste qu'offraient ses mœurs et ses habitudes avec celles de son père. Ce fut l'âge d'or de la Moskowie.

Ce monarque singulier s'appelait Fédor. Tout jeune encore, il hérita de son père, par suite de la mort de son frère, tué par Iwan. Sa bonté touchait le peuple, alors que les boyards le prétendaient idiot. On disait qu'il avait toujours le sourire sur les lèvres, ce qui scandalisait les seigneurs. Les historiens ont suivi cette opinion aristocratique, et représenté le pauvre Fédor comme une es-

pèce d'imbécile. Le petit peuple l'adorait comme un saint; on se pressait sur son passage, on demandait sa bénédiction; il sortait presque toujours seul ou accompagné de quelques moines; il passait sa vie à prier, à visiter les couvents, à distribuer des aumônes. Ce que les grands prétendaient être une marque d'imbécillité.

Les historiens lui reprochent aussi sa négligence; on dit qu'il s'occupait peu des affaires publiques. Cependant jamais le duché de Moskou n'a été aussi glorieux ni aussi heureux. Le peuple vivait dans l'abondance; de toutes parts on bâtissait des villes; quelques règlements importants furent publiés sur la police intérieure. Excepté quelques rares exécutions, commandées par son favori, personne d'illustre n'a été puni de mort durant son règne. C'est sous le prince Fédor que la Sibérie, envahie déjà sous Iwan III, fut réunie à jamais au duché de Moskou. Il était en paix avec la Pologne. Il conclut avec la Suède un traité très-avantageux pour la Moskowie. On est également étonné du bonheur général qui régnait alors dans ce pays et du mépris avec lequel on y parle d'un monarque sous le règne duquel on a joui d'un tel bonheur.

Le peuple était persuadé que ce saint monarque avait l'esprit prophétique. On dit que le jour où les Tartares attaquèrent Moskou, pendant que le combat durait encore, le tzar regarda avec tranquillité par une fenêtre de son palais, et se retira tout d'un coup pour aller dormir. Voyant tous ceux qui l'entouraient dans une grande inquiétude, il leur dit : « Soyez tranquilles, mes amis, les Tartares décamperont bientôt pour ne plus revenir. » En

effet, des événements extraordinaires amenèrent la retraite précipitée des Tartares, qui, depuis, ne reparurent plus sous les murs de Moskou.

Une autre fois, en donnant à son favori Boris Godounoff un riche reliquaire qui faisait partie des joyaux de la couronne, il lui dit : Godounoff, n'hésite pas à prendre ce reliquaire ; tu auras tout ce que tu désireras, mais tu verras plus tard que la grandeur n'est que néant et vanité. » Ainsi il prédit la future grandeur et la fin malheureuse de son favori.

Fédor confia tout le gouvernement du pays à Godounoff, personnage mystérieux et qu'il est difficile de bien caractériser. Les historiens russes qui parlent avec liberté des événements du règne des Varègues, ont sacrifié aux nouveaux intérêts dynastiques la mémoire de Godounoff, de cet homme qui donna tant de preuves de ses grands talents et de ses hautes qualités.

Godounoff administrait la Moskowie avec sagesse, remportait des victoires : certes, le monarque qui sut choisir aussi bien son favori n'a pu être imbécile. Le roi Fédor fut tendrement attaché à sa femme, que les historiens représentent comme une personne pleine de grâces, d'instruction et de bonté ; cet attachement et cet amour parlent encore en faveur de ce prince. On dit aussi qu'au moment de mourir, il conjura sa femme d'abandonner le trône et de se retirer dans un couvent, ce qu'elle fit en effet après sa mort. Les événements ont montré que ce conseil était très-sage.

Cependant ce prince Fédor, dont la mémoire devrait être bénie, cet homme saint est méprisé par les histo-

rieus et complétement oublié par le peuple. Le peuple moskowite n'a conservé de cette époque que le souvenir de deux monstres : Chemiaka et Iwan le Cruel. Cela me rappelle une parole de saint Louis : « Mes courtisans, disait-il, et les gens du monde sont scandalisés de ce que je reste si longtemps à l'église. Si je passais ce temps à la chasse aux faucons ou à la danse, on trouverait cela fort simple. Je ne m'explique pas cela. » Je laisse aussi sans explication le fait que je viens de rapporter.

Durant la vie même de ce bon prince Fédor, son favori Godounoff cherchait, à ce que disent les historiens russes, à s'emparer du trône. Il restait encore un prince de la famille de Rurik, le jeune Dimitri, destiné à jouer un rôle mystérieux dans cette histoire. Tout d'un coup ce prince Dimitri est àssailli dans sa demeure, à Uglicz, par des brigands qui l'égorgent entre les mains de sa mère, Marie Nagoï, septième femme d'Iwan le Cruel. Les habitants d'Uglicz arrivent en foule et tuent les brigands. Une enquête est ordonnée par la cour de Moskou du vivant du duc Fédor : on envoie le métropolitain, les évêques, les sénateurs pour rechercher les coupables.

Comment maintenant trouver la clef de cette énigme? Les actes de l'enquête existent dans les archives de Moskou, signés par le métropolitain, par tous les évêques et les sénateurs. On a interrogé les habitants d'Uglicz, on a appelé la mère et la nourrice de l'enfant, et tout le monde est d'accord pour dire que le jeune prince s'est suicidé, qu'il s'est jeté sur un couteau dans un accès d'épilepsie. On ne connaît pas d'enquête plus régulière, et cependant les historiens établissent que cette enquête est fausse,

que les habitants, les évêques, le métropolitain et les seigneurs agissaient pour dénaturer la vérité, pour obéir à Godounoff. On voit, dans l'histoire, de grands crimes dont les auteurs restèrent inconnus ; on en a même excusé d'énormes, sous le prétexte de la nécessité politique : mais pervertir ainsi la vérité, en niant un fait public, en le présentant d'une manière contraire à toute vraisemblance ! prouver juridiquement qu'un enfant tué par des brigands s'est suicidé ! ceci passe toute imagination.

Le fait de cette enquête prouve bien qu'il n'y a que peu à tirer, pour la vérité historique, des actes du gouvernement russe ; car si le conseil d'Etat et l'Eglise ont pu mentir si impudemment, que peut-on conclure des actes de quelque administrateur, de quelque gouverneur de province ?

Le prince Dimitri étant mort, Godounoff, qui déjà gouvernait la Moskowie sous le duc Fédor, lui succéda parce qu'il avait épousé sa sœur. L'élection de Godounoff est remarquable en cela qu'elle fait ressortir le caractère du peuple de Moskou, qui, à l'extinction de la famille de Rurik, exerça de nouveau son droit primitif de se choisir un souverain.

On appelle les magistrats, les prêtres et le peuple, en leur demandant leur vote. Les boyards commencent par exiger du peuple qu'il fasse serment d'obéir au conseil des boyards. Le peuple, d'une voix commune, s'écrie : « Qu'il ne connaît pas de conseil, qu'il lui faut un souverain. » — « Mais le souverain est mort ! — « Alors prenez sa femme ! » — « Mais sa femme ne veut pas gouverner,

elle se retire dans un couvent. » — « Eh bien, prenez son frère, Boris Godounoff. »

Les historiens prétendent que le peuple ne faisait qu'exécuter les ordres de Boris Godounoff; il est bien probable que le peuple exprimait là ses vrais sentiments.

Je rappellerai, à cette occasion, ce trait caractéristique des Mongols, qui, lorsqu'ils se trouvent deux ou trois, se choisissent de suite un chef à qui ils confèrent un pouvoir despotique. Cet esprit a passé dans le peuple moskowite, et ce peuple logiquement demande un souverain despotique.

Ainsi Godounoff, un simple boyard, est élevé au trône; il sépare la dynastie de Rurik de celle de Romanoff. Son règne marque le passage d'une époque à l'autre, le moment où le grand-duché de Moskou devient l'empire russe.

Le tzar Godounoff introduisait un élément nouveau dans le gouvernement moskowite, il appelait à son secours la civilisation européenne. Déjà ses prédécesseurs Iwan III et Iwan le Cruel s'entouraient d'étrangers; ils avaient à leur cour des Allemands, des Anglais et des Français; mais le tzar Godounoff fut le premier qui commença à fonder sa puissance sur l'élément étranger. Ce qu'il demandait à l'étranger, c'était la science, ce qu'il y a de plus positif dans la science, le pouvoir de dominer, les moyens de conquérir.

Un historien russe caractérise ainsi ce grand changement : « La Moskowie cesse d'être sanguinaire; elle ne dévore plus suivant son instinct mongol. Jusqu'alors elle a été envahissante, maintenant elle devient conquérante;

jusqu'alors elle s'est servie de la force brutale, maintenant elle fonde son pouvoir principalement sur la ruse. »

Un autre historien, un historien officiel, dit que la politique intérieure subit un changement immense, mais que la politique extérieure continua les errements du passé : « Rien ne changea, dit-il, dans les vues et la direction de notre politique extérieure. Nous cherchions à avoir partout la paix et à faire des acquisitions sans guerre. (C'est la politique moderne, celle de l'empire actuel de Russie). Nous nous tenions toujours sur la défensive ; nous n'ajoutions pas foi à l'amitié de nos alliés ; et nous ne perdions aucune occasion de leur nuire, sans manquer ostensiblement aux traités. » L'honnête Karamzin admire cet art de *nuire* à ses *alliés* sans manquer aux traités.

Moskou capitale. — Moskou fut fondée sur une tête d'homme libre et sur une propriété confisquée. On lit dans Karamzin : « Nous savons que Moskou existait au 28 mars 1147, et nous pouvons ajouter foi aux chroniques modernes qui disent qu'elle fut fondée par Georges. Elles racontent que ce prince, arrivé sur les bords de la Moskowa, dans les villages d'Etienne Koutchko, riche seigneur, le fit punir de mort pour un manque de respect ; que, charmé de la beauté du site, il y avait fondé une ville. » (*Histoire de Russie*, II, p. 273.) Les chroniqueurs russes rappellent que « le Capitole fut bâti à l'endroit où l'on avait trouvé une tête d'homme ensanglantée, » et ajoutent que Moskou est une troisième Rome. D'abord la citation est inexacte ; Tite-Live écrit : *Caput humanum integrâ facie aperientibus fundamenta templi dicitur apparuisse*

(I, 55); c'est-à-dire : qu'en creusant les fondations du temple on trouva une tête d'homme parfaitement conservée; d'où l'augure que là serait la tête de l'empire. Il n'est question ni de crime, ni de décapitation. D'ailleurs, l'histoire montre que ce n'est point aux Romains qu'on peut comparer les Moskowites, mais aux barbares de Tamerlan et d'Attila.

LIVONIE ET COURLANDE. — « Après une guerre heureuse, la Livonie avait fait avec la Russie une trève pour cinquante ans; cette trève expirait en 1553. C'est précisément à ce moment que les royaumes de Kazan et d'Astrakhan furent définitivement soumis au tzar. Iwan IV assembla une armée dont il donna le commandement à un seigneur tartare nommé Tchyg-Aley. Le 15 mai 1558, Narva fut investie et se rendit aux Russes, ce qui répandit l'effroi dans tout le pays. Le 18 juin suivant, les Russes s'emparèrent presque sans coup férir du cercle de Wesenberg et d'une partie de celui de Fellin. Alors les Livoniens offrirent au tzar 60,000 écus, mais il les refusa. Wesenberg fut rasé et Weissenstein aussi. Dorpat, assiégé par Chouysky, capitula. Les Russes y trouvèrent d'immenses trésors. Une longue paix avait amolli les caractères et tellement engourdi tous les chefs du gouvernement, qu'on n'avait pas seulement songé à réparer les murs ni à élever de nouveaux ouvrages pour y placer la nombreuse artillerie que les Russes prirent dans les arsenaux. Herrman, évêque de Dorpat, quoique libre aux termes de la capitulation, fut arrêté et mourut captif à Moskou (1559); avec lui finit le gouvernement épiscopal de Dorpat. La guerre continua sans que les chevaliers livoniens et les évêques en pussent arrêter les progrès et les ravages. Fellin eut, en 1560, le sort de Wesenberg. La bataille d'Ermès (2 août 1560) porta le dernier coup aux forces de l'Ordre. Le grand-maître Gothard Kettler chercha des secours de tous côtés, en Allemagne, en Suède, en Danemark, en Pologne. Un traité fut conclu avec le roi Sigismond-Auguste, le 28 novembre 1561, à Vilna. Les pleins pouvoirs donnés aux députés de l'Ordre et des États pour traiter de la soumission à la Pologne commençaient ainsi : « Notre généreux prince et seigneur (Gothard Kettler) et nous, nobles infortunés, ayant été, « malgré toutes nos plaintes, supplications, réclamations et prières, « délaissés, avec tous les autres habitants de ce pays, par Sa Majesté Impériale et toutes les cours et Etats du Saint-Empire, et « abandonnés aux Russes qui massacrent, saccagent, pillent, désolent, anéantissent, exterminent depuis quatre ans. » etc. (*Essai*

critique sur l'histoire de la Livonie, par le comte de Bray, II, 56-68 et 148.)

Le traité de Vilna portait, dans son préambule, que « puisque la terre de Livonie, limitrophe du grand-duché de Lithuanie, ravagée depuis nombre d'années par les Moskowites, ses plus cruels ennemis, touchait aux dangers extrêmes, et que les Etats de ce pays ni ne pouvaient plus, par leurs propres forces et ressources, échapper à l'esclavage, ni n'étaient secourus par personne, le roi, touché de commisération pour cette province désolée, avait donné l'ordre au prince Nicolas Radziwil de prendre les mesures nécessaires à la défense de la Livonie. » — Et il était stipulé : Le grand-maître Kettler sera duc de Courlande et Sémigalle. Les limites de son duché seront tracées de manière que tout ce qui, sur la rive gauche de la Dzwina et entre la Samogitie et la Lithuanie appartient à l'Ordre, doit faire partie du nouveau duché. Le pays au-delà de la Dzwina et spécialement la ville de Riga seront directement soumis à la Pologne. (Dogel, *Codex diplomaticus regni Poloniæ*, t. V.)

Le 5 mars 1562, à Riga, Kettler déposa la croix magistrale et le sceau de l'Ordre entre les mains de Radziwil; et celui-ci lut le diplôme qui conférait à l'ex-grand-maître, à titre de fief, la dignité de duc de Courlande. Les Livoniens prêtèrent serment à la république de Pologne et la noblesse de Courlande à son nouveau duc.

De la cruauté d'Iwan. — Salomon Henning, qui vivait dans ce temps-là et qui a écrit l'histoire de ce tyran (Iwan IV), rapporte un exemple tragique de son extrême cruauté. Deux frères, que le tzar avait employés entre autres dans l'exécution de cette cruelle boucherie (massacre de 1568), ayant trouvé un bel enfant dans le berceau, et étant touchés de compassion à la vue de ses sourires innocents, ne purent se résoudre à le tuer. Ils portèrent le petit enfant au tzar, croyant l'émouvoir. Mais après l'avoir pris entre ses bras, et l'avoir baisé et caressé, il eut la cruauté d'enfoncer trois coups de couteau dans le corps de ce pauvre innocent et de le jeter aux ours par la fenêtre. Il fit aussi sur-le-champ massacrer les deux frères devant lui.

L'auteur, qui relate ce récit dans ses *Lettres sur la Livonie* (1705), ajoute à la page 126 : « L'an 1573, Magnus, duc de Holstein, qui avait pris le titre de roi de Livonie, épousa à Novogorod une princesse de Moskowie, parente du tzar (Iwan IV), qui

assista avec ses deux fils à la solennité du mariage, où il fit paraître beaucoup de joie, quoique d'une manière un peu barbare, selon sa coutume; car il voulut chanter le symbole d'Athanase avec quelques jeunes moines grecs, en tenant un gros bâton à la main, avec lequel il battait la mesure sur leurs têtes jusqu'au sang, lorsqu'il croyait qu'ils ne chantaient pas aussi exactement que lui..... Je voudrais pouvoir vous entretenir ici de quelque chose de plus agréable que le récit des autres cruautés du tzar; tout ce que je puis faire, ou pour ne pas vous causer de la tristesse, ou pour ne pas rendre la relation incroyable, c'est d'en passer la plus grande partie sous silence, car les plus grands tyrans que j'aie jamais rencontrés dans l'histoire étaient bénins au prix de celui-ci. »

Avis de Sigismond-Auguste aux cabinets. — On trouve dans les « Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris, » publiés par l'Institut (tome V; Paris, an vii, in-4°, p. 85 et suiv.), des détails curieux sur les craintes que devait inspirer le développement du tzarat de Moskou. Sigismond-Auguste prévenait (sept. 1568) Frédéric II, roi de Danemark, qu'il se proposait d'envoyer des ambassadeurs à tous les rois et princes voisins de la mer Germanique, pour les engager à rompre d'un commun consentement tout commerce maritime avec les Moskowites. Sigismond fit faire au sénat de Lubeck des représentations pareilles. Or, la ville de Lubeck, dans la première année du xviie siècle, envoya une ambassade solennelle à Moskou, au tzar Boris Godounoff, pour renouveler, tant pour elle que pour d'autres villes, des relations de commerce auxquelles ces villes attachaient un très-grand prix.

Manifeste de Batory contre Iwan. — Le roi Etienne Batory publia au camp de Swir, en Lithuanie, le 12 juillet 1579, la proclamation dont voici un extrait :

« ..... Aussitôt que nous fûmes monté sur ce trône, nous en informâmes les autres princes chrétiens au nom des Ordres de l'Etat... Le duc de Moskowie nous informa, par une lettre particulière, qu'il avait donné ordre à ses sujets de s'abstenir de toute injure à notre égard tant que dureraient les négociations, en nous priant d'en agir de même dans nos Etats... En conséquence, nous recommandâmes de suspendre toute hostilité avec les Moskowites... Tout à coup, sans déclarer ni la trêve rompue, ni la guerre commencée, lui-même, accompagné de son fils aîné, il envahit la Li-

vonie à la tête de ses troupes... Dirai-je les cruautés qui marquent le passage de ses soldats? Raconterai-je comment ils faisaient mourir leurs prisonniers au milieu des plus affreux supplices? Le temps ne me le permet pas...

« Nos ambassadeurs étaient en sa présence, lorsque le Moskowite s'abandonna à l'orgueil et à la violence de son caractère... Il fit valoir ses droits sur notre royaume de Pologne et sur le grand-duché de Lithuanie, par je ne sais quels titres sans valeur. Ces droits, il les réclamait comme le quatorzième descendant d'un Prussus, dont personne n'a jamais entendu parler et qui n'a même pas existé, qui était, disait-il, le frère d'Octave César et le fondateur de sa famille. Il fit cette revendication de notre couronne, lorsque déjà nos ambassadeurs, après de longues et nombreuses conférences avec les conseillers moskowites, qu'il avait désignés pour cet objet, avaient réglé les conditions d'une nouvelle trève...

« A ces ruses et à ces artifices se joignirent des insultes publiques et des hostilités ouvertes. Non-seulement il ravageait la Livonie par de continuelles incursions, mais il élevait sur les frontières de Witepsk, c'est-à-dire dans une province dépendante de notre grand-duché de Lithuanie, une forteresse, d'où ses officiers se répandaient dans les campagnes, pillant et massacrant nos malheureux sujets... Notre internonce retourna auprès du grand-duc en Moskowie, et, après lui avoir exposé nos raisons, lui déclara la guerre : guerre juste et légitime, puisque déjà il avait rassemblé contre nous une armée considérable sous Plescow... Cet Iwan, fils de Wasili, notre ennemi, imite dans ses écrits et dans ses paroles, il surpasse même l'inconstance, la ruse et la perfidie de ses ancêtres. C'est ainsi que, tandis qu'il envoyait à Sigismond-Auguste, notre prédécesseur de glorieuse mémoire, des lettres de sauvegarde pour les envoyés qui devaient régler les conditions de la paix, il envahissait tout à coup et occupait Polotsk. Il se servit du même stratagème contre nous...

« Que nos sujets se préparent à combattre avec le courage habituel à notre nation, avec l'intrépidité de nos ancêtres pour se venger et se garantir à jamais des injures continuelles que leurs concitoyens ou eux-mêmes ont eues à souffrir. — Que les étrangers qui servent sous nos drapeaux songent que, s'il est beau de combattre avec vaillance pour le salut de ses voisins, de se mettre en danger pour eux, il n'est pas moins important à leur sûreté particulière qu'à celle de leurs concitoyens d'éteindre l'incendie qui dévore la

demeure du voisin. — Que tous en général apportent dans une guerre si juste le plus vif désir de s'illustrer par de hauts faits. Chacun y acquerra une gloire et un mérite d'autant plus grands qu'il aura à faire une guerre plus sérieuse et plus difficile contre l'ennemi cruel de presque tout le genre humain. » (Publié par Charles Sienkiewicz dans son *Recueil de Documents*, sept. 1853.)

Générosité polonaise. — « Etienne Batory, roi de Pologne, alla assiéger la ville de Polotsk, l'an 1579. Après une résistance très-vigoureuse, les assiégés, ne pouvant plus tenir, parlèrent de se rendre ; et la capitulation en fut faite du consentement de la garnison et de tous ceux de la ville, excepté de l'évêque et du gouverneur qui animaient continuellement les soldats et les bourgeois à se défendre, leur représentant qu'il était plus honorable de souffrir la mort pour la défense de leur prince, que de se rendre pour conserver leur vie. En effet, l'évêque ni le gouverneur ne voulurent point signer la capitulation, et se retirèrent dans l'église de Sainte-Sophie, d'où Etienne Batory les fit tirer, et les donna en garde au trésorier de Lithuanie. La garnison polonaise étant entrée dans la ville pour en prendre possession, et recevoir des Moskowites les munitions de guerre, on y trouva les marques d'une cruauté horrible qu'ils avaient exercée sur des Polonais prisonniers. Car on en vit de déchirés cruellement; d'autres qui n'étaient qu'à moitié bouillis dans de grandes chaudières, avec les mains liées derrière le dos; et d'autres fendus et éventrés. Ce que les Polonais ayant vu avec indignation, furent sur le point de se jeter sur toute la garnison moskowite. Mais le roi Etienne les en empêcha, ne croyant pas qu'aucune raison pût permettre de violer la foi donnée. Ainsi il renvoya les Moskowites en leur pays, et leur fit donner deux compagnies de cavalerie pour les escorter, et empêcher que personne ne leur fît aucun tort. Je pourrais rapporter quantité d'exemples semblables; mais il suffit de ce que je viens de dire pour prouver que les Moskowites sont naturellement cruels. » (*Relation historique de la Pologne*, par le sieur de Hauteville. 1697. P. 29)

Organisation des Kozaks. — « Etienne Batory, politique sage et clairvoyant, esprit éclairé, guerrier et législateur, vit le parti qu'il pouvait tirer d'une association qu'on avait ménagée à raison de ses services, mais qui n'était encore regardée que comme un ramas d'aventuriers. Il se flatta de les attacher à la Pologne et de ré-

gulariser leurs institutions, de diriger leur fougue impétueuse, de dominer leur humeur farouche par des bienfaits, et d'user de leur courage sans avoir à craindre leur licence indomptable. C'est lui qu'il faut regarder comme le fondateur de leur puissance.

« ..... Etienne assigna à leur hetman des marques distinctives, telles que la *boulava*, ou bâton de commandement; le *bountschuk*, ou queue de cheval pour étendard; un sceau représentant un Kozak armé, portant un sabre nu au-dessus de sa tête, couverte d'un bonnet surmonté d'une corne en guise d'aigrette... Pour assujettir les Kozaks à une discipline plus sévère, Etienne Batory descendit jusque dans les détails de leur organisation militaire et politique; il les distribua en six régiments de mille hommes, divisés par compagnies ou *sotnia*, dans lesquelles tout Kozak militaire devait être inscrit... Il ajouta au territoire que Sigismond leur avait donné la ville de Trechtimirow, avec son château, son couvent et toute la partie du diocèse sur la rive droite du Borysthène, pays d'une étendue de vingt milles d'Allemagne... Outre ces concessions, tout Kozak devait recevoir par an, de la générosité du roi de Pologne et comme solde, un ducat d'or et une pelisse... Etienne fit plus : il établit ou reconnut l'établissement d'un corps de quarante mille Kozaks dans la basse Wolhynie et dans la basse Podolie. Il lui donna ou lui permit d'attirer des paysans étrangers ou libres pour les aider à défricher l'Ukraine.

« C'était l'institution la plus favorable à ses projets : par ce moyen, il s'assurait la défense des frontières de la Pologne; il doublait ses forces militaires; il fertilisait une contrée inculte depuis quinze siècles; il se créait en quelque sorte un nouveau royaume, et préparait la civilisation d'un peuple aussi redouté de ceux qu'il devait défendre que des ennemis qu'il était chargé de combattre. Le génie des Kozaks trompa la sagesse de ces vues politiques.

« D'abord satisfaits des dons de ce prince, ils se signalèrent par des incursions fréquentes sur les terres des Tartares et des Turcs. Ils conquirent sur eux plus de six cents lieues de territoire, prirent Trébizonde, Sinope, et parurent en vainqueurs sous les murs de Constantinople. Fiers de ces succès, ils se crurent invincibles. Leurs exploits, fruits de la discipline qu'Etienne Batory leur avait donnée, furent utiles à la Pologne, tant qu'ils furent dirigés par l'esprit de son cabinet, tant qu'ils se bornèrent à faire respecter le territoire de la république, et dans un temps où la puissance ottomane menaçait sérieusement l'indépendance de l'Europe; mais

leurs incursions devinrent bientôt des fautes politiques graves, des violences inexcusables, une source de guerres continuelles. Il fallait qu'ils fussent écrasés, et alors la Pologne eût été à découvert; ou qu'ils triomphassent complétement, et vainqueurs, ils devenaient aussi dangereux que les Turcs. » (*Histoire des Kosaques*, par Lesur; 1813, p. 185-189.)

Les Kozaks étaient une milice organisée pour défendre la Pologne contre la barbarie, contre les Tartares, les Turcs et les Moskowites, comme l'Ordre Teutonique pour lutter contre le paganisme. Les Chevaliers Porte-glaives et les Kozaks Zaporogues (c'est-à-dire d'au-delà des cataractes) étaient, les uns au nord, à cheval sur la Dzwina, les autres au midi, à cheval sur le Dniéper, présentant deux têtes de pont contre les Moskowites : la Pologne perdit successivement l'une et l'autre. Adam Mickiewicz a dit de l'Ordre Teutonique que « l'institution finit par ressembler un peu à celle des Mameluks d'Egypte. » (*Slaves*, II, p. 20.) Nous ajouterons que les Kozaks formèrent une sorte de janissariat : la Pologne n'eut pas la force morale de les maintenir dans le giron de la patrie, et il n'était pas dans sa nature de les détruire. Froissés, révoltés, combattus, mais non soumis, ils passèrent à l'ennemi.

Batory et la liberté de conscience. — Ce qui facilita l'action d'Etienne Batory sur les Kozaks ce fut le respect, si rare alors en Europe, qu'il professait pour la liberté de conscience. « Le roi Etienne répondit un jour à ceux qui l'exhortaient à la violence en matière religieuse : « Je règne sur les peuples et c'est Dieu qui règne sur les consciences. Sachez qu'il est trois choses que Dieu réserva pour lui, savoir : de créer quelque chose de rien; de lire dans l'avenir; de gouverner les consciences. » (*Histoire de Pologne*, par Zielinski, t. II, p. 105; Paris, 1830.)

CHAPITRE V

LES WASAS

Et la décadence de la Pologne.

Jean Zamoyski et le pouvoir de la petite noblesse. Élection de Sigismond III Wasa, et sa politique. — Skarga, ses sermons patriotiques et ses prédictions. — Puissance des seigneurs polonais. — Ladislas IV et Jean II Casimir. Guerre des Kozaks. Invasion des Suédois. Le prieur Kordecki et la défense de Czenstochowa. Du *veto* polonais. — Une diète d'élection. Comment fut élu Michel Wisniowiecki. — Les victoires de Jean III Sobieski. En quoi la Pologne a souffert du traité de Westphalie.

A la mort d'Etienne Batory (1586), la Pologne avait à se choisir un roi.

Nous rappellerons que le droit de choisir le souverain était reconnu et accepté par tous les Etats de la chrétienté; que la religion empruntait aux traditions de l'Ancien Testament certaines formes consécratives de ce droit. La législation germanique, basée sur l'hérédité, apporta chez les peuples de l'Occident certaines modifications à ce droit primitif.

La Pologne et tous les pays slaves suivaient leurs antiques traditions ; on savait, d'après les mythes sur les Piastes, qu'anciennement le peuple se donnait un souverain pris dans son sein. On devait sans doute suivre la tradition nationale, mais en même temps consulter les leçons de l'expérience.

Le roi Sigismond-Auguste, désintéressé dans la question, fit faire des études sur le mode d'élection suivi par les peuples étrangers, les Génois, les Vénitiens, et surtout par la cour de Rome. Un écrivain distingué composa un ouvrage pour éclairer la nation sur ce grave sujet ; mais le mouvement qui concentrait dans la noblesse tout le pouvoir emporta la masse de la nation.

Des hommes ambitieux, qui surent apprécier déjà le rôle que jouait la petite noblesse, prirent cette noblesse pour point d'appui de leur levier politique, et ils livrèrent le pouvoir à la démocratie nobiliaire. Un homme sorti du sein de cette classe de citoyens servit surtout cet intérêt : ce fut Jean Zamoyski, surnommé *le Grand*.

Cet homme, courageux et savant, grand capitaine, grand orateur, riche, mais appartenant à la petite noblesse, nourrissait une haine profonde contre les anciennes et grandes familles de la Pologne et de la Lithuanie. Il était d'ailleurs imbu des idées des Romains.

Zamoyski lâcha, pendant l'interrègne, une parole fatale qui décida de l'avenir de la constitution polonaise. On était accoutumé jusqu'alors à regarder la diète comme souveraine et dépositaire de tous les pouvoirs ; l'opinion publique même lui accordait le droit de choisir le souverain ; mais Zamoyski, nonce de Belz, pour se rendre

populaire, s'écria que tous les hommes libres, c'est-à-dire tous les nobles, avaient le même droit que les députés et les sénateurs. Il flattait ainsi l'orgueil de la petite noblesse et accélérait le mouvement qui poussait la Pologne vers le pouvoir de la petite noblesse, vers la démocratie nobiliaire.

Si la marche politique de la Pologne devait amener cette nation vers une république démocratique, gouvernée par des chefs viagers, ce qui paraît d'ailleurs assez probable, l'établissement d'un tel pouvoir demandait encore un travail de plusieurs siècles : il fallait harmoniser des institutions nées sous des régimes différents ; il fallait inspirer une même idée nationale à des populations fort diverses, qui étaient liées à la Pologne, ou plutôt à l'idée de la *patrie*. Or, Zamoyski, en précipitant ainsi d'une manière révolutionnaire et violente ce progrès régulier, troubla les idées morales de la république.

Désormais toute la noblesse allait prendre part à l'élection. Que pouvait-on espérer de cette immense cohue? Un Livonien, un Allemand, qui venait en carrosse, accompagné de fantassins allemands portant leur carabine à mèche ; un Kozak noble qui accourait à cheval des bords du Dniéper ; un bourgeois laborieux de Dantzick, qui s'embarquait sans suite, avec son modeste bagage, dans un petit bateau pour remonter la Vistule ; un seigneur polonais, qui arrivait escorté de 10,000 gens d'armes ; tous parlant des langues différentes : que pouvaient-ils fonder? La diète du moins était un corps constitué ; elle se composait de personnes investies de la confiance de leurs compatriotes, comprenant les lois de

leurs provinces. L'immense assemblée de la noblesse devait nécessairement tomber sous l'influence de quelques individus.

Ainsi, loin de briser le pouvoir de l'aristocratie, Zamoyski donnait au contraire tous les pouvoirs aux aristocrates.

L'aristocratie, comme corporation, comme membre de l'Etat, ainsi qu'elle existait du temps des Jagellons, sous forme de sénat, n'existait plus; mais les aristocrates, c'est-à-dire tous les hommes supérieurs par la richesse ou le talent, entourés d'une clientèle nombreuse, pouvaient maintenant dicter des lois à la république. La marche historique de la nation, dirigée d'abord sous les premiers rois par les seigneurs les plus anciens, puis par les nobles sous la branche cadette des Piastes et sous les Jagellons, disputée ensuite entre les partis politiques, allait dépendre exclusivement de quelques individualités.

Zamoyski, qui s'était mis à la tête du mouvement, repoussait l'Autrichien et le Moskowite, et ne voulait pas de prince français. Il prit pour candidat un prince de la famille Wasa, en Suède.

Le prince royal était, par sa mère, allié des Jagellons; mais il appartenait à une famille dévouée aux intérêts du protestantisme, et qui fondait sur cette religion *tout son* pouvoir. Les protestants espéraient trouver en lui un appui; Zamoyski se flattait de gouverner ce prince jeune et sans expérience; les catholiques se disaient à l'oreille qu'il penchait vers le catholicisme. Or, la Providence ménageait une surprise aux partis, car ce prince de Suède devait être l'ennemi le plus redoutable du protestantisme

dans le Nord, renverser la politique de Zamoyski et employer toute sa vie à arrêter le mouvement démocratique.

Le prince de Suède, Sigismond, nommé ainsi à cause de son oncle Sigismond-Auguste, était fils de Jean, duc de Finlande, et de Catherine Jagellon. Il passa sa jeunesse en prison : le cruel Eric, qui gouvernait alors la Suède, avait le projet de se défaire du duc Jean et de son fils et de renvoyer la reine Catherine en Pologne. Cette femme courageuse préféra rester en prison avec son mari : durant sa longue captivité, elle soutint son courage et elle éleva secrètement son fils dans la religion catholique. Le jeune prince, qui devait une seconde fois la vie au dévouement de sa mère, embrassa naturellement les principes religieux qu'elle lui enseignait. Bientôt une révolution renversa le tyran Eric. Le duc de Finlande, Jean, fut élevé au trône de Suède, et son fils Sigismond fut appelé à celui de Pologne (1587).

A cette époque, la politique devenait une science difficile. Nous avons vu que, lors de la lutte entre le roi de Pologne et le duc de Moskou, tous les cabinets de l'Europe étaient mis en mouvement par l'habile politique du roi Étienne : le pape, l'empereur, le Turc, les rois d'Angleterre, de Suède, de Danemark, tous envoyaient leurs ambassadeurs ou leurs émissaires pour observer les événements. A l'un on promettait des secours, avec l'autre on stipulait les clauses de traités futurs. Dans cet état de choses, un homme né dans une condition privée ne pouvait pas deviner les secrets d'une science aussi compliquée, qui se fondait sur une longue tradition de cabi-

net. Il n'y avait plus de cabinet en Pologne. Le sénat, dépositaire de la tradition politique, était déjà renversé. Le roi Etienne était arrivé avec une politique toute faite ; après sa mort, quelques amis répétaient ses paroles, mais ne pouvaient plus rattacher ses idées à celles qui guidaient les cabinets de l'Europe.

Or, le prince de Suède, né dans une maison souveraine, connaissait d'instinct les diverses tendances des cabinets et des peuples. Zamoyski et quelques hommes distingués jugeaient d'un point de vue exclusif la politique de leur pays : Sigismond, au contraire, la jugea de sa haute position royale.

Le roi Sigismond III, en dépit de ses conseillers, embrassa donc aussitôt la politique catholique, et sa politique eut ainsi une base nationale, puisque l'immense majorité du pays était catholique. Il voulait d'abord assurer sa domination en Suède en renversant le parti protestant, représenté par les princes ennemis de sa maison, et détruire la puissance du margrave de Brandebourg ; puis à l'aide de l'Espagne former une flotte malgré l'Angleterre et la Suède, et, d'accord avec l'Autriche, combattre les Turcs et se défendre contre la Moskowie.

Avec le temps, on reconnut la sagesse de cette politique. Le roi Henri IV, devenu catholique, entra en rapports avec le pape et le roi de Pologne. C'est alors que naquit le vaste projet, le dernier projet réellement chrétien, d'assurer à l'Europe une paix universelle, fondée sur la justice et le droit. Un des articles fondamentaux de ce projet était de chasser les Turcs de l'Europe, de repousser le duché de Moskou et de l'obliger à exercer son in-

fluence en Asie. Cet article, stipulé entre le pape, le roi de France, l'empereur, la reine d'Angleterre et le roi de Pologne, on le devait à la politique sage et profonde de Sigismond; mais l'assassinat du roi de France vint renverser cette belle combinaison.

Sigismond, après la mort de son père, alla à Stockholm se faire couronner roi de Suède; mais à peine était-il reparti que les protestants se soulevèrent; le prince Charles de Sudermanie, son oncle, chassa les partisans du roi et se fit proclamer à sa place. La Pologne, séparant les intérêts de la couronne des intérêts de la république, refusa au roi Sigismond des secours pour reconquérir le trône paternel. On voulait conserver la paix avec la Suède, et pourtant cette nation, où le protestantisme était désormais dominant, ne devait point laisser à la Pologne la possession de la Livonie. Bientôt, en effet, les Suédois débarquèrent en Allemagne et commencèrent la terrible guerre de Trente-Ans.

Sigismond trouva dans Pierre Skarga le plus fort appui de sa politique : les ennemis religieux que le roi combattit par les lois et par les armes, Skarga les combattit par la parole.

Et, certes, il lui fallait un grand courage pour attaquer tant de sectes qui divisaient la Pologne. Les docteurs de l'Eglise, les saint Augustin, les saint Clément d'Alexandrie, tous ces anciens philosophes qui expliquaient les dogmes catholiques et luttaient contre l'incrédulité, étaient entourés d'un bercail peu nombreux, mais compacte. Skarga, au contraire, se trouvait comme au milieu

d'une armée révoltée contre ses chefs. Plus d'une fois même, il fut publiquement insulté. On dit qu'un jour il reçut un soufflet en sortant de l'église ; une autre fois, il échappa par miracle à la mort. Le sicaire d'un seigneur l'attendait en embuscade pour le noyer. Skarga, passant auprès du château de ce seigneur, eut l'idée d'aller le voir, et il évita ainsi les embûches qu'on lui dressait. Ce seigneur, frappé de l'apparition subite de Skarga, lui donna l'hospitalité, et ils se séparèrent amis.

C'est à travers tant de dangers que cet homme pénétrait dans l'église et montait en chaire. Alors il s'oublie complétement ; il s'adresse toujours à la patrie idéale qu'il a devant les yeux ; il est pour son public, comme il le dit lui-même, une colonne de bronze, une muraille de fer à l'épreuve des attaques de ses ennemis. Enfin, il est supérieur à tous les orateurs ecclésiastiques par ce don particulier du ciel, par l'esprit prophétique.

Skarga a réalisé l'idéal d'un orateur sacré et d'un prêtre patriote. Ce qui domine en lui, c'est l'amour de la patrie, et il y puise une grande force.

Cette idée, nous la voyons déjà poindre dans les temps mythiques de la Pologne, chez les plus anciens annalistes, dans les ouvrages de Vincent Kadlubek, disant : « L'amour de la patrie est fort comme la mort » ; nous la voyons dans les récits fabuleux de l'auteur de la vie de saint Stanislas, quand il y parle de cette couronne ôtée mystérieusement à la Pologne, et qui doit lui être rendue un jour. Chez un vieux chroniqueur du XIe siècle, connu sous le nom de Gallus, nous retrouvons souvent aussi le mot de *patrie ;* et par là il n'entend pas uniquement la

terre polonaise, mais les tendances de la nation, toutes ses libertés et toute sa gloire. Dlugosz poursuivit la même pensée : Skarga l'explique et la développe.

Il aime sa patrie, non parce qu'il y est né, mais parce que la patrie est une institution divine : c'est Dieu qui crée les nations, qui leur assigne une mission et leur impose certains devoirs. Or, les nations apparaissent à Skarga comme des êtres organiques. Il dit que les nations sont nées de l'amour divin, et qu'elles sont dirigées par la sagesse; mais que cette sagesse est de différentes sortes. Il y a une sagesse *diabolique* qui invente les moyens de destruction et qui préside aux destinées de certaines nations maudites; il y a une sagesse *terrestre*, habile à assurer les avantages de la vie matérielle; il y a enfin une sagesse *divine* ou céleste. Pour acquérir cette sagesse divine, il faut saisir les secrets de la Providence, ce qui n'est donné qu'à la sainteté; les hommes saints pénètrent les mystères, découvrent le chemin vers lequel la nation doit se diriger, et leur devoir est de la pousser dans cette voie.

Telles sont les idées de Skarga. Dans l'histoire, il ne découvre que deux peuples qui répondent à la haute idée de la patrie : le peuple-Élu, c'est-à-dire le peuple hébreu, et le peuple polonais. Il voit la preuve de cette mission divine dans la bénédiction spéciale qui donna à la Pologne une longue série de rois, parmi lesquels il n'y eut pas un seul tyran, et qui permit que Boleslas le Hardi, le seul d'entre eux qui fut coupable, qui commit un meurtre, pût faire pénitence avant de mourir. Il voit une nouvelle preuve de cette mission dans la position de

la Pologne, qui est le dernier Etat chrétien et civilisateur dans le Nord. Enfin la liberté dont jouit la Pologne est encore à ses yeux une preuve de la pensée divine dans laquelle cet Etat a été conçu, parce que sa constitution est la même que celle sur laquelle est basé l'organisme humain. L'âme n'a pas sur le corps, dit Skarga, un pouvoir despotique, mais un pouvoir constitutionnel; l'âme remplit dans le corps les fonctions d'un roi de Pologne, gouvernant la république. C'est pourquoi il appelle cette liberté la liberté d'or. L'or, suivant les idées du moyen âge, signifiait souvent, comme on le sait, la perfection, l'excellence; suivant les idées des alchimistes, c'était la lumière concentrée; les adeptes des sciences occultes cherchaient cet or, qui devait donner la vie et la santé éternelles. C'est dans ce sens que la bulle qui constitue l'empire germanique était appelée la *Bulle d'or*. La liberté d'or, expression populaire chez les Polonais, était donc, pour Skarga, la liberté par excellence, celle qui donnait, qui assurait aux individus le pouvoir de se développer complétement et qui les rendait responsables de leurs actions.

Or, Skarga aime et défend la Pologne comme une nouvelle Jérusalem, sur laquelle Dieu a fondé de grandes espérances. Mais la Pologne, telle qu'il la représente, n'existe que dans son idée; il la sépare même des individus. Si les individus trahissent cette patrie constituée par la Providence, les individus sont infidèles à leur devoir. La génération à laquelle Skarga adressait ses paroles, il la regardait comme coupable, comme engagée dans une voie déplorable, qui devait amener de grands

désastres. Aussi tantôt il bénit, lorsqu'il parle de la patrie divine réalisée sur la terre par les vertus des ancêtres et des patrons de la Pologne ; tantôt il maudit, lorsqu'il regarde les crimes et les abus de la génération présente.

Voici l'exorde d'un de ses sermons. Il y a dans Skarga des exordes d'une plus haute éloquence ; mais je choisis celui-ci parce qu'il y parle de l'amour de la patrie.

Il s'adresse aux membres du sénat et de la diète :

« Dépositaires du pouvoir, gardiens des libertés publiques, n'oubliez pas que vous êtes ici en présence de Dieu, accompagnés et entourés mystérieusement des âmes des nations que vous représentez : les peuples de la Lithuanie, de la Ruthénie, de la Samogitie, de la Prusse, de la Livonie, vous contemplent et vous adjurent par ma bouche ; notre salut est entre vos mains, sauvez-nous de la discorde intérieure et de l'invasion étrangère. Cette diète est notre mère nourricière, nous sommes affamés, nous avons soif ; c'est à vous de nous nourrir de la justice et de la miséricorde. Dans cette diète réside la raison nationale ; nous avons besoin de vos lumières ; vous êtes nos chefs, nos pères ; nous sommes vos soldats, vos enfants. Elevés en honneur et en dignité, vous êtes ces montagnes du prophète, auxquelles le Seigneur ordonnait de recevoir du ciel la rosée de la paix et de laisser pleuvoir sur les plaines la pluie de la justice. Ayez pitié de nous, que Dieu vous inspire l'amour de la patrie ! un amour aussi large et aussi vaste que cette patrie que vous gouvernez. Aimons, ô mes frères, cette patrie, cette Jérusalem ; disons avec le prophète : « Si je t'oublie, ô ma patrie, que j'oublie l'usage de ma droite ;

que ma langue desséchée reste collée à mon palais, si je t'oublie, ô ma patrie, et si je ne te mets au-dessus de toutes mes joies ! »

Ceux auxquels il parlait l'interrompaient souvent par des murmures. Les sénateurs, protestants pour la plupart, se tenaient debout devant l'autel, redressaient et balançaient la tête pour mieux faire briller l'aigrette de diamants fixée à leurs bonnets, et cela au moment où le prêtre élevait l'hostie. Le roi seul se mettait à genoux. Aussi quelles dures vérités il dit à ces hommes fiers, entourés de gens d'armes dont les bataillons campaient devant l'église : « En vous observant tous ici, je reconnais vos mœurs, vos habitudes ; je vois le mal national dans toute son étendue. »

Il signale ce mal qui réside dans l'ambition des partis, dans l'abaissement de l'autorité royale, dans l'oppression du peuple. L'avenir lui apparaît comme un fait décrit dans une histoire dont il parcourt les pages.

Voici ce qu'il dit de la discorde intérieure, dans le moment où les Polonais remportaient de grandes victoires sur les Suédois, sur les Moskowites et sur les Tartares :

« L'ennemi étranger, qui épie l'occasion de vous écraser, s'avancera vers vous, et, en vous saisissant par votre côté faible, il s'écriera : — « *Maintenant que leurs cœurs ne sont plus d'accord, ils sont perdus.* »

« Sur les traces de nos dissensions viendra le despotisme étranger qui engloutira toutes vos libertés ; ces libertés dont vous êtes si fiers deviendront la fable de la postérité et la risée du monde : car vos enfants, avec leurs familles, expireront dans la misère entre les

mains de l'ennemi qui les haïra. Les vastes territoires, les Etats jadis indépendants, mariés à la Pologne, incarnés dans votre Etat, qui vous rendent si puissants et si redoutables, se détacheront du corps de cette nation, vos discordes ayant brisé les liens mystérieux qui les réunissaient.

« Votre patrie, jadis mère de tant de nations, pleurera son long veuvage, méprisée et honnie par vos ennemis.

« Votre langue, la seule parmi les langues slaves qui ait été adoptée par la liberté, vous la verrez détruite, et votre race, vous la verrez dégénérer, et les restes de cette race s'en iront dispersés par le monde, et vous serez condamnés à subir une métamorphose horrible, à prendre les mœurs et les habitudes d'un peuple qui vous hait et qui vous méprise !

« Vous n'aurez plus de roi de votre nation, vous n'aurez plus le droit de vous en choisir un ! vous n'aurez plus de royaume, vous n'aurez plus de patrie ! Exilés, pauvres, misérables, vagabonds, on vous repoussera du sein de ces royaumes qui recherchent maintenant votre alliance. »

Puis Skarga, en citant le prophète Ozée, dit :

« *Dieu même, après deux jours, vous rendra la vie, et le troisième jour tout sera ressuscité.* »

C'est la seule consolation qu'il donne à ses auditeurs.

Comme autrefois les rois Jagellons occupèrent le trône de Bohême et de Hongrie, et parurent les représentants de toute la race slave, de même maintenant les seigneurs polonais, co-régents de leurs rois, semblaient

appelés à continuer la mission royale et vouloir rétablir matériellement l'unité slave.

Les hetmans, c'est-à-dire les chefs d'armée, convoquent la petite noblesse ; ils entreprennent des expéditions, concluent des traités; ils agissent en vrais rois sans en avoir pris le titre.

Ainsi, le général de l'armée de Livonie, Chodkiéwicz, avec l'aide de ses parents et de ses voisins, combat toutes les forces des Suédois, et conserve cette province à la Pologne.

Un autre général, Zamoyski le Grand, payant sur sa cassette une petite troupe de gentilshommes, repousse les Turcs et contient les Tartares. Il remporte des victoires sur les princes de Valachie et de Moldavie, et établit, pour la dernière fois, un woïéwode de Moldavie, tributaire de la Pologne.

Un seigneur, Jazlowiecki, palatin de la Russie-Rouge, conçoit le dessein de conquérir la Crimée, de chasser de cette forte position le khan des Tartares, si dangereux pour la république, et de former un palatinat de la Crimée. Ce seigneur mourut au moment où il allait se mettre à la tête de son armée pour réaliser ce grand projet.

Enfin Mniszek, palatin de Sandomir, organisait une petite troupe de ses parents, de ses amis, de ses voisins et de soldats qu'il payait, pour renverser la monarchie de Godounoff, et couronner sa fille Maryna comme tzarine de Moskou.

Tous ces seigneurs réunissaient des armées avec une extrême facilité : la république de Pologne paraissait inépuisable; à leur appel, les nobles accouraient de tous

côtés; cette cavalerie, qui conservait encore le titre d'invincible, savait disperser les grandes armées des Moskowites et briser les bataillons réguliers des Suédois. Les Turcs eux-mêmes ne pouvaient lui résister.

Les rois de France et d'Angleterre, les plus riches de la chrétienté, n'étaient pas en état de former et d'entretenir des armées semblables : c'est que tous les hommes riches de Pologne s'équipaient à leurs propres frais; et l'on pouvait dire que la cavalerie polonaise représentait alors tous les capitaux de la nation.

Les nobles paraissaient être entraînés vers de continuelles expéditions, vers des conquêtes et des fondations d'Etats. Cependant ce mouvement était contraire à l'idée nationale. Ces hommes entreprenants servaient une même république : or, la masse de la nation se refusait à appuyer toute expédition tentée dans des vues d'intérêts particuliers. Les seigneurs, qui, pour la défense de la république, pouvaient rassembler autour de leurs étendards des escadrons de nobles, étaient délaissés dès qu'on s'apercevait de leurs projets ambitieux.

Ajoutons que souvent la jalousie entravait leurs opérations les mieux combinées et décourageait même les chefs les plus désintéressés. Ainsi il y eut un moment où le général Chodkiéwicz, ce célèbre vainqueur des Suédois, abandonné par ses troupes et ne pouvant tirer aucun secours de la république, pensa faire sauter toutes les places fortes de la Livonie et s'ensevelir sous les ruines du château qu'il occupait. De même Zamoyski, entouré de Turcs, de Tartares et de Valaques, voyait pourtant que son plus grand danger était moins dans sa situation

vis à vis de l'ennemi que dans la mobilité des opinions de la diète et des seigneurs rivaux de sa gloire.

On employait la calomnie pour détruire ces réputations militaires : on accusait Chodkiéwicz de vouloir conserver son gouvernement dans la Livonie, et on reprochait à Zamoyski d'inventer sans cesse de nouvelles guerres pour faire briller ses talents militaires.

Ces seigneurs connurent alors et les délices et les tourments de la royauté ; faisant eux-mêmes opposition au roi, ils usaient leur vie à combattre l'opposition qu'ils rencontraient de toutes parts, dans la diète, dans la nation et jusque dans l'armée. La position qu'ils avaient faite à la royauté, ils la retrouvaient autour d'eux, dans le gouvernement des provinces et dans l'exercice des commandements dont ils étaient chargés.

Ainsi le ressort national s'affaiblit et de grands maux vont accabler la Pologne.

La république a trouvé dans son sein deux ennemis redoutables : les Kozaks et les princes de Brandebourg.

La Pologne n'avait plus d'apôtres : elle ne pouvait plus espérer de convertir les Kozaks, d'absorber l'élément religieux grec de ces populations. Les jésuites ne pouvaient remplir une semblable mission, leur institut allait en dégénérant. Habitués à combattre dans les cours l'aristocratie calviniste et luthérienne, à lutter diplomatiquement contre les sectaires, ils adoptèrent une certaine hypocrisie innocente, mais très-dangereuse : ils s'étudiaient à cacher sous un dehors de politesse et d'élégance la simplicité de leur vie privée et l'austérité réelle

de leurs mœurs. Ils arrivaient au milieu d'une population de pâtres et de guerriers, avec leur ton fin et délié, tandis que dans les prédications publiques, ils affectaient, suivant la coutume du temps, un style pompeux, boursoufflé et rempli de figures de rhétorique. Les moines, qui auraient pu exercer sur ce peuple une meilleure influence, étaient tombés au-dessous des jésuites ; ils n'avaient pas même leurs vertus monastiques. Religieusement comme politiquement, les Kozaks étaient donc pour la Pologne des ennemis difficiles à réconcilier.

Ladislas IV, fils de Sigismond III, joignait aussi le titre de roi de Suède à ceux de roi de Pologne, de grand-duc de Lithuanie et de Prusse, etc. ; il y ajouta celui de grand-duc de Moskou. Il soutint avec succès la guerre contre les Russes, les Turcs, les Suédois, les Tartares. Mais les Kozaks commencent à se révolter. Ladislas, élu roi en 1632, meurt en 1648.

Le règne de Jean II Casimir (fils et deuxième successeur de Sigismond III) s'use dans des luttes civiles, qui deviennent des guerres de nationalités. Des combats réguliers avec les Kozaks ensanglantèrent l'Ukraine. Cela dura des années. Enfin le roi marcha avec toute la noblesse et livra la bataille de Beresteczko (28 juin 1651), dans laquelle les cavaliers de l'Europe se mesurèrent pour la dernière fois avec ceux de l'Asie, Kozaks et Tartares. 300,000 cavaliers combattirent pendant trois jours : les Polonais remportèrent une victoire complète ; la masse des Kozaks se soumit ; mais les chefs, entraînés par leurs intérêts égoïstes, réclamèrent l'assistance de la Russie et de la Turquie. Les armées russes envahi-

rent la Pologne du côté de la Lithuanie, prirent les forteresses de Polotsk, de Smolensk, et finirent même par s'établir dans la capitale de la Lithuanie.

Le roi de Suède, Charles X Gustave, prince de Deux-Ponts, voulait aussi sa part de butin. La Suède touchait aux possessions slaves par la Poméranie, par Brémen, par Wismar, que Gustave-Adolphe venait de conquérir. Charles se trouvait à la tête des vétérans de la guerre de Trente-Ans. Il envoie une armée pour occuper la Grande-Pologne, et en même temps il s'empare de Dantzick et débarque à Stettin avec l'armée de réserve. Il appelle à son secours, du fond de la Transylvanie, un prince slave, Georges Rakoczy, qui envahit la Podolie avec 20,000 hommes, et s'empara de Cracovie. L'armée de Lithuanie, cernée de toutes parts, se soumit et proclama Charles roi de Pologne. Les mécontents, et il y en avait beaucoup, profitèrent de cette circonstance pour se venger de leur roi. La noblesse de la Grande-Pologne arbora les couleurs de Suède, et Jean-Casimir, abandonné par tout le monde, fut obligé de quitter le territoire national ; il passa la frontière et se cacha en Silésie.

La Pologne n'existait plus sur la carte de l'Europe (1655).

Sur ces entrefaites, un détachement suédois s'avançait dans le diocèse de Cracovie, contre le fortin de Czenstochowa, pour piller les trésors amoncelés depuis des siècles dans ce lieu célèbre où est précieusement conservée une image miraculeuse de la sainte Vierge. On pensait s'emparer de ce château par un coup de main : on ne prévoyait pas que tous les succès de la Suède allaient se

briser contre ce faible écueil, sur lequel était fondé le couvent de Jasna-Gora (Clarus Mons). Les ennemis trouvèrent dans ce couvent un homme, le seul peut-être qui fût capable de s'élever au-dessus de toutes les considérations militaires et politiques du temps, et de rester fidèle à la cause de la patrie : c'était l'âme la plus forte et la plus pure de la Pologne ; en frappant sur cet homme, ils firent jaillir la source de l'héroïsme national. Cette lutte, en effet, le porta à une telle hauteur, que toute la Pologne put l'apercevoir et reconnaître en lui l'idéal de la résistance, l'exemple de ce que chacun pouvait faire. Cet appel à toutes les sympathies réunit pour un moment les Polonais dans un seul sentiment : ils devinrent invincibles.

Cet homme était Augustin Kordecki, prieur des moines de Saint-Paul, qui habitaient le couvent de Jasna-Gora. Jamais l'idée polonaise n'apparut aussi complétement personnifiée qu'en lui. Plus d'un héros a reproduit quelques-uns des traits de ce caractère dont il fut le type. La sensibilité de Jean-Casimir, la foi de Sobieski, la simplicité de Kosciuszko, nous rappellent constamment ce prieur. C'est là le caractère slave polonais : la simplicité, la modestie et l'enthousiasme.

Le général Miller arrivait avec 8,000 hommes de bonnes troupes et 20 canons de campagne. Or, il n'y avait dans le fort que 68 moines, 160 soldats et 50 nobles polonais avec leurs familles, c'est-à-dire 400 hommes en état de porter les armes. D'après la loi de la guerre, acceptée à cette époque et partout exécutée, une garnison qui défendait une place sans avoir des chances ra-

tionnelles de résister, était punie avec la dernière rigueur comme coupable d'opiniâtreté : la garnison était passée au fil de l'épée et l'on pendait le commandant. Les Suédois faisaient la guerre très-cruellement et détestaient particulièrement les moines catholiques. Ainsi les ermites savaient très-bien ce qui les attendait. De plus, il y avait dans la forteresse une foule de femmes, de vieillards et d'enfants, accourus de tous les côtés pour se mettre à l'abri des violences de l'ennemi.

Des Polonais sont envoyés par les Suédois en parlementaires. L'un d'eux s'adresse en ces termes aux moines réunis dans la salle du conseil :

« Notre Casimir a fui honteusement; toute la république se soumet au roi de Suède ; heureusement pour nous, il paraît vouloir user de sa victoire avec modération. Pourquoi l'irriter par votre résistance? Acceptez plutôt la position telle que la bonté divine vous l'a faite. Auriez-vous donc la présomption de croire que du fond de votre couvent vous appréciez l'état des choses mieux que nos évêques et que nos magnats et que vous pourrez prendre ici des décisions en dépit de celles du sénat et des nonces? C'est une idée singulière de s'imaginer qu'au milieu de cette débâcle universelle vous resterez seuls immobiles sur ce rocher. »

Mais les moines avaient résolu de se défendre. Toutes leurs espérances reposaient sur la petite armée de Czarniecki ; or, ce corps, après avoir quitté Cracovie sur la foi d'un armistice, fut assailli et désarmé par les Suédois. On amena en triomphe des prisonniers pour les montrer aux assiégés, qui perdirent alors tout espoir. La garnison

se révolte et vient proposer au prieur d'accepter une capitulation. Celui-ci assemble de nouveau dans le réfectoire les moines qui forment son conseil de guerre; il trouve le moyen de mettre aux arrêts le commandant; il chasse quelques canonniers, distribue la garnison en pelotons, commandés par quelque moine ou quelque noble, et leur fait de nouveau jurer fidélité.

Au plus fort de la canonnade, une musique retentit au-dessus de leurs têtes comme une hymne de victoire : c'étaient les chantres du couvent qui, montés sur le sommet de la tour, entonnaient le *Boga Rodzico*, cantique de guerre des Polonais en l'honneur de la très-sainte Vierge, mère de Dieu. L'âme des combattants en fut singulièrement réjouie et raffermie.

Mais à l'arrivée de l'artillerie de siége, le moral même des nobles fut affecté; à leur tour, ils voulaient capituler. Le prieur persévéra.

Un assaut fut donné le jour de la nativité de la sainte Vierge : cependant les religieux, enfermés dans l'église, loin d'omettre rien des cérémonies du jour, se décidèrent à y ajouter des supplications et une procession avec le Saint-Sacrement. Au moment où le cortége sortait de l'église pour faire le tour de la place, des fragments de murailles tombèrent au milieu de la cour. Le prieur ayant défendu de courir aux armes avant la fin de l'office, personne ne quitta sa place; mais, la cérémonie étant terminée, alors, pleins de consolation et de force, prêtres et sœurs, hommes et femmes, tous s'élancèrent sur les remparts pour s'y défendre jusqu'à l'extrémité. L'assaut n'eut aucun résultat; mais des nouvelles désolantes arrivaient

de tous côtés. Le prince de Brandebourg, qui avait conclu avec le roi de Pologne un traité offensif et défensif, essayait déjà cette politique qui a valu à la maison de Brandebourg tant d'acquisitions. Il venait d'abandonner le roi Jean-Casimir et de se réunir aux Suédois en stipulant pour lui la possession de quelques provinces de la Grande-Pologne. La dernière épreuve attendait encore le prieur Kordecki. Les moines eux-mêmes, surtout ceux qui, plus jeunes, n'avaient pas assez de foi et de persévérance, trouvaient la défense impossible.

Un parlementaire arriva pour sommer une dernière fois la garnison de se rendre. Il disait : « Nous aussi nous sommes Polonais, nous sommes patriotes comme vous ; nous chérissons comme vous de toute notre âme la république. Et que voulons-nous, sinon en conserver les débris, en acceptant la puissante protection du roi de Suède? Si vous voulez vous sauver, mes pères, il en est grandement temps, car il ne restera de tout ceci qu'une ruine et un tas de cendres. »

Les nobles de la province accoururent aussi pour redemander leurs femmes et leurs enfants réfugiés dans la forteresse, ne voulant pas les exposer aux périls d'une prise d'assaut.

Et pourtant le prieur ne fléchit point.

Il n'y a rien d'humain dans son courage, puisque les soldats et la jeunesse l'abandonnaient, et qu'il ne comptait que sur quelques vieillards ; il a une idée profonde et nette de la nationalité polonaise, qui repose tout entière sur un sentiment moral, celui du devoir. Il reste fidèle à ce sentiment.

Dans le dernier conseil, le plus agité qui fut tenu, il disait aux moines : « Ce qu'il faut considérer avant tout, ce dont il faut nous pénétrer, c'est que la cause de l'Eglise de Pologne et celle de notre bien-aimée patrie reposent dans ce moment sur nous et sur nous seuls. Notre gloire et notre salut dépendent du zèle que nous mettrons à nous défendre. S'il est dans la pensée de Dieu de sauver la Pologne, ce dont il serait criminel de douter, c'est de ce roc de Jasna-Gora (Clermont) qu'il fera jaillir la source de la vie polonaise, car sur toute la surface de la république envahie et spoliée, il ne reste d'intact et de libre que ce roc où la glorieuse Vierge a établi son trône, et qui sera, par conséquent, la capitale de ses gloires. La même force qui guérit les maux invisibles des individus jaillira d'ici comme d'une source de vie et de santé pour tout le pays ; elle rafraîchira et fera revivre les villes et les provinces, ces membres visibles de la république, afin qu'il apparaisse, et en vérité je vous dis qu'il apparaîtra, que la Pologne ne devra son rétablissement qu'à la miséricorde de la reine qui demeure parmi nous ! »

On peut saisir ici la pensée morale qui présidait à cette célèbre défense : c'est d'accomplir son devoir quand même.

La lutte recommence. Enfin, un jour de fête, on apprit que le général Czarniecki faisait quelques tentatives pour chasser les Suédois de la Grande-Pologne ; que le roi passait la frontière, que les soldats, honteux de voir cette petite forteresse se défendre pendant plusieurs mois, quittaient le drapeau des Suédois !

Des troupes s'avançaient au secours de la forteresse, et

le général Miller fut obligé de lever le siége, après avoir éprouvé des pertes considérables (27 décembre 1655).

La prophétie du prieur Kordecki était réalisée. Le roi, en rentrant dans le pays, établit son quartier général à Czenstochowa, dans le couvent des moines de Saint-Paul.

La première réunion du sénat eut lieu au même endroit, et c'est de là qu'est partie la première proclamation, le premier acte de la royauté nationale, qui annonçait au pays le retour du souverain légitime et appelait le peuple aux armes.

Dans ce couvent de Jasna-Gora, le roi voua sa propre personne et la république à la très-sainte Vierge Marie, qui, par sa grâce, avait sauvé le couvent de Jasna-Gora, la ville de Czenstochowa et la Pologne tout entière.

Et maintenant, ce lieu qui était déjà comme une espèce de *casa santa* des Slaves, est doublement un lieu de pèlerinage pour tout Polonais en l'honneur de la sainte Vierge et de la patrie.

On voit, par cette défense de Czenstochowa, comment en Pologne les habitudes militaires elles-mêmes reposaient sur la foi robuste dans l'influence du monde invisible sur le monde visible, c'est-à-dire dans les miracles, et par conséquent quelle influence délétère devait y exercer le protestantisme qui les niait. La croyance dans l'existence des rapports immédiats entre la région supérieure et la terre faisait le fond moral et politique de l'organisation polonaise ; et toutes les fois qu'on voulait en tirer, soit une force de résistance, soit une force d'action, on n'avait qu'à faire appel à cette croyance.

C'est aussi sous le règne de Jean-Casimir que, pour la première fois, un gentilhomme fit entendre en pleine diète (1652) un mot redoutable auquel on s'attendait depuis longtemps, le mot *veto*, qui avait le pouvoir de suspendre les délibérations de la diète et d'arrêter la marche du gouvernement.

Le veto n'avait pas été inventé par les Polonais, mais datait de la plus haute antiquité slave. Ce droit de *veto* était en plein exercice dans toutes les communes slaves, où la propriété, les droits et les devoirs étaient en commun : chacun faisait valoir sa portion de droit commun d'une manière absolue. On remédiait cependant à ce *veto* par la violence, en obligeant l'opposant, à force de coups de bâton, à voter avec la masse de la nation.

Quelle est la signification philosophique de ce *veto?* Comment l'accorder avec l'existence sociale d'un peuple?

D'après les idées polonaises, un individu qui entre comme partie intégrante dans l'association politique n'en conserve pas moins ses droits primitifs; il est toujours libre de sortir de cette société. C'est donc une liberté poussée à sa limite extrême. Dans chaque discussion politique, l'individu peut sacrifier sa liberté personnelle, comme aussi il est libre de la réclamer. Cela suppose donc un sacrifice continuel de la liberté, un sacrifice semblable à celui que la religion exige de la conscience des individus. On n'est pas sujet de la société parce qu'on a été inscrit sur la liste des sujets par ses ancêtres, mais parce qu'on accepte cette société comme la plus juste, la meilleure et la plus belle. L'individu conserve le droit, non-seulement de sortir de cette société, mais de l'arrêter dans sa

marche, s'il voit qu'elle s'égare et ne remplit pas sa mission.

C'est une théorie plus logique que celles qui ont été acceptées par les philosophes comme bases des institutions. Déjà quelques écrivains très-avancés de l'école démocratique se sont aperçus que la majorité ne peut pas faire de lois absolues, qu'il est déraisonnable de supposer que la majorité d'un pays ou d'une association quelconque soit en possession de la science et de la lumière absolues, et que chaque individu doive se soumettre sans appel à ses décisions.

Mais les droits immenses que la constitution polonaise laissait à chaque individu supposaient aussi des devoirs immenses et des vertus extraordinaires : ce qui explique pourquoi les sages de la Pologne, les évêques, les sénateurs, et même l'écrivain Rey, dans son tableau du gentilhomme polonais, regardent toujours les diètes, les diétines, les réunions, les discussions politiques comme des espèces de sacrifices ; qu'ils recommandent à chaque individu d'y préparer sa conscience, chaque député et même chaque gentilhomme exerçant une espèce de sacerdoce. Les hautes vertus étant devenues rares, et le perfectionnement moral s'étant arrêté, l'association devait nécessairement se dissoudre.

Sous l'influence des idées étrangères, on en était arrivé à confondre les pouvoirs d'un nonce polonais avec ceux d'un tribun romain, ce qui falsifiait la théorie nationale du *veto*.

Le premier qui fit usage de ce redoutable droit de *veto* fut un certain Sicinski, nonce de Upita. On raconte sur sa mort des détails singuliers. En rentrant chez lui,

il fut tué d'un coup de foudre; son domaine passa dans d'autres mains; on conserva son cadavre dans une chapelle déserte de son château, et il n'y a pas longtemps qu'on le montrait aux voyageurs comme une curiosité.

Ce qui est également surprenant, c'est que la diète, ayant entendu prononcer le *veto*, se dispersa consternée, saisie d'effroi. On n'osa plus forcer ce malheureux Sicinski à rétracter son *veto*.

Nous ajouterons que la constitution nationale polonaise ressemblait beaucoup à celle de l'Église de Rome. Le conclave, même tel qu'il existe aujourd'hui, modifié par plusieurs ordonnances papales, exige aussi l'unanimité, et elle est toujours supposée si elle n'existe pas réellement. C'est aussi l'unanimité qui consacre, en Angleterre, les décisions du jury. Malheureusement, les Polonais n'ont pas pris de précautions pour pouvoir exercer, sans danger, ce droit terrible. L'Eglise de Rome enferme ses cardinaux, leur diminue les subsistances, les affame, s'ils ne peuvent pas s'accorder; on procède de même en Angleterre avec le jury. Au contraire, les Polonais permettaient à leurs seigneurs de donner des fêtes à la noblesse, toléraient l'ivrognerie et les meurtres publics. Élection devint synonyme de désordre.

Les mêmes causes qui gâtèrent la belle institution de l'élection royale, amenèrent, avec le temps, la dépravation des assemblées délibérantes.

Tout reposait sur le libre arbitre et sur les sacrifices de chaque moment. On ne voulut plus faire ces sacrifices!

Le roi Jean-Casimir ayant abdiqué la couronne (1668),

une nouvelle élection devait avoir lieu. Nous en retrouvons les détails dans les mémoires de Pasek, qui y prit part et la raconte ainsi :

« Le prince archevêque-primat ayant publié des lettres de convocation pour une diète d'élection, toute la Pologne se lève en masse, se prépare et s'arme comme pour une expédition militaire. Tous les palatinats se réunissent, chacun dans son chef-lieu respectif. Chaque corps marche précédé de sa bannière. Après avoir bravement parcouru notre chemin, nous arrivons en vue de Varsovie, l'an 1668, dans les derniers jours de juillet. Tout y est en mouvement ; tous les palatinats, tous les districts, versent de tous côtés sur la capitale des torrents de noblesse. Nous tombons au milieu d'une foule innombrable de gens armés ; chaque seigneur s'avance à la tête d'une troupe plus ou moins considérable ; le prince Boguslas Radziwil amène à lui seul huit mille hommes de bonne mine et de bonne maison.

« Le prince-archevêque, considérant tout ce monde, tient l'oreille basse ; il prévoit la difficulté de diriger cette masse formidable dans le sens de ses intentions ambitieuses. Les palatinats établissent leurs camps, forment leurs cercles, et chacun se prépare au débat qui s'ouvre partout à la fois ; on discute les chances de chaque parti ; on prononce les noms de Condé, de Lorraine, d'un princillon de Neubourg, on n'oublie qu'un seul nom, celui que Dieu a déjà prononcé.

« Vers le soir, le parti du duc de Lorraine gagna du terrain. Puis la séance fut remise au lendemain.

« Le lendemain, les sénateurs et la noblesse s'assem-

blent dans le lieu des comices, les troupes se rangent tout autour pour considérer ce qui va se passer. La diète commence à émettre son opinion; les sénateurs donnent leur vote.

« Tout d'un coup un gentilhomme crie du milieu de la foule : « Messieurs ! quiconque votera pour le prince « de Condé, qu'il sache que je répondrai à son vote par « une balle ! » Un sénateur ayant répliqué avec aigreur, le gentilhomme déchargea tout simplement son pistolet sur lui. Il fallait voir alors le beau feu de file ! Tout devient confusion ; les sénateurs quittent leurs siéges, s'abritent derrière leurs chaises curules ; quelques-uns se cachent dessous ; le primat et les évêques enjambent lestement les balustrades. La noblesse criait de toutes parts : « Nous ne voulons pas de tous vos discours ; nous « ne prononcerons que le nom de celui que Dieu mettra « dans nos cœurs. »

« Enfin les sénateurs réussissent à regagner les uns leurs chevaux, les autres leurs carrosses, et la Seigneurie bat décidément en retraite vers Varsovie. Le lendemain, il n'y eut pas de séance, ni le surlendemain non plus. La Seigneurie se reposa des fatigues de l'avant-veille.

« Le 26 juillet, les palatinats invitent les sénateurs à recommencer la délibération. Quelques-uns s'y refusent, l'archevêque-primat répond aux envoyés de la noblesse : « Nous ne sommes pas en sûreté parmi vous. » Les palatinats menacent de prendre un arrêté pour déclarer traîtres à la patrie ceux qui déserteront la diète. Alors les sénateurs se décident.

« L'assemblée s'approche du lieu des comices ; les sé-

nateurs se mettent en mouvement. Warszycki, notre castellan de Cracovie, est le premier à nous joindre, nous tenons conseil avec lui ; on parle du scandale d'avant-hier; les plus sages le déplorent; mais le castellan, qui est homme de la vieille roche, s'écrie : « Nom chéri de « Dieu! quant à l'aventure d'avant-hier, je ne vous en « blâme pas, je vous en félicite ; voilà ce que j'appelle la « véritable énergie polonaise. Je ne dis pas que je n'ai « pas été tant soit peu affecté du sifflement de vos balles, « j'en ai eu la tête rasée, mais je ne m'en fâche pas. Tant « que je vivrai, on ne verra de diète que de cette façon-« là : toujours à cheval et en armes! Gardons avec soin « nos libertés, autrement on nous les volera. »

Déjà les sénateurs sont à leur place. « Si le prince-primat « ne veut pas prendre part à l'élection, s'écrie un noble, « nous trouverons un autre président; nous ne sommes « pas ici pour nommer le pape, mais le roi; nous pour-« rons nous passer du concours des prêtres. »

« — Cela ne sera pas, dit l'archevêque : si j'ai tardé à « venir, c'est qu'aujourd'hui même j'ai prié Dieu avec « tout le clergé pour qu'il daignât nous éclairer! Je « déclare la diète ouverte. »

« A chaque candidat proposé s'élève un cri de protestation : Je ne veux pas celui-ci! je ne veux pas celui-là! On repousse de même le troisième. On accepterait tout le monde, hormis celui que l'on propose.

« Cependant les palatinats de la Grande-Pologne, sans écouter seulement la discussion, entonnent déjà un *Vive le roi!* On leur crie : Mais quel roi? quel roi voulez-vous

qui vive? On nous répond : Le Lorrain! vive le Lorrain! La Petite-Pologne refuse hautement; on ne veut pas d'un *richard* : le pays saura enrichir son roi; on ne veut pas d'un prince étranger qui sacrifierait la Pologne à ses alliances de familles : il nous faut un homme énergique, courageux; nous voulons un roi patriote. Oh! si Etienne Czarniecki vivait, nous voterions pour lui; mais il est mort : votons donc pour son compagnon d'armes, le lieutenant Polanowski.

« Je cours vers le palatinat de Sandomir, qui criait : « Nous avons un roi Piast! Voici le prince Michel Wis- « niowiecki, dont le père s'est ruiné pour le service de « la république, pourquoi ne serait-il pas notre roi? « N'est-il pas de la race des princes de Lithuanie? » On découvre enfin ce pauvre prince Michel, qui se tenait à l'écart et se faisait tout petit.

« Cependant il paraissait déjà, d'après la masse des cris qui s'élevaient et se balançaient, que les palatinats de la Grande-Pologne penchaient vers un roi étranger, ceux de la Petite-Pologne en faveur de Polanowski, et ceux de Sandomir en faveur de leur Michel. Enfin une voix couvrit toutes les autres, c'était celle du palatinat de Sandomir, qui criait tout entier comme un seul homme : « Vive le roi Michel! » La Seigneurie répond : « Quelle folie! » mais notre castellan me dit : « Tout ce « que je sais, c'est que Dieu m'a mis dans le cœur : Vive le « roi Michel! »

« La majorité allait toujours croissant de minute en minute. Avant minuit, le roi valait plus d'un million. On lui envoyait des cadeaux de toutes les façons : de l'ar-

gent, des carrosses, de la vaisselle. Il n'y a que Dieu qui peut toucher ainsi le cœur de tout le monde.

« On lui donnait ce qu'on avait de plus précieux; les simples gentilshommes lui offraient leurs chevaux, leurs harnais et jusqu'à leurs armes.

« Sur ces entrefaites, on se dispersa et chacun revint chez soi. »

Le roi Michel devint le bien-aimé de la petite noblesse, et il était dangereux de passer pour son ennemi. Le grand-prévôt faillit périr misérablement pour avoir avancé sur le roi un mot inconsidéré dans la diète confédérée. Cette diète diffère essentiellement d'une diète d'élection. Les nonces y décidaient à la majorité des voix, mais les confédérés accompagnaient leurs députés pour surveiller la discussion. Nous citerons encore quelques lignes de Pasek :

« On mit de suite à l'ordre du jour des propositions de la plus haute importance. Il s'agissait d'abord de trouver des ressources pour continuer la guerre contre les Turcs, et ensuite d'aviser aux moyens d'assurer au roi ses droits et priviléges. Après une courte discussion, on tomba d'accord sur la nécessité de raffermir la puissance royale; on proposa de faire au roi une garde de 15,000 hommes, chargée de la défense de sa personne. Cette proposition passa à l'unanimité. On proposa ensuite de convoquer le ban et l'arrière-ban. Accordé à l'unanimité.

« On passe ensuite au chapitre du budget, ce qui est très-ardu. On jugea trop long d'établir un impôt et de le percevoir; on trouva un expédient plus commode et plus prompt. On proposa un emprunt volontaire, remboursa-

ble sur les fonds de la république. Tout le monde accourut souscrire, les uns pour 10,000 florins, les autres 15,000, 20,000 et 100,000. Tous ceux qui avaient du numéraire l'apportaient ou l'envoyaient chercher dans leurs châteaux; tout s'arrangea en un clin d'œil. Les trésoriers n'avaient d'autre besogne que celle de signer, d'enregistrer, d'encaisser. »

Tel est le tableau fidèle d'une diète. Or, c'est aujourd'hui pour les étrangers un sujet d'étonnement, qu'un pays ait ainsi été gouverné par une assemblée composée de 50, 60 et 100,000 hommes, et que cette assemblée ait été chargée non-seulement d'élire le roi, mais de discuter les plus hautes questions politiques et économiques.

Nous savons tout ce qu'on a dit sur le mode vicieux de l'élection royale; mais pourquoi la nation a-t-elle toujours persisté à vouloir le conserver? Il était cependant si simple de remédier aux inconvénients que tout le monde connaissait: les Polonais n'excluaient pas du trône les fils de leur roi, ni ses parents; il suffisait donc de placer sur le trône un prince entouré d'une famille nombreuse.

En effet, le roi Jean-Casimir, dans des vues très-désintéressées, pour sauver la république, abdiqua sa couronne, afin de faciliter l'élection du prince de Condé; le roi était secondé par des politiques très-habiles, par des hommes très-influents, et cependant tous ces efforts échouèrent comme étant contraires à l'idée que la nation se faisait d'une élection. D'après la tradition chrétienne, d'après l'idée polonaise, idée commune à tous les peuples du moyen âge, une élection était une opération tout

autre que celle que l'on conçoit maintenant, et qui a été formulée par J.-J. Rousseau, Bentham et les publicistes modernes. Une élection, d'après l'idée de l'Eglise et de la nation polonaise, était un acte religieux; elle était regardée comme le résultat d'une influence immédiate de la Divinité, en un mot, comme un miracle. On devait donc éviter toute mesure prise d'avance qui pût influencer l'élection, contrarier l'*œuvre du Saint-Esprit*. L'invocation du Saint-Esprit, que l'on conserve encore, n'était pas alors une vaine forme comme elle l'est aujourd'hui.

Dans les lettres de convocation, l'archevêque-primat et le roi qui vient d'abdiquer se gardent bien de proposer leur candidat; ils font toujours appel aux sentiments de la nation, ils disent toujours : Vous proclamerez celui que Dieu mettra dans votre cœur. Nous voyons par tous les mémoires du temps que c'était là une idée nationale incarnée dans la petite noblesse. Comment donc, après avoir adressé au peuple de telles lettres, le roi et l'archevêque osaient-ils se présenter devant la nation avec un candidat tout fait, qu'ils étaient décidés à soutenir sans souci du Saint-Esprit, en dépit de l'intérêt national? Tous les moyens rationnels que l'on tenta rencontrèrent de suite une violente opposition.

On cherchait à appuyer le pouvoir royal sur des moyens, sur des doctrines rationnelles; on voulait, par exemple, former des partis, acheter des votes, choses logiques dans un gouvernement rationnel, parce qu'une élection moderne est considérée comme une combinaison de passions et d'intérêts qui se groupent un moment autour d'un nom. On voulait grouper ainsi des intérêts et

des passions autour d'un prince étranger ou d'un prince national. Mais comment y réussir? Etait-ce en inculquant dans l'esprit de la nation l'idée du danger des élections? Mais pouvait-on effrayer un homme comme ce sénateur castellan de Cracovie dont nous avons parlé, qui se plaisait à entendre les balles siffler autour de sa tête, et qui voulait par-dessus tout qu'on assistât à une diète, à cheval et en armes? Comment acheter les votes de cette petite noblesse qui donnait ses chevaux et ses armes à un roi qu'elle n'avait jamais vu et qu'elle ne devait pas revoir? Il n'y avait donc aucun élément d'intérêt égoïste dont on pût se servir, aucun de ces éléments rationnels qui guidaient l'Europe.

Mais comme l'Europe continuait à vouloir établir des gouvernements purement rationnels, le roi, l'archevêque, les diplomates cherchaient à organiser la république d'après les idées du XVI[e] et du XVII[e] siècle, tandis que la nation persistait à vouloir développer sa vie politique d'après son système traditionnel. Il y eut une séparation entre la masse de la nation et tout ce qui était civilisé, tout ce qui était diplomate, tout ce qui était politique.

Une époque de crise approche. Déjà les victoires remportées sous les règnes de Jean II Casimir et de Jean III Sobieski n'inspirent plus la masse de la nation. Elles apparaissent comme un reflet de la gloire passée plutôt que comme un présage d'avenir.

La nation avait la mission reconnue de combattre la barbarie et le schisme. Aussi nous la voyons, sous les Jagellons, pressentir, dès le premier instant, les dangers

dont l'invasion des Turcs menaçait la chrétienté, et se jeter sur ces barbares. Les Polonais y étaient poussés par cet instinct moral qui fait sur-le-champ deviner à un peuple les ennemis de ses idées religieuses et sociales et qui est un guide infaillible, lorsqu'il se sert de l'intelligence comme de son instrument. Cet instinct moral s'étant affaibli en Pologne, à la suite des différences religieuses semées par la Réforme, les Polonais se laissèrent guider plutôt par la tradition des dangers passés que par la conscience des dangers présents. Dès lors, nous voyons les rois et les seigneurs de Pologne tenir constamment un œil inquiet sur la Turquie refoulée et abattue, tandis qu'il ne leur était donné ni de comprendre nettement la nature, ni de prévoir l'avenir de deux puissances nouvelles basées sur le schisme et le protestantisme, qui s'élevaient près de la frontière nationale, à Moskou et dans le Brandebourg.

Il ne faudrait pas s'imaginer que la Pologne manquât d'hommes d'Etat. Jean-Casimir, Lubomirski, Sobieski, auraient brillé dans quelque cabinet que ce fût. Mais ayant perdu l'instinct national, imbus de notions étrangères, ils devinrent étrangers à leur pays.

La Pologne, affaiblie par les malheurs du règne de Jean-Casimir et ayant fait le dernier effort sous Jean Sobieski, qui, dix ans après sa victoire de Choczim, délivrait Vienne assiégée par les Turcs (12 septembre 1683), s'affaisse dans l'apathie.

La décadence de l'ancienne Pologne date du milieu du XVIIe siècle ; mais elle n'était pas seule atteinte de ce mal qui la faisait mourir. Comme partie de l'Europe, la répu-

blique de Pologne partageait le sort des Etats avec lesquels elle était liée par sa politique et par sa foi.

Après la grande guerre entre le catholicisme et le protestantisme, le corps de l'Eglise se trouva divisé en deux : suivant l'expression d'un profond philosophe allemand, François Baader, une partie *se pétrifiait* et l'autre *se putréfiait*. On a remarqué plus d'une fois qu'après les grandes commotions populaires, les intelligences s'effraient, et qu'une certaine atonie morale engourdit les peuples; alors les partis, fatigués par la lutte, en appellent à l'autorité des lois, se retranchent derrière la légalité.

A cette époque, les catholiques et les protestants en appelèrent aussi à la légalité, à cette légalité qui ne dit et n'explique rien. On commence alors, dans les pays catholiques et à Rome même, à tolérer l'incrédulité, à condition que les incrédules n'attaqueront pas l'existence légale de l'Eglise, c'est-à-dire les formes extérieures; mais on soupçonne et l'on persécute les penseurs croyants, par la crainte de les voir tomber dans l'hérésie.

Les jésuites, qui dirigeaient alors la Pologne, suivirent la politique légale : après avoir bloqué pendant longtemps le protestantisme, ils réussirent à le faire périr d'inanition. Mais ils ne tirèrent pas un grand parti de ce succès, ils ne se sentirent pas animés de cette joie et de cette force que donne une victoire, et que ressentirent les anciens docteurs de l'Eglise après avoir triomphé des hérétiques.

Ainsi une crainte de raisonner, de toucher aux mystères de la religion s'empare de toutes les intelligences

de la république. Et d'autre part s'affaiblit l'influence de Paris et de la France, désormais séparés de la Pologne par des pays protestants.

Les conséquences politiques qui en ont résulté ont été funestes pour la Pologne. Le traité de Westphalie (1648) change la position des Etats européens, et la marche historique des nations : d'autres idées, d'autres intérêts tendent à prévaloir. Les princes qui avaient pris les armes, les uns pour défendre l'Eglise catholique, les autres pour assurer une existence légale au protestantisme, s'entendirent à la fin pour tromper les deux partis et exploiter à leur profit les passions des catholiques et des protestants.

Quelle part la Pologne pouvait-elle prendre à ces combinaisons ? On a reproché au roi d'avoir refusé d'être médiateur entre les puissances contractantes. Mais la direction nouvelle de la politique européenne était en sens inverse de la direction historique de la Pologne. Les descendants des Jagellons auraient dû d'abord renier l'esprit constitutif de leur autorité et les traditions de leur famille, avant de se mêler d'un pareil tripotage d'égoïsmes. On proposait au roi, de la part de Richelieu, de spolier le margrave de Brandebourg, et même d'arracher la Silésie à l'Autriche ; mais ce projet de conspirer contre un prince que la Pologne avait reconnu, et de dépouiller une puissance avec laquelle elle était en paix, renversait toutes les idées fondamentales de la république. La conspiration n'allait pas à ce gouvernement, qui agissait toujours ouvertement, et la trahison répugnait aux sentiments de la royauté et de la nation polonaise.

L'empire germanique était resté jusqu'alors ami et allié fidèle de la Pologne. Les empereurs de la maison de Luxembourg, qui, pendant quelque temps, intriguèrent contre la Pologne, suivaient leurs projets particuliers d'après l'inspiration de leurs intérêts de famille; mais cette hostilité n'avait rien de commun avec les intérêts de l'empire germanique. Maintenant l'Autriche, qui portait le titre d'empire apostolique, mais sans avoir aucune prétention à l'apostolat, prévoyait le moment où elle serait rejetée vers ses pays héréditaires. En devenant une puissance purement territoriale, elle était amenée à penser avant tout à ses avantages dynastiques; elle allait être ennemie de la Pologne.

Ainsi la Pologne restait seule et sans alliés au milieu de l'Europe.

La politique qui s'établit est basée sur l'égoïsme : on cherchera ses *limites naturelles* et l'on n'agira plus qu'au nom des intérêts matériels représentés par l'intérêt territorial; l'étendue, l'importance d'un territoire sont élevées au-dessus des principes moraux qui constituent et qui régissent les peuples.

D'après ce que nous avons dit des Polonais et des idées qu'ils avaient de leur patrie, il est clair qu'ils ne pouvaient se rattacher à cette politique. Le pape, pour la première fois, se retire de la communauté diplomatique, et la Pologne reste étrangère à tous ces arrangements.

Au profit de qui devait donc tourner le traité? Il fut conclu dans les intérêts d'une puissance dont l'Europe soupçonnait à peine l'existence. L'histoire prouve que la Moskowie, transformée bientôt en empire russe, recueil-

lit l'héritage laissé par l'ancienne politique qui s'éteignit au traité de Westphalie.

Cela paraîtra sans doute bien extraordinaire : rien pourtant de plus naturel. Les partis les plus puissants et les plus habiles tombent presque toujours sous la domination des individus qui représentent le plus exactement leurs principes. De même, dans les combinaisons diplomatiques, les Etats dont les principes correspondent le mieux à ces combinaisons en profitent les premiers, et deviennent forcément prépondérants.

Après le traité de Westphalie, il s'opère dans les opinions et dans les intelligences du public européen un changement complet. Tous les regards se tournent nécessairement vers Moskou, parce que ce traité énonce timidement les principes que réalisait déjà pleinement le cabinet moskowite. Le dédain des individualités, le mépris de toute justice, la force matérielle invoquée comme juge souverain dans toutes les questions : tout cela c'était le fond de la politique du duché de Moskou. L'idée mongole, l'idée destructive surpassait de beaucoup, par le développement qu'elle y avait pris, toutes les velléités de matérialisme que les diplomates du traité de Westphalie mettaient en avant, de sorte que le cabinet moskowite se trouvait, par le fait même de ce traité, accepté comme représentant de la politique moderne de l'Europe et fatalement appelé tout à la fois par l'opinion des philosophes et les intrigues des diplomates.

La Pologne commence à être oubliée. Jusqu'alors, dans tous les traités, fondés encore sur les traditions du moyen âge, un des articles fondamentaux était la conser-

vation de la puissance polonaise, comme garantissant les intérêts de la chrétienté. Mais dès ce moment, la Pologne apparaît aux politiques de l'Europe comme quelque chose d'étrange, comme une antique superstition de la loyauté chrétienne.

VARSOVIE CAPITALE. — Quand la Slavie allait jusqu'à l'Elbe et à la Baltique, le foyer central des Polonais fut à Gniezno, dans la Grande-Pologne. Là fut enseveli le martyr saint Adalbert. Et jusqu'à ce jour l'archevêque de Gniezno a gardé le titre de primat.

Quand les Polonais tournèrent les yeux vers les Slaves du Danube, dans le temps qu'un même prince s'asseyait sur les trônes de Hongrie et de Pologne, la capitale des Polonais fut Cracovie, dans la Petite-Pologne. Tous les rois, depuis Ladislas le Bref et Casimir le Grand, y furent couronnés jusqu'à Stanislas-Auguste; et là est leur tombeau.

Quand la Lithuanie fut définitivement réunie à la Pologne, l'axe national changea; le centre d'action se reporta plus bas sur la Vistule, dans la Mazovie, à Varsovie. Siége de la diète générale de la couronne en 1557 et, depuis l'union de 1569, des diètes communes des Polonais et des Lithuaniens, elle le fut du gouvernement à partir de 1596, que Sigismond III s'y transporta avec sa cour. Elle est restée capitale.

Ces trois capitales successives marquent trois phases : religieuse, royale et parlementaire, et correspondent à trois périodes : lutte contre les Allemands, lutte contre les Turcs, lutte contre les Russes. Gniezno, sous certains rapports, est pour les Polonais ce qu'Aix-la-Chapelle fut pour les Français; on a dit que Cracovie était en quelque sorte la Jérusalem des Slaves, et chacun sent un second Paris dans Varsovie.

LA ROYAUTÉ ET LA LIBERTÉ POLONAISE. — Le sénat et l'ordre de la noblesse dressaient les *Pacta conventa* que le roi élu devait jurer. En voici les principaux articles :

« Le roi ne prendra point la qualité d'héritier de Pologne ni ne désignera personne pour successeur; mais au contraire il gardera inviolablement les lois et les constitutions qui ont été faites touchant la liberté d'élire un roi. — Il laissera à la république le droit de battre monnaie. — Sans le consentement de la république, il ne

déclarera la guerre à aucun prince, il ne fera entrer aucune troupe dans le royaume, il ne permettra point qu'il en sorte aucune ni qu'on y fasse des levées de soldats. — Dans son conseil il n'aura point d'étrangers. — Tous ses officiers seront polonais ou lithuaniens, ou des autres provinces dépendantes de la Pologne. — Il ne se mariera que selon qu'il est porté dans les anciennes lois et avec le conseil du sénat. — Il pourvoira dans l'espace de six semaines aux charges qui auront vaqué. — Il ne diminuera point le trésor qui est à Cracovie, mais au contraire il l'augmentera. »

A ces articles on en ajoutait souvent beaucoup d'autres, selon la nécessité du temps auquel l'élection se faisait et selon le candidat élu. C'est à partir du moment où l'on élut des étrangers qu'on imposa des *Pacta* plus développés.

A quelqu'un qui lui disait : « Vous autres Polonais, vous n'avez pas de roi, » — « Si, répliqua le Polonais, nous avons un roi, mais chez vous c'est le roi qui vous a. » — (*Histoire de Pologne*, par Joachim Lelewel, édit. française; Paris, 1844 ; II, p. 346.)

« Sigismond le Vieux répondait aux ambassadeurs, étonnés de voir qu'il marchait sans gardes et se mêlait aux groupes du peuple : qu'il n'y avait pas un homme dans la république sur le sein duquel il ne pût dormir tranquillement. » (*Slaves*, IV, 491.)

DIÈTES ET DIÉTINES. — « Une diète générale en Pologne est une assemblée de la noblesse en un même lieu, pour y délibérer des affaires de la république. C'est le roi qui a droit de la convoquer dans telle ville qu'il lui plaît, excepté celle de son couronnement, qui ne peut se faire qu'à Cracovie.

« Avant de tenir une grande diète, on en tient de petites dans les palatinats. Il faut qu'elles soient publiées trois semaines avant qu'on les puisse tenir, et qu'elles se tiennent six semaines avant la grande diète. Pour cet effet, le roi y envoie ses universaux pour les faire assembler, et marquer le jour de la diète générale. Dans ces universaux, il expose toutes les choses dont on doit parler dans la grande diète. Ces petites diètes ou diétines, auxquelles tous les gentilshommes ont droit d'assister, élisent leurs nonces, c'est-à-dire leurs députés, à qui on donne une instruction contenant tout ce qu'ils doivent accorder ou refuser dans la diète générale. Ces nonces ont été ainsi établis sous le règne de Casimir (Jagellon), lorsque pour trouver les moyens de payer l'armée, il ordonna d'envoyer à la diète des députés de chaque palatinat. Ce

qui a fait que depuis ce temps on n'a pu tenir aucune diète générale sans les nonces de tous les palatinats...

« On commence toujours toutes les diètes générales par l'élection du maréchal des nonces, qui doit être choisi parmi l'une des trois nations : la première fois entre les nonces de la haute Pologne, la seconde entre ceux de la basse, et la troisième entre ceux de Lithuanie... Le maréchal des nonces étant élu, le roi lui donne sa main à baiser, et ensuite à tous les nonces. Après quoi le chancelier propose les points dont on doit délibérer dans la diète.... Après que le chancelier a proposé à la diète, de la part du roi, tous les objets sur lesquels on doit délibérer, le maréchal des nonces vient, de la part de l'ordre de la noblesse, proposer aussi au roi ce qu'elle en désire...

« Pour faire une constitution dans la diète, il faut que les nonces la proposent, et que le roi et le sénat l'approuvent. Et avant qu'elle ait la force d'une loi, il faut qu'elle soit revue par le maréchal des nonces et deux députés, ou bien par trois sénateurs et six nonces. Après qu'elle a été ainsi revue, il faut qu'elle soit lue dans le sénat, en présence du roi, et que les chanceliers demandent à haute voix si le roi, les sénateurs et les nonces veulent qu'on y mette le sceau... Selon les constitutions et les lois de la Pologne, une diète ne doit durer que six semaines. » (*Relation* de Hauteville [pseudonyme de Gaspard de Tende] déjà citée, chap. XV.)

Du gouvernement de Pologne. — « Dans les formes gouvernementales, il y avait en Pologne une variété admirable. La diète libre admettait le *veto;* mais on pouvait réunir selon les circonstances une diète confédérée qui procédait comme le parlement anglais et les chambres françaises, votant au scrutin; et alors la majorité obligeait la minorité. Les chambres pouvaient tantôt s'assembler séparément, comme cela est accepté maintenant en Angleterre et en France, et tantôt, dans des circonstances données, se réunir et ne former qu'une seule chambre ; de sorte que cette forme gouvernementale pouvait devenir, d'après les besoins, un parlement anglais ou une chambre française, une espèce de concile religieux ou une chambre politique, et quelquefois même une dictature... Lorsque le roi mourait, la Pologne était gouvernée par un régime dictatorial ; on nommait des tribunaux temporaires (*kaptur*) avec des attributions extraordinaires, qui jugeaient toutes les causes sommairement, qui pouvaient disposer

de la vie et de la fortune de tous les citoyens; leurs arrêts étaient sans appel. » (*Slaves*, IV, 495-496.)

PRINCIPALES CHARGES ET DIGNITÉS EN POLOGNE. — « Les grands maréchaux de la couronne sont chargés de la haute police des diètes; ils pourvoient à la sûreté publique; ils taxent les denrées, logent les nonces, et sont grands prévôts de l'hôtel. Leur juridiction suit la personne du roi, et s'étend jusqu'à la distance de trois lieues de la résidence. Ils peuvent faire arrêter les criminels dans l'antichambre de Sa Majesté; ils les condamnent à mort, et leurs sentences ne peuvent être cassées que du consentement des trois ordres du royaume. Comme il y a deux grands-maréchaux, l'un de la couronne et l'autre du grand-duché, il a été réglé que le premier doit remplir seul toutes les fonctions du maréchalat tant que le roi séjourne en Pologne, et que le grand-maréchal de Lithuanie le remplace dès que Sa Majesté a passé les frontières de cette province. Les deux maréchaux de la cour sont des vicaires des grands-maréchaux, et ordinairement leurs successeurs éventuels.

« Les grands-généraux de la couronne et du grand-duché de Lithuanie avaient une autorité qui était aussi vaste et plus illimitée que celle de nos anciens connétables de France. Un grand-général, *hetman wielky*, était le chef suprême de la milice de la république; il commandait en chef les troupes de la couronne, tout comme le grand-général de Lithuanie commandait en chef les troupes du grand-duché : ils leur faisaient changer de quartier quand ils voulaient, et les employaient comme ils jugeaient à propos; ils étaient chargés de veiller à la défense des frontières et au maintien de la tranquillité publique; ils jugeaient sans appel toutes les causes militaires, et nommaient à tous les emplois, depuis l'enseigne jusqu'au colonel. L'office de grand-général n'a été dans les anciens temps qu'une commission momentanée. Il fut pour la première fois conféré à vie au fameux Jean Zamoyski en 1581. Le petit-général ou général des camps, *hetman polny*, est, pour ainsi dire, le lieutenant en chef et le successeur présomptif du grand-général. La création de cette charge tombe dans le XVIe siècle, sous le règne du roi Etienne Batory. La république ayant été forcée d'entretenir perpétuellement sur ses frontières un corps de troupes destiné à réprimer les courses des Turcs et des Kozaks, elle commit le commandement de ce cordon à Stanislas Zolkiewski, avec la qualité de petit-général ou de général des camps...

« Les grands-chanceliers de la couronne et de Lithuanie sont, pour ainsi dire, l'organe par lequel le roi fait connaître ses volontés. Ils les déclarent à la diète, dans le sénat, aux audiences des ambassadeurs, et dans toutes les occasions où le roi doit répondre soit à des corps entiers ou à de simples particuliers. Ils reçoivent les mémoires qu'on présente à Sa Majesté; ils expédient les chartres, les lettres-patentes et les brevets de grâce et de justice, et revêtissent les actes de la diète du sceau d'authenticité et de légalité. Les vice-chanceliers sont les vicaires des grands-chanceliers. L'un des deux chanceliers de la couronne doit être tiré du clergé, et l'autre de la noblesse séculière. En Lithuanie, les deux chanceliers sont toujours tirés du corps de la noblesse.

« Les grands-trésoriers sont les surintendants des finances de la république et les gardes du trésor royal. » (Voyez *Etat de la Pologne avec un abrégé de son droit public*. Paris, 1770, p. 97-105.)

« Les *starosties* sont de grands fiefs viagers. L'État avait l'habitude de donner l'administration et l'usufruit de ces terres à quelques chefs renommés, comme une espèce d'indemnité pour les services nationaux et comme moyen de servir l'État. » (*Slaves*, IV, p. 393.) — « Quelques-unes de ces starosties ont un *grod*, c'est-à-dire une espèce de juridiction, qui donne au staroste le pouvoir de décider diverses affaires de la contrée... On compte quatre cent cinquante-deux starosties, tant dans le royaume que dans le grand-duché; outre une quantité prodigieuse de villages détachés, que le roi donne pareillement à vie. » (*Essai politique sur la Pologne*. Varsovie, 1764, p. 21-23.)

Jean Zamoyski. — Né en 1541, dans le château de Skokow, il fut élevé à l'étranger; envoyé dès l'âge de douze ans en France à la cour du dauphin, qui fut François II et époux de Marie Stuart, il fit ses études à l'Université de Paris et les continua à Strasbourg et à Padoue; à vingt-deux ans il publia un écrit *De senatu romano*. De retour en Pologne, il servit Sigismond-Auguste et en reçut une starostie. Après la mort de ce prince, il fit adopter que le roi serait élu dorénavant non plus par la diète, mais par le vote direct de toute la noblesse assemblée, ce qui le rendit très-populaire. Il contribua à écarter des princes indigènes et son influence détermina le choix des trois rois Henri de Valois, Étienne Batory et Sigismond Wasa. Aussi l'a-t-on comparé au grand comte de Warwick, le faiseur de rois en Angleterre.

Il fut membre de cette ambassade fameuse qui vint à Paris porter au duc d'Anjou l'acte et les conditions de son élection, qui obtint de la cour de France l'édit de pacification du 15 juillet 1573, garantissant l'exercice de la religion réformée et qui demanda au roi Charles IX de réviser l'injuste condamnation de Coligny et d'obtenir la délivrance de sa veuve détenue à Turin. (Voy. La Popelinière, *Histoire de France*, 1581, II.)

Le discours latin de Zamoyski au roi élu est fort beau. En lui dépeignant sa nation, il disait (26 août 1573) : « Lorsque l'ennemi fait invasion et qu'il faut défendre les frontières, le roi de Pologne peut, sans aucune dépense, armer plus de cent mille hommes. Que s'il veut lui-même aller quérir la gloire des combats, comme tous les nobles prisent surtout l'espérance d'illustrer leur nom, de transmettre leur mémoire à la postérité et de bien mériter du roi et de la république, il peut, sans qu'il lui en coûte trop d'argent, emmener sous ses étendards une grande armée. Et quels soldats? Non des étrangers, mais des nationaux, et de cette classe qui est la fleur de la république, son ornement et sa gloire; ceux qui resteraient à la maison seraient notés d'infamie et fuis de chacun. Quelqu'un est-il accusé d'un crime capital, il n'a pour garde, pour prison et pour chaîne que la crainte du déshonneur : *Reis rerum capitalium, pro custodiâ, pro carcere, pro vinculis, metus dedecoris est, morsque ipsa levior ignominiâ, ac turpitudine existimatur...* » (*Joan. Sarij. Zamoscij Belsensis et Zamechensis præfecti ac in Galliam legati oratio : quâ Henric. Valesium regem renunciat.* Lutetiæ Parisiorum ex offic. Federici Morelli typogr. reggij. MDLXXIII.)

Sous le roi Étienne, Zamoyski fut nommé grand-chancelier de la couronne, grand-hetman et castellan de Cracovie; c'est-à-dire revêtu des plus hautes dignités civiles et militaires. Niemcewicz a dit de lui qu'il était le Sully d'un autre Henri IV. Zamoyski s'était distingué au siége de Dantzick, 1575, puis dans la guerre contre les Moskowites, tant à la prise de Polotsk qu'à celle de Wielkie-Luki. Le roi, obligé de retourner à Varsovie, lui laissa le commandement; il y déploya une habileté consommée, et conclut une paix glorieuse. Etienne lui accorda alors la main de sa nièce Griselda.

Zamoyski ayant été chargé de repousser l'archiduc Maximilien, compétiteur du nouveau roi Sigismond III, et de l'empêcher de s'emparer de Cracovie, alors capitale et ville du couronnement, marcha contre lui, le vainquit et le fit prisonnier. Il ne lui rendit

la liberté que quand il eut signé sa renonciation au trône de Pologne. Comme l'archiduc, dans sa superbe, refusait de s'asseoir à la table du grand-hetman, celui-ci lui fit un jour dresser pour lui seul, dans le palais de Krasnostaw, une table magnifique, mais entourée d'une chaîne d'or. Zamoyski s'illustra dans les expéditions qu'il dirigea contre les Valaques et les Suédois.

Nous avons déjà vu comment le roi Étienne et le tzar Iwan IV s'écrivaient tout en se combattant. Zamoyski et Charles de Sudermanie firent de même. Nous citerons quelques phrases des lettres de Zamoyski : « Ne juge pas, lui dit-il, de la noblesse polonaise d'après celle des autres pays qui est réduite en esclavage, que tout caprice du maître peut mener à l'échafaud ou jeter dans les chaînes et priver de ses biens, sans que la défense des accusés soit entendue, sans jugement du roi ni des États. S'il y a chez nous aussi des familles nobles dont l'origine remonte à une époque reculée, même jusqu'aux temps du paganisme, pourtant le champ reste ouvert à tous pour faire preuve de talent et de vertu. Nos ancêtres ont fixé des récompenses pour le courage et le mérite, et, pourvu qu'on en soit digne, on peut arriver à la fortune et à la considération. Chacun de nous est seigneur souverain de ses paysans; et il en est plus d'un qui ne le cède pas à des princes étrangers, ni pour le nombre des villes et des villages et l'étendue des domaines, ni pour la fertilité de la terre et la grandeur des revenus, quoique d'ailleurs je ne mesure point l'importance et la valeur suivant l'argent et les biens, mais suivant la vertu et les mérites. Des princes et des rois étrangers se sont souvent unis par les liens du sang avec la noblesse polonaise. » 13 avril 1602. — « Comme gentilhomme polonais, je m'estime d'un sang égal au sang royal; je suis issu d'une maison aussi noble que celle de pas un roi. Je n'ai point cherché les titres princiers, et je les ai refusés quand on me les a offerts. Il me suffit d'être un libre gentilhomme polonais. » 22 août 1602. (Voy. Rainold Heidenstein. *Histoire de Pologne*, édit. polonaise, II, 464-472.)

A la diète de 1605, en présence de Sigismond III, Zamoyski dit : « J'ai perdu la santé dans les fatigues de la guerre et au service de ma chère patrie; la voix me manque et la vieillesse m'accable. Je dirai donc, de cette place, ce que je pense être utile dans les perplexités actuelles pour le bien et la gloire de la Pologne. Toute la grandeur, toute la force des rois de Pologne se fondaient sur l'amour de la nation. En agissant autrement, on est en désaccord

avec nos libertés, que nous aimons avant tout. Mais notre amour pour la liberté ne nous empêche pas d'aimer nos rois. Aussi, nos ancêtres disaient franchement la vérité à leurs souverains, ils les renvoyaient du trône lorsque quelqu'un d'entre eux manquait à son serment, et choisissaient un autre roi à sa place. Nous avons déjà de nombreux griefs contre Votre Majesté, et si elle ne réfléchit pas et ne se corrige, nous ne regretterons point d'imiter nos ancêtres en faisant partir Votre Majesté au-delà de la mer; car Votre Majesté elle-même s'est dépouillée de son pouvoir royal en manquant à son serment. Votre Majesté n'a-t-elle pas articulé elle-même les termes de la loi fondamentale? « En cas que je dusse « contrevenir à quelque condition jurée, la nation est dégagée de « toute fidélité et obéissance. »

« Au nom de Dieu! Sire, je t'en conjure, réfléchis et corrige-toi. La Suède t'engendra, la Pologne te reçut et te nourrit. La Pologne est ta mère, elle te donne le lustre. Chéris-la, aime tes sujets, si tu veux vieillir entre nous, aimé et respecté, si tu veux gagner la bénédiction et la grâce de Dieu, et assurer nos suffrages pour tes descendants. »

Enfin, élevant ses mains, il continua : « Mânes des vertueux Tarnowski, Tenczynski, Ostrorog, qui avez bien mérité de votre patrie, qui contemplez la grandeur divine dans sa gloire éternelle, priez pour le bonheur et les victoires de la Pologne! »

Dès que Zamoyski acheva son discours, le roi Sigismond III, au comble de l'irritation, prenant la parole, s'emporta à la réplique; dans un mouvement de colère, il se leva du trône et saisit son épée. A la vue de son courroux, les murmures éclatent dans toute la Chambre, les sénateurs et les nonces quittent leurs stalles et se dirigent vers le trône, et Zamoyski, au milieu de la foule, haussant la voix, prononça avec toute la dignité d'un vétéran :

« Roi, laisse ton glaive en repos, afin qu'on ne voie pas en toi un César et qu'on ne nous appelle point des Brutus dans la postérité reculée. Nous sommes électeurs des rois, destructeurs des tyrans. Règne, mais ne domine pas. » *Rex! non move gladium, ne te Caium Cæsarem, nos Brutos sera posteritas loquatur. Sumus electores regum, destructores tyrannorum. Regna, sed non impera.* (*Histoire de Pologne*, par Joachim Lelewel, I, p. 156.)

Zamoyski était catholique, mais très-attaché à la liberté de conscience, défenseur des dissidents et ennemi constant de l'Autriche et des jésuites. Homme d'Etat, général, diplomate, grand

écrivain et grand orateur, il mourut à l'âge de soixante-quatre ans le 3 juin 1605. »

Sigismond III. — « Froid, taciturne, ne prenant conseil que de lui-même, Sigismond III ne sut pas s'identifier avec la nation qui l'avait choisi et qui, à son tour, renonçant à le comprendre, ne voulut pas le seconder. » (Comte Arthur Potocki, préface de *Maryna Mniszech*, p. 5.)

Il avait été élu roi en opposition à l'archiduc d'Autriche Maximilien, frère de l'empereur Rodolphe. Ayant épousé une archiduchesse d'Autriche contre l'avis du sénat, ses liaisons avec la cour de Vienne amenèrent ce que l'on a appelé la diète d'inquisition (1592). Devenu veuf, il épousa la sœur de sa première femme (1606).

Quand Sigismond monta sur le trône, la plus grande partie des sénateurs était protestante; quand il mourut, il n'y en avait plus que deux, Sigismond Grudzinski, palatin de Kalisz, et Raphaël Leszczynski, palatin de Belz. (Cellarius, *Descript. polon.*, p. 3; Stan. Kobierzycki, *Hist. Vladislai*, lib. I, p. 4.)

La plupart des historiens lui reprochent la faveur dont la Société de Jésus a joui sous son règne; il y en a même qui vont jusqu'à le comparer à Philippe II; mais il n'y a eu en Pologne ni des massacres comme en France, ni des bûchers comme en Espagne. Dans le développement du protestantisme et du schisme qui, à l'Occident et à l'Orient, désagrégeaient les âmes du centre de la république, le roi Sigismond voyait le démembrement moral de la nation.

Le règne de Sigismond III a duré quarante-cinq ans, de 1587 à 1632. L'histoire en a été écrite par Niemcewicz.

Les Uniates. — L'union des deux Eglises d'Orient et d'Occident décrétée au concile de Florence, 6 juillet 1439, et revêtue de la signature du pape et de l'empereur Jean Paléologue et de l'adhésion du patriarche, n'avait pourtant pu se réaliser. Le grand-duc de Moskowie la repoussa à l'instant, et les Turcs ne tardèrent pas à entrer dans Constantinople. Mais en Pologne, où les chrétiens du rite grec étaient nombreux dans les palatinats du midi, on y adhéra généralement. Les Eglises grecques de Lithuanie n'y accédèrent point; mais celles de la principauté de Halicz reconnurent l'autorité métropolitaine de Kiew. Les évêques des grecs-unis

étaient nommés par les nobles, confirmés par le roi et sacrés par l'archevêque. Kiew resta uni jusqu'en 1520. A la fin du XVIe siècle, on ne comptait plus en Pologne que 2169 églises grecques-unies, 1089 étaient désunies.

Vers ce temps-là, le patriarche de Constantinople, Jérémie, en vue d'obtenir la protection et les subsides du tzar, vint à Moskou y reconnaître et consacrer le métropolitain Job comme patriarche russe, et il toléra que le tzar Fédor remît au nouveau patriarche la mitre et la crosse en lui passant au cou la chaîne d'or qui soutenait le *panagion* (1581). Le patriarchat moskowite fut solennellement confirmé par un synode de Constantinople en février 1593. Le roi de Pologne et le clergé catholique espéraient d'autant plus resserrer l'union des deux rites, que la crainte de tomber sous la dépendance du patriarche de Moskou devait être pour les Ukraîniens un motif de tourner les yeux vers le pape.

Le 2 décembre 1594, le métropolitain de Kiew, Michel Rahoza, convoqua à Brzesc Litewski tous les évêques de son ressort et l'union avec Rome fut votée. Une députation fut envoyée au pape Clément VIII (le même qui avait réconcilié Henri IV avec l'Eglise romaine), et l'union s'opéra sur la base du concile de Florence. Les grecs-unis reconnaissaient donc le *filioque* (c'est-à-dire la croyance que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils), le purgatoire et la suprématie du pape; ils conservaient la langue slave pour le culte, ainsi que le rituel et la discipline de l'Eglise d'Orient, notamment la consécration du pain levé et le mariage des prêtres. En 1595, faculté fut donnée au métropolitain des Ruthéniens de consacrer les évêques de son rite pour les diocèses vacants, pourvu toutefois que lui-même eût été, par les soins de la sacrée congrégation *de propagandâ fide*, confirmé par le pape. Il était nommé par un concile des évêques et archimandrites que convoquait le légat du pape en Pologne. (Voy. les résolutions et adresses du clergé ruthénien et les brefs du pape Clément VIII dans les *Vicissitudes de l'Église catholique des deux rites en Pologne et en Russie*, par le R. P. Theiner, 1843, II, p. 1-20.)

Après le retour de cette députation, le synode s'ouvrit de nouveau à Brzesc par ordre du roi, le 6 octobre 1596, pour procéder à la publication et mise en vigueur de l'union; et l'on y fit anathème ceux qui resteraient en dehors de l'union. Ceux-ci, ayant à leur tête le prince Constantin Ostrogski, woïéwode de Kiew, et les évêques de Léopol et de Przemysl, se réunirent en synode séparé

et excommunièrent les uniates. Il s'ensuivit de longs désordres. On reprochait aux jésuites de rechercher non l'union, mais l'apostasie des grecs. Dans une lettre des jésuites de Vilna au métropolitain de Kiew, ils lui disaient d'introduire graduellement les cérémonies romaines, mais d'agir très-prudemment; ils lui expliquaient comment amener la faiblesse et la ruine des adversaires. (Lukaszewicz, I, p. 70.) En 1607, il fut édicté une loi dans le but d'empêcher que les biens et les dignités ecclésiastiques ne fussent confiées à d'autres qu'à des nobles d'origine ruthénienne et de religion purement grecque; et de garantir aux non-unis le libre exercice de leur culte, conformément à leur tradition.

Toutefois, l'intolérance de Rome aidant, les querelles continuèrent et s'envenimèrent. Léon Sapieha, chancelier de Lithuanie, dans une lettre du 12 avril 1622, où il blâmait une propagande intempestive de l'union, disait : « Il est juste sans doute de travailler à ce qu'il n'y ait qu'un berger et un seul troupeau, mais il est nécessaire de le faire avec réflexion et de ne pas appliquer le *cogi intrare* qui est contraire à nos lois. Une union générale ne peut être opérée que par la charité et non par la force. Nous n'empêchons point les juifs et les mahométans d'avoir leurs synagogues ou leurs mosquées, et l'on prétendrait fermer des temples chrétiens! » (*Hist. relig. des peuples slaves*, par le comte V. Krasinski. Genève, 1853; p. 194-198.)

Saint Josaphat. — En 1580 naquit de la famille noble des Kuncewicz, à Wlodimir, en Wolhynie, un enfant qui, tout jeune, montra une rare piété, entra en 1603 au couvent des Basiliens à Vilna, y prit le nom de Josaphat et se voua à la conversion des schismatiques. L'austérité et la sainteté de sa vie lui acquirent un grand renom. Ses adversaires l'appelaient un *ravisseur d'âmes*. Nommé archimandrite en 1614, il ramena au giron catholique romain ou uniate plusieurs grands seigneurs, ce qui alluma contre lui bien des haines; mais son zèle et sa charité inépuisables lui avaient gagné le respect et l'affection du peuple et du clergé.

En 1617, il fut appelé à l'archevêché de Polotsk. Les premières années de son épiscopat ne furent qu'un long et dangereux combat contre des fanatiques. Mohilew lui ferma ses portes. A Mscislaw il faillit être assassiné. A Orsza on voulut le précipiter dans le Dniéper. Mais la grâce de Dieu et l'appui du roi Sigismond le sauvèrent des embûches ennemies.

Witebsk persistait à ne pas le reconnaître, et les schismatiques y étaient puissants et nombreux. L'archevêque voulut s'y rendre, bien qu'il en sût le danger. On essaya en vain de l'en dissuader. — « Je marche à une mort certaine, répondit-il, mais avec joie; puisse mon sang éteindre l'incendie schismatique! » Et avant de partir il ordonna qu'on lui préparât un tombeau dans la cathédrale de Polotsk. Le 11 novembre 1623, qui était un samedi, un uniate vint dans la soirée l'avertir qu'à l'hôtel de ville on avait tenu conseil à son sujet et résolu de le tuer le lendemain dimanche. Il répondit qu'il ne voulait pas fuir, mais mourir comme le bon pasteur. Le lendemain même une troupe de fanatiques envahit sa demeure et l'assassina. Son corps subit les plus grands outrages et fut jeté dans la Dzwina. C'était le jour anniversaire de sa consécration, 12 novembre 1623. A cette nouvelle, un grand nombre de gentilshommes accoururent à Witebsk. Le corps fut retrouvé six jours après et inhumé à Polotsk, dans l'église de Sainte-Sophie. Son tombeau devint un lieu de pèlerinage. En 1642, le pape Urbain VIII le mit au nombre des bienheureux. (Voy. Skarga, *Vies des saints*, en polonais, vol. II, p. 302-310.)

MNISZEK ET LES FAUX DÉMÉTRIUS. — Nous trouvons les détails suivants dans les écrits de l'hetman Zolkiewski (*Pisma Stanislawa Zolkiewskiego*, Lwow, 1861) :

« Le grave historien, l'écrivain Philippe de Commines, en narrant, en langue française, les faits et gestes du roi de France Louis XI et de son fils Charles VIII, se plaint, alors que Charles VIII entreprend la guerre contre le royaume de Naples, d'un certain Brissonet, homme de rien et léger qui, par ses conseils, induisit le roi à cette guerre; et il montre, par l'exemple de ce Brissonet, comment, en mille circonstances, les gens petits et indignes peuvent faire force mal. Car aussi le début de cette guerre fut tout d'abord favorable au roi de France, mais la fin en fut triste, calamiteuse, et elle aboutit à beaucoup de sang versé, de villes ruinées, de provinces dévastées. De même, la poursuite de la guerre moskowite, une si abondante effusion de sang et tant de mauvaises choses qui ont eu lieu et dont nous ne voyons pas encore la fin, provinrent d'un homme semblable à ce Brissonet, de M. Georges Mniszek, woiéwode de Sandomir; dans son ambition et son avidité, il se chargea d'appuyer Hrycek, fils d'Otrepieff, qui, par imposture, s'appelait tzarévitch de Moskowie, Dimitri ou

Démétrius, fils d'Iwan, et de le conduire contre l'empire moskowite au moyen des mensonges qui étaient son unique fondement, et, avec l'aide du prêtre Bernard Maciejowski, évêque de Cracovie et cardinal qui, à cette époque, jouissait d'une grande considération près de S. M. le roi. L'évêque amena les choses au point que Sa Majesté favorisait visiblement cette cause, fermant, en quelque sorte, les yeux, contrairement à l'avis de beaucoup d'éminents sénateurs auxquels cela déplaisait énormément. Il fut prouvé, dans la suite, et M. le woïéwode de Sandomir lui-même le savait, que ce charlatan n'était pas Démétrius; pourtant, aveuglé par son orgueil, il soutint obstinément cette entreprise. Cela se passait en l'année 1604, sur la fin de l'automne. Il engagea une troupe qui n'était pas petite, partie en donnant et surtout en promettant et faisant espérer. Il amusa son monde un assez long temps près de Lwow (Léopol), à la grande lamentation et oppression des pauvres gens. Il s'en fut ensuite vers Kiew, dans la terre Siewerskienne. » (Commencement et progrès de la guerre moskowite sous le règne de S. M. le roi Sigismond III sous le commandement de S. E. Stanislas Zolkiewski, woiéwode de Kiew, hetman de la couronne.)

Zolkiewski raconte comment, pour se frayer le chemin au trône, Boris Godounoff avait fait assassiner le jeune Démétrius, puis comment, devenu tzar, il s'était attiré la haine d'un grand nombre :

« Dans cet état de choses, dit-il, M. le woïéwode de Sandomir arriva avec Hrycek, ou, comme les Moskowites l'appellent, Rostryga (défroqué), et, dès qu'il se montra à la frontière, les masses moskowites vinrent se joindre à lui par penchant pour le sang de leurs maîtres naturels. A la vérité, ce Hrycek ne manquait ni d'esprit, ni d'élocution, ni de hardiesse; il savait les traiter, se donnant pour ce qu'il n'était pas. Les affaires commencèrent à se troubler dans l'empire. Czerniechow, château de l'Ukraine, le reçut; Nowogrodek, que défendait, pour Boris, un certain Bosman, lui résista; Boris envoya, pour faire lever le siége de Nowogrodek, une armée sous le commandement du kniaz de Mscislaw, mais cette armée ne lui profita pas. Bosman défendit cependant Nowogrodek, mais Putywl, le principal château de la terre Siewierskienne, se révolta contre Boris et envoya faire sa soumission à l'imposteur. Il y eut plusieurs rencontres en différents endroits; l'imposteur, battu, se retira à Putywl. A ce moment, pour son bonheur, la maladie de Boris empira. Une grande armée

avait été envoyée sous les ordres du kniaz Basile Chouyski, et elle se trouvait déjà à Kramow (c'est un château dans la terre Siewierskienne), quand tout à coup survint la nouvelle que Boris était mort. La confusion se mit dans l'armée.

« Après la mort de Boris, la haine que lui portaient en raison de ses actions tyranniques les notables et la populace retomba sur son fils; aussi Galitzin et Bosman se rendirent-ils à Putywl, près de l'imposteur, lui jurant obéissance au nom de toute cette armée. L'imposteur envoya aussitôt à Moskou, et là, par le fait d'un certain Tatitchef, Fédor, fils de Boris, et sa mère, furent livrés, et l'imposteur acclamé Seigneur. Il fut conduit, de Putywl à Moskou, avec le plus grand respect, reçu et couronné, et tout l'empire moskowite lui obéit. »

Le nouveau tzar fit son entrée à Moskou le 20 juillet 1605; il aimait à se comparer à Henri IV, qui avait reconquis son royaume. « Il estait âgé de vingt-cinq ans environ, avait un grand esprit, estait clément, tost offensé, mais aussitost appaisé, libéral, enfin un prince qui aimait l'honneur; il estait ambitieux, ses desseins estaient de se faire connaître à la postérité. » (*Estat de l'empire de Russie et du grand-duché de Moscovie*, par le capitaine Margeret, 1607.) Il envoya une ambassade en Pologne pour demander au palatin de Sandomir la main de sa fille, selon la promesse qu'il lui en avait faite; les noces furent solennisées à Cracovie, en présence du roi Sigismond. Maryna Mniszek arriva le 10 mai 1606 à Moskou, où sa réception fut magnifique; huit jours après elle fut couronnée impératrice. Le tzar, son époux, avait blessé les Russes par la non-observance de quelques-uns de leurs usages; il éveilla leurs susceptibilités par ses faveurs aux Polonais; on parla de concessions auxquelles il se serait engagé envers le pape et le roi de Pologne. Un massacre fut arrêté pour le samedi matin 27 mai. Le tzar fut assassiné par les boyards; Mniszek et sa fille furent détenus et beaucoup de Polonais égorgés dans leurs maisons. Le chef de la conspiration, Basile Chouyski, se fit proclamer tzar. (Un récit de ces événements a été publié par un marchand hollandais en 1606 à Amsterdam : *Légende de la vie et de la mort de Démétrius*.)

Mais, pour le peuple, Démétrius vivait toujours. On ne voulut pas plus croire à la mort du faux Démétrius qu'à celle du prince dont il avait pris le nom. Aussi, un second faux Démétrius ne tarda-t-il pas à se montrer en 1607. Reconnu pour le même par un

certain Zarucki, gentilhomme polonais devenu ataman des Kozaks, et par Miechawiecki, page du précédent Démétrius, il eut la bonne fortune que le prince Roman Rozynski prit en son nom le commandement d'une troupe, battit l'armée de Chouyski le 24 avril 1608 et établit son camp à Touchino, à douze verstes de Moskou. L'imposteur y tint cour pendant dix-sept mois : Maryna Mniszek, échappée de prison, le rejoignit et le reconnut également pour son époux et comme vrai Démétrius.

Ce deuxième faux Démétrius, ayant été assassiné à Kalouga, par un prince tartare, 11 décembre 1610, un diacre russe fugitif, nommé Isidore, parut à Pskow et se proclama Démétrius, dans le temps que Maryna régnait au nom de son tout jeune fils Iwan. Après l'élection de Michel Romanoff (3 mars 1613), Maryna, son fils, et leur protecteur Zarucki, furent mis à mort. Les chroniques russes veulent que Zarucki ait été empalé, Iwan étranglé, et Maryna jetée dans un couvent; la tradition polonaise rapporte qu'ils sont morts sous la glace, noyés par les Kozaks.

Il est difficile de savoir qui étaient réellement ces faux Démétrius. Le troisième était, dit-on, un diacre orthodoxe. Le second, à ce que l'on croit, était un juif : après sa fuite du camp, on trouva parmi ses effets le talmud, plusieurs livres cabalistiques et des talismans où étaient gravés des caractères hébreux. (Kobierzycki, *Historia Wladislai*, lib. 5, p. 320.) Quant au premier, on a vu ce qu'en pensait Zolkiewski; le prince Léon Sapiéha disait, dans Moskou, que c'était un fils naturel d'Etienne Batory; une version assez vraisemblable tend à le faire passer pour un gentilhomme polonais, enrôlé chez les Kozaks et qu'aurait séduit l'esprit d'aventure. Les historiens s'accordent à dire qu'il avait dignité, talent et éloquence. Les lettres inédites qu'on a de lui à Vilna et à Saint-Pétersbourg sont empreintes d'une certaine noblesse ; la plupart sont écrites en polonais ou en latin; il y en a une entre autres au pape Paul V, datée de Moskou 30 novembre 1605, où il lui manifeste son intention de combattre les Turcs et où il prie Sa Sainteté d'user de son autorité auprès de S. M. l'empereur des Romains pour qu'il n'y ait ni paix ni trêve avec les ennemis de la sainte croix. Dans sa lettre au duc de Sudermanie (citée par L. Paris, édition de Nestor, I, p. 397), il le somma de rendre à Sigismond le trône de Suède.

Comment s'étonner qu'il y ait eu des faux Démétrius, quand nous avons vu, de nos jours, tant de faux Louis XVII? Il ar-

rive quelquefois que des noms sont ainsi mis en avant comme drapeaux par les partis qui, sans force dans le présent, essaient de raviver, dans l'âme du peuple, la tradition du passé.

Mais c'est un mal que des Polonais aient pris les armes pour appuyer ces imposteurs, en vue de diviser et affaiblir les Moskowites, leurs ennemis, et que Sigismond III l'ait toléré dans la pensée d'amener la conversion de la Moskowie au catholicisme : car porter le mal chez son voisin, c'est l'attirer sur soi-même.

Nous avons, au commencement de cette note, cité les paroles de Zolkiewski, qui témoignent du déplaisir que causaient ces intrigues à la majorité des Polonais. Nous redirons, en finissant, la protestation de Jean Zamoyski au sein de la diète de 1605 : « Quelques seigneurs ont, contre l'avis des Etats, fait une irruption dans la Moskowie, conduisant un Démétrius qui avait été assommé et qu'ils disent vivant. Est-ce une comédie de Plaute ou de Térence? Cela peut devenir funeste à la République si c'est un imposteur... »

Les Polonais a Moskou. — Avant la mort du premier faux Démétrius, des boyards de Moskou avaient envoyé demander au roi de Pologne, Sigismond III, de leur donner son fils Ladislas pour tzar : ce que le roi refusa en disant que ce serait agir par pure ambition. Durant les troubles occasionnés par l'apparition du second faux Démétrius, les boyards renouvelèrent leurs instances, priant le roi de Pologne de céder à leurs vœux pour les tirer de l'anarchie. Sigismond, de l'avis de son conseil et de la diète, consentit. Il envoya devant lui l'hetman Zolkiewski avec une partie des troupes polonaises et lui-même alla mettre le siége devant Smolensk.

Zolkiewski avait représenté au roi que la saison était un peu avancée pour entrer en campagne contre les Moskowites; mais le roi répliqua qu'on en avait trop parlé pour qu'un ajournement fût possible.

Le grand fait de la campagne fut la bataille de Klouchin. Les Polonais, sous l'hetman Zolkiewski, n'étaient que 8,000; les Moskowites, sous le prince Démétrius Chouyski, étaient 40,000 et leurs auxiliaires, les mercenaires étrangers (Suédois, Allemands, Anglais, Français), un peu plus de 8,000. Ayant battu l'avant-garde de Valouïeff, forte de 10,000 hommes, puis, l'ayant enfermée dans le camp où elle s'était retranchée, Zolkiewski conçut le hardi projet de ne laisser qu'un rideau de troupes autour de Valouïeff, seule-

ment autant qu'il en fallait pour lui donner l'illusion d'un siége, et, dans le même temps, d'aller attaquer la grande armée de Chouyski. Il se déroba, en effet, vers le soir, et, après une marche de toute la nuit, il atteignit l'ennemi à Klouchin et le mit en déroute, 4 juillet 1610. Les étrangers, sentant que la cause de Chouyski était perdue, capitulèrent. Revenant, en toute hâte, sur Valouïeff qui ne s'était pas aperçu de son absence, il lui enleva toute pensée de résistance en lui annonçant la défaite du corps principal. Le contrecoup de cette bataille fut tel que, dans Moskou, le tzar Basile Chouyski, fut déposé (27 juillet). Zolkiewski et ses Polonais y firent leur entrée en octobre.

L'hetman avait conclu un accord avec les habitants, 27 août 1610 : ceux-ci appelaient Ladislas, fils du roi de Pologne, à régner sur eux; et Zolkiewski leur promettait qu'ils ne seraient molestés en rien. Il fut juste, en effet, pour les uns et les autres. Il établit un tribunal composé mi-partie de Russes, mi-partie de Polonais. Il fit agréer le staroste polonais de Wieliczka, comme chef des strélitz. Zolkiewski était fort aimé des Moskowites pour la façon humaine dont il les traitait, et pour le respect qu'il avait de leur nationalité.

Comme Zolkiewski se préparait à quitter Moskou et les troupes polonaises, pour aller rejoindre le roi, les principaux boyards vinrent le trouver. Ils le prièrent de ne pas les quitter si c'était possible, disant : Maintenant que vous êtes parmi nous, nous vivons, Russes et Polonais, en bon accord; si vous vous éloignez, peut-être en sera-t-il autrement. Mais l'hetman se mit en route. Alors les principaux boyards le reconduisirent plus d'une lieue hors de la ville, et tandis qu'il la traversait, la foule était accourue sur son passage en le bénissant.

Malheureusement le roi Sigismond, au lieu d'envoyer son fils à Moskou, se laissa aller à la tentation de prendre la couronne de tzar pour lui-même, ce qui irrita profondément les Moskowites. Ils voulaient bien être gouvernés par la même famille royale que les Polonais, mais non pas laisser absorber leur patrie dans un empire de Pologne.

Zolkiewski, attristé d'une politique qu'il blâmait, ne voulut point reprendre le commandement de Moskou. Les soulèvements commencèrent dans diverses villes russes. Puis Moskou même s'agita. La garnison polonaise, craignant d'être massacrée, mit le feu aux quartiers qui entourent le Kremlin (ville chinoise et ville blanche).

C'était le mercredi d'avant Pâques de l'année 1611, le 30 mars. Néanmoins la garnison, vu le grand nombre des troupes moskowites, dut finir par se rendre, 7 janvier 1612. Quand Ladislas marcha contre Moskou avec une armée polonaise, il s'ensuivit une paix avantageuse pour la Pologne, souscrite par le nouveau tzar Michel Romanoff. La trêve devait durer quatorze ans; Siewierz, Smolensk et Czerniechow étaient cédés à la Pologne (11 décembre 1618).

LADISLAS IV. — Ladislas IV, fils de Sigismond III, fut élu roi le 8 novembre 1632, et couronné à Cracovie le 4 février 1633. Les Russes, sans attendre la fin de la trêve, avaient mis le siége devant Smolensk. Ladislas marcha aussitôt au secours de cette ville. Le prince Christophe Radziwil, qui commandait l'avant-garde, rompit les lignes ennemies à Pokrowa. Le roi entra à Smolensk, ravitailla la garnison, et accorda à Radziwil le bâton de grand-hetman de Lithuanie. Le général russe Sehin, quoiqu'il eût sous ses ordres 30,000 Russes, 10,000 Danois et 6,000 Allemands, et que l'armée polonaise ne s'élevât qu'à 20,000 hommes, se retira dans un camp retranché. Des renforts arrivaient aux Russes. Kazanowski, envoyé par le roi pour leur barrer le chemin, les surprit au-delà de Dorohobusz et les mit en déroute. Malgré la disette et les rigueurs de l'hiver, le roi assiégea pendant cinq mois un ennemi supérieur en nombre et qu'il contraignit enfin à se rendre. Le roi prit alors Dorohobusz, Wiazma, et menaça Moskou d'un siége. Le tzar, effrayé, fit la paix. Par le traité de Polanow (15 juillet 1634), le roi de Pologne renonçait à tout droit sur la couronne de Russie; le tzar cédait pour toujours à la Pologne Smolensk, Czerniechow, Dorohobusz, Biala, Roslaw, Starodub, abdiquait toute prétention sur la Livonie, l'Esthonie et la Courlande, et payait les frais de la guerre.

Le tzar ne s'était pas contenté d'attaquer la Pologne, il avait décidé les Turcs à envahir la république. Les Tartares, précurseurs des Osmanlis, étaient venus sur la fin de juillet piller les environs de Kamieniec; mais le grand-hetman de la couronne, Koniecpolski, les atteignit sur leur retour à Sasowyrog en Moldavie, les battit et leur reprit le butin dont ils étaient chargés. Une armée turque de 50,000 hommes s'avançait. Koniecpolski, qui n'avait que 11,000 hommes, se fortifia dans son camp sous Kamieniec. Le 22 octobre, Ali-Pacha voulut emporter d'assaut les positions polonaises. Mais il éprouva des pertes considérables et recula. Une tentative contre

le village de Studziennice sur le Dniester amena un nouvel échec qui décida le pacha à battre en retraite vers le Danube et à licencier son armée. Le roi Ladislas s'était plaint à Constantinople de cette agression. Le sultan gratifia Ali du lacet, et la paix avec les Turcs fut renouvelée en septembre 1634.

La trêve avec les Suédois expira au commencement de l'année 1635. Les ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Hollande s'entremirent, et la trêve fut renouvelée pour trente-six ans. Les Suédois évacuaient les villes de la Prusse, en gardant la Livonie, et la Dzwina formait la frontière des deux Etats.

En 1637, les districts de Lawenburg et de Butow échurent au roi après l'extinction de la maison ducale de Poméranie, vassale de la Pologne. — Cette même année eurent lieu avec les Kozaks des démêlés regrettables, mais promptement apaisés.

En 1638, Jean-Casimir, frère du roi, qui se rendait en Espagne sur une galère génoise, fut arrêté à Marseille. Richelieu l'accusait de favoriser les Espagnols, alors en guerre avec la France, et de visiter les ports français pour les reconnaître. En réalité, il voulait se venger de ce que des Polonais s'étaient engagés comme volontaires en Espagne. Il fallut que le roi Ladislas envoyât en France Gonsiewski, palatin de Sandomir, pour obtenir la liberté de son frère, sous la condition que celui-ci ne porterait pas les armes contre la France, et que la Pologne ne chercherait pas à se venger des mauvais traitements dont il avait été victime.

Le 20 août 1644, Ladislas avait cherché à amener une conciliation religieuse en réunissant à Thorn catholiques, luthériens et calvinistes. Mais tout s'était borné à de stériles discussions.

Les Tartares, qui firent une incursion, au nombre de 30,000, en 1644, furent battus à Ochmatow par l'hetman Koniecpolski. Ce fut le dernier fait militaire de ce règne. Le roi Ladislas, qui avait perdu deux de ses frères, Albert et Alexandre, vit mourir son fils unique, âgé de neuf ans. Il ne lui survécut pas longtemps, et expira à Merecz, le 20 mai 1648, âgé de cinquante-deux ans, après en avoir régné seize. Il avait su maintenir encore la république dans un état de prospérité dont elle devait bien déchoir sous son successeur.

Services rendus par les Kozaks. — Les fréquentes incursions des Tartares avaient poussé des individus de tous pays, de Russie, de Moldavie, et surtout de Pologne, à se réfugier auprès des cataractes

du Dniéper; ils s'augmentaient de paysans de l'Ukraine. Tous ces hommes réunis étaient dans l'attente d'une idée qui présidât à leur développement. Elle devait leur venir des Polonais. Des nobles de cette nation virent là les éléments d'une institution analogue à celle des Porte-Glaive et des Templiers. Ils voulurent, en tenant compte de la différence des époques, des mœurs et des contrées, fonder une espèce d'ordre de chevaliers chrétiens destinés à repousser les musulmans. Mais cet ordre, ils ne le basèrent plus sur le catholicisme, car ils avaient l'obligation de ne rejeter aucune communion chrétienne. C'est ainsi que naquit une colonie militaire de volontaires chrétiens qui servirent pendant longtemps de barrière vivante contre l'islamisme.

Un certain Daszkiewicz paraît avoir eu le premier le sentiment de l'impulsion qu'il y avait à imprimer aux Kozaks. En l'année 1511, il représenta à la diète de Piotrkow qu'une organisation sur le Dniéper remédierait seule aux incursions des Tartares. En 1512, il alla prendre la direction des Kozaks, et, de concert avec l'hetman polonais de la Petite-Russie, il remporta de grands succès, brûla Oczakow en 1523, et ravagea la Tauride. En 1526, Daszkiewicz et ses Kozaks assistèrent le prince Ostrogski dans sa victoire sur les Tartares aux environs de Kiew. Depuis ce moment jusqu'au règne de Sigismond III, les Kozaks, toujours conduits par des Polonais, sont la terreur des Tartares et des Turcs. C'est la période glorieuse de leur histoire. En 1514, le prince Eustache Rozynski organisa des régiments réguliers de Kozaks qui étaient inscrits sur des registres et tenaient garnison dans des villes d'Ukraine. Il créa en même temps des régiments de volontaires, qui séjournaient pendant la paix sur les bords du Dniester et du Boh, et vivaient de pêche.

En 1516, le khan de Crimée, qui s'était montré en Pologne, vit anéantir son armée. En 1534, Wenzyk Chmielnicki infligea un semblable désastre aux Tartares. Le 7 juillet 1563, Chmielnicki obtint de Sigismond-Auguste, à la diète de Varsovie, de nouveaux priviléges pour les Ruthéniens, qui, le 5 juin 1569, s'unirent à la Pologne, sous garantie de leur liberté religieuse.

Depuis, les Kozaks constituaient la plus active des milices. Le prince Michel Wisniowiecki était envoyé à leur tête par Sigismond-Auguste, au secours du tzar qui assiégeait Astrakhan. Grégoire Swirgowski, élu en 1570, succomba sous une trahison, après d'éclatants succès en Moldavie.

Son successeur, Théodore Bogdan (1575), seconda vaillamment le roi Etienne Batory. Cinq mille Kozaks, montés sur leurs petites barques, s'élançaient sur la mer Noire, et bloquaient Kozlow et Kaffa, pendant que Bogdan envahissait par terre la Crimée et forçait le khan à restituer ses prisonniers chrétiens. Dans une seconde expédition, Bogdan envoya sa flottille dans la mer Noire, traversa lui-même le Kouban, l'Anatolie, brûla les faubourgs de Trébizonde, pénétra jusqu'aux portes de Constantinople, passa dans la Turquie d'Europe, gagna par la Bulgarie le Danube, qu'il franchit, fondit en Moldavie, emporta Kilia d'assaut, et rentra dans ses campements, après avoir contourné la mer Noire, la mer d'Azof, et semé la terreur parmi les Turcs.

En récompense de leurs services, Etienne Batory accorda des priviléges aux Kozaks (1576 et 1579). Il en fut aidé dans ses guerres contre les Moskowites. Malheureusement, les Kozaks se laissèrent vite aller à consulter leur intérêt particulier plus que l'intérêt de la république. En 1579, Podkowa, successeur de Bogdan, prend Jassy, s'y proclame hospodar, puis, se défiant des boyards, revient en Pologne et y est décapité comme ayant agi sans l'aveu de la république.

Déjà les Kozaks ne veulent plus entendre parler de paix et guerroient sans cesse, au risque d'attirer sur la Pologne les terribles représailles de ses voisins. L'ataman Schach, en 1582, recommence une expédition qu'il pousse jusqu'en Valachie. Au retour, le roi le fait enfermer dans un couvent. Malgré cet exemple, l'ataman Skalozub, en 1583, fut pris sur mer par les Turcs. Avant cette campagne, Etienne Batory était mort le 12 décembre 1586.

En 1589, Sigismond III, peu après son avénement, fit savoir aux Kozaks qu'ils devaient n'attaquer personne sans le consentement de la république. Il prit en même temps des mesures pour sauvegarder des déprédations kozakes les propriétés des nobles polonais en Ukraine. Or, dès 1590, les Kozaks, sans souci du roi, allèrent brûler Trébizonde. La Pologne ne savait comment contenir cette milice, et ne pouvait avoir à point nommé des ennemis sur qui la lancer. Alors les Kozaks se retournèrent contre la mère-patrie. Ils élurent un certain gentilhomme nommé Kosinski, contrairement aux volontés du roi. Et depuis, sauf de rares intervalles, une lutte sanglante épuisa les forces de la Pologne et des Kozaks, jusqu'à leur asservissement commun sous le joug de la Russie. (Voyez *la Vie intérieure des Zaporogues, les hetmans de la Petite-Russie et les*

Kozaks, par Michel Gliszczynski. — Wewnetrzne zycie Zaporoza oraz hetmani Malorossyjscy i Kozacy. Warszawa, 1852.

GUERRES DES KOZAKS CONTRE LA RÉPUBLIQUE. — Les Kozaks, s'étant soulevés, pillaient la Lithuanie et la Wolhynie. Zolkiewski, envoyé contre eux, culbuta leur avant-garde à Macewicz, en février 1596, écrasa leur principal corps d'armée près du lac d'Ostrykamien, et ne tarda pas à envelopper ce qui restait de leurs forces aux environs de la ville d'Alexandrow. Les Kozaks furent contraints de lui livrer leur chef Nalewayko et de se disperser. Le souvenir de cette défaite les maintint longtemps tranquilles.

En 1637, les Kozaks surprirent la forteresse de Kudak, qu'un Français, qui a laissé une précieuse description de l'Ukraine, M. de Beauplan, avait élevée par ordre de l'hetman Koniecpolski, au-dessus des cataractes, sur la rive droite du Dniéper. Michel Potocki, hetman de la couronne, dispersa les Kozaks, qui livrèrent leur chef Pawluk. Les Polonais le firent décapiter à Varsovie, et retirèrent tous les privilèges du roi Batory. Ils durent bientôt assiéger à Starcza l'armée kozake, qui ne cessa la lutte que sur l'assurance que les anciens privilèges seraient respectés.

Après la mort de Ladislas IV et pendant l'interrègne (1648) éclata la terrible révolte des Kozaks, sous Bogdan Chmielnicki. Et dès lors cette guerre désastreuse pour la république poursuivit son cours fatal. Etienne Potocki, s'étant aventuré avec de faibles forces, fut tué à Zolte-Wody; mais après l'élection de Jean-Casimir, les succès des Polonais amenèrent le traité de Zborow. Toutefois, la pacification fut de courte durée. La victoire des Polonais à Beresteczko, le 30 juin 1651, vient montrer que les Kozaks ne pourront triompher définitivement. Mais la surprise et le massacre du camp polonais de Batow, le 29 mai 1652, fait déjà présager que les succès des Polonais, pour être entremêlés de tels revers, n'atteignent pas le mal à sa racine. C'est qu'en effet, dans cette lutte déplorable, les deux partis, négligeant les moyens moraux, s'en remettent uniquement au sort des armes. Les Kozaks, qui, au fond, s'étaient soulevés parce qu'ils enviaient les privilèges des nobles polonais et voulaient être, eux aussi, admis à l'élection des rois et à la propriété du sol, se recrutaient principalement parmi les paysans de l'Ukraine, mécontents de leur sort. Les nobles polonais avaient à opérer une grande rénovation sociale, tandis que, par un effet de l'affaiblissement du ressort de la répu-

blique, ils poussaient l'aveuglement jusqu'à rendre leur caste inaccessible. Seulement, ce n'est pas aux nations étrangères à s'en étonner. Est-ce qu'un ministre de Louis XVI ne promulgua point, bien peu de temps avant la Révolution française, une ordonnance pour remettre en vigueur la mesure qui excluait des grades de l'armée tous ceux qui ne justifieraient pas d'un certain nombre de quartiers de noblesse? De leur côté, les Kozaks, qui n'avaient aucune de ces idées-mères sans lesquelles une société nouvelle ne peut naître, ne voyaient pas qu'en frappant la Pologne en vue d'avoir plus de liberté, ils préparaient son esclavage et le leur.

Bogdan Chmielnicki ne songeait d'ailleurs qu'à sa fortune. Son fils cherche un établissement princier, épouse la fille du hospodar de Moldavie, et se trouve bientôt après assiégé et tué dans la forteresse de Suciava. Le 1er octobre 1653, le tzar déclare l'Ukraine province de l'empire. Trois mois après, Chmielnicki représente aux anciens qu'il faut que les Kozaks se choisissent un maître, qu'une suite de combats sanglants les séparent des Polonais, que le sultan et le khan de Crimée sont des infidèles, tandis que le tzar est, comme eux, de religion grecque. Le traité conclu avec Alexis Michaïlovitch stipulait le maintien des priviléges et franchises des Zaporogues, c'est-à-dire le droit d'élire les atamans et les fonctionnaires publics, d'appliquer les impôts aux dépenses de l'armée et de se passer des collecteurs moskowites. Les Kozaks s'engageaient à n'attaquer personne sans le consentement du tzar, à ne négocier avec aucune puissance, à faire au tzar un don volontaire annuel, et à l'assister dans ses guerres. Il s'éleva des protestations parmi les Kozaks : beaucoup de chefs refusèrent de prêter serment à Alexis. Cependant ce fut un pas décisif, et les Russes les forcèrent à acquitter les engagements pris par Chmielnicki. Quant à leurs priviléges, ils ne furent pas respectés. La Russie procéda à la destruction, pièce à pièce, d'une organisation dont elle laissa subsister à peine quelques débris. Transplantés en masse, menés despotiquement, changés en instruments passifs des envahissements de la Russie, les Kozaks purent se convaincre de la vérité du mot attribué à Chmielnicki mourant : « La Pologne est comme une mère qui gronde d'abord et sourit ensuite, la Russie comme une marâtre qui commence par caresser et ne tarde pas à frapper. »

La Russie bénéficia seule de la lutte acharnée des Kozaks contre la Pologne. Elle s'empara de Smolensk à la fin de septembre 1654.

Chmielnicki, qui entrevoyait le danger que lui faisait courir le

protectorat russe, avait traité, le 26 septembre 1656, avec Rakoczi, espérant, par son secours, se substituer à la Pologne, en partageant ce pays entre lui, le prince de Transylvanie et l'électeur de Brandebourg. Mais le Transylvain, qui pénétra en Pologne en janvier 1657, fut détruit. L'électeur de Brandebourg ne fut pas plus heureux, et Chmielnicki mourut tristement à Czehrin le 15 août 1657.

Voici le jugement que porte sur lui un membre de l'Institut : « Tout le pouvoir de Chmielnicki consistait dans la persuasion qu'avaient tous ses Kozaks de son inaltérable attachement à leurs intérêts. Les institutions de cette association étrange qu'on appelait armée zaporogue étaient les seules qu'il comprît jamais, et le plan qu'il poursuivit toujours fut de former non pas une nation, mais des régiments de soldats, dont chacun aurait sous ses ordres quelques serviteurs pouvant devenir soldats eux-mêmes... Quant à élever les paysans au rang de Kozaks, c'est une idée qu'il n'eut jamais. Trop faible pour conquérir seul son indépendance, ce ne fut qu'à la dernière extrémité qu'il se résigna à la protection du tzar, et il paraît s'en être bientôt repenti. Il mourut désespérant de l'avenir de sa patrie. Si Chmielnicki eût vécu sous un roi, comme Etienne Batory, il l'eût aidé sans doute... Malheureusement, il ne trouva que des princes inconstants et légers. Bien qu'il ménageât la Pologne, Chmielnicki lui porta le coup le plus funeste en lui ôtant l'Ukraine et en introduisant pour ainsi dire les Moskowites dans le secret de la faiblesse de la république. Dans un jour de colère, il prépara son démembrement. » (*Bogdan Chmielnicki*, par P. Mérimée, d'après M. Nicolas Kostomarof, n° de juillet 1863 du *Journal des Savants.*)

Traités de Zborow et de Biala-Cerkiew. — Nous donnons ici le texte des deux importants traités intervenus dans la lutte des Kozaks et des Polonais et qui malheureusement furent violés de part et d'autre.

Le 17 août 1649, le traité de Zborow portait : « 1° Que le roi accorderait une amnistie générale à tous les Kozaks et paysans rebelles. — 2° Que Chmielnicki, leur général, demanderait pardon à Sa Majesté à genoux et prosterné. — 3° Qu'il serait continué général desdits Kozaks dont le nombre serait augmenté jusqu'à quarante mille, en laquelle qualité il ne dépendrait que du roi, après qu'il aurait pourtant fait un acte de reconnaissance comme gentil-

homme polonais, à l'égard de la république. — 4° Que Sa Majesté polonaise aurait un rôle des noms et demeures desdits quarante mille Kozaks, lesquels, en cas que Chmielnicki vînt à mourir, seraient commandés par un de leurs chefs de la religion grecque. — 5° Que l'armée assiégée à Zbaraz serait mise en liberté. — 6° Que la religion grecque pourrait être exercée dans tout le royaume, même à Cracovie, et que son union avec l'Église romaine cesserait. — 7° Que le palatinat de Kiowie serait toujours donné à un seigneur grec. — 8° Que le métropolitain des Grecs aurait séance dans le sénat parmi les évêques et y occuperait le neuvième lieu. — 9° Que les Kozaks auraient permission de faire de l'eau-de-vie pour leur usage et non pour en vendre. — 10° Qu'on leur fournirait des draps pour les vêtir, et à chacun dix florins pour s'armer. — 11° Que les nobles, étant rentrés dans leurs domaines, ne pourraient rechercher ni troubler leurs sujets, pour la réparation des dommages qu'ils en pourraient avoir soufferts. — 12° Que lesdits nobles, soit catholiques ou grecs, qui auraient demeuré près la personne dudit général des Kozaks, n'en seraient point inquiétés, mais déchargés de tout ce qui s'est fait dans ces dernières guerres. »

Passons maintenant au traité de Biala-Cerkiew.

« Le 28 septembre 1651, Chmielnicki vint avec les principaux de ses officiers dans le camp polonais, où ayant demandé avec humilité et les larmes à l'œil (qu'il avait assez d'habitude de répandre quand la nécessité de ses affaires l'exigeait) pardon au grand général Potocki, et salué avec respect le prince de Radziwil et les autres seigneurs, on lut en sa présence les articles du traité, lequel ayant été signé de part et d'autre, et confirmé par serment, l'action se termina par un ample festin, dont on le régala avec ceux de sa suite.

« Ces articles étaient en substance : 1° Qu'en considération de la soumission faite par l'armée zaporoguienne et des officiers qui la commandent d'être perpétuellement attachés au service du roi et de la république, cette armée serait composée à l'avenir de vingt mille hommes, qui seraient choisis et enregistrés par son général et ses autres officiers, et aurait ses quartiers dans les terres et domaines appartenant à Sa Majesté, dans les palatinats de Kiowie, Braclaw et Czerniechow, desquels quartiers toutefois les biens de la noblesse seraient affranchis. — 2° Que si quelques sujets de cette noblesse étaient enrôlés dans l'armée zaporoguienne, ils seraient

obligés de transférer leurs demeures en les terres du roi dans le palatinat de Kiowie, et leur serait libre de vendre leurs biens, meubles et immeubles, en quelque part qu'ils fussent, sans qu'ils pussent être empêchés par leurs seigneurs et les starostes ou sous-starostes. — 6° Que le général des Kozaks aurait la ville de Czehrin pour son entretien; et que tant Bogdan Chmielnicki, aujourd'hui pourvu de cette charge, que ses successeurs jouiraient des prérogatives y attribuées, conféreraient les charges des autres officiers de leur armée, et demeureraient sous la protection des généralissimes de la couronne, à laquelle ils s'obligeraient par serment de garder une fidélité inviolable. — 7° Que la religion grecque dont l'armée zaporoguienne fait profession serait maintenue dans son ancienne liberté, avec tous les évêchés, monastères et églises qui en dépendent, et que les biens ecclésiastiques qui pourraient avoir été usurpés pendant le cours de cette guerre seraient restitués. — 8° Que la noblesse catholique ou grecque qui aurait suivi le parti des Kozaks, même les habitants de Kiowie, jouiraient de l'amnistie et seraient en conséquence rétablis dans tous leurs biens, droits, honneurs et libertés. — 9° Que les juifs seraient maintenus au droit de bourgeoisie, dans les domaines du roi et terres des gentilshommes, et pourraient être fermiers de leurs biens et de leurs droits, comme auparavant. — 10° Que les Tartares qui étaient dans le royaume s'en retireraient au plus tôt sans faire aucun dégât, et ne pourraient plus y avoir aucun quartier, en quelque endroit que ce fût. Que le général des Kozaks ferait tout son possible pour les engager dorénavant au service de la république; mais que s'il n'en pouvait venir à bout avant la diète prochaine, lui et ses Kozaks seraient tenus de renoncer à leur amitié et de leur faire la guerre, comme aux ennemis du roi et de la république, et qu'en outre ils ne pourraient faire aucune ligue, ni entretenir aucune correspondance avec eux, ni pas même avec aucun prince voisin, mais demeureraient dans une perpétuelle et constante fidélité et obéissance envers Sa Majesté et la république, dont eux et leurs successeurs donneraient des marques dans toutes les occasions où ils seraient commandés pour son service. — 11° Que comme il n'y avait jamais eu de Kozaks enrôlés pour la garde des frontières de Lithuanie, aussi n'y en aurait-il point encore, mais qu'ils demeureraient tous comme il était dit dans les limites du palatinat de Kiowie... — 14° Que Chmielnicki et l'armée zaporoguienne enverraient des députés à la

diète prochaine pour remercier très-humblement le roi et la république de la grâce qu'ils auraient accordée. » (*Histoire de la guerre des Cosaques contre la Pologne*, avec un discours de leur origine, pays, mœurs, gouvernement et religion, par Pierre Chevalier, conseiller du roi en sa cour des monnaies. Paris, 1663, p. 67-70; 208-218.)

Guerre des Suédois. — Le roi Sigismond III Wasa réunissait sur sa tête les deux couronnes de Pologne et de Suède. Son oncle le duc de Sudermanie, qu'il avait nommé régent du royaume, lui refusa obéissance dans la diète d'Abroga (février 1597). Sigismond débarqua à Calmar avec une petite armée le 8 août 1598. Après un succès à Stégéborg le 9 septembre, il éprouva un échec à Strengbrov près Linkoping le 23 septembre et dut se réembarquer. De longues guerres s'ensuivirent entre les deux branches des Wasas, entre la Pologne catholique et la Suède protestante. Les rois de Suède pratiquaient déjà la politique adoptée depuis par les monarques prussiens et qui consiste à regarder une armée comme un capital qui doit rapporter des provinces et à chercher des agrandissements en dehors de toute idée de justice.

La Livonie fut le théâtre de la première guerre. Karolson, fils naturel du duc de Sudermanie, fut battu en juin 1601, par le prince Radziwil, aidé des conseils de Chodkiewicz. A la fin du mois d'août, le duc de Sudermanie débarqua aux environs de Riga avec 17,000 hommes. Repoussé avec perte du camp que Chodkiewicz avait établi sous ses murs, il repassa précipitamment en Suède, à la nouvelle de l'approche d'une armée que commandaient le roi Sigismond en personne, et, sous lui, les deux hetmans Zamoyski et Zolkiewski. Chodkiewicz, qui avait participé pendant quinze mois à la plupart des succès de Zamoyski et secondé Zolkiewski dans la victoire de Revel où périrent cinq mille Suédois, succéda à Zamoyski, lorsque, brisé par l'âge et les contrariétés, il abandonna le commandement. Le duc de Sudermanie, qui venait d'usurper le trône de Suède sur Sigismond et de se proclamer roi sous le nom de Charles IX (22 mars 1604), envoya derechef des troupes contre Chodkiewicz qui leur infligea un premier échec près de Revel. Celui-ci, profitant de ce que les rivières et les lacs étaient gelés, s'avança rapidement sous Dorpat, culbuta les Suédois à Rachiborz et emporta Dorpat d'assaut, sans permettre cependant le pillage de la ville. Ensuite il

livra à Weissenstein une bataille où l'ennemi perdit plusieurs milliers d'hommes. Aussi, en 1603, Sigismond le nomma-t-il grand-hetman de Lithuanie. Cette même année eut lieu son plus beau triomphe. Le nouveau roi de Suède avait recommencé ses invasions. Confiant dans ses quatorze mille hommes, il espérait entourer facilement à Kirchholm l'armée polonaise qui ne s'élevait qu'à 3,700 hommes. La victoire fut disputée, mais si complète, que neuf mille Suédois couvrirent la plaine de leurs corps, et ce qui ne fut pas tué fut pris, 27 septembre 1605. Le prince de Lunebourg et le général Linderson furent au nombre des morts, et le roi de Suède, blessé, ne put regagner sa flotte qu'au prix du dévouement d'un de ses sujets qui lui donna son cheval et mourut à sa place.

En 1621, Gustave-Adolphe envahit la Livonie (4 août), prit Riga (16 sept.) et poussa jusqu'à Mitau en Courlande. Une trêve suspendit les hostilités jusqu'en 1625. Le 30 juillet 1625, Gustave-Adolphe reparut en Livonie, pénétra en Lithuanie, et mit le siége devant Birze. On voit, par une lettre de Jean Fœgraeus au chancelier Oxenstiern, combien la résistance des Polonais indignait les Suédois : « Le 8 août 1625, le roi assiégeait Birze. A un signal qu'il fit, trois de ceux qui s'entretenaient avec son écuyer sortirent de la forteresse : celui-ci leur proposa de la part de Sa Majesté de la lui rendre ; ils répondirent insolemment que « si le roi avait fait cons- « truire quelques places, il était dans le droit de les occuper ; mais « que pour eux ils ne voulaient pas sortir de la leur, et que le roi « (de Pologne) leur maître n'a jamais provoqué celui de Suède à « aucune hostilité. » (*Lettres et mémoires de Gustave-Adolphe, de ses ministres et de ses généraux, sur les guerres des Suédois en Pologne et en Allemagne, depuis* 1625 *jusqu'en* 1632. *Collection tirée des archives de Suède*. Paris, M. DCC. XC.) Birze finit par se rendre. Les Polonais furent vaincus à Walhof en Courlande, le 7 janvier 1626. En juillet, le roi de Suède serra de près Dantzick. Battu à Miewo, le 17 sept. 1626, et à Hammerstein en avril 1627, Gustave-Adolphe assiégea vainement Dantzick en juin, emporta Brodnica le 4 octobre, et gagna la bataille de Gorzno, le 12 février 1629. Enfin, le 28 juin, Koniecpolski, vainqueur à Stum, manqua de faire prisonnier Gustave-Adolphe, qui fut blessé. Le 26 sept. 1629, une trêve de six ans fut signée à Starygrod.

La fille de Gustave-Adolphe, la reine Christine, abdiqua en 1654 ; aussitôt Charles-Gustave songea à envahir la Pologne. Le tzar Alexis avait déclaré la guerre en prenant pour prétexte que des

Polonais qui lui avaient écrit avaient omis quelques-uns de ses titres; Charles-Gustave basa son agression sur ce que la chancellerie polonaise n'avait fait suivre ses titres que de deux etc. au lieu de trois. On trouve les vrais mobiles de sa conduite dans les récits de l'époque : le roi de Suède crut l'occasion favorable en « voyant la plus grande partie de la noblesse polonaise en division avec leur roi, et ce royaume attaqué en mesme temps par deux puissans ennemis, l'un estranger, l'autre domestique, le Moscovite et le Cosaque. » (*Copie d'une relation de la guerre du roi de Suède contre la Pologne, écrite par M. Courtin à M. le maréchal de Grammont.* Paris, 10 février 1656.)

Le roi Charles-Gustave soumit presque toute la Pologne, se rendit maître de Varsovie, contraignit le roi Jean-Casimir à se réfugier en Silésie et vint assiéger Cracovie. Czarniecki, malgré l'énergie de sa résistance, ne put qu'obtenir une capitulation honorable. Il semblait que Charles-Gustave n'eût plus qu'à soumettre Marienbourg et Dantzick. L'auteur de la relation de cette guerre que nous avons cité et qui écrivait avant le dénouement de la campagne, disait que le palatin de Poméranie, cantonné à Marienbourg, « pensait déjà à s'accommoder. Pour Danzick, ajoute-t-il, dont les bourguemaistres font les méchans, ayant bruslé leur faubourg sans que personne les prie encores de rien, il eschapera encores moins que le reste, je dis quand on ne l'attaquerait pas, le commerce estant une fois interrompu comme il est desja, puisque le roy est maistre de la Pologne et de la Vistule, cette grande ville tombera d'elle-même. »

La Pologne semblait durablement conquise. Mais la fortune de Charles-Gustave échoua devant la forteresse de Czenstochowa que le prieur Kordecki défendit contre toutes les attaques des Suédois. Le pays entier voulut se mettre à la hauteur de l'exemple que lui offrait Kordecki. Czarniecki imagina une tactique analogue à celle qu'adoptèrent plus tard Pulawski et les confédérés de Bar. Il procéda non par batailles rangées, mais par surprises, parcourant des distances énormes, enlevant les convois, écrasant isolément les divers corps de l'armée suédoise, dont le butin alourdissait les mouvements, et se trouvant toujours où l'ennemi l'attendait le moins. C'est ainsi qu'il atteignit l'arrière-garde de Charles-Gustave sur le San, la détruisit presqu'entièrement, enleva les bagages et jusqu'à la vaisselle du roi. A Rudnik, il manqua d'enlever le roi lui-même (1656).

Sur ces entrefaites, l'électeur de Brandebourg pensa qu'il lui serait facile de tirer quelque profit des malheurs de la Pologne, et il l'envahit à son tour. Czarniecki, en marchant à sa rencontre, anéantit à Kozienice huit régiments allemands et suédois si complétement qu'il ne se trouva personne pour annoncer ce désastre à Charles-Gustave; puis, ayant Jean Sobieski sous ses ordres, il barra près de la ville de Warka le chemin à l'électeur de Brandebourg. La Pilica séparait les combattants. — « Polonais! s'écria Czarniecki, la mer n'a pas empêché les Suédois de pénétrer dans notre pays; montrons qu'aucune rivière ne nous empêchera de chasser de notre sol les envahisseurs. » Son armée traversa la rivière à la nage, et l'électeur de Brandebourg éprouva une complète déroute (7 avril 1656). Les talents de Czarniecki ne purent détourner la défaite du roi Jean-Casimir à Praga. Seulement il s'en vengea en tuant 2,000 Suédois à Lipiec. Par des marches forcées et en manœuvrant au milieu de plusieurs armées ennemies, sans se laisser entamer, il parvint à aller prendre le roi Jean-Casimir à Dantzick et à le ramener à Czenstochowa (1657).

Les Suédois évacuèrent précipitamment la république et cherchèrent en Danemark les agrandissements qu'ils n'avaient pu trouver en Pologne. Czarniecki fut, en 1658, expédié au secours des Danois. Il lui fallait déloger d'Alsen les ennemis. Il traversa le canal avec ses cavaliers pendus aux crinières de leurs chevaux, et en huit jours délivra des Suédois l'île d'Alsen.

Enfin, le 3 mai 1660, le traité d'Oliva mit fin à cette guerre. Jean-Casimir, le dernier des Wasas qui ait régné en Pologne, renonçait à son titre de roi de Suède et cédait la Livonie, l'Esthonie et l'île d'Œsel. C'est tout ce qui restait aux Suédois de leurs conquêtes en Pologne et d'une si grande dépense d'hommes et d'argent. Ils avaient affaibli la Pologne et perdu de vue la Russie, qui devait leur reprendre non-seulement l'Esthonie et la Livonie, mais encore la Finlande.

Prédiction de Jean-Casimir et son abdication. — Après la mort de Ladislas IV, son frère Jean-Casimir fut élu roi le 17 novembre 1648. D'abord militaire, il avait voyagé : entré dans l'ordre des Jésuites, à Rome, il avait été fait cardinal. Devenu roi, il fut relevé de ses vœux par le pape, obtint dispense et épousa la veuve de son frère, Marie de Gonzague. C'est en cédant aux suggestions de sa femme qu'il proposa, mais en vain, à la diète de 1661,

d'élire pour son successeur le duc d'Enghien, fils du grand Condé.

Affligé des divisions intestines qui rongeaient la république, il prononça en pleine diète (4 juin 1661) ces paroles fatidiques :

« Dieu veuille que je sois un faux prophète! Mais je vous dis que si vous ne remédiez pas au mal, la république deviendra la proie des nations étrangères. Les Moskowites s'efforceront de détacher les provinces russiennes, jusqu'à la Vistule peut-être. L'expectante maison de Prusse voudra s'emparer de la Grande-Pologne. L'Autriche se jettera sur Cracovie... »

Jean-Casimir abdiqua par acte du 16 septembre 1668. Il fit ainsi devant la diète ses adieux à la nation :

« Puissé-je mériter qu'une fois enseveli dans la terre de ma patrie, entre les cendres de mes aïeux, votre postérité garde ma mémoire et dise que je fus le premier dans les combats, le dernier dans les retraites et les revers; qu'aujourd'hui, par passion du bien public, je renonçai à la grandeur royale, et, dans l'intérêt de la Pologne, rendis l'empire à ceux mêmes qui me l'avaient donné. L'amour de la nation me fit monter sur ce trône par ses libres suffrages : maintenant, mon amour pour la république m'en fait descendre. Beaucoup de mes prédécesseurs transmirent le sceptre à des fils, à des frères. Je rends le mien à cette patrie bien-aimée dont je fus le fils et le père. Me voici devenu de prince, soldat; de maître, sujet; de roi, citoyen. Je cède la place à plus fort et plus jeune que moi, à celui que désigneront la volonté de Dieu et les libres suffrages de la nation. Plaise au ciel d'inspirer à la république un choix conforme aux intérêts de sa puissance et de sa gloire! Dans ma solitude, libre de soins, c'est la prière la plus ardente que j'élèverai vers le Très-Haut. Polonais, il ne me reste plus qu'à vous rendre grâce à tous de vos services, de vos conseils et de votre dévouement. Si, malgré mes efforts et mes vœux, mon gouvernement a pu faire des mécontents, ce dut être la faute des circonstances, la faute de la destinée. Je les prie de me pardonner..... »

Jean-Casimir se retira en France, où il mourut, abbé de Saint-Martin de Nevers, le 16 décembre 1672. Son cœur fut déposé à Paris, dans l'église Saint-Germain-des-Prés, où l'on voit encore son mausolée (le bas-relief représente la victoire de Beresteczko, et l'inscription rappelle qu'il n'a pu survivre à la douleur de savoir Kamieniec pris par les Turcs); son corps fut transporté à Cracovie.

ÉLECTION D'UN PIAST. — « Dans l'ancienne Pologne, la liberté de

l'imprimerie était plus grande que nulle part en Europe ; car quiconque avait droit de cité pouvait fonder une imprimerie et publier ce qu'il voulait. Le sentiment de la nation était une terrible censure ; il paraît qu'on n'abusa point de l'imprimerie, puisqu'il nous resta le proverbe : c'est vrai, car c'est imprimé. Or, telle était l'influence de la presse, qu'un seul petit livre au temps de l'élection éleva au trône Michel Korybut (Article d'Adam Mickiewicz dans le *Pielgrzym*, 12 juin 1833. Œuvres complètes, édit. pol. VI, p. 213.)

Cette brochure du XVII[e] siècle est d'un grand intérêt. Elle a eu une édition française sous le titre *A. O. Censure ou discours politique touchant les prétendants à la couronne de Pologne*, Cologne. 1670. C'est un Polonais qui s'adresse aux Polonais : « Nous Polonais avons ce bonheur sans pareil, que nous ne sommes pas l'apanage de quelque prince ou de quelque famille et que nous ne devenons pas leurs esclaves, mais nous prenons de notre bon gré des maîtres auxquels il ne faut pas servir, mais obéir. Nous cherchons et prenons avec liberté les rois de Pologne dans toute l'étendue du monde catholique, les particuliers tous en général, un nombre infini de noblesse étant en rase campagne, respirant un air libre, jouissant du droit électoral, donnant sans contrainte leur voix aux prétendants, enfin nous élisons nos rois. »

Voici quelques arguments par lesquels est repoussé le Moskowite : « La droite raison répugne de parler, voire même de songer à l'union et l'incorporation de la Pologne et de la Moskowie. L'exemple des Jagellons ne s'accorde en rien au temps et à la personne. Le palatin de Czerniechow a dit un jour que ce n'était pas l'intention des Moskowites de se faire catholiques romains, mais plutôt qu'ils entendaient que nous Polonais embrassions leur religion et cérémonies. Le grand-duc ne confiera pas à Dieu ou au hasard de l'élection une race régnante, sinon que, par aventure, nous Polonais ne souhaitions de devenir l'héritage de sa famille, de mettre notre liberté sous le joug et d'exposer nos dos aux bâtons et aux étrivières. L'offre de rendre Smolensk ressemble à un hameçon auquel ayant attaché une belle amorce on attirerait dans les filets toute la Pologne. Les secours des Moskowites ne sont pas bien sûrs : le peuple romain s'est emparé de l'univers en défendant ses alliés. Il n'y a pas longtemps que l'ambassadeur du tzar à la république de Venise, passant par Varsovie, répondit que le grand-duc accorderait son fils aux Polonais pour roi si on joignait

la Pologne à la Moskowie qui est héréditaire et que le sénat du royaume ne refusât pas la condition que les boyards ont dans le grand-duché. Achète-t-on si cher l'esclavage moskowite ?»

Quant au duc de Neubourg dont les prétentions étaient favorisées par le marquis de Brandebourg, les rois de France et de Suède, l'Empereur, l'électeur de Saxe, et les autres électeurs et princes de l'Empire, il est dit : « C'est une chose insupportable à la générosité polonaise, que des princes sans nous aient fait traité de nous. Ce qui empêche le Neubourg d'être roi de Pologne, c'est qu'il est prince allemand. Il se faut souvenir que les Allemands ont toujours été dommageables à notre Etat. Je finis avec Stanislas Karnkowski, autrefois archevêque de Gniezno : Je ne veux pas, disait-il, retourner en ma maison avec un roi allemand. »

Passant au prince de Condé, il est observé « que la France est en mauvaise odeur chez les Polonais, depuis la paix d'Oliva faite par la médiation de la France qui étant d'un côté favorisait l'autre. D'ailleurs le roi très-chrétien, par un traité fait avec le Brandebourg, a tourné sa faveur sur le Neubourg. Donc quel profit recevraient les Polonais ayant Condé pour roi? Nous remporterons seulement l'envie, la défiance et l'inimitié des princes voisins. »

Arrivant au Lorrain : « Ou on ne peut montrer aucun des prétendants étrangers qui nous soit propre, ou c'est entre tous le prince de Lorraine de qui on doit dire : le voilà..... Il est catholique ; il est âgé de vingt-six ans, il se fera facilement aux mœurs de notre nation ; la pensée de Charles-Quint se trouvera véritable : la fortune favorise les jeunes gens. Il est mitoyen entre le français et l'allemand. Il est d'une illustre famille. Juste Lipse a dit touchant Godefroy de Bouillon, duc de Lorraine : qu'il avait en lui quelque chose plus que l'homme. »

L'auteur conclut en faveur d'un gentilhomme polonais, ou Piast: « Je n'ai pas une simple amitié pour Piast ; je l'aime éperduement, son nom me flatte. Piast ou Porteur est celui qui portera dans son sein et dans ses bras notre patrie ébranlée et chancelante et il aura un grand soin de notre bonne mère. J'ai pour guide de mon amour l'Ecriture sainte qui dit à Moïse : Tu ne pourras élire un étranger pour ton roi, parce qu'il n'est pas ton frère. La nature, tout ce qu'elle produit, le droit, les coutumes des gens, les lois et les exemples prouvent que pour avoir des chefs et des persuadeurs favorables il les faut choisir d'entre son peuple. Piast est né et élevé dans le sein de notre liberté, il l'aimera comme un vrai nourrisson. La

Pologne n'a pas tant besoin de richesses étrangères, qu'elle n'ait assez des siennes propres. O Pologne ! que tu serais heureuse jusqu'à être enviée si tu connaissais tes biens, si tu usais bien de ta liberté, si tu bridais tes soldats, si tu donnais de la vigueur à tes lois. Un prince qui aura une autre patrie, nous aimera-t-il mieux et plus sincèrement qu'un de notre pays? Quel étranger qu'on élise, je ne mens pas, ce sera la véritable élection des grands; l'élection de Piast sera la seule vraie et celle des nobles. Jean Basile (Iwan IV) a follement reproché à notre Etienne qu'il n'était pas descendu de sang royal. L'autre lui répondit généreusement : Moi, que la vertu a fait roi, suis plus illustre que celui qui l'est dès le ventre de sa mère. — Enfin quel est ce Piast? le célerai-je? ou le nommerai-je? Il semble que c'est Michel Korybut, duc de Wisniowiecki, qui se fait remarquer entre tous. C'est le chef de la maison de Wisniowiecki de Korybut, parent de Jagellon. Son père, ce héros, qui était palatin de Russie, l'amour du peuple, le père des gens de guerre et dans la victoire de Beresteczko s'est rendu immortel aux siens, que toute l'armée a pleuré et porté en deuil sur ses épaules. La cour de son père était l'école de la jeunesse polonaise et des vaillants hommes; sa mère est pieuse et rigide observatrice des coutumes anciennes. C'est un jeune homme d'une éminente vertu, il est bon, modéré, prudent, lettré, savant ès langues étrangères, qui a été éprouvé par tous les revers de fortune et qui au fait de la guerre ne dégénère en rien à son père, ce qu'il fit bien voir dans la campagne royale au-delà du Borysthène. Il n'a pas grand parentage, car la maison de Wisniowiecki est réduite à trois hommes. »

L'auteur termine par ces mots : « Au reste, j'efface ce que j'ai écrit avec candeur des prétendants, si la république qui est maîtresse du champ électoral a d'autres sentiments. Je soumets de bon gré et entièrement ma volonté au public. »

Michel Korybut Wisniowiecki fut élu le 19 juin 1669 et couronné le 29 septembre suivant.

ZOLKIEWSKI, CHODKIEWICZ ET CZARNIECKI. — La seconde moitié du XVIIe siècle fut féconde en grands généraux. Il y eut en France : Condé, Turenne, Villars et Catinat; et en Pologne : Zamoyski, Zolkiewski, Chodkiewicz et Czarniecki. Comme Condé, Zamoyski a mérité d'être appelé : *le Grand*. La vie des grands capitaines de la Pologne serait étudiée avec fruit par les militaires étrangers. Et, par exemple, les Mémoires que Zolkiewski a laissés sur sa cam-

pagne de Moskou sont aussi beaux que les Commentaires de César et les dictées de Napoléon.

Stanislas Zolkiewski est né aux environs de Léopol en 1547. Il débuta sous le roi Étienne, en 1575, dans l'expédition contre Dantzick, fit avec lui les glorieuses campagnes contre Iwan le Terrible et se distingua particulièrement au siége de Pskow. Quand un Wasa fut élu roi sous le nom de Sigismond III, et que Maximilien d'Autriche, son compétiteur à la couronne, voulut réparer par les armes l'échec que lui avait fait éprouver le choix des Polonais, Zolkiewski, sous les ordres du grand Zamoyski, contribua d'abord à repousser de Cracovie, le 24 novembre 1587, cet archiduc, puis à le vaincre et faire prisonnier à Byczyn. C'est lui qui, dans cette bataille, s'empara de l'étendard jaune des Hapsbourgs; il y fut blessé. Sigismond III récompensa ce fait d'armes en nommant Zolkiewski staroste de Hrubieszow, et, bientôt après, hetman de la couronne.

En 1595, il alla, cette fois encore, avec Zamoyski, au secours du hospodar de Moldavie, Jérémie Mohila, contre les Turcs et les Tartares. Il n'avait pas eu le loisir de se reposer des fatigues de cette expédition, lorsque le roi et Zamoyski le chargèrent de la répression des Kozaks qui, cernés par d'habiles manœuvres, rentrèrent dans la soumission.

En 1600, il retourna avec Zamoyski, au-delà du Dniester, combattre le hospodar de Valachie, Michel le Brave, qui venait de renverser en Moldavie le hospodar ami de la Pologne. Michel fut mis en déroute à Ploïesti, et le lendemain les boyards vinrent au camp des vainqueurs reconnaître la suzeraineté de la Pologne.

En 1602, Zolkiewski suivit Zamoyski en Courlande. Détaché par lui, il vainquit un corps suédois à Revel, et le général ennemi Arnep resta parmi les morts. En janvier 1605, à Korowaj, il repoussa victorieusement une incursion des Tartares.

En 1609, il mit le sceau à sa gloire dans la guerre qu'entraîna l'apparition des faux Démétrius. Vainqueur à Tsavero-Zaimistche et à Klouchin, il campa au Kremlin, et Varsovie le vit amener dans ses murs un tzar captif (Basile Chouyski).

En 1617, il arrêta les Tartares et les Turcs par de savantes manœuvres. En 1620, il pénétra en Moldavie avec quelques milliers d'hommes, espérant s'y réunir à vingt ou trente mille Moldaves, dont le hospodar avait demandé à passer sous la suzeraineté de la république. Le hospodar ne le rejoignit qu'avec six cents chevaux.

Zolkiewski livra à Ceçora une bataille sanglante, mais indécise, et se mit en retraite. Attaqué continuellement pendant huit jours par les Turcs et leurs nombreux auxiliaires tartares, il ramena son armée jusqu'au Dniester. Là, le désordre éclata dans les rangs : beaucoup de soldats voulaient franchir individuellement le fleuve et regagner leurs foyers sans avoir souci ni de la discipline, ni du sort de leurs compagnons. Les valets d'armée se jetèrent sur les bagages. L'hetman ne consentit pas à chercher son salut dans la fuite. Il battit jusqu'à la fin contre les siens et contre l'ennemi et succomba en héros sur le champ de bataille (6 octobre 1617).

Ce désastre consterna la Pologne. Sa famille racheta son corps aux Turcs. On grava sur sa tombe : *Exoriare aliquis, nostris ex ossibus ultor*; Qu'il sorte de nos cendres un vengeur!

Charles Chodkiewicz fut l'émule de Zolkiewski. Il naquit, en 1560, à Vilna, dont son père était palatin. En 1595, il suivit Zamoyski en Moldavie. Il était déjà staroste de Samogitie, quand il obtint, en 1596, le commandement d'un régiment dans le corps d'armée que l'hetman Zolkiewski conduisait contre les Kozaks révoltés. Il prit part à la campagne de Zamoyski, en 1600, contre Michel le Brave. Au moment de la bataille, Chodkiewicz, avec quelques-uns de ses compagnons, propose à son chef de se jeter sur l'ennemi en *helières*. On appelait de ce nom des cavaliers qui, choisis dans l'élite de l'armée, se distinguaient par une écharpe rouge et formaient des escadrons pareils aux hussards de la mort sous la république française. Zamoyski lui répondit par le mot de Scipion : « J'aime mieux conserver un des miens à la république, qu'acheter par sa perte la victoire sur un millier d'ennemis. » Les Polonais vainquirent.

Vers ce temps, la Suède voulut disputer la Livonie à la Pologne. C'est dans cette guerre surtout que s'illustra Chodkiewicz. Sa brillante victoire de Kirchholm répandit son nom en Europe. Plusieurs souverains lui envoyèrent leurs félicitations. Le 30 septembre 1605, Chodkiewicz écrivit à Sigismond (qui reçut sa lettre le 6 octobre, dans la cathédrale de Varsovie, pendant un sermon de Skarga) : « Ainsi tombent de puissantes armées, ainsi périssent ceux qui tirent le glaive contre Dieu, la justice et leur seigneur. »

En 1609, Chodkiewicz emporte Parnawa d'assaut, incendie devant Revel des navires ennemis, fait lever le siége de cette place, et prend plusieurs forteresses.

Quand Zolkiewski, vainqueur et maître de Moskou, donna sa démission parce que le roi ne voulait point ratifier les engagements

de l'hetman avec les Russes, Chodkiewicz accepta de lui succéder. Il ravitailla plusieurs fois la garnison polonaise de Moskou, s'empara de plus d'une ville importante, et revint, en 1617, assiéger la capitale de la Russie. Mais le traité de Dziwilin reconnut à la république les provinces qu'elle avait récupérées, et Chodkiewicz ramena l'armée en Pologne.

Peu après succomba Zolkiewski, et sa mort laissait la frontière découverte. Une armée fut réunie à la hâte, qui comptait dans ses rangs le prince Ladislas, fils du roi. Elle s'avança, sous les ordres de Chodkiewicz, jusqu'à Choczim. Les Polonais ne pouvaient opposer que trente-cinq mille hommes de troupes régulières et à peu près autant de Kozaks à trois cent mille Turcs, sans parler des Tartares. Après une série d'assauts du camp polonais et de véritables batailles, l'orgueil des Turcs, refoulés et décimés, dut céder devant l'héroïsme polonais. Chodkiewicz ne vit pas cet important résultat. Mais les Turcs étaient déjà bien revenus de leur fol espoir de rendre tributaire la république, lorsque le grand capitaine, épuisé par son âge et de glorieuses fatigues, expira le 24 septembre 1621. La veille de sa mort, il reconforta par ses paroles le courage de ses lieutenants réunis sous sa tente. Deux semaines après, le 8 octobre 1621, les Turcs signèrent la paix. (Voyez la *Vie de Chodkiewicz*, par Naruszewicz. — *Zywot J. K. Chodkiewicza, wojewody Wilenskiego, hetmana W. Ks. Lit. przez Adama Naruszewicza.*)

Etienne Czarniecki fut l'un des maîtres de Jean Sobieski. Il naquit, en 1599, à Zorawno, dans le palatinat de Sandomir, et servit d'abord, en 1633, dans la guerre heureuse de Ladislas IV contre la Russie. Fait prisonnier dans la guerre des Kozaks (2 mai 1648), il dut sa délivrance à la paix de Zborow. Il était déjà colonel de hussards, quand il prit part à la grande bataille de Beresteczko, à côté de Jean Sobieski (1651).

L'année suivante, l'hetman Kalinowski fut traîtreusement surpris par les Kozaks, à Batow, où neuf mille Polonais furent les uns massacrés, les autres réduits en captivité, et où l'hetman lui-même et Marc Sobieski, frère de Jean, laissèrent la vie. Czarniecki, nommé alors quartier-maître de la couronne et détaché avec dix mille hommes en Ukraine, soumit de gré ou de force beaucoup de villes et fut blessé aux assauts de Monasterzyszcze et de Busza. Chmielnicki, le chef des Kozaks, se voyant impuissant à rien fonder, avait été mendier la protection du tzar Alexis. Czarniecki assista le grand-hetman Stanislas Potocki dans la défaite qu'il infligea aux

Kozaks et à leurs nouveaux alliés, les Russes, aux environs de Human, en janvier 1655.

Tous les ennemis allaient assaillir la république affaiblie et divisée. Aux Russes se joignirent les Suédois. Après le prieur Kordecki, le glorieux défenseur de Czenstochowa, c'est à Czarniecki que revient la plus belle part d'honneur dans l'expulsion des Suédois du territoire polonais. Il alla ensuite défendre contre eux le Danemark.

L'invasion que fit de trois côtés le tzar Alexis Michaïlovitch rappela Czarniecki en Pologne. Les Russes, sous Chovanski, assiégeaient Lachowice. Czarniecki se réunit à Paul Sapieha, et, malgré l'exiguïté de leurs forces, les Polonais défont leurs ennemis. Quarante canons, cent quarante-six drapeaux tombent en leur pouvoir, quinze mille Russes sont tués ou pris (27 juin 1660).

Le 18 octobre, dans le même temps où Cheremetieff était écrasé à Cudnow, Czarniecki tuait quatre mille hommes à Dolgorouki, sans pouvoir toutefois forcer son camp. Il courut ensuite à Kiew et apaisa l'Ukraine. Le tzar demanda la paix; la convention d'Hadziak interrompit la lutte contre les Kozaks; la paix avait été conclue avec la Suède à Oliva. En 1661, la Pologne respira, et ses généraux allèrent recevoir les remerciements de la diète. Czarniecki fut gratifié de la starostie de Tykocin.

Malheureusement, ses discordes intérieures enhardirent vite les perfides ennemis de la Pologne. Le tzar l'attaqua de nouveau. Czarniecki vainquit Chovanski à Glenbokie, près de Plock, lui tua six mille hommes, lui prit dix-sept canons et tous ses bagages. Le 13 janvier 1664, il entra, à la suite de Jean-Casimir, en Moskowie. Détaché ensuite en Ukraine, voyant l'exiguïté de ses ressources, il conçut le projet hardi de quitter son armée avec treize compagnons seulement. Il se rendit en Crimée, obtint le secours des Tartares, revint emporter Steblow et Stadnica.

Mais son dernier jour approchait. Se sentant faiblir, il quitta l'armée. Il reposait dans une chaumière du village de Sokolowka, lorsqu'un messager du roi l'atteignit avec sa nomination d'hetman. « J'ai dit bien souvent, exclama le glorieux vétéran, qu'on me donnerait le bâton de commandement quand je ne pourrais plus ni supporter les fatigues de la guerre ni tenir une épée. » Il expira en 1665. Le roi Jean-Casimir lui rendit le témoignage qu'il avait tiré la patrie de l'abîme.

— Si l'on voulait spécifier le caractère des trois grands capitaines

dont nous venons d'esquisser la vie, on pourrait le faire ainsi : l'esprit jagellonien revivait dans Zolkiewski; cet esprit qui, durant deux siècles, avait animé le corps entier de la nation, brillait encore par intervalles dans un homme, dans un corps d'armée, dans une partie de la république. Zolkiewski ne séparait point l'action militaire de la politique; il se préoccupait d'agir sur le moral de l'ennemi comme sur le moral des siens; dès qu'une lutte n'était plus juste à ses yeux, il cessait d'y prendre part. Chodkiewicz est, avant tout, un militaire; c'est un général régulier qui sert fidèlement le roi et la patrie. Czarniecki a toutes les qualités d'un général de partisans.

Tous les trois eurent à combattre successivement les ennemis de la république, comme l'avait fait Zamoyski le Grand. Toutefois, le nom de Zolkiewski est plus spécialement attaché à la campagne de Moskou; celui de Chodkiewicz à l'expédition de Livonie contre les Suédois; celui de Czarniecki aux guerres contre les Kozaks. C'était une époque de rudes épreuves pour la Pologne, de revers et de triomphes : la gloire militaire finit par être couronnée dans Sobieski.

Jean Sobieski. — Les Polonais se tenaient encore à la lettre de leur constitution, mais l'esprit qui la vivifiait et qui déjà s'était affaibli sous les Wasas, ne cessa de décroître sous les règnes suivants. Les rois désormais ne comprennent plus les tendances intimes de leur nation et cherchent leur idéal parmi les monarques absolus qui les environnent. Les nobles s'opposent à cette déviation de leurs rois, sans rester fidèles au principe fondamental du développement de la république, et ils arrêtent à eux la liberté au lieu de la faire descendre sur toutes les classes. Et cette liberté, qui n'est plus tempérée par la sagesse du roi, contenue par l'unanimité de l'opinion publique, ni employée au bien général, dégénère en anarchie.

Jean Sobieski, celui des rois de Pologne dont le nom est le plus connu chez les étrangers, représentait les brillants côtés comme aussi les défauts de cette classe nobiliaire à laquelle avaient été dues jusque-là les prospérités de la patrie et qui allait en amener la ruine.

Ce grand capitaine avait une glorieuse tradition de famille. Sa mère était petite-fille de l'illustre Zolkiewski. Né le 2 juin 1629 dans le château d'Olesko, au pied des Carpathes, il vint en France

vers 1647 et rencontra le grand Condé dans les salons de madame de Longueville. Le spectacle de la France d'alors ne fut probablement pas sans influence sur lui. Sous le règne de Michel Wisniowiecki, il ressembla aux seigneurs de la Fronde, et une fois parvenu au trône il rêva une monarchie à la Louis XIV.

Avant de prétendre au trône électif, il se couvrit de gloire dans les luttes continuelles de cette époque agitée, contre les Turcs, les Tartares, les Kozaks, les Suédois et les Moskowites. Il débuta à la bataille de Zborow contre les Kozaks (15 août 1649) en ralliant les soldats qui pliaient et reçut en récompense la starostie de Jaworow. A la bataille de Beresteczko il fut blessé. Il contribua avec Czarniecki à refouler les Suédois qui s'étaient avancés en Pologne (1654). Il eut la plus grande part aux victoires de Lubar (17 sept. 1660), de Slobodyszcza sur le fils de Chmielnicki (19 sept.) et à la destruction de l'armée russe de Chéremetieff à Cudnow (1er octobre).

En 1665, le roi Jean-Casimir lui conféra le bâton de second hetman qu'il retirait au prince Lubomirski en disgrâce. La même année, Sobieski épousa une Française, Marie d'Arquien, qui, préoccupée, dès qu'elle fut sur le trône, de le rendre héréditaire pour ses enfants, ne sut donner à son mari que de mauvais conseils et ajouter aux difficultés de son règne. Cependant, malgré les calculs et les intrigues de leur mère, la couronne de Pologne ne devait échoir à aucun des fils de Sobieski.

En 1667, quatre-vingt mille Tartares et des nuées de Kozaks fondirent sur la république. Le roi Jean-Casimir, voyant que le tzar Alexis allait profiter de ses embarras pour attaquer, lui aussi, la Pologne, signa, le 30 janvier, la fatale paix d'Andruszow, qui abandonnait aux Moskowites l'Ukraine et une partie de la Russie-Blanche.

Cette même année, le roi réunit à la charge de grand-maréchal que Sobieski possédait déjà, celle de grand-hetman de la couronne. Revêtu de cette nouvelle dignité, Sobieski marcha contre Galga, frère du khan de Crimée et contre son allié Doroszenko, ataman des Kozaks. Il résolut, à cause de la disproportion de ses forces avec celles de l'ennemi, de se laisser assiéger dans son camp. Il écrivit son dessein à sa femme qui avait été voir son père à Paris, et qui communiqua ce projet au grand Condé. Celui-ci en augurait que Sobieski serait défait. Après avoir repoussé toutes les attaques du 28 sept. au 15 oct., Sobieski sortit de son camp de Podhayce pour livrer une bataille qui fut une victoire éclatante. Varsovie salua en lui le libérateur de la patrie. En témoignage de

son admiration, Louis XIV tint avec la reine d'Angleterre, veuve de Charles Ier, son fils Jacques sur les fonts de baptême.

Le roi Jean-Casimir, qui était sans enfants, avait voulu faire nommer son successeur de son vivant, ce qui était contraire aux *Pacta conventa* et aux idées des Polonais. Il s'en était suivi des résistances armées de la part de ses sujets. Un des plus grands seigneurs de la république, le prince Lubomirski, n'avait pas craint de marcher à la tête d'une armée contre le roi dont Sobieski commandait les troupes et il l'avait battu à Montwy le 19 juillet 1666. Quoique Lubomirski n'eût pas profité de ses succès et se fût peu après exilé volontairement, le roi Jean-Casimir, découragé de désastres sans cesse renaissants, résolut d'abdiquer et communiqua son intention au sénat le 12 juin 1668. Il se trouvait être le dernier des Piastes, des Jagellons et des Wasas.

Sous le règne malheureux du roi Michel, ce fut encore l'épée de Sobieski qui porta les grands coups aux ennemis de la Pologne. Il battit les Kozaks et les Turcs, près de Kalusz, en octobre 1672, et surprit le camp de Mahomet IV à Buhacz, ce qui n'empêcha pas Michel Wisniowiecki de souscrire un triste traité qui abandonnait à la Porte Ottomane la Podolie, Kamieniec, et promettait un tribut annuel. Sobieski entra dans une ligue dont le but était de détrôner Michel Wisniowiecki qui était odieux aux magnats. Mais la ligue échoua contre l'unanimité de la petite noblesse à défendre le roi qu'elle avait choisi. Des invasions venaient d'ailleurs le plus souvent interrompre les luttes intestines. Sobieski dit dans la diète : « Je sais le petit nombre de nos troupes et l'épuisement de nos finances. Mais ce peuple de serfs qui laboure nos terres se met dans une espèce de liberté en prenant les armes : il est bientôt soldat. Je ne demande que 60,000 hommes pour vous arracher au joug ottoman. Si je vous proposais de vendre les vases sacrés, vous devriez y consentir, parce que la patrie est plus sacrée que les instruments de la religion. Mais la république a le trésor de Cracovie. Attendez-vous que Mahomet vous l'enlève? Vous voudriez un temps plus favorable, des alliances, des subsides; les négociations sont longues, l'avenir est incertain, le présent seul est en notre puissance. » (*Hist. de Sobieski*, par l'abbé Coyer. Varsovie, 1761; I, p. 383.) Le traité de Buhacz fut rompu. Sobieski écrasa, le 11 novembre 1673, les Turcs à Choczim, à quatre lieues de Kamieniec, hors du territoire polonais, sur la rive droite du Dniester. La veille le roi Michel était mort.

Les compétiteurs au trône de Pologne étaient nombreux: Charles de Lorraine, Emile de Brandebourg, le prince d'Orange, le duc d'York qui fut plus tard Jacques II, Georges de Danemark, don Juan d'Autriche, les ducs de Parme et de Modène, Fédor, fils du tzar Alexis, etc. La gloire de Sobieski l'emporta.

Il fut élu le 21 mai 1674. Le 24 août 1675; il culbuta une armée turque qui assiégeait Léopol. A peine eut-il été couronné à Cracovie, le 2 février 1676, qu'il lui fallut retourner contre les Turcs.

Entravé par les divisions de la noblesse, il dut se laisser assiéger dans son camp pendant vingt jours par les Turcs que commandait Ibrahim Shaïtan pacha, en septembre 1676, et ne sortit de cette situation périlleuse qu'en signant la paix de Zorawno qui laissait aux Turcs Kamieniec et une partie de l'Ukraine. Il retrouvait dans les familles aristocratiques l'opposition que lui-même avait faite si longtemps au roi Michel.

Depuis le fatal exemple du *Veto* du nonce d'Upita, peu de diètes pouvaient aboutir et la république restait sans impôts ni levées décrétées, à la merci des incursions de ses ennemis. Les efforts de ceux-ci augmentent et les sacrifices personnels des premiers de la république faiblissent.

Le 17 août 1678, Jean III Sobieski renouvela avec les Russes le traité d'Andruszow qui leur laissait provisoirement (mais ce provisoire devait durer jusqu'au partage) Kiew et Smolensk.

En juin 1682, trois cent mille Turcs, sous le commandement de Kara-Mustapha, se précipitèrent sur l'empire. La Hongrie, exaspérée des cruautés de l'empereur Léopold, les seconda sous la conduite de Tékély et ils furent bientôt aux portes de Vienne. Louis XIV pressait Sobieski de ne pas secourir Léopold, ennemi de la France et voisin malveillant de la Pologne. Sobieski, sous la triple influence de l'exemple de ses ancêtres qui avaient combattu et souvent avaient péri dans leurs luttes contre le croissant, des sollicitations de sa femme, ainsi que des instances d'Innocent XI, se décida à secourir l'Autriche. Marie-Casimire était gagnée par les promesses d'une alliance de famille dès que son fils serait en âge de se marier, jointe à la possession souveraine de la Moldavie et de la Valachie. Le roi Jean voulait stipuler le rétablissement d'une république du Péloponèse et d'Athènes.

Le 12 septembre 1683, Sobieski attaquait les Turcs, les mettait en pleine déroute et s'emparait du camp du grand-vizir. Après soixante jours de tranchée ouverte, Vienne se trouvait délivrée.

L'ingratitude autrichienne se fit jour aussitôt. « A peine l'empereur voulait-il voir le roi de Pologne, son libérateur. M. le duc de Lorraine souhaitait que Sa Majesté impériale allât au-devant de Sa Majesté Polonaise, l'embrassât et la remerciât. L'empereur fit des difficultés sur ce qu'il n'y avait pas d'exemples dans le cérémonial qu'aucun roi électif se fût trouvé avec l'empereur. » (*Mémoire sur le siége de Vienne*, en appendice au Journal de la cour de Louis XIV, 1807, p. 241.) L'entrevue eut lieu au camp, à cheval, chacun tenant la droite. L'empereur balbutia quelques remerciements vagues. Le roi répondit : « Mon frère, je suis bien aise de vous avoir rendu ce petit service. » Sobieski, dans ses lettres à sa femme, se plaint amèrement : « Le légat a changé pour nous dès le lendemain de la bataille ; non-seulement il est très-fier et rebute tout le monde, mais pour peu qu'il soit en pointe il nous dit des impertinences. On ne nous donne plus ni fourrages ni vivres... Nos malades sont couchés sur du fumier;... on refuse d'enterrer nos morts;... on pille nos bagages... Ces messieurs de Vienne se sont établis en ville et s'y adonnent à ces plaisirs et à ces débauches pour lesquels Dieu les a si justement punis... Le cardinal Buonviso nous avait assuré qu'on avait réuni des vivres pour cent mille hommes et pour huit jours. A présent qu'il nous a abusés, il n'est pas même touché de notre détresse. Quant aux officiers de l'empire, ils voudraient nous enlever même le peu que nous avons... Tout ce que nous avons fait et entrepris était fondé sur les promesses du pape, et maintenant il ne nous reste plus qu'à gémir en voyant périr notre armée, non pas sous les coups de l'ennemi, mais par la faute de ceux qui nous doivent tout. » (18 sept. 1683.) (*Lettres de Sobieski*, trad. Stanislas Plater. Paris, 1826.)

Sobieski voulut profiter de sa victoire. Il s'engagea en Hongrie à la poursuite des Turcs. Surpris à Parkan le 7 octobre, il eut sa revanche le 9 à Gran. Mais jalousé et délaissé par les Autrichiens, manquant de vivres, de munitions, le roi rentra en Pologne.

Pendant cent ans les Viennois célébrèrent l'anniversaire de leur délivrance. Mais Joseph II, coupable du partage de la Pologne, abolit en 1783 cette solennité.

Le 6 mai 1686, l'ambassadeur Christophe Grzymultowski signa à Moskou un traité désastreux qui abandonnait définitivement aux Russes Kiew et Smolensk, et reconnaissait leur domination sur les Kozaks Zaporogues; mais la diète se refusa à ratifier le

traité. En août 1686, le roi Jean occupa Jassy : c'est alors, au dire du prince Cantémir dans son histoire de Moldo-Valachie, que les capitulations de la Moldavie avec la Porte-Ottomane furent brûlées sur la place publique, en même temps qu'étaient prononcées devant le peuple ces paroles : « Regardez bien comment S. M. le roi de Pologne vous affranchit du joug des Turcs. » Jean III avait compté sur des secours autrichiens qui lui firent défaut. « La Pologne elle-même l'abandonna lorsque, voulant contrebalancer la puissance républicaine, il conçut la triste idée d'ériger la Valachie et la Moldavie en principautés et de donner ces principautés à ses fils pour leur frayer le chemin au trône. » (*Slaves*, II, p. 349.) Il battit encore une fois les Turcs en août 1691 ; les diètes se rompaient toutes, l'anarchie augmentait. Sobieski mourut au château de Willanow, près de Varsovie, le 17 juin 1696.

Sobieski est assurément l'une des plus grandes figures du XVIIe siècle. Mais plus général que roi, il passe tout son temps à repousser les ennemis de la Pologne, il ne gouverne que peu, en ce sens que son autorité morale est sans cesse contestée. Ayant plusieurs ennemis à combattre, tantôt au midi et tantôt à l'orient, souvent il brusque ses campagnes et les termine par de mauvais traités, pour courir là où de nouveaux dangers l'appellent. C'était un héros couronné ; il vint après les Wasas comme Batory après les Jagellons ; mais, dans ses plans politiques, il n'avait ni l'ampleur ni la clairvoyance du roi Etienne. Il eût fallu pour empêcher la décadence de la Pologne qu'une nouvelle vie fût développée en elle. Si grand que fût Sobieski, il put tout au plus contenir le mal. Du moins le lustre de ses victoires fut pour la Pologne une protection qui dura près d'un siècle.

KIEW ET SMOLENSK.— Kiew, capitale de l'Ukraine, et Smolensk, capitale de la Russie-Blanche, étaient du côté des Moskowites les deux principaux bastions de la Pologne. Aussi furent-elles vivement disputées. Et quand la Pologne les eut perdues, elle se trouva démantelée. Sans Kiew, comment agir efficacement sur les Kozaks ? Et l'importance stratégique de Smolensk est telle que Napoléon se repentit de ne s'être pas en 1812 arrêté à Smolensk, en relevant la Pologne intégrale derrière le Dnieper et la Dzwina, et laissant aux Russes ainsi expulsés du sol polonais le soin de reprendre l'offensive, s'ils l'eussent osé.

CHAPITRE VI

PIERRE Ier

Et l'ingérence de la Russie en Pologne.

Avénement de la famille Romanoff. Elle tend à dominer la race slave, en s'appuyant sur des éléments étrangers. — Pierre Ier se sert des Allemands; il détruit les Strélitz. — Sa guerre contre les Suédois; en Pologne, Auguste II est soutenu par Pierre Ier et Stanislas Leszczynski par Charles XII. — Le tzar se fait chef de la religion et absorbe toutes les forces en lui. Résistance que ses réformes rencontrent dans son fils Alexis : procès et mort du tzarévitch. — L'armée et la hiérarchie civile en Russie. Affaiblissement graduel de la Pologne. Caractères de Pierre Ier, de Charles XII et d'Auguste II. Testament politique de Pierre. — Après Pierre Ier, tentative vaine de limiter l'autocratie. Catherine Ire, Pierre II, Anne, Elisabeth; Mentchikoff, Biren et Munnich.

Au commencement du XVIIe siècle, en l'an 1613, la Russie élevait sur le trône les Romanoff. Le premier des tzars de cette famille était fils d'un prêtre russe, d'un boyard forcé de se cacher dans un couvent et d'entrer dans les ordres.

Pourquoi ce jeune homme a-t-il été préféré ? Comment a-t-il été élu ? Quelle a été la forme de son élection ? Ces questions ont embarrassé les historiens étrangers qui, presque tous, partent de cette idée fausse qu'il existe dans tous les pays une espèce de mécanisme politique, que tout s'y fait d'après des formes prescrites, que tout acte politique n'est qu'une formalité. Ce qui est certain, c'est que le peuple russe a plusieurs fois exercé le droit d'élire son souverain, et que, sans qu'il y eût de lois expresses, on savait parfaitement par qui et comment devait être exercé ce droit.

Le métropolitain, les magistrats, les prêtres s'assemblaient sur une place publique ; le peuple y accourait ; tous ceux qui voulaient prendre part au conseil avaient le droit d'y participer. On proposait des candidats, mais on les choisissait de préférence dans la famille régnante. L'influence des Mongols avait changé cette coutume en loi : chez les Mongols, le khanat était toujours dans la famille de Gengis-Khan. Le nom du candidat était sanctionné par acclamation, et, d'ordinaire, la nation se soumettait à la volonté des magistrats et du peuple de Moskou. En Pologne, la masse de la nation croyait que le choix d'un roi venait d'une inspiration divine ; en Russie, on croyait à la fatalité, à une sorte de destinée qui désignait le candidat que tout le monde devait accepter.

Ainsi Michel Romanoff, comme homme *fatalement* désigné, fut élevé au trône, sans égard pour les familles plus anciennes, ni pour le mérite des hommes éminents de cette époque que la Russie regardait comme ses héros.

Les Romanoff étaient d'origine allemande et alliés à la famille régnante en Russie, ce qui n'est pas extraordinaire, puisque les souverains russes prenaient souvent leurs femmes parmi les filles de leurs sujets. — Poursuivant la politique de Godounoff, cette famille nouvelle attire une foule d'Allemands, de Français et d'Anglais, qui accourent à Moskou, entourent le trône et constituent une force exclusivement dévouée à la personne du souverain. Alors commence une longue guerre entre les idées européennes, représentées par les étrangers au service des tzars, et les restes des sentiments slaves.

Nous disons *les restes des sentiments slaves*, parce qu'il n'y avait plus de *forces* slaves. Les boyards n'existaient plus comme corps depuis les massacres d'Iwan. Toujours sous le poids de la terreur, ils n'avaient plus de voix dans le conseil national; seulement, ils jouissaient encore de quelques priviléges.

Ces priviléges, connus sous le nom de *Miestnitchestvo* ou *préséance*, ont été souvent confondus, mais à tort, avec les priviléges féodaux de l'Europe occidentale. La noblesse française, allemande, anglaise, attachait, comme on sait, le plus grand prix à l'antiquité de son origine : on comptait les quartiers de noblesse. Les Montmorency, par exemple, premiers barons de la chrétienté, étaient, dans l'opinion du peuple, supérieurs aux premiers ministres du roi de France. En Russie, au contraire, les boyards étaient tous égaux entre eux ; c'était comme une matière dont les souverains faisaient les généraux et les magistrats ; mais les respects que l'on se devait mutuellement se mesuraient d'après l'ancienneté de la nomina-

tion. Un boyard nommé général la veille se regardait comme supérieur à un boyard nommé le lendemain ; les fils du général d'hier avaient le pas sur les fils du général d'aujourd'hui.

C'était une source de querelles continuelles dans l'armée et dans l'administration ; les tzars se trouvèrent plus d'une fois obligés d'y intervenir. Voici, entre autres, quelques lignes d'un procès de préséance entre l'illustre Pojarskoï et le prince Lykoff :

« Michel, prince Pojarskoï, se prosterne la face contre terre devant le très-redoutable et très-vénéré tzar Boris, fils de Fédor.

« Tu as ordonné, ô tzar, à la princesse Marie Lykoff et à ma mère, la princesse Marie Pojarska, d'entrer au service de Sa Majesté la tzarine. Or, d'après les lois de l'ancienneté, il ne convient pas, ô tzar, que le nom de la princesse Pojarska, ma mère, soit mis à la suite du nom de la princesse Marie Lykoff. Tout au contraire, ma mère, qui est Pojarska, s'élève de plusieurs degrés au-dessus d'une princesse Lykoff.

« C'est pourquoi moi, ton esclave, je me prosterne devant toi en qualité d'accusateur du prince Lykoff. O tzar miséricordieux ! jette un regard sur ton esclave, et fais-le juger, ô tzar ! d'après la loi d'ancienneté. »

Le prince Pojarskoï cite alors les autorités sur lesquelles il appuie ses prétentions : il expose qu'en 1505, lorsque les Russes faisaient la guerre en Livonie, un des ancêtres de sa famille commandait les troupes du centre, tandis qu'un autre prince commandait la droite et que la gauche se trouvait sous les ordres d'un prince Lykoff ;

il établit ensuite sa filiation et celle de son adversaire, et après des calculs de degrés assez difficiles à comprendre, il conclut ainsi :

« Par conséquent, il est convenable que moi, ton esclave, ô tzar ! je sois placé au-dessus du prince Lykoff de dix degrés de supériorité hiérarchique. »

Cependant cette coutume de priorité de rang maintenait encore un germe d'indépendance. Toute l'importance des nobles venait, sans doute, de la faveur des tzars, mais cette faveur échappait, par l'hérédité, à l'influence directe et journalière du souverain.

La famille de Rurik laissa subsister ces priviléges; mais la maison de Romanoff, plus logique, et poussée irrésistiblement par l'idée qui fait le fond du gouvernement russe, abolit même cette espèce d'hérédité de deuxième ordre. L'idée gouvernementale russe, l'empereur Paul l'exprima plus tard dans ces paroles célèbres admirées par M. de Maistre et par l'école légitimiste : « Il n'y a de grand dans mon empire que celui à qui je parle, et il n'est grand qu'au moment où je lui parle. »

Or, comme il y avait, dans l'armée et dans la magistrature, des grands qui continuaient de l'être, quoique éloignés de la personne du souverain, Alexis Romanoff gagna le métropolitain et le clergé, détruisit par un coup d'Etat les archives du *Miestnitchestvo;* et dès lors il n'y eut plus de titres à la préséance : tout émanait continuellement et directement du souverain.

Le même prince Alexis établit une chancellerie secrète : institution formidable qui fait époque dans la législation des pays slaves. Elle avait d'abord pour but de connaître

des crimes de lèse-majesté; mais les employés de cette chancellerie envahirent peu à peu tous les départements de la justice. Il suffisait d'accuser quelqu'un, soit d'avoir manqué de respect au tzar, soit d'avoir dilapidé le trésor, soit enfin d'avoir fait un mal quelconque à un sujet considéré comme membre du souverain, pour le faire citer en chancellerie secrète. Là, chaque accusateur était maître de la vie d'un accusé, puisqu'il pouvait faire appliquer à la question qui que ce fût, à condition seulement de la subir lui-même. La chancellerie secrète, plus d'une fois abolie, continua pourtant de subsister sous des noms différents, comme police secrète, haute-police, grande police de gouvernement.

Dans les pays slaves, on n'avait jamais connu de procédure secrète : c'est un trait caractéristique de cette législation; non-seulement on plaidait en public, mais encore d'après les anciennes coutumes, l'avocat était chargé de donner une espèce de représentation mimique de tous les détails de l'affaire qu'on allait juger. En Russie même, excepté les exécutions qui étaient ordonnées par le souverain sans procès ni jugement, on jugeait les accusés publiquement. Depuis l'introduction de cette chancellerie, l'habitude de faire les procès en secret prévalut en Russie d'abord, puis dans toutes les provinces qui furent réunies à cet empire.

Ainsi le reste des traditions slaves disparaît peu à peu. Les étrangers supposaient que les souverains de la famille de Rurik, en détruisant des masses de boyards et des villes entières, ne voulaient que détruire l'aristocratie. Le fait est que le tzarat visait à déraciner l'élé-

ment *slave* et à constituer un empire étranger au milieu du territoire slave.

Cette politique commença dès l'établissement du tzarat de Moskou, et elle n'a jamais discontinué d'agir.

A Moskou naît Pierre le Grand. Son avénement coïncide avec la bataille de Vienne (1682-3). C'est de lui que date l'histoire de la Russie moderne.

Les faits extérieurs de cette histoire, les guerres, les traités, la diplomatie, se trouvent dans tous les livres; ce que l'on ignore généralement, ce sont les tendances et le but des monarques russes, la portée et la véritable signification de leurs réformes.

Il n'y a pas d'histoire officielle de ce temps. L'empereur Alexandre Ier permit aux écrivains de raconter et de juger l'histoire de la maison de Rurik. Quant aux Romanoff, qui poursuivent tous la même idée et se regardent comme solidaires entre eux, on n'ose pas en Russie émettre d'opinion sur leurs actions ni sur leurs intentions. L'historien Karamzin était trop honnête pour essayer de raconter l'histoire de Pierre le Grand et de ses successeurs. Les écrivains modernes, qui n'ont pas les mêmes scrupules, se contentent de répéter les mensonges et les flatteries officielles, ou se sauvent par des réticences.

Comme la Russie, par sa politique, s'est attaché les souverains qui gouvernent les autres pays slaves, et que la Slavie forme presque la septième partie du globe, il n'y a pas, pour un Slave, d'endroit où l'on puisse raconter librement, de vive voix, l'histoire des deux der-

niers siècles de l'empire russe. Je citerai quelques détails de cette histoire secrète, d'après les documents officiels qui existent dans les archives de Moskou, et je choisirai les moins connus.

La naissance de Pierre fut annoncée par des prophéties et accompagnée de prodiges. Le peuple était persuadé que le futur tzar devait réformer sa religion ou introduire en Russie une religion nouvelle. Tout le monde disait que la Russie allait avoir un messie. Le catholicisme avait pénétré à la cour du vieux prince Alexis, et la question religieuse s'agitait même autour du berceau du prince. Un évêque russe, qui était un *crypto-jésuite*, avait habilement gagné la confiance du prince et de la princesse qui, dit-on, étaient secrètement convertis au catholicisme. Cet évêque baptisa le nouveau-né et lui donna un nom inconnu dans les annales russes, le nom de *Pierre*, en signe que ce prince était destiné à rattacher la Russie à l'Église de Rome. La mort du vieil Alexis arriva, des intrigues de palais survinrent, et l'œuvre du jésuite fut détruite. Cependant Pierre parut longtemps hésiter entre les deux rites chrétiens, non pas qu'il fût très-religieux dans l'âme, mais parce qu'il ignorait laquelle des deux religions, grecque ou romaine, pourrait le mieux servir ses projets politiques.

A la mort de son frère aîné Fédor, Pierre avait été, quoique plus jeune, préféré à son autre frère Iwan, prince faible de corps et d'esprit; les strélitz se soulevèrent sous le prétexte de venger le prince Iwan, que l'on disait avoir été étranglé, et massacrèrent toute la famille maternelle de Pierre. Ils assiégèrent le palais et

forcèrent la tzarine à leur livrer son père et tous ses parents; son frère fut haché en morceaux, et les autres furent mis à mort. Pierre et Iwan furent placés conjointement sur le trône, et leur sœur Sophie proclamée régente.

Comme Iwan le Cruel, Pierre passa donc son enfance au milieu des révoltes, et comme lui, entouré d'hommes de parti, il puisa sans doute dans leur conversation son mépris pour l'humanité, et dut au spectacle terrible des exécutions ses goûts sanguinaires.

Suivant la coutume russe, le prince passait sa vie au milieu d'amusements, en compagnie de bouffons, qu'on appelait les divertisseurs du prince, et qui, à cette époque, étaient presque tous étrangers. Pierre, au lieu de s'abandonner aux plaisirs, forma de ses divertisseurs un bataillon d'infanterie qu'il faisait manœuvrer suivant la méthode allemande. Ce bataillon servit plus tard de noyau à l'armée régulière russe. Pierre y commença son service comme tambour, passa caporal et s'avança ainsi de grade en grade, sans jamais violer la règle de l'ancienneté militaire.

Ayant trouvé dans un magasin une vieille chaloupe anglaise, il la fit radouber et il s'amusait à la faire manœuvrer. Il nomma l'un de ses favoris, un certain Lefort, de Genève, général d'une armée qui n'existait pas encore; il en créa un autre amiral d'une flotte qui n'était encore construite que dans sa pensée. Et, à sa mort, il laissa une armée formidable et une des plus grandes flottes de l'Europe.

Les conversations des Allemands et des Français, dont

il était entouré, excitaient sa curiosité. Dès ce moment, il conçoit le système qui servira plus tard de base à la politique russe, un système européen. Il forme le projet, non pas, comme ses prédécesseurs, d'introduire l'Europe dans son empire, mais d'introduire la Russie dans l'Europe, de tirer de l'Europe même des moyens de vaincre et de subjuguer l'Europe.

Il entreprit alors ses voyages célèbres : il traversa l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, visitant des ateliers et travaillant de ses propres mains. Il étudiait l'art de construire des vaisseaux, s'attachait surtout à apprendre ce qu'il y avait d'applicable et de matériellement utile ; il engageait à son service des ingénieurs, des constructeurs, des médecins ; il envoyait en Russie des vaisseaux chargés de Hollandais, d'Allemands et d'Anglais. Mais au milieu de ses travaux, il fut inopinément rappelé par une révolte des strélitz, la dernière révolte vraiment russe.

Depuis la ruine de l'ancienne armée nationale slave, formée de troupes de paysans, commandées par les boyards, il n'y avait plus en Russie d'autre armée régulière qu'un ramassis de gens à la solde du tzar.

Cependant cette soldatesque partageait les préjugés et les opinions des Russes ; elle pratiquait la religion nationale, elle avait des haines nationales ; elle devenait souvent dangereuse ; les partis s'en servaient pour se renverser mutuellement. Elle se révoltait et assiégeait le palais, non pour changer la forme ou le système de gouvernement, comme faisaient autrefois les boyards ; non pour déclarer la guerre, ni proposer des traités d'alliances,

mais seulement pour chasser tel ou tel favori, tuer tel ou tel général.

Les strélitz, dont la sauvage violence avait éclaté au commencement du règne de Pierre, se soulevèrent de nouveau en son absence : on les a crus excités par la princesse Sophie que Pierre avait depuis plusieurs années reléguée dans un couvent. Ils furent vaincus par le bataillon formé d'étrangers et de quelques Moskowites, et que commandaient un Ecossais, un Allemand et un Français.

Pierre, accourant, trouva la révolte réprimée ; il tira une terrible vengeance de ses ennemis vaincus, et ordonna des exécutions (1698).

La cruauté habituelle des tzars prend un caractère tout nouveau. Pierre n'est pas un fou enragé comme Iwan IV ; il est philosophe. En exécutant ses ennemis, il s'instruit, s'exerce, étudie la nature humaine. Il apprend à couper lui-même des têtes : le premier jour, il en coupa cinq ; puis, en faisant des progrès, il parvint à en abattre vingt-cinq dans l'espace de quelques heures. Les seigneurs de sa cour étaient obligés de lui servir d'aides dans ses opérations. Les Français et même les Allemands montraient quelque répugnance à faire le métier de bourreau ; mais les Anglais s'y prêtaient avec beaucoup de sang-froid. Le prince Mentchikoff, un des plus grands personnages de l'Europe, excellait dans l'art d'abattre des têtes : il tournait la roue ; il coupait des jambes. Pierre, en faisant éventrer devant lui de malheureux boyards et paysans, appelait les médecins et se faisait expliquer l'anatomie, dont il était grand admira-

teur; il étudiait la structure des intestins et la circulation du sang.

Tout en détruisant ainsi les derniers restes de l'armée nationale, et en organisant une force nouvelle qui devait être désormais l'instrument impassible de la volonté des tzars, Pierre tentait des réformes générales. Il aimait la langue allemande; il la mit en usage à la cour de Russie, où elle domina jusqu'au règne de Catherine; il avait l'idée de rendre la Russie allemande et hollandaise pour qu'elle pût se servir des forces de ces deux nations; il ne visait à rien moins qu'à la domination universelle.

Il laissait voir un mépris profond pour la nationalité russe. Iwan le Cruel se disait descendant de l'empereur Auguste par les Allemands, et prétendait n'avoir rien de commun avec les Moskowites. Pierre évitait même de parler russe, excepté à ses soldats; encore leur composa-t-il un langage militaire barbare, composé de mots hollandais et allemands. C'était une manière de lui faire sa cour que de lui parler allemand. Toutes ses réformes avaient le même but, celui de déraciner l'élément slave. On ordonna de couper la barbe à tous les paysans russes, et l'on prescrivit la mode et la coupe des habits des femmes. Jusqu'alors elles vivaient retirées : elles durent fréquenter la société, et l'on fit un règlement d'après lequel, en entrant dans un salon, elles devaient faire telle et telle révérence, tel et tel mouvement de la tête et des bras, et prononcer tel ou tel mot allemand. Ces réunions, qu'on appelait des bals et auxquelles le prince prenait part, finissaient souvent par des scènes scandaleuses.

Pierre aimait à s'enivrer : un jour il manqua d'étouffer un de ses amis en lui versant une masse énorme d'eau-de-vie dans la bouche. Et pourtant les réformes de Pierre étaient regardées en Europe comme des pas gigantesques vers la civilisation !

Cette force slave, qui gravitait vers l'Asie sous la famille de Rurik, se retourne vers l'Europe; dès lors, la guerre asiatique ne sera regardée par le cabinet russe que comme une diversion; on sera toujours prêt à abandonner les conquêtes du côté de l'Asie dès qu'il s'agira de faire quelque progrès du côté de l'Europe.

La Pologne se trouvait alors dans une position fausse. La république, travaillée depuis longtemps par les émissaires étrangers, aux époques d'élection, avait fini par se persuader que le trône de Pologne était un poste d'honneur qu'il fallait vendre aux étrangers le plus cher possible. Des deux côtés on faisait un contrat mensonger : les rois arrivaient en Pologne avec le projet d'établir un gouvernement héréditaire; la république voulait tirer de ces rois des trésors et des secours sans leur rien donner en compensation.

L'électeur de Saxe Frédéric-Auguste était devenu roi de Pologne, sous le nom d'Auguste. Pierre, devinant ses projets, l'entraîna dans une alliance contre les Suédois et conclut le traité de Birze (26 février 1701). Ce traité, au fond duquel il y avait une promesse d'hérédité pour Auguste, constatait déjà officiellement la nullité de la politique extérieure de la Pologne. Pierre, de ce moment, ne regarde plus les Polonais comme ses ennemis; on ne

trouve plus dans les actes officiels russes aucune expression hostile à la Pologne, désormais son alliée. Cette politique correspond à celle des premiers grands-ducs de Moskou à l'égard de Novogorod.

Le besoin, pour la Russie, d'avoir un port sur la Baltique fut la cause de la guerre avec les Suédois. Cette guerre ouvre le XVIIIe siècle. Pierre voulut prendre Narva et bâtir une ville sur la côte de la Baltique. Charles XII débarqua avec une armée, et commença une série de victoires qui finit par sa défaite à Poltawa.

Charles XII avait hérité de l'esprit guerrier de ses ancêtres; il avait une armée bien exercée. Cependant il appartenait déjà au XVIIIe siècle par ses opinions : il n'avait pas l'enthousiasme religieux de Gustave-Adolphe et de Charles XI; il comptait seulement sur ses forces matérielles, et il s'aperçut trop tard que la Suède n'était devenue formidable que grâce à son élan pour la Réforme. Mais l'enthousiasme protestant avait fait son temps, et Charles XII professait une espèce d'indifférence religieuse. Ce Normand matérialiste rencontra un autre Normand mongolisé qui disposait de forces matérielles proportionnées à son génie. Charles XII commit une faute capitale après la bataille de Narva : au lieu de profiter de la victoire, il abandonna la Russie pour aller en Pologne détrôner le roi Auguste II et faire élire Stanislas Leszczynski; il laissa ainsi à Pierre le temps de réorganiser son armée.

Or, dans cette bataille, 8 à 10,000 Suédois avaient taillé en pièces une armée russe formidable, composée de 80,000 hommes, que commandait le prince de Croy. Les

Russes ne pouvaient expliquer cette défaite que par l'habileté des Suédois dans l'art de la sorcellerie.

Voici la *Prière publique à saint Nicolas*, prescrite à ce sujet par l'archevêque et le synode, et attribuée à Pierre le Grand :

« O toi qui es notre consolateur perpétuel dans toutes nos adversités, grand saint Nicolas, le plus puissant de tous les saints passés et futurs ! par quel péché t'avons-nous offensé dans nos sacrifices, génuflexions, révérences et actions de grâces, que tu nous aies ainsi abandonnés ? Nous avions pourtant cherché à t'apaiser et avions imploré ton assistance contre ces terribles, insolents, épouvantables, enragés et indomptables ennemis et destructeurs, lorsque, comme des lions, des ours et autres bêtes sauvages qui ont perdu leurs petits, ils nous ont attaqués d'une manière insolente et terrible, épouvantés et blessés, pris et tués par milliers, nous qui sommes ton peuple. Mais comme il est impossible que cela soit arrivé sans sortilége et enchantement, vu le grand soin que nous avions pris de nous fortifier d'une manière inaccessible pour la défense et la sûreté de ton nom, nous te supplions, ô grand saint Nicolas ! d'être notre champion et notre porte-étendard, d'être avec nous, tant en paix qu'en guerre, dans toutes nos nécessités et au temps de notre mort ; de nous protéger contre cette terrible foule de sorciers, et de les chasser loin de nos frontières, avec la récompense qu'ils méritent. »

Pierre protége également et le roi Auguste et la noblesse polonaise ; tour à tour il parle comme un philosophe légitimiste du XIXe siècle et comme un républicain

du XVIII[e]. Je crois que ce souverain est le premier qui, dans les traités politiques, ait mis en avant les principes abstraits. Jusqu'alors les puissances qui se faisaient la guerre citaient, dans leurs manifestes, les conventions et les traités antérieurs, en appelaient à leurs droits acquis. Les ministres étaient des espèces d'avocats qui toujours s'appuyaient sur un code de lois positives, reconnues par tout le monde. Mais à partir de cette époque on en appelle aux principes, à la légitimité et même à la loi divine.

Pierre défendait ainsi le roi Auguste II contre la confédération formée à Varsovie pour le détrôner (février 1704) :

« Nous avons jugé à propos d'interposer nos bons offices, nous qui sommes obligé, comme prince chrétien, de réprimer la violence et l'injustice qui tendent au renversement des lois et de la société humaine (style nouveau pour l'époque) et à troubler la paix de la chrétienté, laquelle ne saurait être conservée sans que les droits des rois soient préservés de toute atteinte, et sans l'obéissance des peuples qui ne doivent point se laisser emporter jusqu'à fouler aux pieds les couronnes de leurs souverains, dont la puissance *est immédiatement émanee de Dieu*. Enfin il est nécessaire que les lois fondamentales *de la nature* ne soient point détruites, ce qui ferait que l'homme qui a été formé à l'image de Dieu deviendrait pire qu'une bête brute... »

Durant ce long drame, on voit Pierre le Grand accourir dans les diétines pour discuter avec les commissaires, et Charles XII déguisé se mêler parmi les députés; à côté

des sabreurs polonais apparaissent les régiments silencieux des Suédois et des Russes.

Roi citoyen, Stanislas Leszczynski eût voulu trouver son point d'appui dans l'enthousiasme de la nation; mais la Pologne restant divisée, sa destinée royale se trouva liée exclusivement à la fortune de son protecteur suédois.

Après plusieurs années d'une lutte acharnée, Charles XII rencontra Pierre à Poltawa, le 8 juillet 1709. Le général Lœwenhaupt, qui amenait des renforts au roi de Suède, fut détruit par les armées russes, et Charles se trouva avec sa petite armée, qu'avaient affaiblie la faim et le climat, en face des forces considérables de Pierre. Mais telle était la terreur qu'inspirait encore le roi de Suède, que, quelques jours avant la bataille, le tzar lui offrit des conditions de paix très-honorables : il ne se réservait que la forteresse de Narva et l'emplacement sur lequel il commençait à élever Pétersbourg. Charles XII repoussa ces conditions, et perdit la bataille de Poltawa. Ce qu'on ne sait pas assez, c'est qu'un corps de cavalerie polonaise du parti du roi Auguste II, qui se trouvait parmi les Russes, contribua beaucoup à leur victoire en chargeant l'arrière-garde suédoise dans le moment le plus critique de la bataille. La défaite du roi de Suède replaça Auguste II sur le trône de Pologne.

D'autre part, c'est un Polonais, Stanislas Poniatowski, qui à Poltawa sauva la vie à Charles XII. Poniatowski, dont le père régissait, comme intendant, les terres d'un seigneur, fut d'abord page d'un noble polonais, puis il était entré comme volontaire au service d'un parti polo-

nais qui embrassa la cause des Suédois et de Leszczynski ; il était devenu bientôt colonel, puis général, confident et conseiller intime du roi de Suède. Après la défaite de Poltawa, il se retira avec lui en Turquie. Pendant les dernières années de la captivité du roi de Suède, Poniatowski, sans fortune, sans aucune influence personnelle, conçoit une idée hardie, celle de sauver la Pologne en se servant des influences étrangères, d'armer les puissances les unes contre les autres, la Suède et la Turquie contre la Russie, et d'arracher ainsi la république à la domination russe. Il suit opiniâtrément cette idée ; il parvient à décider le divan à faire la guerre à la Russie (1710). D'après son plan, les Turcs cernèrent l'armée de Pierre le Grand, et ce monarque se trouva dans l'alternative de mettre bas les armes ou de se faire tuer. Pierre ne perdit pas courage, et, d'après le conseil de sa femme, il essaya de négocier. On réunit toutes les pierreries qui se trouvaient dans le camp russe, et l'on en composa un cadeau de plusieurs millions, avec lequel un négociateur habile fut chargé de séduire le pacha turc. Celui-ci refusa cette offre : alors, le négociateur, faisant appel à sa générosité, lui demanda pitié pour les chrétiens ; il lui cita un verset du Coran qui défend aux Turcs de détruire tous leurs ennemis à la fois, et lui dit que les chrétiens n'avaient plus de rois, que la France n'en avait pas (c'était au moment de la régence), que la Pologne n'en avait pas non plus (le roi Auguste II était en fuite), que la Suède avait aussi perdu le sien, et que s'il faisait encore prisonnier l'empereur de Russie, toute la chrétienté tomberait dans une effroyable anarchie. « Figurez-vous, lui dit-il, les

Turcs privés de leur empereur, tous les mahométans privés de leurs chefs. » L'honnête pacha se laissa toucher. Poniatowski parvint seulement à faire entrer dans la capitulation un article qui obligeait les Russes à retirer toutes leurs troupes du territoire de la république (traité du Pruth, 1er août 1711). Cette conduite du pacha, qui eût été appréciée du temps des Croisades et de Godefroi de Bouillon, l'a couvert de ridicule. Nous voilà à une époque où, pour trouver un trait de bonhomie et de générosité, il faut aller le chercher dans l'histoire des Turcs. Poniatowski porta plainte au divan; on fit étrangler le pacha. Il ne put néanmoins décider la Turquie à recommencer la guerre, et il se réconcilia avec le roi Auguste, qui lui donna une place dans le sénat.

Après Poltawa, Pierre fut salué pour la première fois du titre d'*empereur* par l'Angleterre. Et il entraîna la plupart des cours dans son alliance.

Dans le temps que le tzar nouait ses intrigues en vue de bouleverser l'Europe, il voyagea de nouveau (1717); il reparcourut la Hollande et visita la France. Il avait fait périr des centaines d'hommes dans des tourments épouvantables. Et pourtant ce prince était reçu dans les cours de tous les souverains de l'Europe; aucun monarque n'a refusé de toucher cette main de bourreau. Pierre devint membre de l'Académie des sciences de Paris : pour employer les expressions de cette époque, *il fit l'honneur à l'Académie* de permettre qu'elle inscrivît son nom sur le registre de ses membres. On dit qu'il était frappé de la profonde sécurité où vivait la famille royale de France,

et de l'amour de la noblesse et du peuple pour leur roi, de cet amour où il y avait quelque chose de chevaleresque. Il ne rencontrait en France rien de cet attirail de terreur qui entourait la personne des monarques russes; aussi disait-il qu'il donnerait son empire pour être un Bourbon, pour appartenir à la famille qui avait le secret d'inspirer tant d'amour, tant de dévouement. Cependant il prédisait hautement la chute de cette famille. Il disait que la France et surtout la famille royale périraient par la mollesse et l'insouciance.

De retour dans son pays, Pierre poursuivit son œuvre de réforme. Il établit des tribunaux nouveaux, il publia des codes, organisa la flotte et l'armée et fonda un nouveau système de finances.

Dans toutes ces réformes, toujours le même esprit, le même désir de faire accepter par la nation une vie qui lui était tout à fait étrangère et des formes qui n'avaient rien de commun avec les institutions slaves! Ayant appris qu'il y avait en Suède un sénat, il voulut aussi donner un sénat aux Russes. Le sénat suédois se composait de seigneurs riches, puissants, honorés par le peuple, et servait de contrepoids au pouvoir royal. Mais comment trouver l'élément d'un sénat parmi ces serviteurs que Pierre frappait chaque jour de sa canne et qu'il faisait souvent torturer sous ses yeux? Quelle valeur pouvait avoir ce sénat? Aussi, le nom excepté, c'était un collége qui avait les mêmes pouvoirs que les chambres des strélitz et les anciennes chambres du *Miestnitchestvo*. Loin d'avoir l'influence des anciens parlements de France, il n'avait pas même l'autorité du divan turc. Il n'y a rien de plus faux

que l'idée que les étrangers se forment du sénat russe. Ce sénat, dont on ignore presque l'existence en Russie, n'a pas de droits politiques. De vieux généraux, de vieux dignitaires sont nommés membres du sénat ; ils assistent aux séances sans y prendre grand intérêt, décident des affaires civiles et criminelles sans avoir aucune connaissance des lois ; ils signent simplement les rapports des procureurs généraux. Quant à la politique, on n'en parle jamais dans le sein du sénat : c'est un corps chargé uniquement d'exécuter les ordres du souverain.

En imitation de la bureaucratie autrichienne, Pierre établit douze colléges pour régir les différentes parties de l'administration. Il fit bâtir un grand palais, composé de douze appartements où devaient être réunis les douze colléges. Cette organisation dura quelques années.

Dans les lois civiles, Pierre n'avait qu'un seul but, celui de confisquer tous les pouvoirs, et de mettre toutes les forces sous sa main. Il établit toutes sortes de monopoles, sur le tabac, sur l'eau-de-vie, etc. C'est le même système que celui que Méhémet-Ali voulait réaliser en Égypte. Il y a même un ukase qui enjoignait au peuple russe de fumer le tabac ; on n'en connaissait pas encore l'usage en Russie : cet ukase a été une des causes de la révolte des strélitz.

Pierre rencontra pourtant une résistance imprévue dans la personne de son fils, du malheureux Alexis. L'histoire de cette lutte a une grande signification. Ce sont deux idées qui engagent le dernier combat. On connaît mal cette histoire tragique. Les auteurs russes la passent sous silence. Les actes officiels du procès sont soigneusement

enfermés dans les archives secrètes, et les étrangers, pour flatter le père, ont flétri la mémoire du fils, en le représentant comme un fou et comme un imbécile.

Le prince Alexis, né de la première femme de Pierre, était Russe par ses habitudes, par son éducation, par la nature de son âme. Sa mère, Eudoxie Lopuchin, était une dame pieuse qui l'éleva dans les principes de l'Église russe ; il était entouré de moines ; il se plaisait à entendre les contes, les chansons populaires ; il aimait tout ce qui était russe, tout ce qui était slave. Cette pauvre âme slave, égarée au milieu d'une famille étrangère, était saisie d'effroi à la vue de tout ce qui se faisait en Russie. L'infortuné tzarévitch éprouvait une terreur instinctive à l'approche de son père, qu'il voyait occupé à détruire la législation et la religion de son pays.

Pierre avait un mépris souverain pour l'Église ; il abolit le patriarchat. Lorsque les évêques, après la mort du patriarche, vinrent lui demander d'en nommer un nouveau, il s'écria en frappant sur son front : « Voici votre patriarche, votre pape et votre Dieu. » Dans ses lettres familières, il ne désigne jamais les prêtres ou popes que par les expressions de *barbes de bouc*. Il confisqua toutes les possessions du clergé.

Le pieux Alexis, effrayé, s'enfermait dans sa chambre et pleurait avec sa mère, avec quelques prêtres et quelques amis, sur le sort de la Russie. Mais Pierre ne le laissait pas en repos ; il le forçait à apprendre la manœuvre militaire étrangère et la navigation, que ce prince détestait et craignait. Enfin, il ne trouva pas d'autre moyen de se dérober à la persécution de son père que de fuir ; il

s'échappa, passa en Allemagne, et se plaça sous la protection de l'empereur, et plus tard sous celle du roi de Naples.

Pierre, qui lui adressait des lettres sévères et menaçantes, change de ton tout d'un coup ; il devient doux et bienveillant ; il prie, il supplie son fils de revenir auprès de lui, lui promet de tout pardonner, de tout oublier, jure par le nom de Dieu et sur le salut de son âme qu'il ne lui fera aucun mal. Alexis, séduit par ces paroles et par ces serments, revint en Russie, où il fut aussitôt saisi et mis en jugement.

Le tzar nomme une commission de cent quatre-vingts dignitaires pour juger son fils. Rien de plus effroyable que cette procédure. Pierre, comme patriarche, comme chef de l'Église, veut entendre la confession du prince. Ce malheureux Slave, résigné et patient comme sa nation, n'ayant aucune force d'action, dominé par les principes religieux, reconnaît la puissance patriarcale de son père, et il lui fait sa confession. Il avoue toutes ses pensées secrètes, toutes ses intentions ; il avoue s'être surpris quelquefois désirant la mort de son père. C'est sur cet aveu que la cour de justice condamna le prince. Ainsi, pour un mauvais désir auquel il avait résisté, pour un de ces désirs contre lesquels les saints, même canonisés, avaient eu à combattre, ce jeune homme fut condamné à mort. Il avoua aussi le nom de quelques amis, de quelques serviteurs fidèles. Tous périrent par la roue, le gibet ou la hache.

Pierre fit semblant de vouloir commuer la peine du prince, et il dit de l'incarcérer. Mais, le même jour, Alexis mourut empoisonné. Il n'y a pas de doute sur cet empoi-

sonnement. Un Anglais au service de la Russie, le comte Bruce, grand-maître de l'artillerie, le raconte avec une simplicité et un sang-froid extraordinaires. Il rapporte comme quoi il fut envoyé par le tzar chez un apothicaire chercher une potion forte, « *a strong potion*, » pour le prince qui était malade. L'apothicaire (Bear), en recevant cet ordre, parut consterné. Dans le même moment, un maréchal allemand (Weide), au service de Russie, entra pour demander cette potion. Le maréchal chancelait et paraissait troublé comme l'apothicaire. Ils portèrent enfin la coupe au prince, qui, prétendit-on, mourut d'une attaque d'apoplexie (7 juillet 1718).

La première femme de Pierre, qu'il avait fait enfermer dans un couvent, ne survécut pas longtemps à son fils Alexis. Pierre l'accusa de déréglement et de complot : et il fit exécuter ceux qu'il soupçonna avoir été ses complices.

Le gouvernement russe, ayant fini par absorber l'élément slave de la Russie, tend désormais à s'approprier la force de toute la race slave. Dès le commencement du XVIIIe siècle, il pèse sur la Pologne et il rêve en même temps la domination sur tous les pays slaves, depuis l'embouchure du Danube jusqu'au Monténégro. Il se donne pour l'unique représentant de l'idée slave; or, il n'y a rien en lui qui porte le caractère de cette race : la politique russe est anti-slave.

Depuis l'établissement du duché de Moskou, en effet, la politique constante des ducs était déjà de soutirer tout l'élément vital des provinces pour l'enfermer d'abord

dans le duché de Moskou, et le concentrer ensuite dans leur propre personne.

Ainsi, après l'extermination des princes indépendants et l'anéantissement des populations de Novogorod, de Twer, de Pskow, etc., dont les pays furent gouvernés, au nom des ducs, par les boyards de Moskou, ces boyards eux-mêmes furent abattus à l'aide des strélitz, c'est-à-dire de l'armée régulière des ducs de Moskou. Puis les strélitz furent écrasés à leur tour par une nouvelle armée composée de soldats nationaux, mais commandée par des étrangers. Ces étrangers, devant leur existence, leurs titres, leur rang au souverain, n'étaient qu'une émanation de sa volonté. Après cette œuvre de destruction et d'absorption, qui finit à l'époque de Pierre le Grand, un souverain de Russie ressemble presque à la divinité panthéistique, qui, suivant les idées des Orientaux, ne fait qu'absorber la création, l'aspirer et la respirer.

Pierre commence un travail nouveau : il cherche à édifier. Il multiplie sa personne ; il étend en quelque sorte ses idées sur tout le pays, il crée toute une hiérarchie militaire et civile. Son instrument d'action le plus fort et le plus puissant est l'armée.

Toutes les armées européennes sont sorties de l'ancienne chevalerie. Leur discipline même était ennoblie par les idées, les souvenirs de la chevalerie, dont le point d'honneur militaire est le dernier débris. Telle fut l'armée, du moins de ce côté des Alpes, jusqu'à l'époque de la guerre de Trente-Ans où Wallenstein et les autres généraux allemands, obligés d'enrôler des soldats pour de l'argent, changèrent l'esprit des armées. Dès

lors les généraux ont regardé l'état militaire comme une carrière d'honneur et d'ambition, et les soldats comme un métier.

Or, Pierre forma son armée avec des cadres allemands. Il lui donna la sanction de ce terrorisme que n'ont cessé de répandre les grands-ducs de Moskou. Il se soumit le premier au règlement. Que l'on s'imagine ce qu'un soldat slave éprouvait alors en présence d'un officier allemand qui commandait à ce souverain redoutable? Ces officiers allemands étaient regardés comme des espèces de sorciers qui, avec un bâton ou une petite épée, faisaient manœuvrer même l'empereur. En eux tout était nouveau, jusqu'à la coupe de leurs habits et au drap de leur uniforme, que le paysan apercevait pour la première fois en Russie, et qu'il ne touchait qu'avec une espèce de terreur religieuse. L'or et l'argent qui brillaient sur leurs épaulettes et leurs écharpes, et qu'on ne voyait encore que dans les églises, frappaient au plus haut degré l'esprit du paysan. En un mot, l'état-major russe faisait sur les soldats la même impression que ferait sur un homme pieux une procession religieuse. Ajoutez à cela le code terrible qui mettait la vie du soldat entre les mains de son supérieur.

Les paysans des gouvernements de Moskou, d'Archangel, de Novogorod, de ce qu'on appelait alors la Grande-Russie, formèrent le noyau de cette armée. Le peuple de ces gouvernements est un peuple à part entre tous les peuples de la race slave. Ce sont des hommes d'une grande taille, forts, robustes, d'une intelligence étonnante; c'est peut-être le peuple le plus intelligent de l'Europe;

mais, en revanche, il est très-peu sensible; ce sont des cœurs secs, des âmes froides; ils n'aiment pas la musique ni le chant, comme les Slaves du Midi; leur regard offre quelque chose d'extraordinaire: leurs yeux ressemblent à des glaçons brillants, et l'on est saisi d'effroi en examinant ces yeux où l'on ne trouve pas de fond; ils réfléchissent la lumière, mais ils ne s'échauffent pas; c'est un regard vif, pénétrant et peu communicatif; ce n'est pas un regard d'homme ou d'animal, c'est plutôt un regard d'insecte. Pour avoir une idée de ces yeux, il faut examiner à la loupe les yeux des insectes, immobiles, brillants, perçants et froids.

Ce peuple parlait un dialecte riche comme tous les dialectes slaves, mais très-peu musical, très-peu poétique. Ce dialecte n'était pas encore écrit; on commence à l'écrire du temps de Pierre Ier. On peut appeler la langue russe moderne la langue de Pierre le Grand; c'est lui qui en a inventé l'alphabet et imposé les caractères par un ukase. Cette langue est devenue la langue de Saint-Pétersbourg, capitale remplie de soldats et d'employés, ville de casernes et de bureaux. Les hommes qui entouraient l'empereur, ses généraux, ses favoris, ses soldats, parlaient ce nouveau dialecte, et l'administration le répandit par ses écrits. De cette manière, la langue de la Grande-Russie fut une langue officielle, une langue de législation et de commandement pour plusieurs pays slaves. Elle n'a, jusqu'à présent, dans quelques provinces, qu'une vie officielle.

Or, les Slaves du Midi, de la Petite-Russie, de la Russie-Blanche, en entrant dans les cadres de ces régiments,

adoptaient les caractères des Slaves du Nord. Les soldats, qu'on enrôlait par force pour toute leur vie, pour 20, 25, 30 et 35 ans, ne devaient plus revoir leurs foyers. Obligés de faire l'exercice, d'apprendre une manœuvre difficile et d'être continuellement en campagne, ils oubliaient leur patrie, leurs coutumes et leurs mœurs domestiques. Le régiment devenait leur patrie, leur famille; ils s'identifiaient avec l'histoire du régiment, et ils finissaient par n'exister qu'en lui. Cette armée ne ressemble en rien à celles de l'Europe; les régiments y sont éternels. Tout a changé en Europe, depuis le temps de Pierre le Grand. Qui sait les noms des célèbres régiments de Louis XIV et l'histoire des légions de la République et de ces fameuses demi-brigades de l'Empire? En Russie, les régiments formés par Pierre le Grand portent toujours les mêmes noms; il y en a qui ont conservé les mêmes drapeaux, et aussi, à ce qu'on dit, les mêmes casques et les mêmes sabres: les soldats y tiennent. Sur les champs de bataille, on a vu plus d'une fois les soldats russes abandonner leurs blessés pour sauver leurs casques et leurs sabres. Ces régiments allaient être supérieurs à l'armée polonaise, ils avaient des éléments plus variés et plus forts: Russe, Finnois, Petit-Russien, Allemand, tout cela soudé et cimenté par la terreur.

Pierre organisa l'état civil de la Russie d'après de semblables idées. Il y établit une hiérarchie de quatorze degrés appelés *tchin*. Toute la Russie formait un régiment dans lequel chacun était censé servir. L'administration n'est pas employée au service du pays, elle n'est pas une manifestation du pays, mais le pays est au service de

l'administration : c'est l'administration qui est l'État.

La population qui n'est pas enrégimentée ressemble à cette domesticité attachée à une armée anglaise dans les Indes et occupée à la nourrir. Tout homme employé dans le gouvernement, tant qu'il n'a pas de grade, n'a pas d'existence sociale. Même s'il est riche, il se trouve dépaysé; il est comme un partisan au milieu d'une armée régulière, ne sachant où il doit prendre son poste, embarrassé lui-même et embarrassant les autres. Les grades ne donnent pas nécessairement des emplois, mais on ne peut avoir d'emploi sans avoir un grade. Il y a quelque chose de semblable chez les Chinois; toutefois leur hiérarchie n'existe que parmi les mandarins, tandis qu'en Russie elle embrasse la population entière.

Certes, c'est l'organisation la plus rationnelle. On y part de cette idée que l'homme ne vaut dans la société qu'en raison des services qu'il lui rend. Le zèle et l'ancienneté constituent seuls la valeur d'un homme en Russie. Aucune autre considération extérieure ou morale n'influe sur l'appréciation gouvernementale. Dès qu'on entre au service, on a toujours à espérer de l'avancement; avant d'atteindre un grade supérieur, on peut recevoir comme encouragement des décorations dont il y a trente degrés différents, des distinctions honorifiques, des rescrits, des sabres d'honneur, etc. Nulle part on n'a mis en vigueur un système aussi bien fait pour nourrir l'ambition et exciter l'amour-propre. Après une vingtaine d'années passées dans l'espérance continuelle d'un avancement ou d'une récompense, cette idée d'avancer devient

une idée fixe ; elle finit par absorber toutes les facultés de l'homme. L'homme devient un instrument volontaire de la pensée gouvernementale.

Avec une telle armée et une telle hiérarchie, Pierre le Grand s'avança sur l'Europe, en commençant contre la Pologne cette guerre d'intrigues et de corruption qui devait préluder aux violences de ses successeurs.

Quelle force la Pologne avait-elle à lui opposer? La noblesse, qui depuis plus d'un siècle niait la puissance royale, en cherchant à borner celle de l'Eglise et à se raffermir vis à vis des classes non nobles, n'avait eu aucun intérêt à trouver une organisation militaire puissante, parce qu'elle composait elle-même l'armée du pays; réformer l'armée, c'eût été en donner le commandement à la royauté, ce que la noblesse avait craint par-dessus tout. Dès le XVIe siècle, les rois gouvernaient encore en Pologne, mais le pouvoir réel résidait dans la noblesse; le souverain, c'était la noblesse. Telle était cette association de propriétaires et de militaires qui assistaient aux diètes... Les ouvrages profonds des premiers tacticiens de cette époque, de ces grands hommes de guerre qui ont remporté les victoires d'Obertyn et d'Orsza restèrent sans application. La Russie, au contraire, n'ayant produit aucun savant, aucun inventeur, avait profité cependant des découvertes des étrangers et commencé à organiser des régiments, à former des troupes régulières et à bâtir des forteresses dans le grand-duché de Moskou. C'est que le pouvoir, dans ce pays, fidèle au système mongol, attire à lui tout ce qu'il y a de puissance matérielle dans le pays, et rejette de sa

sphère tout ce qui a quelque germe d'action morale. Les grands-ducs, ennemis acharnés de toute secte, de tout système philosophique, protégeaient, ainsi que Gengis-Khan, Battou et Octaï, les architectes, les médecins, et surtout ces industriels qui parcouraient le pays, s'offrant à organiser l'armée.

Pierre disposait de forces militaires considérables, et il ne se regardait comme lié par aucune parole, par aucun traité. On connaît l'histoire de la conspiration de Cellamare. Quand le ministre d'Espagne, Albéroni, conçut le projet de donner la régence de France au roi d'Espagne, et que le ministre suédois, Goertz, entra dans ses vues et promit le secours de la Suède, Pierre, l'ennemi acharné de Charles XII, lui proposa la paix et lui offrit des subsides et des soldats pour détrôner le roi George d'Angleterre, son allié, renverser le régent, son allié aussi, chasser le roi de Pologne, Auguste II, avec lequel il venait de conclure un traité d'alliance, enfin pour bouleverser toute l'Europe. On a fait des conjectures sur les véritables intentions de Pierre. Voltaire qui, avec son sens profond de l'égoïsme, appréciait très-bien la politique de ce prince, dit que Pierre le Grand voulait seulement faire naître quelques démêlés pour en profiter. En réalité, ce monarque tenait à s'immiscer à tout prix dans les affaires de l'Europe. C'est pour cela qu'il faisait des sacrifices pour entrer dans la diète allemande comme prince de l'empire romain. Il sollicitait une petite place de duc pour y avoir une voix et pouvoir y envoyer un ambassadeur. Le complot contre la Régence, auquel le tzar donna les mains en Hollande, ne réussit pas. Goertz

fut décapité, Albéroni chassé; Charles XII périt et Pierre conclut un traité de paix avec la Suède, à Nystad (1721).

Cette trinité de monarques : Pierre le Grand, Auguste II, Charles XII, accompagnée de cette trinité de ministres : Goertz, Albéroni, Dubois, fut une incarnation du XVIII[e] siècle officiel.

Auguste II prit pour modèle Louis XIV : il était magnifique, fastueux; il aimait les beaux-arts comme objet de luxe et matière de jouissance, entretenait un orchestre à sa cour, était galant et protégeait les hommes de lettres et les artistes. Destiné, suivant le langage du temps, à *policer* la Pologne et à être pour ce pays une espèce d'Orphée, de Sésostris, de Thésée, il établit dans sa capitale un opéra italien, le plus célèbre qu'il y eût en Europe. Dans une ville, troublée par les querelles de la noblesse et ravagée tant de fois par la guerre, il faisait donner des représentations auxquelles il entraînait les nobles après les avoir invités à dîner. Il fit même venir quelques législateurs étrangers pour composer un code, selon la manie de cette époque où l'on croyait que tous les monarques étaient appelés à être législateurs. Auguste II exprimait les tendances du XVIII[e] siècle dans sa partie brutale et dans sa sensualité.

Charles XII remontait plus haut que le siècle de Louis XIV; il imitait César et Alexandre le Grand; il retournait au paganisme, tout en conservant quelques débris de préjugés religieux.

Pierre le Grand, bien supérieur en force à ces deux monarques, et plus froid que Gengis-Khan, n'avait qu'une

seule idée, celle de dominer. Il représentait l'orgueil du siècle; il précédait, il devançait la Convention.

Son testament atteste ses vues ambitieuses. Quelques étrangers, admis dans la confiance du souverain en Russie, ont publié, lors de sa mort, quelques passages de ce testament, qui se trouve, dit-on, dans les archives de l'empire. Un écrivain français, Esneaux, dans son *Histoire de Russie*, publiée en 1830, en a donné un résumé. En voici les articles principaux :

« Ne rien négliger pour donner à la nation russe des formes et des usages européens.

« Maintenir l'Etat dans un système de guerre continuelle.

« S'étendre, par tous les moyens possibles, vers le nord, le long de la Baltique; vers le sud, le long de la mer Noire; vers le centre, par la Pologne.

« Détacher la Suède de la politique européenne; chercher à l'isoler; on finira par la subjuguer.

« Sous prétexte de chasser les Turcs de l'Europe, entretenir une armée permanente vers la mer Noire, et, en avançant toujours, s'étendre jusqu'à Constantinople.

« Alimenter l'anarchie de la Pologne et finir par subjuguer cette république.

« Entretenir, au moyen de traités de commerce, une alliance étroite avec l'Angleterre, qui, de son côté, favorisera tous les moyens d'agrandissement et de perfectionnement de la marine russe, à l'aide de laquelle on obtiendra la domination sur les mers de l'Europe, point capital dont dépend la réussite du plan.

« Se pénétrer de cette vérité : que celui qui dispose

du commerce des Indes est le souverain de l'Europe.

« Se mêler à tout prix, soit par force, soit par ruse, des querelles de l'Europe, et surtout de l'Allemagne.

« Se servir de l'ascendant de la religion sur les Grecs et les Slaves répandus en Turquie, en Autriche, en Pologne, en Prusse.

« Enfin, mettre en lutte les puissances de l'Europe en les appuyant et en les combattant les unes après les autres, et profiter de leur affaiblissement réciproque pour envahir le tout. »

Ce qui milite en faveur de l'authenticité de ce testament, c'est que le cabinet russe en exécute toutes les dispositions.

Pierre le Grand, par la hardiesse des conceptions et l'énergie des moyens, ne le cède en rien aux conventionnels français; il est à lui seul une Convention : il concevait et il exécutait. Et même il parvint à réaliser un système qui existe encore aujourd'hui. L'examen de ce système politique individuel, imposé à toute une nation par la volonté d'un homme de génie, pourrait éclaircir les rapports qui existent entre l'école politique dogmatique et l'école historique.

La réforme russe et la révolution terroriste de la France s'expliquent mutuellement; c'est le XVIIIe siècle qui se fait législateur. Les deux systèmes partent d'un même principe. On suppose que l'individu est le juge de l'humanité; qu'il n'a à consulter d'autres archives que ses propres désirs individuels; qu'avec son intelligence il peut mesurer la marche historique de toutes les nations, et qu'il peut juger du degré de leur bonheur d'après ses

affections personnelles. C'est la plus haute personnification de l'orgueil des individus. De là vient cette farouche énergie qui détruit tout, qui ne tient aucun compte du passé, et qui fait qu'on sacrifie son prochain à son idée. De là vient cette haine instinctive pour tout ce qui est moral, religieux, pour tout ce qui porte l'empreinte de la vie humanitaire.

La Convention se brisa contre le passé de la France. La vie sociale de la France, refoulée dans le cœur de la nation, n'a cessé de réagir. Ce qui faisait la force de la Convention donne jusqu'à présent la victoire à la politique russe. La corruption de la vieille société française, dont les formes n'étaient plus vivifiées par l'esprit, donnait prise au génie de destruction. Il en est de même des pays qui avoisinent la Russie : n'ayant pas développé leurs principes vitaux, ils restèrent exposés sans résistance à la force d'action de la Russie, et leur vie se trouva de plus en plus comprimée dans l'âme des peuples.

La personnalité physique et morale de Pierre le Grand offre plus d'une énigme. Il est évidemment un homme de la Grande-Russie. De haute taille et très-robuste, il avait une figure assez régulière, mais d'une expression sinistre; son regard surtout, ses yeux gris tachetés de sang, qui caractérisent la famille régnante chez les Mongols (les Bourtchoukines), nous font voir en lui un homme de la Grande-Russie mongolisé. On remarquait, dans tout son être, une singulière inquiétude; même lorsqu'il était assis, il donnait à son corps un certain mouvement qui inspirait de la terreur. On a remarqué, dans plusieurs des conventionnels, et surtout dans quel-

ques montagnards, la même mobilité inquiète, les mêmes contractions nerveuses de la figure.

Que l'on demande aux philosophes d'expliquer cette science innée de Pierre le Grand, cette profondeur de vue qui présidaient à ses moindres démarches. Cet homme, né au milieu d'un peuple barbare, de qui l'éducation avait été négligée et même calculée de manière à détruire en lui tout germe de science et d'idées élevées, cet homme trompa les meilleurs diplomates; il créa une flotte et forma une armée. Voltaire a raison de dire que quiconque se serait mêlé de prédire, pendant l'enfance de Pierre le Grand, tout ce que ce prince a fait pendant son règne, n'aurait passé que pour un visionnaire. D'où Pierre tirait-il donc cette science? C'est qu'il y a des peuples qui produisent spontanément certaines capacités que d'autres ont une grande difficulté à former. Un Mongol naît discipliné, comme s'il sortait des rangs d'une armée prussienne de Frédéric le Grand ou d'une légion romaine, et ses chefs naissent tous grands capitaines. A l'époque la plus ancienne de l'histoire, un chef de Scythes faisait déjà des plans stratégiques gigantesques, formait, de toute la péninsule de la Crimée, un seul camp retranché comme base d'opérations des armées qui devaient envelopper l'Asie. Et cependant l'homme qui concevait et faisait exécuter de telles opérations n'avait aucune idée des cartes topographiques.

Pierre le Grand avait tout donné à son peuple : la puissance, la richesse, le bien-être matériel, mais à la condition de posséder son âme sans partage. Il ressemble à ces esprits des contes populaires, qui offrent à chaque

individu qu'ils tentent tout ce que le monde peut donner, pourvu qu'on leur livre l'âme en échange; Pierre s'empara réellement de la Russie comme d'un corps concédé. Mais pourtant une pensée slave continuait à subsister au fond de la société russe et l'on vit plus d'une tentative de réaction se produire contre les idées d'absorption de Pierre Ier.

Après la mort de ce monarque ($\frac{\text{28 janvier}}{\text{7 février}}$ 1725), sa femme, l'impératrice Catherine, monta sur le trône. Catherine était une pauvre fille polonaise du nom de Skowronska, autrefois domestique dans un cabaret, puis maitresse et femme de Pierre le Grand. Elle dut son élévation au crédit d'un autre parvenu, le prince Mentchikoff, autrefois garçon pâtissier, puis soldat, et qui, à la mort de Pierre, était maréchal commandant de l'armée, prince du Saint-Empire apostolique romain, et décoré de tous les ordres de l'Europe.

Combien il a été difficile aux étrangers de comprendre quelque chose à l'histoire de ce pays! Comment expliquer, par des systèmes de légitimité, de démocratie et d'aristocratie, ce qui se faisait à la cour de Russie? Le fait est que ni l'impératrice ni son ministre n'ont jamais suivi aucun de ces systèmes formulés par les vieilles sociétés de l'Occident. Le gouvernement ne cherche qu'à s'étendre, à dominer, à conquérir.

Sous le règne de Catherine Ire, nous remarquons un fait très-important, le commencement de la destruction du peuple kozak. On leur laisse encore leurs généraux, leurs lois et leurs libertés; on les récompense même des

services qu'ils ont rendus à la Russie dans la guerre contre les Polonais; mais on établit une ligne de forts; on introduit des garnisons dans leur pays; on prépare tout pour les opprimer. Plus tard il doit y avoir parmi ces Kozaks une révolte qui sera suivie de leur complète destruction. Ce sont les trois phases du système russe. Mais du moment où l'on a établi ces forteresses, déjà les Kozaks perdent le sentiment de leur indépendance; leur poésie, leur belle et grande poésie se meurt. Leur dernier chef a été le célèbre Mazeppa, autrefois page du roi Jean-Casimir, puis ataman des Kozaks. Dans le recueil des chansons populaires, on en conserve une très-célèbre qu'on lui attribue.

Vers la fin du règne d'Auguste II, après les désastres de la guerre des Suédois et des Russes, commence en Pologne une époque de jouissances, de luxe et de gaieté apparente. Le roi se consolait de ses désastres au milieu des fêtes. Il avait coutume de s'écrier, quand on commençait à porter les toasts : Voici le moment où mes fidèles sujets commencent à s'enivrer. Et lorsqu'arrivait le dernier toast : Maintenant, il n'y a plus que moi qui veille sur la tranquillité de la république entière.

A la mort de Catherine Ire (1727), on élève au trône Pierre II, fils de ce pauvre Alexis, victime de son inerte résistance au système de Pierre le Grand. Mentchikoff le proclame empereur et continue sous son nom à gouverner l'empire russe avec toute la fierté et tout l'orgueil d'un parvenu; mais bientôt ce favori est renversé par une conspiration dirigée par la famille Dolgorouki.

C'était une famille très-ancienne, qui ne devait pas son

importance à de grandes richesses ni à la grâce des souverains, mais à des clients nombreux. Un de ces Dolgorouki réussit à expliquer au jeune monarque, Pierre II, ce qu'il y avait de dégradant pour lui à être, comme un esclave, dirigé par le prince Mentchikoff. On gagna un général des gardes, et la chute de Mentchikoff fut décidée. Celui-ci, ne sachant rien de ce qui se passait, retournait de sa campagne à Pétersbourg; il reçoit partout les honneurs militaires; il entre dans son palais toujours suivi par la foule, lorsqu'il rencontre le maître de la police occupé à faire enlever ses meubles; il s'étonne, il demande des explications, et, pour toute réponse, on l'arrête.

C'est l'histoire de tous les favoris qui gouvernèrent la Russie jusqu'au règne de Catherine II. D'abord, ils sont seulement disgraciés et renvoyés; puis, à peu de distance de la capitale, on leur enlève leurs décorations, leur épée, et on leur désigne un lieu qu'ils doivent habiter; dans cette ville où ils arrivent avec leur famille, ils trouvent un comité d'enquête qui leur fait leur procès; on les condamne à mort; ils sont ensuite graciés, envoyés en Sibérie et jetés dans une hutte au milieu des neiges, où ils meurent misérablement. Telle fut l'histoire de Mentchikoff.

Les Dolgorouki, devenus maîtres de l'empereur, et, par conséquent, de l'empire russe, voulaient, non pas dominer, mais gouverner. Ils sentaient en eux je ne sais quels mouvements d'hommes indépendants; ils voulaient diriger cet empire d'après des lois puisées dans le caractère de la nation. Pour la première fois, depuis l'établis-

sement du duché de Moskou, nous voyons en Russie des hommes qui pensent, qui raisonnent, et qui sont décidés à agir comme individus, comme citoyens.

Mais sur quoi appuyer ce gouvernement nouveau? Il n'existait plus, dans la nation, aucun corps indépendant. Les Dolgorouki prirent pour base de leur édifice politique cette classe d'hommes formée depuis l'époque de Pierre le Grand, composée de magistrats, de généraux, de boyards, et dont les sommités étaient réunies dans ce qu'on appelait le sénat. Ils cherchaient à lui donner une existence politique. Il y avait, dans le sénat, beaucoup d'étrangers; la majorité était cependant composée de Russes. Mais les Dolgorouki ne pouvaient plus rien comprendre à la marche que le gouvernement avait suivie : pourquoi l'on faisait la guerre à toutes les nations de l'Europe; pourquoi on entretenait une armée sur les frontières de la Pologne, avec laquelle on était en paix; pourquoi on lui suscitait des querelles; pourquoi on s'avançait toujours dans les landes et dans les neiges de la Finlande; pourquoi on combattait la Turquie; pourquoi on sacrifiait des armées afin de s'établir dans le Caucase. Les Dolgorouki ne savaient pas les secrets de Pierre le Grand; ils avaient beaucoup voyagé, ils connaissaient l'Europe, mais ils n'avaient pas pénétré les mystères de la politique moskowito-russe. Ils songèrent d'abord à faire la paix avec les nations voisines, puis à diminuer les armées, parce qu'ils trouvaient que les finances ne suffisaient point pour les payer, ne sachant pas que Pierre Ier, et même les grands-ducs, ses prédécesseurs, avaient établi l'armée pour augmenter leurs finances.

Les Dolgorouki sont également dépaysés à Pétersbourg. Ils y trouvent des généraux étrangers qui aspirent aux honneurs, qui veulent absolument la guerre et des conquêtes, qui ont devant les yeux la fortune d'un Mentchikoff, et sont entourés de régiments accoutumés à marcher et à combattre. Aussi conçoivent-ils l'idée d'abandonner Pétersbourg, de rétablir le siége du gouvernement à Moskou.

Ces plans furent ébranlés par la mort subite de l'empereur Pierre II (1730). Cependant les partisans des Dolgorouki, tout ce qu'il y avait d'honnête parmi les Russes, s'efforcèrent de sauver les idées qui présidaient à la politique de cette famille. On bâcla une espèce de constitution, et l'on résolut de prendre pour souveraine une princesse de la famille de Pierre, Anne, fille d'Iwan V, duchesse de Courlande, à la condition qu'elle jurerait cette constitution dont voici les points principaux :

« Sans l'avis du conseil inamovible, le souverain ne pourra pas déclarer la guerre, ni conclure la paix; il ne pourra pas se choisir un successeur, nommer aux grandes charges, ni établir d'impôts. Il ne pourra sévir contre les gentilshommes, ni afflictivement, ni pécuniairement, que suivant les formes judiciaires. »

Mais arrêter l'autocratie, c'était arrêter la marche historique du duché de Moskou et de l'empire russe : et, sans le savoir, les Dolgorouki portaient un coup mortel à la puissance de cet empire, lorsque, ne pouvant trouver dans les derniers siècles aucune loi, aucune tendance supérieure, sur lesquelles ils pussent fonder un ordre de choses constitutionnel et moral, ils remontaient vers

l'ancienne histoire slave pour y chercher un appui à leur politique. Aussi ceux qui parmi les Russes restent fidèles à la direction de Pierre le Grand accusent-ils les Dolgorouki d'avoir voulu paralyser la force de l'empire; mais si l'on croit que le développement moral est le seul but d'une société humaine, on doit consacrer à cette famille une page honorable dans l'histoire.

La duchesse de Courlande souscrivit à toutes les conditions, accourut à Pétersbourg et fut proclamée impératrice. Malheureusement, dans le conseil même qui devait mettre la constitution en vigueur, il y avait des éléments de discorde. Ce conseil se composait en partie d'étrangers. Or, ces étrangers prévoyaient parfaitement que si l'on replaçait le gouvernement dans sa voie primitive, on finirait par se dégager de tout élément qui ne serait point national, que le clergé reprendrait quelque pouvoir, qu'on rappellerait à la Russie les noms historiques, et qu'eux, étrangers, n'occuperaient, malgré leur zèle et leur intelligence, que les places secondaires.

Ainsi, toute la faction étrangère conspirait pour faire avorter cette constitution. Ostermann, qui en était l'un des principaux adversaires, adressait secrètement cette remontrance à l'impératrice : « Quelle honte pour Votre Majesté d'être réputée indigne de gouverner la Russie ! d'être obligée de respecter je ne sais quelle loi et quels articles ! » La tzarine avait un motif de plus pour rejeter la constitution. On lui avait interdit d'amener avec elle un Courlandais nommé Biren, son favori et son amant; et ce Biren, une fois les priviléges du conseil abolis, pourrait accourir en Russie. Les étrangers finirent par

influencer même les Russes, les petits boyards de Moskou, leur disant que le conseil avait envahi tous les pouvoirs; que les membres de ce conseil ne pouvaient plus être punis du knout ni exilés en Sibérie, tandis que les petits boyards restaient passibles de ces peines. Les petits boyards disent qu'ils veulent bien être knoutés, pourvu que les grands boyards le soient aussi. Enfin, on persuade au peuple que les Dolgorouki tiennent leur souveraine prisonnière dans son palais; qu'il faut la délivrer des mains de ces ambitieux. La foule accourt, attaque le palais; on appelle à grands cris l'impératrice, qui était initiée dans le secret; on lui demande si elle est libre, on lui crie de reprendre le pouvoir. Elle fait l'étonnée et demande à Dolgorouki ce que le peuple veut; on le lui explique. « Prince Wasili, dit-elle, vous vous étiez donc trompé? vous ne saviez donc pas les volontés du peuple? Il m'invite à gouverner comme mes ancêtres, d'un pouvoir autocratique. Qu'avez-vous écrit dans votre constitution? » L'archi-chancelier, tout tremblant, lui montre cette constitution, dont elle s'empare et qu'elle déchire aux applaudissements du peuple. Les Dolgorouki sont perdus: d'abord on les renvoie avec tous leurs honneurs; on leur fixe une ville pour lieu de résidence; puis on confisque leurs terres, on leur enlève leurs titres, on leur fait leur procès. Après neuf ans de procès, car ce gouvernement n'oublie rien, l'impitoyable Biren fut satisfait: les Dolgorouki furent roués vifs en présence les uns des autres, sur la place publique, tous sans exception, père, oncle, fils, frères; et leurs partisans furent envoyés en Sibérie.

Biren s'empare du gouvernement. Il joint à l'orgueil de Mentchikoff le mépris du nom russe; il dit hautement qu'il ne conserve de la constitution que deux articles seulement : le knout et la hache. Cet homme, qui était petit-fils d'un piqueur du duc de Courlande, faisait trembler alors les seigneurs et les généraux russes. On dit que le nombre des personnes qu'il envoya sans jugement en Sibérie monta à 25,000.

Après la mort de l'impératrice Anne, Biren élève au trône de Russie un jeune prince, connu sous le nom d'Iwan VI, fils d'une autre fille d'Iwan V, frère de Pierre Ier, et d'un prince de Brunswick-Lunebourg (1740).

Les princes allemands, pour la première fois, par alliance de famille, entrent dans la sphère de la politique russe. Pierre le Grand eut, le premier, l'idée de marier son fils à une princesse allemande et ses filles à des princes allemands. Ce fait, en apparence très-insignifiant, aura des suites immenses.

La plupart des petits princes d'Allemagne se trouvaient à cette époque dans une position critique et politiquement anormale. Comme souverains, ils n'avaient plus aux yeux des peuples de caractère religieux; ils avaient perdu ce caractère après la Réforme. Autrefois, ils étaient estimés et honorés comme dignitaires du Saint-Empire apostolique romain. Après avoir désorganisé cet empire, renié leur chef et méprisé leurs titres de dignitaires de l'empire, ils n'avaient plus ni force, ni considération politique; ne se rattachant plus à aucun principe de vie, ils ne représentaient plus rien aux yeux de leurs peuples, et restaient à la merci des étrangers. Lorsqu'il

s'agissait d'exercer la prérogative souveraine du choix de l'empereur, on ne consultait même plus ces petits princes; les intrigues étrangères et la puissance des rois de France et des archiducs d'Autriche décidaient de tout. Ces princes, une fois introduits en Russie, y virent la source d'une nouvelle vie politique pour eux. Ce n'est pas un intérêt du moment, ni une simple combinaison particulière qui les attachait à la Russie : c'est un lien très-puissant et tout moral, qui résistera aux secousses des événements; c'est le besoin de vivre et d'agir en princes. Or, les princes allemands, en entrant en Russie, devenaient parents d'une famille puissante; ils pouvaient devenir généraux, gouverneurs, et, comme tels, exercer un pouvoir déjà supérieur à celui qu'ils possédaient en Allemagne.

C'est ainsi que la politique de Pierre le Grand lia pour toujours à la Russie les petits princes de la confédération germanique. Ces princes renient leur religion, désapprennent leur langue, oublient leurs mœurs, abandonnent leurs familles pour se naturaliser Russes; la plupart d'entre eux trouvent en Russie la misère, la prison ou la mort; cependant ils persévèrent à se porter vers ce pays, parce qu'un intérêt puissant, celui de leur existence politique, les y entraîne.

Le plus malheureux de ces princes fut le duc Antoine Ulrich de Brunswick-Lunebourg, appelé en Russie par Biren pour épouser l'héritière du trône.

Quoique son fils eût été déclaré héritier présomptif, il fut privé de tout droit et de tous honneurs; on le tenait enfermé dans le palais, on lui refusait même la faculté de

paraître en public; Biren l'accablait de son mépris, le menaçant à chaque instant de le renvoyer en Allemagne s'il ne se conformait à ses ordres.

Mais Biren est à son tour renversé par Munnich, autrefois maréchal-de-camp dans les armées polonaises et devenu depuis général au service de la Russie. Munnich était le favori et l'ami particulier de Biren. Après avoir gagné un régiment et fait tous ses préparatifs de révolte, il se présente chez Biren pour lui souhaiter le bonsoir. Biren, à ce qu'on dit, avait vu dans un songe Munnich remporter une grande victoire pendant la nuit. Un peu troublé par cette vision, il demande à Munnich s'il a jamais remporté une victoire pendant la nuit; Munnich pâlit, se croyant trahi; mais il se remet rapidement de son émotion, se rassure et se retire. Un instant après, il rentre avec les conjurés, se saisit de Biren, le fait bâillonner, jeter dans une *kibitka*, et l'envoie en Sibérie. A son tour, il devient le véritable souverain de la Russie.

Le pauvre prince de Brunswick-Lunebourg est proclamé régent avec sa femme. Or, cet Allemand pensait gouverner la Russie de Pierre le Grand comme on gouvernerait un royaume de l'Occident; il voulait organiser la justice, régulariser les finances de cet empire, qui était basé sur l'arbitraire et qui ne connaissait d'autres moyens de s'enrichir que de dépouiller ses voisins.

Ce prince devient bientôt impopulaire. La masse immense d'étrangers qui encombrait la cour et occupait les hauts postes dans l'armée se plaint de ce qu'on ne guerroie pas, de ce qu'on n'intrigue pas, et dit qu'il n'y a rien à espérer d'un tel gouvernement. Le parti russe obsède

l'impératrice et le parti étranger obsède le régent. Le gouvernement se trouve bientôt sans appui, également incapable de marcher sur les traces de Pierre le Grand, ou de relever les idées de Dolgorouki. Un aventurier d'origine française, nommé Lestocq, le renversa.

Ce Lestocq, chirurgien d'un régiment, s'était attaché à la princesse Elisabeth, seconde fille de Pierre le Grand. Après la mort de Catherine I[re] et de Pierre II, les deux filles d'Iwan V, frère aîné de Pierre le Grand, avaient successivement occupé le trône. Lestocq explique à sa manière les lois de la légitimité à Elisabeth et l'excite à supplanter les descendants de la branche aînée. Il débauche un régiment des gardes, et attaque pendant la nuit ce pauvre régent, qui, confiant dans l'honnêteté et dans la bonté de ses ennemis, s'était refusé à croire à une conspiration. Le régent et sa femme sont saisis dans leur lit; la princesse Elisabeth entre elle-même et les fait arrêter. L'empereur, qui était encore au berceau, devait être massacré; mais on dit que cet enfant sourit à la princesse Elisabeth et lui tendit les bras, ce qui la désarma. On conserva donc la vie au jeune prince, qui, enfermé à Schlusselbourg, devait expier pendant longtemps le malheur d'avoir été proclamé empereur. Le régent et sa famille sont d'abord envoyés à Riga, puis jugés, dégradés, et enfin enfermés dans la forteresse de Kolmogora. Séparés de leur fils, qui, lui non plus, ne devait jamais revoir le jour, ils vécurent emprisonnés dans une tour sombre, où ils élevèrent plusieurs enfants. Ils moururent une vingtaine d'années après leur incarcération, et leurs enfants ne furent remis en liberté que trente-cinq ans après l'em-

prisonnement de leurs parents. Ces pauvres descendants de la famille de Brunswick-Lunebourg retournèrent dans l'Occident, ne sachant plus à quelle nation ni à quelle famille ils appartenaient, ayant oublié leur langue paternelle et embrassé la religion russe, n'étant plus ni Allemands ni Russes.

Ce terrible exemple pourtant ne servit de rien aux princes allemands; car bientôt le duc de Holstein-Slesvig, appelé au trône de Russie, accepte et se fait proclamer grand-duc héréditaire. La Suède lui offrait aussi la couronne; il préféra la Russie, où il devait mourir misérablement.

Lestocq éleva donc au trône la princesse Elisabeth (1741).

Cependant ce mouvement contre Munnich excita de nouveau un certain sentiment national parmi les Russes. On fit emprisonner et juger presque tous les étrangers influents à la cour. Ostermann, ce vieil intrigant qui avait renversé déjà deux souverains, et qui faisait des efforts pour renverser le troisième, Lœwenwold, Bruce, Munnich et beaucoup d'autres, furent jugés, condamnés à être roués, puis graciés et envoyés en Sibérie. Sur la route, Munnich rencontra Biren, revenant de l'exil.

On voulait chasser sinon les systèmes étrangers, du moins les individus étrangers. Pendant quelque temps, ce fut le mot d'ordre du gouvernement. Mais peu à peu les étrangers réussirent à reprendre le dessus, et l'on continua ce même régime qui tendait à étouffer tout sentiment d'indépendance et à éteindre toute étincelle morale.

On trouve, à cet égard, de curieux détails dans une *notice* écrite par un maître de la police sur les événements qui eurent lieu à Pétersbourg durant son administration. Ce pauvre maître de police est le type d'un homme passif, d'un homme dévoué à son gouvernement, d'une machine qui exécute sans rien sentir et sans raisonner.

En faveur auprès des différents favoris, il dut successivement les arrêter tous, les mettre aux fers et les transporter hors de la ville. Il raconte avec la plus grande naïveté comment il fut chargé, par son excellence le ministre un tel, d'aller vers son illustrissime excellence un tel, maréchal, pour l'arrêter et le jeter dans une kibitka ; comment, plus tard, une autre excellence le chargea d'arrêter un autre illustrissime ministre, et ainsi de suite. Il paraît aimer sincèrement tous les hommes qui sont au pouvoir; lorsqu'ils tombent, il ne les déteste pas, non plus qu'il ne les plaint. Lorsqu'il voit une personne s'élever, il s'étonne, il commence à l'admirer, il la respecte et l'adore ; puis, lorsqu'il la voit tomber, il s'étonne de nouveau et oublie. C'était le type parfait d'un employé russe (*tchinownik*).

L'impératrice Elisabeth et son cabinet suivirent fidèlement l'idée de Pierre le Grand. Elisabeth étendait son influence en Pologne, en protégeant le roi saxon, qui n'avait plus d'appui dans le pays, et ne pouvait trouver d'allié sûr à l'étranger. En même temps, tout en continuant la guerre contre les Turcs et les Suédois, elle envoyait une armée pour envahir la Prusse. Les Russes, pour la première fois, allaient apparaître au-delà de

l'Oder, sur la terre des Slaves allemanisés et même sur le territoire allemand.

Rokosz et Confédération. —L'art. xxxi de la Bulle d'or de 1222, constitutive des libertés hongroises (lequel fut aboli en 1687 après la substitution de l'hérédité à l'élection royale), portait : «Que chaque fois que le roi ou ses descendants violeraient les priviléges de la nation, les nobles seraient libres de s'opposer les armes à la main à une telle infraction des lois, sans être inculpés du crime de lèse-majesté. » (*Esprit public en Hongrie,* par de Gérando, p. 2, 8. — *Hongrie historique,* p. 30.) Quand les Hongrois croyaient avoir à défendre leurs droits et priviléges ils criaient : *Rakos!* ce qui était l'invitation à se rendre à cheval et en armes dans la plaine de ce nom qui est près de Pesth et qui était le champ de l'élection des rois. Le Rokosz polonais vient des Hongrois, comme le rapporte Stanislas Lubienski (*Vita Matthiæ Pstrokonii episcopi Wladislaviensis et regni cancellarii,* fol. 423). On en trouve un exemple sous Louis, roi de Hongrie et de Pologne, et plus tard sous Sigismond Ier, en août 1537, alors que les nobles se séparèrent du roi et des Grands, et s'unirent pour demander compte de l'administration du pays. (Voy. Neugebauer, *Hist. pol.,* liv. VII, fol. 280.)

Lorsque le cri de ralliement (Rokosz) se fait entendre au milieu de quelque crise, tout noble, fût-il même au service d'un prince ou d'un autre noble, doit, sous les peines les plus graves, courir rejoindre la réunion de la noblesse. (Piasecki, *Chron.*, fol. 69.) «La tradition a fait de rokosz une épouvante; cependant toutes les circonstances de ceux qui furent les plus imposants prouvent que c'étaient de véritables meetings, en se servant du langage d'aujourd'hui. Comme O'Connell, Atwood et autres se posent en chefs du peuple et des ouvriers d'Irlande, de Birmingham, d'Halloway; de la même manière Zamoyski, Zebrzidowski, à Jendrzelow, à Sandomir, dirigeaient leurs meetings nobiliaires.» (Lelewel, *Hist. de Pologne,* II, p. 229.) En 1607, à Sandomir, 60,000 insurgés signèrent l'acte de rokosz, où, énumérant leurs griefs, ils demandaient que le roi Sigismond III donnât congé aux étrangers qui peuplaient sa cour et particulièrement aux jésuites comme à une congrégation étrangère et nuisible. Ils déclarèrent l'interrègne. Mais le roi les battit à

Guzow et ils se soumirent avec leurs chefs Zebrzidowski et Jean Radziwil. (Voy. l'édit. pol. de l'*Hist. de Pologne de Waga*, par Lelewel; Vilna, 1824, p. 258-262.)

Le rokosz avait surtout le caractère d'une manifestation, toujours tumultueuse mais sans prétention législative, uniquement destinée à exiger le redressement de griefs. La confédération avait en elle une puissance organique. Elle tendait à se substituer à toutes les autorités et s'annonçait dès le premier moment comme la vraie république : aussi procédait-elle en conséquence, appelant le roi à elle et donnant des ordres. « Le rokosz ne décidait rien, ne prenait aucune mesure efficace, n'avait aucune volonté fixe, ni allure hostile au point de vouloir combattre. Les confédérations, au contraire, avaient toujours un but arrêté, une volonté décisive, elles statuaient et, prenant une pose menaçante, s'armaient ou se montraient disposées à prendre les armes et à combattre. » (Lelewel, *Hist. de Pol.*, II, p. 228.) Les principales confédérations sont : la confédération de Korczyn, 1438, qui raffermit la juridiction des tribunaux, et dont les décisions faisaient loi encore deux siècles après, en 1607 (Voy. *Volum. leg.*, I, col. 140; II, col. 1616); la confédération de Varsovie, 1573, qui décida la concorde et la paix entre les dissidents et imposa une loi fondamentale qu'aucune législation diétale n'osa abolir; la confédération de Tyszowce, 1655, dont Czarniecki fut l'âme et qui contribua à délivrer la Pologne de l'invasion étrangère; celle de la Grande-Pologne, 1667, qui, conduite par Georges Lubomirski, grand-maréchal de la couronne et petit hetman, fut victorieuse à Montwy, et eut pour effet d'empêcher le roi Jean-Casimir de se choisir un successeur; celle de Golomb, 1672, formée de cent mille hommes de petite noblesse, qui soutint le roi Michel contre les magnats guidés par le primat Prazmowski, que l'on a comparé au cardinal de Retz.

« Toute confédération est conduite par un chef qu'elle se choisit elle-même et qui porte le titre de maréchal. On le tire de l'ordre équestre, ou, s'il est sénateur, il abdique sa dignité pour prendre le bâton de maréchal.... L'unanimité n'est point requise dans les confédérations. C'est la pluralité des voix qui l'emporte. Mais quoique cette pluralité donne vigueur aux délibérations de l'Assemblée pour les affaires présentes, elle ne produit que des ordonnances provisionnelles qui n'acquièrent la force des lois permanentes que quand elles ont été confirmées par la diète de pacification qui suit toujours les confédérations et qui n'est jamais infructueuse;

parce qu'alors la nation, fatiguée de tant de troubles, cherche sérieusement les moyens de retrouver sa tranquillité... Les diètes de pacification ressemblent entièrement aux diètes ordinaires.» (*Essai politique sur la Pologne*, chap. V déjà cité; ouvr. anonyme du chev. d'Eon de Beaumont.) Quelquefois à la confédération s'oppose une *anti-confédération*, ce qui prolonge les troubles.

« Le droit de se confédérer sans passer pour rebelle était un droit de la noblesse en activité dans la République.... L'autorité d'une confédération générale, formée suivant les anciennes lois, est si grande que pendant sa durée toutes les magistratures, toutes les juridictions cessent; la République, dans toutes ses parties, est remise sous la puissance de la noblesse confédérée. Le roi, le sénat, les grandes charges et les tribunaux doivent lui rendre compte de l'administration du royaume. Ceux qui refusent de s'y joindre renoncent par ce refus même à toutes les prérogatives de la nation et s'exposent à la confiscation de leurs biens. Ces formidables ligues ont plus d'une fois déclaré le trône vacant. Les Polonais sont accoutumés à les regarder comme leur dictature... » (*Hist. de l'anarchie de Pologne*, par Rulhière, édit. 1807, II, p. 365, 382-3.)

« La confédération est en Pologne ce qu'était la dictature chez les Romains... Cette forme fédérative, qui peut-être dans son origine eut une cause fortuite, me paraît être un chef-d'œuvre de politique... Tout Etat libre où les grandes crises n'ont pas été prévues est à chaque orage en danger de périr. Il n'y a que les Polonais qui de ces crises mêmes aient su tirer un nouveau moyen de maintenir la constitution... La puissance exécutive attachée aux confédérations leur donnera toujours dans les besoins extrêmes une vigueur, une activité, une célérité que ne peut avoir la diète, forcée à marcher à pas plus lents, avec plus de formalités et qui ne peut faire un seul mouvement irrégulier sans renverser la constitution. Les confédérations sont le bouclier, l'asile, le sanctuaire de cette constitution... Il y a de ces cas où par le fait toute la Pologne doit être à l'instant confédérée ; comme, par exemple, au moment où, sous quelque prétexte que ce soit et hors le cas d'une guerre ouverte, des troupes étrangères mettent le pied dans l'Etat ; lorsque par quelque obstacle que ce puisse être la diète est empêchée de s'assembler au temps marqué par la loi, ou que sa liberté est gênée en quelque façon que ce soit. Dans tous ces cas la confédération générale doit exister par le seul fait. » (*Considér. sur le gou-*

vernement de Pologne, par Jean-Jacques Rousseau, avril 1772, ch. IX.)

On a vu qu'en temps de confédération nul Polonais ne pouvait s'abstenir. Solon ne voulait point non plus que dans les guerres civiles aucun citoyen restât neutre. Le droit de résistance légale à main armée se retrouve dans plusieurs constitutions modernes. Ainsi la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui est en tête de la Constitution de 93, porte : Art. 35 : « Quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque partie du peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. » La Charte de 1830 déclarait : Art. 66. « La présente Charte et tous les droits qu'elle consacre demeurent confiés au patriotisme et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens français. » La même disposition fut reproduite dans la Constitution de la République française, en 1848, art. 111 : « L'Assemblée nationale confie le dépôt de la présente Constitution et des droits qu'elle consacre à la garde et au patriotisme de tous les Français. »

Il était passé en proverbe que la Pologne est gouvernée par la confusion : *Polonia confusione regitur*. Heureuse confusion, répliqua André de Pilca Korycinski, castellan de Vislica, que celle qui, au travers de tant de guerres et de périls, a conservé intacte la gloire de la nation. (*Perspectiva politica*, cap. 6, p. 103, cité par Hartnoch dans sa *Resp. polon.*, 1677, p. 578.)

Scission en Pologne, après la mort de Sobieski. — Lorsqu'en 1696, l'évêque Zaluski pressait le roi Jean de faire son testament, il répondit : « On ne m'écoute pas vivant, m'obéirait-on mort ? » (Zaluski, *Epistolæ*.) Ce héros qui était la terreur de l'ennemi fut à peine regretté de ses concitoyens. L'exclusion fut donnée à ses fils ; la reine-mère avait compté pour aider à l'élection de l'un d'eux sur les trésors qu'elle avait amassés ; mais elle était très-impopulaire.

Depuis 125 ans que la couronne était déférée par le vote direct de toute la noblesse, sept rois avaient été élus : un français, un transylvain, trois suédois et deux polonais. Cette fois les deux candidats qui se disputèrent les suffrages furent un français et un allemand : c'était le temps, en effet, où l'on se préoccupait avant tout de savoir qui l'emporterait en Europe, de l'influence de la France ou de celle de l'Autriche.

Louis XIV écrivait dès le 6 juillet 1696 à M. le cardinal de Polignac, son ambassadeur à Varsovie, « qu'il ne ferait rien qui lui fût plus agréable que de seconder la reine dans ses résolutions et dans le choix qu'elle voudrait faire du successeur de son époux, pourvu que celui en faveur de qui son inclination la porterait n'eût aucun attachement pour la maison d'Autriche : je ne vous parle pas, ajoutait-il, des princes de mon sang, n'ayant pas lieu de croire que vous y puissiez réussir, sans faire de grandes dépenses que la guerre que j'ai à soutenir ne me permet pas de faire ; mais si, contre mon opinion, vous y trouviez beaucoup de facilité, vous jugez bien que vous ne devez pas manquer l'occasion, pourvu qu'on se contente des espérances et des récompenses que celui qui sera élu ne refuserait pas. » (*Histoire du cardinal de Polignac,* 1780, p. 165.)

L'armée de la Couronne n'était pas payée depuis plusieurs années ; elle fit un Rokosz dans la Ruthénie, en prenant pour chef Boguslas Baranowski ; autre Rokosz en Lithuanie, sous Oginski. Il y avait de nombreuses compétitions pour le trône. « Autrefois l'union et l'amour de la patrie régnaient parmi ces bons républicains, et les princes étrangers n'avaient point encore tâté le cœur de cette illustre noblesse ; mais aujourd'hui tout est divisé en factions, le démon des richesses et celui du luxe des habits ont soufflé leur venin dans la tête des hommes et des femmes, les Polonais se sont acharnés aux cabales, ont introduit dans leurs assemblées la bagatelle et la vaine contestation, se sont déchirés entre eux, et ont laissé la République en proie au dedans comme au dehors. » (*Mémoires du Chevalier de Beaujeu*. Amsterdam, 1700, p. 407.)

La diète d'élection ayant été rompue par le vote d'Horodenski qui la sentait défavorable aux fils du feu roi dont il était l'un des partisans, la République, suivant ce qui se pratiquait en pareil cas, se forma en confédération générale pour que l'élection se fît dans la plaine de Wola, sous Varsovie, par toute la noblesse assemblée. L'ouverture en fut fixée au 15 mai 1697. Le candidat de France fut François-Louis de Bourbon, prince de Conti, neveu du grand Condé, et alors âgé de trente-trois ans. Le candidat opposé était l'électeur de Saxe ; il était protestant ; mais sur l'assurance qu'il embrasserait le catholicisme, il fut appuyé par le Saint-Siége, et le nonce du Pape certifia sa conversion. Le temps de la diète étant venu, Conti obtint une grande majorité (il avait pour lui 210 compagnies de noblesse contre 40) ; il fut donc proclamé par le cardinal primat qui entonna le *Te Deum* à Varsovie ; mais l'évêque de Cu-

javie, à la tête de la minorité, retourna au champ de l'élection et proclama de son côté l'électeur de Saxe, et alla dans la même église Saint-Jean entonner le *Te Deum*. C'était le 27 juin. Flemming s'intitula envoyé extraordinaire de Saxe et jura, au nom de son maître, les *Pacta conventa*. Conti était loin et Auguste était proche; tandis que le premier s'attarda à quitter la cour du grand Roi, le second fit avancer ses troupes sur Cracovie pour y procéder à son couronnement.

Le primat avait écrit à l'empereur et à l'électeur de Brandebourg pour leur notifier l'élection de Conti; mais l'électeur répondit qu'il offrait sa médiation, et l'empereur, qu'il considérait comme roi de Pologne Auguste de Saxe. Celui-ci était en outre appuyé par la reine veuve, depuis qu'elle avait perdu l'espoir de faire réussir l'un ou l'autre de ses fils. Néanmoins une confédération fut résolue contre l'électeur de Saxe : il envoya deux millions pour la solde de l'armée de la Couronne, qui refusa de rien recevoir du Saxon. Conti n'arrivait pas; les lettres de Paris disaient que Louis XIV ne voulait point hasarder la personne du prince.

L'usage voulait que les funérailles solennelles du feu roi précédassent le couronnement du roi élu : le corps de Jean III étant à Varsovie, on se borna à un simulacre dans Cracovie; il fallait les nonces, on s'en passa; il fallait le primat, le conseil de l'électeur, composé de quatre ou cinq sénateurs, déclara l'archevêché de Gniezno vacant, et l'évêque de Cujavie fit les fonctionnements du couronnement (15 sept.). Il parut alors une pasquinade, qui contenait les arguments des cinq actes de la comédie de Cracovie : le premier un roi sans diplôme, le second un enterrement sans corps mort, le troisième un couronnement sans primat, le quatrième une diète sans nonces, et le cinquième des protestations sans effet.

Enfin, le 26 septembre, le prince de Conti, sur l'escadre commandée par Jean Bart, parut en rade de Dantzick; mais il ne descendit point à terre, car il craignait la malveillance des habitants. Les seigneurs polonais qui vinrent le joindre avec quelque monde au mouillage d'Oliva lui conseillèrent de marcher droit sur Lowicz en entraînant sur sa route la noblesse des palatinats favorables; mais il voulut attendre l'arrivée des troupes polonaises. Sur les entrefaites, Auguste envoya ses troupes saxonnes. Et le 9 novembre, Conti mit à la voile pour retourner en France. Les Polonais de son parti qui étaient à Dantzick furent arrêtés et beaucoup subirent les plus indignes traitements.

L'électeur convoqua pour le 25 de février 1698 une diète qu'il appelait de pacification, pour laquelle il se rendit à Varsovie : il n'y alla que vingt personnes, tant sénateurs que nonces, dont douze protestèrent contre lui et rompirent la diète le même jour qu'elle fut commencée. Le cardinal-primat, de son côté, en indiqua une de tout le rokosz au 18 du même mois, et il s'y trouva quantité de sénateurs et de noblesse. L'électeur envoya des plénipotentiaires pour faire un accommodement; ses propositions furent rejetées et le rokosz persista dans sa vigueur jusqu'au 15 mai, qu'il fut destitué de toute espérance du retour du prince de Conti. L'accord fut conclu le 21 mai 1698, aux conditions qu'il plut à ceux qui faisaient une soumission forcée, et elle fut si agréable à l'électeur qu'il ne disputa sur aucun des articles. (Voy. *Histoire de la scission ou division arrivée en Pologne le* 27 *juin* 1697 *au sujet de l'élection d'un roy,* par M. de la Bizardière. Paris, 1700.)

Des deux princes français élus rois de Pologne, l'un, Henri de Valois, s'évada du trône au bout de l'an, et l'autre, Conti, n'osa pas même y monter. Et ce voyage de Pologne, comme l'avoue Saint-Simon, ne lui fit pas d'honneur. (*Mém. du duc de Saint-Simon*, 1789. Suppl. I, p. 279.) Après avoir dit comment la nation polonaise fut abandonnée du prince français, Rulhière (*Hist. de l'anarchie de Pologne,* I, p. 68) ajoute : « Depuis cette époque elle a toujours reçu ses rois par la force des armées étrangères. »

Dans une lettre à la reine Anne d'Angleterre, datée de Zolkiew, le 27 mai 1707, Pierre Ier lui disait : « Nous avons par nos puissants secours empêché que le prince de Conti qui avait été choisi auparavant par une partie de la République, ne prît possession de la couronne; et même nous envoyâmes une nombreuse armée contre les partisans de ce prince... Nous menaçâmes du fer et du feu ceux qui étaient opposés à l'électeur de Saxe, ce qui en ayant épouvanté plusieurs, les contraignit à reconnaître Auguste pour roi. »

Auguste II et Stanislas Ier Leczczynski. — Les Polonais acceptèrent par lassitude la royauté d'Auguste II. Son règne devait être une longue violation de la constitution polonaise, qu'il était d'autant moins en état de comprendre qu'il appartenait à la race allemande dont l'esprit est hostile aux Slaves. Il ne croyait qu'à ce droit du plus fort qui commençait à remplacer près des cabinets

toutes les anciennes traditions diplomatiques. La République, quelle que fût déjà sa décadence, ne pouvait admettre cette politique sans règle morale et variable selon les intérêts du moment. Auguste, frivole, fastueux et débauché, se flattait de tirer de son nouveau royaume, aussi aisément qu'il le faisait de son électorat de Saxe, de dociles soldats pour, à l'occasion, dépouiller quelque prince, et l'argent nécessaire pour satisfaire à ses plaisirs et à l'éclat de sa cour. Ne trouvant aucun appui, mais, au contraire, des entraves à ses projets dans une nation dont il violentait la conscience, il chercha sa force d'abord dans les troupes de ses Etats héréditaires et ensuite chez les puissances les plus proches voisines de la Pologne et ses plus grandes ennemies.

A peine sur le trône, Auguste a une entrevue avec Frédéric III, électeur de Brandebourg (4-7 juin 1698). Il se rencontra ensuite (10-13 août) à Rawa-Ruska, près de Lwow (Léopol), avec le tzar Pierre Ier qui revenait de son voyage en Allemagne, Hollande et Angleterre. Ces deux souverains, si vieux de cœur, mais qui n'avaient, Auguste que 28 ans et Pierre que 26, ébauchèrent dans cette entrevue des projets dont le dénouement devait, après bien des alternatives, décider pour longtemps de l'avenir du Nord.

Ces engagements directs du roi de Pologne avec un prince étranger étaient une violation des lois, puisque, selon le mot de Jean Zamoyski, « la République tient ses chanceliers jurés afin qu'aucune lettre royale ne soit expédiée à leur insu. »

Déjà la fréquence des luttes intestines augmentait les dangers extérieurs de la Pologne. Le grand-enseigne Oginski, protégé par la noblesse, et le grand-hetman Sapicha, soutenu par l'armée, troublaient la Lithuanie. L'origine de cette querelle remontait au règne précédent. Les Sapieha avaient eu quelques visées au trône, sous prétexte que c'était le tour de la Lithuanie de donner un roi à la République. Dans ce but, ils s'appuyaient sur l'Autriche. On les accusait même de séparatisme provincial. « Tout au moins si Sapieha échoue dans ce projet (de parvenir au trône), il est en état de se rendre maître de la Lithuanie en la désunissant de la couronne de Pologne pour en faire un Etat souverain à part, comme il était sous les Jagellons ; en quoi il serait bien soutenu par les Moskowites. » (*Les anecdotes de Pologne*, par Dalérac, Amsterdam, 1699, II, p. 317.) Les Sapieha rencontraient une forte opposition dans des familles que la cour suscitait contre eux et dans l'instinct de la noblesse lithuanienne qui leur était défavorable. Vaincus d'a-

bord, ils eurent ensuite le dessus, et le roi ménagea un accommodement qui ne fut qu'une trêve.

Par un des articles des *Pacta conventa*, le roi s'était engagé à reprendre Kamieniec aux Turcs; il se mit en campagne. L'avant-garde, forte de six mille Polonais, que commandait Félix Potocki, woïewode de Cracovie, repoussa 60,000 Tartares qui avaient envahi la Wolhynie (9 sept. 1798). Mais les Saxons du roi commettaient de tels dégâts que les paysans en étaient exaspérés. Aussi dès qu'un Saxon s'éloignait du camp, ils le jetaient à l'eau. « Il était, disait-on, moins rare alors en Ruthénie de retirer d'un étang un Saxon qu'un poisson. » (*Pamientniki do panowania Augusta II przez Erazma Otwinowskiego.* — Mémoires sur le règne d'Auguste II, par Erasme Otwinowski.) Le corps saxon et les corps polonais faillirent en venir aux mains, et l'armée prit ses quartiers d'hiver. Mais les succès du prince Eugène et la prise de Belgrade par les impériaux inclinèrent les Turcs à la paix, et le traité de Carlovitz fut signé (26 janvier 1699). C'était en réalité, quoique tardivement, le fruit de la victoire remportée par Sobieski sous les murs de Vienne. La Pologne renonçait au protectorat de la Moldavie, et la Porte abdiquait toute prétention sur la Podolie et l'Ukraine, et restituait Kamieniec : ce qui fut effectué le 21 septembre 1699.

Auguste revint fêter le carnaval à Varsovie. « Mais, tandis que le roi s'amusait dans la capitale, le peuple gémissait sous l'oppression des troupes saxonnes. » (*Zaluski, Epistolæ*, II, p. 727.) Le premier acte de la diète qui s'ouvrit le 16 juin fut de demander l'éloignement de ces soldats pillards. Auguste le promit, mais ils lui étaient nécessaires à cause des projets qu'il nourrissait contre la Suède.

L'avénement de Charles XII, à peine âgé de seize ans, au trône de Suède, avait inspiré à trois de ses voisins la mauvaise pensée de se réunir pour le dépouiller. Auguste fit assurer Charles XII de ses intentions pacifiques, et pendant ce temps il se liguait contre lui avec le tzar par un traité signé le 21 novembre 1699 à Préobrajenski, près de Moskou. Il avait, dès le 27 septembre, pris des engagements avec le Danemark qui avait envahi le Holstein. Dans un manifeste long et verbeux, il avait déclaré en prêtant aux Suédois des intentions agressives que « le soin de la conservation publique oblige à prévenir l'ennemi. » Pierre Ier, dans sa déclaration de guerre, datée de Moskou, du 30 août, avait prétexté, en faisant allusion au refus du gouverneur suédois Dalberg de lui laisser lever le

plan de Riga, «qu'il ne lui avait pas été fait dans cette ville, lorsqu'il l'avait traversée, en 1697, une réception assez magnifique et qu'on ne lui avait pas fourni, pour passer la Dzwina, avec sa nombreuse suite, des bateaux assez propres. »

« La plupart des grands de Pologne étaient opposés à la rupture avec la Suède. Aussi Auguste n'eut-il garde de convoquer une diète générale. Il aima mieux assembler un grand-conseil, dans lequel il se flattait de trouver plus de condescendance. La plupart des membres de l'assemblée conclurent qu'il appartenait à la République d'en décider... Auguste jugea aisément que la République ne consentirait jamais à la guerre. Il renvoya donc jusqu'à la fin de décembre la tenue de la diète, et n'en poursuivit pas moins l'exécution de ses desseins. » (*Histoire de Pologne sous le règne d'Auguste II, par M. l'abbé de Parthenay,* à La Haye, 1733, II, p. 119 et 123.)

L'armée saxonne envahit la Livonie en février 1700. Le grand-hetman refusa de signer les universaux que le roi expédiait à la noblesse pour l'inviter à le seconder. Dans un écrit polonais du temps, il était dit que «vouloir l'alliance avec les Moskowites, c'était chercher à unir les loups aux brebis ou atteler à un même char des animaux d'un naturel opposé. » (*Vie de Charles XII,* par Nordberg, chapelain de ce roi, V. suppl., p. 20.)

Auguste II était d'autant plus faible en face de Charles XII, que les protestants de Pologne tournaient les yeux vers ce prince et que, dans la lutte intestine qui avait recommencé en Lithuanie, les Sapieha ayant été défaits en novembre, à Olkienniki, l'un d'eux massacré, les autres mis en fuite, et le roi favorisant la faction victorieuse que dirigeaient les Oginski et les Wisniowiecki, la faction vaincue allait appuyer les entreprises des Suédois. L'historien Nordberg assure que des seigneurs polonais écrivirent dès lors à Charles XII pour lui conseiller de détrôner Auguste et de faire élire Jacques Sobieski.

Le roi de Suède, que ses ambitieux voisins considéraient comme un enfant facile à effrayer, était un homme de Plutarque. Dès son jeune âge, il répondait à quelqu'un qui lui demandait son opinion sur Alexandre : « Je pense que je voudrais lui ressembler. » — « Mais il n'a vécu que trente-deux ans. » — « N'est-ce pas assez quand on a conquis des royaumes? » Infatigable, dur pour lui-même et pour autrui comme un légionnaire de l'ancienne Rome, il était né grand capitaine. Ses soldats étaient redoutables par la

supériorité de leur discipline, mais ils allaient eux-mêmes discipliner leurs ennemis. Selon le mot de Pierre Ier, les Suédois, à force de battre les Russes, leur apprirent à les vaincre.

Charles XII commença par remporter toute une série de succès. Au conseil de ministres tenu au sujet de la coalition formée contre la Suède, on parlait de négocier. « J'ai résolu, dit le roi, de ne jamais faire une guerre injuste, mais de n'en finir une légitime que par la perte de mes ennemis. » Avant qu'Auguste n'eût rejoint ses troupes, Charles avait imposé, le 18 août, à Traventhal, la paix aux Danois. Le 15 octobre 1700, il débarqua à Parnawa, et les 30 novembre et 1er décembre il remporta à Narva, sur les Russes, une victoire aussi complète que le fut celle d'Austerlitz. Auguste choisit ce moment pour une entrevue avec Pierre Ier, à Birze (20 février 1701). Après quinze jours d'orgies, où Auguste faisait parade de sa force physique en tordant des plats d'argent et en brisant des écus entre ses doigts, ils se séparèrent; Pierre promettait la restitution de Kiew, Auguste la continuation des hostilités contre les Suédois. Mais quand Charles XII eut détruit l'armée saxonne sous Riga (17 juillet 1701) et culbuté le corps polonais d'Oginski à Tryszki, Auguste lui envoya la belle comtesse de Kœnigsmark porter des ouvertures de paix. Elle ne put pas même obtenir d'audience. Auguste proclama en vain le *pospolite ruszenie*, ou levée en masse (20 mai 1702); la noblesse ne s'intéressait guère à son sort. Charles entra le 26 mai à Varsovie. Auguste alors voulut tenter une dernière fois le sort des armes. Les deux monarques se rencontrèrent à Kliszow le 19 juillet. Auguste, complétement défait, dut abandonner au vainqueur son artillerie, ses bagages, et se retirer à Sandomir, pendant que Charles entrait, le 10 août, à Cracovie. Il n'avait plus aucune chance de relever ses affaires : seulement il lui était facile de traîner les choses en longueur. Charles avançait lentement, à travers de mauvais chemins. Il n'avait pas assez de troupes pour laisser de suffisantes garnisons dans les villes, de façon qu'Auguste reparaît à Varsovie et à Cracovie chaque fois que Charles XII s'en éloigne; il y convoque ses partisans; et les assemblées de noblesse, à la dévotion les unes des Saxons, les autres des Suédois, s'anathématisaient réciproquement. A cette époque, on agissait rarement dans la mauvaise saison. Les mois pendant lesquels les troupes suédoises restaient dans leurs quartiers d'hiver étaient un répit pour Auguste. Aux représentations de ses généraux, Charles XII répondait : « Quand

je devrais rester ici cinquante ans, je n'en sortirai point que je n'aie détrôné Auguste II. »

Les Suédois entrèrent en octobre 1703 à Poznan (Posen) et à Thorn, en décembre à Elbing; et le 10 février 1704, une confédération générale, réunie à Varsovie par le primat, signa la déchéance d'Auguste. Ce prince concluait de nouveaux traités avec Pierre Ier. Celui-ci, en effet, ne pouvant souhaiter aux Polonais un plus mauvais monarque, protégeait l'électeur de Saxe à sa manière; ainsi il tint en Pologne jusqu'à cent mille hommes. Les Russes avaient-ils à battre en retraite, il leur était ordonné de ruiner le pays en se retirant afin d'affamer les Suédois, et ils n'y manquaient pas.

Auguste, sentant chanceler sa couronne et voyant dans Jacques Sobieski un dangereux compétiteur, le fit enlever et enfermer à Kœnigstein, 28 février 1704. Cela n'empêcha point que Charles ne fit, le 2 mai, proclamer l'interrègne et n'appuyât Stanislas Leszczynski comme candidat au trône. Leszczynski, palatin de Poznanie, lui avait été envoyé en mars à Heilsberg, à la tête d'une députation de la confédération de Varsovie, et sa conversation avait frappé le roi. Stanislas Leszczynski sentait ce qu'une élection dans ces conditions aurait de funeste à la République. « Il n'y a que les suffrages de la nation qui puissent me porter sur le trône, objectait-il au roi de Suède; et que deviendrait donc notre liberté, si c'est Charles XII qui me fait roi? »

Charles XII, malgré la droiture de ses intentions, faisait un grand mal à la Pologne. En la parcourant en tous sens avec son armée, il habituait le pays à la violation de son territoire. En assistant avec ses troupes à l'élection de Stanislas, il créait un précédent dont les Russes abusèrent. En s'appuyant sur les confédérations, il montra qu'elles pouvaient devenir l'instrument d'une puissance étrangère. Tout en le désirant, il ne réussit pas à fortifier la Pologne, et sa défaite laissa la République dans un désarroi que les tzars surent entretenir et exploiter.

Stanislas Leszczynski fut élu le 12 juillet 1704. Le 9 novembre, Charles rejeta au-delà de l'Oder le dernier corps saxon. La confédération de Sandomir qui, jusque-là, appuyait Auguste, envoya son adhésion à Stanislas Ier, qui fut couronné à Varsovie le 4 octobre, ainsi que sa femme, Catherine Opalinska.

Le 28 novembre 1705, la République signait un traité de paix perpétuelle avec la Suède. Pendant qu'Auguste courait trouver le tzar à Nur sur le Bug, puis à Grodno, les rois Charles et Stanislas

chassaient, en janvier 1706, les Russes de la Lithuanie, et le 8 février, Charles adressait de Kamionka un manifeste aux Lithuaniens : « La Pologne a un roi national ; unissez-vous donc à vos frères les Polonais pour combattre un ennemi commun. Pensez qu'Auguste se lia avec le tzar pour l'oppression et le démembrement de votre République. Je tiens des preuves en main qui constatent que le tzar n'attend qu'après le moment de se dire grand-duc de Lithuanie. Déjà il inonde le pays de ses troupes barbares, il le dévaste... Profitez des circonstances pour accomplir le bien de votre pays. »

« Pierre Ier faisait faire le dégât par ses troupes dans les biens appartenant à des Polonais adhérents des Suédois et de Stanislas. Mais comme le soldat à qui on lâchait la bride pour ces exécutions n'était pas obligé de connaître les bornes des terres des proscrits, il arrivait souvent que celles des amis souffrirent du voisinage de celles des ennemis. » (*Mémoires du règne de Pierre le Grand, empereur de Russie, père de la patrie*, etc., etc., par le B. Iwan Nestesuranoi (pseudonyme du baron Huysen). Amsterdam, 1730, II, p. 37.)

Enfin Charles XII, voulant en finir avec Auguste, pénétra en Saxe et porta, le 20 septembre 1706, son quartier-général à Alt-Ranstadt, près Leipsick. Auguste lui envoya aussitôt deux plénipotentiaires avec des blanc-seings pour conclure la paix. Charles l'accorda à condition qu'Auguste renoncerait au trône de Pologne, reconnaîtrait Stanislas et remettrait en liberté les princes Sobieski. — Ce traité fut signé le 24 septembre. Charles XII eut une entrevue avec Auguste à Gunthersdorf, le 17 décembre 1706. Il affecta de lui donner la droite, sans lui faire grâce d'aucune des clauses convenues. Il l'obligea même à féliciter par lettre Stanislas de son avénement au trône. La France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre, la Prusse, reconnurent Stanislas. Craignant que la reconnaissance du Saint-Siége n'achevât de faire pencher la balance en faveur de Stanislas, Pierre envoya à Rome le prince Kourakin, qui, en flattant Clément XI de la réunion des Eglises grecque et latine, en obtint que le Pape regardât comme non avenue l'abdication d'Auguste. (*Mém. de Pierre le Gr.*, par Nestesuranoi, déjà cité, III, p. 33.)

Charles XII perdit du temps en Saxe, retenu d'une part par la duplicité d'Auguste, et de l'autre par les instances des agents français, car Louis XIV avait un intérêt capital à ce que Charles XII continuât à être une menace pour l'empire d'Allemagne.

Pierre parvint encore à provoquer une soi-disant confédération à Léopol, en février 1707. Il fut présent aux délibérations. Il assista également à un simulacre de diète en mai, à Lublin.

Le prince Michel Wisniowiecki qui, en Lithuanie, avait d'abord embrassé le parti d'Auguste et de Pierre, se prononça contre eux, confessa ses torts et dénonça les horreurs des Russes dans le manifeste qu'il publia à Vilna en juillet 1707, et où on lit : « Au lieu d'amener un corps seulement de douze mille hommes, qui devait être entretenu à ses frais, le tzar a inondé le royaume d'une multitude effroyable de barbares qui ont dépeuplé le pays, extorqué des vivres et de l'argent, promenant partout le feu et la désolation. Les terres ont été pillées, les habitants massacrés, et depuis le Slucz jusqu'à la Warta, les Kalmouks ont tout brûlé et saccagé. Ils ont porté leurs mains sacriléges jusque sur les saints sacrements et sur les tombeaux des morts. La noblesse a été réduite à la besace, quantité de femmes et de filles ont été violées, et un grand nombre d'hommes tués. Les principaux d'entre les sénateurs ont perdu la plus grande partie de leurs biens; on a enlevé les dépôts, et au-delà de trois cents pièces de canon qui ont toutes été tirées de différentes places. L'archevêque de Léopol a été envoyé prisonnier à Moskou, en compagnie d'un grand nombre de Lithuaniens mis dans les fers. En un mot, il n'est presque pas possible d'exprimer les horreurs et les cruautés qui ont été commises en Pologne par ces barbares. Ajoutons encore un trait qui fera connaître la manière d'agir du tzar : après avoir réduit sous son obéissance, à l'aide de quelques rebelles et parjures, l'Ukraine que l'on pourrait appeler à juste titre le paradis de la Pologne, et s'être mis en possession de la forteresse de Bialacerkiew, non content de ces exploits, et d'avoir pris à force ouverte la ville de Bychow, il a menacé de faire subir le même sort aux provinces polonaises de la Russie-Blanche. » (Voy. *Pologne illustrée*. Paris, 1844, p. 95.)

Le 1er septembre 1707, Charles XII quitta Alt-Ranstadt pour rentrer en Pologne. Se trouvant à la hauteur de Dresde, il eut la fantaisie d'entrer dans la ville avec quelques officiers pour rendre visite à Auguste. Son armée fut inquiète. Il la rejoignit cependant sain et sauf, et le lendemain, à la nouvelle d'un conseil extraordinaire à Dresde, un de ses courtisans dit : « Vous verrez qu'ils délibèrent sur ce qu'ils devaient faire hier. » (Voltaire, *Histoire de Charles XII*, liv. III.)

Les Russes reculèrent devant Charles XII : « On ne saurait ex-

primer quelles barbaries ils commirent dans leur retraite : tout était brûlé et ruiné de fond en comble. Ils conduisirent en esclavage toute la bourgeoisie de la malheureuse ville de Dorpat... Ils emmenèrent encore des environs de Mobilew au-delà de cent chariots chargés d'enfants polonais des deux sexes pour aider à peupler avec le temps les vastes solitudes de Moskowie, ce qui répandit la terreur en Pologne et en Livonie, année 1708. » (*Histoire militaire de Charles XII, roi de Suède*, écrite par ordre exprès de S. M., par Gustave Adlerfeld, chambellan du roi. Paris, 1741, III, p. 118.)

Charles XII, après une merveilleuse campagne, finit par avoir son armée détruite, à Poltawa. Un mois après, dès le 8 août 1709, Auguste fit une déclaration où il rejetait la faute du traité d'Alt-Ranstadt sur ses plénipotentiaires qui auraient abusé de ses blanc-seings et il révoqua son abdication comme lui ayant été arrachée par la violence. Pierre entra en Pologne avec une armée et eut, à Thorn, une entrevue avec Auguste.

Stanislas Leszczynski, plein d'honneur, mais sans force, désespéra dès qu'il vit son protecteur abattu. « Si vous pensiez, mes frères, dit-il à ses partisans, que le sacrifice de ma couronne pût devenir salutaire, je suis prêt à le faire. » Il écrivit à Charles XII son intention d'abdiquer, gagna d'abord Stettin, puis se rendit en février 1713 à Bender, espérant obtenir le commandement d'une armée turque contre les Russes. Charles XII, qui se trouvait alors à Demotica, lui donna le duché des Deux-Ponts où Stanislas se retira en 1714.

Après des luttes contre les confédérations de la noblesse où ses troupes eurent souvent le dessous, Auguste convoqua, le 17 février 1717, une diète dite de pacification et qui resta sous le nom de *Diète muette*, car tous les articles qu'il plut à la Russie d'imposer passèrent sans discussion. Le principal article fut la réduction de l'armée polonaise à dix-huit mille hommes. Les troupes étrangères quittèrent alors la Pologne, réduite à l'impuissance.

Le roi ne songeait qu'à s'amuser. Par exemple, dans le moment où il ne savait comment payer son armée, et où il courait chercher des ressources à Dresde, « il donna à une comtesse de Cossel cent mille écus de pension annuelle, et lui fit bâtir un palais avec des appartements pour toutes les saisons : les uns revêtus de marbre étaient pour l'été, les autres lambrissés, parquetés et remplis de la plus belle laque de la Chine et de glaces, étaient pour l'hiver; il y mit pour deux cent mille écus de meubles. » (*La Saxe galante*. Am-

sterdam, 1763, p. 190-195.) Il laissa près de trois cents bâtards. En vue de conserver la couronne de Pologne dans sa famille, il cherchait l'appui du roi de Prusse. Celui-ci lui envoya le maréchal de Grumbkof. Auguste voulait pénétrer les secrets du négociateur prussien qui, de son côté, voulait posséder ceux du roi. Dans cette lutte diplomatique, ils s'enivrèrent réciproquement, au point que Grumbkof y gagna une maladie des plus graves et qu'Auguste II en mourut le 1er février 1733.

POLTAWA. — Le désastre de Poltawa eut d'immenses conséquences pour la Suède, pour la Pologne et pour l'Europe. « Cette année (1709) fut remarquable par le grand changement qui arriva dans le Nord : l'abaissement, pour ne pas dire l'anéantissement de la Suède, qui avait si souvent fait trembler le Nord et plus d'une fois l'empire et la maison d'Autriche ; et l'élévation formidable d'une autre puissance jusqu'alors inconnue, excepté le nom, et qui n'avait jamais influé hors de chez elle et de ses plus proches voisins. Ce fut l'effet de l'étrange parti que prit le roi de Suède enivré de ses exploits et du désir de détrôner le tzar, comme il avait fait le roi de Pologne... Il s'engagea à poursuivre le tzar qui, en fuyant devant lui avec art, anima son courage et son espérance, s'engagea dans des pays qu'il avait fait dévaster, ruina son armée par toutes sortes de besoins, de famine, de misère, le força ensuite de désespoir à un combat désavantageux où toute son armée périt sans aucune retraite et où lui-même fort blessé n'en trouva qu'à Bender chez les Turcs, où il arriva avec grande peine et à travers mille périls... » (*Mém. du duc de Saint-Simon*. Suppl. II, p. 486.)

Poltawa fut au commencement du XVIIIe siècle ce que furent au commencement du XIXe la retraite de Russie et Waterloo. A deux siècles de distance, avec l'un comme avec l'autre s'évanouirent les espérances de la Pologne. L'anniversaire de Poltawa est célébré par les Russes. C'est une raison de plus pour insister sur cette funèbre journée.

Charles était décidé à mettre le tzarisme moskowite hors d'état de nuire à la Pologne et à la Suède, il rêvait de faire régner à Moskou Jacques Sobieski. Le tzar offrit la paix. Charles XII répondit : « Je ne traiterai avec le tzar qu'à Moskou. » Quand on rapporta au tzar cette réponse hautaine : « Mon frère Charles, dit-il, prétend faire toujours l'Alexandre ; mais je me flatte qu'il ne trouvera pas en moi un Darius. » (Voltaire, *Hist. de Charles XII*, liv. IV.)

Le roi de Suède, il est vrai, chassa Pierre de Grodno, franchit la Bérézina le 29 juin, et le 14 juillet 1708, vainquit une armée russe à Holowczyn. En battant en retraite, le tzar dévastait tout et laissait derrière lui un véritable désert. Charles eut encore deux rencontres heureuses avec les Russes, l'une à Malatycze (10 septembre), l'autre entre Razarsk et Taraczyn (20 septembre). Mais depuis huit ans que la guerre durait, les Russes s'étaient aguerris et la tactique suédoise ne les étonnait plus. On voit par le *Journal de Pierre le Grand* (traduit de l'original russe, et imprimé d'après les manuscrits corrigés de la main de S. M. I., édition de Stockholm, 1774, p. 197), que plusieurs sénateurs polonais lui conseillèrent cette habile temporisation qui lassa les Suédois. C'est ainsi qu'en 1812 les Moreau et les Bernadotte livrèrent aux alliés le secret d'épuiser l'armée française, en l'engageant dans une stérile poursuite.

Bien des projets furent débattus au conseil de guerre que tint Charles XII. Où aller attaquer les Russes? La Livonie, l'Ingrie, l'Esthonie avaient été ruinées par les généraux moskowites au point qu'il aurait été impossible d'y faire subsister une armée. En marchant sur Moskou par le duché de Twer, on avait d'immenses forêts à traverser, Pskow et Novogorod à assiéger. En se dirigeant comme le fit Napoléon sur Smolensk, on trouvait aussi des forêts, des marais et les fortifications de Smolensk qui avaient arrêté deux ans l'armée polonaise de Sigismond III. Charles XII résolut de prendre la route de Mohilew. L'Ukraine est une région d'une incomparable fertilité; Mazeppa y promettait au roi l'appui des Kozaks; et de Starodub à Moskou le chemin est praticable. Le roi Stanislas, avec l'armée de la couronne, devait marcher sur Kiew, l'armée lithuanienne attaquer Smolensk, le général Lybecker, avec douze mille Suédois, pénétrer en Ingrie, brûler Pétersbourg et menacer Novogorod et Pskow.

Charles XII, pour donner le change sur ses projets, fit mine d'abord de se diriger droit sur Smolensk. Il espérait trouver peut-être dans cette marche l'occasion d'une bataille décisive. Voyant que les Russes ne l'attendaient pas, il exécuta une contre-marche vers l'Ukraine.

Mazeppa, dont les avis eurent une grande influence sur les déterminations du roi de Suède, avait eu une singulière destinée. Page du roi Jean-Casimir, il avait été, par suite de son amour pour la femme du palatin Kontski, attaché, par ordre du mari of-

fensé, au dos d'un cheval indompté, qui, dans sa course furieuse, regagna les steppes de l'Ukraine, son pays d'origine. Des Kozaks coupèrent les liens de Mazeppa, le soignèrent. Il devint leur ataman, et voulut leur procurer leur affranchissement de la Russie. Dans ce but, il entra en relations avec Charles XII. D'après le traité secret qu'il signa avec ce prince, il s'engageait à appuyer son entreprise au moyen d'un soulèvement général des Kozaks, à restituer aux Polonais l'Ukraine, la Sévérie (Siewierz), Kiew, Czerniechow et Smolensk, en se réservant les palatinats de Witebsk et de Polotsk, avec le titre de prince, sous les mêmes conditions que le duc de Courlande possédait ce pays.

« Tous ces projets furent si bien concertés et paraissaient si bien conduits que tout homme de bon sens qui les eût examinés n'eût pu que s'en promettre, humainement parlant, une heureuse issue pour la Suède... Jamais royaume n'avait vu à la tête de ses armées un prince plus intrépide, plus actif, enfin plus grand homme de guerre que l'était Charles XII, et jamais roi n'avait eu une armée plus aguerrie, des troupes mieux disciplinées et plus fidèles que celles qu'il avait alors. Tous les éléments se déchaînèrent contre nous. Pendant l'année de 1708, nous eûmes un hiver si rude et si extraordinaire, que dé mémoire d'homme on n'avait jamais rien vu de semblable. Le roi voyait dépérir son armée par les fatigues et par des batailles quotidiennes toujours heureuses. » (Relation de la bataille de Poltawa, à la suite de l'*Histoire militaire de Charles XII*, par Adlerfeld, III, p. 249-251.)

Charles XII, pendant cet épouvantable hiver, avait réussi à exécuter des marches et à obtenir quelques succès. Seulement, il avait perdu beaucoup de monde par le froid excessif, et surtout beaucoup de chevaux, ce qui avait désorganisé son artillerie. Il avait ensuite manœuvré malgré le débordement des rivières et les inondations du printemps. Le tzar ne cessait de le harceler en disant : « Je puis jouer dix Russes contre un Suédois. » Il était en effet chez lui, et Charles ne pouvait remplacer ses pertes. De plus, aucune de ses combinaisons ne réussit. Le roi Stanislas ne fut pas prêt et ne tenta aucune diversion. Le général Lybecker éprouva une défaite en Ingrie. L'armée russe, qu'il tenait en échec, fut libre de ses mouvements, se joignit à celle de Pierre, et de la sorte Lœwenhaupt, au lieu d'amener des renforts, des munitions et des vivres au camp de Charles, n'y parvint qu'avec quelques troupes harassées. Enfin, parmi les Kozaks, les uns avaient hésité à entre-

prendre cette lutte périlleuse, les autres s'étaient laissé prévenir par les Russes, qui brûlèrent leurs villes et massacrèrent un grand nombre d'entre eux. Mazeppa n'amena que de très-faibles secours. Il avait fait sa jonction à Horki, sur la Diesna, en octobre 1708.

Au printemps 1709, le roi concentra son armée entre les rivières de Psoll et Worskla, qui se déchargent toutes deux dans le Dnieper, et il fit investir la ville de Poltawa, où le tzar avait ses magasins. C'est dans le même lieu qu'un général de Tamerlan, nommé Ediga, avait, en 1399, écrasé l'armée de Vitold, grand-duc de Lithuanie. « *Itaque transmissis Sula et Psola fluminibus ad campestria Tattariæ et ad Vorsclam amnem, Vitoldus,* » etc. (Martini Cromeri, *De origine et rebus gestis Polonorum,* lib. xv, p. 256; Cologne, 1589.)

. Le 27 mai, on s'aperçut que le roi, qui revenait à cheval d'une reconnaissance, était blessé au talon. Il fallut de profondes incisions pour extraire la balle. Le roi tint lui-même sa jambe, disant au chirurgien : « Taillez hardiment, ne craignez rien. » Le 8 juillet, 70,000 Russes offrirent la bataille aux 18,000 Suédois de Charles. Le roi les commanda porté sur un brancard. Une fausse manœuvre d'un de ses généraux décida de sa défaite.

Grâce au dévouement de Stanislas Poniatowski, Charles XII put passer le Dniéper et gagna, avec une faible escorte, le 29 juillet, Bender, où Mazeppa mourut et où lui-même reçut l'hospitalité des Turcs.

La Turquie ayant déclaré la guerre à la Russie, Pierre, avec son armée, se trouva bientôt entouré sur la rive droite du Pruth (21 juillet 1711) et dans une position qu'il avouait plus mauvaise que celle de Charles à Poltawa. Le grand-visir se contenta d'imposer au tzar le traité du Pruth et Pierre fut sauvé.

Le troisième article du traité portait: « Aucunes troupes moskowites ne pourront rester en Pologne sous quelque prétexte que ce soit; le tzar ne pourra se mêler en aucune manière du gouvernement de la nation polonaise, encore moins y faire rentrer ses troupes à l'avenir. »

Charles XII se flatta quelque temps que les Turcs recommenceraient la guerre. Il finit par regagner ses États le 21 novembre 1714 et fut tué le 11 décembre 1718 au siége de Frédérickshall.

Désarmement de la Pologne. — « Les nobles sont le bouclier de l'État, et ils n'en veulent point d'autre... L'armée qu'ils compo-

sent leur tient lieu de forts et de citadelles et sans doute ce rempart leur suffirait aujourd'hui comme autrefois, s'ils avaient changé leur façon de combattre en même temps que leurs voisins se sont défaits de la leur. A présent, dans toute l'Europe, les armées ne font plus qu'un seul corps. Les Russes sont les derniers qui ont connu le prix de cette méthode. Les Polonais seuls la négligent; ils volent confusément au combat... C'est une noblesse qui n'a d'autre profession que celle des armes et qui, n'eût-elle pas autant de sentiments qu'elle en a, les retrouverait dans les seuls motifs qui l'engagent à la guerre, puisqu'elle ne prend les armes que pour elle seule, pour ses biens, pour sa liberté. Les nations qui les environnent n'ont, au contraire, qu'une milice composée de ceux de leurs sujets les moins distingués; mais leur discipline est exacte et les rendra toujours vainqueurs des Polonais, jusqu'à ce que ceux-ci apprennent que, de nos jours, une armée de héros sans ordre ne saurait valoir une armée d'hommes ordinaires qui savent se soumettre et obéir. » (*Histoire générale de Pologne*, par M. le chevalier de Solignac, secrétaire du cabinet et des commandements du roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar. Amsterdam, 1751, III, pages 270, 273.)

« Les housarts (*huzarze*), qui sont lanciers et gentilshommes de grands biens, qui possèdent jusqu'à 50,000 livres, sont très-bien montés et le moindre de leurs chevaux ne vaut pas moins de 200 ducats, estant tous chevaux turcs de la Natolie; les lanciers servent tous à cinq chevaux, car, dans une compagnie de cent lanciers, il n'y a que vingt maîtres (*towarzysze*, c'est-à-dire compagnons) qui cheminent tous de front, de sorte qu'ils sont chefs de file et les quatre rangs suivants sont leurs serviteurs, chacun en sa file; leur lance est longue de 19 pieds... » (*Description de l'Ukraine* par le sieur de Beauplan. Rouen, 1660, p. 103.)

« L'histoire de Pologne fournit divers exemples d'une espèce de confédération nommée *swionzek* dans la langue du pays, et *confédération militaire* en français. C'est une révolte de l'armée qui, ne reconnaissant plus la voix de ses généraux, se choisit elle-même un chef... Dans ces révoltes, les troupes prenaient pour prétexte les arrérages de la solde que la République leur devait; mais, en même temps, elles ne comptaient pour rien le pillage et les contributions qu'elles levaient de toutes parts... Pour couper racine à des séditions si pernicieuses, on cassa entièrement l'armée dans la diète de pacification de 1717 et l'on en forma une nouvelle beaucoup moins

considérable qui touche sa solde six mois d'avance. » (*Essai politique sur la Pologne.* Varsovie, 1764, p. 69-71.)

« Les conditions de 1717 avaient pourvu à l'entretien d'une armée polonaise régulière ; les agents russes firent en sorte que toute la solde fût mise en officiers à brevet et qu'il n'existât pas 6,000 soldats sous les drapeaux, tandis que les *protecteurs* de la Pologne en avaient six fois autant dans ces provinces. » (Introduction aux *Mémoires sur la révolution de la Pologne, trouvés à Berlin.* » Paris, 1806, p. XLVij.)

« Qui ne serait touché de la triste situation de notre République? Qui que ce soit de nos voisins qui veuille nous déclarer la guerre, il ne trouve aucune barrière qui puisse l'arrêter; rien ne l'empêche de pénétrer dans le cœur du royaume ; il entre dans nos provinces et s'en empare ; il établit des contributions; il détruit, il ravage, il brûle; le sang coule de toutes parts; le citoyen gémit et plie sous le joug qu'on lui impose ; le conquérant commande en maître et tout lui obéit. » (*Œuvres du philosophe bienfaisant* [Stanislas Leszczynski]. Paris, 1743, II, p. LXXIV.)

AUTOCRATIE RUSSE. — « La volonté du tzar est une loi dont personne ne peut appeler. Il est l'arbitre souverain de la vie et de la mort d'un chacun, comme un maître l'est de son esclave. S'il les bat, s'il les fait fouetter de verges ou d'escourgées, ils le remercient. Ils ne se disent point maîtres de leurs biens, mais ils en attribuent la propriété à Dieu et au tzar. Les pauvres qui demandent l'aumône aux portes des églises ou dans les rues la demandent pour l'amour de Dieu et du tzar. Si on interroge un Moskowite sur quelque chose qu'il ignore, il répond sur-le-champ : Je n'en ai aucune connaissance ; il n'y a que Dieu et le tzar qui le sachent. Enfin, ils parlent tous de lui comme d'une divinité et plusieurs le croient tel. » (*Relation d'un voyage en Moscovie,* par Augustin, libre baron de Mayerberg, conseiller de la chambre impériale aulique et ambassadeur de l'empereur Léopold vers le czar Alexis Mihalowics, grand-duc de Moscovie. Leide, 1680, p. 209.)

Cet ambassadeur rapporte ce détail de l'audience du tzar, mai 1662 : « Sur un banc qui était à sa droite, il y avait un bassin, une aiguière et une serviette pour laver et essuyer sa main droite après que nous l'aurions profanée par nos lèvres quand il nous l'aurait présentée à baiser. » P. 111.

Nous lisons dans le même volume : « Le tzar, se trouvant mal

d'une excessive chaleur interne dont il était travaillé, voulut que l'on consultât ses médecins l'un après l'autre, en supprimant soigneusement le nom du malade, et qu'on exigeât d'eux de donner leur avis par écrit. Ils convinrent tous unanimement qu'il fallait le saigner. Alexis approuve cet avis et, levant le masque, il se fait ouvrir la veine par son chirurgien. Après cette saignée faite heureusement, il invite les seigneurs de sa cour à faire comme lui. Ils obéissent tous, quoiqu'à regret, non tant par flatterie, qui est le vice ordinaire des courtisans, que par la crainte de son indignation contre ceux qui le refuseraient. Il n'y eut que Rhodion Mattheowicz Strechnev l'Ocolnici qui, se fiant à la parenté qui était entre eux par Eudoxie Strechnev, mère d'Alexis, s'en excusa sous prétexte de son grand âge. Alors, se laissant emporter à la colère: Est-ce ainsi, dit-il, misérable, que tu fais si peu d'état de ton maître? Le sang de tes veines est-il plus précieux que le mien? Ta présomption va-t-elle jusqu'à t'élever au-dessus de tes égaux, et même de ceux qui sont plus, et à condamner par une action contraire l'exemple louable de leur propre obéissance? Et, sans en dire davantage, il se jette à son visage, et, se servant du bras dont il n'avait point été saigné, il lui donne plusieurs coups de poing et ensuite des coups de pied. Mais la bile s'étant modérée dans la suite, de la même main dont il l'avait frappé, il lui fit de grands et riches présents, qui sont toujours un excellent emplâtre aux Moskowites pour guérir les contusions des coups qu'ils ont reçus.» P. 95-96.

Le fils d'Alexis, Pierre I[er], «à la suite d'un repas, et à propos d'une discussion militaire, tira son sabre et commença à frapper sur la table d'une manière à faire trembler tous les assistants. Je veux t'exterminer toi et ton régiment, disait-il en parlant au général Schein. Quelques boyards voulurent l'excuser; mais le tzar, n'écoutant que son courroux, le trouva si mauvais qu'il commença à frapper à droite et à gauche sans distinction. Le prince Romadonowski eut un doigt coupé, un autre boyard reçut une très-légère blessure à la tête; le Dumnoi Mikiliu Mosciwitz eut un coup de revers qui le blessa légèrement à la main. Le malheureux Schein allait le payer de sa tête, lorsque le général Le Fort, le seul qui osât résister au tzar dans ces occasions, lui saisit la main qu'il tenait déjà levée pour couper la tête à Schein et la retint. Le tzar, enflammé de colère et ne reconnaissant presque plus personne, repoussa Le Fort et le blessa d'un coup de sabre.» (*Précis historique*

sur la vie et les exploits de François Le Fort, par M. de Bassville. Genève, 1784, p. 118, passage cité d'après le journal latin de Korb, page 72.)

« Il n'y a rien moins que l'autorité absolue du tzar qui pût obliger les Moskowites à quitter leur barbe, outre la crainte qu'ils avaient de se la voir arrachée ou tirée rudement, à quoi le tzar se divertissait souvent. » (*Etat présent de la Grande-Russie*, par le capitaine Jean Perry, traduit de l'anglais. La Haye, 1717, p. 188.)

Or, le dernier article du synode de 1551, convoqué par Iwan le Terrible, est ainsi conçu : « De toutes les coutumes hérétiques, il n'y en a pas de plus condamnable que celle de se raser la barbe. L'effusion de tout le sang d'un martyr ne saurait racheter cette faute. Raser la barbe pour plaire aux hommes, c'est violer toutes les lois et se déclarer l'ennemi de Dieu qui nous a créés à son image. » (Cité dans le VIe vol. de la *Biblioth. russe et polon.* Paris, 1859. Introd., p. XIII.)

L'autocratie est caractérisée par le mépris des hommes, joint à un arbitraire sans frein. Ainsi le tzar Pierre ayant imaginé d'introduire l'usage des mascarades dans ses Etats, on vit, le 11 février 1724, les sénateurs, par ordre de l'empereur, tenir séance en masques. (*La société russe sous Pierre le Grand*, par J.-D. Belaïew; Moskou, 1864.)

Voici l'effet de l'autocratie : « La nation russe, disait Pierre Ier, n'est pas susceptible de liberté, parce qu'elle a trop longtemps gémi sous le despotisme et qu'elle n'a ni sentiment, ni honneur, ni vertu. Si dans l'église, et au milieu de la prière, un de mes sujets trouvait le moment de voler son prochain, il le ferait en face de l'autel. » (*La Russie au 18e siècle*, mémoires inédits publiés par le prince A. Galitzin, 1863, p. 111.)

« Il n'existe pas aujourd'hui sur la terre un seul homme qui jouisse d'un tel pouvoir et qui en use : pas en Turquie, pas même en Chine. Figurez-vous l'habileté de nos gouvernements éprouvés par des siècles d'exercice, mise au service d'une société encore jeune et féroce, les rubriques des administrations de l'Occident aidant de toute l'expérience moderne le despotisme de l'Orient, la discipline européenne soutenant la tyrannie de l'Asie, la police appliquée à cacher la barbarie pour la perpétuer au lieu de l'étouffer; la brutalité, la cruauté disciplinées, la tactique des armées de l'Europe servant à fortifier la politique des cours de l'Orient : faites-vous l'idée d'un peuple à demi sauvage, qu'on a enrégimenté

sans le civiliser; et vous comprendrez l'état moral et social du peuple russe. Profiter des progrès administratifs des nations européennes pour gouverner soixante millions d'hommes à l'orientale, tel est depuis Pierre Ier le problème à résoudre pour les hommes qui dirigent la Russie. » (*La Russie en* 1839, par le marquis de Custine, 3e édit., II, p. 114.)

Les batogs et le knout. — « La punition par les *batogs* en Russie s'exécute en cette manière : Celui qui la doit souffrir est couché à terre sur le visage, ayant le dos découvert, les bras et les jambes étendus : il y a deux hommes commis pour cela qui le fouettent avec des batogs qui sont des verges de la grosseur du petit doigt; l'un d'eux se met sur la tête du patient pour la tenir entre ses genoux, pendant que l'autre tient ses jambes dans la même posture, et ils frappent alternativement sur son dos comme des maréchaux sur une enclume. Les seigneurs et les paysans sont également sujets à cette sorte de punition qui est quelquefois exercée d'une manière si sévère que les gens en meurent. Le pouvoir d'infliger cette peine réside en la personne de ceux qui ont de l'autorité sur les autres et s'exerce sans forme de procès. Le patient doit crier *vinavat*, c'est-à-dire confesser qu'il est coupable, puis baiser les mains et les genoux et toucher la terre avec le front devant celui qui a dirigé l'exécution, et le remercier de ce qu'il ne l'a pas fait battre davantage. Il est fort ordinaire que des gens reçoivent cette punition et gardent leurs places; car ce n'est pas la manière en Moskowie de destituer entièrement pour des petits crimes ou friponneries...

« La punition par le *knout* ne peut être ordonnée que par forme de justice ou par l'ordre de quelque personne de grande considération, et est rarement exécutée par un autre que par un bourreau. Le knout est une courroie de cuir épaisse et dure, de la longueur d'environ trois pieds et demi, attachée par un bout à un bâton long de deux pieds, par le moyen d'une espèce d'anneau qui le fait jouer comme un fléau. Le criminel, ayant la chemise levée, est mis sur le dos d'un autre homme; à tout coup que le bourreau donne, il fait un pas en arrière et puis en avant et cela avec tant de force que le sang coule à chaque fois. — La seconde et plus rigoureuse manière de donner le knout (qu'on appelle autrement *Pine*) est lorsqu'on lie les deux mains du patient derrière le dos et que par une corde qui tient à ses mains on l'élève en haut pendant qu'il

a un grand poids attaché aux jambes. Il y a un espace de temps entre chaque coup et dans l'intervalle un *subdiakshick* ou écrivain examine le patient pour savoir jusqu'où va le crime dont il est accusé, s'il a des complices, ou s'il est coupable de quelques autres crimes que ceux dont il est accusé, comme trahisons, vols, meurtres dont on ignore les auteurs. Lorsque le crime est capital, on allume un feu médiocre tout près du gibet ; on lie les pieds et les mains du patient et on l'attache, comme sur une broche, à un long bâton qui est tenu par un homme de chaque côté : l'accusé a le dos brûlé par ce feu, et est alors examiné par l'écrivain pour le faire confesser... » (Voyez *Etat présent de la Grande-Russie*, par le capitaine Perry, déjà cité p. 208-211.)

Extermination des Strélitz. — Le mouvement des Strélitz fut réprimé par l'Ecossais Gordon, qui, après les avoir décimés, incarcéra le reste à Moskou. Pierre Ier, à son retour, trouva la punition insuffisante : « On les assembla au nombre de sept mille dans un lieu environné de palissades où on leur lut la sentence qui condamnait deux mille d'entre eux à être pendus, et les cinq mille autres à être décapités. On les fit sortir dix par dix de l'enceinte palissadée dans une plaine où l'on avait dressé un nombre de gibets suffisant pour y pendre deux mille hommes. Ceux-ci y furent attachés par dizaines, en présence du tzar, qui les comptait, et de tous les seigneurs de la cour, qu'il avait mandés auprès de lui, afin qu'ils fussent témoins de cette exécution pour laquelle il voulut, en outre, se servir des soldats de sa garde en guise de bourreaux. Les cinq mille qui devaient être décapités furent, de même que leurs camarades, tirés dix à dix de l'enceinte, et conduits dans la plaine où, vis à vis les gibets, on avait disposé des poutrelles en assez grand nombre pour servir de billots à ces cinq mille coupables. A mesure qu'ils arrivaient on les faisait arranger, coucher de leur long, et poser par cinquantaines le col sur les billots, après quoi l'on décapitait toute la file. Le tzar ne se contenta pas de se servir pour cette exécution des seuls soldats de sa garde. Armé lui-même d'une hache, il commença par couper, de sa propre main, la tête d'une centaine de ces malheureux, après quoi, ayant fait distribuer des haches à tous les princes, seigneurs et officiers de sa suite, il leur ordonna de suivre son exemple. Nul de ces seigneurs, parmi lesquels étaient le grand-amiral Apraxine, le grand chancelier, le prince Mentchikoff, Dolgorouki, etc., ne fut assez osé

pour désobéir. Le caractère du tzar leur était trop connu pour qu'ils ignorassent qu'en témoignant la moindre répugnance dans cette occasion, il y allait de leur vie, et qu'il les aurait impitoyablement confondus avec les rebelles. Ces milliers de têtes furent transportées en ville, dans des tombereaux, et fichées sur des pieux de fer scellés dans les créneaux des murailles de Moskou, où elles restèrent exposées pendant toute la durée du règne de ce prince. Quant aux chefs de ces Strélitz, ils furent pendus aux murailles de la ville, en face et à la hauteur de la fenêtre grillée par où la princesse Sophie recevait le jour dans sa prison, spectacle qu'elle ne cessa d'avoir sous les yeux pendant les cinq ou six années qu'elle survécut à ces malheureux. Quant à ceux qui, ayant pris la fuite après leur défaite par le général Gordon, s'étaient dispersés dans différentes directions, il fut défendu sous peine de mort, dans toute l'étendue de l'empire russien, non-seulement de leur donner asile dans les maisons, mais même de leur fournir le moindre aliment, pas même de l'eau, ce qui donne à croire qu'ils périrent tous misérablement. Les femmes et enfants de ces Strélitz furent transportés dans des lieux déserts et incultes, où on leur assigna pour retraite une étendue de terrain limitée, avec défense à eux et à leurs enfants d'en jamais sortir. On érigea sur tous les grands chemins des pyramides de pierre sur lesquelles on grava la relation de leur crime, ainsi que leur arrêt de mort. » (*Mémoires secrets du sieur de Villebois*, chef d'escadre et aide de camp de S. M. le tzar Pierre Ier. Paris. 1853, p. 20-22.)

Nous citerons encore quelques détails que nous trouvons dans une *Lettre sur l'état présent de la Moscovie* (Amsterdam 1699, p. 223): « Les Strélitz furent jugés par tous les boyards et exécutés le 5 mars 1697 dans la grande place devant le château. On leur coupa premièrement les bras et les jambes et après la tête. Les têtes furent exposées au haut d'une colonne de pierre qu'on érigea tout exprès. Les bras et les jambes furent mis sur des perches autour de la colonne, et les troncs des corps furent jetés et laissés sur le pavé plus de huit jours, jusqu'à ce que la puanteur forçât de les ôter. Sur la déposition des complices que le boyard Jean Miloslawski avait eu le plus de part au soulèvement qui arriva l'an 1682, lors de l'avénement de Sa Majesté, on déterra son cadavre, qu'on trouva peu altéré et presque encore dans son entier quoiqu'il eût été douze ans sous terre. On érigea plusieurs potences auxquelles on pendit les parties du cadavre, qui fut mis en mille pièces. » Et

l'auteur anonyme admire et loue le grand tzar ! — Voir aussi *La sanglante révolte des Strélitz* par Korb, 1698, édit. de 1859.

PROCÈS ET MORT DU TZARÉVITCH ALEXIS. — Pierre Ier faisant mourir son fils est peut-être plus odieux encore, s'il est possible, que le cruel Ivan IV, qui tua le sien de sa propre main, car il ajouta à son forfait la dérision d'un jugement.

Le tzarévitch confessa qu'il avait ouï dire à beaucoup de gens qu'il était aimé du petit peuple et qu'on l'appelait l'*espérance des Russes;* qu'il avait mis sa confiance dans ceux qui aimaient les anciennes mœurs et qui parlaient avec déplaisir des nouveautés que son père introduisait. Le tzar invoqua contre lui, entre autres, l'article 27 du chap. 16 des lois militaires qu'il venait de faire imprimer à Pétersbourg (1717) : « Celui qui forme le dessein de quelque trahison ou de quelque chose de semblable, quoiqu'il ne le mette pas en exécution, doit pourtant être puni de pareilles peines capitales, comme s'il avait exécuté son dessein. » Il adressa à ses grands dignitaires ecclésiastiques et séculiers une déclaration où il disait : « Que, quoiqu'ayant un pouvoir assez abondant et assez absolu de juger son fils selon sa volonté sans en demander avis à personne, cependant craignant Dieu et le péché, d'autant qu'il avait promis par écrit le pardon à son fils et l'avait ensuite confirmé de bouche en cas qu'il lui dît la vérité, il souhaitait se procurer toutes sortes de lumières sur cette affaire. » Et il ajoutait : « Nous souvenant de l'endroit de la parole de Dieu où il exhorte de demander dans de pareilles occasions les sentiments des gens d'église pour savoir ce que Dieu a ordonné ainsi qu'il est écrit au chap. 17 de l'Exode, nous désirons de tous archevêques et de tout l'état ecclésiastique que vous nous donniez là-dessus, suivant la Sainte-Écriture, une véritable instruction pour savoir quelle punition un crime si horrible de mon fils, semblable à Absalon, a méritée selon les lois divines : ce que vous nous donnerez par écrit, signé de la propre main d'un chacun, afin qu'étant suffisamment éclairé dans cette affaire, nous ne chargions en rien notre conscience. » Il écrivait à ses ministres et sénateurs : « Ne faites point réflexion sur ce que vous devez juger le fils de votre souverain; mais, sans avoir égard à la personne, rendez la justice et ne perdez pas votre âme et la mienne afin que notre conscience ne nous reproche rien au jour du terrible jugement et que notre patrie ne soit point lésée. » (Voy. *Manifeste du procès criminel du czaréwitz Alexis Petrowitz,*

jugé à Pétersbourg, le 25e jour de juin 1718. V. S. traduit sur l'original russien et publié par ordre de Sa Majesté czurienne, et inséré dans les *Nouveaux Mémoires sur l'état présent de la Grande-Russie ou Moscovie*, par un Allemand résidant en cette cour. II, p. 327-333, 339, 348.)

C'est ainsi que, pour mettre son fils à mort, Pierre invoquait Dieu, la patrie et la conscience ! Il voulait qu'il n'y eût personne dans l'Église ni dans l'État qui ne fût associé à son crime. Aussi, au bas de la sentence qui déclarait le tzarévitch indigne de pardon et coupable de crime capital, se trouvent signés tous les plus grands noms de la Russie moderne.

Un témoin oculaire a osé imprimer l'étrange apologie que voici : « La conduite du tzar a-t-elle besoin de justification après les éloges que l'on a donnés dans tous les pays et dans tous les temps à l'action héroïque de Brutus immolant son fils au salut de l'État? Communément l'on croit qu'on avait donné du poison au tzarévitch ; supposons que cela fût, n'aurait-ce pas été un acte de clémence d'épargner à ce criminel condamné l'horreur d'une mort violente? (*Mém. du règne de Pierre le Grand*, par Nestesuranoi, IV, p. 234.)

Voltaire, si complaisant d'ordinaire envers la Russie, a pourtant écrit ces lignes : « Ce qui est certain, c'est que son fils (le fils de Pierre) mourut dans son lit le lendemain de l'arrêt et que le tzar avait à Moscou une des plus belles apothicaireries de l'Europe. » (*Anecdotes sur le czar Pierre le Grand. Œuvres complètes de Voltaire*. Edit. 1820, XXI, p. 412.) Plus tard, dans son *Histoire de l'Empire de Russie*, il a eu l'indignité d'écrire : « Si Alexis eût régné, tout aurait été détruit (l'œuvre de Pierre). Quand on considère cette catastrophe (la mort d'Alexis), les cœurs sensibles frémissent et les sévères approuvent. » (XXI, p. 317.)

L'Empereur-Pape. — Pierre Ier disait : « Louis XIV a été plus grand que moi en bien des occasions; mais ce en quoi je lui ai été fort supérieur, c'est que j'ai réduit mon clergé à la paix et à l'obéissance, tandis qu'il s'est laissé dominer par le sien. » Si le Grand-Roi commit la faute de révoquer l'édit de Nantes et de redevenir le bras séculier de l'intolérance ecclésiastique, le tzar, en se faisant chef de la religion, et réunissant en sa personne les deux pouvoirs spirituel et temporel, organisa le pire des despotismes, puisqu'une seule et même autorité avait ainsi pouvoir sur les corps et sur les consciences.

« Pierre crut avoir un sujet plus que légitime de répudier sa première femme, Eudoxie Federowna, dans l'amour dont il brûlait pour la belle Anna Moëns. Il espérait que les théologiens de son royaume trouveraient quelque nullité dans son mariage. Le croirait-on? ces prêtres ne firent aucune réponse qui fût favorable à son amour. Mais il n'était pas homme à vouloir en vain quelque chose. Lefort, son ministre et favori, l'enhardit à prendre son parti. Par un coup d'autorité absolue, il prononça lui-même l'arrêt de répudiation. » (*Anecd. du règne de Pierre* I[er], 1745, 1[re] part., p. 11.)

« Le premier jour de l'an 1715 (suivant le vieux style), qui est une des plus grandes fêtes des Moskowites, le tzar se rendit à l'église à quatre heures du matin et officia lui-même. Il commença par entonner et chanta ensuite l'épître devant l'autel, coutume qu'il a toujours observée depuis qu'il a supprimé l'autorité patriarcale. » (*Nouveaux Mémoires sur l'état présent de la Grande-Russie ou Moscovie*, par un Allemand résidant en cette cour, I, p. 134.)

Pierre institua un synode permanent chargé de la publication des ukases impériaux en matière religieuse, comme le sénat l'est des ukases en matière administrative et civile. Ce ne fut guère qu'une espèce de bureau pour les affaires ecclésiastiques qui ne pouvait rien décider que selon la volonté du tzar, mais qu'il décora du titre de Saint-Synode.

L'ordonnance de Pierre pour la réformation de son clergé est des 10-21 février 1720. Le formulaire du serment des membres du collége ecclésiastique est ainsi conçu : « Je... soussigné jure et promets, devant Dieu tout-puissant et son saint Evangile, d'agir en toutes choses et en tout temps conformément aux règles prescrites dans l'ordonnance ci-dessus et aux nouvelles constitutions qui pourront être ajoutées du consentement dudit collége et de l'aveu de S. M. mon souverain... Je promets en outre d'être soumis, obéissant et fidèle à mon légitime seigneur et souverain Pierre I[er], empereur de toutes les Russies, etc.; et, après S. M., à ses légitimes successeurs dénommés par elle, en vertu de sa souveraine puissance, ou à ceux qu'elle pourra dénommer à l'avenir, en les jugeant dignes du trône. J'aurai la même crainte et fidélité pour l'impératrice Catherine Alexiowena, je serai son fidèle serviteur et sujet et je défendrai de toutes mes forces et même au péril de ma vie Leurs Majestés souveraines et tout ce qui appartient à leur puissance absolue, tant par rapport aux droits et prérogatives qui leur sont déjà accordés qu'à ceux qui pourront leur être accordés à l'a-

venir... Je reconnais par ce même serment que le juge souverain et le chef de ce collége ecclésiastique est S.M. l'empereur de toutes les Russies, et je jure devant Dieu qui connaît tout, que mon cœur et ma pensée sont d'accord avec mes paroles... »

Or, cet homme qui se faisait ainsi le suprême pontife de tout un peuple est le même de qui le docteur Arkins, Anglais de nation et son médecin, disait en parlant de son tempérament et de l'abus qu'il en faisait, qu'il fallait « qu'il eût dans le corps une légion de démons de luxure. »

Le Conclave du tzar. — La fête comique que Pierre Ier avait instituée et qu'on appelait le conclave, consistait à contrefaire d'une manière grotesque ce qui se passait dans le conclave lors de l'exaltation du Pape. Cette saturnale avait deux buts : le premier et le principal était de tourner en ridicule ou tout au moins de déconsidérer aux yeux du public la dignité de patriarche ; l'autre était de donner à ses peuples une idée désavantageuse du papisme et des maximes du clergé romain.

« Un jour Pierre dit à l'un de ses bouffons, l'ivrogne Sotoff : Je te fais *knes papa*, ce qui veut dire prince pape. Il le fit proclamer tel et lui donna un palais où il fut mené en pompe par la cour, reçu et harangué par des troupes de bouffons. On dîna et l'on but copieusement. Sur la fin du repas, on proposa au knes papa de procéder à la nomination de ses cardinaux. Le tzar l'aida à trouver des sujets propres à occuper ces places, et choisit des gens connus la plupart pour aimer la débauche. Mais dans le nombre il inséra les noms de personnes qui lui étaient suspectes ou secrètement odieuses, espérant que la boisson portée à l'excès engagerait les uns à révéler des vérités qu'il lui importait de savoir ou qu'elle expédierait le reste dans l'autre monde. Tous les élus se rendirent à l'heure marquée, reçurent calotte et robe rouges et furent conduits dans la salle du consistoire, laquelle n'était meublée que de futailles rangées des quatre côtés pour servir de siéges. Le knes papa était placé sur une espèce de trône, appuyé sur des barriques de vin et garni depuis le haut jusqu'en bas de verres et de bouteilles. Chaque cardinal, en entrant, faisait une profonde inclination et le knes, en lui présentant un coup de vin, disait : Révérendissime, ouvre la bouche et avale et tu diras de belles choses. Après quoi le cardinal prenait séance sur une des futailles.

« Cette cérémonie finie, on se rendit au conclave. Il fallait traverser

plusieurs rues. Les cardinaux firent le trajet à pied et en procession, deux à deux, précédés de tambours, de traîneaux de provisions, de cuisiniers, marmitons et musiciens. Le knes papa, assis jambe de ci, jambe de là, sur une barrique d'eau-de-vie, posée sur un traîneau tiré par quatre bœufs, était environné par une troupe d'hommes vêtus en cordeliers, jacobins, etc., et ayant tous le verre à la main. Le tzar, déguisé en *schipper* ou matelot hollandais, voltigeait avec un grand nombre de personnes de sa cour, en se portant tantôt sur les ailes, tantôt à la tête et à la queue de cette étrange procession. On arriva à une galerie où il y avait autant de couchettes que de cardinaux. L'office du conclaviste qu'on avait donné à chaque cardinal était de l'empêcher de s'éloigner de sa couchette durant toute la tenue du conclave, et de l'exciter à bien manger et surtout à bien boire et de porter les messages d'un cardinal à l'autre. Ceux qu'on avait chargés de cette mission étaient surtout de jeunes égrillards qui avaient voyagé et qui s'acquittèrent si bien de leurs fonctions que plusieurs des cardinaux moururent au sortir du conclave. On soupçonna qu'ils avaient bien pu être particulièrement recommandés par le tzar, qui venait de temps en temps observer et écouter ce qui se passait et se disait dans la salle. Ces conclavistes animaient par des rapports burlesques ces gens chauffés par le vin et les excitaient à se dire d'un lit à l'autre les plus grosses ordures et à exhaler dans leurs reproches tout ce qu'ils savaient de plus offensant tant les uns contre les autres que contre leurs familles respectives. Le tzar en prenait note sur ses tablettes et ne manquait pas d'en faire usage par la suite. Il n'y eut sorte d'indécence qu'on ne commît dans cette assemblée, et c'en serait une que d'en faire ici la description. Cette solennité dura trois jours et trois nuits consécutifs, après lesquels on ouvrit les portes du conclave et l'on ramena le pape et ses cardinaux sans connaissance à leur maison; et l'on se servit pour cela d'*yswotchiques* ou mauvaises charrettes sur lesquelles on les jeta comme on aurait chargé des bêtes mortes. Des questions agitées dans cette assemblée, j'en rapporterai une seule : un cardinal s'étant plaint que le vin qu'on lui versait était mauvais, on en fit un rapport au knes papa qui, après avoir envoyé de couchette en couchette pour recueillir les voix, ordonna que la pièce incriminée serait mise à l'index.

« C'était pour la troisième fois qu'on célébrait cette honteuse fête, quand enfin le tzar Pierre y trouva la mort qu'il avait procurée à

tant d'autres. En effet, il mourut des suites des excès commis par lui dans une de ces orgies. » (*Mémoires secrets de Villebois*, pages 33-51.)

FONDATION DE SAINT-PÉTERSBOURG ET AGRANDISSEMENT DE LA RUSSIE. — « Quels furent les commencements de la capitale de la Russie ? Ce ne sont pas les hommes qui l'ont voulu, mais ces marécages ont plu au tzar ; il a ordonné : aussitôt on vit s'élever, non une ville pour les hommes, mais une capitale pour lui. Là le tzar a montré la toute-puissance de sa volonté. Dans ces sables mouvants et ces fondrières bourbeuses, il a fait planter cent mille pilotis, il a enfoui cent mille cadavres de paysans... Pour y transporter les blocs des obélisques, combien n'a-t-il pas fallu inventer de complots, tuer ou exiler d'innocents, ravir et piller de territoires, jusqu'à ce qu'enfin avec le sang de la Lithuanie, les larmes de l'Ukraine et l'or de la Pologne, on ait acheté à profusion tout ce que possèdent Paris et Londres !... » (*Voyage en Russie*, d'Adam Mickiewicz.)

Voici maintenant le récit d'un contemporain allemand : « Lorsque la fortune eut secondé les armes du tzar, jusqu'à le rendre maître (en 1702) de Notebourg, et l'année suivante de Nie-Schantz, ayant remarqué qu'environ un mille plus loin la rivière de Néva formait plusieurs îles, une situation si avantageuse lui inspira le dessein d'y bâtir une ville d'où l'on pût commercer sur la mer Baltique. Son armée s'y étant rendue, il fit camper l'infanterie dans le territoire de Finlande, proprement la Carélie, et la cavalerie dans celui d'Ingrie, et fit élever un petit fort dans un endroit où il n'y avait alors que deux petites cabanes de pêcheurs et où l'on a depuis bâti Pétersbourg. Le tzar alla lui-même avec quelques chaloupes visiter cette rivière jusqu'à la haute mer... On commanda un détachement d'environ mille hommes pour prendre poste dans l'île de Retusari (qui est aujourd'hui Cronstadt). Le tzar, ayant résolu de bâtir une forteresse sur la Néva et d'y faire son principal chantier pour les gros vaisseaux de guerre, distribua ses plans de manière à placer la citadelle sur la petite île du milieu et la ville en partie sur les autres îles et en partie sur le continent. Il ordonna de ramasser pour le printemps suivant une grande quantité de paysans moskowites, tartares, kozaks, kalmouks, finlandais et ingriens pour mettre son projet à exécution. Aussi vit-on, au commencement de mai 1703, plusieurs milliers d'ouvriers rassemblés de tous les endroits du vaste empire russien, et dont quelques-uns venaient de

plus de deux à trois cents milles d'Allemagne jeter les fondements de la nouvelle forteresse... On compte que la misère a fait périr dans ces travaux près de 200,000 hommes... C'était le tzar lui-même qui conduisait tout l'ouvrage et qui en avait donné le dessin. Pendant qu'on avançait la forteresse, on travaillait aussi insensiblement à la ville, et ce fut dans cette vue qu'on ordonna à beaucoup de gentilshommes et de marchands de Moskowie de venir s'établir à Pétersbourg et d'y bâtir des maisons; ce qui fut exécuté avec empressement.. Plusieurs Suédois, Finlandais et Livoniens n'ayant pas le moyen de subsister dans leurs villes et leurs villages, qui étaient ruinés, furent obligés par nécessité de venir s'y réfugier. On y attira toute sorte d'artisans, d'ouvriers et de matelots avec leurs familles pour faire fleurir la navigation et le commerce de mer... » (*Description de Pétersbourg*, p. 4-8, publiée à la suite des *Nouveaux mémoires sur l'état présent de la Grande-Russie ou Moscovie*, Paris, 1725, et attribuée à Weber.)

L'importance de la position de la nouvelle capitale était énorme. Ainsi, « lorsque le roi Charles XII se trouvait en Saxe (1707), il est vrai que le tzar s'offrit à faire la paix; mais la condition *sine quâ non* n'était pas du goût du roi; son ennemi voulait absolument garder sur la mer Baltique le port de Pétersbourg, qu'on ne pouvait lui laisser sans renverser entièrement toutes les règles de la politique. » (*Histoire militaire de Charles XII*, vol. III, p. 241.) Mais comment Pierre eût-il cédé? lui-même avait écrit : « Le même jour de la capitulation de Notebourg (14 oct. 1702), le maréchal et les généraux allèrent dans la ville, où après avoir rendu grâce à Dieu et fait trois décharges du canon et de la mousqueterie, on changea le nom de la forteresse en lui donnant celui de Schlüsselbourg (ville de la Clef), car c'est par cette clef que s'ouvrirent pour nous les portes des pays ennemis. » (*Journal de Pierre le Grand*, p. 86.)

En vue d'assurer à la Russie la double domination de la mer Noire et de la mer Baltique, Pierre Ier enleva aux Turcs le port d'Azoff, en 1696 (qui fut repris momentanément en 1711), et aux Suédois, 1700-1721, le littoral sur lequel il bâtit sa nouvelle capitale. Il avait accru, vers le commencement de son règne, l'importance du port d'Archangel sur la mer Blanche, et vers la fin il prit aux Persans Derbent, sur la mer Caspienne, 1722.

Les puissances de l'Europe avaient manifesté l'intention d'appuyer la Suède. « Pierre Ier, sans s'arrêter à ces menaces, organise et rassemble ses ressources : deux flottes russes descendent simul-

tanément, au nord et au midi de Stockholm, des troupes qui font dans les environs de cette ville un ravage effroyable... Le cabinet de Stockholm, mal secondé par ses alliés, fit faire au tzar des ouvertures de paix. Pierre déclara que les négociations n'interrompraient point les hostilités. Les flottes et les armées russes continuèrent leurs descentes dévastatrices. Rien n'échappait à la destruction. Le tzar appelait ses soldats ses plénipotentiaires. Frédéric (roi de Suède), las d'attendre les secours qu'on lui faisait espérer, se décida à conclure la paix, aux conditions qu'avait d'abord exigées le tzar. L'acquisition irrévocable de la Livonie, de l'Esthonie, de l'Ingrie, d'une partie de la Finlande et de la Carélie, de toutes les îles qui bordent les côtes de ces contrées; l'avantage si ardemment désiré d'avoir des ports dans la Baltique; les forces militaires de l'empire développées : tel était pour la Russie le fruit d'une guerre de plus de 21 années (Traité de Nystad, 1721). L'armée offrit à Pierre le titre d'amiral; le sénat et le clergé lui décernèrent celui de *Grand* et de père de la patrie, comme s'il y avait eu en Russie une patrie!... Le titre d'empereur, que lui avaient déjà accordé la Hollande et l'Angleterre aussitôt après la victoire de Poltava, il se le fit décerner de nouveau; et cette fois la Pologne, la Prusse et le Danemark, la Suède et l'Autriche même n'hésitèrent plus ou presque plus à le lui reconnaître... » (*Hist. philos. et politiq. de Russie*, par J. J. Esneaux et Chennechot. Paris, 1830, IV, p. 143-147.)

Ainsi, la Livonie était entièrement perdue pour la Pologne. Et pourtant le tzar Pierre, en son manifeste de Narva, avait dit : « Il est notoire à tout l'univers que cette province dépend de la couronne de Pologne, dont elle a été arrachée purement par force par le roi de Suède. » (22 juillet 1704.) Pierre Ier, en confirmant à la paix de Nystad les priviléges des Livoniens, y attachait cette limitation : autant qu'ils seraient compatibles avec les principes de son gouvernement! (*Mém. hist., polit. et milit. sur la Russie*, par le général Manstein. Lyon, 1772, I, p. 75.)

Le duc de Courlande, Frédéric-Guillaume, étant mort sans enfants, en 1711, avait laissé ses Etats à son frère Ferdinand, déjà âgé et non marié. La descendance de Gothard Kettler était donc sur le point de s'éteindre. Le duc étant tombé malade à Dantzick, en 1725, il arriva que la noblesse courlandaise, qui était luthérienne, craignait de voir le pays distribué en palatinats, comme l'avait été la Mazowie, dont le duché avait commencé par relever simplement de la couronne de Pologne. La noblesse et les Etats élurent à l'una-

nimité (5 juillet 1726), pour duc de Courlande et de Sémigale, le comte Maurice de Saxe, fils naturel d'Auguste II et de la comtesse de Kœnigsmark (qui plus tard devint maréchal des camps et armées de France). Le prince Mentchikoff se rendit sur-le-champ à Mitau et déclara : « Que l'intention de S. M. I. de Russie était que les Etats se rassemblassent pour procéder à une nouvelle élection; qu'elle ne pouvait tomber que sur lui, prince Mentchikoff, ou sur le duc de Holstein, ou sur l'un des deux princes de Hesse, et qu'il n'était venu à Mitau que pour faire finir cette affaire en sa présence.» Il partit le 18, en protestant que si dans dix jours il n'avait point une réponse positive des Etats et de la Régence, il ferait entrer 20,000 hommes dans le pays pour y vivre à discrétion, jusqu'à ce que S. M. russienne eût une pleine satisfaction sur tous les points qu'il avait proposés de sa part. D'un autre côté, le roi de Pologne, conformément à la décision de la diète de Grodno, rappela son fils, en lui envoyant le diplôme dans lequel il était dit : « Nous ne permettons à qui que ce soit de démembrer la province de Courlande du corps de la République auquel elle a été jointe depuis tant de temps et qui, en vertu des *Pacta subjectionis* ou Convention de soumission, doit rentrer sous la dépendance du roi et des Etats du royaume et du grand-duché de Lithuanie après la mort du duc Ferdinand sans enfants mâles» (26 oct. 1726). Maurice de Saxe n'en persista pas moins; il fut déclaré ennemi de la patrie; des commissaires polonais furent envoyés en Courlande. Mais le comte Bestoujeff, arrivé de Pétersbourg à Mitau, le 22 décembre, leur intima au nom de l'empereur son maître : « Que S. M. I. ne souffrirait jamais que la Courlande, après la mort du duc Ferdinand, fût incorporée à la Pologne, ni divisée en palatinats, mais soutiendrait, au contraire, les Courlandais de concert avec l'empereur des Romains et le roi de Prusse dans le droit de s'élire un duc. » Les commissaires déclarèrent le chancelier Keiserling coupable de haute trahison, le dépouillèrent de sa charge et le condamnèrent à trois années de prison, et après avoir signé un nouveau plan de régence, s'en retournèrent, pensant avoir tout arrangé et pacifié. Mais le pays ne cessa point d'être ravagé par les troupes étrangères. A la mort du duc Ferdinand, la duchesse douairière de Courlande, Anne Iwanowna, seconde fille du tzar Iwan Alexiowitch, frère de Pierre Ier, qui était devenue impératrice de Russie, fit duc de Courlande son favori, Jean-Ernest Biren, 1737; et le roi de Pologne fut obligé de lui en donner l'investiture. (Voy. *Histoire de Maurice, comte de Saxe*. Dresde, 1770, I, p. 126, 130, 144, 151, 168, 197, 217.)

CHAPITRE VII

LE DÉMEMBREMENT

de la Pologne

Frédéric II, roi de Prusse, et son système d'arrondissement. Auguste III. Le chancelier russe Bestoujeff. Les familles Poniatowski, Czartoryski et Potocki. Souffrances des paysans. — L'impératrice Catherine II et le roi Stanislas Auguste. La politique de Panin en Russie et la politique des Czartoryski en Pologne. Faiblesse de Stanislas-Auguste. — Confédération de Bar. Pulawski, l'évêque Soltyk et le père Marc. Premier partage de la Pologne, consommé par la Russie, la Prusse et l'Autriche. — Essais de réformes. Améliorations matérielles. Instruction, sciences et arts. — La grande diète et la constitution du 3 mai 1791. — Deuxième partage. Insurrection de Kosciuszko. Troisième partage. — Du martyre sibérien.

Nous voici au milieu du XVIIIe siècle; l'idée posée par le traité de Westphalie se développe et domine; et la diplomatie devient une science. On voit apparaître alors des mots nouveaux dans le langage des peuples : *Les amitiés et les inimitiés naturelles*, *le système de balance et de contre-*

balance, *la pragmatique sanction*, et mille autres formules à l'aide desquelles on explique tous les événements sans tenir compte d'aucun sentiment moral.

La Pologne, reconnue tantôt nécessaire, tantôt inutile à l'Angleterre ou à la France, souffrait de ces changements.

Pendant la guerre coloniale, au sujet du Canada (1754-1762), la France chercha l'appui de la Prusse, qui, au contraire, s'attacha à l'Angleterre. Pendant la guerre de Sept-Ans (1756-1763), la France, redevenue ennemie de la Prusse, s'allia à la Russie, et lui donna les subsides destinés d'abord aux Polonais. La Russie, sans s'embarrasser le moins du monde de ces systèmes d'amitiés et de contrebalance, ne consultait que ses propres intérêts. Seule, elle gagnait du terrain; seule, elle augmentait son influence.

La guerre de Sept-Ans commence : longtemps on n'en devine pas le vrai motif. Enfin Frédéric II avoue nettement que, possédant une bonne armée et un riche trésor, il ne veut pas rester oisif; il veut s'arrondir. On met alors en vogue le système d'*arrondissement* : tout le monde tend à s'arrondir.

Les régiments russes entrent en Prusse, rencontrent les troupes allemandes et montrent leur supériorité. Ce n'était pas le génie des généraux russes qui gagnait les batailles : quelques-uns n'avaient pas même les connaissances militaires ordinaires; ce n'était pas leur tactique ni leur stratégie, car la Russie changeait de généraux chaque année, et ces généraux modifiaient leurs plans dans chaque campagne : c'était la force morale imprimée

à ces terribles colonnes russes qui remportait des victoires.

Frédéric le Grand avait mis à la mode en Europe la discipline matérielle, la schlague et les verges; en France même on tenta alors de l'imiter. La discipline russe frappait l'âme et partait d'un principe de terrorisme spirituel. Frédéric fusillait ses soldats quand ils manquaient à leurs devoirs; un général russe, Munnich, dans une guerre contre les Turcs, publiait un ordre du jour par lequel il défendait aux soldats d'être malades, d'avoir la peste, et les soldats obéissaient; quelques-uns d'entre eux qui, malgré sa défense, osèrent être malades, furent enterrés vifs. Les médecins conviennent que l'armée se porta mieux le lendemain de cette ordonnance, la terreur ayant remonté son moral. L'enthousiasme donne de la force; la terreur peut de même électriser l'homme et l'élever au point de vaincre toutes les difficultés physiques, même le mal corporel. Pour produire un tel effet, l'enthousiasme suffisant n'existait plus dans les armées de l'Occident, tandis que la terreur existait dans l'armée russe et lui assurait partout le triomphe.

Les Russes, sauf un seul engagement, gagnèrent toutes les batailles sur les Prussiens; enfin un général russe prit Berlin. Le roi de Prusse n'avait plus de ressources, sa cause paraissait perdue.

Après chacune de ces batailles, les Russes, au lieu de poursuivre leurs avantages, se retiraient et prenaient des campements d'hiver sur le territoire polonais. Frédéric, dans ses *Mémoires*, donne à entendre que chaque fois que les armées russes s'éloignaient de la Prusse, c'était lui

qui, par ses combinaisons, les forçait à l'inaction : ce qui est assez singulier, puisque Frédéric, après avoir été battu, ne pouvait avoir une force suffisante pour obliger son ennemi à cesser la lutte. La vérité est que la Russie a fait ce qu'elle faisait toujours ; elle accomplissait la même pensée. Elle n'avait pas l'idée de conquérir la Prusse : qu'eût-elle fait de ce pays, dont elle était séparée par la Pologne ? Seulement, elle faisait subir à la Prusse ce que j'appelle la première opération ; elle cherchait à l'affaiblir, à arrêter les développements de la puissance de Frédéric le Grand. La Russie, en même temps, continuait à se mêler aux affaires de l'Europe, sur laquelle elle espérait étendre sa politique, au moyen d'un traité dont elle serait garante. Elle eût infailliblement réussi, si la mort de l'impératrice Élisabeth n'eût suspendu la marche des troupes russes, et si le fils du duc de Holstein-Gottorp, devenu empereur sous le nom de Pierre III, n'eût arrêté pour un moment la politique du cabinet de Pétersbourg.

On accusait le chancelier Bestoujeff de s'être vendu à la France et d'avoir entrepris cette guerre pour plaire à cette puissance. Un diplomate français, Rulhières, qui se trouvait alors en Russie, et qui connaissait les intrigues de la cour, traite cette accusation d'absurde : « Personne, dit-il, n'aurait trouvé une somme capable d'acheter le chancelier d'un empire aussi immense que celui de la Russie et qui d'ailleurs possédait tous les moyens de s'enrichir. » J'ajouterai que, depuis des siècles, il n'y a pas un seul exemple en Russie d'un homme politique vendu à une puissance étrangère : ce qui se comprend facile-

ment, car les forts ne se vendent pas, et les Russes ont toujours eu le sentiment intime de leur force.

La politique de Bestoujeff est parfaitement expliquée par ces quelques lignes, tirées d'une note écrite par lui-même : « L'état naturel de la Russie est la guerre. Son gouvernement intérieur, ses finances, ses progrès dans la civilisation, son commerce, tout doit être organisé pour ce seul but. »

Bestoujeff lui-même était las de cette guerre. L'impératrice a plus d'une fois versé des larmes en maudissant la nécessité où elle se trouvait de sacrifier ainsi ses armées ; mais l'esprit intime du gouvernement la poussait; cet esprit renversait les cabinets et même quelquefois les souverains.

La Pologne, traversée par les armées russes, qui après chaque campagne revenaient y prendre leurs quartiers d'hiver, et affaiblie par leur séjour, était réduite à une inaction complète. Et le roi Auguste III recevait les ordres de Pétersbourg. Stanislas Leszczynski, beau-père du roi de France, avait été élu et proclamé roi de Pologne; mais la Russie avait imposé Auguste III, fils d'Auguste II. Il régna trente ans de 1733 à 1763.

Il n'y avait plus ni gouvernement ni diète : on rompait les diètes par le *veto*, sans qu'on y eût pris aucune décision ; il n'y avait plus d'armée, car du temps de Pierre le Grand, elle avait déjà été diminuée, et la Russie ne permettait pas de l'augmenter. Cependant, malgré cette absence de tout gouvernement, il régnait en Pologne une tranquillité parfaite, et même un bien-être matériel inouï. Les étrangers qui traversaient ce pays, où il n'y avait ni

douanes, ni police, ni gendarmes, en parcouraient les immenses forêts en toute sécurité. Les exemples de procès criminels étaient fort rares. Dans plusieurs districts, les rôles des tribunaux prouvent que, durant trente ans, il n'y eut pas un seul noble ni un seul paysan accusé de meurtre, de pillage ou d'attentat à la propriété. Dans le nombre des criminels on ne trouve que des Bohémiens et de pauvres juifs. Suivant un écrivain anglais, toute la noblesse d'alors paraissait être toujours en carnaval et le peuple continuellement en foire.

Toutefois, les hommes politiques, les grands seigneurs de la Pologne, après avoir faussé l'esprit national, commencent à ressentir un douloureux besoin de réagir contre leur propre œuvre. Faut-il rentrer dans la tradition nationale? ou bien suivre le mouvement du siècle? On resta incertain, la machine gouvernementale s'arrêta et l'on s'accusait mutuellement. Enfin, après le règne stérile d'Auguste III, les esprits fatigués se jettent aveuglément dans les réformes. Elles furent préparées par un homme éminent, le piariste Konarski. La congrégation des piaristes, moité séculière, moitié monastique, influait sur la vie publique en agissant sur la vie de famille. Ils entraient en composition avec le XVIIIe siècle; tout en conservant leur foi intacte, ils s'adonnaient aux sciences et aux arts plus qu'à la théologie. Ils apprirent aux Polonais le langage des philosophes du XVIIIe siècle.

Konarski, fils d'un seigneur polonais, allié aux grandes familles de la Pologne, connaissait l'état des affaires de la République et même les ressorts secrets qui faisaient mouvoir la politique d'alors. Il embrassa d'abord le parti

de Leszczynski ; il voyagea en Italie, en France, il resta même longtemps à Paris, où il fut pensionné par Louis XV. Mais il quitta la France et se sépara de Leszczynski pour revenir en Pologne ; décidé à ne prendre plus aucune part à la politique, il dirigea toutes ses idées vers les améliorations intérieures et forma le projet de réformer l'éducation de la jeunesse ; il fonda alors une école célèbre connue sous le nom de *Collegium nobilium* (1740). Dans cette école, on élevait la jeunesse riche du pays, les fils des grands seigneurs polonais. Les vieux Polonais comprirent le danger d'une telle institution ; elle divisait la nation, elle introduisait une aristocratie nouvelle d'après les idées occidentales, une aristocratie de richesse et d'éducation. Konarski partageait toutes les illusions du XVIII[e] siècle : il était persuadé qu'il suffisait d'introduire un nouvel article dans la Constitution pour remédier à tous les dangers du *veto*. Certainement une institution qui ne répond plus aux besoins de l'époque et qui entrave la marche du gouvernement est condamnable ; mais il faut chercher la source de ces dangers dans les mœurs du pays, il faut savoir corriger les mœurs en laissant au temps le soin de corriger les institutions. Konarski, entraîné par les idées du siècle, prenait la forme extérieure pour la chose et passait sa vie à inventer une nouvelle manière d'organiser la diète, les tribunaux et les écoles. Ses idées, en rapport avec celles du siècle, produisirent une grande sensation. Dès ce moment il se forma un parti qui n'a cessé de combattre l'institution du *veto*.

A cette époque surgissent des caractères extraordinaires et tout nouveaux dans l'histoire de Pologne,

des hommes qui ont leurs plans individuels, des familles qui établissent une politique à elles en face de celle de la République et de l'Europe, et qui peu à peu entraînent à leur suite des générations entières, grands noms marqués d'un sceau fatal, destinés à expier les fautes de la République !

Le type de ces individualités remarquables est Stanislas Poniatowski, dont nous avons parlé et qui fut père du roi Stanislas-Auguste. On ne connaît pas bien l'origine de sa famille, mais elle ne paraît pas purement slave; ils ont le front haut, le nez aquilin, les yeux noirs, éclatants, enfin des physionomies qui rappellent celles des anciens chefs des Lechs, tels qu'on les voit sur les portraits. Il entra dans une famille où il trouva en pleine exécution le système dont il avait fait l'essai : il épousa une princesse Czartoryska.

La famille Czartoryski poursuivait, à l'insu de Poniatowski, le même but que lui, celui de s'emparer du gouvernement. Elle avait un mode de procéder qui lui était particulier, et la distinguait des autres factions qui divisaient la République. Les Potocki voulaient, eux aussi, constituer une autorité régulière, mais en détruisant complétement le pouvoir royal et en établissant une espèce de comité républicain composé d'hommes riches et influents : ce qui supposait une révolution. Au contraire, les Czartoryski prirent pour règle d'observer la légalité; dédaignant tout ce travail législatif qui ne produit que des articles de loi, ils tendaient à occuper tous les postes importants, toutes les positions légales dans la République, afin d'infuser peu à peu leur esprit dans les formes exis-

tantes et de façonner le pays suivant leur idée, qui était d'établir dans le Nord un empire puissant, semblable à celui de Louis XIV ou à celui de l'Angleterre. Le prince Auguste Czartoryski envoyait des émissaires accrédités dans toutes les cours de l'Europe, et jouissait d'une grande influence dans le sénat. Le prince Michel, son frère, courait les diétines, dirigeait les tribunaux et enrôlait des partisans. Les Czartoryski se proposèrent d'abord d'affermir la famille de Saxe sur le trône de Pologne, afin qu'en ôtant aux puissances étrangères l'occasion de s'immiscer dans les affaires intérieures de ce pays, ils pussent ainsi y détruire l'influence de la Russie.

Pendant longtemps, la Russie n'eut pas d'ennemis plus acharnés que les Czartoryski. Mais, abandonnés par la France et par les puissances étrangères, trahis par le roi, ils cherchèrent un soutien dans le cabinet russe.

Alors ils tentèrent de faire pour la Pologne ce que la maison de Rurik avait fait pour la Russie; et comme les grands-ducs de Moskou détruisirent le pouvoir des Mongols en se servant contre eux de leurs propres armes, de même les princes Czartoryski espéraient vaincre la Russie par l'habileté. Ils méprisaient profondément le chancelier Bestoujeff; ils croyaient que sa politique, dont j'ai indiqué le sens profond, n'était que la suite de son incapacité.

Il y avait très-certainement dans Bestoujeff du paysan de la Grande-Russie : les vieilles familles de boyards ne possédaient pas à ce degré l'instinct de la tromperie et de l'habileté. Bestoujeff, qui parlait parfaitement, feignait d'être bègue; pendant dix-sept ans, il eut le courage de simuler ce défaut. Lorsqu'il s'entretenait avec les ministres

étrangers, il balbutiait de manière à ne pouvoir pas être compris. Il se plaignait en même temps d'être sourd, de ne pas comprendre toutes les finesses de la langue française, et se faisait répéter cent fois la même chose. Il avait l'habitude d'écrire les notes diplomatiques de sa propre main d'une manière tout à fait illisible ; quand on lui renvoyait ces notes sans avoir pu les déchiffrer complétement, il lui arrivait d'en dénaturer quelquefois le sens. Et les princes Czartoryski se flattaient de pouvoir tromper un tel homme ! Bestoujeff, tombé en disgrâce, recouvra immédiatement l'ouïe et la parole.

Plus d'une fois la famille des princes Czartoryski crut être sur le point d'atteindre son but; mais chaque fois un événement imprévu déjouait ses calculs. Enfin leur neveu, Stanislas-Auguste Poniatowski, gagna la faveur de l'impératrice Catherine II et devint roi de Pologne (7 sept. 1764). Les Czartoryski pensaient avoir trouvé leur homme d'action. Le gouvernement de ce roi devint au contraire pour eux une source de mécomptes : Stanislas ne voulut pas, n'osa pas comprendre le secret de cette famille, et préféra obéir aux inspirations de l'impératrice.

Il est constaté que la naissance de Stanislas fut marquée par des pronostics singuliers. Un astrologue italien prédit à son père qu'un jour l'enfant deviendrait roi. On lui donna réellement une éducation royale : il avait dans son attitude, dans ses manières, quelque chose qui frappait tout le monde ; à Paris, il s'attira le ridicule parce qu'on l'accusait de singer Louis XV. Ce qui est encore étrange, c'est que Poniatowski inspira le premier à Catherine, lorsqu'elle n'était que grande-duchesse, l'idée ambitieuse

de se saisir du pouvoir. Il lui dit que lui aussi régnerait; la grande-duchesse, qui se trouvait sur les degrés du trône, conçut alors le projet de devenir impératrice. La mère de Poniatowski, profondément convaincue que son fils parviendrait à la royauté de Pologne, condamnait sa conduite et lui reprochait de fausser sa destinée en s'efforçant de gagner le trône par des moyens ignobles; elle voulait l'arracher de Pétersbourg et le ramener en Pologne. Mais une destinée plus en rapport avec le caractère faible et romanesque de ce prince devait lui faire obtenir un jour la couronne d'une autre manière que sa mère ne l'avait rêvé.

Rulhières fut frappé de ce qu'il observa à la cour. La force épouvantable qui, dans cet empire, bouleversait toutes les combinaisons politiques et mettait en défaut la sagacité des diplomates, l'étonna et lui fit faire de graves réflexions sur la marche des choses humaines. Il est l'un des premiers écrivains français qui se soient doutés que l'empire russe pouvait être basé sur une idée tout à fait étrangère à l'ancienne politique des Etats européens. Il s'attacha à approfondir l'histoire de Pologne et il écrivait ces mots remarquables pour le siècle où il vivait: « Ce ne sont pas les lois qui gouvernent ce pays, c'est l'esprit. »

On dit que l'empereur Napoléon, à l'époque où son cœur était encore ouvert à tout ce qui était noble et généreux, lut Rulhières, et que les Polonais doivent à cet historien les premiers sentiments de la sympathie que Napoléon montra plus tard pour la Pologne. Nous devons même à Napoléon la publication de cette histoire. Un littérateur gagné par un cabinet étranger s'était emparé du

manuscrit qu'avait laissé l'auteur, et en avait complétement changé la tendance et dénaturé l'esprit, lorsque Napoléon, en ayant eu connaissance, ordonna de suspendre le tirage commencé, et de publier cet ouvrage d'après le texte original.

Je ne connais rien de plus tragique que l'histoire de Pologne durant cette période : des personnalités fortes qui conçoivent de grandes idées et cherchent à les réaliser; la nation, qui ne se laisse pas façonner; et enfin l'Europe qui agit sur eux et contre laquelle ils réagissent. Que de douleurs renfermées dans le cabinet silencieux de la famille Czartoryski-Poniatowski! Que de passions cachées sous des formes froides, et qui ne se trahissent que par quelques paroles diplomatiques plus poignantes que les coups de stylet et que les dagues de nos tragédies! Les poëtes comprendront un jour ce qu'il y a de vraiment tragique dans la société moderne, dans ces luttes intérieures dont l'individu est la scène et le théâtre, luttes entre les systèmes et les passions, entre le devoir et la raison, surtout lorsqu'il s'agit d'individus qui représentent des intérêts de générations et de pays.

Si la douleur des hommes politiques était grande, celle du peuple n'était pas moindre.

Souvent on a décrit la situation de ces pauvres paysans qui habitent dans des huttes sales, souffrent de la faim, et, de plus, sont exposés à recevoir des coups de bâton. Or, comment se fait-il que les paysans ne se plaignent de ces misères qu'à la chute de la Pologne? C'est que le manque de force morale commence alors à faire sentir à l'homme sa misère physique. Tant que le paysan voyait

le gentilhomme polonais vivre comme lui, chasser et courir à cheval avec lui; tant qu'il comprenait l'utilité de la dépense, il lui laissait vendre son blé pour acheter des armes et des chevaux, il s'en passait et avait la force de souffrir. Mais dès que ce gentilhomme s'avisa de faire venir des meubles étrangers, et qu'il s'entoura d'une société étrangère, qu'il cessa de chasser et de pêcher avec son paysan, qu'il ne visita plus sa hutte; quand le paysan vit vendre son blé pour l'achat d'équipages et d'ustensiles dont il ne comprenait plus l'usage, alors son pain lui devint amer, et il se plaignit de la faim.

C'est le luxe des seigneurs qui a fait la misère des paysans et a éveillé chez eux la douleur des coups de bâton.

La douleur que l'on reçoit d'une punition dépend beaucoup des idées que l'on y attache. Un prince de l'Asie, après avoir conquis quatre ou cinq royaumes et attaqué l'empire du Japon, revint un jour rendre compte de son expédition au grand khan mongol, son souverain. Le grand khan le punit pour n'avoir pas réussi; il le fit étendre par terre devant ses troupes, et ordonna de lui donner cent coups de bâton. Eh bien, le prince asiatique, conquérant de cinq royaumes, ne se trouvait pas très-malheureux d'avoir reçu cette correction; il la regardait comme une blessure que l'on recevrait dans un combat. Un boyard russe, du temps d'Iwan et même plus tard, ne se sentait pas déshonoré pour avoir reçu des coups de bâton de la main de son souverain; certes, il serait mort de honte si un étranger eût osé le traiter de cette façon. Le paysan polonais pardonnait la violence à un soldat sarmate, mais il ne pouvait souffrir les coups de

cravache d'un gentilhomme élégant qui passait sa vie à danser. Avec le goût de la vie de salon parmi les nobles, la longue plainte des paysans commence.

Il faut connaître ces détails pour juger le moral du peuple slave. Les réformateurs modernes parlent continuellement de la misère physique de ce peuple sans jamais s'occuper de ses souffrances morales. Or, qu'on le sache bien, ce peuple ne se laissera point dominer pour des terres ou de l'argent, mais seulement si on lui est moralement supérieur dans le bien ou dans le mal; jamais personne ne lui en imposera par l'éclat de la richesse, par les titres ou par l'ostentation; mais on se fera toujours obéir des paysans en leur inspirant l'enthousiasme ou la terreur.

Si les Polonais ont irrité les Kosaks par leurs injustices, ce n'est point en les pillant, ni en les écrasant de coups, ni en les faisant travailler outre mesure. Nous avons les documents officiels: ce sont les chansons populaires des Kosaks eux-mêmes, où l'on ne parle point de semblables traitements. Au contraire, les Kosaks étaient plus riches que les autres paysans. Personne n'attaquait leurs propriétés, et d'ailleurs ils attachaient très-peu d'importance à leurs richesses. Un chef kosak, après avoir vendu son blé, revenait d'un port de mer avec de l'argent et un habit de soie ou de velours, et dépensait tout son argent le jour où il revoyait ses camarades. Quant à son habit de satin, il s'en revêtissait et plongeait dans une cuve de goudron pour redevenir kosak.

Certes, un tel homme ne se serait pas révolté si on lui eût enlevé quelque terre productive. Mais c'est en voulant leur

imposer un rite religieux étranger et en leur faisant sentir leur infériorité politique, qu'on a blessé le moral des populations kozakes et qu'on les a jetées dans les bras des Russes.

La lutte décisive va éclater entre la Russie et la Pologne. Nous devons, avant de la raconter, remonter vers le centre d'où partait l'action russe.

L'impératrice Catherine était allemande; mais elle avait du sang slave dans les veines. C'était une princesse d'Anhalt-Zerbst. Zerbst n'est autre chose que Serbiszcze, pays slave des Serbes, anciennement germanisé, où régnait une famille normande d'Anhalt. Cette princesse, Sophie-Augustine, qui, en devenant russe, fut rebaptisée sous le nom de Catherine, a passé sa jeunesse dans une garnison, au milieu des soldats que commandait son père. La Providence élevait militairement une princesse destinée à s'emparer d'un trône par une révolution militaire. Arrivant à Pétersbourg, elle avait déjà la conscience de sa supériorité sur tout ce qui l'entourait; elle possédait cette sagacité et cette finesse qui distinguent les Slaves du Nord; en outre, persévérante dans ses plans et impitoyable dans leur exécution, elle avait un caractère qui trahissait quelque chose de mongol.

Comment expliquer ce phénomène d'une âme mongole ainsi égarée chez une race étrangère?

Quand on examine avec attention l'histoire du XVIIIe siècle, et surtout celle de la Révolution française, on aperçoit que le mongolisme s'est révélé quelquefois dans l'Occident, au cœur d'une société tout à fait étrangère

à l'Asie. Comme il existe des pays qui sont le siége de ces terribles fléaux dont on ignore l'origine et la nature, et que l'on nomme *épidémies*, de même il y en a qui sont frappés d'épidémies morales. Dans d'autres contrées, on signale, de temps à autre, quelques individus atteints de ces maladies : ne voit-on pas souvent en Europe des cholériques et des pestiférés sans qu'il y ait épidémie, et sur des bâtiments négriers, des hommes atteints de la fièvre jaune ? Or, il paraît que l'extrême corruption de ce qu'on appelle la civilisation produit des cas moraux sporadiques analogues à cet état morbide qui est endémique dans certaines races de l'Asie. Le XVIIIe siècle a présenté des cas de véritable mongolisme. Catherine n'était pas mongole par sa race, mais elle l'était bien réellement par la nature de son esprit, de son éducation, de ses principes. Dans cette femme se consommait le mariage mystérieux entre le philosophisme et le système des grands-ducs de Moskou. C'était la civilisation froide et tout intellectuelle entée sur une âme mongole.

Catherine vint à Pétersbourg dominer une société qui était préparée pour la recevoir. Son mari, Pierre III, était une espèce de Charles XII et d'Auguste II ; il succomba forcément devant une puissance plus forte, devant le mauvais esprit incarné du XVIIIe siècle.

Stanislas-Auguste, roi de Pologne et favori de Catherine, était d'un caractère opposé : il avait une âme tendre et généreuse, un cœur bon, mais gâté et corrompu. Quoique élevé parmi les encyclopédistes français, il avait

conservé une certaine naïveté d'esprit, une chaleur d'âme, qui attiraient le cœur des Polonais; mais il n'avait pas assez d'énergie morale pour résister à l'ascendant de Catherine, dont il devint sincèrement amoureux. Pendant que la famille des princes Czartoryski s'efforcera de l'intéresser à ses plans de politique rationnelle et profondément étudiée, le roi passera ses nuits à écrire des lettres d'amour à l'impératrice Catherine. Il existe de ce malheureux roi des mémoires rédigés en français. On y voit qu'il a formé son caractère d'après les idées romanesques du siècle : il voulait être un héros de roman à la façon de J.-J. Rousseau, complété par quelques idées de Voltaire. Nécessairement un tel homme devait être vaincu par l'habileté consommée de la tzarine qui, toute jeune qu'elle était, semblait déjà plus vieille que ses vieux ministres, plus vieille que le XVIIIe siècle. On a beaucoup de lettres d'elle en français; elles sont reconnues par les littérateurs comme des modèles de style. Catherine possédait au plus haut degré cette finesse, cette méchanceté d'un esprit vif et pénétrant qui caractérise la correspondance de Voltaire devenu vieux : Catherine écrivait ces lettres à l'âge de trente ans.

La révolution de palais qui plaça sur le trône de Russie cette femme célèbre, n'est qu'une suite des troubles qui avaient agité les règnes de Catherine Ire, d'Anne et d'Elisabeth.

A l'époque de la mort de l'impératrice Elisabeth (1761), les Russes seuls remplissaient la cour; ils étaient en possession des dignités et des hautes charges. Au milieu des passions et des intérêts, ils sentaient parfois le désir de

faire quelque chose pour leur pays. Mais chacun se rappelait le sort des Dolgorouki, et personne n'osait plus demander des chartes et des constitutions. On recourut à une autre méthode, on s'efforça d'introduire peu à peu dans les ukases et dans les règlements quelques garanties, d'abord pour le sénat, puis pour toute la Russie. Le comte Panin fut celui qui représentait cette tendance dans toute sa pureté.

Panin avait occupé pendant longtemps la place d'ambassadeur à la cour de Stockholm, et il en avait rapporté des manières douces et faciles, qui contrastaient avec la dureté habituelle des seigneurs d'alors. Il devint très-populaire auprès des classes inférieures d'administrés et auprès de la bourgeoisie. Vers la fin du règne d'Elisabeth, il commença à cultiver l'amitié des chefs de parti. Tout le monde tremblait à la pensée de la mort prochaine de l'impératrice; les favoris prévoyaient leur chute certaine; l'héritier présomptif, Pierre de Holstein, dans sa faiblesse, craignait quelque révolution de palais; et sa femme, Catherine, en mauvaise intelligence avec lui, pressentait le moment où elle serait éloignée de la cour.

Au milieu de ces embarras, le comte Panin expose son plan aux intéressés, leur conseillant de chercher le salut dans la légalité. Il fait observer à l'héritier présomptif qu'il lui importe de changer le mode d'avénement au trône; qu'il doit éviter de se faire proclamer par les gardes impériales; que cette coutume d'en appeler à la soldatesque sent encore la barbarie, et n'est plus en rapport avec les mœurs des nations civilisées; il le conjure d'aller se faire reconnaître empereur par le sénat, de s'a-

dresser ensuite au peuple, et de ne se présenter aux troupes qu'après avoir fait ainsi sanctionner sa souveraineté. « De cette manière, ajoutait Panin, vous êtes sûr de ne pas être détrôné un jour par un coup de main, les conspirateurs devant trouver difficilement l'occasion de réunir le sénat et de faire appel au peuple ; tandis qu'il n'y a rien de plus facile que de débaucher quelques régiments. »

Mais Panin nourrissait d'autres projets. Il avait déjà préparé, pour les faire signer par l'empereur, quelques articles qui consacraient la forme de l'élection du souverain. Il espérait qu'il y aurait ainsi, en Russie, une chose à l'abri de l'arbitraire. Selon lui, il s'agissait d'arrêter l'arbitraire, une fois au moins, et quelque part que ce fût. Ses projets étaient fort goûtés par le futur empereur. Panin donnait à entendre aux favoris qu'en appuyant dans le sein du sénat l'héritier présomptif, ils pourraient stipuler des garanties pour eux-mêmes et qu'ils deviendraient, par cela seul qu'ils appartiendraient au sénat, nécessaires à l'héritier de la couronne, et assureraient ainsi leur vie, leur fortune et leur crédit.

Ce plan profondément combiné échoua par des hasards imprévus, comme il arrive presque toujours quand on veut dominer par une forme les faits qui sortent fatalement d'une idée.

Dès que la nouvelle se fut répandue que l'impératrice Elisabeth était morte, les courtisans, sans attendre les ordres de Panin ni de personne, coururent, à l'envi les uns des autres, présenter leurs hommages à l'empereur Pierre. Celui-ci monte à cheval ; la garde accourt de son

côté ; on le conduit au palais aux cris de *Vive l'empereur!* Il devient, par le fait même, souverain despotique, et le plan de Panin se trouve ajourné.

Cependant Pierre III n'était nullement ennemi de la liberté; au contraire, il s'en montrait enthousiaste. Il différait de Panin seulement en ceci : que ce dernier proposait d'établir une assemblée qui partageât le pouvoir avec l'empereur, tandis que Pierre prétendait rester autocrate tout en donnant la liberté; il était persuadé qu'il ne fallait que dire deux mots pour qu'un homme fût libre ; il lui semblait qu'il suffisait de commander à un sujet d'être bon, vertueux, généreux, pour changer ce sujet en un instant et lui communiquer toutes ces qualités. Il fit proclamer une série d'ukases dans l'intérêt de l'humanité ; il abolit la terrible chancellerie secrète, supprimant par là un des appuis du despotisme. Il publia un statut organique de la noblesse : il y accordait aux nobles la permission de voyager à l'étranger, de vendre leurs terres, sans en demander l'autorisation, enfin de servir à leur gré dans l'armée ou dans l'administration civile; il leur donnait même la liberté de ne pas servir.

Or, dans une hiérarchie militaire établie par le despotisme, abolir ainsi tous les devoirs qui liaient la hiérarchie, c'était la même chose que de donner à des soldats, recrutés par force, la permission de prendre des congés.

A la cour de Pierre, on ne parlait que de réformes. Le XVIIIe siècle, dans l'attente et le pressentiment de grands événements, dans un malaise social indéfinissable, appelait à grands cris et encourageait toute espèce

de réformes. Panin et ses amis se mirent à faire le plan d'un code ; mais l'empereur, qui voulait aller plus vite, prit le parti d'en adopter un tout fait : il choisit celui de Frédéric le Grand, connu sous le nom de *Landrecht*. Ce code, qui n'a aucune valeur philosophique, était un abrégé de lois, us et coutumes germaniques, sans le moindre rapport avec les mœurs russes. Néanmoins, l'empereur ordonna de le traduire et de le mettre à exécution. Cette résolution extravagante a été louée par tous les publicistes de l'époque. Rulhières lui-même n'accuse les Russes que de n'avoir pas trouvé de mots pour traduire les formules allemandes.

L'empereur Pierre rappela de l'exil tous les déportés politiques. Ils revinrent à Pétersbourg et remplirent la cour de leurs haines et de leurs intrigues. Pierre pensa même plus d'une fois à mettre en liberté le prince Iwan, ce malheureux détrôné au berceau, qui, depuis une vingtaine d'années, menait une vie misérable dans une forteresse. Et cependant tout ce qu'il tentait de bon tournait à sa perte. L'impératrice Catherine, sa femme, se mit à la tête de l'opposition qui combattait l'influence croissante des étrangers, et surtout des Prussiens, à la cour de Pierre ; tous les partis se trouvèrent peu à peu d'accord pour renverser le tzar, finir avec lui le règne des étrangers et élever Catherine au trône (1762).

Panin reprit de nouveau ses idées : il présenta à l'impératrice Catherine II une série d'articles constitutionnels. Il y avait trois factions dans le parti russe qui fit la révolution de palais. Une de ces factions se composait d'officiers et de soldats de fortune, qui poussaient aux révolu-

tions, y ayant peu à perdre et beaucoup à gagner; une autre, d'hommes politiques, comme Panin, nourrissant des projets constitutionnels; enfin une troisième, plus avancée, plus enthousiaste, qui donnait déjà dans les idées révolutionnaires, et rêvait l'établissement, en Russie, d'une république à la façon des Grecs et des Romains. Le chef, ou plutôt l'unique personnage sincère de ce dernier parti, était la célèbre princesse Daschkoff, jeune fille de dix-huit ans, qui ne lisait que Tite-Live et Plutarque, ne fréquentait que les républicains, les Hollandais et les Génevois, détestait du fond de l'âme le despotisme et croyait que Catherine était destinée à fonder une république et à en être la présidente.

Le parti militaire et le parti politique travaillaient, chacun de leur côté, conduits par la main invisible de Catherine. La princesse Daschkoff ne voyait, dans les Orloff employés à débaucher les soldats pour appuyer le mouvement, que des citoyens républicains, *des Brutus*. Après la mort violente de Pierre III, les Orloff se trouvèrent en possession du pouvoir réel, du pouvoir militaire, et les projets de Panin furent encore mis de côté.

Il est intéressant de comparer la faction dirigée par Panin avec celle des Czartoryski. Agissant dans un sens contraire, ces factions suivaient la même méthode : des deux parts on voulait réformer insensiblement la constitution; les Czartoryski dans l'intérêt de l'ordre, Panin dans l'intérêt de la liberté. Cette analogie de procédés explique la sympathie qui a toujours existé entre eux. On a accusé Panin d'avoir été vendu à la famille Czartoryski. Le fait est que, plus d'une fois, il a contrecarré les projets du

cabinet russe, nuisibles aux Czartoryski ; plus d'une fois il laissa chez lui les dépêches des princes polonais, sans les communiquer à ses collègues. Il employait tous ces moyens dans le but d'assurer à la Pologne n'importe quelle constitution, afin d'établir un précédent en faveur de son propre principe.

Ces influences diverses de Panin et de la princesse Daschkoff modifièrent les habitudes de la cour. Cette cour s'humanisait : on y avait déjà introduit le cérémonial européen, des formes de douceur et de politesse. Lorsque des hommes élevés sous la pression de l'ancien terrorisme arrivaient des camps dans la capitale, rien n'égalait leur surprise et leur enthousiasme. Ainsi s'explique l'adoration de certains Russes pour Catherine, du poète Dierzawin, par exemple. Certes il lui était permis de célébrer ce qui lui semblait être une lueur de liberté pour son pays ; mais il est inconcevable qu'il ne voulut jamais tolérer la liberté des autres nations. Il haïssait sincèrement les Polonais qui avaient, à ses yeux, le tort de ne pas aimer assez sa souveraine ; il ne comprenait pas qu'on pût se révolter contre elle : toutes les nations en guerre avec la Russie lui paraissaient être en rébellion contre leur souverain légitime.

Cette admiration pour la tzarine fait comprendre la haine personnelle contre les Polonais que manifestèrent, dans toutes les occasions, les ambassadeurs russes à Varsovie : tout les y scandalisait, tout leur y paraissait étrange et inexplicable ; la manière dont on parlait de l'impératrice, la facilité avec laquelle on mêlait son nom à la conversation, tout cela, pour eux, sentait la révolte et exci-

tait leur colère. C'était la guerre entre les fanatiques de deux idées opposées.

Le parti réformateur des princes Czartoryski était parvenu, lors de l'avénement du roi Stanislas-Auguste, à refaire complétement l'Etat. Fidèles à leur système, ils réussirent à introduire sans éclat dans la constitution polonaise certains règlements qui en changeaient totalement la nature. Au bout de tant d'années durant lesquelles il n'y avait plus eu ni diètes ni lois, apparaît tout d'un coup un code immense de lois votées dans une seule diète. On évita même de leur donner le nom de lois, on les appela des articles d'administration. Mais chacun de ces articles était le résultat de longues méditations. Tout y est lié et aboutit au même point, au pouvoir royal. Prenant, par exemple, l'article sur les finances, on remarque qu'une commission chargée d'administrer les finances a le droit de décider les questions difficiles qui intéressent le trésor ; c'est-à-dire que la même commission peut également s'emparer de l'administration militaire, de l'administration des postes, et enfin de toutes les branches du gouvernement. Chaque point a la même obscurité et la même élasticité. La diète vota l'ensemble sans en comprendre la portée.

Après une action lente, persévérante et laborieuse, les princes Czartoryski se croyaient maîtres du pouvoir, quand tout à coup, au moment de triompher, ils rencontrèrent des obstacles imprévus. Ils laissèrent voir leur but réel, en commençant à faire de l'opposition à la Russie. Ils refusèrent d'abord de signer une alliance offensive que leur proposait l'impératrice ; puis ils cherchèrent à nouer

des intelligences avec des cours qui lui étaient hostiles; enfin ils proposèrent formellement l'abolition du célèbre *veto* et l'adoption de la loi qui conférait à la majorité le droit de décision.

Alors le roi de Prusse, Frédéric II, comprit toute la portée de la réforme; et dès cet instant il voua une haine implacable aux Czartoryski et au reste de la Pologne. Il dénonça leurs projets à la Russie. Le parti contraire aux Czartoryski, les républicains et tous ceux qui représentaient l'ancienne Pologne, allèrent dans les cours étrangères se plaindre de ces machinations des Czartoryski comme tendant au despotisme. La Russie et la Prusse publièrent un grand nombre de manifestes où l'on exprimait longuement les avantages du républicanisme, l'excellence du *veto*, et où l'on prenait l'engagement de maintenir la liberté des Polonais malgré les Polonais eux-mêmes, de donner au monde un exemple de générosité inouïe, en défendant une nation contre ses propres passions. Les cabinets de Pétersbourg et de Berlin concertent les moyens d'entraver les réformes du gouvernement polonais. On menace le roi Stanislas-Auguste qui, d'un côté, pressé par les princes Czartoryski de contribuer à l'exécution des réformes, et de l'autre, intimidé par la Russie, hésite, mais finit par se jeter dans les bras des Russes. Les Czartoryski perdent le dernier appui de leur système, et le fruit de cinquante ans de travaux : ils se trouvent désavoués par leurs alliés et abandonnés par le roi, leur parent.

Une sorte de fatalité domine tous les partis et les pousse à s'entre-détruire. Or, qu'est-ce qu'une fatalité? Lorsque

l'homme perd le secret de sa destinée et qu'il conserve encore la foi dans l'influence des forces mystérieuses, il devient nécessairement fataliste. Frédéric II qui, dans sa vie pratique, ne croyait à rien, craignait cependant le hasard, et disait hautement que c'était le hasard qui décidait de tout : il était fataliste.

Les princes Czartoryski et le roi de Pologne étaient fatalistes, parce que, tout en appuyant leurs systèmes sur l'habileté politique, ils avaient placé leur espoir dans des puissances dont ils ne pouvaient pas déterminer les mouvements, dont l'action était pour eux un mystère incompréhensible. A chaque instant, ils recevaient un arrêt de la cour de Prusse ou une dépêche de la cour de Russie, qui venait comme un *Deus ex machinâ*, comme un *fatum*, bouleverser toutes leurs combinaisons.

Le roi Stanislas-Auguste, qui avait le sentiment vrai de sa position, réduit à pleurer en secret sur son impuissance, commence l'expiation du système rationaliste. Souvent il étonnait ses courtisans par les saillies de son esprit, par les finesses de sa conversation, par des propos joyeux ; et lorsque tout le monde s'était retiré, ce malheureux roi, tombé par terre, se roulait dans la poussière ; quelquefois on le surprenait auprès de son lit, les mains tendues vers le ciel et les yeux hagards. Mais il n'avait pas le courage d'avouer à la nation ses profondes misères morales, d'étendre les mains vers le ciel en face ee la diète générale, d'exposer le danger national et d'en chercher le remède dans l'enthousiasme de son peuple.

Le XVIIIe siècle a réussi à corrompre les deux partis qui

représentaient l'ancienne Pologne. Le parti lithuanien des princes Czartoryski avait dans ses mouvements, dans le caractère de ses projets et de ses travaux, quelque chose de la race normande qui composait les hautes classes de la Lithuanie : la patience, la persévérance et la sagacité. Le XVIIIe siècle les a tentés par la philosophie et par les systèmes politiques. Le roi, qui était d'une race léchite, succomba à la tentation sensuelle du XVIIIe siècle ; les plaisirs et la frivolité énervèrent son âme.

Profitant du chaos des partis, les puissances étrangères continuaient leurs sourdes menées. Les paysans étaient poussés malgré eux à la révolte contre les nobles ; et l'on assiégeait les villes, comme Dantzick, par exemple, pour les forcer à s'insurger contre la république. Les dissidents, c'est-à-dire les grecs, les calvinistes et les luthériens, étaient appelés par le roi de Prusse et l'impératrice de Russie à faire valoir leurs droits religieux ; de sorte que les prélats, qui les avaient défendus par tolérance, finissaient par leur déclarer la guerre au nom de la religion catholique. Ces troubles provenaient de ce que les puissances étrangères parlaient toujours au nom d'idées généreuses, et que les Polonais avaient la simplicité de les croire sur parole.

Après ces longues agitations, à la vue du danger commun, il se forme un parti qui représentera la Pologne nouvelle et qui par conséquent clôt l'histoire de l'ancienne Pologne.

Ce parti veut détrôner le roi pour délivrer la République de la protection des Russes ; tenant encore à l'an-

cienne Pologne, il part de l'idée de l'élection et se propose de donner la couronne à la famille de Saxe. Pendant que les meneurs, agissant par des moyens diplomatiques, timides et circonspects, attendent et hésitent, quelques partisans hardis lèvent l'étendard au nom de l'amour de la patrie. Un simple gentilhomme, un avocat, Pulawski, aidé de ses trois fils et d'un neveu, organise une petite confédération, pour appuyer le parti saxon; mais bientôt il abandonne ce projet dynastique et n'a plus en vue que l'indépendance nationale : aussi le nom de Pulawski est-il à jamais célèbre dans l'histoire de Pologne.

Le sentiment qui préside à la *Confédération de Bar* (29 février 1768) est très-vague. Les confédérés n'ont encore aucun principe politique arrêté, ils ne proposent aucune combinaison gouvernementale; mais, au nom de l'honneur national, ils appellent les citoyens aux armes pour rendre l'indépendance à la république ; ils parlent ainsi à tous les cœurs généreux. Peu à peu, ce parti réunit ce qu'il y avait de plus intelligent dans le parti des princes Czartoryski. On y voit aussi accourir les gentilshommes du parti républicain, l'aristocratie ancienne dédaignée par les Czartoryski, la petite noblesse de Lithuanie protégée par eux, et même les luthériens et les calvinistes. Tous se groupent et forment le noyau d'une armée qui n'a pas encore de drapeau, mais qui ne veut plus accepter aucun de ceux sous lesquels on a combattu jusqu'alors.

L'idée morale de ce parti nouveau a été formulée le mieux dans la proclamation du célèbre évêque Soltyk. Il

est remarquable que toutes les fois que la masse du peuple polonais s'est soulevée, le drapeau national fut toujours porté par la main d'un religieux. Successeur de saint Adalbert, de saint Stanislas et du prieur Kordecki, l'évêque Soltyk, plein du même esprit et animé des mêmes sentiments, vint protester contre les systèmes de l'Europe, et mettre en avant une pensée essentiellement polonaise.

Voici un passage de sa proclamation :

« La plupart des Etats ont été perdus par ces citoyens équivoques qui veulent s'accommoder au temps; qui, dans les affaires publiques, au lieu de considérer ce que le devoir exige d'eux, cherchent à tirer des plus fâcheuses circonstances le meilleur parti ou du moins le moins mauvais possible, et n'opposent par là aux événements que les ressources de leur esprit, de leur sagacité et de la faible prévoyance humaine, et non l'inflexible roideur, la fermeté inébranlable du devoir. Nous ne verrons la Pologne concevoir quelques espérances de salut que quand le plus grand nombre des Polonais cessera de calculer ce qu'il peut, pour considérer uniquement ce qu'il doit. Les règles éternelles sont au-dessus des plus sublimes efforts du génie et du talent. »

Dans l'histoire de l'Europe, nulle part le sentiment patriotique n'a été aussi bien exprimé. Nous avons trouvé presque les mêmes paroles dans la bouche de l'évêque Goslicki, du temps de Sigismond III, et dans celle de Kordecki, lors de la défense de Czenstochowa. L'idée de l'évêque Soltyk s'incarna dans un prêtre, dans le *Père Marc*, moine carme, qui, au nom de la religion, des opi-

nions et des croyances polonaises, osa jeter le gant à l'Europe entière.

Si la Confédération de Bar a succombé, c'est qu'elle n'a pas assez compris qu'elle se mettait en opposition avec tous les cabinets. Ses théories le disaient; mais, dans la pratique, elle comptait encore sur l'appui de l'Autriche, et quelquefois sur l'appui de la France.

Les confédérés n'ont pas été assez logiciens, et ils n'ont pas eu le courage si difficile de ne compter que sur eux-mêmes. Mais pour peu que l'on considère que, sans armée régulière ni trésor, sans canons ni forteresses, ils osèrent combattre la Russie et la Prusse, on leur pardonnera de n'avoir pas défié toute l'Europe officielle, quoique l'idée qu'ils représentaient leur en fît un devoir.

Avec la Confédération de Bar finissent les anciens partis. Le mot d'ordre des confédérés, annonçant qu'ils faisaient la guerre pour la religion, l'indépendance et la liberté du pays, frappait également le roi, l'ancien parti Czartoryski et le parti aristocratique polonais. Le roi se sentit alors réellement imposé à la nation; il n'osait pas se mettre à la tête des confédérés pour combattre les Russes, et d'un autre côté il ne pouvait se décider à renoncer à la protection de la Russie. Dès ce moment, il était politiquement mort. Les princes Czartoryski, assez patriotes pour ne pas faire la guerre à des Polonais, s'enfermèrent dans la neutralité : ils descendent de la scène politique.

La Confédération consistait en plusieurs associations armées qui se formaient dans chaque ville, presque dans chaque village. C'étaient des troupes composées de deux,

trois et quatre cents hommes de cavalerie, qui sillonnaient les immenses plaines de la Pologne, depuis la ville de Kiew jusqu'en Prusse, et depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire. Les Russes tenaient toutes les villes, occupaient toutes les forteresses, avaient un centre d'opérations à Varsovie, et pouvaient facilement couper les communications.

Les confédérés parcoururent le pays en tous sens, poursuivis partout et presque toujours vaincus quand ils attaquaient l'infanterie russe, mais le plus souvent vainqueurs lorsqu'ils réussissaient à engager des combats de cavalerie. Cette vaste guerre a coûté à la Pologne des milliers de villages; les populations erraient dans les champs, car les Russes vengeaient sur les familles des confédérés les nombreux échecs qu'ils éprouvaient.

Ici l'histoire ressemble à un roman; les héros de la Confédération rappellent les héros de l'*Iliade* et les chevaliers du moyen âge. Rulhières, à chaque moment, s'étonne de rencontrer dans le XVIIIe siècle des caractères si vigoureux et si naïfs.

On connaît l'histoire de Beniowski, de qui les mémoires ont été publiés en français. Ce confédéré, fait prisonnier par les Russes, fut relégué au Kamtchatka, dans une ville de l'extrême frontière orientale de la Sibérie. Là, il forme une conspiration, attaque la garnison, fait prisonnier le commandant, prend la ville et oblige les pauvres Kamtchadales à jurer fidélité à la Confédération de Bar, dont ils ignoraient autant l'existence que celle de la Pologne. Forcé de fuir après une résistance de quelques mois, il traverse les mers du Japon, aborde aux colonies

françaises, et de là se rend en France ; il apporte les archives du Kamtchatka à Paris; il donne à la cour de France des nouvelles de la Confédération de Bar, et il réclame pour elle des secours.

Dierzanowski, Pulawski, Sawa et tant d'autres gentilshommes sont également connus par leurs exploits héroïques. Le plus remarquable de tous est sans contredit le jeune Casimir Pulawski. Après une année de combats, il se trouva seul survivant à sa nombreuse famille. Son vieux père était mort emprisonné, soupçonné même par les confédérés ; ses frères et son cousin avaient péri aussi en prison ou sur les champs de bataille. Et lui seul lutte encore : traqué partout, on le voyait faire une campagne d'été en Podolie ou dans les steppes de l'Ukraine, passer l'hiver dans les monts Karpathes, et apparaître au printemps dans la Prusse polonaise, faisant des manœuvres qui sont difficiles à expliquer d'après la méthode de guerre actuelle, franchissant quelquefois quarante et cinquante lieues par jour.

Cette guerre dura cinq ans. Les confédérés, malgré plusieurs défaites et la perte de beaucoup de monde, se renforçaient cependant de mois en mois, et réussissaient déjà à intéresser l'Europe à leur cause. La Turquie allait déclarer la guerre à la Russie. Le seul monarque honnête de l'Europe, le sultan Mustapha, généreux et juste, strict observateur de sa religion, voulait secourir les Polonais; mais il ne trouvait pas de raison légitime pour attaquer la Russie, qui niait obstinément avoir pris la moindre part aux troubles de la République. Le gouvernement russe disait au sultan que, s'il se mêlait des affaires de Pologne,

ce n'était que pour y protéger la liberté; que quant à l'armée russe qui allait à Varsovie, elle n'avait d'autre but que de saluer le roi le jour de sa fête. La tzarine avait 40,000 hommes en Pologne. Mais le sultan ne pouvait que difficilement découvrir la vérité, car les ministres anglais et prussien présentaient toujours des notes à l'appui de celles de Pétersbourg. L'Angleterre, en dépit de nombreuses querelles sur les traités de commerce, obéissait à ses sympathies pour la Russie, plus fortes que ses intérêts du moment. Ayant toujours soutenu cette puissance dans les grandes occasions, elle continuait à lui offrir son aide et son appui.

Cependant le sultan apprit que des détachements de confédérés passaient le Dniester, poursuivis par les Russes; alors il déclara la guerre et fit marcher contre ceux-ci une armée considérable. En même temps il se faisait une révolution en Suède qui y détruisait l'influence russe.

L'impératrice trahissait quelquefois ses craintes en se voyant forcée de résister à la Turquie, dont les troupes venaient d'entrer en campagne, obligée d'entretenir une armée nombreuse en Pologne, et menacée encore par une guerre qui pouvait éclater du côté de la Suède. Ajoutons à cela le mécontentement public à Pétersbourg et le bruit des conspirations : on parlait de menées secrètes contre la famille de Gottorp; et l'impératrice Catherine s'attendait à chaque moment à une insurrection populaire. Cependant, au milieu de tous ces embarras, le cabinet russe discutait des plans gigantesques. Il ne s'agissait de rien moins que d'occuper la Grèce, de chas-

ser le sultan, et de restaurer Byzance, de soulever les Monténégrins pour faire diversion à l'Autriche, et de constituer la Moldavie et la Valachie en principautés indépendantes : on rédigeait des constitutions et des lois pour le futur empire d'Orient.

La Russie envoyait dans la Méditerranée une flotte dirigée par des officiers anglais et français pour attaquer la Turquie. On se refusait en Europe à croire qu'une flotte russe pût faire un aussi long voyage. Les Anglais tournaient cette flotte en ridicule, comme autrefois les Carthaginois se moquaient des vaisseaux des Romains, mal construits, mal gouvernés et mal armés. L'amiral Elphinston, qui la commandait, se moquait le premier de ses matelots et de ses bâtiments ; il affectait un tel mépris pour sa flotte, qu'il faisait parfois tirer à boulet sur les vaisseaux pour leur annoncer le moment du départ ou leur donner l'ordre de s'arrêter. Cependant cette flotte si méprisée s'avançait toujours, et malgré toutes les déclamations des gazettes anglaises et françaises, elle entrait dans la mer de Marmara d'où elle chassa une flotte turque deux fois aussi nombreuse qu'elle. L'amiral Elphinston, avec sa frégate, passa le premier les Dardanelles, et s'en retourna triomphant. La Russie, par cet acte d'audace, imposa à l'Europe et força les Turcs à demander la paix.

Les armées de terre de la Turquie, trahies par les pachas et les administrateurs qui, déjà trop *civilisés* pour suivre l'exemple de probité et de piété de leur sultan, se laissaient corrompre par les Russes, furent battues par Galitzin et ensuite par Roumantzoff, et se débandèrent sur le Dniester ; les Russes, ayant repoussé les Turcs, re-

vinrent en Pologne. L'heure fatale sonna pour la Confédération.

Le roi de Prusse, observateur attentif de tous ces mouvements, communiqua ses appréhensions et ses projets à l'impératrice d'Autriche, et d'un commun accord on conçut l'idée d'écraser la Confédération et en même temps de démembrer la Pologne. 100,000 Prussiens d'un côté et 100,000 Autrichiens de l'autre cernèrent la République, dont 40,000 Russes tenaient déjà toutes les villes principales. Après des combats meurtriers, on délogea les confédérés de leurs forteresses; enfin on publia une proclamation qui ordonnait de poursuivre et de juger les confédérés comme des brigands. Bientôt ils disparaissent, toute résistance leur étant devenue impossible.

Cette lutte de 1772 a été appelée par Rulhières le commencement d'une époque nouvelle ; il la regarde comme le plus grand événement des temps modernes. En effet, à partir de ce moment, la politique de l'Europe change de principe. Jusqu'alors les monarques et les Etats européens faisaient des traités pour s'assurer mutuellement des secours contre des ennemis communs, plus puissants que chacun d'eux en particulier ; on se faisait la guerre pour conquérir telle ou telle province, tel ou tel privilége politique ou commercial. Voici maintenant trois grandes puissances qui se liguent contre la Pologne, plus faible que chacune d'elles. Remarquons encore qu'il ne s'agissait point de la conquête de quelque province de ce pays. Les puissances, ce qu'on ignore généralement, ne voulaient pas conquérir la Pologne. Pendant longtemps elles rejetèrent cette idée comme un mauvais désir. La Russie

et la Prusse en redoutaient également le partage; après de longues hésitations, l'Autriche se crut forcée d'y souscrire. Les trois puissances firent cette guerre contre la volonté de leurs souverains, contre l'avis de leurs ministres, poussées par ce qu'il y a de plus fort, par l'instinct de la conservation : ces vieilles puissances pressentirent qu'une idée nouvelle allait surgir au sein de la population slave.

En effet, la Confédération ne levait pas seulement sa bannière contre une armée autrichienne, prussienne ou russe, elle proclamait des principes incompatibles avec l'existence des Etats russe, prussien et autrichien.

Les idées exprimées dans le manifeste de l'évêque polonais Soltyk sont la négation du langage diplomatique de l'époque. L'évêque, en condamnant les combinaisons humaines, les calculs de la diplomatie, tendait à la destruction de la politique de l'Europe. Bien qu'on ne comprit pas toute la portée des événements qui agitaient la Pologne, et que les confédérés eux-mêmes n'eussent pas une idée nette de leurs desseins, cependant les monarques tremblèrent à la vue de quelques troupes mal armées et mal conduites, qui menaçaient leur système de balance européenne et la *pragmatique sanction*. Les monarques se réunirent pour écraser cette opposition. C'est le prélude de ce qu'on verra plus tard à Pilnitz et à Coblentz : les puissances de l'Europe se réuniront tout d'un coup, et, sans raisons diplomatiques, feront la guerre à la Révolution française pour tuer une idée.

Sous ce rapport la Confédération de Bar doit occuper une grande place dans l'histoire. Pour les Slaves, elle a de plus une signification profonde. Nous voyons une

association armée oublier, pour ainsi dire, toute l'histoire de son pays, se délier de tout précédent, se dégager des anciens préjugés de partis et de provinces, élaborer un esprit nouveau.

Il y a trois caractères provinciaux dans la Confédération. Les confédérés du midi de la Pologne sont les plus aventureux : il y a du kozak dans tous leurs chefs de partis. Les confédérés de la Lithuanie observent strictement la légalité, et procèdent toujours avec ordre et avec persévérance. Les confédérés de la Pologne proprement dite préludent déjà à la Révolution française : on y conspire, on s'y préoccupe plutôt des moyens que du but ; on y forme des projets de massacres, d'enlèvements, des plans de violence et de terrorisme.

Mais au milieu de ces esprits divers, c'est le vieil esprit polonais qui prévaut : l'idée de générosité et de dévouement. Elle repousse tout calcul et ne tient aucun compte des difficultés. Cette idée, abandonnée d'abord par la royauté, puis par les grands seigneurs, est maintenant relevée par la petite noblesse, non-seulement en Pologne, mais encore en Ukraine et en Lithuanie ; elle devient l'idée nationale ; elle s'étend sur toute la surface de la contrée.

Une chanson des confédérés commence de cette manière : « J'ai reçu expressément de Dieu l'ordre de combattre ; je suis descendu du grade que j'avais dans mon pays pour avoir de l'avancement dans le ciel : la gloire est mon armure ; je marche toujours, et même si je tombe mort, je continue la marche, parce que, à travers la mort, je cherche le repos pour mon âme. Le sang même que nous

perdrons restaurera les forces de la patrie ; ce sang s'unira à celui de notre Sauveur. »

Le premier poëte de cette époque fut un paysan. Le chant qu'on lui attribue est une prophétie.

Son nom de Wernyhora, qu'on retrouve dans les anciens contes populaires, n'est probablement que son surnom de guerre. On n'a que peu de détails sur sa vie. Il courut, dit-on, de grands dangers pendant les carnages qui ensanglantèrent l'Ukraine, se réfugia dans une île déserte du Borysthène, et y vécut solitaire. Il ne savait ni lire ni écrire.

La prophétie de Wernyhora, écrite, à ce qu'on dit, sous sa dictée, est universellement connue en Pologne. Dans des moments de danger et de terreur, à l'approche d'une guerre ou d'une peste, le peuple la consultait comme des pages sibyllines.

Wernyhora est suivi de près par le père Marc.

Le père Marc, libre des intérêts et des passions des partis, s'élève en esprit au niveau du fameux Pierre Skarga, et de cette élévation il plonge, lui aussi, sa vue dans l'avenir. Voici quelques-uns de ses vers prophétiques. Ils sont pleins de mystères et d'énigmes :

« Ton sceptre, ô Pologne ! ne poussera pas de fleurs (allusion au sceptre, à la verge d'Aaron), tant que tu ne t'en serviras pas comme d'une lance (en polonais, sceptre agressif) ; mais du moment où tu agiras avec, tu feras trembler l'hérésie, le schisme et le paganisme. »

Vient ensuite une revue de nations représentées par des symboles que je ne prétends pas expliquer. Mais, chose étonnante, il prédit, en l'an 1772, qu'avant peu le

coq, qui, dans son langage symbolique, désigne toujours la France, changera de peau comme un serpent :

« Alors le pèlerin accomplira son grand vœu auprès d'un tombeau ; alors le grand chasseur laissera échapper, pour toujours, sa proie ; alors l'esclave deviendra libre sans payer sa rançon ; le coq changera de peau comme un serpent ; les siècles recommenceront leur course vers l'éternité. Mais, ô Pologne, tu dois d'abord tomber en poussière. Comme l'Oiseau du soleil, tu renaîtras de tes cendres ; et ton esprit deviendra la lumière, l'ornement de l'Europe. »

Skarga est un prophète de l'Ancien Testament ; il voit tout sous les formes juives : la Pologne, telle qu'une tribu d'Israël, devra un jour tomber dans la captivité de *Babylone* ; puis viendront le rétour de la captivité et le rétablissement du Temple. Le père Marc élève cette idée à une hauteur inconnue à Skarga ; il la symbolise d'après les croyances des chrétiens. La Pologne lui apparaît un être vivant, qui doit mourir, descendre au tombeau et ressusciter. Il ne prédit pas le rétablissement du peuple captif dans ses anciens droits : ses prophéties, imprégnées de l'idée chrétienne, annoncent une transfiguration.

Le père Marc est sans contredit l'homme le plus remarquable de cette période, moins encore par ses actions que par l'idée qu'il représente. Pourtant, comme les Pulawski, il fut en butte aux soupçons et même aux persécutions de ses compatriotes ; car malheureusement il y avait parmi les confédérés des gens qui, tout en voulant mettre en œuvre l'idée énoncée par l'évêque de Cracovie et par le

moine Marc, n'en étaient pas entièrement pénétrés, et qui alors les accusaient de fanatisme : mais comment sans ce fanatisme aurait-on pu concevoir l'idée d'écraser avec de petites bandes mal armées des puissances comme la Russie, l'Autriche et la Prusse et ériger en système la résolution de lutter toujours et de ne céder jamais ?

Dans un de ces combats, Pulawski, voyant que tout était perdu, se jeta seul sur l'ennemi et fut pris. Depuis longtemps déjà tout ce qu'il y avait d'hommes sages et circonspects l'avait abandonné.

Le père Marc, resté seul sur les remparts d'une forteresse qu'il défendait opiniâtrément, fut fait prisonnier par les Russes et condamné à subir le dernier supplice. Les soldats russes, si obéissants, formés à une discipline si sévère, résistèrent à leurs officiers et ne permirent pas qu'on exécutât le saint homme. Le colonel, consterné d'une opposition imprévue, envoya à Varsovie demander des ordres concernant ce moine ; en attendant, il *le* fit garder à vue. Les soldats parlèrent des miracles qui s'opéraient dans la cellule du père Marc. Enfin le général russe, pour éviter des embarras, le laissa fuir. Pour la première fois dans l'histoire des guerres entre les Russes et les Polonais, on voit ces deux peuples s'unir dans un même sentiment d'admiration pour le patriotisme revêtu d'un caractère de sainteté.

Par quel secret ce moine a-t-il gagné la sympathie des soldats russes ? Son caractère religieux, les soldats russes, en qualité de schismatiques, ne l'admettaient pas ; quant à son éloquence, il ne parlait pas le russe. Le grand homme en a imposé à l'ennemi par la force de son âme, par sa

sainteté ! Le paysan slave conserve dans sa simplicité ce sens intime qui fait découvrir à l'homme la voix de Dieu ; il a gardé l'organe indispensable pour sentir ce qui est réellement grand, ce qui est réellement inspiré et divin. Des soldats anglais ou allemands auraient probablement massacré le père Marc ; les Russes, même les plus abrutis, ont cependant assez de sentiment pour reconnaître et pour apprécier un tel homme.

La diète dite d'*enterrement* fut la dernière des diètes de l'ancienne Pologne ; le sénat et les députés délibérèrent sous les canons russes braqués contre l'assemblée, et en face des artilleurs qui, la mèche allumée, attendaient leur décision (19 avril 1773).

Après le premier démembrement de la Pologne (1), les esprits effrayés et fatigués se replient sur eux-mêmes ; on n'ose plus relever l'idée de la Confédération de Bar. D'ailleurs, les confédérés étaient tombés dans le discrédit moral : ils avaient fait une tentative insensée contre la vie du roi, et rompu ainsi, sans le savoir, le lien qui les

(1) Par le traité signé à Pétersbourg, le $\frac{25 \text{ juillet}}{5 \text{ août}}$ 1772, imposé à la diète de Varsovie le $\frac{7}{18}$ septembre 1773, Frédéric II s'adjugea au nord et à l'ouest la Pomérellie, les palatinats de Malborg et de Culm, et l'évêché de Warmie, c'est-à-dire toute la Prusse polonaise, à l'exception de Thorn et de Dantzick ; de plus, une partie de la Grande-Pologne, jusqu'à la Notec : en tout 900 lieues carrées et 416,000 habitants. Marie-Thérèse, au sud, prenait possession de la Russie-Rouge, d'une partie de la Podolie, de la Pokucie et d'une section des palatinats de Belz, de Sandomir et de Cracovie, avec les salines de Vieliczka et de Bochnia, et la starostie de Zips : environ 2,500 lieues carrées depuis les Karpathes jusqu'à la Vistule,

unissait à la nation. Jamais, en effet, en Pologne, on n'avait entendu parler d'une conspiration contre la personne royale : dans une république élective on peut essayer d'élire un autre roi, mais y tuer le chef de l'Etat, ce n'est pas lui ôter sa légitimité ; toute la nation le comprenait ainsi.

L'inviolabilité royale, comme tant d'autres croyances populaires, dont on ne se rend pas compte, résidait mystérieusement dans le cœur de la nation : elle éclata tout à coup après l'attentat. Les confédérés eux-mêmes se trouvèrent obligés de désavouer toute participation. On commença à s'apitoyer sur le sort du roi ; il gagna dans l'affection du pays ; on se rapprocha du trône, on parla même de la fusion de tous les partis. On s'apercevait de la faiblesse de la nation, on voulait la relever, la corriger, surtout l'instruire et la policer.

Il sembla que le moyen le plus sûr de rétablir la splendeur de l'Etat était d'encourager les sciences et les arts. Une fois jetés dans cette voie, les Polonais y déployèrent beaucoup d'activité. Les grands seigneurs bâtissaient des palais, des châteaux splendides ; le roi parcourait la ville, faisait aligner les rues, construire des monuments publics. Il appela des architectes et des artistes, les paya grande-

avec 2,700,000 habitants. A l'est, Catherine II s'empara d'une longue lisière, en suivant la Dzwina et le Dniéper, et comprenant les palatinats de Mscislaw, de Witepsk, de Polotsk, de Livonie et d'une partie de Minsk, en tout 8,200 lieues carrées, avec 1,800,000 habitants. La République de Pologne perdait, à ce premier démembrement, plus d'un quart de son étendue, et descendait au rang des Etats secondaires de l'Europe. (Voy. Martens, II, p. 89-92 ; — Rulhières, IV, p. 252 ; — et la *Pologne* de Forster, p. 144.)

ment ; il fut secondé par les familles puissantes. Un seigneur polonais fit creuser, à ses frais, pour une dizaine de millions, un canal qui joignit la Szczara au Niemen ; un autre seigneur consacra plusieurs millions à faire lever la carte du pays ; un évêque s'appliqua à réunir une bibliothèque, la plus riche de l'Europe, après celle de Paris, bibliothèque de 200,000 volumes, et il en fit cadeau à la République ; de nombreuses manufactures furent fondées. S'il eût été possible de sauver la Pologne à l'aide de l'industrie, certes on l'eût sauvée, rien ne manquait : travail, zèle et talent, tout fut employé.

Quelques seigneurs firent même sur leurs domaines, dans les communes qui sont les vrais centres de la vie slave, l'essai des réformes sociales qu'ils se proposaient d'introduire dans la République. On y a expérimenté tous les systèmes, celui de Campanella, celui de Jean-Jacques Rousseau, celui de Turgot.

Pour un colon allemand ou hollandais, c'eût été le comble du bonheur d'avoir une maison, une propriété et de n'être obligé en retour qu'à quelques journées de travail ; et cependant le peuple souffrit cruellement d'une telle réforme.

Que devenaient, en effet, les rites mystérieux qui accompagnaient la construction de chaque chaumière, ces cérémonies qui sont aussi essentielles à la vie domestique des paysans slaves que certaines lois politiques le sont à l'existence des nations. Le paysan ne pouvait pas se résigner à voir sa maison transplantée n'importe où, au gré du maître, lui qui était accoutumé à interroger d'abord et pendant longtemps la volonté de Dieu, à consulter les

vieillards et à faire telles et telles pratiques religieuses avant de choisir l'endroit où il devait poser son foyer.

De plus, la vie en commun, qui est propre aux Slaves, était détruite. Les fermes, répandues sur un long espace de terrain, n'avaient plus de communications, et le paysan les regardait comme des prisons; il cherchait toutes les occasions de fuir sa belle maison pour retrouver ses anciens voisins et s'amuser avec eux. Ainsi, en voulant assurer le bonheur matériel du peuple, on blessait ses penchants, ses instincts les plus nobles. La réforme ne réussit pas.

Ce qui frappe dans ces tentatives, c'est de voir *qu'on* voulait créer quelque chose, sans procéder d'aucune idée fondamentale. Chaque société, pour exister, a besoin d'être basée sur un dogme; la société juive, par exemple, avant son entrée dans la Terre Promise, l'était sur le dogme d'un Dieu unique, et cela suffisait pour la séparer des nations païennes; toute idée de caste était abolie puisque tous les hommes étaient fils du même père; une seule vérité peut avoir bien des conséquences! Quant à ces associations polonaises, formées seulement d'après des hypothèses, elles n'avaient en elles-mêmes aucun élément de vie sociale réelle. Et d'un autre côté, en voulant résoudre la question de l'existence d'une commune slave, abstraction faite du gouvernement de l'Etat, on perdait de vue que chaque changement dans la législation générale du pays affecterait l'organisation des communes.

Vers le même temps, le roi créait la classe des hommes de lettres, qui n'existaient pas encore en Pologne; il en-

courageait les écrivains, leur donnait des pensions : et leurs poésies se bornaient à amuser le roi, la cour et les riches seigneurs.

On pensait aussi à réorganiser l'enseignement public ; car le mot d'ordre d'alors était *instruction*.

La chute des jésuites coïncide avec le premier démembrement de la Pologne. Les grandes richesses de cet ordre servirent à établir des écoles dans toute la République. L'*Université*, ce gouvernement des écoles, que l'on admire en France, où il existe unique dans son genre, fut alors fondée en Pologne (1773). On donnait l'instruction partout et gratuitement.

Mais tout cet édifice universitaire manquait d'assiette morale. On faisait venir de l'étranger des livres destinés à servir de guides à la jeunesse. Or, ces livres, composés par des philosophes encyclopédistes, formaient un singulier contraste avec l'enseignement religieux que l'on continuait à confier au clergé. La logique et les sciences exactes, qu'on étudiait dans les écoles, étaient envisagées au point de vue matérialiste. La rhétorique, dont on s'occupait beaucoup, n'est qu'un art d'invention païenne, qui suppose qu'on peut faire parler un homme, lui donner le moyen de plaire et de convaincre sans avoir agi sur l'âme ; qu'il suffit de l'intelligence pour avoir la puissance de créer, ce qui est conforme au système du XVIII[e] siècle, mais diamétralement opposé à l'esprit chrétien. L'histoire universelle, écrite par des républicains, n'était qu'un extrait des livres anciens, un abrégé des histoires étrangères, entremêlé de maximes qui ne respiraient que la haine de la royauté et de tout pouvoir, et

en même temps l'on enseignait qu'il n'y avait de salut pour la République que dans le pouvoir héréditaire!

Pendant vingt ans, on éleva de cette manière une jeunesse qui, plus tard, devait arriver dans le monde avec des idées confuses, et qui cependant était appelée à gouverner la nation. C'est de cette jeunesse que se composa en majorité l'assemblée connue sous le nom de *grande diète.*

Les hautes classes aboutirent à former réellement une caste. Nulle part, il n'y eut une telle séparation entre le peuple et les classes civilisées. Il y eut une véritable invasion de langues et de systèmes étrangers. Tout ce qui apprenait, tout ce qui pensait, tout ce qui exerçait son intelligence parmi les Slaves, devint étranger. La classe civilisée finit même par parler une langue différente de celle du peuple. Elle se dénationalisait : et le mal venait non de la langue et des livres seulement, mais de l'éducation.

On n'apprend pas une langue, en effet, on se l'inocule, et les nations se corrompent peu par les livres, mais beaucoup par les exemples vivants des hommes. Ceux qui venaient de France ou d'Allemagne, et qui s'emparaient de l'éducation, dénationalisaient la noblesse, moins par leurs paroles que par leur manière d'enseigner. Un instituteur allemand qui débutait par des définitions, puis en tirait des conclusions, en employant les procédés de la philosophie rationnelle des Allemands, agissait comme un excitant sur l'intelligence du jeune homme, attirait ses forces vers l'intelligence, la développait aux dépens de l'âme; il rendait cet homme entière-

ment Allemand. Lorsqu'un instituteur français donnait des leçons à son élève, en plaisantant, et exerçait son esprit à saisir les ridicules, à apercevoir de petites combinaisons de mots, à jouer avec des phrases, à regarder dans chaque chose le côté extérieur, à se livrer à tout ce qui constitue l'*esprit* proprement dit, le jeune homme ainsi élevé devenait intérieurement français ; il avait besoin d'une langue étrangère, il ne trouvait rien dans sa langue nationale qui pût servir alors son intelligence.

Un paysan slave ne pouvait plus se faire entendre par son seigneur ; ils ne se comprenaient plus : en regardant la même chose, ils avaient chacun une manière différente de la voir, de la saisir, de l'expliquer. C'est de la sorte que presque toute la classe civilisée, chez les Bohêmes (phénomène unique dans l'histoire), est devenue allemande ; elle ne connaît plus même sa langue.

Un des écrivains les plus célèbres et les plus profonds de la Pologne, Jean Potocki, avait pressenti alors les dangers de cette situation ; il disait qu'une catastrophe épouvantable menaçait les pays slaves, et qu'une fois la révolution commencée dans le Nord, elle amènerait fatalement la destruction de tout ce qu'il y avait de civilisé ; que ces pays retomberaient dans la barbarie.

Mais qu'est-ce que le comte Potocki et les autres écrivains de cette époque comprenaient par les mots *civilisation* et *barbarie?* Où voyaient-ils la civilisation? Où voyaient-ils la barbarie ?

Un paysan polonais, qui souffrait la misère, toujours prêt à marcher pour défendre son pays, fidèle à sa religion et à ses coutumes nationales, était-il barbare à côté

d'un prince Poninski, homme de beaucoup d'esprit, parfaitement bien élevé, mais qui vendait son pays à la Russie, s'enrichissait de l'argent russe et gaspillait sa fortune en folles dépenses ? Ce paysan était-il plus barbare que le comte Gurowski, qui, longtemps bouffon attitré de la cour du grand-duc Pierre, et plus tard proposé par l'ambassadeur russe au roi Stanislas-Auguste comme candidat au siége archi-épiscopal de Gniezno, avouait publiquement, en pleine diète, qu'il était vendu à la Russie ?

D'un autre côté, un soldat russe qui, après avoir fait un signe de croix, marchait sur les canons turcs, tombait dans les fossés d'Ismaïlow et d'Oczakow, faisant de son corps un pont pour les camarades qui le suivaient, était-il barbare à côté d'un Potemkin qui, suivant le biographe allemand, son grand admirateur, dépensait 5 à 6 millions de francs par an pour sa cuisine, se procurait à grands frais des pâtisseries de Paris, et se construisait des palais dans les steppes de la Crimée pour y passer un seul mois ? à côté d'un Orloff dont la vie fut un tissu de crimes épouvantables ? Je n'en citerai qu'un :

Il y avait une princesse nommée Tarakanoff, fille naturelle de l'impératrice Elisabeth, qui vivait retirée en Italie. Catherine, craignant des prétentions au trône de la part de cette princesse, qui descendait en ligne directe de Pierre le Grand, voulait à tout prix s'en défaire. Or, qui chargea-t-elle de ce soin ? Son favori, un des plus grands seigneurs de la Russie, le comte Orloff. Ce seigneur feint d'être disgracié par sa souveraine ; il se rend en Toscane, il éblouit par son luxe les Italiens ; il fait la cour

à cette pauvre princesse Tarakanoff, joue la passion, et après plusieurs mois de poursuites, il lui demande sa main, trompant ainsi tout le monde avec un art infernal. Enfin il invita la princesse à une fête qu'il donnait sur un vaisseau dans le port de Livourne. A peine eut-elle mis le pied sur le pont, qu'on coupa le câble et que le navire prit le large. On n'a jamais su ce qu'était devenue cette princesse. On dit qu'Orloff a eu l'épouvantable bassesse de donner un soufflet à cette malheureuse, au moment où le vaisseau quittait le port.

Je ne connais pas de crime plus horrible dans l'histoire moderne : et cependant, ni le duc de Toscane, ni les princes d'Italie, ni l'empereur, qui était souverain de ces Etats, n'ont jamais réclamé contre une telle perfidie commise sur le territoire italien.

Mais chacun continuait à célébrer la civilisation qui s'introduisait chez les Slaves.

On ne parlait à Varsovie que de grands seigneurs qui auraient apporté de leurs voyages des secrets scientifiques propres à sauver les restes de la Pologne. Ces seigneurs arrivaient avec des ballots de livres de Mably, de Rousseau, de Montesquieu ; et ils disaient partout qu'il suffisait d'avoir étudié ces livres pour reconstruire la République ; que la constitution, une fois basée sur des idées profondes, deviendrait inébranlable et donnerait un jour aux Polonais les moyens de rétablir leur puissance politique et matérielle. Cette opinion s'infiltra peu à peu dans les esprits, et il se forma, vers la fin de cette époque, une croyance commune, que la Pologne ne devait plus s'oc-

cuper que de sa réforme intérieure. Les plus grands patriotes de tous les partis finirent par adopter ce plan, et par essayer de trouver, dans les théories, ce moyen de salut que l'on avait en vain cherché dans l'action.

Or, en acceptant les faits accomplis, en cessant de réclamer contre le partage, on légitimait le premier démembrement de la Pologne; on oubliait les provinces détachées de la République. On commettait un crime de lèse-majesté nationale.

Il est toujours dangereux d'admettre en politique les idées des étrangers; car chaque nation est basée *sur des* lois constitutives particulières. Les nations qui se sont élevées par les conquêtes peuvent délaisser une partie de leur territoire sans rien perdre de leur force morale. Mais la Pologne, qui n'avait fait aucune conquête, qui s'était formée par la réunion volontaire de plusieurs provinces au corps de la République, qui était liée avec ces provinces par un serment d'aide et de protection, par un partage égal de droits et de charges, puisque les représentants de ces provinces avaient même le *veto*, c'est-à-dire le pouvoir d'arrêter la marche de la République, de quel droit pouvait-elle rompre ce contrat synallagmatique? de quel droit pouvait-elle chasser les députés des provinces russiennes ou prussiennes, qui, sans avoir jamais été conquises, avaient fait un pacte avec la République? La masse de la nation sentait profondément cette vérité; mais elle échappait à tous les politiques; ils ne trouvaient rien sur ce sujet dans les livres français et anglais qu'ils ne cessaient de consulter.

La Pologne perdit, plus d'une fois, quelqu'une de ses

provinces; mais jamais encore aucun traité n'en avait légitimé l'abandon ; on se contentait de prolonger les armistices jusqu'à l'instant où l'on se sentait assez fort pour commencer la guerre. Une seule fois le roi Jean III, dans un mauvais moment de sa politique, signa un traité qui cédait une ville à la Russie (Kiew) : la diète refusa de ratifier le traité. On conserva, dans la salle du sénat et dans l'assemblée des nonces, les fauteuils des sénateurs et des nonces de pays conquis par l'étranger et détachés de la Pologne, afin de représenter, au sein de la diète, l'unité de la République. De même, le pape a été obligé de laisser plusieurs églises aux infidèles et aux hérétiques ; il nomme néanmoins des évêques pour ces provinces. Or, si le pape accordait jamais à un prince infidèle le droit légitime de nommer et de sacrer les évêques, il renierait son caractère de pape, il cesserait dès ce moment d'être le chef de l'Eglise catholique. Abandonner une seule des provinces polonaises, c'était renier la loi sur laquelle était fondée l'existence de la nation. Toute la classe civilisée de la Pologne, sans exception, a été complice de cet acte.

On peut déjà prévoir quelle marche les représentants de cette classe civilisée suivront dans leur tentative de réorganiser la Pologne.

L'histoire de la *grande diète* est celle de l'esprit national, qui peu à peu se dégage de la tradition et finit par douter de lui-même. La diète partait du célèbre axiome de Descartes et des philosophes modernes, qui débutaient par se demander *s'ils existent* et *pourquoi ils existent :* elle désavouait ainsi l'histoire entière de la Pologne, dont

le passé lui imposait la charge de travailler pour son avenir.

Après avoir voté plusieurs lois, qu'elle fut plus tard obligée de rapporter, elle s'aperçut de la difficulté de son entreprise ; elle voulut alors séparer ce qu'il y avait d'accessoire de ce qu'elle croyait être essentiel. Comme les sectes qui se sont détachées de l'Eglise de Rome ont voulu souvent établir entre elles quelques dogmes communs et n'y ont jamais réussi ; ainsi la diète, séparée de l'histoire de son pays, après un travail inutile, ne savait plus lesquelles des institutions nationales étaient fondamentales et lesquelles pouvaient être modifiées.

Cette diète préludait à toutes les assemblées constituantes de l'Occident.

Il n'y a rien de plus aisé maintenant que de composer une constitution ; on en a tant d'échantillons ! Mais à cette époque, c'était une chose nouvelle. Jusqu'alors le mot *constitution* signifiait tout simplement un article de loi, ce qu'on appelle aujourd'hui un règlement. Personne n'avait l'idée de composer une charte, une constition qui dût comprendre le passé, l'avenir, formuler le but d'existence et prescrire la marche d'une nation. La Pologne a osé, la première, tenter cet essai malheureux.

La première loi fondamentale que l'on discuta longtemps fut celle de l'hérédité. On voulait l'expliquer rationnellement. On trouvait l'élection absurde : tous les autres pays étaient gouvernés par des familles héréditaires. On ne soupçonnait pas le lien qu'il y avait entre l'élection et la vitalité de la nation ; on ne voyait pas que la succession était régie par des lois différentes dans

les différents pays de la chrétienté. Ce n'est que plus tard qu'on s'aperçut qu'une loi providentielle présidait toutes ces dispositions.

Chez les Francs, par exemple, la loi salique excluait les femmes du trône, ainsi que de la succession. Dans un pays composé de plusieurs principautés féodales réunies sous un même chef, celui-ci, ayant déjà une puissance territoriale établie, et n'étant pas obligé de morceler son pays afin de doter les femmes, était dans la meilleure condition pour conserver l'unité de son territoire, tout en pouvant l'étendre par des mariages ou des conquêtes. En Espagne, au contraire, les femmes pouvaient succéder. Cette loi de succession est même appelée la loi castillane par excellence. Très-souvent on a voulu changer cette loi; le peuple l'a toujours maintenue. L'Espagne, composée de plusieurs royaumes tout à fait indépendants, ne pouvait être autrement réunie que par les mariages; tout le monde sait que le mariage entre Isabelle et Ferdinand constitua l'unité de l'Espagne. De la sorte ces deux lois, opposées, ont eu des résultats salutaires, l'une pour la France et l'autre pour l'Espagne.

On démontrerait également que la loi d'élection a constitué le territoire de la Pologne. Si les Polonais n'avaient pas eu le droit de se séparer de la famille des Piasts, qui gouvernait le duché de Mazowie, ils n'auraient jamais acquis les pays immenses de la Lithuanie et les terres russiennes. Si la Pologne n'avait eu à donner à ses voisins que les bienfaits de l'ordre et de la paix, comment aurait-elle acquis les terres prussiennes, les plus riches du Nord, qui appartenaient à l'Ordre Teutonique,

dont on admirait le gouvernement habile et la puissante administration ? La Pologne attira à elle ces contrées en leur accordant un droit si respecté, si envié, celui de choisir leur roi. Une des plus grandes causes de la révolte des Kozaks fut le refus des Polonais de leur permettre de participer à l'élection royale.

Il est assez facile aujourd'hui de faire ces remarques. Mais tout le monde alors avait foi dans les théories : on n'eut pas la simplicité de consulter la vieille sagesse historique du peuple ; on cessa de croire que la Providence, en créant les nations, en assignant à chacune sa mission, fixe en même temps certaines lois organiques, certaines constitutions auxquelles on ne touche pas sans blesser à mort la nation elle-même. Il est étonnant qu'un des plus grands écrivains du XVIII[e] siècle, et qui a fait tant de théories hardies sur l'état social, Jean-Jacques Rousseau, ait entrevu cette vérité, et qu'il ait conjuré les Polonais de ne pas toucher à leur vieille constitution, d'en respecter, autant que possible, non-seulement les lois et les règlements, mais même les préjugés (c'est son mot), parce que ces lois, ces règlements et ces préjugés faisaient alors le caractère particulier de la Pologne. (*Considérations sur le gouvernement de Pologne*. Avril 1772.)

Enfin, après de longs débats, la diète se sépara (1791), laissant, comme fruit de ses travaux, une charte connue sous le nom de *constitution du 3 mai*. Tout y est défini : le pouvoir royal, le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, les rapports entre ces pouvoirs. Il y apparaît seulement une idée féconde, et encore elle n'était pas nou-

velle, on l'avait trouvée dans le trésor des anciennes idées polonaises : l'idée de rendre les membres de la République égaux, de leur donner les moyens de parvenir un jour à l'égalité. La caste noble, dès le XVIIe siècle, devenait de plus en plus exclusive. On s'était aperçu de ce danger : la diète, sans se laisser entraîner par les raisonnements du XVIIIe siècle, qui tendaient à niveler les classes, avait voulu, au contraire, anoblir la bourgeoisie et les paysans. La constitution du 3 mai donnait au roi, aux grands généraux et même à la noblesse des facilités extrêmes pour anoblir la bourgeoisie; et, d'après des calculs exacts, il était à prévoir que tous les Polonais deviendraient nobles au bout d'un demi-siècle, c'est-à-dire que tous les membres de la République auraient les mêmes droits et les mêmes priviléges.

Mais pendant que l'on discutait et que l'on élaborait la constitution, on oubliait que la Pologne faisait partie de l'Europe. Sans avoir formulé la non-intervention, la Pologne voulait l'établir. Elle voulait se réorganiser, sans prévoir que la Russie, la Prusse et l'Autriche, ayant les yeux ouverts sur tout ce qui se passait, ne manqueraient pas d'arrêter ses mouvements.

A peine la constitution fut-elle votée, que le roi de Prusse, qui était l'allié de la Pologne, qui avait conclu avec elle un traité solennel, qui se disait protecteur de la diète, et, dans chaque dépêche, parlait de sa loyauté personnelle, de son honnêteté et de ses sentiments religieux, changea tout à coup de langage, et, désavouant ce traité, se concerta avec la Russie, puis avec l'Autriche, pour

tomber sur la République et la détruire : déjà un événement immense les éclairait sur les conséquences des réformes polonaises.

La Révolution française était en pleine marche, elle épouvantait l'Europe ; et les puissances étrangères, pour combattre la Révolution française, avaient d'abord à écraser la Pologne. Cette fois encore l'histoire de la Pologne et l'histoire de la France se trouvent réunies ; les triomphes et les désastres de ces deux nations doivent toujours être communs.

La Russie, la Prusse et l'Autriche attaquent les Polonais désarmés. Le roi, qui jusqu'ici avait agi de plein accord avec la diète, effrayé des dangers qui menaçaient la Pologne, se sépare de l'assemblée et souscrit aux conditions que lui impose la Russie. La Pologne est de nouveau démembrée (1). La nation, abandonnant toutes les théories, tous les systèmes, en appelle aux sentiments généreux, à l'instinct national, et alors éclate (24 mars 1794) la révolution dont le général Thadée Kosciusko a été le représentant. Cette guerre finit par la bataille

(1) Le roi de Prusse enclava dans ses possessions les palatinats de Poznanie, de Gnezno, de Kalisz, de Sieradz, de Lenczica, la ville et le couvent fortifié de Czenstochowa, la terre de Wielun, la plus grande partie des palatinats de Rawa et de Plock, ainsi que les villes de Thorn et de Dantzick. — La moitié orientale de la république fut incorporée à la Russie : Catherine II traça de sa main, sur la carte de Pologne, depuis l'extrémité orientale de la Courlande, une ligne qui, passant près de Pinsk, traversa la Wolhynie et ne s'arrêta que sur les frontières de la Galicie autrichienne. Ainsi par ce second démembrement la Pologne était resserrée dans ses plus étroites limites. Elle n'avait plus que 3,400,000 habitants. Ce second partage fut signé le 25 sept. 1793, anniversaire de la naissance de Fréd.-Guillaume II.

de Macieiowice, où Kosciuszko fut fait prisonnier le 10 octobre 1794, et par le massacre du faubourg de Praga, où vingt mille habitants sont morts pour la patrie et pour la liberté. (Nuit du 3 au 4 novembre 1794.)

Élevé au pouvoir par le peuple, Kosciuszko, vêtu d'une casaque de paysan, vit entouré de paysans, en a toute la simplicité; dictateur de la République, il se refuse un verre d'un vin qui lui paraît trop cher. Voici l'anecdote : le dictateur aimait une certaine espèce de vin de Bourgogne. Le prince Oginski, son aide-de-camp, s'étonnait de ne pas voir ce vin à sa table; Kosciuszko répondit qu'il était permis d'en boire au prince Oginski, qui était énormément riche; mais quant à lui, dictateur, comme il devait payer ce vin avec l'argent de la République, il était obligé de se le refuser. Un jour, le poète Trembecki, chambellan du roi, venant visiter en carrosse le dictateur, le trouva occupé à souffler le feu dans sa cuisine.

Pendant que la Russie s'avançait triomphante, Dierzawin, fils d'un colonel d'origine mongole, le dernier grand écrivain réellement russe, accompagnait, en renforçant sa voix, les bulletins de Souwaroff, le dernier général animé de l'esprit de l'empire russe. Le poète, en parlant de la ville de Varsovie, s'écrie : « Elle gît, la traîtresse, en baissant ses regards, bouleversée de remords pour avoir offensé l'âme tendre de Catherine. L'aigle s'acharne sur sa proie. Venez, ô lions! essayez de la lui ravir ? » Ce défi porté aux lions s'adresse à l'Europe, et plus particulièrement à la France, parce que, chez les Slaves, la cause de ces deux nations est indissolublement

liée dans les idées populaires. Il est remarquable que le poète Pouchkin, qui a aussi écrit des vers sur la prise de Varsovie, adresse le même défi à la France, et crie à « *ces écoliers bavards* » de venir disputer à la Russie sa proie (1).

Si les chefs alors ne se sont pas élevés à la hauteur que nécessitait leur mission, il y eut toutefois de beaux caractères : celui notamment d'un homme peu connu dans l'Occident, mais célèbre dans les pays slaves ; c'est un bourgeois, le premier bourgeois homme politique que nous rencontrons dans l'histoire de Pologne.

Kilinski, cordonnier de Varsovie, jouissait, à l'époque de la révolution de Pologne, d'un grand crédit auprès des bourgeois, et exerçait une puissante influence sur les chefs d'ateliers et sur les ouvriers. La voix publique le désignait comme chef de la bourgeoisie ; on le connaissait patriote et dévoué. Cet homme simple, aimant la patrie, ne paraissait avoir aucune opinion politique ; ses

(1) Les trois puissances spoliatrices entamèrent des négociations sur le troisième et dernier partage de la Pologne, et l'année suivante (1795), il fut arrangé d'un commun accord. Le roi Stanislas-Auguste signa son abdication le 25 novembre, anniversaire de son couronnement. Par les deux ukazes du 26 avril et du 26 décembre, la Courlande et la Lithuanie furent incorporées à l'empire russe. L'Autriche accéda ; les négociations furent terminées, et les cours copartageantes se mirent respectivement en possession de leurs portions. Les Autrichiens entrèrent à Cracovie le 5 janvier 1796, et le 9 du même mois les Prussiens à Varsovie. La Pilica, la Vistule et le Bug formèrent la frontière de l'Autriche ; le Niémen et une ligne de démarcation jusqu'au Bug séparèrent la Prusse de la Russie, de sorte que le point de réunion du partage des trois alliés fut sur le Bug, à *Niemirow*, nom qui veut dire absence de paix, c'est-à-dire lieu de discorde.

contemporains lui reprochaient même de s'être tenu en dehors des partis; il ne défendait que l'honneur, la grandeur de sa patrie; il avait un sentiment profond, quoique confus, de l'abaissement de la Pologne, et était prêt à se sacrifier pour la sauver.

Les *Mémoires* qu'il écrivit dans sa vieillesse contiennent des détails très-intéressants sur sa vie; on y voit surtout l'image fidèle de sa belle âme. Pendant les troubles de Varsovie, on appela ce cordonnier devant le prince Repnin, ambassadeur russe et gouverneur de la ville. Le prince, devant qui tout le monde tremblait, fut très-étonné de voir le cordonnier se présenter devant lui d'un air calme et fier; croyant que Kilinski ignorait à qui il avait affaire, il lui demanda à plusieurs reprises s'il savait à qui il parlait; enfin, entr'ouvrant son manteau, il montra au cordonnier ses nombreux cordons et crachats, en lui disant : « Regarde, bourgeois, et tremble ! » — « Monseigneur, répondit Kilinski, je vois chaque nuit dans le ciel des étoiles innombrables et je ne tremble pas. »

Kilinski se prépara, en homme religieux, à son entreprise révolutionnaire. Il commença, ainsi qu'il le dit lui-même, par faire une confession générale, et communia, en répandant beaucoup de larmes; puis il prit congé de ses enfants et de sa femme, l'œil sec et le cœur ferme, et descendit dans la rue. Durant la bataille il donna des preuves d'une grande valeur. Luttant sans haine ni désir de vengeance, il lui eût suffi de mettre ses ennemis hors de combat; il eût voulu pouvoir se borner à les effrayer pour qu'ils prissent la fuite, car il lui répu-

gnait de leur faire du mal. De tous les écrivains de mémoires polonais, c'est le seul qui paraît regretter d'avoir tué des ennemis; il évite même en son récit d'employer le mot *tuer*. A une attaque contre un corps de garde russe, un officier et quelques soldats russes furent tués : Kilinski dit qu'il fut dans la nécessité d'*apaiser* tel officier, puis de *tranquilliser* tel kozak, puis de *mettre en repos* un autre kozak.

Après la victoire, le cordonnier fut nommé membre du gouvernement provisoire. Dans ce pays si aristocratique, Kilinski siégeait à côté des grands seigneurs, sans jalouser leurs richesses ni leurs honneurs. Il ne changea rien à ses manières, se conduisit envers eux comme par le passé, et fut estimé par ses collègues et par le peuple. Qu'avait-il besoin de se grandir vis à vis de ces seigneurs et de montrer de la fierté, puisque dans son âme il se sentait leur égal? C'est l'un des plus beaux caractères de la révolution de l'époque de Kosciuszko. Plus tard, il fut condamné aux fers, déporté et enfermé dans les prisons de Saint-Pétersbourg. Il dut sa délivrance à la générosité de l'empereur Paul. Il est caractéristique, qu'en retraçant ses souvenirs, il n'accuse personne de mauvaise volonté ni de trahison.

Depuis la confédération de Bar, les Polonais expliquent presque toujours leurs défaites et leurs revers par la trahison. Le cri de *trahison*, poussé pour la première fois par les Pulawski, n'a cessé de retentir dans chacune de nos crises.

Il est digne de remarque qu'en Europe il n'y a que deux nations qui accusent souvent leurs chefs et leurs

concitoyens de trahison : c'est la France et la Pologne. Comment expliquer ce fait? Je crois qu'il provient de la grandeur des missions que la France et la Pologne ont reçues de la Providence.

Dans l'antiquité, l'idée que l'on attache maintenant à la trahison n'existait pas. Chez les Romains, trahir, *tradere*, signifiait tout simplement abandonner un poste militaire ou ne pas faire son devoir dans une circonstance donnée. Mais le peuple romain ne comprenait pas qu'on pût le trahir, qu'on pût le renier. La trahison, la grande trahison, parut avec le christianisme : Judas en est le premier type. Qu'est-ce que trahir? Trahir, c'est abandonner une idée difficile à réaliser, c'est déserter un devoir pénible pour des avantages palpables, visibles et faciles à saisir.

Les Anglais n'ont pas eu de traîtres nationaux; l'histoire russe moderne n'en compte pas un seul. Et en effet, quand on a un but très-facile à apercevoir pour l'intelligence la plus vulgaire ; quand on dispose de moyens plus que suffisants pour atteindre ce but, on n'est pas tenté de cesser ses efforts, quelque périlleux qu'ils soient : il suffit souvent d'une certaine chaleur de sang pour supporter les travaux et braver les dangers. Mais si l'on vous présente une idée, chose immatérielle, un but que des âmes généreuses seules peuvent entrevoir dans l'avenir, et que, d'un autre côté, pour vous retenir, on vous offre tous les avantages matériels ; si, contre un avenir incertain, on vous montre un présent assuré, alors il y a tentation. Dans les croisades, par exemple, où l'on entreprenait une guerre pour le

salut de l'âme; où, tout en combattant l'ennemi, on mourait de fatigue et de faim, il y eut des chevaliers qui abandonnèrent leur camp; quelques-uns se firent turcs; le moyen âge les stigmatisa du nom de félons et de traîtres.

La France a, plus d'une fois, combattu pour des intérêts élevés, pour ceux qui, dans le langage du siècle, ne sont point trouvés positifs. La Pologne n'a cessé de combattre pour cette sorte d'intérêts; on peut même dire que son existence n'est qu'une lutte continuelle contre le présent, afin de conquérir l'avenir. Il n'y a donc rien d'étonnant que des âmes vulgaires aient plus d'une fois déserté une telle cause. Il y a plus, une telle cause ne peut pas être utilement servie par des hommes qui comptent sur le présent, sur les calculs, sur la force des combinaisons humaines. Presque toujours ces hommes portèrent malheur à l'idée qu'ils étaient chargés de défendre.

La Sibérie engloutissait tout ce qui restait des guerriers de Kosciuszko, tous les patriotes qui résistaient au gouvernement russe, tous ceux qui étaient soupçonnés de vouloir soulever le pays ou de songer à rejoindre leurs frères à l'étranger. C'est pour la première fois alors que l'on commença à parler de la Sibérie. On ne cessa plus de s'en préoccuper : ce mot de Sibérie, comme une menace continuelle, résonnait à chaque moment aux oreilles des Polonais. Avant de tenter une entreprise hasardeuse, le Polonais devait penser à la Sibérie. Cette contrée si éloignée et si étrangère est devenue pour les

Polonais comme une espèce de Tartare antique, comme cet enfer du moyen âge si bien décrit par Dante.

Au-delà de l'Oural, depuis les monts Altaï jusqu'à la mer Blanche, s'étend un vaste continent de cinq cents lieues carrées : c'est la Sibérie; en partie conquise par une bande de Kozaks du temps d'Iwan, en partie découverte par un détachement de Kozaks égarés dans la péninsule du Kamtchatka. Ceux-ci y établirent un poste militaire, firent leur rapport au gouvernement, et le Kamtchatka fut considéré comme province russe.

La Russie a conquis le territoire, l'espace; mais la population, d'origine ouralienne, a conservé ses mœurs et son indépendance sauvages. Quelques milliers d'Européens se sont établis sur les grands chemins pour garder les postes militaires; les indigènes s'inquiètent aussi peu des marches des régiments russes à travers leur pays, que les poissons de l'Océan ne s'inquiètent du passage d'un vaisseau de ligne qui, pour un moment, vient troubler la surface de la mer. Les Tchouktchi, véritables Bédouins de ces déserts de glaces, échangent leurs produits avec les Russes, dont ils reçoivent de l'eau-de-vie et du tabac. La seule chose que ces populations savent de la Russie, c'est l'existence de l'empereur, d'un personnage mystérieux et terrible qui gouverne le Nord, et qui, d'après les armes de Russie, leur apparaît comme un être extraordinaire, ayant deux têtes, des griffes, des ailes, et portant un monde dans sa main; or, désireux qu'ils sont de vivre en paix avec toutes les divinités de la terre, ils donnent un petit tribut à cette divinité inconnue.

La population européenne, qui borde les chemins et

occupe les ports, est tout entière composée de criminels, de condamnés politiques et de prisonniers de guerre de différentes nations, Suédois, Prussiens, Français, que le gouvernement russe n'a pas voulu ou n'a pu échanger, et qu'il est quelquefois impossible de découvrir dans ces espaces immenses. Cette population étrangère est à moitié composée de Polonais. D'après des calculs faits sur les registres officiels, plus de 100,000 nobles polonais ont été déportés en Sibérie, depuis le commencement de la guerre entre Catherine et Stanislas-Auguste. La proscription frappe surtout la noblesse. On revenait rarement de cet exil; on était tellement convaincu qu'il était impossible d'en revenir, que ceux qui partaient pour la Sibérie avaient coutume, en faisant leurs adieux à leurs amis, de leur dire: « Puissions-nous ne jamais nous revoir! » Car, attendu qu'on ne pense pas qu'il y ait d'autre possibilité de revoir ses amis que de les retrouver eux-mêmes en Sibérie, on n'a pas de meilleur souhait à former que celui de ne plus les rencontrer.

Le général Kopec, fait prisonnier à Macielowice et déporté au Kamtchatka, raconte comment il fut mis dans une kibitka, espèce de voiture sans siége, qui ressemble à un coffre-fort, recouverte en cuir, doublée en fer-blanc, fermée de tous côtés, et où il n'existe qu'une petite ouverture par laquelle le prisonnier respire et reçoit sa nourriture.

S'étant trouvé extrêmement malade, il demanda à son officier la grâce de pouvoir se reposer pendant quelques jours. Celui-ci répondit qu'il avait l'ordre de le conduire à Irkoutsk sans s'arrêter; qu'il était libre de

mourir en chemin, mais que lui, officier, conduirait son corps jusqu'à Irkoutsk. Or, on en était éloigné à peu près de 500 lieues.

Les habitants des villages sont des condamnés colonisés. Presque tous ont les narines coupées ou portent des marques au front. Dans un relais de poste, une femme qui servit à manger à l'officier, avait un air distingué. L'officier ne put s'empêcher de lui demander qui elle était : « Autrefois épouse d'un colonel, lui répondit-elle, et maintenant femme d'un forgeron. » Elle ne voulut pas dire son nom ni la cause de ses malheurs.

Chez tous les Sibériens, dans cette population européenne qui est regardée comme appartenant à la Russie, le nom de *malheureux* a presque la même signification que celle d'habitant du pays. Ils disent par exemple : « Mon père a été malheureux, » pour dire : « Mon père a été un criminel, un condamné politique. » Si la Sibérie se détache jamais de la Russie, ce qui n'est pas impossible, la *nation malheureuse* serait son nom de peuple, son nom national.

L'abus que la République polonaise avait fait de la parole a été puni par un silence épouvantable. Le développement anormal des intelligences appelait un correctif également redoutable : l'exil sibérien.

La Sibérie, ce pays de terreur et de silence, est aussi une contrée où la vie des âmes est très-développée. La seule religion qui y soit connue est le chamanisme. Les chamans sont doués d'une organisation particulière. Parmi les enfants, on reconnaît les chamans futurs : ils sont tristes, ils fuient la société des hommes,

aiment à errer dans les steppes, et à vivre avec la nature, avec Dieu. Ces hommes y sont les seuls organes des inspirations d'en haut, les seuls dépositaires des connaissances religieuses ; ils représentent la vie morale parmi les Sibériens.

Les exilés en Sibérie sont aussi des espèces de chamans. Séquestrés de la société, enfermés dans leur passé, condamnés à creuser leur âme jusqu'au fond, leur vie est un long examen de conscience.

« La nuit, dit un Polonais, y est presque aussi longue que l'hiver ; elle est monotone et triste, mais grandiose, et quand elle est éclairée par l'aurore boréale, rien n'égale sa magnificence. Le ciel, bleu foncé ou presque noir, présente des masses d'astres et d'étoiles filantes, et paraît tout en feu. Mais ce feu n'échauffe pas, il n'éclaire pas ; la lumière de ces astres a quelque chose de mélancolique ; on les prendrait pour des regards d'esprits condamnés à regarder éternellement cette terre malheureuse.

« Et cependant les pâles rayons de ces astres allument quelquefois un incendie surnaturel, aussi vaste que l'espace de cet horizon sans limites. Comment décrire cette flamme blanche, bleuâtre, noirâtre, transparente, qui n'a rien de céleste, qui ressemble à un éclair et à une ombre, et dont on peut avoir une idée vague, en contemplant longtemps la voie lactée ? Du sein de ces lueurs surgissent de longues colonnes de feu ; elles se rencontrent comme les lances des guerriers sur un champ de bataille ; elles s'entrechoquent, mais elles ne se brisent pas ; elles sont impénétrables

et restent toujours entières comme des corps spirituels.

« La scène change : des formes nouvelles, terribles et majestueuses apparaissent de tous les côtés à l'horizon ; elles s'élancent vers le centre du ciel avec une rapidité inimaginable ; elles se mêlent en répandant des torrents de lumière, qui ressemblent tantôt à de la braise ardente, tantôt à des flots de sang.

« Est-ce un tournoi? est-ce une guerre des esprits? Personne n'a expliqué ni la nature ni la signification de l'aurore boréale. Les philosophes émettent des hypothèses; les Tongouses croient que la Sibérie est un champ clos où les esprits viennent vider leurs querelles. La nature aurait-elle ses visions? cette nature du Nord, malheureuse et endormie, fait-elle des rêves qui ressemblent à ceux d'un exilé?

« Au mois de janvier, après une nuit qui a commencé au mois de novembre, on attend le retour du soleil. Vous qui voyez cet astre tous les jours, vous vous inquiétez peu de son coucher et de son lever ; vous prononcez avec indifférence ces mots : *demain matin*; mais, si l'on vous disait qu'il n'y aura pas de demain matin, que vous ne verrez le matin qu'après une nuit de plusieurs mois, avec quelle impatience alors vous attendriez l'apparition du soleil ! »

La vie solitaire, la vie avec la nature, la vie avec soi-même a beaucoup agi sur l'âme des Polonais : le malheur, en brisant tous les liens qui les unissent à la force matérielle, et à la force intellectuelle de ce monde, les a fait se replier sur eux-mêmes, et les oblige à ne chercher la force qu'en eux-mêmes.

« Ils s'écoulaient lentement, ces jours de tristesse et de désespoir, dit Kopec dans ses *Mémoires*. Une fois, mon hôte accourut hors d'haleine, pâle et consterné. On vient de signaler un vaisseau, me dit-il. — Je lui répondis qu'il devait se réjouir d'une pareille apparition ; sur quoi mon hôte me fit observer qu'il était impossible de savoir si ce vaisseau était porteur de la joie ou de la terreur ; car il arrivait souvent que le commandant, ayant en vue des vengeances et des rapines, donnait au gouvernement d'Irkoutsk de faux avis de prétendus complots ; qu'alors un vaisseau lui apportait des ordres qui l'investissaient d'un pouvoir discrétionnaire ; il devenait ainsi maître des fortunes et des vies, pouvait ravager le pays et tuer impunément, puisqu'une plainte formée contre lui n'arrivait qu'en trois ans au chef-lieu du gouvernement. Les choses se passaient ainsi autrefois, mais de mon temps les communications par mer étaient devenues plus fréquentes ; on avait une fois par an des nouvelles d'Irkoutsk.

« Quelques jours après l'arrivée du vaisseau, je vis entrer dans ma chambre le commandant accompagné du capitaine, ce qui me remplit de terreur. Le commandant m'annonça que Sa Majesté Paul Ier me rendait la vie et la liberté. Longtemps je ne voulus pas ajouter foi à cette nouvelle. Agité de terreur et de doutes, je demandai la permission d'aller respirer l'air libre sur le rivage de l'Océan. On me laissa sortir seul ; il n'y avait réellement personne auprès de moi. Je crus alors à ma liberté... Après m'avoir félicité, on m'annonça que je partirais dans trois ans : le vaisseau porteur de la bonne

nouvelle ne devait me prendre qu'à son retour des îles d'Éleutsk, où il devait faire un séjour de trois ans. »

Kopec, sa grâce obtenue, avait pu être retrouvé. Plusieurs généraux et colonels, qu'on chercha longtemps pour les délivrer, ne purent l'être, par suite de l'ignorance complète où l'on fut de leur nom et du lieu de leur séjour.

Kopec a un profond sentiment de la nature, il a le don des larmes. On a comparé l'Italien Kopec à Silvio Pellico. C'est la même foi religieuse et la même résignation; mais chez Kopec elles n'excluent pas l'activité. Le Polonais accepte son malheur et s'y résigne, sans césser de lutter et d'espérer.

La Sibérie n'a pas été sans influence morale sur la vie politique. On peut dire qu'elle a rapproché toutes les classes des Polonais, qu'elle continue à effacer à jamais les divisions des partis. On y voit le grand seigneur, le gentilhomme, le paysan chasser ou travailler ensemble, obligés de vivre sous le même toit. L'orgueil, le sentiment de sa supériorité sur toute l'humanité, ce crime capital de la noblesse polonaise, a été particulièrement frappé dans les exilés. Le gentilhomme qui, d'après l'opinion de Rey, est l'idéal de la création, perd en Sibérie son nom ; il devient tout simplement un *numéro*. De retour de son long exil, le général Kopec, descendant d'une maison illustre, oubliait parfois son nom de famille.

Les douleurs de l'exil rapprochèrent de même la nation polonaise de la nation russe. Le malheur extrême était seul capable d'opérer ce miracle. Que pouvait-il,

y avoir de commun entre une noblesse indépendante, libre, fière de sa liberté, et une nation malheureuse, opprimée, et accoutumée à obéir depuis des siècles à un maître? Elles ont communié dans la souffrance; elles se sont unies dans le sentiment du besoin de la protection de la Providence. C'est en Sibérie que se forme, au sein de l'infortune, le premier lien d'une alliance aussi vaste que la race slave, puisqu'elle est tout entière malheureuse.

L'UNITÉ POLONAISE. — La Pologne, qui s'était constituée par l'union volontaire et libre de trois groupes nationaux, la Petite-Pologne, la Grande-Pologne et la Lithuanie avec ses annexes, devint l'objet de la convoitise de ses trois voisins les plus proches. Ils conçurent le projet de s'approprier chacun l'un des trois groupes et s'appliquèrent à en opérer le détachement de la République par une triple désunion religieuse, politique et sociale.

A la faveur de la grande liberté religieuse que la Pologne avait consacrée, ils trouvèrent un instrument, au sein même de la nation : l'Autriche dans les jésuites, la Prusse dans les protestants, la Russie dans les grecs schismatiques.

« Autrefois, la noblesse de Pologne et celle de Hongrie s'étaient mutuellement garanti leur liberté. Ces deux nations, quelquefois gouvernées par un même roi et toujours soigneuses de cultiver entre elles le bon voisinage, s'étaient par leurs traités donné réciproquement le droit de réclamer les secours l'une de l'autre contre tout ennemi étranger ou domestique qui aurait entrepris de renverser leurs lois. Le sceptre de la Hongrie était passé entre les mains des empereurs autrichiens. La maison d'Autriche voulut en inférer le prétendu droit de veiller en Pologne à l'exécution des lois. » (*Histoire de l'Anarchie de Pologne et du Démembrement de cette République*, par Rulhière, 1807, I, p. 155.) Et d'autre part, l'Autriche fit valoir contre la Pologne les soi-disant droits de la couronne de Hongrie sur la Russie-Rouge et sur la Podolie, ainsi que de la couronne de Bohême sur les duchés d'Oswiecin et de Zator. (*Les droits*

des trois puissances alliées sur plusieurs provinces de la République en Pologne, avec les réflexions d'un gentilhomme polonais [par Loyko], Londres, 1774, I.) Ce qui est aussi sensé que si le roi de France, parce qu'il joignait à son titre celui de Navarre, en eût argué des droits sur une portion de l'Espagne. La Pologne avait, par le traité de Wehlau, en 1657, reconnu l'indépendance de son ancien vassal, l'électeur de Brandebourg duc de Prusse, comme roi de Prusse. Et bientôt celui-ci réclama la Prusse polonaise : ce qui est aussi juste que si le prince de Piémont, duc de Savoie, se fût arrondi jusqu'au Rhône. Catherine II ayant solennellement déclaré, le 9 juin 1764, qu'en prenant le titre d'impératrice de *toutes les Russies* elle n'entendait s'arroger aucun droit soit pour elle-même, soit pour ses successeurs, soit pour son empire, sur les pays et les terres qui sous le nom de Russies appartiennent à la Pologne et au grand-duché de Lithuanie, la République reconnut le titre en question, avec les réserves exprimées, 5 septembre 1764. Et la Russie ne tarda pas à occuper, comme lui appartenant, la Russie-Blanche et la Russie Noire, etc. Ce qui est aussi légitime que si la reine de la Grande-Bretagne prétendait avoir droit sur la province française qui s'appelle la Bretagne.

Enfin les puissances excitèrent et exploitèrent les haines des classes en vue de provoquer la dissolution des éléments nationaux.

Les jésuites et l'affaire de Thorn. — « Les jésuites sont une épée dont la poignée est à Rome et la pointe partout. » Ces mots du général Foy, renouvelés de l'abbé Raynal, se retrouvent dans l'histoire de M. de Thou qui les relate dans un extrait d'une brochure polonaise du commencement du XVIIe siècle. On lit dans cette brochure : « Je regarde la faction jésuitique parmi nous comme une épée tranchante et aisée à manier, dont la lame est dans ce royaume et la poignée entre les mains de la cour de Rome qui en dispose à son gré... Le premier soin des jésuites est de s'insinuer dans les cours, car cette espèce d'éperviers ne s'envole jamais qu'elle n'ait auparavant bâti un nid, où ses œufs soient en sûreté. Leur nid assuré à la cour, ils envoient leurs émissaires à la chasse. Ils commencent par prendre ou élever dans les principales villes des séminaires, des colléges, des églises en grand nombre, afin d'y ramasser les moissons abondantes qu'ils se préparent. Souffrirons-nous ces attentats de la part de vautours qui viennent dans nos forêts faire lever

le gibier pour des chasseurs étrangers?... Par leurs colléges, ces moines adroits se rendent maîtres de notre jeunesse, l'espérance de notre postérité; ils en refondent les cerveaux; en un mot, il se prépare parmi nous un nouveau monde et un peuple tout jésuite... Je conclus hardiment que, si l'on veut rétablir les affaires et assurer la paix, l'unique moyen efficace et propre, c'est avant tout de faire sortir les jésuites du royaume, et de leur en fermer tellement les portes qu'ils ne puissent y rentrer à l'avenir. » Et l'auteur demande que les biens des jésuites soient employés aux écoles. (Voir *Jedyny sposob przywrocenia Polsce stalego pokoju jest wypedzic z niej Jezuitow*, opuscule publié en 1609 et dont une traduction latine parut en 1610, sous le titre : *Consilium datum amico de recuperandâ et in posterum stabiliendâ pace regni Poloniæ, in quo demonstratur pacem nec constitui, nec stabiliri posse quamdiù Jesuitæ in Poloniâ maneant*.

« Les nobles, dit l'historien de Thou, s'étant assemblés, agitèrent avec beaucoup de chaleur la question du bannissement des jésuites, et comme il y en avait plusieurs qui n'étaient pas si fort indisposés contre ces pères, on convint, après des débats longs et tumultueux, qu'on ne les chasserait pas tout à fait du royaume, mais qu'ils seraient resserrés dans leurs écoles et qu'il n'en resterait qu'un à la cour, en qualité de confesseur du roi. » (*Thuani* Hist., I, p. 138.) « Les troubles que les Jésuites ont causés depuis en Pologne, et particulièrement l'affaire de Thorn font voir que l'on ne prit pas alors le parti le plus sûr. » (Préface du *Discours aux grands de Pologne sur la nécessité de faire sortir les jésuites de ce royaume*, p. xxxiij, Amsterdam, 1726.)

Le 16 juillet 1724, à Thorn, les catholiques romains faisaient une procession solennelle dans le cimetière de l'église de Saint-Jacques. Il y avait hors du cimetière quelques enfants luthériens qui voyaient passer la procession. Un écolier des jésuites leur dit de se mettre à genoux, les maltraita de paroles et donna des soufflets à quelques-uns sur ce qu'ils ne le faisaient pas... D'où rixe entre les bourgeois protestants et les élèves des jésuites, emprisonnement de l'auteur du tumulte; puis, par représailles, arrestation d'un étudiant luthérien que les jésuites enferment dans leur collége irritation du peuple qui se porte au collége, le saccage et en enlève des images de la Vierge et des saints, que l'on brûle sur la place publique. Les autorités de la ville laissèrent faire. Les jésuites portèrent plainte à Varsovie le 20 juillet.

La cause devait être jugée par le Sénat de Thorn si on la considérait comme un trouble ordinaire, et par une cour royale si la ville elle-même était mise en cause. Après qu'une commission d'enquête eût été envoyée sur les lieux, la cour assessoriale de la couronne, composée de grands dignitaires de l'Etat auxquels le roi adjoignit quarante députés des provinces, procéda au jugement. L'avocat des jésuites débita le 31 octobre son plaidoyer, ou plutôt son réquisitoire, plein d'emphase et de fiel. Après s'être écrié à propos des clameurs du peuple de Thorn : « O bouche! ô langue! ô voix! non de païens, non d'hommes, non de bêtes! » et conclu que « ceux de Thorn ont l'âme possédée du diable; » après avoir rappelé que Louis XIV a fait jeter 16,000 bombes dans Gênes, seulement parce que l'insolente populace avait lancé de la boue sur ses armoiries qui ne représentent qu'une majesté terrestre, il demandait aux juges, qu'il compare à de puissants Atlas, les plus cruels châtiments contre « cette Babylone tumultueuse, cette seconde Londres. »

Le tribunal condamna à la décapitation le président de la ville Rösner et le vice-président Zernecke, si un ou deux jésuites et six témoins séculiers juraient qu'ils avaient excité le tumulte au lieu de l'apaiser. La loi permettait alors que souvent le serment tînt lieu de preuve. Les charges ayant paru suffisantes contre plusieurs bourgeois, cinq furent condamnés à mort et quatre à la décapitation, après avoir eu le poing coupé, et au brûlement de leur corps; enfin une quarantaine d'autres à la prison et à des amendes. Les jésuites recevaient de leur côté une indemnité et les catholiques de Thorn divers avantages. Une commission exécutive arriva à Thorn le 2 décembre, précédée de la force armée. On demanda aux jésuites s'ils étaient prêts à faire le serment qui rendait l'arrêt exécutoire. Leur recteur Wolenski répondit *religiosum non sitire sanguinem*, qu'un religieux comme lui n'était pas altéré de sang, et, sur un signe qu'il fit, deux prêtres de l'Ordre jurèrent ce qui était nécessaire pour que le sang coulât. Le roi Auguste II, n'ayant point usé du droit de grâce, sauf envers Zernecke, et la diète ayant décidé que l'arrêt serait exécuté sans délai, les condamnés furent suppliciés le 7 décembre. Rösner, pressé de sauver sa vie en se faisant catholique, répondit jusqu'au dernier moment : « Contentez-vous de ma tête. » Aucun des accusés laissés libres, selon l'usage, durant tout le procès n'avait essayé de mettre par la fuite ses jours en sûreté. (*Thorn affligée*, par Jablonski, Amsterdam, 1726. — *Sprawa*

Torunska dans l'ouvrage *Opowiadania i Studja historyczne*, Posen, 1863, II, p. 137.)

Le jugement fut excessif, c'est-à-dire édictant une peine hors de proportion avec le délit. Toutefois, il faut noter que les gens de Thorn furent condamnés non en qualité de protestants, mais pour violences envers la minorité catholique. Le libre exercice du culte évangélique, que dès 1558 leur avait accordé Sigismond-Auguste, ne fut point retiré aux habitants de Thorn, mais gêné; et ils furent humiliés au temporel. Les catholiques, quoique peu nombreux, furent admis au partage égal des fonctions municipales; la moitié des soldats de la ville et tous les officiers devaient toujours être catholiques. L'imprimerie de Thorn fut placée sous la censure épiscopale; et l'on adjugea aux catholiques l'église Sainte-Marie avec le collége des protestants condamnés à reporter leur académie hors les murs.

Les jésuites, heureux de reprendre leur revanche d'échecs qu'ils avaient plus d'une fois éprouvés dans leur propagande et notamment en 1606 qu'ils avaient été honteusement chassés de Thorn, en même temps que de Dantzick, entonnèrent un chant de triomphe. Et le lendemain du supplice, lors de la prise de possession de l'église Sainte-Marie, le R. P. Wieruszewski commença son sermon par ces odieuses paroles : « Les blessures faites aux images des saints sont guéries depuis que les mains qui les avaient faites ont été abattues par la hache! » Quant à la République, elle se préoccupait moins du côté religieux que du côté politique de la question. L'insulte à la Vierge qui avait été reconnue reine de Pologne, de même que le Christ avait été reconnu roi par la république de Florence, avait blessé les Polonais comme un outrage au drapeau de la nation. Les Polonais se rappelaient avec reconnaissance que Thorn avait autrefois la première levé l'étendard contre l'Ordre Teutonique et demandé son annexion à la République. Mais lors de la guerre des Suédois, ils avaient été irrités des sympathies et de l'appui qu'avaient trouvés les envahisseurs chez les protestants de la contrée, Charles-Gustave en 1655, et Charles XII en 1703. Et, dans le procès de 1724, l'intervention des puissances étrangères nuisit aux accusés en froissant la susceptibilité nationale. Est-ce que les puissances avaient osé menacer Louis XIV pour sa révocation de l'édit de Nantes et pour l'expulsion qu'il fit de milliers de familles protestantes? Or, pour l'affaire de Thorn, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume I[er], ameuta contre

la Pologne les puissances protestantes, l'Angleterre, la Suède et le Danemark; et, par sa lettre du 9 janvier 1725, il pressait l'empereur de Russie de « faire cause commune avec lui et lesdites puissances pour engager le roi et la république de Pologne à rétablir la ville de Thorn dans son premier état tant par rapport au spirituel et au temporel, que par rapport aux autres droits, priviléges et prérogatives qui en dépendent, conformément à la teneur de la paix d'Oliva, comme aussi pour faire redresser ce qui a été entrepris au contraire et restituer aux non-conformistes ce qu'on leur a enlevé. » Il lui promettait en retour « de rendre service aux églises grecques de Pologne. »

Sous l'influence d'une longue et persévérante action jésuitique, la Pologne avait fait une faute; mais qui, en Europe, avait le droit de lui jeter la première pierre? Le tzar avait en 1705 massacré de sa main les Basiliens de Polotsk (*Dwa swiatla na horyzoncie Polockim*, c'est-à-dire *Deux luminaires sur l'horizon de Polotsk*, par Stebelski. Vilna, 1780). Et les Anglais avaient, par un *bill*, défendu à tout prêtre catholique l'exercice de son culte sous peine d'emprisonnement perpétuel. Et l'archevêque de Saltzbourg avait expulsé trente mille protestants de son diocèse. En France même et précisément en cette année 1724, le 14 mai, avait paru une ordonnance de Louis XV qui, entre autres, portait peine de bannissement avec confiscation de biens contre ceux de la religion prétendue réformée qui durant leur maladie auraient refusé le ministère des curés et persisté dans leur hérésie. Il ne fut pas plus juste de rendre la nation polonaise responsable de l'affaire de Thorn qu'il ne l'eût été de démembrer la nation française, en punition de l'arrêt du parlement de Paris qui, le 4 juin 1766, condamna le chevalier de la Barre à avoir la langue coupée, la tête tranchée, le corps brûlé, et les cendres jetées au vent, pour avoir blasphémé, dit-on, et ne s'être point découvert sur le passage d'une procession.

Les voisins ennemis ne cherchaient que des prétextes de s'immiscer dans les affaires de Pologne. Les troubles et le procès de Thorn furent suscités par les jésuites, en haine des protestants et exploités par l'étranger en haine de la nationalité polonaise.

STANISLAS Ier LESZCZYNSKI ET AUGUSTE III. — Lorsque son protecteur Charles XII fut mort, Stanislas quitta la principauté de Deux-Ponts pour se réfugier en Alsace (janv. 1720). Le régent

répondit aux réclamations d'Auguste II : que la France avait toujours été l'asile des rois malheureux. En 1725, Louis XV épousa Marie Leszczynska, fille de Stanislas. Le trône de Pologne étant devenu vacant par la mort d'Auguste II, les Polonais pensèrent à Stanislas, partie pour ses origines de famille, partie pour ses qualités personnelles et aussi à cause de son alliance avec la maison royale de France.

Stanislas descendait de Wenceslas Leszczynski, qui défendit avec zèle Jean Huss au concile de Constance (*Hist. rel. des peuples slaves*, par V. Krasinski, déjà cité, p. 126). Le père de son trisaïeul fut le grand orateur et fervent protestant Raphaël Leszczynski qui, à la diète de Piotrkow, rappela à Sigismond-Auguste qu'en Pologne le roi n'est que le premier citoyen de la république. (*Stan. Orichovi Annal.* lib. V, p. 1539). Son père fut cet autre Raphaël Leszczynski, palatin de Poznanie, qui s'écria dans la diète, lorsque Jean III Sobieski voulait faire désigner son fils Jacques pour son successeur, afin de prévenir les troubles de l'interrègne : *Malo periculosam libertatem quam quietum servitium*, j'aime mieux les agitations de la liberté que le repos de la servitude (Andr. Chris. Zaluski II, p. 333).

Durant le nouvel interrègne, Stanislas fit paraître un livre qu'il dédia à sa patrie bien-aimée et qui fut en quelque sorte son programme de candidature à la royauté : *Glos wolny wolnosc ubespieczaiacy*, 1733 (la Voix libre du citoyen), et dont une traduction libre, sous le titre : *Observ. sur le gouvern. de Pologne*, 1759, fut aussi insérée dans les œuvres du *Philosophe-Bienfaisant*, 1763. Il y exposa comment il entendait la réforme des abus du gouvernement de son pays. On y lisait : « Nous croyons que nos voisins, par leur propre jalousie, s'intéressent à notre conservation ! vain préjugé qui nous trompe ; ridicule entêtement qui autrefois a fait perdre la liberté aux Hongrois et aux Bohêmes, et qui nous l'enlèvera sûrement, si, nous appuyant sur une espérance aussi frivole, nous continuons à demeurer désarmés. »

Stanislas fut le candidat officiel de la France, tandis que l'électeur de Saxe, fils du feu roi, était celui de l'Autriche et de la Russie. Les puissances voisines craignaient de voir sur le trône de Pologne un roi patriote et honnête homme, allié de la France en même temps que de la Suède et de la Turquie et qui, en fortifiant sa nation, empêchât les armées russes et autrichiennes de se donner la main. La diète de convocation fut réunie le 27 avril 1733;

elle se confédéra et, de même que lors du précédent interrègne on avait pris l'engagement de ne nommer qu'un étranger, cette fois on jura de n'élire qu'un Polonais. Une armée russe entra en Lithuanie, et l'Autriche rapprocha des frontières de Pologne son armée de Silésie. La diète générale fut fixée au 25 août, jour de la Saint-Louis. Le marquis de Monti, ambassadeur de France, fit connaître (4 sept.) que, si Stanislas était élu, le roi son maître emploierait pour le maintenir sur le trône toutes les forces que Dieu lui avait confiées; il promit que la France appuierait la Pologne par une division et paierait les troupes de la République.

Stanislas était arrivé de France en Pologne, par l'Allemagne, déguisé en marchand. Il fut proclamé roi, dans le champ électoral de Wola, le 12 sept. par le primat Théodore Potocki, et l'on chanta *Te Deum*, puis Stanislas jura d'observer les *Pacta conventa*. A cette nouvelle, le général Lascy fit avancer l'armée russe sur la Vistule. La faiblesse militaire de la Pologne était telle que le 25 sept. Stanislas se retira à Dantzick, où le suivirent la plupart des grands du royaume et des ministres étrangers, et où il fit apporter de Cracovie la couronne et les autres insignes de la royauté. (Voy. *Hist. des rois de Pologne et des révolutions de ce royaume*, par Massnet, Amsterdam, 1734, IV et V.) Le 5 octobre, les Russes firent procéder à un simulacre d'élection, près de Praga, dans une auberge sur la route, au milieu des bois, par un petit nombre de gentilshommes dont quelques-uns y furent conduits enchaînés. (*Rulhière*, I, p. 156). L'électeur de Saxe fut ainsi proclamé par l'évêque de Posnanie, aux salves du canon russe, sous le nom d'Auguste III. L'évêque de Cracovie, malgré la reconnaissance de Stanislas par le Pape, couronna Auguste III à Cracovie (17 janv. 1734); les sénateurs et les nonces qui étaient auprès du roi à Dantzick protestèrent.

Dantzick, qui était resté constamment fidèle à la République de Pologne pendant les guerres suédoises, se montra dévouée à Stanislas. Les autorités de la ville, ayant écrit au roi de France, le 18 novembre 1733, en recevaient la réponse suivante : « Plusieurs puissances donnent déjà des marques de l'intérêt qu'elles prennent à votre conservation; mais aucune ne pourra porter les témoignages si loin que nous désirons le faire, puisque nous regardons vos intérêts comme les nôtres propres et que nous nous proposons de ne rien négliger de ce qui peut dépendre de notre puissance et bienveillance. » (Versailles, 15 déc. 1733.) Le siége

dura de longs mois; mais la France fit peu. « L'empereur d'Allemagne, uni avec la Russie, était sûr du succès... Le cardinal de Fleury, qui ménageait l'Angleterre, ne voulut ni avoir la honte d'abandonner entièrement le roi Stanislas, ni hasarder de grandes forces pour le secourir. Il fit partir une escadre avec 1,500 hommes, commandés par un brigadier. Cet officier jugea, quand il fut près de Dantzick, qu'il sacrifierait sans fruit ses soldats; et il alla relâcher en Danemark. Le comte de Plélo, ambassadeur de France à Copenhague, vit avec indignation cette retraite, qui lui paraissait humiliante. C'était un jeune homme de sentiments héroïques dignes d'une meilleure fortune. Il résolut de soutenir Dantzick contre une armée avec cette petite troupe ou d'y périr... Il arriva à la rade de Dantzick, débarqua et attaqua l'armée russe; il y périt. Dantzick fut pris (9 juillet 1734); l'ambassadeur de France auprès de la Pologne qui était dans cette place fut prisonnier de guerre, malgré les priviléges de son caractère. Le roi Stanislas vit sa tête mise à prix par le général des Russes, le comte de Munnich, dans la ville de Dantzick, dans un pays libre, dans sa propre patrie, au milieu de la nation qui l'avait élu selon toutes les lois. » (*Précis du siècle de Louis XV*, par Voltaire, ch. IV.) Les trois régiments français faits prisonniers furent, malgré la capitulation, conduits à Cronstadt, et le primat Potocki fut emmené en captivité. Stanislas, aidé de l'ambassadeur de France, était sorti de la ville sous les habits d'un paysan, 27 juin 1734. Il a raconté lui-même, dans une lettre à sa fille, comment et au milieu de quels dangers il était parvenu à passer la Vistule et à gagner le territoire de Prusse.

La France avait, dès le 10 oct. 1733, déclaré la guerre à l'empereur Charles VI, en l'accusant de connivence avec les Russes et le rendant responsable de leur intervention en Pologne; et elle avait près de trois cent mille hommes, sans compter les troupes de l'Espagne et de la Sardaigne, ses alliées. D'un côté les Franco-Sardes occupèrent la Lombardie et les Espagnols le Napolitain; et de l'autre les Français prirent la Lorraine, Kehl et Philipsbourg. Durant cette guerre, la Suède resta dans l'inaction et la Turquie, affaiblie par sa lutte contre les Persans, ne put rien. Pour obtenir la neutralité de l'Angleterre et de la Hollande, la France promit de ne pas attaquer les Pays-Bas autrichiens. Toutefois la malveillance britannique perça. « Il est sûr que l'Angleterre, sous prétexte de maintenir la liberté du commerce de la mer Baltique,

ne laissa passer que quelques vaisseaux de la flotte qui était à Brest prête à faire voile pour Dantzick. » (*Hist. de Stanislas Ier, roi de Pologne*, etc., par M. D. C. [de Chévrier], Londres, 1741, II, p. 120). Après une nouvelle campagne heureuse en 1735, la France arrêta avec l'empereur des préliminaires de paix auxquels accédèrent les autres puissances. Le traité définitif fut signé à Vienne le 8 novembre 1738. La pragmatique-sanction de Charles VI, c'est-à-dire le règlement de sa succession au profit de sa fille Marie-Thérèse, fut garantie ; Auguste III était reconnu roi légitime de Pologne; Stanislas abdiquerait, en gardant le titre de roi de Pologne et recevant les duchés de Lorraine et de Bar, qui à sa mort passeraient à la couronne de France ; le duc de Lorraine était appelé à gouverner le grand-duché de Toscane après le dernier des Médicis ; les Bourbons d'Espagne montaient sur le trône des Deux-Siciles; l'Autriche recevait Parme et Plaisance et reprenait le Milanais, moins le Novarais et le Tortonais, cédés au roi de Sardaigne. (*Abrégé de l'hist. des traités de paix*, par Koch, 1796, II, p. 31). Ce traité a été jugé ainsi par les Polonais : « Les puissances maritimes et la France obtinrent de l'Autriche et de la Russie quelques phrases diplomatiques en faveur de la Pologne, sur son indépendance, sur ses droits incontestables ; et la Russie et l'Autriche gardèrent sur le trône de Pologne le prince dévoué à leurs intérêts, pour continuer à anéantir et cette indépendance et ces droits. » (*Essai historique et politique* de P. Maleszewski. Paris, 1832, p. 109.

Stanislas, retiré à Kœnigsberg et appuyé par la France, avait suscité des confédérations en Pologne. Il y faisait répandre le bruit : que la Pologne était le premier objet que se proposait la France, dont l'honneur était engagé. (Voy. sa *Lettre d'un seigneur polonais*, 10 sept. 1735.) Les confédérations se multiplièrent, mais n'aboutirent qu'à harceler les Russes et à les empêcher, au grand profit de la France, de joindre leurs armées aux Autrichiens (*Mém. de Pol.* par Amand de la Chapelle, Amsterdam, 1739). Les préliminaires de paix du 3 oct. 1735 découragèrent les confédérés. Stanislas abdiqua le 28 janvier 1736; et le 23 juin suivant se tint la diète de pacification, qui confirma la décision des puissances européennes relativement à la Pologne. Les vainqueurs et les vaincus s'étaient arrangés au détriment des peuples, et la Pologne, pour qui l'on avait dit combattre, était abandonnée aux embûches de la Russie.

Stanislas fit, en Lorraine, une foule de fondations de charité et d'éducation qui lui méritèrent le surnom de *Philosophe bienfaisant*. Il importa sur la terre de France les principes de tolérance et de justice des Polonais envers les juifs. (Voy. *Appel à la justice des nations et des rois*, par Michel Berr, Strasbourg, 1801, p. 13.) Il mourut à Lunéville, le 23 février 1766, à l'âge de 89 ans, le feu ayant pris à ses vêtements. Son corps repose à Nancy, à l'église de Bon-Secours.

Auguste III fut le plus nul des princes, et son ministre le comte de Brühl n'était qu'un courtisan corrompu et léger. Le gouvernement des Saxons en Pologne a été caractérisé ainsi : « La maison de Saxe a donné aux Polonais des vices qui perdent les nations. Sous ces deux malheureux règnes, qui ont vu se former une nouvelle génération, toutes les récompenses de a République ont été le prix des bassesses qu'on faisait à la cour. Tous les honneurs ont été vendus par le comte de Brühl au plus offrant. » (*Destin politique de la Pologne*, 1778, p. 39.) Le prince Charles de Saxe, élu duc de Courlande, depuis près de cinq ans avec l'agrément de la tsarine Elisabeth, et possesseur paisible de ce petit État, fut chassé par les troupes de Catherine II du vivant même du roi de Pologne son père Auguste III, de même que le comte Maurice de Saxe, élu très-légitimement duc de Courlande avait été abandonné par son propre père Auguste II, aussitôt que la veuve de Pierre Ier, Catherine Ire, eut notifié sa volonté. (*Lettres hist. sur l'état actuel de la Pologne et sur l'origine de ses malheurs*, Amsterdam, 1772, p. 212, 237.) Bien que Catherine II ait avoué qu'Auguste III ne faisait rien et par conséquent lui nuisait peu, « puisqu'il était indolent et que son premier ministre était inconstant, prodigue et occupé de basses intrigues, » elle n'en chercha pas moins à renverser la maison de Saxe. Le roi se sauva à Dresde et y mourut, 5 oct. 1763.

Meurtres de Pierre III et d'Iwan VI. — Le règne de Catherine II débuta par deux crimes. Voici le premier : « Six jours s'étaient déjà passés depuis la révolution (par laquelle elle avait dérobé l'empire à son époux). Pierre était gardé à six lieues de Pétersbourg. Un des Orloff, surnommé le Balafré, et un nommé Téploff, parvenu des plus bas emplois par un art singulier de perdre ses rivaux, furent ensemble vers ce malheureux prince : ils lui annoncèrent qu'ils étaient venus pour dîner avec lui ; et selon l'usage des Russes, on apporta avant le repas des verres d'eau-de-

vie. Celui que but l'empereur était un verre de poison.... Déjà ses entrailles brûlaient : ils mirent de la violence à lui en faire prendre un second. Pour étouffer ses cris, ils le saisirent à la gorge et le renversèrent.... Deux officiers chargés de sa garde se tenaient en dehors à la porte de la prison : c'était le plus jeune des princes Baratynski et un nommé Potemkin, âgé de dix-sept ans ; ils avaient montré tant de zèle dans la conjuration, que, malgré leur extrême jeunesse, on les avait chargés de cette garde : ils accoururent, et trois de ces meurtriers lui ayant noué et serré une serviette autour du cou, tandis qu'Orloff, de ses deux genoux, lui pressait la poitrine, et le tenait étouffé, ils achevèrent ainsi de l'étrangler et il demeura sans vie entre leurs mains. Le jour même que cet événement se passa, l'impératrice commençant son dîner avec beaucoup de gaieté, on vit entrer ce même Orloff échevelé, couvert de sueur et de poussière..... Elle se leva en silence, passa dans un cabinet où il la suivit.... Elle rentra avec le même visage et continua son dîner avec la même gaieté. Le lendemain, quand on eût répandu que Pierre était mort d'une colique hémorrhoïdale, elle parut baignée de pleurs et publia sa douleur par un édit. Le corps fut rapporté à Pétersbourg afin d'y être exposé. Le visage était noir et le cou déchiré. On le laissa trois jours exposé à tout le peuple, sous les seuls ornements d'un officier holsteinais. » (*Histoire ou anecdotes sur la révolution de Russie en l'année* 1762, par Cl. Rulhière, écrit en 1668, impr. Paris, 1797.) « La cour de Suède est la seule qui ait eu la générosité de prendre le deuil pour la mort de ce malheureux empereur. » (Lettre de Rulhière à la comtesse d'Egmont, 1773.) — L'archevêque de Novogorod, Dimitri Tetchénoff, dans la cérémonie de la prestation de serment devant le saint synode, adressa des actions de grâces à Catherine pour la déchéance et la mort de son époux. Tous ceux qui possédaient le portrait de Pierre III durent le remettre à la chancellerie du ministère de la police. (*Vicissitudes de l'Egl. cath. en Pologne et en Russie*, par Theiner. Paris, 1843, I, p. 85.) Catherine prit successivement pour amants plusieurs des meurtriers de son mari. Elle donna l'un de ces meurtriers, Téploff, comme précepteur à son fils, le grand-duc Paul.

Voici le second crime, plus odieux encore, s'il est possible, que le premier : « Le malheureux Iwan, qui à l'âge de quelques mois avait été proclamé empereur, puis, détrôné et jeté dans une forteresse, fut victime de la terreur qu'avait Catherine de le voir pris

pour chef par les mécontents. Un lieutenant du régiment d'infanterie de Smolensk, Basile Mirowicz, né en Ukraine et petit-fils d'un compagnon de Mazeppa, tenta ou feignit de tenter de délivrer Iwan. Les geôliers du prince avaient l'ordre impérial de le tuer plutôt que de le laisser échapper. Ils le mirent donc à mort dans la nuit du 15 au 16 juillet 1764 (n. st.). Il n'avait pas encore vingt-quatre ans. « Ce crime de Catherine, a dit M. de Lamartine, était plus impardonnable que le meurtre de son mari, car il n'avait pas la haine pour explication et la vengeance pour excuse. Ce n'était qu'une prudence sanguinaire, comparable à ces meurtres des frères des sultans dans le sérail de Constantinople, pour qui vivre était un crime. » (*Hist. de Russie*, 1854, I, p. 352.)

Le despotisme de Russie et l'anarchie de Pologne. — Tel était le premier titre que Rulhière avait adopté pour son histoire ; et ce titre était juste : en effet, si l'anarchie de Pologne se produisit comme une maladie du corps de la nation, l'étranger l'envenima, l'aggrava et la rendit mortelle. Pour se faire une idée de l'anarchie de Pologne, qu'on se figure ce que fût devenue la France si après 1814 et 1815 les étrangers, à la suite desquels sont rentrés les Bourbons, y étaient restés cinquante ans, au lieu de trois, en empêchant tout gouvernement régulier, dictant des lois et fomentant des partis. « Les désordres qui régnaient en Pologne et la continuation de ces désordres eurent d'autres causes que les vices de ses habitants.... L'intronisation de la Russie dans les affaires de Pologne et le despotisme altier et barbare que cette couronne y exerça à main armée occasionnèrent nombre de ses maux ... Le peuple ne fut point participant à la pluralité des erreurs qui excitèrent les désordres, la noblesse même en corps ne les adopta point dans les dernières époques, la nation polonaise ne fut point responsable des fautes que son gouvernement commit, puisqu'elle n'était point maîtresse de ses élections ni de sa volonté.... La longue résistance des Polonais fut une espèce de prodige.» (*Défense de la Pologne*, par G. de Despots de Zenowicz, Paris, 1812, p. 8, 12, 68, 69.)

On parle toujours de l'anarchie de Pologne, du trouble des élections royales et du tumulte des diètes. Mais on ferme les yeux sur le mode sanglant de transmission du pouvoir en Russie, où l'on compte presque autant d'assassinats et de révolutions de palais que de changements de règne ; mais on s'obstine à ne dire mot

de l'épouvantable régime qui soumet des millions d'âmes aux caprices les plus stupides d'un seul. Comment ne pas rougir au récit de faits tels que ceux-ci : « Chacun sait que durant le règne de Pierre Ier, ce tyran avait coutume de punir les nobles dont il était mécontent, par un rescrit impérial qui leur ordonnait d'être fous: A partir de ce moment, la malheureuse victime, bien que douée d'intelligence, devenait le point de mire des sarcasmes de toute la cour. L'impératrice Anne mit le comble à cette abominable cruauté. Un jour, pour punir certain prince G... d'une faute légère, elle décréta qu'il deviendrait poule. En conséquence, elle ordonna qu'une grande corbeille en forme de nid, bourrée de paille et garnie d'œufs, fût placée en évidence dans une des pièces principales de son palais. Le prince fut condamné, sous peine de mort, à s'asseoir sur ce nid et à se rendre ridicule au plus haut degré en imitant le gloussement d'une poule qui pond. » (Note de mistress W. Bradfort, amie de la princesse Daschkoff, et éditeur de ses mémoires. Elle rapporte ces anecdotes pour les avoir recueillies de la bouche de la princesse; voy. ch. VII desdits mémoires.) Le comte de Ségur a relaté qu'un jour un banquier de la cour, nationalisé russe, Suderland, reçut la visite du maître de police Reliew, qui lui annonça qu'il était chargé par l'impératrice Catherine II de l'empailler et qu'il lui donnait un quart d'heure pour mettre ordre à ses affaires. Le banquier obtint qu'un mot fût porté au comte Bruce, qui en référa à l'impératrice. Or il se trouva que le commandement de Catherine concernait un chien qu'elle avait appelé Suderland. (*Mémoires*, II, p. 250.) Le banquier l'avait échappé belle. Pauvre pays, où de telles méprises sont possibles

Depuis Pierre Ier, les Russes dominaient en Pologne sous les beaux noms d'alliés et de protecteurs : la République était ruinée et le roi ne régnait que par la grâce tzarienne. La cour de Pétersbourg croyait si bien pouvoir tout se permettre envers la Pologne, que Pierre II osa demander en 1729, une indemnité à la République pour la guerre que Pierre Ier avait faite aux Suédois attaqués par lui contre la foi des traités et combattus au détriment de la Pologne ravagée. (*Abrégé chron. de l'hist. du Nord*, par Lacombe. Amsterdam, 1743, I, p. 562.) Pour continuer la politique dévastatrice de Pierre Ier, la tzarine Anne imposa aux Polonais un roi à sa dévotion et elle se lia avec l'Autriche. L'empereur Charles VI, ayant réclamé son assistance contre les Français, un corps de dix mille Russes passa par la Pologne et l'Allemagne pour s'avancer

jusque sur le Rhin, 1735. (*Mém.* de Manstein, I, p. 190.) L'alliance de 1746 entre Marie-Thérèse et Elisabeth fit mettre en mouvement un corps de troupes auxiliaires qui, allant par échelon, ne laissa jamais la Pologne sans soldats étrangers pendant les trois années suivantes. Les 37,000 hommes de Repnin traversèrent la Pologne, la Moravie, la Bohême pour marcher sur le Rhin. (Koch. II, p. 74.) C'était un des traits de la reconnaissance d'Auguste III envers ceux qui l'avaient fait roi, que d'engager la République à tolérer cette occupation déguisée sous le nom de passage. On fut près, en 1745, de voir éclater une confédération patriotique, dont le but était d'empêcher les soldats étrangers de résider continuellement en Pologne et de s'y mêler de toutes les affaires publiques et même particulières. Alors parut à Varsovie, au nom de la tzarine Elisabeth, une déclaration où on lisait : « S. M. I. est trop intéressée dans tout ce qui concerne la sûreté de S. M. le roi, comme aussi le repos, le bien et la liberté de la République, pour pouvoir regarder avec indifférence qu'il y fût effectivement porté quelque altération ou atteinte : aussi S. M. I., pour donner une nouvelle marque de ses sentiments pacifiques et de l'amitié sincère qu'elle a pour S. M. le roi et la République, a enjoint à ses ministres plénipotentiaires qui résident ici de déclarer par la présente à S. M. le roi et la République, et d'assurer de la manière la plus formelle qu'elle ne souffrira jamais la moindre confédération, trouble ou innovation contre la personne sacrée de S. M. le roi, ou contre la République, de même que contre sa liberté et ses droits, de qui, par qui et sous quelque prétexte qu'ils puissent être suscités et que, bien au contraire, ladite M. I., pour y obvier de toutes ses forces, ne manquera pas de prendre en conséquence les mesures convenables. » Le système des Moskowites authentiquement déclaré était donc de se mêler dans toutes les affaires intérieures de Pologne, en se rendant garants continuels des droits du roi d'une part et de la liberté publique de l'autre. C'est une prétention bien étrange et jusqu'à présent inouïe dans le droit public de l'Europe que celle des Moskowites : qu'il leur appartient, chez les nations voisines et alliées, de prescrire aux partis le juste-milieu qu'ils doivent observer et d'appuyer par la force des armes l'espèce de jugement arbitral qu'ils se croient en droit de prononcer. (*Lettres hist.* déjà citées, p. 226-233.)

La Russie saisissait toutes les occasions de fouler et refouler le sol polonais. C'est à cela que lui servaient en premier lieu ses guer-

res contre les Turcs. Après avoir traversé la Pologne pour secourir l'Autriche, les Russes la traversèrent pour combattre la Prusse : leurs armées parcouraient en tous sens le territoire de la République, se faisant donner des chariots de transport, des vivres, des fourrages, y établissant des cantonnements et des magasins et leurs généraux y commandant en maîtres. Comme, durant la guerre de Sept-Ans, la Russie était alliée de la maison de Bourbon en même temps que de la maison d'Autriche, il arriva à la Pologne ce malheur qu'un pareil asservissement militaire fut tacitement toléré par la France. En 1761, une confédération essaya de se former pour faire cesser l'occupation étrangère; mais le prince Wolkonski fut envoyé avec 12,000 Russes pour dissiper les assemblées de la noblesse. (*Id.*, p. 235.)

Le traité d'alliance du 8 juin 1762 entre Frédéric II et Pierre III contenait un troisième article secret, portant que : « Si qui que ce soit voulait entreprendre de dépouiller la République de Pologne de son droit de libre élection, ou d'en faire un royaume héréditaire, ou de s'ériger soi-même en souverain, LL. MM. de Russie et de Prusse ne le permettront pas; mais s'uniront pour faire tomber le choix sur un Piast, après la mort du roi actuel et se concerteront sur le choix du candidat le plus convenable. »

L'année suivante, Catherine II, dans ses instructions secrètes à ses ambassadeurs à Varsovie, comte Keyserling et prince Repnin, 26 oct. (6 nov.) 1763, disait : « Nous devons porter toute notre attention à ce que la forme actuelle du gouvernement polonais soit maintenue intégralement, qu'on ne change point la loi de l'unanimité dans les diètes, que la force armée ne soit pas augmentée; en cela repose la base principale des profits de notre empire c'est par là que nous influerons directement sur la politique européenne. » Elle annonçait sa résolution d'élever au trône de Pologne le comte Poniatowski, panetier de Lithuanie, comptant que par reconnaissance il envisagerait l'intérêt de l'empire russe comme le sien propre. Elle recommandait de s'entendre avec ses oncles les princes Czartoryski et leurs partisans, dévoués à la Russie; d'avoir dans les diétines des émissaires actifs et munis d'argent, pour que les nonces élus fussent dans ses intérêts à elle; et à cet effet elle joignait la liste que le comte Ladislas Gurowski avait fournie pour chaque palatinat au comte Panin. Elle envoyait vingt blancs-seings à ses ambassadeurs et ne bornait point le chiffre des sommes qu'ils auraient à répandre. Elle tenait à ce que la République

demandât sa garantie et insistait pour qu'un personnage considérable lui fût envoyé afin de solliciter formellement sa protection et la prier de ne permettre à personne autre que la Russie d'intervenir dans l'élection du roi. Elle terminait en disant que, si quelqu'un osait s'opposer à l'élection de son candidat, alors, sans aucune déclaration préalable, elle ordonnerait à ses troupes d'envahir en même temps sur tous les points le territoire polonais, de regarder ses adversaires comme rebelles, perturbateurs et de détruire par le fer et le feu leurs biens et leurs propriétés, ajoutant qu'en ce cas elle ne déposerait pas les armes que toute la Livonie polonaise ne fût détachée et incorporée dans son empire; que d'ailleurs son candidat pouvait être assuré, qu'aussitôt qu'il serait sous sa tutelle et protection personne ne réussirait à lui arracher la couronne. (Archives de l'ambas. russe à Varsovie saisies en 1794.)

Par le traité du 31 mars (11 avril) 1764, Catherine et Frédéric II concertèrent leurs plans relativement à l'élection du roi en Pologne, et renouvelèrent l'article secret précité du traité avec Pierre III. (Martens, I, p. 229.) Appelés par les Czartoryski, 20,000 Russes se dirigèrent sur la capitale où la diète de convocation se réunit le 7 mai. Un manifeste signé de vingt-deux sénateurs et de quarante-cinq nonces protesta qu'elle ne pouvait être tenue en présence d'une armée étrangère. Adam Malachowski, vertueux vieillard de quatre-vingts ans, qui devait la présider, refusa de l'ouvrir et emporta le bâton de maréchal. Le nonce André Mokronowski s'écria: « Puisque les troupes russes sont dans le royaume et nous entourent, j'arrête l'activité de la diète. » Les Russes étaient rangés en bataille et les Czartoryski avaient rempli la salle et ses abords de leurs soldats domestiques. Les patriotes s'éloignèrent de Varsovie et la diète, qui persista à siéger, quoique légalement rompue, ne comptait que quatre-vingts membres au lieu de trois cents. Après avoir pris pour maréchal le prince Adam-Casimir Czartoryski, elle osa destituer le grand général Jean-Clément Branicki et le remplacer par le prince Auguste Czartoryski. L'armée russe fut employée à disperser les soldats de Branicki et obligea le prince Charles Radziwil, palatin de Vilna, à se réfugier en Turquie. Délivrés des opposants, les Czartoryski firent passer quelques réformes, entre autres l'établissement de quatre conseils dont l'autorité était substituée à celle des grands dignitaires réduits à n'en être que les présidents. Les membres devaient en être nommés par la diète et en l'absence

de la diète pa· le roi; et c'est ainsi que les pouvoirs de la République devaient être concentrés entre les mains du roi, créature de la Russie. Un des droits les plus anciens de la Pologne était que, dans le cas d'invasion de troupes étrangères, les généraux rassemblassent instantanément l'armée pour les repousser; or on leur en enlevait le pouvoir. « Le prince Adam Czartoryski m'a dit, écri-« vait le résident de France : « Esclavage pour esclavage, celui « des Russes est moins à craindre que celui du grand-général « (Branicki). » En tout j'ai remarqué que le ton de sa famille est « beaucoup plus fier depuis la marche des Russes. » (Hennin au ministre Praslin. Varsovie, 1er août 1764. Archives des affaires étrangères.) A la veille de la prise de Constantinople, les Grecs disaient de même : Plutôt les Turcs que les Latins!

Le comte Poniatowski, élu le 7 septembre 1764, se fait couronner à Varsovie le 25 novembre, jour de la fête de Catherine. Il portait les noms de Stanislas-Auguste, des deux rois que son père avait successivement servis. « La diète d'élection fut la moins nombreuse qui eût jamais été. De cette foule de 80,000 gentilshommes qui avaient toujours concouru à l'élection des autres rois, il n'y en avait pas 4,000 au champ électoral. Sept provinces n'y avaient pas même de députés. Ce beau spectacle que les seuls Polonais pouvaient encore dans notre siècle offrir à l'univers, cette élection du chef d'une nation libre ne paraissait en cette occasion, suivant l'expression des Polonais eux-mêmes, qu'une pompe funèbre sous laquelle on ensevelissait toutes leurs lois. » (Rulhière, II, p. 255.)

LES DISSIDENTS ET LEUR APPEL A L'ÉTRANGER. — La nation polonaise a montré plus de tolérance qu'aucune autre nation d'Europe. La douceur slave perçait au milieu des luttes civiles que terminait toujours une entière amnistie. Le terrorisme religieux qui désola l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la France même, ne put franchir les limites de la Pologne. Ce n'est qu'au déclin de la République, alors qu'elle était désorganisée par les intrigues de l'étranger, qu'éclatèrent les querelles des dissidents. Avant de les raconter, nous demanderons quel est le pays dont l'histoire montre un esprit de tolérance religieuse égal à celui des grands rois de la Pologne indépendante.

« Sigismond Ier, doté par le Saint-Siége du privilége de suspendre l'interdiction par le seul fait de sa présence, partout où il entrait, n'entendait pourtant pas s'ériger en persécuteur des consciences.

Son contemporain Henri VIII venait de lancer sa fameuse philippique contre Luther. Le célèbre professeur Eckius, en dédiant un de ses ouvrages au roi de Pologne, l'invitait à suivre cet exemple royal. Il nous reste la réponse de Sigismond à Eckius : « Autrefois l'ignorance enfantait des crimes ; maintenant ils pullu-« lent au grand jour de l'érudition. Que Henri écrive contre « Martin, toi et Krzycki vous pouvez lui adresser les éloges qu'il « mérite. Pour ma part, laissez-moi être roi des brebis et des « boucs. Je prie le Très-Haut qu'il daigne sanctifier l'amour des « lettres de Léon X par la piété de Léon Ier. Car autrement, s'il « arrive, au sein de la chrétienté, qu'on fasse passer corruption « pour mœurs, scandale pour édification, haine pour fraternité, « il viendra ce temps néfaste où les rois des peuples et le pasteur « du troupeau du Seigneur se présenteront au monde couverts de « sinistres cuirasses, et les autels du vrai Dieu s'abaisseront pour « servir au culte du blasphème contre la vertu et la foi. » — Etienne Batory, après sa glorieuse expédition de Moskowie, dans les instructions adressées à la nation rassemblée en diétines, soumet à leur délibération les affaires religieuses en ces termes : « Bien que Sa Majesté, y est-il dit, serait heureuse de voir, « autant qu'elle le souhaite ardemment, que tous les citoyens de « ses Etats professassent une seule et ancienne religion, et qu'ils « louassent uniformément le Dieu Tout-Puissant, cependant, « comme, dans ces derniers temps, par la permission de Dieu, les « hommes ont commencé à s'enflammer par un zèle exagéré en « matière de croyances, on a pris des mesures et porté des lois « pour que cette scission ne suscitât des troubles et ne nuisît point « à l'unité nationale. Or, pour compléter notre législation, il ne « manque que de régler la procédure par rapport à ceux qui « pourraient enfreindre ces lois et persécuter leurs concitoyens à « cause de la différence de leurs croyances. » (Sienkiewicz, *Documents*, 1854, p. 295.)

« Ce pays que nous avons vu dévaster de nos jours, sous le prétexte de la religion, est le premier Etat en Europe qui ait donné l'exemple de la tolérance. Les mosquées s'y élevèrent entre les églises et les synagogues. La République n'eut point de sujets plus fidèles que les Tartares mahométans établis sous sa protection ; et des juifs firent valoir toutes les terres de cette noblesse. Léopol a toujours été le siége de trois évêques, un grec, un arménien, un latin La Lithuanie conserva longtemps une partie de ses

anciennes superstitions païennes. Enfin, quand la réforme déchira tant d'Etats, la Pologne, sans proscrire l'ancienne religion, reçut dans son sein les deux sectes nouvelles. En 1573, quand la tolérance fut érigée en loi générale et positive, tous les gentilshommes s'avouant entre eux qu'ils pensaient différemment au sujet de la religion, se comprenaient tous et même les catholiques sous le nom commun de dissidents *inter nos dissidentes de religione*. Avec le temps, le nom de dissidents n'exprima plus, comme autrefois, tous les ordres de l'Etat pensant entre eux différemment sur la religion, mais seulement ceux qui s'étaient séparés de l'Eglise romaine. Le serment du roi, conçu dans les mêmes termes, n'avait plus le même sens de conserver la paix *entre* les dissidents, mais *avec* les dissidents. Ce n'était plus qu'un nom de sectes tolérées. » (Rulhière, I, p. 33-42).

Comment la Pologne fut-elle amenée à modifier en matière de religion son système séculaire? M. Villers, dans un ouvrage couronné par l'Institut au commencement de ce siècle : *Essai sur l'esprit et l'influence de la réformation de Luther*, confesse que les catholiques et les dissidents vécurent en paix jusqu'à l'invasion des Suédois; et il observe que les dissidents devinrent de ce moment un parti politique en Pologne. Alors, si l'étranger voulut se servir des dissidents pour dominer la République, pourquoi méconnaître que la politique et non la religion provoqua ces mesures par lesquelles les réformés furent écartés de la diète et des emplois supérieurs. Les Russes exploitèrent les dissidents, comme l'avaient tenté les Suédois; et la crainte de se voir livré à un voisin ambitieux excita les alarmes du gouvernement polonais.

Lors de l'invasion de la Pologne sous Jean-Casimir, les dissidents avaient été de connivence avec l'étranger : ce qui fit restreindre leurs droits; les Sociniens, alliés déclarés de Charles-Gustave, furent proscrits. Durant l'interrègne de 1668, les dissidents remirent une note à l'électeur de Brandebourg pour qu'il appuyât leurs prétentions devant la diète de convocation. Après la victoire des Suédois, la diète de Varsovie, en 1704, sous la pression des baïonnettes étrangères, accéda aux demandes des dissidents. Mais quand Auguste II l'eut emporté par l'appui de la Russie, les concessions leur furent retirées; la diète de 1717 resserra même leur position : l'entrée à la diète et les charges de l'Etat leur furent interdites. Les uns voulaient se venger sur les dissidents des souffrances de la guerre, les autres craignaient qu'Auguste II, luthérien

de naissance, ne favorisât trop ses anciens coreligionnaires; et la Russie, qui avait imposé sa médiation armée entre le roi et la République, applaudissait à tout ce qui pouvait devenir une cause de trouble dans l'Etat. Pendant l'interrègne de 1733, les nonces à la diète de convocation refusèrent de délibérer jusqu'à la retraite de leurs collègues dissidents. A la diète de 1736, le petit nombre de dissidents qui restait parmi la noblesse fut exclu du gouvernement. On leur laissait la sûreté des biens, le droit de posséder tous les emplois militaires et de donner leurs voix dans les diétines pour l'élection des députés sans pouvoir être députés eux-mêmes. On leur ôta également toute activité dans les tribunaux et dans les commissions souveraines, et l'on décréta contre eux la peine de haute trahison s'ils cherchaient, pour reconquérir leurs anciens privilèges, la protection de l'étranger. Un grand nombre de catholiques s'élevèrent contre ces nouvelles lois, « qui furent portées en quelque sorte sous la protection des armes russes. » (Rulhière, I, p. 160.) La Russie, au gré de ses intérêts, soutenait et abandonnait tour à tour les dissidents. Le deuxième article séparé du traité entre Frédéric II et Pierre III (8 juin 1762) portait : « S. M. I. de Russie et S. M. le Roi de Prusse feront tous leurs efforts pour obtenir du roi et de la République de Pologne que les dissidents soient réintégrés dans leurs libertés, droits et prérogatives, tant dans les affaires ecclésiastiques que civiles. »

Les dissidents profitèrent de l'interrègne de 1764 pour renouveler leurs réclamations. Dans leurs mémoires aux puissances protestantes, ils disaient que « ce serait se méprendre sur l'état de la République et sur le leur que de supposer qu'ils demandaient à être tolérés »; et pourtant, bien qu'ils parussent s'offenser de ce mot de tolérance, c'était sous ce nom que les souverains les recommandaient et que les philosophes écrivaient en leur faveur. Après l'élection, Repnin déclara que, si les dissidents n'étaient point admis à toutes les magistratures et au sénat, sa souveraine serait contrainte d'employer la force. Pendant ce temps, un émissaire des dissidents et un ambassadeur de Pologne plaidaient devant la tzarine : l'un exposait que l'institution politique de la Pologne avait pour but l'égalité entre les citoyens, que la souveraineté appartenait à l'assemblée de toute la noblesse, et que leur association était purement civile, temporelle et politique; et l'autre répliquait qu'il pourrait être funeste pour l'Etat d'admettre les dissidents à la confection des lois dans un pays où l'opposition d'un

seul arrêtait l'activité de tous. Catherine, sans donner d'autres raisons que sa volonté, remit à l'ambassadeur de Pologne une note où les prétentions des dissidents étaient un peu modérées et elle ajouta : « Je vous préviens que si on ne m'accorde pas cela, mes demandes n'auront plus de bornes. » Un accommodement allait être conclu en faveur des dissidents. Tout à coup de nouveaux ordres arrivèrent de Pétersbourg. Catherine reprochait hautement au roi d'avoir fait une affaire de religion de ce qui n'était, selon elle, qu'une affaire de politique; et aux Russes elle leur présentait le refus des Polonais comme un outrage à la religion grecque. De son côté, le roi de Prusse écrivait à Catherine que ce n'était pas le libre exercice des différentes religions qu'il s'agissait d'établir en Pologne, mais la participation à la souveraineté qu'il fallait faire obtenir à la noblesse dissidente. Catherine et les principaux membres de son conseil signèrent entre les mains du député des dissidents la promesse de seconder à main armée les efforts qu'ils se proposaient de faire en se confédérant pour arracher par la force tout ce que la République leur refusait. Repnin, ayant demandé audience aux Etats, prit place à côté du roi et lui déposa un mémoire où les demandes des dissidents étaient sans mesures. L'évêque de Cracovie fit agréer à la diète les articles antérieurement concertés avec l'ambassadeur de Russie. Mais les dissidents déclarèrent qu'ils aimaient mieux être terrassés entièrement que d'être relevés à demi. Quarante mille Russes entrèrent en Pologne. Deux mille Russes furent envoyés à Thorn et autant à Sluck en Lithuanie pour appuyer les dissidents qui s'y confédérèrent le 20 mars 1767. Ils eurent beau inscrire des vieillards et des enfants à la mamelle, même des absents, et faire signer des familles malgré elles, ils n'atteignirent que le chiffre de 573; ils ne s'en donnèrent pas moins comme formant le sixième d'une nation de 18 millions. Un évêque grec, sujet de l'impératrice, signa au nom de tous les grecs. Les villes de Prusse sommées d'accéder s'y refusèrent, sauf celles qu'occupaient les Russes, et Dantzick, qui redouta les vengeances de la tzarine. Une députation des dissidents, admise près de Stanislas-Auguste, alla jusqu'à invoquer son exemple comme justification de leur appel à l'étranger. (Rulhière, II, liv. VII.)

Catherine suppliait hypocritement le roi et la République « d'arracher une fois pour toutes cette pierre d'achoppement à la liberté, à l'égalité et à la félicité des citoyens, en réglant les griefs des dissidents par les voies de la conciliation, et comme il convient à des

frères de se rendre justice. » Elle invoquait les traités, prenait le titre de coopératrice au bonheur des habitants, et se disait obligée de renforcer dans ce but ses troupes en Pologne. (*Hist. des révol. de Pol.* depuis la mort d'Auguste III jusqu'en 1775, par l'abbé Jaubert, Varsovie, 1775, I, p. 138). Or ce qui prouvait dès l'origine la mauvaise foi de la puissance intervenante, c'est que « il était évident qu'on ne pourrait jamais réunir à la diète en faveur des dissidents cette unanimité des suffrages dont la Russie, leur protectrice, venait elle-même de faire rétablir la nécessité. » (Rulh., II, p. 374.) Observons combien il est incroyable que les cours se soient fondées sur les traités. Dans celui de Wehlau, le seul article où il fût question de religion était destiné à maintenir dans le duché de Prusse qui devenait indépendant les prérogatives de la religion catholique; dans le traité d'Oliva, deux articles, en réciprocité l'un de l'autre, stipulaient l'un : que la religion catholique serait conservée dans la Livonie, et l'autre : que le libre exercice des religions réformées serait maintenu dans les villes de la Prusse polonaise; il le fut en effet sans que ces villes formassent la plus légère plainte. Dans le traité de 1686, la tolérance de la religion grecque en Pologne était stipulée, en réciprocité de la protection que les Polonais exigeaient pour la religion catholique dans les provinces qu'ils cédaient à la Russie. La religion grecque fut tolérée en Pologne, au lieu que la religion catholique n'exista plus dans les provinces cédées aux Russes. (Rulhière, II, p. 324.)

« Les dissidents avaient 200 églises en Pologne; et, dans les lieux où ils n'en avaient point, ils jouissaient de la liberté d'exercer leur culte dans leurs maisons. Ils avaient la pleine propriété de leurs biens. Ils possédaient des starosties considérables. Ils occupaient plusieurs grades dans l'armée et même ils étaient à la tête de régiments. Ils n'étaient exclus que des charges et dignités. On ne sait, après cela, s'il faut être plus surpris de ce que les dissidents aient osé avancer ou que le ministère russe ait affecté de croire qu'ils étaient réduits à l'état de servitude. » (Manifeste de la République confédérée du 15 nov. 1769, in-4°, 1770, p. 34, note.) Il est remarquable que les chefs des deux confédérations de dissidents, l'un le luthérien Georges-Guillaume Goltz, et l'autre le calviniste Jean Grabowski, étaient généraux et starostes. En réalité les dissidents se réduisaient aux calvinistes et aux luthériens. La noblesse grecque, depuis qu'elle s'était réunie à la religion romaine, était ad-

mise à toutes les dignités; les paysans non-uniates vivaient tranquilles et ne prétendaient à rien. (Rulh., II, p. 227.)

En Pologne le clergé catholique était patriote. Le grand reproche que l'évêque de Cracovie Gaëtan Soltyk adressait aux dissidents (oct. 1766), était de chercher la protection des puissances étrangères, et il demandait ce qu'on pouvait espérer de bon de citoyens infidèles à leur pays. (*Hist. de Pol.*, par Lelewel, II, p. 35.) Les dissidents n'avaient pas craint de dire et Repnin répéta en leur nom devant la diète : « Que le refus constant de leur rendre justice romprait le contrat qui les unissait au reste de la nation, et leur rendrait pleinement, avec la liberté naturelle, celle d'en appeler au reste du genre humain et de se choisir, parmi leurs voisins, des juges, des alliés et des protecteurs. » (Rulhière, II, p. 328, 352.) — Quels que soient les griefs dont on ait à se plaindre de ses concitoyens, c'est toujours un crime d'en appeler à l'étranger. Si les royalistes de l'armée de Condé et les Vendéens ont été coupables, combien plus l'ont été les dissidents en Pologne, puisque leur provocation à l'intervention étrangère a amené le partage de la nation.

Asservissement de la République. — La Russie et la Prusse, en plaçant Poniatowski sur le trône, avaient voulu constituer à leur profit une royauté sujette. Catherine, irritée de n'avoir point trouvé chez lui une docilité suffisante dans la question des dissidents, dit à Repnin : « Il ne restera sur le trône qu'autant qu'il me plaira de l'y laisser. » Et de son côté, Frédéric, alarmé de le voir renforcer le pouvoir royal et songer à la main d'une archiduchesse d'Autriche, s'écriait : « Je lui briserai le crâne avec sa couronne. » Le référendaire Podoski soumit à la tzarine le projet de faire soulever contre la cour la noblesse polonaise mécontente des réformes czartoryskiennes, de façon que, le pays se trouvant divisé par deux ligues, l'une catholique et l'autre dissidente, la Russie se portât médiatrice. Ce plan sourit à Catherine qui, selon sa propre expression, tenait à pouvoir en Pologne « pêcher en eau trouble. » Podoski courut donc le pays, excitant chacun contre le roi et montrant une déclaration de Catherine qui garantissait l'intégrité territoriale de la Pologne, et une lettre de Panin à l'ambassadeur russe à Varsovie, où il était dit que « l'Impératrice le chargeait expressément d'inviter tous les Polonais qui comptent pour quelque chose la patrie et la liberté à former entre eux une association

légale pour le rétablissement des lois. » Afin de donner confiance, la Russie mettait en avant comme candidat à la présidence de la future confédération un ennemi du roi, le prince Charles Radziwil, proscrit par elle, et qui n'avait pas plié. La multitude de la noblesse, entraînée par l'esprit de parti, était prête à sacrifier son indépendance au seul espoir de détrôner le roi.

Partout se formèrent des confédérations particulières. Elles éclatèrent à la fois le 24 mars 1767, et leurs maréchaux, au nombre de 178, se réunirent le 23 juin à Radom. Soixante mille gentilshommes y avaient accédé. « Vous voyez, dit Repnin à Stanislas-Auguste, que je suis votre maître ; votre couronne ne tient qu'à votre soumission. » Les troupes russes entourèrent subitement la ville de Radom ; le colonel Carr assista aux délibérations de l'assemblée et lui présenta à signer de la part de l'Impératrice une note où les prétentions des dissidents étaient admises, les protestations de fidélité au roi renouvelées et la garantie de la Russie demandée. Des canons étaient braqués contre la diète. Le roi, qui avait craint pour les prérogatives de sa couronne, s'était fait le flatteur de Repnin. Ses ministres pour n'être pas compromis, s'abstenaient de lui donner aucun conseil. L'intrigant Podoski fut nommé primat. Afin d'être plus à portée de tout diriger par lui-même, Repnin transféra à Varsovie le conseil de la confédération. Le prince Radziwil, fatigué de son personnage, voulut fuir ; mais les Russes qui formaient sa garde d'honneur prévinrent son évasion. Une diète extraordinaire allait être convoquée à l'effet de statuer sur les vœux des confédérés. L'usage voulait que les diétines ne nommassent pour nonces que des gentilshommes confédérés, parce qu'ils sont engagés d'avance par serment à donner leurs voix en faveur de ce qui a forcé la nation à se confédérer. Mais Repnin et le roi concertèrent les listes de candidats ; les élections se firent sous la surveillance des Russes et au milieu de leurs violences contre lesquelles protestèrent la plupart des districts. Des soldats vivaient à discrétion sur les terres de tous ceux qui, dans les diétines, ne s'étaient pas conduits suivant les vues de l'ambassadeur. Ce malheureux royaume souffrait plus que dans une guerre ouverte. Le voisinage des frontières turques tenant les troupes russes à quelque distance du lieu où s'assemblèrent les diétines de Podolie, Repnin envoya à la diétine de Kamieniec des officiers chargés de remettre une lettre dans laquelle l'impératrice offrait sa protection. On refusa de la recevoir. Les officiers, ayant insisté,

furent repoussés, la lettre tomba et fut foulée aux pieds: ces Russes en frémirent d'épouvante. Mais la castellane de Kamieniec, comtesse Potocka, ayant rassemblé deux mille Kozaks, ils n'osèrent se venger immédiatement.

Repnin, plus extravagant que Gessler en Suisse, plus cruel que le duc d'Albe aux Pays-Bas, était un assemblage inconcevable de perfidie et d'insolence. La plupart des nonces furent obligés par les plus horribles violences de signer, entre ses mains, un écrit conçu en ces termes : « Je, soussigné, m'engage envers le prince Repnin, ambassadeur plénipotentiaire de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, et lui promets que je n'aurai aucune liaison ni commerce, que je ne converserai même, à moins d'en avoir obtenu la permission dudit ambassadeur, avec aucun sénateur, ministre ou nonce, avec aucun ambassadeur ou ministre étranger, ni avec qui que ce soit dont le sentiment soit contraire aux projets proposés par ledit ambassadeur pour être reçus et passés en lois à la diète ; de plus je lui promets que je ne porterai à la diète rien de tout ce qui m'a été enjoint et recommandé dans l'instruction à moi donnée par la noblesse de mon district ; et qu'en un mot je ne m'opposerai d'aucune manière aux volontés de cet ambassadeur; et au cas de contravention à cet engagement, je me soumets aux peines de dégradation de noblesse, de confiscation de mes biens, de mort, ou à telle autre peine qu'il plaira audit ambassadeur de m'infliger. »

Le roi déclara qu'il se joignait à la confédération (5 oct. 1767). Ce prince, n'étant pas confédéré, n'aurait pas eu le droit d'entrer à la diète. On devait, si l'on eût suivi les anciens exemples, faire discuter les affaires par la confédération pour être ensuite décidées par les Etats réunis en diète. Au lieu de cela, on proposa une forme aussi nouvelle que dangereuse, la nomination d'une commission munie de pleins pouvoirs pour débattre les abus de la République avec les députés des dissidents et les ambassadeurs étrangers, et établir une bonne forme de gouvernement dont la loi fondamentale serait placée sous la garantie de la cour de Russie comme un traité entre les deux pays, la diète ne devant se réserver que le droit de rejet ou d'acceptation sans discussion. D'éloquentes protestations s'élevèrent contre un tel mode, surtout celle du nonce de Podolie, le seul dont l'élection eût été libre. On s'était flatté, en Pologne, que l'ambassadeur de Russie avait dépassé ses instructions. A Moskou, les députés de la confédération reçurent de

Panin cette réponse : « L'impératrice est une grande princesse, Repnin est mon neveu et vous serez heureux malgré vous. » Néanmoins il fut impossible de gagner dans la diète la pluralité des voix en faveur des projets russes. On rejeta avec indignation le nom de troupes auxiliaires, que la Russie désirait faire donner aux troupes qu'elle avait en Pologne et qu'elle voulait forcer la nation à lui demander d'y laisser à perpétuité pour le maintien de la garantie. « Que nous sert, dit Soltyk, de tenir une diète, de délibérer et d'opiner, dès que, pour réponse, on nous dit seulement : telle est la volonté de la cour de Russie. » Repnin résolut d'enlever les plus énergiques d'entre les opposants. Dans la nuit du 13 au 14 octobre, les Russes arrêtèrent l'évêque de Cracovie, Soltyk, l'évêque de Kiew, Zaluski, le palatin de Cracovie, Wenceslas Rzewuski et son fils Séverin Rzewuski, nonce de Podolie. Soltyk dit à l'officier chargé de cette opération : « Me connaissez-vous? Savez-vous que je suis souverain, sénateur et prêtre? » (Il était duc de Sévérie.) A Vilna, Catherine II leur fit offrir la liberté s'ils voulaient s'engager par écrit à ne pas s'opposer aux actes de son ambassadeur. Ils rejetèrent ces propositions avec mépris, furent conduits à Smolensk ; on défendit de prononcer leurs noms et puis on les déporta à Kalouga. Ainsi, sans déclaration de guerre, l'ambassadeur d'une puissance soi-disant amie enlevait trois sénateurs et un nonce!

Tandis que l'évêque de Cracovie avait songé à remonter au niveau du plus saint héroïsme le moral de la nation et à servir au besoin par le martyre la cause de la liberté, l'évêque de Kamieniec, Krasinski, cherchait le salut dans une conjuration qui préparerait un soulèvement libérateur. Aussi avait-il évité de venir se mettre à Varsovie dans les mains des Russes ; il ne s'approcha de la capitale que sous un déguisement, à l'effet de s'entretenir avec Soltyk et ses amis. Soltyk refusa d'échapper à l'arrestation par la fuite ; il écrivit à Krasinski : « J'aurai, par ma fermeté, soutenu l'honneur de mon pays. J'aurai forcé les Russes à ne pouvoir exécuter leurs projets que par la tyrannie la plus ouverte. » Et il ajoutait qu'il voyait avec joie que l'évêque de Kamieniec lui eût préparé des vengeurs. « Que chacun de nous, disait-il, cherche le salut de la patrie dans les vertus propres à son caractère. »

Quand le sénat et les nonces en corps se rendirent chez le roi pour se plaindre de cette violation du droit des gens et de la sûreté publique, ils le trouvèrent entouré de pots de carmin, de gomme-gutte et d'encre de Chine, occupé à imaginer le dessin d'une livrée

pour l'anniversaire de son couronnement. Repnin répondit qu'il n'avait de compte à rendre qu'à sa souveraine, que d'ailleurs ceux qu'il avait fait enlever étaient coupables d'avoir manqué à la dignité de la tzarine et tâché de rendre suspecte la pureté de ses intentions! Là-dessus, le grand-chancelier de la couronne, André Zamoyski, donna sa démission et se retira en pleurant la patrie. Repnin menaçait de mettre la ville au pillage, de faire ravager le royaume, si l'on s'obstinait à rejeter le projet de commission, et de faire couper la tête sur l'échafaud à quiconque s'opposerait aux volontés de l'impératrice. On tenta quelque objection, il répliqua que celui qui oserait encore murmurer serait traité en rebelle, que contredire Catherine, c'était se déclarer son ennemi. A la première demande : Si les États consentaient que le projet fût signé, six voix répondirent oui; à la deuxième trois et à la troisième une seule. Toutefois, les commissaires furent nommés au nombre de soixante, ceux du sénat par le roi, ceux de l'ordre équestre par le maréchal. La présence de quatorze membres devait suffire pour délibérer à la pluralité des voix. Ainsi, dans ce pays où l'on venait d'établir l'unanimité comme base du gouvernement, huit personnes pouvaient décider du sort de la République! Repnin présida les conférences, et si quelqu'un voulait citer les déclarations de l'impératrice : « Tais-toi, répondait-il, ce n'est qu'à moi qu'il convient de savoir le vrai sens des déclarations de ma souveraine. Je ne veux ni remontrances ni raisonnements, je ne veux que de la soumission. » Enfin cette grande affaire fut conclue le 19 novembre 1767. Tous les actes furent signés au pied du portrait de la tzarine.

Le roi était continuellement en butte aux procédés outrageants de l'ambassadeur de Russie. M. de Ségur, pour peindre par un trait la hauteur insultante de Repnin, a raconté, qu'un jour, à Varsovie, le roi Stanislas assistait à la représentation d'une pièce de théâtre; le premier acte était joué lorsque l'ambassadeur russe arriva dans sa loge; choqué de voir qu'on ne l'avait pas attendu, il fait baisser la toile et ordonne de recommencer la pièce. (*Mém.*, III, p. 17.) Tous les Polonais étaient indignés de voir humilier à ce point un prince qu'on les forçait d'appeler encore leur roi. Par allusion au nom de celui dont le règne désigne la fin de l'empire romain, on ne donnait plus à Poniatowski que le nom de Stanislas-Augustule. Repnin se plaisait parfois à laisser jour aux oppositions pour noter ceux qui marqueraient encore du courage. « Vous en faites trop,

lui dit enfin le comte Maryan Potocki, vous ne connaissez pas notre nation. Nous avons un ancien proverbe qui dit : On ôte aisément à un Polonais son habit et même sa veste, mais dès qu'on veut lui ôter sa chemise, il reprend tout. » — « Qui osera remuer? » exclama l'ambassadeur de Russie. — « Moi, dit Potocki. Avant quinze jours, je serai à la tête d'une confédération contre tout ce que vous faites ici. Me voici en votre puissance, et vous pouvez me faire arrêter. Vous n'y gagneriez rien : cinquante mille Polonais pensent comme moi. » Repnin crut à une bravade, mais Potocki tint parole. La Russie voulant abaisser l'une par l'autre les principales familles, dont la considération eût balancé son influence, avait résolu d'abandonner la maison Czartoryski à la haine publique. Repnin promettait de faire reléguer en Sibérie le grand-chancelier de Lithuanie, Michel Czartoryski ; mais, malgré la foule de ses ennemis, dès qu'il fut question de le sacrifier aux Russes, il ne se trouva personne qui voulût seconder l'ingratitude du roi et la colère de Repnin. On ne trouva ni juges, ni preuves, ni témoins. Repnin se laissa fléchir par les sollicitations des deux jeunes nièces de ce vieux ministre.

Enfin, les soi-disant lois nouvelles furent signées à titre de traité de paix entre la Russie et la Pologne, comme s'il y avait un rapport entre deux États indépendants et la législation de l'un de ces États. Et l'on déclara cette œuvre immuable, parce que, disait-on, dans un gouvernement républicain la constitution ne doit jamais être sujette à des changements. Les dissidents avaient gain de cause et pouvaient désormais arriver à toutes les dignités, et le *liberum veto* acquérait une licence absolue et perpétuelle. On comprit sous le nom de *cardinales* ces lois qui ne pouvaient être ni abrogées, ni modifiées en un seul article, même par un consentement unanime de tous les individus de la nation. C'était le sceau de l'esclavage, et la République, par cela seul, était dégradée du rang d'État souverain. Les impôts ne pouvaient être changés, ni l'armée augmentée, ni des traités avec des puissances étrangères conclus sans l'unanimité des suffrages. Le but de la Russie devint clair quand on vit donner l'indigénat à une foule de Russes, créer une noblesse gréco-russe en Pologne, en même temps qu'on assurait à jamais au premier nonce venu le droit de rompre toute diète par sa simple contradiction. Carr et Igelstrom, qui avaient arrêté les sénateurs, Bulakoff, secrétaire de l'ambassade russe, d'autres dévastateurs des terres de la noblesse polonaise, furent naturalisés en Pologne. Ce

fut le comble de l'outrage pour les Polonais, qu'on les forçât de recevoir pour concitoyens et frères les satellites de leurs oppresseurs. Cette diète, qui ratifia ce que voulurent les Russes, était la moins nombreuse que la Pologne ait eue : la Lithuanie n'y était pas même représentée. Chreptowicz enregistra une protestation contre tous ces abus au greffe de Grodno et sortit du royaume en emportant le registre original des actes pour en prévenir la suppression. Wybicki, nonce de Prusse, déposa une protestation au greffe de Varsovie et sortit en traversant à cheval les gardes russes.

Repnin et son impératrice avaient cru que tous les pays ressemblaient au leur, où quiconque se rend maître du palais règne sur la nation entière. Tout à coup, Repnin reçut la nouvelle d'un mouvement en Podolie. Il ordonna à deux compagnies polonaises et à un régiment allemand de dissiper cette émeute. Mais, un peu inquiet, il fit que la diète terminât ses travaux et que la confédération de Radom fût dissoute (5 mars 1768). Le parti national était cruellement désabusé de l'idée que quelque chose de bon pût être tenté avec l'appui ou la tolérance de la Russie, et aux perfidies et aux intrigues russes, il allait opposer le seul remède qu'il y eût : une croisade contre l'étranger entreprise au nom de Dieu, de la patrie et de la liberté. (Voy. sur cette période, Rulhière, livre VIII.)

Confédération de Bar. — « La confédération de Bar est au nombre de ces événements extraordinaires qui ne se produisent qu'au milieu de peuples libres, soucieux de leur indépendance et ne reculant devant aucun sacrifice quand ils la voient menacée. Plus de pareils événements sont rares, plus ils méritent d'occuper de place dans l'histoire de l'humanité. En faisant surgir quantité de personnages dans toute leur valeur morale, ils montrent ce dont une nation est capable et sont comme un thermomètre qui indique le point le plus élevé auquel le dévouement puisse atteindre. » C'est ainsi que l'officier F. N. Murray commence son récit de la part qu'il prit à cette sainte lutte. (*Matériaux sur les premières années du règne de Stanislas-Auguste*, par H. Schmitt, en polonais, Lwow 1857, I. p. 158.)

La Pologne qui, un siècle auparavant, avait dû à la confédération de Tyszowce d'être délivrée de l'invasion suédoise, brandbourgeoise et russe, vit Joseph Pulawski tenter de renouveler les prodiges accomplis alors par Etienne Czarniecki.

Joseph Pulawski, staroste de Warka, avait servi d'intermédiaire entre les évêques de Kamieniec et de Cracovie, dans leurs pourparlers sur le salut de la patrie : Soltyk était un saint, Krasinski un politique, Pulawski fut un héros. Dédaignant d'attendre le départ des troupes russes et les secours des puissances amies, car il sentait que les unes ne s'en iraient que forcées et contraintes et que les autres n'interviendraient qu'à leur corps défendant, il ne crut pas nécessaire de tramer une lente conspiration pour faire éclater un sentiment qui était dans tous les cœurs, mais il craignit que l'absence d'une protestation armée immédiate ne légitimât en quelque sorte les concessions exorbitantes de la diète aux Russes. Quand Pulawski et les siens se rendirent à Bar, petite ville de Podolie, à cinq lieues de Kamieniec, en février 1768, trois cents gentilshommes de la contrée avaient donné leur adhésion. Michel Krasinski, frère de l'évêque de Kamieniec, fut nommé maréchal de la confédération et Pulawski chef militaire. Commençant avec peu de monde, ils entraînèrent les milices domestiques du voisinage, attaquèrent des détachements russes et leur firent éprouver des échecs à Konstantynow, à Winnica, à Janow, à Chmielnik, puis entre Berdyczew et Zytomir. Berdyczew ouvrit ses portes. C'est du couvent fortifié de cette ville que le père Marc, âgé alors de 45 ans et qui jouissait d'une grande réputation de sainteté, sortit pour prêcher la confédération dans les campagnes. Dans l'un de ses discours aux confédérés, Joseph Pulawski leur disait que leur but premier devait être de faire éclater les districts de proche en proche pour qu'ils se confédérassent; qu'il fallait adopter un mode de combattre qui rendît inutiles aux Russes leur artillerie et leurs magasins et détruire l'ennemi en l'épuisant. Il leur rappelait que ce peuple vil avait fui devant leurs ancêtres, et leur annonçait que la présente lutte déjouerait les artifices de cette femme ambitieuse et perfide qui, ne croyant à aucune vertu, avait jugé de son intérêt de les feindre toutes. Et il prononçait la belle parole : *Vivre libres ou mourir!* La nouvelle de la confédération de Bar fut accueillie par la masse des Polonais avec enthousiasme. La seule hardiesse de l'entreprise la faisait estimer plus considérable qu'elle ne l'était. Les confédérés proposèrent à André Zamoyski de se mettre à leur tête; il refusa en apprenant le peu de ressources dont ils disposaient. Plus d'un riche seigneur blâmait l'inopportunité du soulèvement, car il y a des gens qui, avec des intentions droites, voudraient

les voir exécutées sans qu'il leur en coûtât la moindre perte ni le moindre effort. Mais plus d'une fois les soldats envoyés par le roi pour combattre la confédération passèrent à elle. L'insurrection grandissait; son premier effet fut d'empêcher la réunion des diétines de relation où l'on doit rendre compte de ce qui s'est passé à la diète. Et ainsi ce code de lois nouvelles imposé à Varsovie ne reçut sa sanction dans aucune province.

Le roi, effrayé, chargea le général Mokronowski de négocier un accord. Joseph Pulawski répondit : « Tant de meurtres et de pillages font voir la sûreté que nous pourrions nous promettre pendant nos conférences. La nation russe et ses chefs ne se conduisent pas par des règles militaires; ils n'agissent que comme des assassins. » En effet Repnin, comptant sur la sécurité qu'inspirerait la mission de Mokronowski, lança sept régiments russes et cinq mille Kozaks pour envelopper et détruire l'insurrection. La résistance fut héroïque. Mokronowski, qui avait été rappelé à Varsovie, dit au roi : « Sire, on vous trompe, ou vous m'avez trompé. Dans l'un et l'autre cas, il ne me convient plus de vous servir. » Bien que, d'après les lois polonaises, une confédération soit mise sous la sauvegarde du droit des gens, aussitôt qu'elle a été reconnue et qu'on a commencé à traiter avec elle, un manifeste de Catherine donna aux confédérés le nom de brigands. La tsarine y déclarait qu'elle déracinerait cette rébellion pour le repos et le bonheur de l'humanité. Les confédérés avaient envoyé des agents aux puissances étrangères. Le duc de Choiseul demandait pour les secourir qu'ils déclarassent le trône vacant, et que la confédération fût générale. En attendant il s'imaginait qu'il gagnerait l'Autriche à ses vues, et il se bornait à presser les Turcs et les Tartares d'appuyer les Polonais.

Des confédérations particulières éclataient partout pour soutenir celle de Bar. En avril, le grand-échanson Joachim Potocki, nommé régimentaire général, avait soulevé le district de Halicz, et Rozewski les environs de Lublin. A la fin de juin, il y avait la confédération de Cracovie sous le maréchalat de Michel Czarnocki, celle de Sandomir sous Pierre Potocki, celle de Sanock sous Pierre Bronicki, d'autres se produisirent à Sieradz, à Kalisz, à Gniezno. « On voyait, dit Rulhière, un peuple désarmé dont le territoire, dans toute son étendue, était occupé par une armée ennemie, nombreuse, disciplinée, formidable et sans cesse recrutée; un peuple trahi par son roi et par une partie de son

sénat, dans un pays sans forteresses et même sans montagnes, ces asiles naturels de l'indépendance, se soulever de toutes parts et attaquer à coups de sabre des batteries de canons. » (III, p. 57.) Des Kozaks amenaient des provinces à l'hôtel de l'ambassadeur russe des gentilshommes liés à la queue de leurs chevaux. Si l'on apprenait qu'il se fût formé une confédération dans une ville, elle était aussitôt brûlée. Un chambellan du roi, Dzierzanowski, avait conçu le plan d'enlever Repnin; mais le roi, qui était dans la confidence, se repentit et le trahit. Toutefois Dzierzanowski réussit à s'échapper. Mais Repnin tremblait à l'idée qu'un pareil projet se renouvelât, et les mauvais Polonais se barricadaient également dans leurs palais de Varsovie. Les Russes, qui avaient commencé par piller les châteaux dont les propriétaires avaient rejoint les confédérés, organisèrent les massacres d'Ukraine pour exténuer les palatinats méridionaux. Ils enlevèrent Podhayce, place d'armes de Joachim Potocki, qui franchit la frontière turque, emportèrent d'assaut la ville de Bar (20 juin), la saccagèrent et y firent prisonnier le père Marc. Douze cents autres confédérés y furent mis aux fers et conduits en Russie. Dans le même temps, le jeune Casimir Pulawski avait été obligé de se jeter avec treize cents hommes dans Berdyczew, mais, après dix-sept jours de siége, il dut se rendre faute de vivres.

Les Russes, en violation de la capitulation de Berdyczew, prétendirent ne relâcher Casimir Pulawski qu'à la condition qu'il se chargeât de porter aux confédérés des paroles de paix. Aussitôt libre, il écrivit à Repnin qu'il ne se croyait point tenu d'observer un engagement que les Russes n'avaient pu lui imposer qu'en manquant à la foi jurée; que, par conséquent, loin de conseiller à son père de déposer les armes, il les reprendrait lui-même, et qu'il espérait que les étendards polonais se montreraient comme autrefois au centre de l'Empire. Le père et le fils réunis surprirent plusieurs détachements russes et se rendirent maîtres d'une grande étendue de pays. Malheureusement quelques magnats, jaloux de la gloire des Pulawski, exploitèrent contre le père l'incident du fils et semèrent contre eux des soupçons; plusieurs d'entre eux, de la frontière turque, osèrent déclarer Joseph Pulawski déchu du commandement général (23 novembre 1768). Il n'en continuait pas moins à harceler les Russes, lorsqu'il reçut l'invitation de venir travailler à mettre fin aux divisions des confédérés. Laissant ses troupes, il alla au rendez-vous. Le séraskier

tartare qui commandait ces frontières et auquel il avait été dénoncé le fit arrêter. A cette nouvelle, ses soldats, indignés, protestèrent solennellement en décembre 1768. Joseph Pulawski acheva en prison sa glorieuse carrière. Il avait écrit aux siens que, quelle que fût sa destinée, ils sacrifiassent leur ressentiment, ne songeassent qu'à la patrie et justifiassent sa mémoire par leur conduite; et c'est ce qu'ils firent.

En Lithuanie, le prince Radziwil, plein de ressentiment du rôle que les Russes lui avaient fait jouer à Radom, préparait des moyens insurrectionnels dans sa forteresse de Nieswiez, mais les Russes surprirent et désarmèrent ses soldats.

Les Pulawski avaient passé tout l'hiver avec 800 hommes sur la rive polonaise du Dniester, amassant des magasins pour les Turcs qui avaient déclaré la guerre aux Russes le 4 octobre 1768, mais qui ne bougeaient pas encore. Catherine eut l'impudeur de proposer aux Polonais une alliance contre les Turcs qui venaient au secours de la République, offrant en ce cas de mettre ses propres troupes sous les ordres du roi Stanislas: cela souleva une clameur universelle. Au printemps de 1769, une armée russe s'ébranla. Le plus jeune des Pulawski, fait prisonnier, fut déporté en Sibérie, et six mille Russes marchèrent contre les deux autres frères. Casimir occupait la forteresse d'Okopy, située sur un roc escarpé et inaccessible qui domine le Dniester et que défendent des deux autres côtés les bras d'une rivière. Après une résistance acharnée, il s'ouvrit un passage à travers l'armée russe avec une poignée de combattants. François Pulawski se tenait dans le château de Zwaniec, en face de Choczim, sous le canon duquel il fut forcé de se réfugier. Le 22 avril, 24,000 Russes mirent le siége devant Choczim, mais ne tardèrent pas à le lever et à repasser en Pologne. Les deux frères Pulawski opéraient sans nouvelles l'un de l'autre. Casimir, adoré des siens, soupçonné par ses envieux, si craint des Russes qu'il prenait parfois de faux noms pour qu'ils se précautionnassent moins, intrépide dans les combats, était d'ailleurs doux, conciliant, et au-dessus de tout ressentiment personnel. Il retrouva son frère François à Sambor et tous deux conçurent le hardi projet de se jeter en Lithuanie. Ils y pénétrèrent dans les premiers jours de juin 1769. Une confédération se forma aussitôt à Brzesc. Casimir battit et désarma un corps russe près de cette ville, et vainquit une seconde fois les Russes près de Slonim le 20 juin. Il eut bientôt 4,000 hommes sous ses ordres. Seule-

ment des objections étaient faites à ce qu'on lui remît le commandement en chef, basées sur ce qu'il n'était pas Lithuanien. Le prince Radziwil, mal conseillé, confia les troupes qu'il avait réunies à un certain Bierzinski, brave mais intrigant et sans talents militaires, qui se fit battre. Les Pulawski, après avoir aidé tous les districts de Lithuanie à se confédérer sous le maréchalat du comte Pac, s'en allèrent retrouver leurs équipages sur les frontières de Hongrie. François, qui, sur la fausse nouvelle que son frère était pris, était revenu pour attaquer les Russes et le dégager, périt à Lomazy. Casimir atteignit le sol hongrois. Les deux frères avaient en six semaines fait plus de cinq cents lieues et livré cinq grands combats.

« Les Russes ne faisaient grâce à aucun confédéré, ils tourmentaient cruellement leurs prisonniers. Tantôt les mettant à nu, ils les amenaient un à un et leur faisaient sauter la cervelle, tantôt les attachant à un tronc d'arbre, ils leur abattaient la tête, tantôt les empalant sur leurs lances ils les y laissaient jusqu'à ce que la mort s'ensuivît ; et ils commettaient beaucoup d'autres barbaries pareilles, surtout le colonel Drewitz et un certain Rehn, ce qui pourtant n'arrêtait personne. » (*Pamietniki Kitowicza.* — Mémoires d'André Kitowicz, ancien confédéré de Bar, publiés par Ch. Sienkiewicz dans le *Skarbiec historii Polskiej*, Paris, 1839.)

Les Russes, vainqueurs des Turcs, étaient entrés à Jassy et à Bucharest : ils redoublèrent d'efforts contre les Polonais. Ceux-ci, loin d'être découragés par la défaite de la seule puissance qui combattît leur ennemi, déployèrent une nouvelle audace. Dans les premiers jours de novembre 1769, la plupart des maréchaux des confédérations particulières se trouvèrent réunis à Biala, ville dont une moitié était sur territoire polonais et l'autre sur territoire autrichien. Krasinski y fut élu maréchal de la confédération générale et Potocki régimentaire. Le comte Pac fut nommé substitut de ces deux chefs jusqu'à leur retour de Turquie, et on forma sous son autorité un conseil suprême ou généralité chargé du pouvoir souverain dans toute l'étendue de la République. Cet événement fut célébré par les camps épars des confédérés, par Posen, la seule grande ville en leur pouvoir et même par les villes qu'occupaient les Russes. « Il avait fallu attirer du fond de la Lithuanie et des provinces les plus reculées, au risque de la vie de plus de vingt mille gentilshommes, à travers mille périls, non-seulement de la mort, mais de la captivité et des tortures, cette nombreuse assem-

blée de la noblesse de 179 districts d'un vaste royaume, réunion nécessaire pour former la confédération générale. » (Rulhière, III, p. 273.)

L'un des chefs les plus distingués fut Joseph Sawa Calinski. Fils d'un célèbre colonel de kozaks polonais, dont la famille eût dû être depuis longtemps anoblie, en raison des services qu'elle avait rendus à la République, il avait, quoique non noble, été acclamé maréchal de Wyszogrod, et il déployait une prodigieuse activité. Il battit à Dobrzyn le colonel Schelner. A la fin de 1770, Casimir Pulawski, après avoir deux fois entamé le corps de Drewitz qui s'était hasardé à le poursuivre dans les monts Carpathes, descendit dans la plaine, puis se jeta sur les faubourgs de Cracovie, y enleva le régiment polonais des gardes de la couronne, reprit le chemin de Varsovie et le quitta de nouveau pour surprendre le monastère fortifié de Czenstochowa. Y laissant une garnison, il courut lui-même en Posnanie. Sawa pénétra en Lithuanie. La confédération achetait des armes en Hongrie, en déterrait en Pologne, s'emparait des mines de sel de Wieliczka. Sawa, défait à Krasnik vers la fin de mars 1771 par Souwaroff, alors brigadier, se reforma et détruisit la colonne russe du colonel Ritter. Mais le 26 avril, après un combat qui dura de six heures du matin jusqu'au coucher du soleil, Sawa vit sa troupe presqu'anéantie et eut une jambe emportée par un boulet. Trouvé par les Russes dans une chaumière où il se cachait, il mourut en prison.

Pulawski prit Zamosc, infligea un échec à un détachement russe, mais le succès de Souwaroff à Lanckorona le força à se replier sur Czenstochowa. Luttant d'activité avec les confédérés, Souwaroff fit cent milles en 17 jours, ne passant jamais quarante-huit heures sans se battre.

Le prince Oginski, grand général de Lithuanie, se prononça contre les Russes. Après plusieurs victoires, il fut surpris dans la nuit du 23 septembre 1771 à Stolowicze et mis en déroute.

Le bruit de l'accord des trois cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, jeta le désespoir dans l'âme des confédérés. Toutefois Czenstochowa ne capitula que le 15 août 1772.

Casimir Pulawski rejoignit l'armée turque. Après la défaite des Turcs en 1774, il se retira à Andrinople, puis partit pour l'Amérique. Il y fut tué le 9 octobre 1779 devant le fort Savannah auquel les Américains reconnaissants ont donné son nom.

Les massacres d'Human. — Ces massacres ont été une machine de guerre dirigée contre la confédération de Bar et en même temps une préparation à l'asservissement de l'Ukraine. Catherine II essayait depuis longtemps d'y troubler l'esprit des populations au moyen de l'influence que lui donnait sa papauté du culte grec. Ainsi, dès septembre 1767, elle faisait envoyer dans cette province polonaise, par le synode de Saint-Pétersbourg, des catéchismes qui enseignaient la soumission à son autorité. En 1768, elle décréta qu'aucun prêtre grec ne pourrait exercer avant de lui avoir prêté le serment d'une obéissance absolue selon une formule donnée par elle-même.

Cette année-là, l'Ukraine était sans défense. La plupart des gentilshommes avaient abandonné leurs maisons pour aller combattre les Russes dans d'autres provinces; ceux-ci enlevèrent les petites garnisons qu'entretenaient pour leur sûreté quelques-unes des principales familles et se retirèrent. Aussitôt les popes firent circuler l'ukase suivant: « Nous donnons cet ordre et nous enjoignons à Maximilien Zelezniak, de la terre de Tymoszew, colonel et commandant dans nos terres du Bas-Zaporogue, d'entrer sur les terres de Pologne, prenant encore quelques troupes de nos armées russes de Kozaks du Don, pour extirper et abattre avec l'aide de Dieu tous les Polonais et les juifs blasphémateurs de notre sainte religion. Par ce moyen nous faisons cesser toutes les plaintes portées devant notre trône contre ces assassins impitoyables, ces parjures, ces violateurs de la loi, ces Polonais qui, protégeant la mauvaise croyance des juifs impies, blasphèment et méprisent notre religion, opprimant un peuple fidèle et innocent. Nous ordonnons donc qu'en traversant la Pologne, on extirpe leur nom et que leur mémoire soit anéantie pour la postérité.... Saint-Pétersbourg, juin 1768. Signé : Catherine. » (*Considér. sur la conféd. de Bar*, par Wielhorski. Paris, 1770.) Les Haydamaks, ou Kozaks vagabonds, se chargèrent de l'exécution. Zelezniak s'avança à leur tête, armé de cet édit de Catherine et précédé de missionnaires russes. « Tout ce qui n'était pas de la religion grecque fut égorgé, vieillards, femmes, enfants, juifs, luthériens. Les juifs furent presque tous brûlés vifs. Les Haydamaks pendaient à une même potence un gentilhomme, un moine, un juif et un chien, avec l'inscription : c'est tout un. On vit à un même gibet une mère entourée de ses quatre enfants. Il y eut plusieurs centaines d'hommes enterrés de façon que la tête seule dépassât et les têtes furent ensuite fau-

chées. Trois villes, cinquante bourgs, plusieurs milliers de maisons éparses dans les campagnes furent brûlés. Ce qui s'échappa se réfugia dans la ville d'Human. Un général russe invita secrètement un major prussien, qui y était avec 50 hommes pour y acheter des chevaux, de s'en retirer. Un Kozak polonais (Gonta), acheté par Zelezniak, surprit une des portes en se présentant en ami (19 juin 1768). Seize mille personnes furent égorgées et un évêque russe vint prendre possession de ces ruines. (Rulhière, III, p. 82, 85.)

La diète nomma une commission, qui publia en 1790 la première partie de son rapport et n'hésita pas à dénoncer la Russie comme instigatrice de ces cruautés. Mais les propriétaires étaient massacrés ou ruinés, les paysans pleins de défiance et de remords, le midi de la Pologne saigné et affaibli; en un mot, le résultat que la Russie avait poursuivi était atteint.

Les officiers français en Pologne. — Sur les instances de l'évêque de Kamieniec, le duc de Choiseul s'engagea à envoyer aux confédérés de Bar de l'argent et un plénipotentiaire. Il fit choix du chevalier de Taulès, capitaine de dragons, ancien résident de France à Genève et voltairien. On a le récit de sa mission secrète. Il joignit les confédérés sur la frontière moldave. Il vit d'abord le comte Potocki près de Choczim : « Une foule de Polonais, dit-il, entouraient ma voiture en m'accablant de questions impertinentes, car ces bonnes gens s'imaginaient que toutes les puissances avaient suspendu leurs plus chers intérêts pour ne s'occuper que de la Pologne et qu'il n'était question dans toute l'Europe que de leurs affaires. » Il alla trouver (3 juin 1768) le maréchal Krasinski qui lui dit : que les confédérés étaient encore en état de résister aux Moskowites, mais qu'ils succomberaient enfin s'ils étaient livrés à leurs propres forces. A la demande des lettres de crédit dont il était porteur, Taulès répondit qu'il lui avait été recommandé d'observer, avant de remettre l'argent, si ce secours pourrait les aider dans leurs projets et avancer leurs affaires. Puis dans une alerte causée par les Russes, il brûla ses papiers et lettres de change et s'en revint. (Voy. son rapport cité d'après les archives des affaires étrang. par Saint-Priest dans sa partiale étude diplomatique sur le partage de la Pologne, ch. III, 1850.) Taulès, pour s'excuser de n'avoir rien fait en Pologne, calomnia les confédérés.

Au commencement de 1770, Choiseul chargea d'une mission en Pologne Dumouriez, alors colonel, qui demanda trois mois pour étudier la question et arriva près des confédérés à Epéries, en Hongrie, à la fin d'août. Ils étaient 16 à 17,000 hommes sous huit à dix chefs. La première préoccupation de Dumouriez fut de leur donner une organisation unitaire, à la française, de créer une infanterie et de se procurer des fortifications. Il écrivit au ministre Choiseul un plan qui tendait à enlever Varsovie, à détruire les magasins des Russes dans les provinces méridionales et à porter le théâtre de la guerre en Moskowie. Mais pour cela il lui fallait avoir triplé ses forces. Il attendait le printemps. Et au milieu de l'hiver Choiseul tomba du pouvoir. (*Mémoires du général Dumouriez* écrits en 1794 et réimprimés en 1822.) « Abandonné à ses propres mouvements et ne recevant plus d'instructions, Dumouriez étendit lui-même ses pouvoirs et se mit à donner des ordres aux confédérés au lieu de conseils et de subsides. » (Daunou, dans sa continuation de Rulhière, précis du liv. XIV.) « Dumouriez, avant d'avoir rendu aucun service aux Polonais, leur parlait un langage peu mesuré. Loin d'honorer le dévouement héroïque de Casimir Pulawski, le plus intrépide de leurs chefs, il l'exaspérait par des reproches insupportables à l'homme d'honneur. » (Lacretelle, *Hist. du XVIIIe siècle.*) Dumouriez était un officier de fortune qui ne manquait ni de bravoure ni de génie militaire, mais qui n'entendait rien à la façon dont les confédérés étaient obligés de faire la guerre. Etant entré en Pologne, il se fit battre à Lanckorona, le 22 juin 1771, en rejeta la faute sur tout le monde et retourna en France.

Le baron de Vioménil, maréchal de camp, homme d'un caractère modéré, fut mandé en Pologne, par d'Aiguillon, en août 1771, avec un petit secours d'argent et quelques officiers français, dont plusieurs, notamment le lieutenant-colonel de Choisi, se sont extrêmement distingués. Vioménil resta à Cieszyn (Teschen) dans la Silésie autrichienne où s'établit le conseil de la confédération. M. de Choisi, ayant reçu l'ordre de s'emparer du château de Cracovie, y réussit par un coup d'audace, 2 février 1772. « C'est M. de Choisi qui a tout imaginé, tout préparé, et il vient de l'exécuter d'une manière surprenante, écrivit Vioménil, le 5 février. Ce brave officier sera honoré et estimé à jamais parmi les Polonais. Il avait communiqué sa chaleur et son zèle à tous nos Français; ils ont fait des prodiges. » Si les officiers français ont montré beaucoup de

courage à la prise du château, ils en montrèrent cent fois davantage pour sa défense. Du pain sec, du cacha (espèce de gruau) et du courage, voilà, monsieur, toute la nourriture des officiers et des soldats, écrivait Choisi à Vioménil, 29 février. Toute communication avec le dehors était interceptée. Le fait de Cracovie mit beaucoup de liaisons entre les Français et les Polonais, la confiance s'établissait, selon la remarque de Vioménil. Et d'un autre côté un sentiment nouveau naissait à Cracovie même dans l'âme des officiers français. Nous lisons en effet dans une lettre de Choisi : « Mes deux canonniers français sont d'une espèce bien rare : on ne s'attend pas à trouver dans cette classe des hommes aussi extraordinaires ; c'est une activité, une prévoyance et une fermeté surnaturelles ; si on ne fait pas ces gens-là officiers dans leur corps, ce serait une acquisition excellente pour le régiment qui les aurait. » Et dans son journal du siége de Cracovie, M. l'officier de Galibert a des paroles de pitié pour les soldats, « que les plus grands maux ne mènent point au bâton de maréchal de France, pas même à un pain assuré pour vivre en cas de mutilation. » Vingt ans ne s'étaient pas écoulés que tout soldat français avait dans sa giberne son bâton de maréchal. Le château de Cracovie capitula le 23 avril 1772 ; la garnison fut prisonnière de guerre, et M. de Choisi déporté à Smolensk. (*Lettres du baron de Vioménil*, publiées par le général Grimoard. Paris, 1808.) Après dix-huit mois de captivité, M. de Choisi fut mis en liberté avec vingt officiers français. De retour à Versailles, il disait hautement, en présence du ministre de Russie, que pendant quatorze mois on l'avait laissé, lui et ses frères d'armes, manquer de pain et sans autres ressources que les charités de quelques femmes russes ou tartares. (Ferrand, *Histoire des trois démembrements de la Pologne*, 1820, II, p. 15).

Attentat contre le Roi. — Le 9 avril 1770, les chefs de la confédération de Bar avaient, de Varna, annoncé l'interrègne ; Ignace Bohusz, secrétaire de la confédération, en prépara l'acte à Teschen et le fit signer aux confédérés. La généralité le publia, le 14 mai 1770, à Konieczne, sur la frontière de Hongrie. Stanislas-Auguste était déclaré usurpateur du trône, sommé de comparaître devant la confédération et, en cas de désobéissance, mis hors la loi. Strawinski et deux autres confédérés servant de témoins remirent cet acte au roi dans son palais de Varsovie, et disparurent protégés par leur adresse et par leur confiance dans la capitale.

L'acte de déchéance fut mis à l'ordre du jour par les chefs militaires de la confédération, sauf Zaremba. (Voy. Lelewel, *Hist. de Pol.*, II, p. 61.)

Le 3 novembre 1771, le roi fut enlevé, en pleine rue, à Varsovie, par plusieurs confédérés dans le dessein d'arracher aux Russes leur principal instrument. Ils l'entraînaient vers Czenstochowa quand, la nuit, ils s'égarèrent. Le roi, resté seul avec l'un d'eux, Kusma, l'attendrit et en obtint son salut. Une enquête fut commencée, puis suspendue. Quinze mois après, les Russes la firent reprendre. Lukaski affirma dans l'instruction que les ordres qu'il avait reçus se bornaient à l'enlèvement du roi. Mais il ne fut pas permis à son avocat de prononcer la défense qu'il avait préparée dans ce sens. Lukaski fut condamné comme régicide et exécuté. Il eut la tête tranchée, puis ses mains furent coupées, son corps écartelé, les différentes parties brûlées et les cendres jetées au vent. Sa femme, Eve Mendenska, qui fut condamnée à assister au supplice, en mourut de douleur trois jours après. Cybulski eut aussi la tête tranchée, mais son corps fut rendu à sa famille. Ils montrèrent tous deux un grand calme et beaucoup de courage. (Ferrand, II, p. 99.)

Dans son testament (3 sept. 1773) Lukaski soutient que la confédération de Pologne avait sur Stanislas-Auguste le même droit que le parlement d'Angleterre sur Charles Ier. Reprochant au roi le démembrement de la nation, il proteste n'avoir rien fait que par zèle et amour pour sa chère patrie. Puis il ajoute : « Me trouvant dans l'avoisinement de l'éternité, je dois confesser et publier le vrai ; c'est que je mérite justement la mort et m'y condamne moi-même, me reconnaissant très-criminel parce que j'ai laissé vivre l'intrus Poniatowski. »

Les trois cours co-partageantes. — Le démembrement de la Pologne a été un tel crime que les puissances qui en ont profité ont essayé depuis d'en rejeter de l'une sur l'autre la principale responsabilité. Lisez Dohm, Gœrtz, Koch, Schœll, Preuss, Martens, ils vous diront que jamais Frédéric n'avait pensé au partage de la Pologne : il est vrai qu'ils sont tous Prussiens. Lisez Saint-Priest, Smitt, ils vous diront que Catherine voulait conserver l'intégrité de la Pologne : il est vrai que l'un était fils d'un émigré russifié et l'autre un panégyriste de l'empereur Nicolas. Lisez tel auteur que vous voudrez sur cette période, ils vous diront que Marie-Thérèse était désolée du démembrement de la Pologne :

il est vrai qu'ils se copient presque tous sans s'être demandé si les larmes impériales n'étaient pas feintes. En réalité, l'Autriche désirait ménager les apparences et paraître avoir la main forcée; la Russie, qui dictait des lois à la République, convoitait tout le territoire polonais; et la Prusse, en qualité de puissance nouvelle, cupide, mais ne pouvant ici rien prendre seule, était naturellement appelée à attacher le grelot, d'autant plus impatiente qu'elle craignait de voir les deux autres s'agrandir sans elle sur le Danube.

Les ambassadeurs des trois cours, au nom de leurs maîtres, commencèrent par repousser solennellement les bruits de partage qu'on avait fait courir et qu'ils déclaraient calomnieux (1764). Or, dans le même temps, Frédéric et Catherine se concertaient en vue de combinaisons conformes à leurs intérêts en Pologne, et le résultat en fut un affaiblissement continu de la République. Panin avait dit à l'ambassadeur prussien, comte de Solms (décembre 1763), « que le roi de Prusse n'aurait pas à regretter de prendre des engagements avec sa cour; qu'il aurait sa peine payée aussi bien que la Russie, et qu'on n'aurait pas travaillé pour rien. » (Cité par Kurd de Schlozer dans son ouvrage sur Frédéric et Catherine, puisé aux archives de l'ambassade prussienne à Pétersbourg. Berlin, 1859.) La guerre des Russes et des Turcs rapprocha la Prusse et l'Autriche. Joseph II et Frédéric se virent à Neisse en Silésie (25 août 1769). « Il y avait, dit Frédéric, deux partis à prendre : ou d'arrêter la Russie dans ses immenses conquêtes, ou, ce qui était le plus sage, d'essayer par adresse d'en tirer parti. Le roi n'avait rien négligé à cet égard : il avait envoyé à Pétersbourg un projet politique qu'il attribuait à un comte de Lynar... Ce projet contenait une esquisse d'un partage à faire de quelques provinces de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'objet d'utilité de ce partage consistait en ce que la Russie pourrait continuer tranquillement sa guerre avec les Turcs, sans appréhender d'être arrêtée dans ses entreprises par une diversion que l'impératrice-reine était à portée de lui faire... Mais les grands succès des Russes, tant dans la Moldavie que dans la Valachie, et les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel, avaient tellement enivré la cour de ses prospérités, qu'elle ne fit aucune attention au soi-disant mémoire du comte de Lynar. » (*Œuvres de Frédéric le Grand*, Berlin, 1846, VI, p. 27.)

L'année suivante, le roi de Prusse eut une nouvelle entrevue avec l'empereur, qui était accompagné cette fois de son ministre

Kaunitz, à Neustadt, en Moravie (3 septembre 1770). Ils y reçurent de la Porte la proposition de se rendre médiateurs entre elle et la Russie. Frédéric profita de ces circonstances pour se faire, auprès de Catherine, le promoteur officieux d'une réconciliation avec la cour de Vienne, à l'effet de terminer la guerre des Turcs et de pacifier la Pologne. Un mois après (12 octobre), le prince Henri, frère du roi de Prusse, arrivait à Pétersbourg. « Je m'en rapporte, lui écrivit Frédéric, à votre bon esprit qui tirera parti de toutes les occasions qui se présenteront là-bas. » Il se répandit à Pétersbourg, dans les premiers jours de l'année 1771, le bruit de la prise de possession par l'Autriche des starosties de Zips et de Sandek. Déjà, au printemps de 1769, l'Autriche avait fait mettre un cordon de troupes aux frontières de la Pologne et y placer des poteaux surmontés de l'aigle impériale. On avait enveloppé avec *le cordon* les treize villes de la Zipsie, que l'empereur Sigismond avait engagées à la Pologne (1412) et auxquelles on avait formellement renoncé par le traité de Byczyn en 1589. Pendant l'automne de 1770, le cordon de troupes fut étendu et entoura les starosties de Zips et de Sandek ; le 9 décembre parut un décret émané du cabinet de Vienne par lequel ces territoires étaient totalement incorporés aux États autrichiens, et il fut établi, pour ces deux provinces, un gouvernement qui portait le titre de *Administratio terrarum recuperatarum*. (Voy. l'ouvrage de F. de Smitt, *Frédéric, Catherine et le partage de la Pologne*, rédigé d'après les archives de Moskou, Paris, 1861, supplément p. 6, 37.) A cette nouvelle, Catherine dit au prince Henri (8 janvier 1771) : « Il semble que dans cette Pologne il n'y a qu'à se baisser pour en prendre. » (Voy. contin. de Rulhière, IV, p. 210.) Et elle ajouta : « Si la cour de Vienne veut démembrer ce pays, les autres voisins ont le droit d'en faire autant. » Henri disait plus tard : « Pour prévenir le malheur d'une guerre générale, il n'y avait qu'un expédient, c'était de mettre trois têtes dans un bonnet, et cela ne pouvait se faire qu'aux dépens d'un quart. » (Conversation avec Rulhière, rapportée par Ferrand, I, p. 131.) Le prince Henri était de retour à Berlin le 17 février. Le 2 mars, Frédéric écrivait à son ambassadeur : « Le meilleur sera que la Russie et moi, imitant l'exemple de la cour de Vienne, pourvoyions nous-mêmes à nos intérêts et nous procurions aussi quelque avantage réel en Pologne. »

D'un autre côté, « le roi assura le baron Van Swieten, ambassadeur d'Autriche à Berlin, que la Russie ne témoignait aucun mécon-

tentement de ce que les Autrichiens avaient pris possession de Zips et que Sa Majesté, pour donner des preuves de son amitié à Leurs Majestés Impériales, leur conseillait de s'étendre dans cette partie de la Pologne selon leur bienséance, ce qu'elles pourraient faire avec d'autant moins de risques que leur exemple serait imité par les autres puissances voisines de ce royaume... » Kaunitz élevait des objections sur la difficulté de se faire des parts égales, et ajoutait que sa cour était prête à évacuer les districts occupés par ses troupes, si les autres puissances en voulaient faire autant. « Ces dernières paroles étaient comme un reproche tacite aux Russes, qui avaient des armées en Pologne ; elles regardaient également le roi qui avait tiré un cordon de troupes depuis Crossen jusqu'au-delà de la Vistule, pour garantir ses Etats de la peste, qui faisait alors en Pologne de grands ravages. Dans une affaire de cette nature, il ne fallait pas se laisser décourager par des bagatelles. On pouvait prévoir que la cour de Vienne changerait de sentiments sitôt que la Russie et la Prusse seraient bien d'accord. » (*Œuvres posthumes de Frédéric II*, Potsdam, 1808, V. *Mémoires de* 1763 *à* 1775, p. 54-57.)

Le 1er juin 1771, Solms, ambassadeur de Prusse en Russie, annonçait au roi « que l'impératrice Catherine désirait conclure avec lui un traité formel pour le partage de la Pologne, et qu'elle le priait de lui envoyer un plan qui formât la base de négociations plus étendues. » A quoi Frédéric répondit : « Comme la cour de Russie se trouve dans des dispositions aussi avantageuses, je crois, pour commencer par ce qui me regarde, qu'on pourrait proposer la possession de la Pomérélie, excepté Dantzick, et, pour équivalent de cette ville, la starostie de Culm et de Marienbourg, ou, si cette proposition paraissait trop difficultueuse, au lieu de la Pomérélie, la Warmie, Elbing, Marienbourg et Culm ; mais la première proposition sera toujours la plus avantageuse, si vous pouvez l'arranger ainsi, parce qu'elle me donne une communication avec la Prusse dont autrement je demeure toujours coupé par la Pologne... Je n'entre point dans la part que la Russie se destine, et j'y ai laissé exprès table rase pour qu'elle la règle selon ses intérêts et son bon plaisir... Il ne dépendra plus des Autrichiens de rompre la négociation, si nous déclarons unanimement nos vues sur la Pologne. La cour de Vienne n'aura premièrement rien de bon à répondre, parce qu'elle a été la première à nous montrer le chemin. Supposé que les Autrichiens trouvassent leur portion en

Pologne trop faible, en comparaison de la nôtre, et qu'on voulût les satisfaire, il n'y aurait qu'à leur offrir cette lisière de l'Etat de Venise qui les coupe de Trieste pour les mettre en repos. » (Dépêche de Frédéric à Solms, 14 juin 1771.)

Le 28 février 1772, l'ambassadeur d'Autriche, Van Swieten, remit au roi de Prusse un acte signé de l'empereur Joseph et de Marie-Thérèse (Vienne, 19 février 1772) et qui est réellement l'origine de la Sainte-Alliance. On promettait, foi et parole de souverain que, quelle que pût être l'étendue des prétentions respectives des trois cours, leurs acquisitions en Pologne devraient être parfaitement égales, et que, loin de mettre des obstacles aux mesures que chacune pourrait juger devoir prendre, elles s'entr'aideraient mutuellement. Frédéric se hâta, en échange, de remettre un acte pareil. Même convention fut signée à Pétersbourg entre la Prusse et la Russié, et que Panin antidata (Saint-Pétersbourg, 6/17 février), pour que l'Autriche ne vînt qu'en troisième ordre comme ne faisant guère qu'accéder à un arrangement déjà pris. « La signature de notre convention m'a fait un plaisir infini, écrivait Frédéric à Solms (1er mars). Il est possible qu'il en résulte avec le temps une alliance entre les trois cours à laquelle je n'aurai certainement rien à redire. » Et il pressait la conclusion : « Je suis d'opinion qu'il faut terminer les affaires en Pologne, avant que le congrès ne s'ouvre en Turquie. Quant aux Turcs, on leur fera facilement digérer ces démembrements de la Pologne, en leur insinuant que c'est en leur faveur que les Russes leur restituent la Valachie et la Moldavie. » (6 mars). Frédéric s'applaudissait d'une entente qui avait produit le partage : « Il en résultera, disait-il, une impossibilité morale de pouvoir jamais rompre l'union intime qui subsiste entre nos deux monarchies, Prusse et Russie » (28 juin 1772).

Le prince Henri s'est glorifié de ce brigandage politique, comme d'un trait de génie ; il s'en est plus tard vanté dans les salons de Paris près des hommes de lettres et des hommes d'Etat, tant le sens moral est éclipsé dans certaines consciences! Déjà, en avril 1772, il écrivait au comte Solms : « Je puis me dire que mon séjour à Pétersbourg a été marqué par le commencement des négociations pour la plus grande réunion entre le roi et la Russie. Je puis aussi me flatter, sans prévention, et j'en ai là-dessus l'aveu du roi dans plus de vingt lettres de sa main, d'avoir mis sur le tapis l'affaire qui a donné lieu à la convention de partage. » Et il

ajoute qu'il « regarderait comme le plus grand monument de sa gloire que Catherine, à l'occasion de la prise de possession, daignât l'honorer d'une lettre ostensible pour lui témoigner sa satisfaction, qui pût lui servir de preuve d'avoir contribué à ce grand ouvrage. »

« On ne peut pas dire qu'il fut difficile de persuader à l'une des trois cours d'entrer dans ce plan (de démembrement); au contraire, elles vinrent au-devant l'une de l'autre. » (*Faits mémorables de mon temps*, par M. de Dohm, 1814, 1re partie p. 433-514.) Si Marie-Thérèse affecta des scrupules de dévote, dès qu'elle se fut déterminée à prendre, elle manifesta une extrême avidité : elle dut même en rabattre et rétrograder. (*Souvenirs du comte de* *** (Grimoard) en tête des *Lettres du Vioménil* 1808, p. 122). « J'ai vu Marie-Thérèse pleurer sur les infortunes des Polonais opprimés, écrivait au duc d'Aiguillon le prince de Rohan, ambassadeur de France à Vienne; mais cette princesse, habile à dissimuler ses projets, a des larmes à volonté. » (*Mémoires de l'abbé Georgel*, premier secrétaire d'ambassade, Paris, 1818, I, p. 264.) « Marie-Thérèse eut recours aux casuistes. Des ecclésiastiques avisés, dont on a également demandé l'avis, ont statué que la loi d'Etat ou des souverains était différente de celle des particuliers et qu'il y avait des circonstances où elle ne pouvait être déterminée que par l'intérêt politique. Cette dernière décision est attribuée aux Jésuites. » (Lettre de Frédéric à Solms, 21 novembre 1772).

Un instant Catherine voulut accréditer l'opinion qu'elle n'avait fait que céder aux importunités du roi de Prusse. Celui-ci lui rappela alors qu'elle lui avait écrit trois ans auparavant : « Je prends sur moi tout le blâme. » (Voy. dépêche de Sabatier, résident français à Pétersbourg, 11 février 1774, citée par Ferrand, I, p. 152.) La question diplomatique relative au partage de la Pologne a été résumée dans cette parole qu'on a mise dans la bouche de Catherine et qu'elle aurait adressée au prince Henri : « J'épouvanterai la Turquie, je flatterai l'Angleterre; chargez-vous d'acheter l'Autriche, afin qu'elle endorme la France. » (*Hist. de Pol. jusqu'en* 1795 par F. M. M*** [Monier], 1807, II, p. 247.)

« Le pouvoir collectif était déjà exercé en fait par les troupes des trois puissances, et ainsi le partage fut accompli avant qu'on se fût entendu par un traité. » (Ernest Hermann dans son *Histoire de Russie sous Élisabeth, Pierre III et Catherine II jus-*

qu'en 1775, travail puisé aux archives de Saxe.) Ce traité ne fut pas même exécuté avec bonne foi.

Frédéric avait demandé Dantzick, la Russie le lui refusa par ménagement pour l'Angleterre. Il se résigna à patienter, mais il en fit pour ainsi dire le siége en occupant tous les points essentiels au commerce de cette ville. Il répondait aux plaintes des Dantzickois par des arguments comme ceux-ci :

« La ville de Dantzick ne saurait prouver par aucune sanction positive qu'elle a le droit d'un port et que ce port appartient à son existence ; elle ne prouve ce droit que par des interprétations forcées et par des inductions précaires, tirées de sa situation et du commerce. Il y a beaucoup de villes qui font un commerce florissant sans avoir un port, d'autres ont eu des ports qui par le changement des rivières ou par d'autres viscissitudes humaines n'en ont plus. » (Preuves et défense des droits du roi sur le port et péage de la Vistule, 1773. *Recueil des déductions, manifestes, déclarations, traités et autres actes et écrits publics qui ont été rédigés et publiés pour la Cour de Prusse par le ministre d'État comte de Herzberg*, Berlin, 1790, I, p. 378.)

Quant à ses nouvelles limites, son ambassadeur à Varsovie, M. Benoît, présentait les plus bizarres raisonnements à l'appui d'empiétements journaliers. En voici un spécimen : « Le roi n'a rien fait occuper au-delà de la Netze (Notec) que ce qui appartient à ce fleuve. Comme il doit, aux termes du traité de Varsovie, avoir la Netze en entier, il doit aussi posséder les deux rives. Par le mot rive, on ne peut entendre autre chose que tout le pays qui s'étend sur les bords du fleuve, en tant que le terrain est couvert par ses inondations, aussi bien que les marais formés par ses débordements... De plus la localité demandait qu'on ajoutât quelques pays à la rive méridionale de la Netze, afin de ne pas démembrer des propriétés particulières et occasionner par là de grandes incommodités... Le roi doit prétendre au cours tout entier de la Netze, avec ses différents bras et ses sinuosités jusqu'à sa source, y compris le lac Goplo, parce que sans cela le roi n'aurait pas la Netze en entier, ce mot *en entier* désigne clairement tout le fleuve, aussi bien en longueur qu'en largeur. La République aurait dû déterminer clairement que la frontière du roi devait décrire une ligne droite jusqu'à Solitz. Elle peut aussi bien décrire une ligne courbe. Le roi n'aura que l'élément d'eau lorsque le fleuve déborde, mais le pays quand il sera rentré dans son lit. » (Varsovie,

20 septembre 1774.) « Par suite de ce raisonnement, on établit que le fleuve pouvait déborder à une distance de douze milles (plus de 30 lieues), même par-dessus les montagnes. » (Lelewel, *Hist. Pol.* II, p. 74.)

La Pologne eut beaucoup à souffrir de Frédéric. Dès le premier moment de son occupation, il fit enlever une foule de jeunes filles afin de peupler ses sables du Brandebourg (Ferrand, I, p. 129), et il fabriqua de la fausse monnaie en grand. (Rulhière, II, p. 75.) « Bien différent d'Etienne Batory qui rejetait comme vile la pensée d'une altération monétaire, fait si commun alors en Europe : *Nolumus vili monetâ nos viles reddere; eat ille Germanus ad quærentes levamen inopiæ, lachrymis miserabilium.* » (Lettre à Chodkiewicz, 9 mars 1570. Bibl. Zalusc., n. 454, cité par M. Louis Wolowski à la suite de sa traduction du traité de la monnaie de Kopernik. Paris, 1864). Frédéric II ne connut jamais de scrupules : « Il est, disait-il, important à un roi de s'écarter souvent des routes ordinaires... Toutes ses vertus ne sont appuyées que sur son intérêt et son ambition... Qui veut passer pour héros doit s'approcher hardiment du crime;... qui veut passer pour sage doit se contrefaire avec art. Tout dépend de la constance et du courage de celui qui prend. Il doit toujours tenter, être bien persuadé que tout lui convient; mais seulement il doit prendre garde de ne pas afficher avec trop de vanité ses prétentions. » (*Œuvres posthumes de Frédéric,* Art de régner, 4e, 5e et 205e soirées.)

Les trois cours déclaraient solennellement qu'elles n'élèveraient plus jamais aucune prétention sur une portion quelconque du territoire de Pologne. Et pourtant elles avaient résolu la destruction radicale de la nation polonaise. Catherine mandait en 1775 à son ambassadeur à Varsovie : « Dites au roi que l'on ne discontinue pas de me solliciter pour un partage ultérieur... Il dépend uniquement de moi que le nom de Pologne soit rayé de la carte géographique. »

PROTESTATIONS CONTRE LE DÉMEMBREMENT. — Les trois puissances tenaient à faire ratifier par la République leur convention de partage : elles ne purent lui arracher par la force qu'un simulacre d'adhésion. Le roi fut contraint de convoquer le sénat le 8 février 1773, afin de fixer avec lui l'ouverture de la diète. Sur 123 membres, il en vint 30. Les troupes étrangères campaient dans les faubourgs de Varsovie. L'évêque de Livonie protesta courageuse-

ment, et l'ambassadeur de Russie l'empêcha d'assister à une seconde séance, attendu que son diocèse faisait partie du territoire que Catherine s'était adjugé. Dès le 1er octobre précédent, l'évêque de Kamieniec avait écrit : « Pas de diète ; le roi y consentirait à tout ; l'argent, les promesses, les places, les menaces, l'enlèvement des citoyens, l'un pour Spandau, l'autre pour la Sibérie, le troisième pour la Carinthie ne laisseraient dans cette diète que des gens faibles ou corrompus. » Les trois ambassadeurs exigèrent la réunion de la diète le 19 avril, pour l'accommodement définitif être fait le 8 juin. De nombreuses diétines ou se rompirent sans nommer de nonces, ou dressèrent des protestations ; ce qui fut dû surtout à l'énergique initiative de l'évêque de Cracovie, récemment arrivé de Sibérie après un exil de quatre ans. L'ambassadeur de Russie, baron de Stackelberg, le lui ayant reproché, *il* répliqua : « Suivant les lois de la nature, chacun est obligé de défendre les droits de sa patrie, s'il ne veut être un monstre ; nous, en qualité de sénateurs, nous serions des parjures, si nous approuvions le partage ; personne ne nous ayant donné le pouvoir de rendre nos frères esclaves, ce serait leur donner le même droit sur nous. Vous m'avez assuré què, connaissant bien mon caractère et ma façon de penser, vous n'oseriez me tenter. J'en appelle au témoignage des officiers qui m'ont gardé dans ma prison ; combien de fois ne leur ai-je pas déclaré que je préférerais passer le reste de ma vie même au Kamtschatka, au pain et à l'eau, plutôt que de recouvrer ma liberté au prix de ma conscience. Je serais plutôt prêt à me laisser couper le bras ou à perdre la vie que de signer un décret fatal à ma patrie. Ces sentiments patriotiques, qui sont ceux de ma conscience, quoiqu'il vous plaise de les nommer fanatisme, m'ont déterminé à ne jamais approuver le partage. Ne voulant point d'approbation, je ne pouvais vouloir une diète ; ne voulant point de diète, je ne pouvais vouloir de diétines ; et par toutes ces raisons, claires comme le soleil, j'ai résolu de les rompre et je me suis donné des peines inimaginables pour y parvenir. » (Lett. du 6 avril 1773.) Les nonces envoyés à la diète se trouvèrent en très-petit nombre. La Prusse polonaise n'en avait pas nommé, et la Lithuanie quelques-uns seulement. Trente-six diétines, en s'abstenant, avaient par là même protesté contre tout ce qui se ferait à la diète.

Les Russes, qui avaient maintenu le *liberum veto* et proscrit toute confédération, exigèrent que cette diète se tînt *sub nexu*

confederationis. Adam Poninski, vendu aux Russes, allait se saisir du bâton de maréchal, quand Thadée Reyten, nonce de Nowogrodek s'y opposa, objectant que les universaux du roi ne parlaient point de confédération, qu'ils convoquaient une diète ordinaire. Le lendemain Reyten persista, résolu à soutenir son opinion au péril de sa vie. Le jeune Korsak, nonce de Minsk, se joignit bravement à lui : « Je ne connais point sur la terre, disait-il, de despote assez riche pour me corrompre, ni assez puissant pour m'épouvanter. » Le 21, la confédération, qui avait constitué son tribunal et fait enregistrer son acte de formation, se déclara en activité : il fut en conséquence signifié à Reyten que sa désobéissance pouvait être punie de mort : « Il vaut mieux, répondit-il, mourir glorieusement pour sa patrie que d'attendre une mort ordinaire avec la honte et les reproches de n'avoir pas rempli les devoirs d'un bon citoyen. » Le 22, le roi adhéra à la confédération et la séance se tint hors de la salle, parce que Reyten y était toujours. Le 23, au bout de trente-six heures, ce nonce énergique fut emporté sans connaissance. Quatre avaient persisté avec lui et Korsak jusqu'à la fin ; leurs noms sont : Dunin, Jerzmanowski, Kozuchowski, et Penczkowski. Ils furent éloignés de Varsovie sous escorte moskowite. L'admiration arracha ces paroles au général prussien Lentulus : *Optime vir, gratulor tibi; optime rem tuam egisti*. Excellent citoyen, je te félicite, tu as bien rempli ton devoir. Reyten souffrait d'un coup qu'on lui avait porté à la tête avec le bâton du maréchalat. Il se retira dans son patrimoine de Gruszowka. Quelques années plus tard, apercevant un général russe qui venait y voir son frère, il voulut sortir ; on le retint ; alors il brisa la vitre, s'en déchira les entrailles et mourut le surlendemain, 8 août 1780. On le surnomma le Caton polonais, puisqu'à l'exemple du dernier Romain de la République, il n'avait pu survivre à la liberté de sa patrie. Reyten descendait d'une famille suédoise établie depuis des siècles en Pologne : il avait 42 ans lors de sa protestation ; il s'était battu contre les Russes sous Radziwil et Oginski.

Les trois ministres des puissances, sans même faire connaître toute l'étendue de leurs prétentions, avaient exigé de la diète confédérée la nomination d'une délégation avec pleins pouvoirs pour signer les traités de partage et changer les formes du gouvernement (17 mai 1773). Et ils forcèrent la délégation à souscrire au démembrement, sans même qu'il eût été préalablement dressé une

carte des nouvelles limites. Trois délégués refusèrent leur signature. L'un d'eux, Wilczewski, nonce de Vilna, s'écria : « Si, la signature d'un seul délégué manquant, les traités n'ont point de valeur, je suis alors le premier à sacrifier ma vie et tout ce que j'ai de plus cher pour la réintégration de ma patrie, et je ne le signe point. » Enfin les trois traités furent séparément ratifiés ou proclamés comme tels (18 sept.); car il paraît constant que la ratification n'eut pas même la pluralité des voix. Les maréchaux de la confédération de Bar protestèrent, de Lindau en Allemagne (26 nov. 1773).

Les discussions des puissances entre elles relatives aux délimitations des frontières durèrent jusqu'en 1775. Alors la diète fut dissoute, après avoir établi un conseil permanent auquel seraient subordonnés tous les pouvoirs de la République, et qui fut l'instrument de la Russie. Ce conseil ne fut aboli que le 19 janvier 1789. La diète qui prit cette mesure patriotique, ordonna que Poninski serait conduit par les principales rues avec un crieur qui répéterait à chaque carrefour : « C'est ainsi qu'on punit les traîtres à la patrie ; » qu'il serait banni ; que sa sentence gravée sur le marbre serait placée dans la salle des nonces, qu'à côté on élèverait un monument en l'honneur du courage déployé par Reyten dans les séances des 19 et 20 avril 1773.

Rome, Versailles et les philosophes. — « Les ambassadeurs polonais demandaient un jour au pape Pie V, le dernier des papes morts en odeur de sainteté, des reliques pour leur nation. — Mes enfants, dit le pape, quel besoin avez-vous de reliques ? Prenez une poignée de votre terre, elle est toute formée d'os d'hommes morts pour la cause de l'Eglise, parce qu'ils combattaient les infidèles ; elle est toute trempée de sang de martyrs. » (*Slaves*, V, p. 85.) Eh bien ! que fit la papauté pour la Pologne à l'heure de son danger suprême ? D'abord Clément XIII écrivit aux princes catholiques, au roi de France, au roi d'Espagne et à l'empereur, moins toutefois pour qu'ils sauvegardassent la nationalité polonaise que pour qu'ils combattissent les dissidents (30 avril 1767). Puis son successeur, Clément XIV, abandonna la Pologne. « Le nonce, qui au nom du pape animait depuis le commencement les confédérés de Bar, se trouvait à Czenstochowa au moment où elle fut prise par Pulawski (août 1770) ; il lui donna la bénédiction de Sa Sainteté. En même temps, la cour de Rome expédiait une ré-

ponse qui devait calmer la conscience de Marie-Thérèse et diriger ses démarches contre les confédérés et la Pologne. Le Saint-Père y dit : Que l'invasion et le partage de la Pologne étaient non-seulement politiques, mais dans l'intérêt de la religion ; et que, pour l'avantage spirituel de l'Eglise, il était nécessaire que la cour de Vienne étendît sa domination en Pologne aussi loin qu'elle le pourrait. » (Lelewel, *Hist. de Pol.*, II, p. 60.)

Le chef de la maison de Bourbon, Henri IV, méditait de fortifier la Pologne et de reléguer les Moskowites en Asie (*Mém. de Sully*, liv. XXX). Et c'est sous un Bourbon que la Pologne fut partagée. Lorsqu'en 1666 il fut question de rétablir les affaires en Pologne, Colbert disait à Louis XIV : « Je déclare à V. M. qu'un repas inutile de trois mille livres me fait une peine incroyable, et lorsqu'il s'agit de millions d'or pour la Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais celui de ma femme et de mes enfants et j'irais à pied toute ma vie pour y fournir. » Un siècle après, les ministres de Louis XV endettaient la nation pour payer les plaisirs du roi, et n'accordaient à la Pologne qu'un appui indirect et un subside dérisoire. Louis XIV n'avait point voulu recevoir Pierre Ier en France ; Louis XV reconnut le titre impérial de Russie, et son ambassadeur, M. de Breteuil, eut à entendre de Catherine II des paroles comme celles-ci : « C'est la faiblesse et la fausse politique de mes prédécesseurs qui ont si longtemps laissé à la France quelqu'influence dans les affaires de Pologne. Voyez la position de mon empire et jugez si ce n'est pas à moi seule qu'il appartient de nommer le roi que recevra cette république. » (Rulhière, II, p. 38.) La Pologne n'était pour le duc de Choiseul que d'un intérêt secondaire, et elle cessa d'être intéressante pour le duc d'Aiguillon. « La situation de la Lithuanie, écrivait-il le 6 févr. 1771, ne peut plus intéresser le roi au point de continuer le subside. » On va répétant que le partage de la Pologne doit être attribué à ce que la du Barry avait succédé, comme favorite, à la Pompadour, et d'Aiguillon à Choiseul, comme ministre. Mais quand même Louis XV n'eût changé ni de maîtresse, ni de ministère, la Pologne n'en eût pas moins été abandonnée par la France. « Dans une situation tellement humiliante qu'elle aurait servi d'excuse au langage le plus véhément, M. d'Aiguillon ne parut occupé que du soin de ménager le cabinet de Vienne. » (*Etudes diplomat.*, par Saint-Priest, I, p. 283.)

La France ne pouvait aider efficacement la Pologne que par

une grande guerre, entreprise directement pour elle ; or le roi ni sa cour ne voulait d'une telle guerre.

Les philosophes du XVIIIe siècle avaient constamment à la bouche les mots de liberté et d'indépendance ; et pourtant ils applaudirent, Voltaire en tête, au démembrement de la République de Pologne. La cour de Russie avait adopté, il est vrai, le langage de la philosophie. « L'impératrice Catherine, disait Repnin aux Polonais, n'a que le bonheur et l'indépendance du genre humain en vue. L'égalité est le seul fondement de la liberté ; c'est le seul principe auquel se rattachent tous les autres. L'impératrice ne peut faire un meilleur usage de l'autorité qu'elle tient de Dieu, qu'en réalisant cette égalité dont il a lui-même placé le désir dans le cœur de tous les hommes comme un témoignage de sa volonté. » (*La chute de la Pol.*, par Fréd. Raumer, trad. de l'allem. *Paris*, 1832.) Or, les princes surtout doivent être jugés sur leurs actes. Le patriarche de Ferney a beaucoup écrit contre la Pologne. Nous ne citerons de lui qu'un mot : « On dit que les jésuites polonais ont une grande part aux Saint-Barthélemy continuelles qui désolent ce malheureux pays. Ma seule consolation est d'espérer que ces turpitudes horribles tourneront à votre gloire. Ou je me trompe fort, ou vos ennemis ne seront parvenus qu'à faire graver sur vos médailles : Triomphatrice de l'empire ottoman et pacificatrice de la Pologne. » (Lettre à Catherine, 27 mai 1769.) Comment oser comparer à la Saint-Barthélemy une héroïque défense nationale et voir une pacification dans l'extermination d'un peuple ! D'Alembert complimenta le roi de Prusse de sa diatribe en vers contre les confédérés de Bar. Et il lui écrivit, entre autres, le 20 novembre 1772 : « Je viens de recevoir la belle médaille que V. M. m'a fait l'honneur de m'envoyer et qui a pour objet les nouveaux États qu'elle vient d'acquérir. La légende *Regno redintegrato* prouve que V. M. n'a fait que rentrer dans des possessions qui lui ont appartenu autrefois. La voilà, si je ne me trompe, maîtresse en grande partie du commerce de la Baltique et j'en fais compliment à cette mer qui n'a point, ce me semble, encore eu un maître si couvert de gloire... » (*Œuvres posthumes de Frédéric II*, Berlin, 1788, XIV, p. 195.) Diderot fut aussi un des louangeurs de Catherine (qui acheta sa bibliothèque en lui en laissant la jouissance). Toutefois il a prononcé le mot : « La Russie est un colosse aux pieds d'argile. » (Rapporté par Henri de Prusse à Ségur, qui le cite dans ses *Mémoires*, II, p. 148.)

Ajoûtons cependant qu'il y eut parmi les philosophes des amis de la Pologne. A l'invitation du comte Wielhorski, Mably écrivit, en juillet 1771, un livre sur le gouvernement et les lois de la Pologne. Il y dit : « Craignez la garantie de la Russie, craignez ses bienfaits, craignez surtout sa protection ;... quelque proposition avantageuse qu'on vous fasse, ne la regardez donc que comme un piége ; au lieu d'une paix véritable, vous n'auriez qu'une trêve rauduleuse... Pour rendre la République constamment heureuse, il faut avoir le courage de supporter les maux de la guerre et de vous ensevelir sous vos ruines, plutôt que de consentir à n'avoir qu'une indépendance précaire et soutenue par une protection étrangère. » (*Œuvres complètes* de l'abbé de Mably. Lyon, 1793. VIII, p. 4.) Jean-Jacques Rousseau a consacré à la défense de la Pologne l'un de ses plus beaux livres. La base de son *Contrat social* se retrouvait dans le gouvernement polonais et son génie devinait que les lois tant décriées de ce pays serviraient un jour de modèle aux nations réellement civilisées. C'est dans ce volume (*Considérations sur le gouvernement de Pologne*, avril 1772) que se trouve la phrase célèbre adressée par lui aux Polonais : « Vous ne sauriez empêcher que vos voisins ne vous engloutissent, faites au moins qu'ils ne puissent vous digérer. »

Du servage en Pologne et en Russie. Révolte de Pougatchef. — « Le servage a été signalé comme une des causes de la chute de la Pologne ; on a quelquefois même, avec une perfide adresse, employé ce moyen pour affaiblir l'indignation qu'a soulevée le partage. Mais il ne faut pas oublier que les paysans des nations voisines étaient serfs comme ceux de la Pologne, et qu'entre tous les Etats qu'elle eut à combattre, la Suède est le seul dans lequel le corps des laboureurs fût libre. Les serfs polonais ne se révoltèrent jamais contre leurs seigneurs, ni ne grossirent jamais les troupes des ennemis de leur pays ; leur condition n'avait d'autre fâcheux résultat que de diminuer la force militaire de l'Etat ; elle ne contribua que négativement à sa ruine. » (*Précis hist. du partage de la Pologne*, par lord Brougham. Marseille, 1831, p. 90-96.)

En Russie, les serfs excitèrent un soulèvement qui devrait porter le nom de guerre servile. Un Kozak, Emilien Pougatchef, échappé de prison le 19 juin 1773, se donna pour Pierre III dérobé miraculeusement à la rage de ses assassins. Les paysans auxquels Pou-

gatchef accorda par un édit la liberté se déclarèrent aussitôt en sa faveur sur un espace de plus de mille verstes entre Orembourg et Kazan, et dans les autres provinces, ils l'attendaient impatiemment. Mais Pougatchef, au lieu de s'avancer au cœur de l'empire, s'acharna au siége de la forteresse d'Orenbourg. Un major qui apportait des dépêches à Catherine lui dit : « Votre Majesté est heureuse qu'il ne se soit pas jeté dans Moskou qui fourmille de ses partisans. » Le prince Wolkonski, gouverneur de cette seconde capitale de l'empire, dut faire placer des canons dans les rues pour intimider les habitants. En trois ans, près de huit mille hommes en sortirent pour se réunir à Pougatchef Ce Kozak, ignorant et cruel, mais d'une grande hardiesse, fit trembler Catherine et tous les propriétaires depuis le Kouban jusqu'aux forêts de Mourom, et depuis la Sibérie jusqu'à Moskou. Le général Bibikoff écrivait à *Fon-Vizin* : « Ce n'est pas Pougatchef qui est important; ce qui est grave, c'est le mécontentement général. » — « Les serfs, a écrit un des historiographes de l'Empire, parlaient sur les places publiques de leur émancipation et du massacre des nobles. Les dispositions de Pougatchef surprirent étrangement le prince Galitzin; il ne pouvait s'attendre à rencontrer en lui tant d'habileté et d'intelligence dans l'art militaire. Le gouvernement défendit au peuple de s'en entretenir : son nom seul le troublait. Cette mesure a gardé force de loi jusqu'à l'avénement au trône de l'empereur Alexandre. Ce n'est qu'alors qu'on permit d'écrire et d'imprimer le nom de Pougatchef. » (*Le faux Pierre III*, par Alexandre Pouchkin, trad. par A. Galitzin. Paris, 1858.)

Les propriétaires, partout menacés d'égorgement, appuyèrent les opérations des troupes russes dont la discipline triompha des masses désordonnées de Pougatchef. Catherine profita des succès de ses généraux pour entrer en pourparlers avec les Kozaks du Jaïk, confirma leurs priviléges et obtint qu'ils lui livrassent leur chef. Celui-ci, conduit dans une cage à Moskou, y fut écartelé, le 10 janvier 1775. La tsarine crut abolir le souvenir de ces événements en débaptisant le fleuve dont les rives en avaient été les premiers témoins. Les Kozaks du Jaïk furent changés en Kozaks de l'Oural.

Les Turcs et les Tartares de Crimée. — Les Turcs et les Tartares de Crimée prévoyaient que la chute de la Pologne serait le prélude de leur propre destruction. Aussi défendirent-ils la Ré-

publique contre les attaques des Russes. Mais Crim-Guéray, le khan de Crimée, fut empoisonné et les Turcs furent battus. Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'au moment où la cour de Russie s'appliquait à l'écrasement de la nationalité polonaise, elle suscitait la question de la nationalité grecque et prenait la défense des Grecs et des Monténégrins contre les Turcs, de même qu'elle se posait en protectrice des dissidents en Pologne, alors que le tsarisme est la négation de toute liberté religieuse.

Voici les principales dates de cette lutte :

1768. Octobre : les Turcs déclarent la guerre à la Russie. — 1769. 22 et 29 août et 6 septembre : défaite des Turcs près de Choczim par le prince Alex. Galitzin. Prise de Choczim et conquête de la Moldavie par les Russes. — 1770. 5 juillet : combat naval et défaite des Turcs dans le canal de Scio ; 7 juillet : destruction de la flotte turque dans le port de Tschesmé par le comte Orloff ; 17 juillet et 1er août : victoires du comte Roumantzoff sur les Turcs dans la Moldavie ; 26 septembre : prise de Bender par le comte Panin. — 1771. 25 juin : prise des lignes de Pérékop ; conquête de la Crimée par le prince Dolgorouky. Les Russes rentrent dans Azof. — 1772. 30 mai : suspension d'armes entre les Russes et les Turcs ; août et octobre : congrès de Fokchany et de Bucharest. — 1773. Mars : rupture des conférences de Bucharest. — 1774. Mars : le grand-visir bloqué par le comte de Roumantzoff près de Choumla. Le général Kamenskoï détruit un grand convoi turc ; 21 juillet : paix de Koutschouk-Kaynardgi entre les Russes et les Turcs. Le nom de la Pologne n'y est pas prononcé. Les Tartares de Crimée et du Kouban déclarés indépendants. Entière liberté de commerce et de navigation accordée à la Russie. Azof, Yénikalé, Kertsch, Kinburn avec la langue de terre entre le Dniéper et le Boh, cédés à la Russie. Il sera permis aux ministres résidant auprès de la Porte de parler en faveur des principautés de Moldavie et de Valachie. — 1775. 7 mai : traité de cession de la Bukowine par la Porte à l'Autriche. — 1779. 21 mars : convention explicative de Constantinople entre les Russes et les Turcs. — 1783. 28 juin : abdication du khan de Crimée. La Crimée passe sous la domination de la Russie. — 1784. 8 janvier : convention entre la Russie et la Porte confirmative de la cession de la Crimée faite à la Russie par le khan des Tartares. — 1792. 9 janvier : traité d'Iassy. Cession à la Russie d'Oczakow et du pays entre le Boh et le Dniester.

La Constitution du 3 mai et les traitres de Targowiça. — Les souverains qui, en l'accusant d'anarchie, avaient dépouillé la Pologne de ses plus belles provinces, la rayèrent du nombre des nations dès qu'ils la virent se fortifier par une constitution nouvelle. La grande diète ou diète constituante se réunit le 6 octobre 1788 et se confédéra le 7 afin d'échapper au *liberum veto*. Le 5 novembre, Stackelberg déclara que sa souveraine regarderait comme une violation des traités le moindre changement à la constitution de 1775. Stanislas-Auguste ne craignit même pas à cette occasion de parler encore en pleine diète des excellentes dispositions de Catherine et de la nécessité de ne pas lui déplaire. La diète cassa le conseil permanent, et vota un emprunt de treize millions. De même que Caton terminait ses discours par le *delenda est Carthago*, ainsi Korsak, nonce de Lithuanie, répétait-il sans cesse : « De l'argent et une armée! voilà les deux seuls objets dont nous devons nous occuper. » Le 30 décembre, la diète s'ajourna jusqu'au 3 février 1790, après avoir voté en huit articles les *principes pour l'amélioration de la constitution*, principes qui furent soumis à l'approbation des diétines.

L'ambassadeur de Prusse, Luchesini, au nom du roi son maître, Frédéric-Guillaume, applaudit à la future constitution, proposa une alliance défensive, mais insinua que le roi désirait Thorn et Dantzick, en étant prêt à donner une compensation à la République. Luchesini ayant révélé à la diète que la Russie offrait à la Prusse toute la Grande-Pologne en échange de sa neutralité dans la guerre de Turquie, précipita la conclusion de l'alliance qui fut votée le 15 mars 1790. Le traité, signé le 29 mars, fut ratifié le 5 avril.

L'enthousiasme gagnait toute la République. Le 3 mai 1791, la diète vota à l'unanimité la constitution, le roi la jura; les douze membres qui s'étaient prononcés contre ces réformes suivirent l'exemple général. Les plus grands magnats s'étaient fait inscrire bourgeois de Varsovie. Voici les traits principaux de cette constitution : « L'intégrité territoriale de la Pologne est consacrée ainsi que la liberté de tous les cultes. La sûreté personnelle est garantie aux bourgeois comme aux nobles. Les bourgeois, après deux ans de fonctions publiques, peuvent être anoblis, de même que ceux qui dans les régiments parviennent au rang de capitaine. A chaque diète, trente bourgeois propriétaires peuvent être anoblis sur la demande de leur ville. Le noble peut commercer sans déroger. Les conventions de gré à gré sont admises entre nobles et paysans.

Tout pouvoir émane essentiellement de la volonté de la nation. Le pouvoir législatif est exercé par la diète composée de deux chambres, celle des nonces élus aux diétines et celle des sénateurs nommés par le roi. La chambre des nonces, à la pluralité des voix, fait les lois et prend les arrêtés. Le sénat, présidé par le roi, peut, à la pluralité des voix aussi, suspendre jusqu'à la diète suivante une loi votée par la chambre des nonces; alors si la chambre persiste, il ne peut refuser de la sanctionner. Les arrêtés de la chambre des nonces sont portés devant le sénat et votés à la pluralité des voix dans les Etats assemblés. La diète se réunit de droit tous les deux ans et de plus extraordinairement en cas de guerre étrangère ou civile, de famine, de mort ou de maladie grave du roi. Le pouvoir exécutif est confié au roi et à son conseil de surveillance formé du primat et des cinq ministres. Le maréchal de la diète assiste au conseil de surveillance et peut en certains cas convoquer la diète extraordinairement. Si les deux tiers des voix des Etats demandent le changement d'un ministre ou d'un fonctionnaire, le roi doit y satisfaire : si aucun des ministres ne consent à contresigner un arrêté du roi et que le roi ne veuille s'en désister, la diète est convoquée. Le roi nomme les évêques et les ministres, mais il ne peut ni déclarer la guerre ni définitivement faire de traités de paix ou de conventions diplomatiques. Le roi a le droit de grâce, sauf pour les crimes d'Etat. Le pouvoir judiciaire est exercé en première instance et en appel par des juges élus aux diétines. Les ministres sont responsables, et lorsque les deux tiers des voix demandent leur mise en accusation, ils sont traduits devant le tribunal permanent de la diète nommé par elle et seul juge des crimes d'Etat. Le trône de Pologne est électif, mais par familles seulement, la nation conservant le droit imprescriptible de se choisir pour se gouverner une seconde famille après l'extinction de la première. A la mort du roi régnant, la couronne passera à l'électeur de Saxe et à ses descendants. Chaque nouveau roi prête serment à Dieu et à la nation de se conformer au pacte convenu. Le *liberum veto*, toute confédération ou diète fédérative sont supprimés à jamais. Tous les vingt-cinq ans, il est procédé à la révision et à l'amélioration de la constitution dans une diète convoquée extraordinairement à cet effet. »

La Russie, après s'être hâtée de conclure la paix d'Iassy avec les Turcs et celle de Verela avec la Suède, se préparait à faire entrer ses troupes en Pologne. Le 18 mai 1792, l'ambassadeur de

Russie, Boulakoff, présenta à la diète la sommation de Catherine d'abolir la constitution du 3 mai. Déjà le 14 mai 1792, François-Xavier Branicki ou Branéki (qui n'a rien de commun avec le grand général Jean-Clément Branicki, mort sans postérité), Sévérin Rzewuski, Antoine Czetwertynski, Wielohurski, Zlotnicki, Moszczenski, Zagorski, Suchorzewski, Kobylecki, Szwejkowski et Hulewicz, avaient formé à Targowiça, sous la présidence de Stanislas-Félix Potocki, et avec Dyzma Boncza Tomaszewski comme secrétaire, une confédération pour appuyer l'invasion russe destinée à renverser la constitution du 3 mai. Leurs noms en sont restés déshonorés et maudits en Pologne.

« Le maréchal Ignace Potocki fut envoyé à Berlin pour réclamer du roi de Prusse l'exécution du *casus fœderis*. Le roi rougit, pâlit, balbutia quelques mots inintelligibles jusqu'à ce que son ministre Schulemberg dit au comte Potocki : « Sa Majesté a pris d'autres engagements vis à vis de l'impératrice de Russie : *posteriora ligant*.» Deux grandes batailles furent livrées, l'une à Zielince (18 juin 1792) sous les ordres du prince Joseph Poniatowski, et l'autre à Dubienka (17 juillet) sous ceux du général Kosciuszko. Dans ces deux batailles, les Russes souffrirent beaucoup. A Dubienka, ils ne durent leur salut qu'à la violation des frontières autrichiennes contre lesquelles les Polonais étaient appuyés et que les Russes franchirent pour prendre leurs ennemis en flanc... Le faible Stanislas-Auguste envoya à son neveu Joseph Poniatowski, qui commandait en chef, l'ordre de suspendre les hostilités... Nos plus belles espérances furent anéanties. Les chefs de l'armée, les ministres, les membres les plus distingués de la diète, se rendirent à l'étranger ; l'armée fut disséminée, la Russie devint de nouveau maîtresse de la Pologne. » (*Notice sur le général Kosciuszko*, par J. U. Niemcewicz, dans le journal *le Polonais*, Paris, novembre 1834.)

Le 21 juin, Stanislas-Auguste proposa à Catherine d'abdiquer au profit du grand-duc Constantin. Elle répondit par l'ordre d'adhérer à la confédération de Targowiça, ce que le roi eut l'indignité de faire (23 juillet 1792). La confédération de Targowiça fut dissoute le 16 septembre. Ses méprisables chefs allèrent vivre à Pétersbourg, dans le luxe et dans les plaisirs.

Le 16 janvier 1793, les Prussiens entrèrent en Grande-Pologne. Le 21 avril, on proclama le rétablissement du conseil permanent. Le roi convoqua une diète à Grodno. Elle s'ouvrit le 17 juin. Le nombre des sénateurs ne s'y éleva jamais à plus de dix, et il y

manqua les députés de quinze palatinats. Il s'y trouva des voix éloquentes. Galenzowski proposa d'attendre les Russes comme les sénateurs romains avaient attendu les Gaulois. Grelawski s'écria : « Ne nous couvrons pas d'une honte éternelle dans l'espoir illusoire de sauver le reste de la patrie. » Kimbar ajouta : « Les souffrances ne sont rien pour la vertu ; il est de son essence de les mépriser. On nous menace de la Sibérie : tout nous y retracera notre dévouement. Eh bien, oui ! allons en Sibérie ! » La diète fut un moment entraînée. Alors l'ambassadeur de Russie, Siewers, enleva nuitamment quatre des nonces. Le 24 septembre, deux bataillons entourèrent la salle, quatre pièces de canon furent braquées sur les portes et les avenues furent occupées. « Les Russes voulurent forcer le roi et la diète par la famine. On défendit à tout membre de sortir, on ne laissa passer aucune nourriture. Le troisième jour le roi et plusieurs sénateurs et députés tombèrent en défaillance. Alors le général russe Rautenfeld, assis à côté du trône, prit la main du vieux roi, y mit un crayon et signa l'acte du second partage. On ouvrit les portes de la salle, et l'on en fit sortir tous les membres de la diète. » (Niemcewicz, *le Polonais*, III, p. 295.) La diète de Grodno fut dissoute le 22 décembre 1793.

La constitution du 3 mai avait tour à tour été attaquée comme trop monarchique et comme jacobine. Pour incriminer la Pologne, tous les arguments étaient bons ; on ne reculait devant aucun moyen pour l'anéantir.

Kosciuszko et l'insurrection de 1794. — Thadée Kosciusko, d'une famille ancienne, mais peu riche, de Lithuanie, naquit dans le palatinat de Brzesc, le 12 février 1746. Lors de la guerre de l'indépendance américaine, il s'embarqua pour Philadelphie où il fut reçu à bras ouverts par le général Washington. Il se distingua grandement. A la paix, revenu en Pologne, il se couvrit de gloire dans la courte campagne de 1792. Il reçut de l'assemblée nationale le titre de citoyen français, avec plusieurs autres illustres étrangers qui avaient bien mérité de l'humanité. A cette occasion, le député Guadet rappela que les Polonais avaient offert à Jean-Jacques Rousseau les droits de citoyen de leur république. (Séance du 24 août 1792.)

Le général russe Igelström ayant exigé du conseil permanent la réduction de l'armée polonaise à 15,000 hommes (or, c'était crever le cœur aux Polonais que de réformer leurs troupes, selon la re-

marque du quartier-maître russe Pistor. *Mém. trouvés à Berlin*, 1806, p. 7), il arriva que le général Madalinski, au lieu de licencier sa brigade, marcha de Pultusk sur Cracovie en enlevant des postes prussiens; et que Kosciuszko, qui était à Dresde, courut à Cracovie, où il fut acclamé généralissime (24 mars 1794). Il prêta serment à la nation et nomma un conseil national pour l'assister. Il défit Tormansoff à Raclawice (4 avril). On vit dans cette bataille les paysans polonais fondre la faux en main sur les batteries russes. Igelström voulait désarmer le 18 avril la garnison polonaise de la capitale. Mais la veille les patriotes, qui se réunissaient chez le cordonnier Kilinski et qui s'étaient abouchés avec quelques-uns des officiers des régiments polonais attaquèrent et vainquirent les Russes dans Varsovie. Dans la nuit du 23 au 24 avril, le colonel Jacques Jasinski chassa également les Russes de Vilna. « L'insurrection lithuanienne eut surtout cela de remarquable, dit Ferrand (liv. XIII), qu'ayant été concertée et préparée pendant plus de trois semaines entre plus de deux cents individus, le secret en fut si religieusement gardé que toute la surveillance russe ne put le découvrir. Ces deux cents individus appartenaient à toutes les classes : professeurs ou étudiants de l'université, chanoines, curés, moines, négociants, juifs, militaires et même quelques femmes. Rien ne transpira. » Les Prussiens se joignirent aux Russes. Kosciuszko, avec 16,000 hommes de troupes et 10,000 paysans, livra aux coalisés deux fois supérieurs en nombre une bataille indécise, le 6 juin à Szczekociny. Le 15 juin, le général Wieniawski laissa les Prussiens entrer à Cracovie. A la vue des dangers de la patrie, le peuple de Varsovie se porta aux prisons : huit traîtres avérés y furent pendus. Kosciuszko, affligé de ces exécutions sans jugement, sévit contre les auteurs. Les Autrichiens, voulant avoir leur part à la curée, pénétrèrent dans la Petite-Pologne, le 30 juin, sous prétexte de mieux préserver les frontières de la Galicie. A Vilna aussi, le peuple exécuta des traîtres, notamment les frères Kossakowski et le prince-évêque Massalski. Le nombre l'emporta sur la valeur, et, après plusieurs combats sanglants, les Russes reprirent le 12 août la capitale de la Lithuanie.

Le 7 juillet, 40,000 Prussiens, sous les ordres de leur roi, et 10,000 Russes mirent le siége devant Varsovie, éprouvèrent de grandes pertes dans l'attaque et se retirèrent le 6 septembre à la nouvelle d'une insurrection en Poznanie. Le général Dombrowski, envoyé pour appuyer cette insurrection, défit le colonel Szeculy,

et, réuni à Madalinski, s'empara de Bydgoszcz (Bromberg). « Nous apprîmes, dit un témoin oculaire, que le général Souwaroff, à la tête de l'élite de l'armée russe, s'approchait de la Lithuanie pour se réunir à Fersen qui devait passer la Vistule. Le général Sierakowski fut envoyé pour arrêter Souwaroff. Le général Poninski, avec trois mille hommes, eut ordre de s'opposer au passage de la Vistule par Fersen. Le 7 octobre, nous apprîmes au quartier-général que Poninski n'avait pas eu le talent d'arrêter l'ennemi, et que le général Sierakowski ayant disputé avec habileté à Krupczyce (18 septembre), le terrain à Souwaroff, se repliait sur Varsovie. Alors le général Kosciuszko, laissant le commandement du camp de Varsovie au général Zajonczek, monta à cheval, accompagné de son ami Niemcewicz et se hâta d'arriver au corps du général Sierakowski. Le 9 octobre, nous arrivâmes à Macieiowice ou plutôt à Podzamce, éloigné d'une lieue de ce petit bourg. Kosciuszko avait résolu d'empêcher à tout prix la jonction de Fersen et de Souwaroff. Il plaça sa petite armée sur une colline s'élevant sur les bords d'une rivière, et environnée de bois à quelque distance. L'armée polonaise comptait à peine 6,000 hommes et 20 canons; l'armée russe était forte de 20,000 hommes et 82 canons. Le 10 octobre, à six heures du matin, on vint nous annoncer que les Russes marchaient pour nous attaquer. Une vive canonnade s'engagea des deux côtés. L'artillerie russe, mal servie, nous fit peu de mal. La nôtre dégarnissait les rangs moskowites. Trois fois l'ennemi voulut escalader la hauteur sur laquelle les Polonais étaient rangés, et trois fois ils furent repoussés avec perte. Enfin, vers une heure, le régiment du brave colonel Krzysky, impatienté de rester immobile, s'élança sur les Russes et ouvrit par ce mouvement précipité une brèche dans notre carré dont la cavalerie russe profita aussitôt. On se battit corps à corps, nos soldats disputèrent chaque pouce de terrain. Le petit nombre succomba enfin sous une force presque quadruple. Le colonel Krzysky périt; Niemcewicz eut le bras droit percé d'outre en outre d'une balle, et le général Kosciuszko fut blessé à la tête d'un coup de sabre et d'un coup de pique au côté. » (*Le Polonais*, III, p. 296.)

On a prétendu que Kosciuszko se serait écrié en tombant : *Finis Poloniæ*. Dans une lettre au comte de Ségur, datée de Paris, 20 brumaire an XII (12 nov. 1803), il affirma n'avoir jamais prononcé ce mot. Les prisonniers conduits à Pétersbourg restèrent deux ans et deux mois au secret, jusqu'à la mort de Catherine. On

les traits avec la plus grande barbarie. « Quand l'un d'eux, le banquier Kapösta, reprocha au procureur-général Samoïloff que, selon la capitulation de Varsovie et d'après la parole d'honneur de Souwaroff qui garantissait au nom de sa souveraine une amnistie complète aux citoyens de cette capitale, il ne s'attendait jamais à se voir saisi et enfermé dans un cachot, Samoïloff, avec une franchise vraiment admirable, lui répondit par ces mots : « Les raisons d'Etat ne connaissent ni bonne foi ni justice. » (*Notes sur ma captivité à Saint-Pétersbourg*, par Niemcewicz, 1843, p. 131.)

Catherine mourut le 16 novembre 1796. Le 27, Paul Ier se rendit au palais d'Orloff où le général Kosciuszko était gardé et il lui annonça qu'il était libre. Leur conversation nous a été conservée par M. Gagarin. En voici les passages les plus saillants : « *Kosciuszko*. Je n'ai jamais plaint ma propre destinée, je ne cesserai de gémir sur celle de ma patrie. — *Paul*. Oubliez votre patrie, elle a eu le sort des autres empires dont l'histoire seule nous a conservé le souvenir, et vous occuperez toujours une belle place dans la mémoire des hommes. — *Kosciuszko*. Que n'ai-je pu être oublié et ma patrie rester entière. Bien des empires ont disparu, mais il n'y a pas de chute comparable à celle de la Pologne. — *Paul*. Pourquoi? Les Grecs et les Romains n'ont-ils pas été partagés? — *Kosciuszko*. Oui, mais vaincus par les armes, ils avaient perdu la liberté avant l'existence. La Pologne est tombée au milieu de son relèvement, alors qu'elle atteignait le couronnement de sa liberté et montrait le plus de patriotisme et d'énergie. — *Paul*. C'est la première fois qu'il m'arrive de parler avec un citoyen qui aime vraiment sa patrie. Si la majorité de votre nation eût pensé comme vous, vous l'auriez sauvée. — *Kosciuszko*. Cette majorité a donné dans notre dernière insurrection la preuve de vertus extraordinaires. Si des gens qui ne songent qu'à leur intérêt n'entouraient le trône pour en fermer l'accès à la vérité et à l'humanité, le cœur magnanime de Votre Majesté serait ému de pitié en faveur de mon peuple. » (*Pamientniki z* XVIII *wieku*, t. I, p. 307.)

« C'est alors que dix-neuf mille prisonniers polonais furent renvoyés dans leurs foyers. Kosciuszko arriva en Amérique à la fin d'août 1797. Les Polonais réfugiés à Paris le pressaient de s'y rendre. Kosciuszko dit à Niemcewicz : « Je ne sais pourquoi, « malgré la sympathie qui règne entre les Français et les Polo- « nais, les Français nous abandonnent toujours dans les crises les « plus décisives. Louis d'Anjou et Henri III nous furent funestes,

« le premier en relâchant les ressorts du gouvernement, le second « par sa fuite précipitée. Les élections des princes de Conti et de « Longueville ne furent pas appuyées par Louis XIV, et sous le « voluptueux Louis XV, le duc d'Aiguillon ne sut pas même que « le premier démembrement avait été concerté entre les trois « cours, et le laissa s'accomplir. En 1794, lorsque, par notre insur- « rection, nous forçâmes le roi de Prusse de se détacher de la coa- « lition contre la France, la République alors, malgré nos pres- « santes sollicitations, ne voulut rien faire pour nous. Comment « nous fier aujourd'hui à de vagues espérances? » Plus tard, Kosciuszko se déclara hautement contre l'ambition de Napoléon. Il ne voulut pas même se rendre en Pologne, lorsque le grand-duché de Varsovie fut créé. A l'entrée des alliés à Paris, en 1814, il quitta la France et se retira en Suisse à Soleure. Il y mourut le 15 octobre 1817. Ses compatriotes ensevelirent ses dépouilles mortelles dans le tombeau de leurs rois à Cracovie. » (*Le Polonais*, III, p. 300. — Voy. *Th. Kosciuszko*, par Ch. Falkenstein, Paris, 1839, et la *Légende de Kosciuszko*, par J. Michelet, 1851).

La première prise de Varsovie et le dernier partage. — A la nouvelle du désastre de Macieiowice, Thomas Wawrzecki avait été nommé généralissime en remplacement de Kosciuszko. Mais le découragement avait gagné l'armée. Les généraux Dombrowski et Madalinski se replièrent sur Varsovie. Souwaroff, réuni à Fersen et à Denisoff, força, le 26 octobre 1794, les Polonais à rentrer dans leurs retranchements.

« Les Russes parurent devant Praga, faubourg de Varsovie, le 2 novembre, et tirèrent sur les Polonais toute la journée du 3. Le lendemain les généraux Jasinski et Grabowski furent tués, et Zajonczek grièvement blessé. Les habitants du faubourg furent passés au fil de l'épée : femmes, enfants, prêtres, tout fut tué impitoyablement. Les soldats russes, ivres d'eau-de-vie, n'en furent que plus barbares et massacrèrent 15,000 de ces victimes innocentes. » (*Hist. de la Rév. de Pol. en* 1794, par un témoin oculaire [le général Zajonczek]. Paris, 1797, p. 187.)

Varsovie capitula le 6 novembre 1794. Le 18, les débris de l'armée polonaise déposèrent les armes à Radoszyce. Alors eut lieu le troisième et dernier partage de la Pologne. A l'inverse du premier où la Prusse et la Russie s'étaient accordées d'abord, cette fois l'Autriche s'entendit séparément avec la Russie, et la Prusse

prit ce qu'on lui laissa. M. de Kaunitz avait toléré le second partage, sans que l'Autriche y participât : il profita de l'expérience du premier pour consommer le troisième.

Le 25 novembre 1795, jour anniversaire de son couronnement, Stanislas-Auguste signa son abdication. Il mourut à Pétersbourg le 12 février 1798 et y repose dans l'église catholique, où vint prendre place à côté de lui, en 1813, cet autre instrument de la Russie, le général Moreau.

Abandon de la Pologne. — « Ainsi tomba le peuple polonais, après avoir tenté les plus vertueux efforts pour fonder la liberté et soutenu la lutte la plus héroïque pour la défendre. Sa chute accusera éternellement la scélératesse de la Russie, la perfidie de la Prusse, la vile accession de l'Autriche et la stupide inertie de toute l'Europe. Jusqu'à son premier partage, la sainteté d'une ancienne possession et les droits d'un peuple sur son propre sol avaient été respectés comme inviolables; c'était là un principe conservateur de l'indépendance européenne.... Le partage de la Pologne a donné au monde le spectacle d'une nation dépouillée de son ancien territoire, sans que le moindre tort ait servi de prétexte pour justifier l'attaque; même on ne prit pas le soin de donner à la guerre ces formes qui auraient pu permettre de déguiser cette odieuse rapine sous le nom de conquête.... » (*Précis historique du partage de la Pologne*, par Brougham, p. 146.)

M. de Ségur répondit un jour au prince Henri de Prusse : « La Pologne était indépendante, inoffensive; vous n'aviez aucun grief contre elle; son seul tort a été sa faiblesse; ce démembrement est un grand et premier acte d'injustice dont les suites me paraissent incalculables. Que ne doit-on pas craindre pour l'Europe et pour le bonheur de l'humanité, si désormais les souverains qui la gouvernent remplacent le droit des gens par le droit de convenance. » (*Mémoires*, II, p. 151.)

« Une révolution, a dit Rulhière, s'est opérée dans la politique générale de l'Europe, et par là ce démembrement d'une république si ancienne est devenu une des plus grandes époques de l'histoire de notre continent. » (I, p. 7.)

En racontant comment on avait abandonné la Pologne, « vraie sentinelle de l'Europe, » M. Zenowicz a remarqué que « l'harmonie politique du continent tenait à l'existence de l'État anéanti. » (*Défense de la Pologne*, p. 13.)

« Le jour où des provocations multiples forcèrent la France à déclarer la guerre à l'Autriche (20 avril 1792) coïncide, ou peu s'en faut, avec l'époque (18 mai 1792) d'une déclaration de même nature faite par la Russie à la Pologne. Dans la même année et à peu près dans le même mois les deux peuples furent aux prises avec la coalition. En voyant l'indifférence que les puissances de l'Europe montrent sur le sort que la Pologne vient de subir, on serait tenté de croire que sa chute n'est d'aucune importance. Les exemples de plusieurs puissances que la cause d'une seule ville a mises en mouvement ne sont pas rares dans l'histoire de l'Europe, tant il paraissait de conséquence qu'une seule cité conservât son existence et ses avantages. Il était donc réservé à la malheureuse Pologne d'être dédaignée au point que son démembrement ne fit qu'une légère sensation ! La Pologne, par sa position, sa population et ses richesses, offre le plus d'utilité à la France dans une alliance avec elle; elle deviendrait dans le Nord un centre commun où aboutiraient tous les principes de liberté et d'où ils s'étendraient dans le reste de cette partie de l'Europe. Les peuples agricoles se relèvent plus promptement que les autres de leur chute. La dernière insurrection de Pologne a prouvé, malgré son issue malheureuse, tout ce que pouvait cette contrée qu'on a anéantie parce qu'on a craint ce qu'elle deviendrait sous un bon gouvernement. La troisième partie de la Pologne, démembrée par le partage de 1793, entièrement désorganisée, couverte d'armées russes, n'a pas laissé, dans cette extrémité, de lever hardiment l'étendard; elle a su, sans secours étrangers, tenir tête pendant huit mois à presque toutes les forces de la Russie, jointes à une partie de celles de la Prusse. Transportés pour ainsi dire de la charrue, qu'ils conduisaient, sur le champ de bataille, il a fallu que nos paysans fissent leurs premières armes contre des troupes quadruples en nombre, et pliées à la discipline. Ils ont appris à vaincre aussitôt qu'à combattre, et sans l'excessive disproportion de forces, les efforts qu'ils ont faits pour défendre leur cause sacrée auraient obtenu des succès décisifs. Nous pouvons encore nous relever, si on nous tend la main. Oui, nous en jurons par tout ce que nous avons fait, et l'on doit en croire notre honneur, qui seul est resté tout entier. (*Idées sur la Pologne et sur les suites que doit avoir le partage de ce pays*, par F. X. D. Warda [Dmochowski]. Paris, 14 mars 1796.)

CHAPITRE VIII.

LES LÉGIONS POLONAISES

Et Napoléon.

Commencement de l'émigration. La Pologne dans le pays et hors du pays. Formation des légions polonaises. Lutte de la Russie contre la Révolution française. L'empereur Paul et Souwaroff. Les généraux polonais Dombrowski et Kniaziewicz. — Les Polonais attristés de la paix. Le prince Adam Czartoryski, ministre de l'empereur Alexandre Ier. Austerlitz, Iéna et Friedland. Création du duché de Varsovie par le traité de Tilsitt. Le prince Joseph Poniatowski, représentant des sentiments de la nouvelle Pologne. Les Polonais à Somo-Sierra. Retraite de Russie. Chute de Napoléon; la Pologne toujours fidèle. — Du caractère de Napoléon. — Réaction slave contre l'esprit dominant à Pétersbourg; Martinistes de Moskou. Congrès de Vienne; la question polonaise bouleverse toutes les combinaisons qui y sont proposées. La Sainte-Alliance resserrée par l'apparition de Napoléon. Le duché de Varsovie est érigé en royaume constitutionnel de Pologne, mais uni à l'empire de Russie. — Le mysticisme à la cour de Russie; Alexandre Ier, madame de Krüdner et Galitzin. Conspiration de décembre 1825.

Avec le triomphe des trois cours ennemies, une période nouvelle commence. Nous marquerons ce passage par un nom, cher à plus d'un titre à la Pologne, celui de Niemcewicz : car il a conservé jusqu'à la fin ce qu'il

y avait de plus généreux et de plus fort dans les sentiments des anciens Polonais, en même temps que par ses tendances, par son instinct, il reflétait en quelque sorte l'aurore d'une Pologne nouvelle.

Sa carrière comprend un siècle entier : Julien-Ursin Niemcewicz est né en 1757, et il rendit son âme à Dieu le 21 mai 1841. Son existence fut orageuse comme celle des générations qui l'ont vu naître et dont il a partagé les travaux. Historien, orateur et poète, jamais il n'a rien composé pour amuser un public ; l'art n'a pas été son idole : il ne s'est servi de la plume et de la parole que comme instruments pour combattre les ennemis de la Pologne.

Lorsque la constitution du 3 mai fut abolie et que la plupart des politiques polonais, désespérant de la cause nationale, n'apercevaient plus de salut possible, Niemcewicz gardait, pour l'indépendance de sa patrie, un sentiment dont il ne pouvait se rendre compte, et qui quelquefois le mettait en opposition avec ses propres théories : constitutionnel par système, Niemcewicz était Polonais par le fond de son âme. Il émigra, il quitta son pays, mais sans perdre le désir ardent de le servir. Il revint ensuite avec Kosciuszko. Fait prisonnier à ses côtés dans le combat sanglant de Macieiowice, il fut enfermé dans les souterrains de Pétersbourg, puis élargi avec lui. A la mort de Catherine, l'empereur Paul lui offrit d'augmenter ses possessions pour qu'il se fixât dans le pays. Beaucoup, en Pologne et surtout en Lithuanie, commençaient à accepter le règne de la Russie, ne voyant plus d'autre moyen de conserver les débris de

la nationalité polonaise. Niemcewicz refusa ces offres; il ne partagea aucune des illusions de ses compatriotes, et il émigra en Amérique, où il passa dix années de sa vie. Il aurait pu se convaincre alors que la forme du gouvernement n'était pas ce dont il aurait dû se préoccuper, puisque celle qu'il trouvait aux États-Unis était en rapport avec ses principes, qu'il y jouissait d'une position honorable et commode, et que cependant il se sentait malheureux. A la première nouvelle de l'entrée des légions polonaises sur le territoire national, il revint combattre pour son pays. Après la retraite des troupes françaises, il émigra de nouveau avec ses compagnons d'armes. Rappelé par l'empereur Alexandre, un moment, quelques jours seulement, il crut à sa bonne foi; mais bientôt détrompé, il recommença une lutte sourde et acharnée contre la domination russe. Enfin les désastres de la guerre de l'année 1831 le poussèrent, pour la dernière fois, hors du sol de la patrie; exilé, il mourut à Paris. Ainsi au milieu de tous les modes possibles de gouvernement et des phases très-diverses qu'il avait traversées, il aspirait à une vie qu'il ne trouvait sous aucun de ces régimes, il voulait quelque chose de supérieur à n'importe quelle position matérielle; il poursuivait l'idée nationale dont il n'eut pas le bonheur de voir la réalisation.

Niemcewicz est un de ces hommes-types qui précèdent leur génération. Les contemporains, qui sauraient lire dans l'histoire de ces hommes, pourraient y découvrir leurs propres destinées. Un des premiers, il sortit de Pologne après la violation des lois de la grande diète, et

bientôt il fut suivi par une foule de ses compatriotes. Prisonnier de guerre en 1794, et plongé dans les cachots de la Néwa, il y devançait de nombreux martyrs. Depuis sa sortie jusqu'aujourd'hui, la cellule qu'il occupait à Pétersbourg n'est jamais restée vide de Polonais; il l'a inaugurée pour l'avenir. Plus tard, il a porté ses pas vers l'Amérique, et des milliers de Polonais ont parcouru les mêmes terres où Niemcewicz avait pleuré la Pologne. Enfin, lorsque notre révolution de 1830 fut écrasée, il émigra le premier; et une génération entière émigra sur ses pas. Niemcewicz est pour nous l'image de la Pologne émigrée.

Après la chute de Varsovie, la Pologne nous apparaît scindée en deux. Tout ce qu'il y avait d'hommes intelligents rêvait encore de relever la vieille Pologne. On pourrait dire que l'intelligence polonaise était restée dans le pays, représentée par des hommes éminents, tels que Oginski, Czartoryski, Czacki. Mais, d'un autre côté, tout ce qu'il y avait d'hommes instinctifs, tout ce qui était riche d'avenir et capable d'action, cherchait à servir la patrie ailleurs, et vint en émigration. L'âme de la Pologne, dès ce moment, se trouve dans les pays étrangers. Le chant célèbre des légions polonaises débute par ce vers, qui ouvre l'histoire moderne : « La Pologne n'est pas encore morte, tant que nous vivons! » En effet, les hommes, dont le cœur conserve ce qu'il y a de plus intime dans une nationalité, ont la force d'en prolonger l'existence en dehors de toutes les conditions politiques. C'est ainsi qu'on a vu une nation entière en pérégrination, subsister au milieu des autres peuples.

L'histoire des légions polonaises est liée à celle de la France. Nous devons en expliquer l'idée mère. Les légions polonaises continuaient la vieille Pologne, en maintenaient ce qu'elle avait de vital, et portaient en elles-mêmes le germe de son avenir. Elles commencèrent à résoudre les questions débattues dans la diète de réformation. Elles éclaircirent la signification des mots : *patriotisme*, *droit du citoyen*, *égalité*. Du temps de la grande diète, en Pologne comme partout alors, on croyait qu'il suffisait, pour avoir le titre de *patriote*, d'arborer le drapeau national; à ce compte, tous les partis seraient également patriotiques. En luttant pour telle ou telle opinion, on croyait lutter pour la patrie; mais ces opinions représentaient en même temps certains intérêts de castes ou de personnes. Comment séparer l'intérêt général de ce qui est individuel? Le mouvement d'une action complète pouvait seul révéler où était le véritable patriotisme. Or, les légionnaires en offrirent un exemple vivant. Ceux qui s'enrôlaient dans les légions faisaient le sacrifice de ce qui les attachait au sol et à la tradition de famille; ils n'allaient pas verser leur sang pour un parti, ni ils ne songeaient à reconquérir leurs domaines; ils savaient aider au relèvement de la patrie en affrontant en tous lieux ses ennemis. Ils couraient vers l'Italie, puis vers la France, ignorant s'ils les trouveraient républicaines, royalistes ou impérialistes; car les gouvernements de ces pays changeaient à chaque moment. Il leur fallait donc abandonner toute préoccupation de formes, se séparer de tout système et de tout parti, afin de trouver une force qui pût un jour aider leur

cause; encore, cette force, devaient-ils la chercher à travers mille dangers. Ils avaient à passer par des pays ennemis, au risque d'être emprisonnés, jugés criminellement et punis de mort. Or, l'homme capable de faire tous ces sacrifices, de se laisser guider uniquement par l'instinct national, prouvait que la vraie flamme de la patrie brûlait dans son âme. On ne saurait expliquer autrement ce pouvoir qui arrachait les Polonais à leurs foyers et les jetait si loin du sol natal pour défendre une cause si souvent énigmatique. Le mobile caché qui produisait ce miracle national n'était autre que ce dieu inconnu, qu'on appelle le patriotisme polonais.

Aussi, tandis que dans la grande diète les partis se renvoyaient les uns aux autres les accusations de trahison, et qu'une portion de l'émigration établie à Paris perdait son temps à discuter des théories, à s'incriminer mutuellement, tous les légionnaires étaient reconnus et acceptés par la Pologne comme patriotes.

La grande diète chercha à établir l'égalité des droits, et en élevant les classes inférieures, et en abolissant les priviléges ; mais les légions avancèrent le plus dans la pratique la solution de cette question. Sur le territoire national les individus, tirés de la classe inférieure, n'auraient pu, malgré leur âme héroïque, oublier tout d'un coup la position où ils avaient si longtemps vécu; d'un autre côté, le magnat, dans l'appellation même de son village patrimonial, dans le culte que le peuple gardait pour les grands noms, aurait probablement trouvé des appuis à son orgueil. Il fallait à ces hommes une destinée commune : être rejetés ensemble au milieu d'une

contrée étrangère, et y prouver leur amour de la patrie. Tous alors se sentirent égaux dans leur âme, parce que tous avaient fait les mêmes sacrifices et bravaient les mêmes dangers. Jamais dans les légions polonaises on n'entendit débattre les droits et les priviléges de naissance. On ne pouvait sans doute parvenir d'une autre manière à cette grande transformation de la Pologne.

Nous nous bornons à indiquer ces faits qui, dans un siècle où l'on discute tant sur les législations, méritent d'être pris en considération. Ils démontrent que, pour avoir un grand droit et pour l'exercer, *il faut* d'abord remplir un grand devoir ; qu'il ne suffit pas d'être né sur un territoire, d'être membre d'une nation pour acquérir légitimement les droits de citoyens, et surtout pour réformer les lois, pour mener à bien l'œuvre de reconstitution d'un pays ; que cela exige des garanties qui ne se donnent que par le dévouement. L'égalité ne peut se produire que parmi des hommes qui poursuivent le même but, qui ont témoigné des mêmes sentiments ; l'égalité ne peut se fonder par une loi, mais par des actes historiques. Pendant que les politiques présentaient des notes officielles aux gouvernements de l'Europe sur les droits imprescriptibles de la Pologne, les généraux des légions établissaient de fait son existence, en remplissant toujours leurs cadres, et en trouvant, on ne sait où ni comment, des soldats.

Les Russes et les Polonais qui venaient de se combattre à outrance sous les murs de Varsovie, nous allons les revoir face à face en Italie, champions constants de deux idées contraires. Les systèmes philosophiques et

religieux, qui étaient aux prises dans les diètes polonaises, vont maintenant frapper à la porte des chancelleries de l'Europe, plaider leur cause à la barre de la Convention nationale et même se heurter dans le cabinet de Pétersbourg.

Nous avons noté que, dans la famille régnante de Russie, il surgit des êtres extraordinaires qui, n'ayant rien de commun avec la politique du gouvernement impérial, en troublent la marche et semblent destinés à le renverser, et qui presque toujours périssent victimes de leurs efforts : cette lutte entre les deux tendances se concentra dans un seul individu, dans Paul Ier.

Le grand-duc Paul, par sa nature, par son éducation, était en dehors de la société officielle russe. Il avait une âme généreuse et altière : haï par sa mère, l'impératrice Catherine, soupçonné par elle, entouré d'espions, il vivait dans l'isolement. S'il eût joui de la puissance et de tous les plaisirs que peut fournir à un prince un pouvoir illimité; s'il eût vécu dans cette dissipation qui régnait au temps de Catherine, il aurait probablement perdu les nobles sentiments qu'il portait en lui ; il aurait fini par suivre la coutume gouvernementale de la Russie. Mais, solitaire, malheureux, il développait en lui le besoin de compâtir aux peines des autres ; victime de l'injustice, il détestait les crimes de sa mère ; il prenait en haine les abus du pouvoir.

La Révolution française se propageait et triomphait de tous les obstacles. Catherine II ne voyait dans cette révolution et dans le bouleversement de l'Europe qu'un moyen d'agrandir son empire. Elle disait, à ce que

rapportent plusieurs historiens : « C'est le moment de pêcher en eau trouble. » Ces paroles peignent le fond de sa pensée. Paul Ier, au contraire, méditait sur cette révolution en philosophe et en homme religieux. Ayant été persécuté lui-même, il avait accueilli les émigrés français, avait lu les brochures publiées par les royalistes, les pamphlets de Calonne, et surtout un ouvrage remarquable du comte Joseph de Maistre : *Considérations sur la France* (Londres, 1797). Ces idées ont influencé la plupart des décisions de Paul Ier : elles aident à comprendre les actions de ce monarque.

Le système connu sous le nom d'opinions légitimistes doit beaucoup à la Russie : il lui a emprunté son point d'appui. Jamais il n'aurait pu devenir un symbole complet, et surtout agir sans avoir trouvé de base; tellement il est vrai qu'une théorie, pour pouvoir entrer en action, doit nécessairement trouver un terrain politique où elle puisse prendre racine. Les opinions légitimistes commencèrent à être émises au moment même où s'écroulait l'édifice ancien de la société française ; elles furent plus tard formulées nettement par le comte Joseph de Maistre. Ses ouvrages les plus importants furent écrits à Pétersbourg.

La Révolution française dut naturellement frapper les intelligences. On ne tarda pas à reconnaître que ses tendances n'étaient pas exclusivement politiques; en effet, elle attaquait déjà la société religieuse, c'est-à-dire l'Eglise. Les représentants du vieux monde furent amenés à lier leur cause à celle de la religion : victimes des abus de l'aristocratie, ils se donnèrent pour martyrs de

la foi. La Révolution, que l'on n'avait jusqu'alors accusée que de violences contre l'ordre politique et contre la hiérarchie sociale, c'est-à-dire la noblesse, fut anathématisée comme ennemie de l'Eglise, comme négation des vérités divines révélées par le christianisme.

Le comte de Maistre, saisissant la question à ce point de vue, la développa dans son ouvrage, et chercha à l'expliquer philosophiquement. Selon lui, le genre humain est destiné à expier sur la terre le péché originel. Les hommes sont, par leur nature, méchants et incapables de se corriger eux-mêmes : c'est pourquoi la Providence leur a offert dans la révélation un secours naturel, et a choisi pour gardiens de l'ordre et de la discipline, certaines familles, certains individus doués d'un talent inné de gouverner et de se faire obéir. C'est donc pécher contre Dieu que de vouloir contrôler en quoi que ce soit les droits de ceux qui ont le pouvoir. Mais, vu qu'il arrive souvent qu'ils ont des manières très-différentes de concevoir et d'appliquer la vérité, et qu'il survient des querelles et des guerres entre eux, le comte de Maistre ne trouva d'autre moyen d'accorder les monarques qu'en faisant appel au pape. Selon lui, le pape gouverne toujours avec intelligence, et pour cette cause, doit être le seul modérateur de l'autorité royale : c'est là le pivot de son système.

Les ouvrages du comte de Maistre n'étaient pas publiés que déjà plusieurs émigrés répandaient en Russie des idées analogues. L'empereur Paul, préparé par sa vie solitaire et méditative à comprendre les hautes questions, embrassa avec ardeur ces théories : il se crut le

représentant du pouvoir divin dans ses États. A la mort de sa mère, quoique jusqu'alors il n'eût eu aucune part à la direction du gouvernement, il prit tranquillement possession du trône, et, semblable à Sixte-Quint, il parut rajeuni tout d'un coup, et même plus haut de taille. Jamais un monarque n'a affecté une telle fierté, un tel orgueil, même dans sa démarche et dans ses gestes ; il voulait appliquer et justifier en sa personne le principe du comte de Maistre. Mais il semble que bientôt il se prit à douter de la vérité de ce principe, car il se rejeta surtout sur les formes. Il publia une série d'ukases pour inculquer au peuple le culte de l'empereur. On était obligé, par exemple, de se prosterner devant lui quand il passait, de descendre de cheval ou de voiture, de se découvrir, d'ôter sa fourrure, et même de s'agenouiller au milieu de la boue ou de la neige. Paul I[er] voulait relever le prestige de la couronne en opposition à une révolution qui renversait les trônes. Il envoya contre la France Souwaroff, qui partageait sa haine pour les innovations du siècle. Ce général a, par son caractère, réalisé l'idéal d'un chef russe. Il était Finnois d'origine, mais *slavisé :* petit et maigre, il avait une âme grande et ferme. Il se distingua d'abord dans la guerre de Sept-Ans, puis dans la guerre contre les Turcs; ensuite il prit Praga, faubourg de Varsovie, y fit un carnage épouvantable, et porta le dernier coup à la Révolution polonaise.

Ce n'est point par la force matérielle seulement que Souwaroff a vaincu les Polonais. A certains égards, il se montra supérieur aux chefs polonais ; il avait la sim-

plicité de Kosciuszko, et une certaine rusticité que le paysan aime, et qui inspire la confiance au soldat. Il avait un fanatisme plus puissant que le sentiment religieux qui animait le général Kosciuszko. De là venait sa foi dans le succès. Souwaroff, aux yeux des étrangers, paraissait ridicule, bizarre et sauvage. Il avait reçu cependant une éducation soignée; il connaissait les langues étrangères, quoiqu'il dédaignât de les parler; il détestait ce qui était étiquette, usages, convenances. Ses hommes et lui se comprenaient, il employait leur langage; quelquefois il leur parlait en vers. Plusieurs de ses proclamations et de ses rapports en vers rimés ou en assonances, que l'on pourrait trouver risibles, ont fait dans le temps beaucoup d'effet sur les troupes. Il avait un seul but devant les yeux, et il marchait vers ce but en ligne droite; il cherchait la victoire dans l'enthousiasme de ses soldats.

Une fois, au siége d'Ismaïloff, il fit ranger les siens et, au lieu de leur lire un ordre du jour éloquent, il leur adressa seulement ces paroles : « Soldats, à minuit vous me verrez me lever, vous ferez de même; puis je ferai ma prière et vous ferez de même; puis je me laverai, et vous ne le ferez pas, parce que vous n'en aurez pas le temps; puis vous me verrez m'asseoir par terre et chanter comme un coq, trois fois (ici même il imita le chant du coq), ce sera le signal de l'assaut. » Il prit Ismaïloff. Les officiers étrangers qui étaient dans son armée racontaient cette anecdote en la présentant comme une grossièreté. Certes, le dernier commis de bureau aurait pu écrire un bulletin dans le genre de ceux qu'on

publie maintenant en Europe; mais, pour dire ces mots aux soldats, il fallait avoir vécu de leur vie, connaître leurs habitudes et leurs mœurs. Souwaroff, dans les combats qu'il livra plus tard en Italie, montra des talents distingués, et prouva qu'il entendait la stratégie et la tactique.

Dans l'ardeur de son fanatisme, Souwaroff exécrait la Révolution française; il lisait l'Evangile aux soldats, et remplissait souvent dans le camp les fonctions de prédicateur. Quand on lui amenait des généraux français prisonniers, avant de les admettre en sa présence, il les soumettait à des fumigations pour les désinfecter de l'esprit révolutionnaire. Il adorait la personne de l'empereur; il s'inclinait devant le prétendant français en se signant comme devant le représentant de Dieu et de la légitimité, et il baisait le pan de son habit. Ce que Paul méditait au point de vue philosophique et religieux, Souwaroff, d'instinct, voulait l'accomplir à coups de canon.

Souwaroff va rencontrer en Italie les légions polonaises. Là, deux armées slaves se trouveront en présence.

Le général Dombrowski, avec l'agrément du gouvernement français, avait formé ces légions en Italie pour y servir en qualité de troupe auxiliaire contre l'Autriche. Il faut remarquer que Dombrowski, très-facile en arrangements toutes les fois qu'il s'agissait de la solde ou des grades, s'attachait surtout à bien définir le caractère des légions polonaises. Dans la convention conclue avec le gouvernement lombard (20 nivôse an V — 9 janv. 1797) il fut établi que ces légions ne seraient pas regardées

comme troupes étrangères; qu'elles combattaient pour la cause commune; qu'elles auraient toujours les droits et priviléges des citoyens lombards; enfin que les légionnaires seraient traités en amis, en frères. C'est le premier exemple d'un traité basé sur l'idée de la fraternité.

Les légions polonaises, à mesure qu'elles périssaient, renaissaient toujours. L'homme que la Providence choisit pour les diriger réunissait deux qualités très-rares chez les Polonais : il était résigné d'avance à toutes les déceptions, il persévérait au milieu des plus grands revers. Dombrowski, lors de l'insurrection de Varsovie (en 1794), avait failli, sur une fausse accusation, être pendu comme traître. Cependant il ne se découragea pas; il resta fidèle à la cause nationale, repoussa les tentations de Souwaroff et celles du roi de Prusse, préférant partager avec ses compatriotes les chances d'un avenir incertain, plutôt que d'accepter pour lui-même une position brillante. Sa vie entière fut une suite d'espérances heureuses et de terribles épreuves.

D'abord éconduit, puis écouté par le gouvernement français, il forme ses légions; et bientôt il les voit décimées dans les combats journaliers de l'Italie. A la nouvelle des préliminaires de Léoben (27 avril 1797) que devait suivre le traité de Campo-Formio (17 oct. 1797), le prince Oginski, que le comité polonais envoyait de Paris au quartier-général de Bonaparte, tomba malade; plusieurs Polonais devinrent fous. Le général Dombrowski, triste mais non désespéré, resta au milieu de ses soldats en attendant un meilleur avenir. A la reprise

des hostilités, il court à Paris, s'adresse au Directoire, et réorganise les légions qui prennent part à la bataille de la Trebbia où elles sont de nouveau presque complétement anéanties par Souwaroff (18 juin 1799). La deuxième légion fut faite prisonnière à Mantoue et livrée aux Autrichiens, qui traitèrent les prisonniers en déserteurs (28 juillet 1799); une partie de la première légion, sous les ordres de Dombrowski, fut détruite à Novi, (15 août 1799). Il ne se rebuta pas et réussit à compléter une troisième formation. Après la victoire de Bonaparte à Marengo (14 juin 1800), il rêvait déjà une entrée triomphale en Pologne; il se préparait à pénétrer en Autriche par la Carinthie, puis en Hongrie, en Bohême, lorsqu'il apprit la signature de la paix de Lunéville (9 fév. 1801). Dans ce moment, plusieurs officiers généraux polonais brisèrent leur épée. Les légionnaires ne voyaient plus la possibilité de servir la cause nationale à l'étranger. Kniaziewicz, qui avait contribué à la victoire de Hohenlinden (3 déc. 1800), se laissait aller au découragement, et voulait se retirer du service. Dombrowski ne douta point qu'il ne se présentât une occasion plus favorable pour son pays. Il ne comptait plus sur le Premier Consul, mais il pressentait le moment où, par l'influence française, il pourrait travailler au relèvement de la Pologne.

Après la bataille de Zurich (30 septembre 1799), où Masséna triompha de Korsakoff, le général Souwaroff, enfermé dans les Alpes, avait tenté, à travers les montagnes, cette marche fabuleuse qui sauva les débris de son armée. La destinée a frappé presque du même coup

Paul et Souwaroff. Ce dernier, qui avait servi avec tant d'enthousiasme la cause du despotisme, en fut la victime. L'empereur Paul venait de décréter par un ukase que Souwaroff devait être regardé comme le plus grand de tous les généraux de l'univers, et qu'il fallait lui préparer une entrée triomphale à Pétersbourg; mais, irrité contre lui pour un manquement à je ne sais quel règlement militaire, il le disgracia. Souwaroff rentra solitaire dans la capitale, où il se vit abandonné de tout le monde; on craignait de prononcer son nom, ses amis l'évitaient. Il tomba malade, et mourut de chagrin.

Peu auparavant, une réaction s'était opérée dans l'esprit de Paul. Il s'était aperçu que les royalistes l'exploitaient. Il voyait clairement que les monarques et leurs ministres n'avaient aucune foi dans le système qu'ils lui préconisaient, et qu'il n'y avait que lui qui voulût le réaliser dans toute son étendue. En qualité de représentant d'une cause religieuse, il tenait sévèrement la main à l'accomplissement des devoirs religieux. Par une ordonnance, il commanda aux royalistes français de se confesser, et aux prêtres de s'assurer de leur componction. Ayant appris que les émigrés, tout en parlant continuellement de la religion, se moquaient à la cour de Mitau des pratiques catholiques, il retira au prétendant sa pension, et refusa ses secours aux émigrés. Il proposait aux puissances étrangères de remettre les rois proscrits en possession de leurs trônes, de rétablir le royaume de Sardaigne, la république de Gênes, etc. On dit même que parfois il rêvait le réta-

blissement de la Pologne comme acte de justice politique. Mais l'ambassadeur autrichien, quoiqu'il protestât de sa dévotion au système du droit divin, dissimulait mal que l'Autriche profiterait de la première occasion pour s'emparer du royaume de Sardaigne et de la république de Gênes, et que même elle ne se souciait pas beaucoup de rendre au pape ses Etats. Paul conçut l'idée de s'établir chef des ordres de chevalerie; il créa une quantité considérable de nobles, de ducs, de princes; et il se déclara grand-maître de l'ordre de Malte. Il remarqua que le pape, qui n'était pas loin de donner son consentement à cette idée extraordinaire de proclamer un prince schismatique chef d'un ordre religieux catholique, tenait plus à la possession de son territoire qu'à la stricte observation des statuts de l'ordre. Aussi Paul douta tout d'un coup et du pape et des rois, de la sincérité des opinions légitimistes et même de la véracité des religions. Désillusionné et ne sachant plus à quel système s'attacher, il reportait sa colère sur ceux qui l'entouraient, cassait les généraux, disgraciait ses favoris et envoyait en Sibérie des régiments entiers. Bientôt il fut dépopularisé en Russie.

Vers ce temps, Bonaparte pacifiait l'Europe. A l'instant Paul comprit Bonaparte; méprisant les systèmes, il s'écriait : « Je viens de trouver un homme; il y a un homme dans le monde. » Il voulait lier des rapports d'intimité avec le Premier Consul. Mais les mécontentements que Paul avait soulevés par son caractère ombrageux et par sa versatilité politique ne pouvaient se calmer facilement. Les grands qui l'entouraient, se voyant

menacés à chaque moment de disgrâce et d'exil, pensaient à leur propre sûreté. N'oublions pas que les théories constitutionnelles, rêvées autrefois, se conservaient traditionnellement dans la pensée de plusieurs individus. Partout en Europe, on parlait de constitutions, de celles que la France établissait et renversait, des changements qu'il y aurait à y faire. Les Russes mêmes discutaient beaucoup à Pétersbourg sur la constitution française. Le grand-duc Alexandre, élevé dans les idées françaises, se plaignait du pouvoir despotique; on l'entendit parler de la nécessité d'une constitution, et l'on se groupa autour de ce mot. Les favoris en danger, les hommes qui voulaient améliorer l'état de la Russie, ceux enfin qui préféraient avoir pour monarque le grand-duc Alexandre, conçurent l'idée de détrôner Paul.

Le général Benningsen, un Hanovrien, grand faiseur de projets de constitutions, qui en avait préparé plusieurs, se concerta avec Pahlen, avec Zouboff, avec les courtisans les plus compromis; ils réussirent à effrayer Alexandre, envers qui, depuis quelque temps, Paul montrait une certaine aigreur; ils surprirent enfin la permission du grand-duc pour emprisonner l'empereur. Mais ils trouvèrent plus simple de tuer ce malheureux monarque, qui voulait rester honnête homme, philosophe et religieux, sans cesser de gouverner despotiquement. A la nouvelle de la mort de Paul, les officiers se hâtèrent de proclamer empereur le grand-duc Alexandre, et nul n'osa plus parler de constitution. Il existe des professeurs en Russie qui du haut de leur chaire parlent sérieusement de la maladie de Paul Ier

et s'apitoient sur sa mort subite, laquelle, disent-ils, fut l'effet d'une apoplexie. Un jour pourtant, l'un d'eux, en racontant cet événement les larmes aux yeux, désignait d'un geste, en touchant sa cravate, la manière dont périt l'empereur (nuit du 11 au 12 mars 1801).

La Pologne, représentée par l'émigration, se trouvait dans la situation la plus critique : elle était abandonnée de tous. Cette nation trouva un mot de ralliement. Sans être endoctrinée par personne, elle devina d'intuition la marche de Napoléon. Malgré les défiances de ses chefs et les avertissements de ses publicistes, elle demeura admiratrice de Napoléon et dévouée à sa personne.

Napoléon exerça une immense influence morale sur les pays slaves, une influence plus grande que celle qui pouvait résulter de son action militaire et politique. Cette particularité ne sera pas sans intérêt pour les Français : quoique l'on ait beaucoup écrit sur ce grand homme, personne n'a touché à cette partie de son histoire.

Napoléon a réagi contre le XVIII[e] siècle. Il réalisait en lui-même ce que ce siècle avait de fort, de grand, de progressif, et en même temps il détruisait ce qu'il avait de faux et de hasardé. Le défaut capital d'alors était une légèreté excessive à vouloir tout expliquer. Vraiment, pour les gens du XVIII[e] siècle, il n'y avait plus de mystères. Ni le terrorisme des partis en France, ni celui de l'étranger en Pologne n'a pu réussir à y effrayer les esprits. Chacun se consolait par la pensée que, le terrorisme une fois renversé, on reprendrait de nouveau

toute latitude de disputer et d'imaginer des systèmes. Mais la Providence produisit cette individualité indéchiffrable, devant laquelle les intelligences s'arrêtèrent interdites, en se demandant d'où elle venait, où elle allait, et quelle était sa mission? Or, c'était rendre un immense service aux hommes de cette époque que de les obliger à se recueillir et à méditer sur un phénomène surnaturel. Napoléon, par ses victoires, par sa législation, par ses talents, raviva dans l'humanité ce sentiment d'admiration qui commençait à s'y éteindre. Il apprit à la classe civilisée de Pologne, qui avait exagéré, s'il est possible, le défaut français de raisonner sur tout, à fixer pendant de longues années un grand génie, qui, par les craintes et les espérances qu'il inspirait, tenait les âmes en éveil. Sous ce rapport, on doit assigner à Napoléon une place importante dans l'histoire des peuples slaves.

Les premières années de ce siècle ont été des plus douloureuses pour les Polonais. Leur pays continuait à ne plus exister sur la carte. Les rois et les peuples, las d'une longue guerre, désiraient et attendaient la pacification générale. On venait d'en signer les préliminaires à Lunéville entre la France et l'Autriche, à Amiens entre la France et l'Angleterre. La Russie faisait des avances à la République française, et paraissait vouloir maintenir de bons rapports avec elle. Tout le monde était dans la joie. Une seule nation restait attristée. Le bruit d'une paix prochaine remplissait d'angoisses les habitants du vaste territoire de l'ancienne Pologne. Et cependant, aucune nation n'avait autant pâti de la guerre. Les

provinces polonaises fournissaient des vivres, des recrues aux armées russes; et le pays appauvri avait à souffrir d'une longue famine. Les soldats polonais, enrôlés sous les drapeaux de l'Autriche, de la Russie et de la France, se trouvaient obligés de combattre les uns contre les autres, ou de quitter leur drapeau, avec la perspective d'être repris, jugés militairement et exécutés. Néanmoins on préférait ces terribles chances à la paix.

Les hommes qui n'avaient en vue que des intérêts de partis, découragés par la tournure des *événements*, quittèrent les premiers la lutte nationale. Nous n'en citerons qu'un, un certain Szaniawski, patriote autrefois dévoué dans la révolution de 1794, puis terroriste en France et chef de club. Le désespoir dans l'âme, il chercha sa consolation dans la philosophie. Portant la vigueur de son intelligence dans les rêveries, il se trouva soulagé, au sein de l'esclavage, par la liberté imaginaire de créer des questions oiseuses et de les résoudre à son gré. Il se sépara ainsi de la vie nationale, et s'enferma dans un cercle d'idées étrangères. C'est lui qui introduisit la philosophie allemande en Pologne. Il aurait voulu imiter les Allemands, qui ont pour habitude de former des systèmes hardis et de vivre d'ailleurs d'une vie basse et vulgaire; mais comme la nation polonaise, essentiellement politique, était pour lui un appel incessant à des devoirs difficiles, il en arriva à réagir et se dégrada au point de devenir censeur de livres, espion et moralement traître à sa patrie.

Les gens pratiques, les anciens magistrats, les anciens nonces et sénateurs, honnêtes et dévoués, mais qui n'a-

vaient pas l'élan que demandait la jeune génération, s'éloignèrent aussi des affaires publiques. Les Polonais qui retournaient dans leur pays obtenaient la protection de l'empereur Alexandre, lequel semblait vouloir adopter à l'égard des Polonais une nouvelle ligne de conduite. Ce monarque réunissait, pour ainsi dire, en sa personne les deux éléments de la famille régnante de Russie : la bonhomie, l'amour de la justice qui perçait dans Alexis, dans Pierre III, dans Paul Ier, et la perspicacité, cette prudence poussée jusqu'à la dissimulation, qui caractérisait Pierre Ier et Catherine II. Mais la force d'action lui manquait. C'était un Slave plein de sympathie pour ce qui était élevé, religieux et moral. Au physique, il avait les traits distinctifs des Slaves : la taille haute, la figure ouverte, les yeux bleu de ciel. Il avait été initié aux théories du XVIIIe siècle par ses maîtres, le citoyen Laharpe et l'économiste Storch. Libéral en pensées et en discours, il laissait, dans l'exercice de la souveraineté, les choses aller comme par le passé, sans trop se soucier d'imprimer à son gouvernement un essor différent. Cette duplicité morale d'Alexandre lui valut des succès politiques. Le temps était aux entreprises hasardeuses : l'empereur, hardi dans ses idées, poussait ses alliés à des démarches aventureuses ; toujours circonspect, il savait s'arrêter, et souvent il recueillait seul les fruits des travaux communs.

Un illustre Polonais, le prince Adam-Georges Czartoryski, siégeait dans les conseils d'Alexandre Ier dont il avait gagné la confiance. Jeune encore, il suivait la politique de ses ancêtres, avec cette différence que les

anciens Czartoryski voulaient conserver l'indépendance de la Pologne, en s'appuyant sur la Russie, et que lui, ministre de la Russie, se restreignait à garantir à son pays une existence nationale, mais dépendante de la Russie. Le prince Adam ne compta jamais sur la France. Beaucoup de patriotes n'attendaient plus aucun secours de ce côté. Il leur semblait qu'il ne restait plus d'autres ressources que de gagner la bienveillance de l'empereur Alexandre, et d'obtenir de lui, au nom de ses propres intérêts, quelques droits politiques ou quelques améliorations sociales. Le prince Adam fit accorder à plusieurs Polonais des places dans le sénat et dans les conseils. Protégé par l'empereur, il organisa, dans les provinces lithuaniennes, l'instruction publique, leur assura l'usage de la langue nationale et la conservation de leurs propres lois. Les préoccupations extérieures empêchaient le gouvernement russe de s'occuper autant de l'intérieur; on laissait faire le prince Adam. Sa haute position le mettait à couvert; les administrateurs inférieurs, le sachant en faveur, n'osaient prendre des mesures qui eussent pu rencontrer des obstacles dans son influence.

Cependant l'empereur Napoléon, forcé par l'Angleterre de conquérir la prépondérance sur le continent, entreprenait une nouvelle guerre contre l'Autriche, et, par les victoires d'Ulm (19 octobre 1805) et d'Austerlitz (*Slawkow*) (2 décembre 1805), il allait la contraindre à demander la paix.

Alexandre, dès le début de son règne, montrait, dans certains moments d'élan généreux, beaucoup de sympathie pour Napoléon; toutefois dès qu'il s'agissait de

reconnaître ses titres nouveaux ou de résoudre une des questions vitales de la politique européenne, il retrouvait son énergie d'opposition et donnait aux monarques l'exemple de la résistance; il parlait des grandes questions politiques au point de vue de la morale; il s'en croyait, comme jadis Pierre Ier, protecteur de droit divin. Seul, il protesta contre le jugement du duc d'Enghien; seul, au nom du droit des nations, il voulut rétablir le roi de Sardaigne dans ses possessions, et seul, il défendit dans les conseils des rois la cause des républiques de Gênes et de Venise. C'était une idée nouvelle que celle de l'intervention obligée des nations, basée sur le principe de leurs devoirs communs. Il est singulier que ce principe tout chrétien d'une solidarité entre les peuples ait été rappelé par un monarque russe. Les rois et les princes savaient, il est vrai, employer des formules banales de droit divin et de droit des nations; mais eux-mêmes n'y avaient pas foi. Le tzar, avec la conscience de sa force, donnait un appui moral à la coalition. Il marcha au secours de l'Autriche; vaincu, il fut obligé de conclure une capitulation, que suivit la paix de Presbourg. Bientôt les triomphes des Français à Iéna et à Auerstaedt (14 octobre 1806) abaissèrent la monarchie prussienne; et les légions polonaises, rangées sous les aigles napoléoniennes, se retrouvèrent sur le territoire national. Le général Dombrowski publia une proclamation en appelant la Pologne aux armes. Les bulletins de Napoléon constatent que tous les citoyens, sans distinction de rang ni de fortune, contribuèrent également à former les légions. Dombrowski, à la tête d'une armée

de ses compatriotes, combattit à côté des Français à Eylau (8 février 1807) et à Friedland (14 juin 1807).

La guerre finit par le traité de Tilsitt (9 juillet 1807). La Russie feignit de se rapprocher de la France. On discutait le projet de se partager l'univers. Napoléon et Alexandre étaient en situation de faire la loi au monde. Dans les journaux mêmes de Moskou, on publia des articles où l'empereur Napoléon était désigné comme dominateur de l'Occident, et l'empereur Alexandre comme maître du Nord et de l'Orient.

Une question restait insoluble : celle de la Pologne. Alexandre insistait pour obtenir la promesse que cette nation ne serait jamais relevée. Napoléon prêt aux plus grandes concessions pour gagner l'alliance de la Russie, afin de diriger tous ses efforts contre l'Angleterre, refusa de s'expliquer définitivement sur ce point. Il avouait cependant qu'il n'était pas entré dans sa pensée de restaurer la Pologne. Peut-être jusqu'à la bataille de Friedland n'y avait-il pas songé sérieusement ; toujours est-il qu'il refusa constamment de s'engager à quoi que ce fût qui pût préjuger le sort futur de la Pologne, en répétant qu'il ne voulait pas se donner le ridicule de parler le langage de la Providence. Lors de son séjour à Posen (1er décembre 1806) et de la création de régiments polonais, s'adressant à lui-même dans le 37e bulletin la question du rétablissement de la Pologne, il n'y répond que par ces mots : « Dieu seul est l'arbitre de ce grand problème politique. »

Napoléon n'osait pas encore prononcer le nom de royaume ou de république de Pologne ; il n'a formé

qu'un duché de Varsovie. Pour reconstituer la Pologne dans son intégrité, il lui aurait fallu déclarer une triple guerre à l'Autriche, à la Prusse et à la Russie, puissances signataires du traité de démembrement. Mais, ayant déjà organisé le noyau d'une armée nationale, et assuré l'indépendance à une fraction du territoire, il confiait le reste à l'avenir (1).

Nous avons vu qu'un grand changement politique s'était opéré par les légions; les distinctions de castes s'y étaient effacées, et le même esprit d'égalité se propageait dans les provinces polonaises. Les vieux partis disparaissaient; les Polonais ne s'incriminaient plus comme favorisant les intérêts russes ou français. Le prince Czartoryski protégeait les patriotes de toutes les nuances. Il obtenait l'élargissement de Kollontay, membre éminent du parti républicain et le rappel de la Sibérie de plusieurs Polonais qui avaient pris part aux événements de 1794.

(1) L'article 5 du traité de Tilsitt portait : « Les provinces qui, au 1er janvier 1772, faisaient partie de l'ancien royaume de Pologne et qui ont passé depuis, à diverses époques, sous la domination prussienne, seront, à l'exception des pays qui sont nommés ou désignés au précédent article et de ceux qui sont spécifiés en l'article 9 ci-après, possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. le roi de Saxe, sous le titre de duché de Varsovie et régies par des constitutions, qui, en assurant les libertés et les priviléges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des États voisins. » — C'est ainsi que l'on détacha de la Prusse une partie des provinces qu'elle avait arrachées à la Pologne, et qu'on en forma le duché de Varsovie; mais l'Autriche et la Russie gardaient leur part de butin. La ville de Dantzick était déclarée libre et indépendante avec un rayon de deux lieues. — Le duché de Varsovie comprit les six départements de Posen, de Kalisz, de Plock, de Varsovie, de Lomza, et de Bydgoszcz.

Kollontay, Dmochowski et autres républicains écrivaient au prince Czartoryski et au prince Oginski, les priant de rester en Russie et de ne pas abandonner une position qui leur donnait le moyen de sauver tant de victimes. Seulement chacun voulait désormais agir avec prudence et calcul, et l'on s'accusait mutuellement d'exaltation. Ceux qui mettaient leur espérance dans Alexandre reprochaient aux légionnaires leur exaltation militaire pour Napoléon. Les légionnaires, de leur côté, trouvaient que les Polonais de certaines provinces se passionnaient trop pour Alexandre. Or cette exaltation pour le bien de la patrie était seule capable de les unir un jour et de résoudre la question nationale.

La création du duché de Varsovie produisait dans le Nord une espèce de révolution intellectuelle et morale : une portion de la Pologne venait de reconquérir son existence politique. Le duché ne comptait que trois millions d'hommes ; mais, soutenu par Napoléon, il pesait dans la balance européenne de tout le poids du passé et de l'avenir de la nation. Par ce point Napoléon influait matériellement sur le Nord. Aussi les puissances, qui ne craignaient pas de lui abandonner le royaume de Naples, celui des Espagnes et des Indes, faisaient des efforts inouïs pour détacher de la France ce petit duché, afin d'étouffer en lui le germe de la Pologne future.

Un des plus brillants faits d'armes des légions polonaises fut celui de Somo-Sierra pendant la campagne d'Espagne. Quelques escadrons de lanciers polonais forcèrent ce passage difficile qui ouvrit aux Français les portes de Madrid (30 novembre 1808). Napoléon lui-

même dicta le bulletin de l'affaire. Un poète militaire, Antoine Gorecki, a chanté ce combat : « Entre les rochers de Somo-Sierra, il y a un passage de la largeur d'un peloton de cavalerie. Sur les hauteurs des rochers, les fiers Espagnols chargeaient leurs armes, prêts à recevoir l'ennemi. Trois fois les escadrons français jaillirent, comme des fontaines alpestres, jusqu'à la cime de la montagne, et trois fois ils en descendirent de cascade en cascade et disparurent dans l'abîme. A ces guerriers riches de gloire, la montagne paraissait inaccessible, comme le ciel l'est aux possesseurs de trésors... Notre commandant accourut vers les escadrons des lanciers polonais qui restaient là, serrant les rangs, impatients, mais silencieux. Les trompettes sonnent la charge ; une forêt de lances s'ébranle et s'avance à travers une grêle de mitraille ; des feux roulants de canon plongent dans les rangs. Tout à coup la batterie entière se tait, l'aigle blanc s'assied sur le sommet du rempart. »

Il existait une nombreuse armée polonaise ; malheureusement elle était disséminée en Espagne, en Illyrie, à Naples. Le duché de Varsovie ne disposait que de quelques milliers de soldats, et cependant le chef de cette petite armée hasardait déjà des opérations devant lesquelles il avait reculé autrefois avec des forces plus considérables. Le prince Joseph Poniatowski, qui, à la tête de 50,000 hommes, avait rejeté jadis les plans hardis de Dombrowski, commence une guerre offensive, n'hésite pas à offrir bataille, et avec 10,000 hommes seulement, remporte la victoire sur 40,000 Autrichiens, commandés par l'archiduc Ferdinand. Il envahit la Galicie, et, sans

aucun doute, il l'aurait délivrée tout entière si la paix de Schœnbrunn (14 octobre 1809) n'eût arrêté sa marche.

Cette audace, les Polonais la devaient à l'influence de Napoléon. Ils avaient maintenant ce qui leur manqua si longtemps, un point d'appui; libres des préoccupations passées, des théories politiques, des plans de réforme, des intérêts de partis, ils n'avaient plus qu'un idéal; les yeux fixés sur l'étoile d'un grand homme, ils se jugeaient invincibles.

Les débris des anciens partis ne pouvaient rien comprendre à ce sentiment instinctif qui liait la nation et les légionnaires aux destinées de Napoléon. Les hommes les plus honnêtes du régime précédent, Kosciuszko, Wybicki, Lubomirski, le vieux prince Adam-Casimir Czartoryski demandaient à Napoléon des garanties et des gages; ils eussent voulu une promesse formelle du rétablissement de la Pologne; ils prémunissaient leurs compatriotes contre les dangers d'une foi aveugle. Le duché, exposé à une ruine financière et agricole, payait des contributions immenses; on était obligé d'entretenir une armée qui dépassait les moyens de l'État. Les faiseurs de petits vers et les publicistes s'apitoyaient sur un pareil sort. Le poète Molski déplorait, dans ses opuscules, la situation des bourgeois obligés de loger des soldats et la misère des paysans soumis à des impôts excessifs. Les diplomates, de leur côté, cherchaient à ramener les Polonais à ce qu'ils appelaient une politique pratique et des idées sages. Si du moins on eût possédé la liberté, la constitution, l'égalité, on se serait contenté d'une petite Pologne constitutionnelle; mais le duché de Varsovie

n'offrait rien qui satisfît à de tels vœux. Il n'avait pas ses mouvements libres, il était dans la dépendance de Napoléon; il n'y avait pas, à proprement parler, de liberté de la presse : un écrit dirigé contre la politique ou contre la personne du souverain français aurait très-certainement amené des persécutions. Cet état de choses scandalisait la vieille génération; en dépit de ces raisonnements, le pays tenait fermement à Napoléon; il ne regrettait ni son argent, ni le sang de ses enfants; il repoussait l'idée d'abandonner la France. Joseph Poniatowski, chez qui vibrait la fibre nationale, resta fidèle à Napoléon. Au milieu de sa société habituelle, il craignait d'avouer toute la sympathie qui l'attachait à lui; il en parlait au point de vue de l'honneur militaire qui l'obligeait à le servir. Sollicité plus d'une fois par ses compatriotes, qui habitaient la Galicie et la Russie, de se détacher de la France, le prince Joseph persévéra jusqu'à la fin. Il est demeuré le héros chéri de la nation polonaise, quoi que aient pu dire les publicistes et les écrivains militaires, qui lui reprochent des fautes politiques et ne le regardent pas comme un grand tacticien.

On peut dire que l'histoire du grand-duché de Varsovie et même du royaume de Pologne, jusqu'à la révolution de 1830, est comprise dans quelques strophes du chant des légions. On y dit : « Nous marcherons, nous franchirons la Warta et la Vistule, et Bonaparte nous enseignera la victoire. » Tout cela s'est réalisé. On ne parle dans ces chansons ni du Niémen, ni du Dniéper. Les poètes, les prophètes inconnus, qui les composaient, qui annonçaient à quelques milliers de Polonais égarés dans

les plaines de la Lombardie, le passage de la Warta et de la Vistule, avaient le droit de le dire, forts qu'ils étaient du pressentiment de ce qui devait arriver; ils n'eussent pu prédire avec la même certitude la reprise des anciennes provinces. Aussi, à l'approche de 1812, lorsque les publicistes promettaient à la Pologne un prompt rétablissement dont ils se croyaient sûrs, les poètes des légions se gardaient de ces illusions. Leurs chants continuent à être tristes; ils encouragent les soldats à servir fidèlement; ils ne leur promettent rien.

Nulle part l'issue fatale de l'année 1812 n'a laissé de souvenirs aussi profonds que dans le pays qui en a été le théâtre. Ce qui frappait l'esprit des peuples slaves, c'était le caractère fatidique et terrible des événements de cette campagne. D'abord la fameuse comète, présage sinistre de la guerre et de ses suites, puis une récolte d'une abondance merveilleuse, des chaleurs excessives, des incendies de forêts, et cet hiver si rude dont on se souvient encore. Pendant plusieurs semaines le thermomètre se maintint entre 30 et 18 degrés au-dessous de zéro; par un froid de 25 degrés, il y eut des tourbillons de vent, phénomène extraordinaire dans ces climats. Le peuple russe attribua la destruction des armées françaises à la Providence. Il disait, dans son langage naïf, que deux généraux envoyés par Dieu, Son Excellence le général *La faim* et Son Excellence le général *Le froid*, avaient anéanti les Français. L'empereur Alexandre n'a cessé de protester contre les félicitations de ses généraux et de son sénat, en les engageant à rendre grâces à Dieu pour son intervention immédiate.

L'armée polonaise partagea les malheurs de l'armée française; elle l'accompagna jusqu'au-delà du Rhin en formant son arrière-garde. Napoléon fut renversé. Les Polonais devaient attendre leur salut d'une autre combinaison politique; et néanmoins le pays n'a cessé de vénérer la mémoire de l'Empereur. C'est par l'esprit de Napoléon qu'il espère encore de la France un secours dans l'avenir : rien n'a pu ôter au peuple cette profonde et mystérieuse croyance.

Le surnaturel du caractère de Napoléon est ce qui l'a rendu l'effroi des Russes. Le peuple et les soldats russes le regardaient comme sorcier; ils étaient persuadés qu'il avait le pouvoir de changer de forme. On raconte des histoires de plusieurs combats entre le général Souwaroff et l'empereur Napoléon. L'Empereur ayant pris la forme d'un lion, Souwaroff se hâta de se faire lion. Alors Napoléon se changea en aigle; Souwaroff, pour le combattre, voulut prendre la forme d'un aigle à deux têtes, et il en demanda la permission à l'empereur Paul; mais celui-ci, irrité d'une telle hardiesse, le dégrada. Le peuple exprimait ainsi l'instinct qu'il avait d'une immense destinée attachée à cet homme. Le même sentiment a inspiré au poète Dierzawin une de ses odes les plus remarquables : il s'y élève jusqu'à la sphère du merveilleux. Pour lui, Napoléon est un antechrist, la bête de l'Apocalypse de saint Jean. Cette opinion était généralement répandue, même parmi les Russes éclairés. Une dissertation de Gezel, savant professeur de l'université de Dorpat, prouvait que Napoléon est l'Antechrist,

et que son nom, d'après l'explication cabalistique, signifie le nombre 42.

Les Polonais ne furent donc pas, parmi les Slaves, les seuls chez qui l'action de Napoléon provoqua un mouvement moral. Chez les Russes ce mouvement, dirigé contre lui, servit au progrès de la nation. Pour lutter contre un tel adversaire, le monarque russe éprouva le besoin d'en appeler à la religion de ses peuples; il leur parla au nom de la religion et de la patrie. On ne se rappelle pas avoir jamais vu auparavant, dans une pièce officielle russe, les mots foi et patrie, *wiera* et *atieczestwo*, appliqués à la Russie. De cette époque datent, en Russie, les premiers élans d'enthousiasme politique, qui devaient éclater plus tard en conspirations contre le gouvernement.

On a cru se rendre compte de la destinée et des exploits de Napoléon en y voyant le résultat de la Révolution. Quoi qu'on en ait dit, il était en dehors de la marche de la France révolutionnaire. Napoléon n'était pas un homme de l'Occident : il n'y avait en lui rien de gaulois; c'est peut-être le seul monarque français qui n'ait pas été *homme d'esprit;* l'idéologie germanique et la débonnaireté slave lui étaient également étrangères. Il y avait dans son génie je ne sais quoi d'oriental : il aimait l'Orient; il exprima plusieurs fois l'idée que tous les grands hommes, les hommes des grandes époques, ont traversé l'Orient; un vague désir, semblable à l'amour du sol natal, l'attira vers ces contrées et influença son expédition d'Égypte. Il n'appelait jamais les philosophes autrement que des *idéologues;* et sous le nom d'idéologie

il comprenait toute science de choses mortes et abstraites qui prétend résoudre des intérêts vitaux de l'humanité. Il aimait la science, mais détestait l'idéologie. En dépit de toutes les explications des savants, Napoléon est resté inexplicable, même dans sa popularité. Le peuple français, malgré les anathèmes des légitimistes, les cris des républicains, les protestations des hommes du *statu quo*, n'a cessé de l'adorer. Ce qui est plus compréhensible, c'est la haine instinctive que le peuple anglais lui porta. Les Anglais, qui fondent tout sur la force matérielle, sur les calculs; qui veulent tout savoir d'avance sans rien laisser deviner au génie; qui prétendent diriger l'action d'une bataille, comme on dirige une mécanique; eh bien! dans cet individu immense, qui tirait sa force de lui-même et en répandait des torrents autour de lui, qui, d'un mot, créait des grands hommes, faisait surgir des armées, poussait les nations les unes sur les autres, ils pressentirent un principe diamétralement opposé à celui de leur existence. Ne pouvant le comprendre, ils voulurent le détruire.

La Pologne et la France se rencontrèrent dans l'admiration pour le même homme; elles s'unissaient dans une pensée commune. Ce fait peut laisser entrevoir que le temps vient où des principes nouveaux présideront aux alliances futures des peuples.

Les partis politiques en France, après la chute de Napoléon, se flattaient de pouvoir reprendre leur marche routinière. Le parti de 1793, représenté par Fouché; le parti des légitimistes corrompus, représenté par Talleyrand; le parti des constitutionnels honnêtes, dont le

général La Fayette était le type : tous détestaient l'empereur et s'applaudissaient de sa ruine. Mais en est-ce fini avec son idée? N'a-t-il été, comme bien d'autres, qu'un monarque puissant, un général habile, un ambitieux qui, pour un moment, imposa l'admiration à l'univers? Ou bien a-t-il été un de ces hommes à mission dont les générations futures doivent continuer l'œuvre?

C'est un philosophe polonais, Wronski, ancien soldat de Kosciuszko, réfugié en France, qui, le premier, sut apprécier la mission de Napoléon. Il y voyait l'aurore d'un jour nouveau. Il reconnaissait dans Napoléon les caractères d'un homme du destin, d'un envoyé d'en haut; il ne s'agissait par pour lui de la dynastie de Napoléon : son œuvre doit être poursuivie par sa descendance d'après l'esprit et non d'après la chair. En Pologne, une nombreuse secte israélite, moitié chrétienne et moitié juive, croyait apercevoir dans Napoléon un Messie ou du moins un précurseur. Ainsi un philosophe, un mathématicien concorde avec des théologiens israélites et avec des poètes polonais.

Les Russes aussi ont entrevu la mission de Napoléon. Il y a dans les poésies de Pouchkin une *Ode à Napoléon* qui se termine ainsi : « Qu'il soit marqué du sceau de la honte, celui qui oserait lancer un reproche contre son ombre découronnée! Gloire à lui : il a révélé à la Russie ses grandes destinées, et du fond de sa prison il a annoncé l'ère de la liberté, qui ne finira plus. » On voit encore là le sentiment de l'ambition russe, un souvenir de Dierzawin. Il y a un germe d'avenir dans cet aveu, « que Napoléon a été le prophète de la liberté. » Mais voici

quelques strophes d'un autre poète russe, Khamiakoff, qui a une tendance plus élevée, plus universelle : « Napoléon, ce n'est pas la force des peuples qui t'a élevé, ce n'est pas une volonté étrangère qui t'a couronné; tu as régné, tu as combattu, tu as remporté des victoires, tu as sacré ton front par *ta propre puissance*. Ce n'est pas la force des peuples qui t'a terrassé. On n'a pas vu paraître un rival égal à toi. Mais celui qui a mis une borne à l'Océan, celui-là a brisé ton glaive dans les combats. Elle s'est éclipsée dans les nuages, l'étoile du matin ! la grandeur humaine est tombée dans la poussière. Dis-moi : un nouveau matin ne brillera-t-il pas à l'horizon ? une nouvelle moisson ne renaîtra-t-elle pas de cette cendre ? Réponds ! Le monde attend avec effroi, avec avidité, une pensée, une parole puissante. » Cet appel solennel à l'ombre de Napoléon, cette demande que le poète lui fait de lui révéler l'avenir de l'Europe, montrent que les penseurs russes abandonnent déjà la routine de ce nationalisme brutal que leur gouvernement appuie de toute sa force, et qu'ils se rattachent à la pensée de l'époque, en glorifiant l'homme du globe.

Les Allemands eux-mêmes reconnaissaient dans Napoléon quelque chose qui l'élevait au-dessus de l'humanité. Il suffit de citer Gœthe. Voyant en lui le champion d'une idée plus chère à l'humanité qu'aucune de celles professées par les philosophes allemands, il ne prononçait son nom qu'avec respect. Le célèbre historien Jean Müller, qui consuma sa vie à combattre l'influence française en Allemagne, qui servit tour à tour la Prusse et l'Autriche dans le but de nuire à la France, après une

première conversation avec Napoléon, fut gagné à sa cause. La force intérieure de Napoléon était si grande, qu'elle remuait profondément les âmes, leur faisait découvrir le secret de leur propre existence.

Byron, le premier d'entre les poètes modernes, a fait sentir aux hommes le sérieux de la poésie : que le désir et la parole ne suffisent plus, qu'il faut vivre conformément à ce qu'on écrit, rendre sa vie poétique et rapprocher le réel de l'idéal. Ce poète, riche et élevé dans un pays aristocratique, quitta le parlement et sa patrie pour servir la cause des Grecs. Avec lui s'ouvre l'ère de la poésie nouvelle. Or, il est prouvé, pour moi, que le rayon qui alluma le génie du poète anglais, partit de l'âme de Napoléon. C'est l'action de la France et de Napoléon qui l'a arraché à ses occupations scholastiques. Dans les lettres qu'il écrivait d'Espagne, on voit que la figure de Napoléon est sa préoccupation constante. Lord Byron comprenait la force qu'il exerçait sur les hommes, force toute morale ; il sentait aussi où elle résidait : Napoléon a dominé, parce que son âme était toujours en travail; son sentiment ne pouvait sommeiller. *I suoi pensieri in lui dormir non ponno*, c'est l'épigraphe qu'il a choisie pour le poème que lui a inspiré en partie l'individualité de Napoléon. Cette âme en travail développait la force qui lui donnait le pouvoir sur ses semblables. Quelle immense influence peut exercer sur le globe un seul génie! Napoléon créa lord Byron; l'action de lord Byron, le bruit seul de sa gloire, réveillèrent Pouchkin, et les poètes polonais. On a accusé les Polonais d'une idolâtrie pour lui. Byron a été conquis par Napoléon. Lors de

la dernière lutte entre la France et l'Angleterre, et avant la bataille de Waterloo, Byron, dans ses lettres, trahit un secret désir de voir ses compatriotes vaincus par Napoléon; c'est là un des arcanes qu'on pourrait appeler les arcanes des empires, et que peut-être un jour on approfondira. L'homme le plus orgueilleux, un Anglais fut maîtrisé par l'admiration. Si Napoléon eût suivi l'étoile qui l'avait guidé en Italie et en Egypte, s'il eût donné à son génie tout l'essor dont il était capable, il est plus que probable qu'il aurait vaincu de la même manière les chefs des flottes et des armées anglaises; il les eût forcés à l'admirer, et ce sentiment involontaire aurait troublé leur intelligence, désarmé l'orgueil britannique.

Avant de suivre au congrès de Vienne les souverains ennemis, nous devons dire un mot de la vie religieuse qui se manifestait en Russie, qui, d'abord peu remarquée du gouvernement, excita un moment ses terreurs et finit par influer sur l'empereur Alexandre lui-même.

C'est dans la ville de Moskou, éloignée du centre gouvernemental russe, que vers les dernières années de Catherine apparut cette réaction morale qui préludait à une révolution slave contre l'esprit dominant à Pétersbourg. Quelques boyards russes, un Lopouchin et les Tourguenieff, aidés par un jeune officier, nommé Nowikoff, avaient formé peu à peu un groupe influent et très-actif. Dans le but élevé d'instruire et de moraliser le peuple, ils avaient fondé la première imprimerie particulière que l'on vit en Russie; ils faisaient traduire et imprimer à leurs frais des livres religieux, allemands et

anglais, que dévoraient avec avidité les marchands et ceux du peuple qui savaient lire.

Le germe de cette propagande venait de la France, d'un homme peu connu de ce côté du Rhin, de Louis-Claude de Saint-Martin, un de ces étrangers qui appartiennent à l'histoire des peuples slaves. Dans les années qui précédèrent la Révolution, il y eut en France, chez un certain nombre d'individus, une sorte de réveil de la spiritualité, un vague sentiment de la nécessité d'une religion, au moment où tout le monde prévoyait la ruine de l'Eglise. Les loges franc-maçonniques de Montpellier et de Lyon, travaillées par ce besoin instinctif, s'efforçaient d'élever leurs mystères à quelques vérités fondamentales du christianisme. Il est singulier que dans ce temps où l'esprit humain rejetait avec tant de fureur toutes les formes de l'Eglise, il acceptât une société qui ne consistait à proprement parler que dans les formes. On niait les dogmes du christianisme, et l'on s'enthousiasmait pour les mystères de la franc-maçonnerie. Dans ces sociétés franc-maçonniques, on remarquait Saint-Martin, et un israélite portugais nommé Martinez Paschalis, individu mystérieux, théurge et théosophe, qui, passant par la France, se lia avec lui. Saint-Martin, adonné aux sciences mystiques et désireux d'approfondir les questions religieuses, apprit l'allemand pour lire les ouvrages du fameux théosophe Jacob Bœhme. Il fit la connaissance de quelques Russes et Polonais, qui portèrent ses ouvrages et ses opinions à Moskou.

L'amiral Plechtcheief et un Polonais, le comte Grabianka, mort plus tard dans les prisons russes, paraissent

avoir servi d'intermédiaires. Ce terrible prince Repnin, jadis ambassadeur de Pétersbourg à la cour de Varsovie, qui avait abreuvé de tant d'outrages le roi Stanislas-Auguste et la Diète, faisait partie de ces loges moitié maçonniques, moitié chrétiennes. Les Russes et les Polonais y agitaient de graves questions qui dominaient l'intérêt du moment. Alors disgracié, Repnin avouait aux Polonais combien il lui avait été pénible d'avoir été contraint par sa souveraine de se montrer si dur envers leur nation. L'ambassadeur, en public, sacrifiait au despotisme; intérieurement il en souffrait. Le temps viendra où ce qui se passe au fond de l'âme se produira au grand jour. Lopouchin, et plusieurs autres nobles russes, comprenaient l'indispensabilité de revivifier le sentiment religieux en Russie. Un demi-siècle avant eux, la même tendance s'était manifestée en Allemagne. Dès le XVIIe siècle, le protestantisme n'était plus qu'une formule aride et froide; la théologie, qui avait commencé par combattre les formules scholastiques, avait fini par tomber elle-même dans le scholasticisme : la vie du protestantisme ne résidait plus que dans sa haine contre le catholicisme. On peut dire que la théologie vivait non par le cœur, mais par la bile.

Arndt, né vers la fin du XVIe siècle et mort vers le commencement du XVIIe, inaugura la réaction contre la Réforme en cherchant à ranimer la vie religieuse. Il ne cessa de proclamer ces grandes vérités : que, pour convertir les autres, il faut se convertir soi-même; qu'un théologien n'a de valeur qu'autant qu'il s'est lui-même sanctifié; que les livres ne sont que d'une importance

secondaire dans le Christianisme; que la vie, les actes en constituent l'essence. Arndt attirait l'attention sur les prophètes de l'Ancien-Testament; il prédisait une ère nouvelle, un progrès nouveau du Christianisme, la réunion prochaine du peuple d'Israël avec l'Église chrétienne. Les ouvrages de ce premier réformateur du protestantisme furent choisis par les Martinistes russes (c'est le nom que prirent les réformateurs) pour initier la réforme dans l'Église russe, dont tout le monde reconnaissait la profonde nullité. De pieux et savants évêques devinrent Martinistes et se mirent à propager les doctrines d'Arndt et de Spenner, autre théologien allemand qui développa les doctrines d'Arndt. On traduisit et répandit quelques ouvrages de William Penn, célèbre quaker anglais. Le but de ces ouvrages était pratique. On se proposait de tirer le Christianisme de la sphère des raisonnements où l'avait jeté le protestantisme, et de l'infuser dans la vie active. Ces penseurs rapprochaient ainsi, sans le savoir, le protestantisme de la religion catholique. L'impératrice Catherine se riait d'abord de ces tentatives; elle composa même, pour les tourner en ridicule, une comédie qu'elle fit représenter à Pétersbourg. Les Martinistes la firent jouer dans leur loge, ce qui fournit le prétexte de les persécuter. L'inquiétude croissant à Pétersbourg, on donna l'ordre de les arrêter. La famille Tourguenieff fut disgraciée, Nowikoff jeté en prison, leur imprimerie détruite; ce qui restait de leurs livres fut brûlé par ordre de Catherine : on crut cette secte étouffée pour toujours. Ses ramifications subsistèrent.

Les monarques, réunis à Vienne, y discutaient un remaniement des États de l'Europe. On n'avait que le projet de fixer les nouvelles frontières des États. Probablement on se serait borné à cela, si tout d'un coup la circonscription du duché de Varsovie n'eût brisé toutes les combinaisons. Où placer les frontières de ce duché? Et d'abord de quel nom l'appeler? car on ne voulait pas lui laisser le nom donné par Napoléon. Après l'avoir appelé *royaume* ou *duché polonais*, il fallait lui assigner des limites : ce qui remettait sur le tapis les droits de l'ancienne Pologne. Cette question territoriale en souleva bien d'autres. Les souverains, d'après l'avis de leurs ministres, cherchèrent alors une autre base. On s'était aperçu que les peuples étaient las de discussions n'ayant pour objet que l'agrandissement des États qui avaient participé à la lutte; qu'il fallait à un traité une idée morale. Le prince de Talleyrand disait hautement qu'il était seul en possession de cette idée : « Vous disposez des forces, disait-il, moi j'arrive avec une idée, la légitimité. Rétablissons chacun dans ses droits; c'est la manière la plus certaine de finir la Révolution française. » Si l'on rétablissait la république de Gênes, celle de Venise et le royaume de Sardaigne, la Révolution n'était plus qu'un épisode. Les Bourbons une fois restaurés en France, on détruisait jusqu'au souvenir de ce que la Révolution avait fait pendant les vingt-cinq ans de son existence. Mais la question polonaise bouleversait ces calculs, car on savait que la Russie et la Prusse ne consentiraient jamais à rétablir la république de Pologne.

Le système des royalistes français venait au secours des monarques. Selon eux, la légitimité ne pouvait, à proprement parler, s'appliquer qu'aux rois. La république, d'après le système du comte de Maistre, alors très-goûté, était une exception dans le mouvement régulier des institutions politiques. L'Autriche se réjouissait fort de cette explication, qui lui assurait la possession de la république de Venise ; la Sardaigne y voyait aussi le prétexte d'envahir la république de Gênes. Par gouvernement légitime, on ne devait comprendre que la papauté ou la royauté. Malheureusement pour les diplomates du congrès de Vienne, la Pologne, tout en étant république, avait un roi ; de sorte qu'on ne pouvait, pour légitimer sa destruction, recourir au prétexte d'abolir une république. La thèse des royalistes était encore une fois en défaut. On n'en sentait pas moins la nécessité de trouver quelque idée morale à mettre en avant comme excuse à sa conscience. Il est facile de concevoir la haine que, dès ce moment, les légitimistes français jurèrent à la Pologne, par cela seul qu'elle contredisait leur système. Sans la Pologne, la question pouvait se résoudre avec la plus simple logique. « Il a existé, disait le comte de Maistre, un pape, vicaire de Dieu et médiateur ; il a existé des rois, qui étaient pères de leurs peuples, souvent obligés de sévir contre eux, mais toujours dans le but de les corriger. Le peuple français, dans un accès de folie, renversa cet ordre admirable ; nous sommes parvenus enfin à le rétablir pour le bonheur universel. » Mais ces rois, toujours justes, d'après le comte de Maistre et son école,

n'avaient-ils pas violé la justice en démembrant la nation polonaise? Etait-ce pour la corriger? Mais qui ne sait qu'ils voulaient, au contraire, la détruire. Le comte de Maistre s'associait à cette iniquité politique; il adressait des lettres à quelques Russes très-influents, en leur conseillant d'extirper la nationalité polonaise à l'aide du catholicisme, à l'aide des jésuites! La Pologne étant fortifiée dans sa nationalité par son culte, il proposait de la mettre sous l'influence spirituelle des jésuites qui, n'ayant par la nature de leur constitution rien de local ni de national, l'attacheraient à un catholicisme universel. Que comprenait-il par catholicisme universel? Un catholicisme de forme, un catholicisme logique. De toute la doctrine chrétienne, le comte de Maistre n'a paru comprendre que la logique. La Providence a suscité la question polonaise pour démontrer à tout homme impartial la fausseté des systèmes débattus pendant le congrès de Vienne et la mauvaise foi de leurs auteurs.

Madame de Krüdner, et quelques mystiques qui entouraient l'empereur Alexandre, songeaient à fonder le nouvel ordre de choses sur l'Évangile. Dans le même temps un philosophe célèbre, François Baader, publiait un opuscule, où il prophétisait de grands malheurs, si les rois ne s'apercevaient pas que le manque de religion est la seule cause de toutes les révolutions; que les peuples ne rentreront point dans l'obéissance tant que l'Évangile ne sera pas franchement appliqué à la politique; que c'est l'exigence impérieuse de l'époque; qu'on ne saurait échapper à cette conséquence inéluctable de l'histoire chrétienne. Pour établir un ordre véritable, il

conseille de commencer par un acte de justice, car les peuples ne peuvent comprendre que les actes, ne s'instruisent que par des faits.

A la suite de longues conférences, on convint, pour simplifier la question, de prendre une des années qui précédèrent la Révolution française et de remettre les choses dans l'état où elles étaient cette année-là. La difficulté était de trouver l'*année normale*. On proposa d'abord l'année 1789, année de la Révolution ; mais la Pologne existait alors. Quelques-uns proposèrent l'année 1794, l'époque du terrorisme : on donnait ainsi aux souverains la liberté de rayer la Pologne de la carte de l'Europe. En revanche on se plaçait dans la nécessité de rendre à la France les conquêtes que la République avait faites : la Hollande, les territoires de Gênes, du Piémont. Faute de trouver l'*année normale*, on abandonna toute prétention de logique et l'on fit un traité sans aucune base morale : on le para, il est vrai, de formules religieuses en invoquant la Sainte-Trinité, comme on baptisa du nom de *Sainte-Alliance* le pacte des Souverains qui suivit (14-26 septembre 1815).

Tant de discussions n'étaient pas sans aigrir les esprits. Il y eut un moment où l'empereur Alexandre, d'un côté touché des remontrances des Polonais, qui lui redemandaient leur nationalité et qui lui promettaient leur concours ; d'un autre côté, effrayé des prétentions de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre, fut sur le point d'appeler les Polonais aux armes et de déclarer la guerre à l'Europe. Mais Napoléon réapparut, sortant de l'île d'Elbe, et par ce fait rétablit la bonne har-

monie entre les parties contractantes. Les peuples avaient bien entrevu que les monarques n'avaient pas la même religion, et que leur désaccord provenait de la manière différente dont ils voulaient l'appliquer à la politique. Le retour de Napoléon éclaira définitivement sur les véritables intentions des monarques ; on put reconnaître qu'ils n'étaient coalisés que par une haine commune contre la France et contre Napoléon ; que leurs querelles recommenceraient dès qu'ils cesseraient de les craindre, et qu'ils seraient alliés toutes les fois qu'il s'agirait de combattre Napoléon et la France.

Après la première abdication de Napoléon, les Polonais, laissés sans espoir, quoique quelques-uns d'entre eux invoquassent l'empereur Alexandre, persistèrent dans la conviction qu'ils n'avaient rien à attendre des Rois-Alliés ; aussi le retour de Napoléon excita-t il dans les masses polonaises une joie difficile à décrire. La Pologne et la France se trouvaient encore une fois unies dans le même enthousiasme, comme elles se trouvèrent, cent jours après, unies dans la même douleur.

L'Europe réglée par le congrès de Vienne (1), l'empereur Alexandre retourna dans ses États, triste et sou-

(1) Traités de Vienne, 9 juin 1815. — Art. 1er. Le duché de Varsovie, à l'exception des provinces et districts dont il a été autrement disposé dans les articles suivants, est réuni à l'empire de Russie. Il y sera lié irrévocablement par sa constitution, pour être possédé par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ses héritiers et ses successeurs à perpétuité. S. M. I. se réserve de donner à cet Etat, jouissant d'une administration distincte, l'extension inté-

cieux. Le cabinet anglais se félicitait d'avoir réussi à amoindrir la France et à dresser une barrière contre elle ; les monarques de l'Allemagne se promettaient d'exploiter à leur profit l'entraînement national excité par des promesses de concessions libérales ; l'Autriche, toujours fidèle au système du *statu quo*, applaudissait surtout à la sagesse politique du système. L'empereur Alexandre au contraire doutait de la durée d'une alliance universelle qui manquait de principe, d'unité religieuse. Mais où trouver ce principe ? Chef de l'Église orientale russe, il savait que cette Église, absurde dans sa discipline, mal fondée en logique, attaquable par le raisonnement, était

rieure qu'elle jugera convenable. Elle prendra avec ses autres titres, celui de tzar, roi de Pologne, conformément au protocole usité et consacré pour les titres attachés à ses autres possessions. — Les Polonais, sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, obtiendront une représentation et des institutions nationales, réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements auxquels ils appartiennent jugera utile et convenable de leur accorder.

Art. 2. La partie du duché de Varsovie que S. M. le roi de Prusse possédera en toute souveraineté et propriété pour lui et ses successeurs, sous le titre de grand-duché de Posen, sera comprise dans la ligne suivante...

Art. 3. S. M. I. et R. apostolique possédera en toute propriété et souveraineté les salines de Wieliczka, ainsi que le territoire y appartenant.

Art. 4. Le thalweg de la Vistule séparera la Galicie du territoire de la ville libre de Cracovie. Il servira de même de frontière entre la Galicie et la partie du ci-devant duché de Varsovie, réuni aux Etats de S. M. l'Empereur de toutes les Russies...

Art. 6. La ville de Cracovie, avec son territoire, est déclarée à perpétuité cité libre, indépendante et strictement neutre, sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, etc.

sans force d'action; mais il était impossible de la ramener au catholicisme. D'ailleurs l'empereur Alexandre, tout en protégeant le pape, avait des motifs d'être méfiant à l'égard de l'Église de Rome. Plus d'une fois il s'était aperçu que le sacré-collége attachait plus d'importance aux négociations ayant trait à son pouvoir temporel qu'à celles qui concernaient la discipline ecclésiastique. Il se défiait également de la théologie du prince de Metternich. Celui-ci ne cessait d'exposer avec une lucidité parfaite ce qu'il y a de faux, d'insuffisant et d'inapplicable dans les systèmes philosophiques. Pour ce qui était du philosophisme, l'empereur n'avait rien à répondre aux raisonnements de Metternich; seulement il pénétrait au fond de ses paroles un but caché, il voyait que la cour de Vienne ne visait qu'à exploiter ses sentiments religieux.

Dans les premières années de son règne, l'empereur Alexandre ne s'entourait que de diplomates et de politiques; les Martinistes n'avaient pas d'accès près de lui. Plus tard, il accueillit madame de Krüdner et ses amis, piétistes allemands, et plusieurs ministres protestants. Il respectait leur sincérité. Madame de Krüdner, saisissant le côté mystérieux de la lutte entre le Nord et le Midi, y voyait, comme plusieurs mystiques d'alors, la lutte entre les deux principes du bien et du mal. Elle voulait prouver que l'empereur Alexandre incarnait le bon principe, qu'il était le génie *blanc* (c'est sous ce nom que les tribus finnoises le désignaient), et que l'empereur Napoléon était le génie *noir*. Elle méconnaissait les qualités de Napoléon, ce qu'il avait fait en vue de

la réorganisation politique et religieuse; elle ne pouvait lui pardonner sa force. Les hommes religieux étaient dans les mêmes dispositions d'esprit. La religion, réduite depuis tant de siècles à mendier la protection des souverains, s'est accoutumée au rôle d'un inférieur toujours soumis, toujours résigné, toujours à genoux : on a fini par croire que tout homme fort est nécessairement irréligieux, que toute force vient de Satan. Des gens de bonne foi confondaient la puissance de Napoléon avec celle du génie des ténèbres. Tels étaient madame de Krüdner et le comte de Maistre, lequel personnifiait les légitimistes français. Le comte de Maistre écrivait que *le Bellérophon*, vaisseau sur lequel était embarqué l'auguste prisonnier, avait enfin vaincu *la Chimère*. L'empereur Alexandre, en rentrant à Pétersbourg, au milieu de son cercle ancien, de ses diplomates, de ses généraux, de ses administrateurs, n'osa pas admettre madame de Krüdner à sa cour; il ne sut comment expliquer à son cabinet et à son conseil ce qui s'était passé dans son âme ; il eut honte de madame de Krüdner, l'évita, l'éloigna même, ainsi que les plus ardents de ses amis. Mais en même temps il protégeait les partisans du libéralisme, accordait une amnistie généreuse à la Lithuanie, cherchait à se rapprocher du prince Czartoryski et de plusieurs autres Polonais ; il projeta même de donner quelques garanties à la classe agricole, aux paysans. Ne sachant comment accorder le libéralisme français avec celui des enthousiastes piétistes, il prit un terme moyen, il appela auprès de lui les Martinistes déjà oubliés, et qui, cette fois, entrèrent dans le gouvernement.

Le prince Galitzin, homme pieux et rigide, est mis à la tête de l'instruction publique. Le prince était lié avec les anciens Martinistes, persécutés sous le règne de Paul. Ils cherchent ensemble à inculquer au gouvernement leur esprit : ils publient quelques ouvrages qui deviennent très-populaires, que les paysans s'arrachent, qui excitent même la terreur des anciens administrateurs russes. Malheureusement cette religiosité, qui commence à dominer le cabinet, est exploitée par des hypocrites, par des êtres immoraux tels que l'intrigant et dilapidateur Magnicki, qui se font subitement admirateurs des formes religieuses, propagateurs du mysticisme. En même temps, quelques vieux Russes, qui voulaient en revenir au système de Pierre Ier, comme le général Araktcheieff, l'amiral Chichkoff, se rattachent à cette idée pour persécuter les étrangers, les Français, les Allemands, les Finlandais, qui encombrent les antichambres des ministères. Ces hommes finirent par dépopulariser le système religieux de l'empereur Alexandre. Le public confondit dans sa réprobation l'empereur Alexandre et les individus sincèrement religieux, tels que Galitzin, avec les hypocrites tels que Magnicki et les vieux Russes tels que Chichkoff. Une haine générale surgit contre les Romanoff. Pour la première fois, on conspire en vue de renverser la dynastie ; on tente une révolution dans le sens propre de ce terme, une révolution comme celle de France, un renversement pour marcher vers un but indéterminé.

Les hommes de lettres, qui étaient presque tous administrateurs ou officiers de l'armée, prennent courageuse-

ment l'initiative; la littérature russe, vers l'année 1820, passe du côté de l'opposition, s'enferme, vis à vis du gouvernement, dans un silence menaçant. La Russie offrait alors un spectacle bizarre : un monarque puissant, révéré en Europe, qui n'avait qu'à envoyer à un écrivain étranger une bague, une tabatière pour avoir des poèmes, des livres écrits à sa louange, et dans les journaux français et anglais les plus accrédités des articles défendant sa politique, louant sa personne, ce monarque ne pouvait plus obtenir une seule strophe d'aucun poète russe, un seul article d'un publiciste de quelque renommée. On allait jusqu'à faire des avances à des hommes ignorés pour qu'ils voulussent bien insérer dans un livre ou dans un journal quelques mots d'éloge de l'empereur; et encore était-ce en vain : l'écrivain assez faible pour se laisser séduire eût vite été repoussé de tous. La littérature entière ne faisait qu'un vaste ensemble d'opposition. Bientôt une voix s'élève, la voix d'Alexandre Pouchkin. La première strophe empreinte d'un sombre jacobinisme et d'une haine profonde contre tout ce qui existait, parcourut la Russie. Le nom de Pouchkin devint un mot de ralliement pour les mécontents; on colportait ses poésies, on les commentait depuis Saint-Pétersbourg jusqu'à Odessa, jusque dans le Caucase; dans les garnisons on chantait son *Ode au Poignard* : chacun y retrouvait ses sentiments.

Un complot se trama. On avait formé deux centres d'action : l'un dans le midi de la Russie, et par ce côté on touchait à la Pologne; l'autre à Pétersbourg. On conspirait ouvertement; et ce qu'on admirera toujours,

c'est la probité des conjurés. Il y eut cinq cents individus, et peut-être plus, qui y furent mêlés, de tous rangs, de tous grades, qui, sans crainte d'être dénoncés, avaient, pendant dix ans, de vive voix et par écrit, communiqué entre eux dans un pays surveillé par un gouvernement fort et soupçonneux ; à Pétersbourg, des officiers et des fonctionnaires s'assemblaient dans des maisons dont les fenêtres donnaient sur la rue. L'opinion publique aurait flétri le dénonciateur : elle imposait plus que les menaces du gouvernement. Mais on ne savait comment arriver au dénouement. On était d'accord qu'il fallait renverser le gouvernement et détruire la famille impériale. Dans des réunions on chantait des chansons atroces, empreintes du caractère finnois et mongol, à faire reculer d'horreur les conspirateurs polonais qui se trouvaient alors parmi les Russes. Les Polonais avaient souffert plus que personne du gouvernement russe; néanmoins le ton de ces chansons blessait leurs oreilles. On était décidé à agir. Comment commencer? au nom de qui? « Qu'est-ce que nous crierons dans les rues? disait un conspirateur qui formulait parfaitement la difficulté de l'entreprise? Comment se faire comprendre par le peuple? Crierons-nous : *Vive la liberté!* Ce mot ne signifie pas ce qu'on entend par là dans l'Occident; *swoboda* signifie un jour de repos, de loisir. Faut-il crier : *Vive la constitution!* Qui est-ce qui comprendra cela? » La plupart ne saisissaient pas ce qu'il y avait de profond dans ces réflexions. Cependant on hésitait toujours; on consultait des juntes sur les formes à donner à un gouvernement futur; les Polonais en-

voyaient leurs députés aux Russes et des agents dans les provinces et dans le royaume. Les Polonais s'avouaient entre eux qu'ils ne voulaient que susciter des troubles en Russie pour en profiter, et laisser les Russes se tirer d'embarras comme ils pourraient. Les Russes, de leur côté, disaient à leurs amis intimes qu'après avoir renversé la dynastie russe, ils feraient tout ce qu'ils pourraient pour reconquérir la Pologne. On se trompait mutuellement. Même méfiance parmi les Russes eux-mêmes. L'assemblée dite du *Nord* jalousait celle du *Midi*. Pestel, le membre le plus influent du Midi, complotait contre ses frères du Nord.

La cause de tous ces froissements gisait dans ce que la conspiration reposait sur un sentiment négatif, sur la haine. Personne n'affirmait ce que l'on voulait; personne ne nommait l'homme qui devait conduire l'affaire; personne n'osait fixer le jour où l'on commencerait. Un étranger imprudemment affilié, un Anglais, nommé Sherwood, calculant qu'il y avait plus à gagner en vendant les conspirateurs qu'en leur restant fidèle, les dénonça au comte de Witt, qui dirigeait alors la police générale dans le midi de la Russie. Né d'un général d'origine hollandaise et d'une femme grecque, ne sachant pas lui-même à quelle nationalité il appartenait, quelle religion il professait, le comte de Witt était bien l'expression de ce parti des étrangers établis en Russie. Il connaissait déjà l'existence de la conspiration par un de ses émissaires, nommé Bosznìak. Ce dernier, ancien repris de justice amnistié, puis nommé secrètement assesseur de collége et général, accompagnait partout le comte de

Witt en qualité de naturaliste. Il s'était fait recevoir dans les sociétés secrètes et renseignait exactement le comte de Witt sur ce qui s'y passait; mais celui-ci se gardait d'en avertir le gouvernement. Le comte de Witt haïssait le général Araktcheieff, alors tout-puissant auprès de l'empereur. D'ailleurs, il voulait savoir quels étaient les projets et les moyens des conspirateurs, afin de prendre lui-même parti pour ou contre. La dénonciation de Sherwood le força à faire son rapport. Ceci arriva au moment où l'empereur Nicolas montait sur le trône. Les conspirateurs suivirent les errements de toutes les anciennes conspirations, depuis celle du faux Dimitri, et sans en excepter celle de Dolgorouki : ils se décidèrent à prendre un nom dans la famille impériale et à le mettre en avant comme celui d'un prétendant au trône. Le grand-duc Constantin ayant renoncé à la couronne, les conspirateurs saisirent l'occasion et appelèrent le peuple aux armes au nom du grand-duc. C'était un nouveau mensonge, puisqu'ils n'avaient pas plus envie du grand-duc Constantin que de son frère. On s'en aperçut très-vite; l'enthousiasme se refroidit. Nicolas ignorait les ressorts du mouvement : il croyait que quelques bataillons hésitaient à le proclamer empereur par attachement pour le grand-duc Constantin; grâce à cette ignorance, il conserva le sang-froid nécessaire. Il se présenta devant les rebelles : quelques coups de canon dispersèrent la foule; on empoigna les meneurs. Dans le Midi, le mouvement dirigé par Serge Mourawieff-Apostol échoua également; les conjurés s'y détruisirent eux-mêmes. Le général Geismar marchait contre les révoltés ; son corps

d'armée était rempli de conspirateurs; mais ceux-ci, frappés de terreur, croyant s'assurer leur pardon en sacrifiant leurs complices, attaquèrent ceux de Mourawieff. Le général Geismar n'épargna pas plus les vainqueurs que les vaincus.

Ainsi finit une entreprise généreuse, tentée pour améliorer l'état des peuples slaves. Les sociétés secrètes étaient composées de tout ce qu'il y avait de plus dévoué, de plus fort, de plus pur dans la jeunesse russe; nul n'y avait en vue ses intérêts personnels. Le vice de la conspiration provenait, non pas du cœur des hommes qui y avaient noblement pris part, mais de cette idée erronée : qu'il suffit de haïr un gouvernement pour pouvoir le remplacer. Unis seulement par la haine, ils ne pouvaient, en agissant, que se défier les uns des autres et se diviser, malgré leur estime réciproque.

Beaucoup de Polonais furent englobés dans la répression, et allèrent peupler de nouveau les cachots russes. Un des héros de la Pologne captive fut le comte Prozor. Issu d'une famille illustre, c'était un des seigneurs les plus riches et les plus influents de la cour de Stanislas-Auguste; jadis maréchal des tribunaux de Lithuanie, mis en prison par les Prussiens, puis délivré, il émigra en France, et retourna en Pologne, où il fut de nouveau mis en prison par les Autrichiens. Libre encore une fois après l'année 1802, il fut déporté comme patriote, puis gracié par l'empereur Alexandre; impliqué de nouveau dans la conspiration de 1825, il passa les dernières années de sa vie dans les casemates de Pétersbourg. Re-

connu innocent et mis en liberté, il échappa à une nouvelle persécution par la mort. Ce vieillard octogénaire se flattait d'avoir vécu de la vie de la Pologne. Il avait passé la moitié de son existence dans les prisons. « J'ai été, disait-il, démembré comme ma patrie : la Prusse m'a ravi ma jeunesse, l'Autriche ma santé, la Russie mon intelligence; mais mon âme me reste. »

HÉROÏSME DES LÉGIONNAIRES POLONAIS. — Quand l'insurrection de 1794 eut succombé, les Polonais résolurent de poursuivre au dehors la lutte qu'ils ne pouvaient plus prolonger sur leur propre territoire, et ils allèrent chercher Prussiens, Autrichiens et Russes sur tous les champs de bataille, secondant dignement la France dans son duel prodigieux contre l'ancien régime européen. Leurs pertes furent souvent énormes. A chaque temps d'arrêt, la France oubliait ses alliés; à l'heure du péril, en les réemployant, elle ne leur rendait jamais pleine justice, de peur de déplaire aux cabinets. Cependant ils lui restèrent aussi invariablement attachés qu'elle était changeante à leur égard. Le sang qu'ils ont versé ne l'a pas été inutilement. Leur gloire fut un grand héritage, leur esprit de sacrifice a éveillé l'admiration des peuples; la tradition qu'ils ont laissée enfante des continuateurs de leur œuvre.

Les légions polonaises contribuèrent largement aux succès de Championnet. En juillet 1799, la 2e légion fut décimée au siége de Mantoue, où les miasmes délétères tuèrent plus de monde que les balles ennemies; après la capitulation de cette place, les Polonais se virent traités en déserteurs par les Autrichiens. La 1re légion fut détruite à la Trebbia (17, 18 et 19 juin 1799) et à Novi (15 août 1799). Mais ces régiments, formés de volontaires accourus du pays au prix de mille dangers, renaissaient de leurs cendres. Ils étaient quinze mille à la paix de Lunéville. Ils se dispersèrent en partie; plusieurs milliers d'entre eux furent embarqués de force pour Saint-Domingue; des escarmouches continuelles et l'insalubrité du climat les anéantirent presque. Ce qui en restait

tomba aux mains des noirs. « Les troupes polonaises, dit M. Thomas Madiou, se battaient très-mollement contre les indigènes depuis qu'on rétablissait l'esclavage. Elles disaient hautement que le devoir militaire seul pouvait les porter à brûler des cartouches contre la liberté. Aussi, après l'évacuation des Français, lors du massacre général des blancs qui étaient demeurés dans le pays, en 1804, les Polonais furent-ils tous respectés par Dessalines. » (*Histoire d'Haïti*, II, p. 364.) Il n'accorda qu'aux seuls Polonais les droits civils et politiques. (*Id.* III, p. 129.) Les Polonais, restés en Haïti, s'unirent aux femmes de l'île : de cette union est sorti le plus beau type des Antilles, les quarteronnes de sang slave, créoles aux yeux bleus. (Note de Melvil-Bloncourt.)

Le nom de légions polonaises n'a point reparu pendant tout l'Empire. Napoléon dispersait les Polonais dans ses diverses armées; il finit même par recommander d'éviter de prononcer leurs noms dans les rapports et les bulletins. Ils n'en rivalisèrent pas moins en Italie, en Espagne, en Allemagne et partout, d'héroïsme avec leurs compagnons de la grande armée. Ils étaient à la défense de Paris, puis au retour de l'île d'Elbe; ils ne déposèrent les armes qu'après Waterloo.

Jean-Henri Dombrowski. Le nom de Dombrowski est inséparable des immortelles légions polonaises, sa vie symbolise les efforts de la Pologne pendant la période qui s'écoule de l'avénement de la République française à la chute de l'Empire. Il comprit que c'est en combattant sur tous les champs de bataille les armées des oligarques européens que les Polonais devaient poursuivre le relèvement de leur patrie.

Dès 1793 « les généraux Dombrowski et Wodzicki, réunis à Cracovie, s'arrêtèrent au projet de concentrer l'armée polonaise dans les environs de cette ville pour s'ouvrir un chemin jusqu'en France. Ils tracèrent sur la carte les étapes à parcourir pour atteindre Strasbourg et Landau par la Silésie, la Moravie, la Bavière et la Souabe.... Après Macieiowice, le général Dombrowski proposa au général Wawrzecki, qui remplaçait le dictateur Kosciuszko, de réunir les débris de l'armée polonaise qui comptait encore 20,000 hommes, pour aller à travers l'Allemagne rejoindre sur le Rhin les armées françaises en emmenant le roi et la représentation nationale » (Voir les *Mémoires du général Dombrowski*, vol. III, des *Pamientniki z XVIII wieku*, p. 17 et 21 du préambule). C'était aussi beau que Thémistocle conseillant aux Grecs de se

retirer sur leur flotte; les autres généraux n'eurent pas l'audace des chefs athéniens. L'armée que Dombrowski ne put pas emmener en corps à sa suite le rejoignit individuellement quand il eut touché le sol français. Il était arrivé à Paris le 30 septembre 1796; il signa, le 9 janvier 1797, avec le gouvernement de la république cisalpine, la convention qui l'autorisait à former des légions. En avril, il avait déjà 5,000 hommes sous ses drapeaux.

Quand la paix de Lunéville (9 février 1801) amena la dissolution des légions, il ne brisa point son épée, et fit toutes les campagnes de l'Empire. Né à Pierszowice, près Cracovie, le 29 août 1755, il mourut à Winagora, près Posen, le 26 juin 1818.

Charles Kniaziewicz. Général en 1794, sous Kosciuszko, et dans les légions polonaises d'Italie de 1797 à 1799 sous Dombrowski, il commanda en chef de 1799 à 1802 la légion polonaise du Danube. Il contribua à la prise de Rome et aux succès de Championnet à Naples. Championnet le chargea même de porter au Directoire les drapeaux conquis sur l'ennemi dans cette campagne. Il se couvrit de gloire à Hohenlinden, 3 décembre 1800. A l'embarquement forcé des débris des légions pour Saint-Domingue, il donna sa démission et se retira le cœur brisé. Il fut inaccessible aux avances d'Alexandre Ier. Ce n'est qu'en 1812 qu'il remit son épée au service de sa patrie. Témoin de la révolution de 1830, il la représenta noblement à l'étranger. Né à Assiten, en Courlande, le 4 mai 1762, il s'éteignit à Paris, le 9 mai 1842.

Joseph Poniatowski. Neveu du dernier roi de Pologne et né à Varsovie le 7 mai 1762, il fut généralissime des troupes polonaises en 1792, et commandant d'un corps d'armée en 1794. Loin de suivre son oncle dans ses coupables faiblesses envers la Russie, il était du parti national. Il représenta la chevaleresque confiance de la Pologne dans l'appui de la France. Ministre de la guerre du grand-duché de Varsovie, il en organisa l'armée. Général en chef de l'armée polonaise en 1809, il attaqua les forces autrichiennes très-supérieures en nombre et leur fit éprouver échecs sur échecs. En 1812, il conduisit jusqu'à Moskou les régiments polonais. L'empereur Alexandre, au début de la campagne de 1813, essaya de le détacher de l'alliance française en lui insinuant que l'acceptation de ses propositions assurerait à la Pologne une existence indépendante. Poniatowski suivit l'impulsion qui anima alors le cœur de ses compatriotes, c'est-à-dire qu'il fut d'autant plus fidèle à Napoléon qu'il était malheureux. Créé maréchal de France, le 16

octobre, pour ses glorieux services dans les combats mémorables qui furent le prélude du désastre de Leipzig, il commandait, le 19, l'arrière-garde. Voici comment un de ses compagnons d'armes a raconté sa fin. « Le prince n'avait pour défendre une ville ouverte que 20,000 hommes, tandis qu'une armée de près de 300,000 hommes se trouvait aux portes de Leipzig. Tout ce qu'il était possible de faire, c'était de couvrir momentanément la retraite de l'Empereur. La résistance des défenseurs de Leipzig se prolongea le 19 octobre jusqu'à midi : alors une porte de la ville fut livrée par les Badois, qui firent défection. Il fallut céder à la trahison... Le prince, voulant arrêter les progrès de l'ennemi et n'ayant de disponible qu'un faible escadron de cuirassiers polonais qui composait son escorte, se mit à sa tête, et, le sabre au poing, il se précipita sur une colonne d'infanterie prussienne, l'enfonça et la mit en déroute, sabrant lui-même les fantassins ennemis. C'est alors qu'il fut atteint d'une balle au bras. Il se fit panser, et, le bras en écharpe, il continua de combattre. Les tirailleurs ennemis avaient tourné la ville; ils s'avancèrent vers le pont en maçonnerie. Un sous-officier de sapeurs, le croyant sérieusement menacé, mit le feu à la mine et le fit sauter. La retraite était alors devenue presque impossible. Pour franchir l'Elster, il fallait le traverser à la nage, car ses eaux s'étaient accrues par les pluies. La Pleiss, quoique moins considérable, formait néanmoins un obstacle fatal. Le prince, à la tête d'une poignée de braves, se trouvait acculé à cette rivière. On lui proposa de regagner l'autre rive, mais le prince répondit au général Bronikowski qui lui donnait ce conseil, qu'il *fallait mourir en brave*. Il commanda une dernière charge qui n'arrêta qu'un moment les assaillants. Refoulés vers la Pleiss, Poniatowski et son état-major étaient exposés au feu des tirailleurs : le prince allait tomber au pouvoir des alliés. Dans cette extrémité il se décida enfin à traverser la rivière à la nage. Son cheval fut emporté par le courant; mais le dévouement d'un officier d'état-major, le capitaine Bléchamp, beau-frère de Lucien Bonaparte, lui sauva la vie. L'Elster séparait encore Poniatowski du gros de l'armée. Il s'avançait à pied à travers les jardins qui se trouvaient entre la Pleiss et l'Elster, lorsqu'il fut frappé d'une balle au côté et tomba dans les bras des officiers qui l'entouraient. Il reprit bientôt connaissance. On l'aida à monter un cheval qu'on lui présenta, mais il se soutenait à peine. On le pressa alors de toutes parts de se faire panser, de remettre le commandement à

un autre général et de se conserver pour la patrie; mais il répondit avec véhémence : « Non, non, Dieu m'a confié l'honneur de la Pologne; je ne le remettrai qu'à Dieu ! » Un officier du génie accourt; il connaît, dit-il, un point où l'on peut passer l'Elster à la nage. Le prince se dirige de ce côté : il aperçoit une troupe ennemie qui l'avait devancé et qui lui barre le passage. Il s'écrie : « Les voilà ! » détourne son cheval et se précipite dans l'Elster. Son cheval lutte contre le courant et atteint l'autre rive, mais le bord opposé est escarpé et il ne peut le gravir. En ce moment fatal, le prince est frappé d'un troisième coup. Il tombe de son cheval et le courant l'emporte. Le brave Bléchamp se trouve encore là pour le secourir; on le voit encore une fois reparaître à la surface de l'eau, tenant Poniatowski à mi-corps, mais bientôt ils disparaissent tous les deux. Le corps du prince fut retrouvé deux jours après par des pêcheurs : ses traits ne présentaient aucune altération. Il repose à Cracovie dans le même caveau que les restes mortels de Sobieski et de Kosciuszko. » (*Relation des opérations de l'armée aux ordres du prince Joseph Poniatowski pendant la campagne de* 1809 *en Pologne, contre les Autrichiens,* par le général Roman Soltik. Paris, 1841, p. 85-88 de la notice en tête du volume.)

Napoléon lui a rendu cet hommage : « Poniatowski était un homme d'un noble caractère, rempli d'honneur et de bravoure. Je me proposais de le faire roi de Pologne, si j'avais réussi en Russie. » (*Napoléon en exil à Sainte-Hélène,* par Barry E. O'Meara, I, p. 183.)

Assassinat de Paul Ier. — « La veille de sa mort, Paul étant à souper avec sa maîtresse et ses favoris, reçut une dépêche où on lui détaillait toute la trame de la conspiration; il la mit dans sa poche, en ajournant la lecture au lendemain. Dans la nuit il périt. L'exécution de cet attentat n'éprouva aucun obstacle : Pahlen avait tout crédit au palais; il passait pour le favori et le ministre de confiance du souverain. Il se présente à deux heures du matin à la porte de l'appartement de l'empereur, accompagné de Benningsen, Zoubow.... Un Cosaque affidé, qui était à la porte de sa chambre, fit des difficultés pour les laisser pénétrer chez lui, ils le massacrèrent aussitôt. L'empereur s'éveilla au bruit, et se jeta sur son épée; mais les conjurés se précipitèrent sur lui, le renversèrent et l'étranglèrent (nuit du 11-23 au 12-24 mars 1801). Benningsen fut celui qui lui donna le dernier coup; il marcha sur son

cadavre... Bien des années après, le général Benningsen commandait encore... Lord Withworth était ambassadeur à la cour de Russie; il était fort lié avec le comte Pahlen, le général Benningsen, les Zoubow et autres personnes authentiquement reconnues pour être les auteurs et acteurs de cet horrible parricide... Le comte Pahlen, qui continua à être le principal ministre, fit connaître aux amiraux anglais, le 20 avril, que la Russie accédait à toutes les demandes du cabinet anglais. » (*Mém. de Napoléon.* Dictées de Sainte-Hélène à Gourgaud, II, p. 153, édit. de 1823.) Montholon dans ses *Récits de la captivité de Napoléon*, vol. II, p. 33, édit. de 1847, rapporte que Napoléon, à qui Alexandre à Tilsitt demandait la décoration pour le général Benningsen, l'avait refusée en rappelant que c'était un assassin.

« Essen, qui se suicida en 1815, était encore en 1812 gouverneur de Riga; et le prince Yaschwill, le plus coupable des meurtriers de Paul, avait encore à la mort d'Alexandre, et conserva postérieurement le commandement général de l'artillerie.... On raconte que Pahlen, devenu fou, épanchait, comme autrefois Orloff, en révélations alarmantes pour l'empereur, le poids de ses remords; que ce conjuré, tiré sur la dénonciation du baron de Winter, commandant de Revel, de la retraite où il vivait, fut incarcéré, mis au secret le plus rigoureux et expira quelques jours après dans son cachot, non sans de violents soupçons que le poison avait hâté le terme de sa vie. » (*Hist. de Russie*, d'Esneaux, V, p. 285, 282.) « A l'occasion d'une cérémonie qui eut lieu lors de l'avénement d'Alexandre, une dame écrivait au ministre de la police française : « Le jeune empereur marchait précédé des assassins de « son grand-père, suivi des assassins de son père, et entouré des « siens. » — « Voilà, dit Fouché, une femme qui fait du Tacite. » (*Hist. de France, de Brumaire à Tilsitt*, par Bignon, I, p. 445, édit. 1829.)

Les déceptions polonaises. — La Pologne, jusque dans ses défaites, a constamment servi la France. Aucun gouvernement français n'a suffisamment senti que la coalition née du partage de la Pologne ne peut être dénouée en définitive que par son relèvement. En 1792, si Catherine II ne joignit point ses armées à celles de la Prusse et de l'Autriche, c'est que les Polonais occupaient cent mille Russes. En 1794, Kosciuszko contribua indirectement aux succès de la République française en attirant sur lui 80,000 Russes, 30,000 Prussiens et un corps autrichien. La Convention avait

voté, le 24 avril 1793, la Déclaration où se trouvent les principes suivants : « Celui qui opprime une nation se déclare l'ennemi de toutes. » Mais, quelques jours après, Robespierre lui faisait adopter le principe de non-intervention. Le Comité de salut public promit à Kosciuszko trois millions et des officiers, mais ne lui donna rien. Le 5 avril 1795, le Directoire conclut avec la Prusse le traité de Bâle, où il n'était rien stipulé en faveur de la Pologne. Si le roi de Prusse se retirait de la coalition, c'est qu'il y était contraint par les succès des insurgés dans la Grande-Pologne. Les soldats de Kosciuszko viennent se former en *légions polonaises* et rivaliser de courage avec les régiments français. Le général Dombrowski propose au Directoire de renverser l'Autriche en se portant en Galicie par la Croatie et la Hongrie. Ce projet ne sert qu'à faire céder l'Autriche qui signe les préliminaires de Léoben, 29 avril 1797. Bientôt à Campo-Formio, 17 octobre 1797, le général Bonaparte délaisse la Pologne vis à vis de l'Autriche comme l'avaient fait les négociateurs de Bâle vis à vis de la Prusse.

En 1800, le Premier-Consul est vainqueur à Marengo, et le général Moreau l'est à Hohenlinden. Le général Dombrowski met de nouveau en avant son plan d'une irruption en Galicie à la tête de 30,000 Polonais. Le traité de Lunéville sacrifie les Polonais.

Une coalition se réforme. Napoléon la brise à Austerlitz (2 décembre 1805). Mais il épargne l'empereur François et fait grâce à l'empereur Alexandre. La Prusse se déclare à son tour contre Napoléon. Le 14 octobre 1806, la bataille d'Iéna met la Prusse à la merci du vainqueur. Les Français sont en Pologne ; les habitants les accueillent avec un indescriptible enthousiasme. Ils courent aux armes. Napoléon bat les Russes à Pultusk, à Ostrolenka, à Eylau, à Friedland. Mais il va se livrer au piége d'Alexandre sur le radeau de Tilsitt. Le traité, signé le 9 juillet 1807, délivre bien quelques provinces polonaises, ainsi que Varsovie. Mais il restitue au roi de Prusse partie du territoire polonais, déclare que la future constitution du duché de Varsovie « se conciliera avec la tranquillité des Etats voisins, » et cède à Alexandre Ier le cercle de Bialystock, récemment enlevé à la Prusse, « lequel sera réuni à « perpétuité à l'empire russe afin d'établir les limites naturelles « entre le duché de Varsovie et la Russie. »

Ce n'est point par ignorance que Napoléon agissait ainsi. Dans ses bulletins il disait par exemple : « L'amour de la patrie, ce sentiment national, s'est non-seulement conservé en entier dans le

cœur du peuple polonais, mais il a été retrempé par le malheur : sa première passion, son premier désir, est de redevenir nation. » Napoléon ne sut pas s'affranchir de son système de concessions aux rois qui le fit mourir prisonnier des rois. L'Autriche l'attaque en 1809 ; les troupes polonaises restent sourdes aux promesses de l'archiduc Ferdinand et font la diversion la plus utile. Napoléon triomphe à Wagram. Aussitôt il se replonge profondément dans l'alliance autrichienne par le traité de Schœnbrunn, 14 octobre 1809, et par son mariage avec Marie-Louise. Il ne détache de la Galicie qu'une mince portion en faveur du duché, et en accorde une autre portion à la Russie, ce qui donna occasion à Alexandre Ier de dire dans une lettre publique au prince Kourakin : « Les provinces polonaises, au lieu d'être réunies dans un seul corps, sont partagées pour toujours entre les trois couronnes. Ainsi les rêves de la révolution politique en Pologne sont évanouis. » (*Saint-Pétersbourg,* 1 nov. v. s. 1809.)

En 1812 Napoléon, loin d'ouvrir la campagne en proclamant le rétablissement de la Pologne, essaie de traiter avec les Russes après chaque victoire.

« Comme les cabinets sont intimement liés entre eux par les systèmes visibles, les nations le sont par les systèmes invisibles et providentiels. Les principes despotiques étaient presque toujours unis ; les principes populaires à leur berceau, à l'Occident, s'enfermèrent dans l'égoïsme, si contraire à leur nature. » (Voir le *Tableau de l'influence de la Pologne sur les destinées de la Révolution française et de l'Empire,* par L. L. Sawaszkiewicz. Paris, 1847.)

Pourquoi la campagne de 1812 a échoué. — La principale cause des désastres de cette année, c'est que, selon le mot de M. Mignet, « Napoléon s'avança au cœur de la Russie au lieu d'organiser contre elle la barrière polonaise. » (*Hist. de la Révol. fr.* Paris, 1833, II, p. 350.) Il avait, paraît-il, dit à Metz, le 11 mai 1812 : « Je veux mettre à cheval toute la Pologne. » Au lieu de cela il dit à ses soldats, en leur faisant franchir le Niemen, qu'ils entraient en pays ennemi ; il répondit d'une manière évasive à la députation qui se présenta à lui à Vilna. Enfin il dispersa quatre-vingt mille hommes de leurs troupes dans sa grande-armée. « Cela était, dit M. de Pradt, contre le vœu formel des Polonais. Ils désiraient, et cela semblait fondé en raison, que toutes les troupes nationales, réunies sous le drapeau national, marchassent en Wolhynie,

parallèlement avec l'armée qui s'avançait en Lithuanie... La dispersion des forces polonaises avait fini par les rendre presqu'invisibles. » (*Histoire de l'ambassade dans le grand-duché de Varsovie.* Paris, 1815, p. 146 et 192.)

Le rétablissement de la Pologne était pour Napoléon un moyen et jamais un but. Il lui demandait hautainement des sacrifices sans lui permettre de se reconstituer. Il perdait son temps à attendre à Moskou qu'Alexandre Ier lui parlât de paix, et jusqu'à la fin il fut toujours prêt à mordre à l'hameçon de tous les congrès que les alliés lui proposèrent chaque fois qu'ils eurent intérêt à l'arrêter au milieu de ses opérations. Il abordait volontiers l'hypothèse du relèvement de la Pologne, mais il remettait la solution jusqu'à ce qu'elle pût être effectuée presque sans efforts de sa part ou plutôt jusqu'à la première contre-proposition des cours copartageantes. Il vit trop tard que la Pologne debout eût été sa seule sauvegarde contre la coalition; il mourut sans avoir suffisamment compris que sa mission avait été, non de réconcilier les peuples avec leurs oppresseurs, mais de détruire ces derniers. C'est parce qu'il dépensa son énergie à chercher la médiation entre le juste et l'injuste qu'un jour vint où les nations se retournèrent contre lui et où les monarques, ses courtisans la veille, furent le lendemain ses geôliers.

Fidélité polonaise. — Quoiqu'ils aient été toujours subordonnés par la France à toutes les fluctuations de sa politique, les Polonais dans les mauvais jours furent seuls à lui rester fidèles. Lorsque Napoléon conçut la pensée d'abandonner son armée en retraite pour courir en France y faire jaillir du sol les nouveaux bataillons à la tête desquels il reparut en Allemagne, c'est à une escorte polonaise qu'il confia César et sa fortune. Nous laissons ici la parole au général Wonsowicz, officier d'ordonnance de l'Empereur et acteur dans ce dramatique épisode : « L'Empereur était arrivé à Smorgoni le 5 déc. 1812, à deux heures après-midi... Le départ eut lieu à huit heures du soir. Le convoi se composait de trois voitures et d'un traîneau. Dans la première voiture, un coupé de voyage, se trouvaient l'Empereur et le général de Caulaincourt, duc de Vicence; le mamelouck Roustan était assis sur le siége. Dans la seconde se placèrent le maréchal Duroc et le comte de Lobau; dans la troisième le lieutenant-général comte Lefebvre-Desnouettes, colonel des chasseurs à cheval de la garde, un valet de chambre et deux valets de pied. Dans le traîneau enfin, l'Empereur fit entrer le

comte Wonsowicz et un piqueur... Le traîneau prit la tête du convoi, et, comme il avançait plus facilement que les voitures, il arriva une heure plus tôt au premier relais nommé Oszmiana. Le comte Wonsowicz fut surpris de trouver le commandant de cette place à la tête des troupes de la garnison. Cette attitude de la garnison d'une petite ville située à huit lieues en avant de la tête de notre colonne en retraite s'expliquait par les mouvements de l'ennemi... Des détachements de cavalerie légère se dirigeaient parallèlement aux flancs de notre colonne... Les voitures qui portaient l'Empereur couraient à chaque pas le danger de rencontrer l'un de ces corps ennemis... L'Empereur arriva; il dormait profondément dans sa voiture. Le comte Wonsowicz l'éveilla et lui fit part de ce qu'il venait d'apprendre. L'Empereur s'en émut faiblement. Il demanda tout d'abord s'il aurait une escorte de cavalerie; on lui annonça qu'il trouverait deux cent soixante-six lanciers polonais qui venaient d'arriver parmi les renforts envoyés à notre armée. « C'est fort bien, » dit-il; puis il descendit de voiture pour parler au général commandant la place. Napoléon demanda sa carte de Lithuanie et l'examina très-attentivement. Tous ses généraux lui conseillèrent de ne point s'exposer à un péril si évident; quelques-uns d'entre eux le supplièrent d'attendre au moins le matin... Il ne tint aucun compte des observations qui lui furent faites. Après avoir reflêchi quelques instants, il dit à son officier d'ordonnance : « Les lanciers polonais sont-ils prêts? » — « Oui, sire; ils étaient tous là avant notre arrivée. » — « Qu'ils montent à cheval. Il faut disposer l'escorte autour des voitures. Nous allons partir sur-le-champ; la nuit est suffisamment obscure pour que les Russes ne nous voient pas. D'ailleurs, il faut toujours compter sur sa fortune, sur le bonheur; sans cela on n'arrive jamais à rien. » Il demanda ensuite, pendant qu'on attelait, combien de lanciers de sa garde polonaise marcheraient avec lui. « Nous sommes cent, » répondit l'officier qui les commandait, et la présence de cette troupe d'élite rassura complétement l'Empereur. « Eh bien! » dit-il, « si nous sommes attaqués, les Polonais sont braves, nous saurons bien nous défendre. » Puis il monta résolûment en voiture. Cependant, avant de donner le signal du départ, il appela encore une fois l'officier d'ordonnance, prit dans son coupé une paire de pistolets et les lui remit, en lui recommandant de se placer sur le siége avec le général Lefebvre-Desnouettes, dont la bravoure lui était garantie par de nombreux faits d'armes... Voici les paroles à ja-

mais mémorables qu'après tous ces préparatifs l'Empereur adressa à ceux qui l'entouraient : « Je compte sur vous tous, marchons ! Observez bien à droite et à gauche de la route. » Puis se tournant vers les hommes dévoués et sans peur auxquels il avait remis ses pistolets, il ajouta : « Dans le cas d'un danger certain, tuez-moi plutôt que de me laisser prendre. » Le comte Wonsowicz, profondément ému, dit alors : « Votre Majesté permet-elle que je traduise à nos Polonais ce que je viens d'entendre ? » — « Oui, faites-leur connaître ce que j'ai dit. » Ces paroles furent répétées en langue polonaise et les lanciers polonais s'écrièrent tous d'une voix : « Nous nous laisserons plutôt hacher que de souffrir qu'on vous approche. » Ce fut le 6 décembre, à deux heures du matin, dans une saison et sous une latitude où les nuits durent dix-sept heures, que Napoléon voulut affronter de tels dangers ! L'entourage de l'Empereur lui avait conseillé de ne se mettre en route qu'avec le jour, mais la décision la plus téméraire en apparence, celle de partir sur-le-champ, était en réalité la plus sage. On a su depuis que la ville d'Oszmiana fut de nouveau attaquée au point du jour. Le cortége silencieux de l'Empereur pouvait entendre la voix des sentinelles ennemies, apercevoir les feux de ses bivouacs... Si le ciel eût été limpide, étoilé, sans nul doute ce corps eût été attaqué. Si au contraire le ciel de la Russie avait fait tomber l'un de ces redoutables chasse-neige si fréquents dans cette saison, les voitures et leur escorte se seraient infailliblement égarées et dispersées. Tous les hasards se réunirent donc pour protéger la marche de l'Empereur... Le thermomètre descendit jusqu'à 28 degrés Réaumur. Les lanciers polonais ne purent pas tous suivre celui auquel ils venaient d'offrir leur vie... A quelques lieues d'Oszmiana leur nombre était réduit à cinquante au plus. En revanche ce froid meurtrier qui terrassait les chevaux ou faisait tomber les cavaliers sans aucune possibilité de secours, retenait nos ennemis près de leurs feux. Au point du jour, quand on atteignit la poste de Rownopole, les Polonais n'étaient plus que trente-six ! Mais le péril qui menaçait une grande destinée diminuait à chaque pas. » (Fragment des mémoires inédits du comte Wonsowicz cité par le baron Paul de Bourgoing, dans ses *Souvenirs d'Histoire contemporaine*, p. 230-287. Paris, 1864.)

A cette époque où Saxons, Badois, Portugais, tous les peuples en un mot, entraînés dans le tourbillon napoléonien, non par le sentiment du rôle providentiel réservé à la France, mais par la seule

force des circonstances, se retournaient contre leurs frères d'armes de la veille, Napoléon dut envoyer l'ordre de ne plus employer, surtout dans les commandements supérieurs, aucun étranger, à l'exception, dit-il, des Polonais.

Les débris de l'armée polonaise, ramenés au sein de leur patrie par la désastreuse retraite de Russie, n'eurent point l'idée de s'y reposer au sein de leurs familles ; ils résolurent tout d'abord d'accompagner le héros, dont l'étoile pâlissait, jusqu'aux limites naturelles de la France. « Le 26 octobre 1813, quatre jours avant l'affaire de Hanau, sur un tertre écarté de la route et au milieu d'un cercle composé des officiers polonais réunis, l'Empereur Napoléon leur adressa une allocution : « Vous avez agi loyalement envers moi, vous avez promis de me reconduire jusqu'au Rhin, vous êtes les maîtres de retourner chez vous. Mais craignez que la postérité n'ait à vous reprocher si la Pologne n'existe plus! Si vous m'abandonnez, je n'aurai plus le droit de parler pour vous et je crois que, malgré les désastres qui ont lieu, je suis encore le plus puissant monarque de l'Europe... Maintenant vous retourneriez chapeau bas ; qui sait, si un jour vous ne rentrerez pas les armes à la main? J'ai toujours tenu à votre existence... Vous vous nourrissez de l'espoir dans les temps les plus critiques; aujourd'hui s'il vous abandonne, on vous taxera d'inconstance et de légèreté. » Tout le monde s'écria qu'on était prêt à suivre partout l'Empereur ; qu'on voulait seulement savoir comment il regardait le corps polonais dans les circonstances d'aujourd'hui : « Je vous regarde, reprit l'Empereur, comme les troupes du duché de Varsovie, comme des troupes alliées, comme les représentants de votre nation. Vous aurez vos relations avec le ministre des affaires étrangères. » A ces paroles, les cris de *Vive l'Empereur*, les protestations qu'on ne l'abandonnera pas, retentirent de toutes parts, et l'Empereur partit. » (*Journal historique des opérations militaires de la 7e division de cavalerie légère polonaise*, rédigé sur les minutes autographes par un témoin oculaire [Général Sokolnicki]. Paris, 1814, p. 83 et 84.)

Les Polonais, après avoir vu la chute de Varsovie, assistèrent à la capitulation de Paris. Ils y montrèrent leur courage habituel. « Le 30 mars 1814, le général Sokolnicki, n'étant point de service, voulut cependant voir par lui-même l'état des choses; il parcourt la ligne française dans toute sa longueur, accompagné seulement de M. Dalfonse, son aide-de-camp. Arrivés vers l'extrémité du faubourg

Saint-Antoine, du côté de la butte Saint-Chaumont, ils aperçoivent un poste d'artillerie servi par un corps de jeunes gens qui pointaient avec une grande habileté et se battaient comme des lions, mais qui, n'étant soutenus par personne, allaient être écrasés par le nombre et mis en pièces, car ils ne paraissaient pas d'humeur à se rendre : c'était l'Ecole polytechnique. Plein d'admiration et saisi en même temps du sentiment le plus pénible, le général pique des deux, et, quoiqu'en rédingote, n'ayant que son chapeau de général et sa ceinture, il prend sur lui de donner des ordres et de les faire exécuter. Secondé par son aide-de-camp, il ramasse ce qu'il peut de gardes nationaux et de troupes de ligne en très-petit nombre, se met à la tête, marche en avant, charge l'ennemi avec une rare intrépidité et est assez heureux pour délivrer d'une mort assurée cette brillante et valeureuse jeunesse. Les élèves de l'Ecole polytechnique n'ont jamais su le nom de leur libérateur ; ils n'ont jamais su qu'ils devaient leur salut à un étranger, mais qui était français par le cœur et par vingt ans de participation aux travaux de notre gloire militaire. » (Lettre du 1er mai 1818 adressée au *Journal du commerce*, n° du 4 mai.) Le même fait se trouve rapporté dans les *Victoires et conquêtes des Français de* 1792 *à* 1815, vol. XXVI, p. 200. Paris, 1822.)

La Pologne fut représentée même à Sainte-Hélène. Nous lisons en effet dans le *Mémorial de Sainte-Hélène,* à la date du 30 décembre 1815 : « Ce jour-là notre petite colonie s'est accrue d'un Polonais : le capitaine Ptonikowski. Il était du nombre de ceux que nous avions laissés à Plymouth. Son dévouement pour l'Empereur, sa douleur d'en être séparé, avaient vaincu les Anglais et leur avaient arraché la permission de venir le rejoindre. » (II, p. 116, éd. de 1823.)

Regrets du captif de Sainte-Hélène. — Le 6 mai 1817, l'Empereur Napoléon disait au général Montholon : « Je me rappelle mes fautes : c'est comme un cauchemar continuel dès que je ferme les yeux. » (*Récits de la captivité de l'Empereur Napoléon à Sainte-Hélène,* II, p. 125.) Et le docteur O'Meara rapporte de lui cet aveu : « Personne, excepté moi-même, ne m'a fait de mal : je puis dire que j'ai été mon unique ennemi. » (*Napoléon en exil à Sainte-Hélène,* I, p. 177.) Se repliant sur lui-même, il apercevait les erreurs dont l'enchaînement logique l'avait conduit sur ce rocher. « Aussi longtemps que le royaume de Pologne ne serait pas rétabli, l'Europe

occidentale serait sans fontières du côté de l'Asie... La Pologne est la barrière naturelle de l'Europe occidentale contre la Russie. Le rétablissement du royaume de Pologne avec la Galicie, le littoral de la Baltique, était dans ma pensée l'œuvre de ma diplomatie... Les Polonais sont les Français du Nord, c'est un peuple de braves... Le partage de la Pologne est la cause première de la Révolution française; gare à ce qui se passe et à ce qui se passera en France! » (*Récits de la captivité*, I, p. 16; II, p. 255, 259.) « En relevant la Pologne, cette véritable clef de toute la voûte, je ne me réservais que les bénédictions de l'avenir... A Austerlitz, j'ai laissé la liberté à Alexandre que je pouvais faire mon prisonnier. Après Iéna j'ai laissé le trône à la maison de Prusse que j'en avais abattue. Après Wagram, j'ai négligé de morceler la monarchie autrichienne... J'aurais dû faire connaître par une proclamation que je ne traiterais avec l'Autriche que sous la séparation préalable des trois couronnes d'Autriche, de Hongrie et de Bohême. » (*Mémorial de Sainte-Hélène*, par le comte de Las Cases, III, p. 129-130, VII, p. 12.) « Mon plus grand tort a peut-être été de n'avoir pas détrôné le roi de Prusse, lorsque je pouvais si aisément le faire... J'aurais dû déposséder, pour ma sûreté personnelle, la maison de Brandebourg, ainsi que toutes les anciennes souches de souverains. » (*O'Meara* I, p. 114, 184.) « La Russie n'est-ce pas l'Antée de la Fable dont on ne saurait venir à bout qu'en le saisissant au corps et l'étouffant dans ses bras, mais où trouver l'Hercule? Il n'appartenait qu'à nous d'oser y prétendre, et nous l'avons tenté gauchement, il faut en convenir. L'Angleterre et la France ont tenu dans leurs mains le sort de la terre... Que de mal nous avons fait, que de bien nous pouvions faire! » (*Mémorial*, III, p. 118; VII, p. 207.)

L'Autocrate roi constitutionnel. — Il était difficile d'imaginer une combinaison plus bizarre qu'un même homme omnipotent dans un pays, et constitutionnel dans l'autre. Aussi ce compromis sans bonne foi fut-il inventé pour leurrer les Polonais et adoucir la transition de leur régime antérieur à l'absolutisme pur et simple. La constitution octroyée par le congrès de Vienne fut toujours une lettre morte. En apparence elle renfermait toutes les garanties, en réalité aucune.

L'article 16 assurait la liberté de la presse; or, il existait une censure tantôt préventive, tantôt rétroactive. Un manuscrit de Staszic, conseiller d'Etat, fut confisqué; dans un ouvrage déjà im-

primé de l'illustre Niemcewicz, on effaça par des procédés chimiques des faits historiques parce qu'ils déplaisaient aux Russes; et pendant la diète de 1820, la police de Varsovie investit pendant la nuit les presses de l'imprimerie de Glücksberg, et détruisit les planches de deux manuscrits ayant trait aux délibérations de la même diète, quoiqu'ils eussent déjà reçu l'*imprimatur* du censeur.

L'article 17 portait : « La loi protége également tous les citoyens, sans aucune distinction de classe ni de condition. » Or, le grand-duc cassait ou modifiait les arrêts à sa guise, considérant les anciens militaires comme justiciables des conseils de guerre.

D'après la teneur de l'article 18, l'ancienne loi fondamentale : *Neminem captivari permittemus nisi jure victum*, était remise en vigueur. Or, un simple rapport d'un gendarme-espion, d'un agent de police ou de quelqu'un de la suite de Constantin était regardé comme une preuve contre l'accusé. Les prisonniers étaient horriblement traités. Le royaume de Pologne, durant ses quinze années d'existence sous un régime constitutionnel, ne possédait aucun code de procédure criminelle. Composé de huit palatinats dont quatre jusqu'en 1806 furent régis par la législation de Prusse, et quatre autres jusqu'en 1809 par celle de l'Autriche, les lois relatives à la procédure de ces deux pays se sont maintenues en Pologne dans les palatinats où elles avaient été originairement introduites. Le Code pénal n'était qu'un rapiécé des Codes autrichien, bavarois et prussien. — L'article 87 statuait que la diète ordinaire serait réunie tous les deux ans dans une session de trente jours. Cependant dans l'espace de dix ans, il n'y eut que trois sessions.

On pourrait multiplier ces citations à l'infini. Le général Zajonczek, qui était vice-roi, tremblait devant le grand-duc Constantin, qui n'était que le chef de la force armée, mais dont les moindres caprices s'exécutaient. (Voir *l'Autocrate et la Constitution du royaume de Pologne* [par Biernacki, anc. min. des fin.]. Bruxelles, 1832.)

PHILARÈTES POLONAIS ET CONJURÉS RUSSES. — Alexandre Ier, revenu de ses velléités libérales et débarrassé des craintes que lui avait si longtemps inspirées Napoléon Ier, reprit avec l'acharnement de ses prédécesseurs la tâche d'extirper la nationalité polonaise. Gêné d'abord par les brillantes promesses qu'il avait cru prudent de prodiguer aux Polonais pendant la lutte, il finit par faire taire ses derniers scrupules et par chasser toute hésitation. Un joug de fer pesa alors sur la Pologne. Les étudiants lithuaniens organisè-

rent, sous le voile de sociétés littéraires, des foyers de moralisation et de patriotisme. Thomas Zan, le promoteur de ce mouvement, fonda la société des Rayonnants, comité directeur des Philarètes. Vers la même époque, des Russes, pour la plupart officiers, ayant rapporté d'une guerre liberticide qui les avait conduits jusqu'à Paris l'amour des principes qu'ils avaient été pour y étouffer, méditaient la destruction du tzarisme. Ils formèrent un complot en 1817, et, en leur nom, Bestoujeff s'aboucha à Kiew avec le Polonais Krzyzanowski, mandataire des sociétés secrètes polonaises.

Le gouvernement russe découvrit l'existence de la société des Philarètes. Le sénateur Nowosiltzoff, dépêché à Vilna, s'y couvrit d'infamie par des exactions et des cruautés sans nombre. Thomas Zan, Jean Czeczot, Suzin, Sobolewski, et une foule d'autres furent arrêtés (1er novembre 1823). Zan, avec un héroïsme admirable, se borna à répondre : « que lui seul était le chef des associations, que les étudiants n'avaient fait que céder à son influence, qu'il réclamait pour lui seul le châtiment. » Des centaines de jeunes gens furent jetés aux mines, déportés en Sibérie ou incorporés dans des régiments. Thomas Zan fut interné à Orenbourg. Quand survint l'amnistie qui suivit la guerre d'Orient, quelques derniers survivants et lui entre autres eurent la consolation d'aller mourir au sein de leur patrie. La tradition des efforts, de la constance surhumaine et de la courageuse résignation de cette sainte légion de martyrs est demeurée vivante en Pologne.

Des conjurés russes qui, le 14-26 décembre 1825, firent une tentative armée pour prévenir l'avénement de Nicolas, les uns périrent sur l'échafaud, la Sibérie engloutit les autres.

M. Nicolas Tourguenieff, qui avait été compris dans l'acte d'accusation, mais que son séjour à l'étranger lors de l'explosion déroba aux vengeances gouvernementales, a signalé l'iniquité de la procédure suivie en cette occasion : « On improvisa, dit-il, des règlements tout exprès, l'instruction du procès fut confiée à une commission d'enquête composée de six aides-de-camp généraux de l'empereur et du directeur-général des postes. Le grand-duc Michel, frère de l'empereur, fit également partie du comité auquel un conseiller d'Etat fut adjoint comme secrétaire. Il est sans doute peu régulier d'investir des militaires de fonctions administratives et judiciaires. Quant à l'adjonction à cette commission du frère de l'empereur, je n'en dirai rien : en Russie elle a pu ne causer aucun étonnement ;

partout ailleurs elle a dû paraître inconcevable. A côté de cette commission on improvisa un tribunal suprême, composé de plusieurs membres du conseil d'Etat et du Sénat, d'aides-de-camp de l'empereur, d'archevêques, etc. Conformément aux règles établies, c'est le Sénat qui aurait dû juger l'affaire. Mais, quelque peu de garantie morale qu'offrît ce corps, le gouvernement trouva sans doute qu'il en offrait encore trop. Il voulut pousser l'arbitraire jusqu'au bout. L'instruction, le jugement, tout devait suivre une marche extra-légale, et l'on couronna dignement l'œuvre par l'application de la peine de mort... La commission d'enquête instruisit le procès, le résultat de ses recherches fut consigné dans un rapport qui tint lieu d'acte d'accusation et fut la seule et unique pièce produite au procès. » (*La Russie et les Russes*, I, p. 215-216.)

On lit dans le *Rapport de la commission d'enquête :* « La société russe s'engageait à reconnaître l'indépendance de la Pologne. Et la société polonaise promettait, quand éclaterait la révolution en Russie, d'opérer un soulèvement simultané et d'établir un gouvernement républicain en Pologne. » (P. 48, 49, édit. de Pétersbourg, 1826.) Les deux moteurs russes étaient Pestel et Ryleïef. Un groupe avait pris la dénomination de *Slaves-Unis*. Il avait pour but de « réunir par un lien fédératif et un même régime républicain, mais sans préjudice à leur indépendance respective, huit contrées slaves dont les noms étaient inscrits sur un sceau octogone. (*Id.*, p. 70.)

Quelques crimes que la Russie commette aujourd'hui, il faut espérer que ce premier sang versé pour sa rédemption par les meilleurs de ses enfants ne l'aura pas été en vain..

La parole ardente de Nicolas Bestoujeff avait impressionné le tzar lui-même. Il semblait disposé à lui laisser la vie au prix d'un reniement. « Je pourrais vous pardonner, lui dit-il, et si j'avais l'assurance de posséder en vous désormais un fidèle serviteur, je le ferais. » — « Eh ! sire, répondit Bestoujeff, voilà précisément ce dont nous nous plaignons, que l'empereur puisse tout et qu'il n'y ait point de loi pour lui. Au nom de Dieu, laissez à la justice son libre cours et que le sort de vos sujets ne dépende plus à l'avenir de vos caprices ou de vos impressions du moment. »

Le 25 juillet 1826, on avait dressé une large potence où cinq corps pussent tenir de front. L'arrêt portait la peine de l'écartèlement, mais elle avait été commuée en celle de la strangulation. Pour trois de ces martyrs la corde glissa sur leurs capuchons et ils tom-

bèrent sous l'échafaud. On les releva meurtris. « Maudit pays, exclama Ryleïeff, où l'on ne sait ni conspirer, ni juger, ni pendre. » On les ramena sur le gibet, et la vengeance impériale fut consommée.

Ryleïeff, dans un de ses poëmes, *Voïnarofski*, avait mis dans la bouche de son héros cette strophe prophétique : « Ce qui, dans nos rêves, nous semblait un décret du ciel, n'était point encore résolu là-haut. Patience ! attendons que le colosse ait encore quelque temps accumulé les torts. Laissons-le, le cœur gonflé d'orgueil, étaler sa vanité sous le reflet des rayons du soleil. La colère du ciel n'en finira pas moins par le réduire en poudre. Dans l'histoire, Dieu c'est la *rémunération ;* il ne permet point que la semence du péché ne produise pas sa moisson. »

Nicolas épuisa tous les raffinements de la cruauté. Il essaya de s'en prendre même aux morts. Relativement aux patriotes russes tués dans une rencontre près d'Oustinofka, la sentence portait qu'il serait placé sur leurs tombeaux, au lieu de croix, des potences avec leurs noms. Comme la mort du *Juste* a sanctifié la croix, il y a longtemps que dans l'empire de Russie de glorieuses victimes ont réhabilité la potence. Par absence de conscience morale, Nicolas, dans son manifeste du 25 juillet 1826, remercia ses sujets d'actes qui prouvent seulement combien de sacrifices, d'efforts seront nécessaires pour en faire des hommes libres : « Nous avons recueilli, dit-il, les touchants témoignages d'un dévouement sans bornes. Nous avons vu les pères s'armer d'une inflexible rigueur envers leurs enfants criminels ; nous avons vu les plus proches parents renier et livrer à la justice les malheureux sur qui planaient des soupçons de complicité. » C'est Tibère faisant du Tacite à son insu ! Persuadé de sa divinité, le chef de l'Église russe voyait dans toute tentative contre lui un sacrilége. Aussi ordonna-t-il, le jour où il louait dans son peuple la violation de tous sentiments naturels, « un dernier acte de commémoration, un sacrifice expiatoire. A l'endroit où le combat avait eu lieu, sur la place Saint-Isaac, il éleva un vaste autel sur une estrade. L'empereur sortit de l'église de l'Amirauté, conduit par le métropolitain revêtu de ses habits pontificaux. Après des actions de grâces les prêtres, descendant les marches de l'autel, s'avancèrent vers le peuple et la troupe, ils répandirent sur eux l'eau lustrale en signe de purification et en arrosèrent la place. » (Voir l'*Histoire intime de la Russie,* par Schnitzler, Paris, 1847.) Cette parodie impie fut le dernier acte du drame sanglant qui inaugura le règne de Nicolas.

CHAPITRE IX.

LE MARTYRE DE LA POLOGNE

Et ses insurrections.

Révolution de 1830. Expulsion des Russes. Gouvernement national. Premières victoires. Inaction de l'Europe. Revers. Prise de Varsovie. Caractère de l'émigration. — L'empereur Nicolas. Mission qu'il s'arroge. Ses violences politiques et religieuses. Conspirations polonaises. Confiscation de Cracovie et massacres de Galicie. — Contre-coup de la Révolution de février 1848. Les Polonais en Italie et en Hongrie. — Guerre d'Orient. Prise de Sébastopol, et traité de Paris. — Question des paysans. Manifestations et massacres de Varsovie. — Insurrection de 1863. Héroïsme polonais. Atrocités des Russes.

[Dans les années qui précédèrent 1830, le gouvernement russe, ayant ramené sa politique dans l'ornière des traditions mongoles, prenait des mesures destructives de la nationalité polonaise. La Diète de Pologne, qui devinait les intentions de ce gouvernement, se renferma dans une opposition systématique, et lui fit une résistance inerte mais invincible; cela présageait une lutte à mort, et, des deux côtés, on s'y préparait. La Diète, toutefois, était loin de vouloir provoquer un

éclat, et même elle le craignait, connaissant la puissance dont disposait la Russie.

La commotion qui ébranla, dans les journées de Juillet, les pavés de Paris, remua tout le sol de la vieille Pologne ; les balles qui chassaient de France l'ancien régime, en passant silencieusement par-dessus l'Allemagne, se changèrent, sur les bords de la Vistule, en boulets de canon. C'est que la Pologne ne croyait pas possible que la France fût libre sans qu'elle le devînt aussi. Elle avait, une fois de plus, lié son destin au sien sur le champ fatidique de Waterloo, où, avec la gloire de la France, était tombée l'espérance des nations, celle de l'Italie et celle de la Pologne : ce qui fait qu'on regarde ce champ comme le Golgotha moderne.] En voyant la Grande-Nation se relever du sépulcre, la Pologne se crut elle-même évoquée.

Depuis longtemps, des martyrs ignorés et un persévérant travail des âmes polonaises préparaient une explosion : les barricades françaises l'accelérèrent. La nouvelle de la victoire du peuple de Paris partagea le monde en deux camps. Alors que l'empereur Nicolas méditait de réinstaller l'absolutisme sur les rives de la Seine, la nation polonaise fut prête à répondre à l'appel de la liberté. La Pologne comptait encore, à la vérité, trente mille hommes de troupes nationales; néanmoins, sa situation était atroce. Un des plus grands écrivains polonais, Casimir Brodzinski, l'a fidèlement dépeinte : « Notre armée, a-t-il dit, était abandonnée aux sauvages caprices du grand-duc Constantin; les officiers étaient privés de tous droits; on refoulait et punissait

chez eux tout sentiment de dignité militaire. Nous sentions avec horreur que, jadis défenseurs de l'Europe, nous allions être façonnés à devenir les soldats de ses oppresseurs. Nous avions vu tout notre sénat emprisonné, pour avoir jugé selon la justice; les femmes, les cheveux rasés, poussées à travers les rues un jour de fête, et données en spectacle... Varsovie avait perdu son ancienne gaieté, elle était devenue l'asile de l'espionnage. Tous, suspects à nos tyrans, nous devenions suspects les uns aux autres. Les suicides se multipliaient; c'est à peine si la nation ne se prenait point elle-même en dégoût. Renfermés dans nos maisons, nous comparions notre situation à celle de Rome sous Séjan; nous assistions, dans notre léthargie, aux apprêts de notre mise au tombeau. »

Mais la jeunesse se leva; des conspirations, sans cesse renaissantes malgré les traitements épouvantables de ceux des patriotes qui étaient découverts, furent couronnées par la glorieuse insurrection de novembre 1830. Nicolas allait lancer ses bataillons, afin d'écraser la révolution de Juillet. Selon le mot de La Fayette, « l'avant-garde se retourna contre le corps de bataille. » A Varsovie, une poignée de jeunes gens donnèrent le signal, en attaquant, le 29 novembre, le palais du Belvédère, résidence de Constantin, qui échappa à grand'peine. Plusieurs de ses instruments et quelques traîtres périrent sous les coups des conjurés. Les régiments polonais passèrent du côté du peuple, et les Russes durent évacuer la capitale.

Il y avait à Varsovie un conseil d'administration du

royaume; ce conseil saisit la direction du mouvement et le dévoya. Admettre l'idée qu'une autorité émanée de Nicolas pût subsister, était déjà un recul. Le conseil s'adjoignit quelques citoyens populaires, mais modérés et hésitants. Les conjurés furent tenus loin du gouvernement. Le général Chlopicki, un divisionnaire distingué des guerres napoléoniennes, eut le commandement militaire. La première faute de ceux qui avaient pris le pouvoir fut de laisser échapper le grand-duc avec les forces dont il disposait.

Cependant, au bruit des événements de Varsovie, l'enthousiasme gagnait les provinces : les forteresses de Modlin et de Zamosc tombaient au pouvoir de la nation insurgée.

Le 5 décembre, Chlopicki proclama sa dictature. Malheureusement, son premier acte fut d'envoyer le nonce Jezierski et le prince Lubecki pour négocier avec Nicolas. Il se refusait à propager l'insurrection en Lithuanie et dans les provinces ruthéniennes, et il interdisait les réunions populaires à Varsovie. « La révolution polonaise, en fermant les clubs, a dit le général Roman Soltyk, commençait comme la révolution de 1789, en France, avait fini. » La Diète confirma, le 18 décembre, la dictature de Chlopicki, en lui adjoignant une délégation de surveillance. Chlopicki ne songeait toujours qu'à un accommodement. La réponse hautaine de Nicolas à ses propositions ne l'arracha point à sa funeste manière de voir. La délégation lui signifia alors que sa dictature avait cessé.

Le 19 janvier, la Diète nomma général en chef le

prince Radziwil. Nicolas avait écrit : « Le premier coup de canon tiré par les Polonais anéantira la Pologne : je la roulerai. » Roman Soltyk proposa de proclamer sa déchéance. Le nonce Leduchowski s'écria : « Il n'y a plus de Nicolas ! » Et la déchéance fut prononcée. Le 29, le pouvoir exécutif fut confié à cinq personnes. Le prince Adam Czartoryski fut le président de ce gouvernement. Trois mois précieux venaient d'être perdus, pendant lesquels on avait découragé les provinces et attiédi l'ardeur de la capitale. Du 4 au 6 février, le feld-maréchal Diebitch s'avança entre le Bug et la Narew avec cent mille hommes.

Les Polonais avaient inscrit sur leurs drapeaux : *Pour votre liberté et pour la nôtre*. Admirable devise qui commence par la liberté du prochain !

Le 15 février, le général Dwernicki culbuta, à Stoczek, le général Geismar, qui avait le double de forces, et, par une charge brillante, lui enleva onze canons. Le 17, à Dobre, le général Skrzynecki, avec huit bataillons, arrêta trente mille Russes pendant quatre heures et demie. Le 19, les Polonais se couvrirent de gloire à Wawer. Le 25, au nombre de quarante mille, ils soutinrent, à Grochow, le choc de toute l'armée ennemie. Des régiments russes furent entièrement anéantis. Chlopicki avait été grièvement blessé, et Radziwil, honnête mais peu capable, ne donnait quasi pas d'ordres. Les différents corps agissaient isolément, autrement la victoire eût été décisive.

L'irrésolution montrée par le général Radziwil fit déférer le commandement au général Skrzynecki

(26 février). Il recommença la faute de Chlopicki. Au lieu de voir qu'il s'agissait de vaincre ou de mourir, il se mit à négocier avec Diebitch. Le moral de l'armée souffrait de ces tergiversations, et les Russes recevaient des renforts. Il ne comprit pas davantage que la nécessité suprême était de généraliser la résistance, d'évoquer les forces vives du pays tout entier. « Le théâtre de la guerre en 1831, dit l'éminent historien de cette période, Maurice Mochnacki, fut les quelques provinces décorées, par le congrès de Vienne, du nom de royaume de Pologne. Il aurait fallu porter la lutte en Ukraine et en Lithuanie. Si les confédérés de Bar tinrent si longtemps, c'est que, loin de localiser leurs efforts entre la Vistule, la Narew et le Bug, ils opérèrent sur l'immense territoire compris entre le Bug, la Wilia et le Dnieper. Mais les généraux polonais, formés aux guerres régulières de Napoléon, ne comprenaient point ce que c'est qu'une guerre de partisans. L'idéologie militaire les perdit. »

Et, d'un autre côté, les membres de la Diète et du gouvernement national, nourris à l'école constitutionnelle de la Restauration, croyaient habile de rester dans les limites légales que la Charte de 1815 avait tracées au royaume. Mais, en évitant de dépasser les frontières de la Pologne du Congrès, pour donner la main aux Lithuaniens et aux Ruthéniens, ni ils n'arrêtèrent l'invasion des Russes, ni ils n'obtinrent le secours des puissances signataires et garantes des traités, pas plus que les insurrections de Bologne, de Parme et de Modène ne se sauvèrent alors en se gardant de s'appuyer l'une l'autre.

Skrzynecki ne reprit les hostilités que le 31 mars. Il vainquit les Russes à Dembe Wielkie, les poursuivit vivement le lendemain, leur fit onze mille prisonniers, et leur enleva dix canons, cinq étendards. Mais les insurrections en Lithuanie, Samogitie, Ukraine, n'avaient pas été soutenues en temps utile. L'héroïsme national était sublime. Une femme, Emilie Plater, insurgeait un palatinat. Le colonel Charles Rozycki amenait de Wolhynie à Varsovie ses volontaires, exécutant une marche de plus de cent trente-deux milles, au milieu d'une contrée occupée par l'ennemi. L'armée renouvelait chaque jour des prodiges de valeur. Et pourtant les revers étaient proches. Skrzynecki s'arrêta pendant dix jours au milieu de ses succès. Le 10 avril, eut lieu le brillant combat d'Iganie. Mais, le 26, pendant que Dwernicki, qui, avec un faible corps, marchait en Wolhynie, était obligé par les Russes de se réfugier en Galicie et y était désarmé par les Autrichiens, Skrzynecki, à la suite d'une bataille sanglante et indécise livrée à Ostrolenka, se repliait sur Praga. Le général Gielgud, séparé ce jour-là de l'armée principale, se dirigea sur la Lithuanie. Vainqueur des Russes à Raygrod (29 mai), il perdit le 19 juin la bataille de Vilna. Alors, tandis que le général Henri Dembinski exécutait avec son corps sa glorieuse retraite jusqu'à Varsovie où il arriva le 4 août, les deux corps de Roland et de Chlapowski allèrent déposer les armes en Prusse.

Le ministre des affaires étrangères de France, général Sebastiani, avait fait dire le 7 juillet au prince Czartoryski de ne pas livrer de bataille, de durer deux

mois et que la Pologne serait sauvée. Skrzynecki, troublé par ces insinuations, manquait les plus belles occasions.

Le 15 août, le prince Czartoryski adressait à Paris une note qui fut lue par La Fayette à la Chambre des députés et qui était comme le *confiteor* politique du parti modéré polonais : « Nous nous sommes reposés, y était-il dit, sur la noblesse et la sagesse des cabinets ; en nous y fiant nous n'avons pas tiré parti de toutes les ressources qui s'offraient intérieurement et extérieurement ; nous voulions en cela gagner l'approbation des cabinets, mériter leur confiance et obtenir leur appui ; nous ne nous sommes jamais écartés de la plus stricte modération, ce qui a paralysé bien des efforts ; sans les promesses des cabinets, nous aurions pu frapper un coup qui, peut-être, eût été décisif ; nous crûmes qu'il fallait temporiser. » Dans la nuit du 15 au 16 août, le peuple, alarmé du bruit que les Russes approchaient, inquiet des pourparlers incessants des chefs avec l'ennemi, et furieux des lenteurs de la justice, se porta aux prisons et exécuta les traîtres qui y attendaient leur jugement.

Le prince Czartoryski donna sa démission. Il n'avait nourri d'espoir que dans la diplomatie. Charles Kniaziewicz et Louis Plater avaient dès l'origine été envoyés à Paris, et Alexandre Walewski était parti en courrier le lendemain de la bataille de Grochow. Jeslki, Niemcewicz, s'étaient rendus à Londres, Wolicki à Constantinople. « Chose inouïe depuis la fondation de l'islamisme, dit le séraskier à Wolicki, le sultan a été cinq fois à la grande mosquée, prier Dieu pour des chiens de

chrétiens comme vous. » L'ambassadeur d'Angleterre paralysa la bonne volonté des Turcs.

En France, aux appels éloquents des La Fayette, des Carrel, des Lamarque, des Lamennais, le député Dupin répondait : « La Pologne est trop loin... Chacun pour soi, chacun chez soi. » Le président du conseil, Casimir Périer, ajoutait le 18 mars : « La sédition est toujours un crime. Nous ne concédons à aucun peuple le droit de nous forcer à combattre pour sa cause. Le sang et les trésors de la France n'appartiennent qu'à la France. » La garde nationale de Paris, au nombre de 60,000 hommes, protesta contre ces paroles égoïstes, par sa manifestation du 28 juillet 1831, à la nouvelle d'une victoire des Polonais, qui malheureusement ne se confirma point.

Skrzynecki fut remplacé par Krukowiecki qui affectait la plus grande audace patriotique. Il n'y avait plus de chef qui eût du prestige. Le 5 septembre, les Russes emportèrent Wola d'assaut; le général Sowinski, qui, en 1812, avait perdu une jambe à Mosaïsk, se fit tuer plutôt que de se rendre. Le 7 septembre, le général en chef de l'armée russe, Paszkiewicz, devint maître des retranchements. Une convention platement conclue par Krukowiecki lui livra la capitale.

Il restait encore la Diète, 14 millions de florins et 70,000 hommes. Mais la Pologne, en quête d'un grand homme, ne l'avait pas trouvé. La défiance qu'inspirait une pactisation continue avec l'ennemi avait engendré le découragement. Le général Ramorino alla déposer les armes en Autriche, dans la nuit du 16 au 17 septembre.

Le général Rybinski, avec l'armée principale, déposa les armes en Prusse, le 5 octobre. Il y avait eu un héroïsme incomparable, beaucoup de talent; mais les chefs avaient manqué de cette intuition, qui fait qu'on lit dans l'âme d'un peuple ce qu'il réclame de vous.

Sebastiani, qui avait dit, le 23 février, que la Pologne était destinée à périr, laissait tomber, le 16 septembre, du haut de la tribune sa phrase célèbre : « L'ordre règne à Varsovie. » Mais à la nouvelle de la chute de Varsovie, le peuple de Paris éprouva une telle douleur et une telle colère, qu'il se porta à l'ambassade de Russie et l'eût rasée sans l'intervention de l'autorité.

Les souffrances polonaises étaient extrêmes. Il y eut dans certaines localités d'impitoyables massacres, la proscription des hommes les plus illustres, de tous ceux qui avaient le mieux mérité de la patrie, puis des confiscations sans nombre. Des 60,000 hommes, dont moitié s'était retirée en Prusse et moitié en Galicie, les officiers seuls furent libres de gagner l'Occident. Le reste, après désarmement, fut refoulé, livré aux Russes qui les déportèrent au fond de l'empire et les incorporèrent dans les régiments moskowites.

Les émigrés étaient plusieurs milliers, généraux, sénateurs et nonces, les premiers par la fortune, les premiers par le talent, les héros et les poètes, en un mot, l'âme de la nation. La France, à elle seule, en reçut plus de 4,000. Partout où ils passaient les populations allaient au devant d'eux, s'efforçant par la fraternité de leur accueil de racheter l'indigne conduite de leurs gouvernements. La masse des émigrés se dirigeait vers Pa-

ris comme vers la capitale morale du monde. [La voix des armées polonaises avait appelé la France : ces armées avaient péri. Un nouvel appel lui fut adressé : cet appel, ce furent les Polonais émigrés. L'émigration polonaise est la dernière et la plus grande explication des peuples slaves.

Pendant que la canonnade broyait et renversait les palissades de Varsovie, un poète guerrier, Garczynski, traça, appuyé sur un caisson, ces strophes sublimes et prophétiques : « O mon peuple! comme la tête meurtrie du Sauveur imprima à tout jamais sur un voile son image sanglante, de même, toi, ô mon peuple, tu laisseras dans cette génération la trace sanglante de ton histoire. Cette génération, tu la jetteras à la face de l'Europe, comme le voile de Véronique : on y lira ta passion. Et vous, ô peuples de l'Europe, le temps viendra où chacune de vos pensées s'ouvrira comme un œil et toutes vos pensées, comme autant d'yeux, s'attacheront fascinées à tout jamais sur l'image sanglante de la nation crucifiée. » Cette image résume réellement toute l'histoire de Pologne, c'est l'emblème, le drapeau des peuples.

La Pologne, la première, apprit, par une grande expérience nationale, que la parole européenne n'avait plus aucune valeur politique. Cette nation, attaquée par un ennemi redoutable, avait pour auxiliaires tous les livres, tous les journaux, toutes les bouches éloquentes de l'Europe, et elle ne vit sortir de cette immense armée de mots aucun fait.

Le mouvement français de 1830 ébranla les États de

l'Europe; il les fit violemment sortir de leur position dans le passé, mais ne les a pas fait marcher. La Révolution de juillet n'avait pas le grand mot de l'époque. Aussi, s'est-elle arrêtée d'elle-même, et de nouveau le monde est retombé dans le calme plat. En 1832, pendant que l'émeute grondait à Paris et que l'on craignait en France le retour de la Terreur ou de la Légitimité, et que tout le monde prévoyait une guerre générale, Wronski publia un ouvrage où il démontrait que le gouvernement français, s'étant mis, par le manque d'initiative, sous la loi de la fatalité, serait fatalement obligé à maintenir le *statu quo,* serait incapable de faire le moindre mouvement, ni à droite ni à gauche, ni en avant ni en arrière.]

Nicolas, qui portait le nom du plus grand saint de la Russie, se donnait comme ayant une vocation divine, comme étant appelé à plier le monde sous son autocratie politique et religieuse. Dédaignant les allures européennes de Pierre Ier et les coquetteries littéraires de Catherine II, il ne flatte point l'opinion, il la brave. Il croit le moment venu pour la Russie de dominer à la fois sur l'Europe et sur l'Asie. Loin de cacher ses plans, il les étale, et son terrorisme s'étend bien au-delà de ses frontières. Il enlace l'Allemagne par des liens de famille; il offre son appui aux Grecs au nom de la communauté de religion, aux Slaves du Danube au nom de la communauté de race, à toutes les têtes couronnées comme étant l'ennemi le plus puissant de la Révolution. Il voudrait faire partout accepter son protectorat, base première de

son universelle domination. On a beaucoup parlé de panslavisme, mais c'est une invention d'érudits bohêmes qui, dans leur désir extrême de se soustraire au joug allemand, imaginèrent de solliciter un chef de pays slaves à se mettre à la tête de tous les Slaves, sacrifiant ainsi eux-mêmes leur nationalité à la race. Mais un tel projet ne devait être que secondaire aux yeux de Nicolas : un tzar ne pouvait limiter à ce point son ambition, qui est de subjuguer non les Slaves seulement, mais toute race et tout continent.

Il aimait à parler de la future grandeur de son peuple ; or ce ne sont point ses bons instincts qu'il évoquait. Il entretenait sa servilité, il le nourrissait de haine contre tout ce qui n'est pas russe. Lui-même, il haïssait la Pologne de toutes les puissances de son être, et il s'acharna sur elle. Dans son orgueil, il décrétait que des millions d'hommes eussent à changer instantanément de langue et de religion. Il alla même jusqu'à publier un catéchisme du culte dû à l'Empereur.

Eh bien! la papauté n'eut ni l'idée ni la force de jeter l'anathème à cet empereur schismatique, destructeur de la religion et de la nationalité ; elle avait abandonné la Pologne fidèle au moment de son plus grand péril, et, le lendemain de sa défaite, ce furent les victimes qu'elle condamna. Grégoire XVI adressa aux évêques de Pologne un bref où il invitait les Polonais, clercs et laïques, « à se soumettre au magnanime empereur Nicolas comme à leur souverain légitime! » (15 août 1832.)

Fort de l'approbation qu'il avait arrachée au Saint-Siége et du silence qu'il avait imposé aux cabinets, à qui

son ministre Nesselrode avait signifié que les affaires de Pologne étaient désormais pour la Russie une question purement intérieure (dépêche du 18 janvier 1832), Nicolas poursuivait le cours de ses vengeances. Et le *Moniteur* les enregistrait. Les Chambres françaises se contentaient de répéter chaque année avec le roi : « La nationalité polonaise ne périra pas. » Le parlement anglais invoquait avec la reine le respect des traités. Et les Polonais n'en étaient pas moins quotidiennement écrasés.

Le marquis de Custine qui, l'année 1839, visita la cour de Russie en observateur pénétrant, notait ainsi la sévérité inquiète et implacable de l'empereur Nicolas : « Habitué qu'il est à mesurer sa force à la peur qu'il inspire, il regarderait la pitié comme une infidélité à son code de morale politique. »

Le 16 octobre 1835, l'empereur de Russie, en recevant la députation municipale de Varsovie, lui dit : « Je vous vois et je vous parle pour la première fois depuis les troubles. Ne fondez vos espérances ni sur les Allemands ni sur les Français. Espérez seulement en ma miséricorde. Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante et de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute je ferai foudroyer la ville ; je détruirai Varsovie, et certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai ! »

Le gouvernement russe s'efforçait d'anéantir la petite noblesse, ce véritable tiers-état polonais ; tous ceux qui

ne purent produire de parchemins à l'appui de leur noblesse furent compris, sous le nom de *Jednodworzanie*, dans une classe à part qui se vit astreinte à fournir le contingent le plus considérable. Le second ennemi auquel le gouvernement s'attaqua fut l'Eglise. Il tenait à frapper le clergé pour sa complicité patriotique; des centaines de couvents furent supprimés et des biens ecclésiastiques confisqués. On s'appliqua surtout à miner et à détruire le rite uniate, ce précieux fort détaché de l'Eglise de Pologne. Après toute une série de violences, de conversions par la lance et le bâton, parut, le 12-24 février 1839, le manifeste du synode orthodoxe qui annonça que l'église uniate s'était séparée de l'Église catholique et était gréco-russe. En rompant ainsi un lien de plus entre les paysans et les autres classes, on portait un grand coup à la patrie.

L'émigration s'élevait contre de telles énormités. Ses émissaires parcouraient la Pologne. Dès 1833, il y avait des émigrés qui songeaient à une prise d'armes immédiate. Plusieurs eurent la hardiesse de la tenter, mais ils échouèrent; les uns périrent sur l'échafaud russe, les cachots autrichiens engloutirent les autres. Nul mouvement n'avait de chances, si le pays n'y était préparé. Simon Konarski, ancien major de l'armée polonaise, protestant de religion et émigré, fonda en 1836 *la société du peuple polonais*, qui avait des ramifications dans tous les palatinats. Konarski parcourut le pays pendant deux ans. Les Russes finirent par avoir vent de ses préparatifs et l'arrêtèrent, le 10 juillet 1838; ils ne purent lui arracher aucun aveu. Toutefois ils découvrirent quelques-uns

des ressorts de son entreprise et une foule de patriotes furent frappés à cette occasion. Konarski fut fusillé, le 15 février 1839, à Pohulanka, faubourg de Vilna. [Pendant son exécution, on vit une population entière sans différence d'âge, de sexe, ni même de religion (car il y avait dans cette foule des israélites) tomber à genoux. La douleur était si puissante qu'elle arrêtait et faisait pleurer les soldats russes; les officiers russes sanglotaient, la musique militaire refusait de jouer, n'en ayant pas la force.] Quelque temps après, il existait une autre société secrète, organisée à Varsovie par le prêtre Sciegienny, qui cherchait le salut de sa patrie dans une rénovation religieuse et sociale, et qui travaillait surtout l'esprit des paysans. En 1844, il expia aux travaux forcés son patriotisme.

Les mouvements prématurés, que la *société démocratique* de l'émigration provoqua en 1846 dans les possessions polonaises de la Prusse et de l'Autriche, aboutirent en Poznanie à l'emprisonnement des conjurés et en Galicie au massacre de la noblesse. Un gouvernement provisoire, s'étant proclamé à Cracovie, décréta pour la Pologne l'égalité des classes, l'abolition des priviléges, l'émancipation des paysans. M. de Metternich prononça ces odieuses paroles : « qu'en Galicie, avec trois journées sanglantes, il achèterait cent ans de tranquillité. » L'archiduc Ferdinand d'Este, gouverneur de la Galicie, et ses fonctionnaires allemands, adoptèrent l'infernale idée de faire de tous les paysans autant de Caïns. Le principal organisateur de cette Jacquerie officielle fut Breindl von Wallerstern, commissaire du cercle de Tarnow; des militaires tels que le colonel Benedek, des galériens tels

que Szela furent ses dignes instruments. On lâcha en Galicie 8,000 soldats en congé qui persuadaient aux paysans que l'empereur les avait émancipés, mais que la noblesse empêchait l'exécution de cette grande mesure, et qui leur promettaient la libération du service militaire, l'exemption des impôts et le partage des propriétés. La jeunesse galicienne, ignorant les machinations de la cour de Vienne, avait choisi le jeudi-saint, 19 février 1846, pour tenter une insurrection. Le rendez-vous était la montagne Lisia, dans le district de Tarnow. Arrêtés par les paysans, les jeunes gens leur expliquèrent vainement leurs principes de liberté et d'égalité ; ils furent les uns liés, les autres égorgés sur place. Aussitôt commença le massacre de gens sans défense, et le pillage des châteaux. On portait les morts et les blessés à Tarnow. Par chaque noble vivant, Breindl payait cinq gulden et le double s'il était mort. Ces sanglantes saturnales durèrent trois jours. Dans les districts de Tarnow et de Bochnia, on anéantit la noblesse, on décima le clergé, et l'empereur récompensa les assassins.

Pendant ce temps, les armées russes occupaient la ville libre de Cracovie, qui ne tarda pas à être incorporée, avec son territoire, à l'empire d'Autriche. Cette fois encore, la France et l'Angleterre se bornèrent à de stériles protestations. Nicolas, qui, en 1840, était parvenu à semer la zizanie entre les cabinets de l'Occident, se riait de leur impuissance.

Enfin sonna la révolution du 24 février 1848, et un souffle de liberté passa sur l'Europe. L'âme des Polo-

nais s'ouvrait aux plus légitimes espérances. Les hommes à qui le peuple avait laissé prendre le pouvoir mentirent à la mission de la France. Lamartine, sous une forme poétique, répéta Casimir Périer. Il détestait les Polonais, qu'il appelait le ferment de l'Europe. Il rassura l'empereur Nicolas, tout en évitant de se démasquer devant le peuple, car il savait combien la cause polonaise était populaire. Au bruit de la victoire des Parisiens, les Berlinois délivrèrent les prisonniers polonais condamnés à mort. Un mouvement se produisit en Posnanie. Les fautes des chefs, les perfidies de la cour de Berlin, et la disproportion des forces, amenèrent, après quelques succès, la défaite de Miloslaw. Le peuple de Paris s'en émut; les clubs réclamèrent la guerre pour le rétablissement de la Pologne dans ses limites de 1772; mais l'envahissement de l'Assemblée nationale, au 15 mai, se termina par l'incarcération des principaux révolutionnaires français.

Tandis que l'empereur Nicolas, qui se déclarait protecteur de l'ordre européen, aspirait à restaurer tous les trônes par les armes russes, les Polonais, défenseurs nés de la liberté, se mettaient partout au service de l'indépendance des peuples. Les Russes intervinrent dans les Principautés danubiennes, puis en Hongrie; les Polonais combattirent en Italie, en Hongrie, en Allemagne. Dès le mois de mars, Adam Mickiewicz avait organisé en Italie un noyau de légion polonaise qui prit part à la guerre contre les Autrichiens. Peu de mois après, le général Bem défendait les barricades de Vienne, à côté du martyr allemand Robert Blum (oc-

tobre 1848). La Hongrie était aux prises avec la maison d'Autriche, qui lui déniait ses droits séculaires et ses libertés constitutionnelles. L'Autriche attisa les haines de races entre les populations qui relevaient de la couronne de Saint-Étienne. Les Polonais, dont le dévouement à toute cause nationale est incontesté, pouvaient être d'utiles médiateurs et aider à faire converger tous les efforts contre l'ennemi commun, c'est-à-dire contre l'Autriche, dont l'édifice ne repose que sur le morcellement des nationalités. Ils vinrent nombreux, et furent bien accueillis. Le général Dembinski commanda quelque temps en chef; le général Bem, nommé gouverneur militaire de la Transylvanie, conquit la confiance des Roumains sans perdre celle des Hongrois, et déploya beaucoup d'intrépidité contre les Autrichiens et contre les Russes. Les Polonais luttèrent jusqu'à la dernière heure. Les Hongrois avaient proclamé la déchéance de la maison de Hapsbourg. Les Autrichiens, battus, appelèrent les Russes, et la trahison consomma la ruine de l'indépendance hongroise. Quand Gœrgey eut déposé les armes devant Paszkiewicz (13 août 1849), les Polonais passèrent le Danube et se réfugièrent en Turquie.

La tradition rapporte que Charlemagne, mourant, pleura devant sa cour sur les malheurs que devaient amener les invasions des Normands, dont il avait aperçu les barques à l'horizon. Napoléon, de même, déplora à Sainte-Hélène l'aveuglement de l'Europe, qui, loin de s'unir pour empêcher le débordement des Russes, faisait tout ce qu'il fallait pour le précipiter. « Le rétablis-

tement de la Pologne, disait-il, eût été une digue à ce formidable empire, qui, probablement, va bientôt envahir l'Europe. »

L'empereur Nicolas, qui avait accablé de tant de mépris et d'outrages le gouvernement du roi Louis-Philippe, crut pouvoir traiter de même le nouvel empereur Napoléon III; or, il y a des noms qui obligent. A l'occupation des principautés de Moldavie et de Valachie par les Russes (juin 1853), la France répondit par le passage des Dardanelles. On se menaça, chacun croyant faire reculer l'autre, et l'on se battit.

Une des scènes les plus curieuses et les plus dramatiques, fut la série de conversations qui eurent lieu (janvier et février 1853) entre l'empereur Nicolas et l'ambassadeur d'Angleterre, sir Seymour. Affectant le plus grand dédain pour la France, Nicolas offrait au cabinet britannique de concerter avec lui le partage de l'empire ottoman. « Nous avons sur les bras un homme gravement malade, dit-il à l'ambassadeur; ce serait un grand malheur s'il devait nous échapper avant que toutes les dispositions nécessaires fussent prises... » Croyant l'Angleterre gagnée d'avance, il ajoutait : « Je désire vous parler en ami et en gentleman; si nous arrivons à nous entendre sur cette affaire, l'Angleterre et moi, pour le reste, peu m'importe; je tiens pour indifférent ce que pensent et font les autres. Je vous dis nettement que si l'Angleterre songe à s'établir un de ces jours à Constantinople, je ne le permettrai pas. De mon côté, je suis disposé à prendre l'engagement de ne pas m'y établir, en propriétaire, il s'entend, car, en déposi-

taire, je ne dis pas... Vous voyez comment je me conduis avec le sultan. Ce *monsieur* manque à la parole qu'il m'a donnée. Les Principautés sont, de fait, un État indépendant sous ma protection : c'est une situation qui peut continuer. La Serbie peut recevoir la même forme de gouvernement, et la Bulgarie aussi... Je ne permettrai jamais aucune extension de la Grèce, qui en ferait un État puissant; moins encore permettrai-je que la Turquie se partageât en petites républiques... Pour ce qui est de l'Égypte, si vous en preniez possession, je n'aurais pas d'objections à y faire. J'en dirais autant de Candie : cette île peut vous convenir. »

Quand Alexandre Ier avait sollicité Napoléon Ier de se partager l'Europe, en demandant Constantinople pour lui-même, Napoléon avait refusé, ne voulant pas, disait-il, laisser tourner la droite française. Mais l'Angleterre s'unit à Alexandre. Cette fois, c'est l'Angleterre qui refuse à Nicolas la clef de Constantinople. Napoléon III donna la main à l'Angleterre, et ainsi se trouva réalisée la parole du captif de Sainte-Hélène, que « la seule hypothèse dans laquelle la France et l'Angleterre pourraient jamais contracter une alliance sincère, serait le motif d'empêcher la réussite du projet qu'avait la Russie de s'emparer de Constantinople. »

Malheureusement, la guerre fut localisée. Au lieu d'attaquer la Russie par son côté vulnérable, c'est-à-dire en face et par la Pologne, on ne l'attaqua qu'aux extrémités. On prit Bomarsund, mais on ne tenta rien contre Cronstadt, et l'on choisit la Crimée comme un champ clos où la lutte devait se vider. Les Russes furent vaincus à

l'Alma (20 septembre 1854), et le fier prince Mentchikoff, qui l'année précédente avait montré tant d'insolence devant le sultan, faillit être fait prisonnier. Nicolas *ne put* supporter la honte d'une défaite et il mourut (2 mars 1855). Quelques mois après, Sébastopol était pris (8 septembre, anniversaire de la prise de Varsovie). L'Angleterre refusa de faire succéder une guerre continentale à la guerre maritime, et la France inclina dès lors à la paix. La convention secrète conclue à Stockholm, en novembre, entre la Suède et les deux puissances occidentales, ayant été connue à Pétersbourg, Alexandre II consentit aux concessions que lui demandait la France. Le Congrès de Paris s'ouvrit; et il se termina par le traité du 30 mars 1856, qui limitait la puissance russe dans la mer Noire, l'éloignait des bouches du Danube et soustrayait à son protectorat les deux Principautés dont l'invasion avait motivé la guerre. .

On crut opportun de parler au Congrès d'une foule de questions, de l'état anormal de l'administration romaine, des sévices du roi de Naples et des souffrances de l'Italie; mais de la Pologne le nom ne fut pas même prononcé dans aucun protocole. Aussi, lorsque peu de temps après Alexandre II vint à Varsovie, il dit aux Polonais (23 mai 1856) : « Point de rêveries. Soyez unis à la Russie et abandonnez tous ces rêves d'indépendance, impossibles désormais à réaliser. Tout ce que mon père a fait est bien fait. Mon règne sera la continuation du sien. »

Néanmoins, la Russie, ayant été affaiblie par la défaite, le frein politique se trouva desserré. Alexandre II rappela de Sibérie la plupart des personnes que son père

y avait déportées. Mais l'émigration ne pouvait profiter de l'amnistie offerte avec des restrictions et dont l'acceptation eût impliqué le reniement de sa glorieuse révolution.

Pendant cette période, dans laquelle, selon le mot du ministre Gortchakoff, la Russie se recueillait, Alexandre II s'occupa de l'abolition du servage en Pologne et en Russie. Il y avait été sollicité par la noblesse de Lithuanie, dont il présentait le désintéressement en exemple aux seigneurs russes. Le servage était une plaie odieuse, et son démembrement seul était cause que la Pologne avait été devaneée dans l'émancipation par l'Occident. Mais c'est un mal que la question ait été tranchée par une autorité étrangère, au lieu de l'être, comme elle le fut en France, par les intéressés eux-mêmes. Les meilleures réformes sont viciées dans leur germe quand elles proviennent du despotisme et surtout d'un despotisme étranger.

Il fut fondé dans le royaume de Pologne, en 1857, une société agronomique dont le siége était à Varsovie et qui avait des succursales dans les provinces. L'initiative en était due au comte André Zamoyski, l'un des plus grands propriétaires du pays et dont le caractère était universellement estimé. Cette société rendait le grand service de fournir aux propriétaires une occasion de se réunir. Dans la quatrième année de son existence, elle comptait plus de quatre mille membres. Quoiqu'on n'y discutât que des questions économiques, elle avait favorisé le réveil de l'esprit public.

En août 1860, à l'enterrement de la veuve du général Sowinski, tué à Wola en 1831, se produisit une première manifestation patriotique. En octobre, la présence à Varsovie des trois monarques co-partageants irrita les masses, redoubla leur ardeur et donna l'idée de nouvelles manifestations qui se succédèrent toute une année, depuis la fête de l'insurrection du 29 novembre et l'anniversaire de la bataille de Grochow, qui fut le jour du premier massacre, jusqu'à la fête de Koszciuszko (15 octobre), qui fut célébrée malgré la proclamation de l'état de siége.

Le jour de Grochow (25 février 1861), la foule, désarmée et à genoux, entonnait dans les rues, sous le canon des Russes, l'hymne *Boze cos Polske*. Les Russes tirèrent sans pitié. Toute la population, sans distinction de classe ni de culte, fut unie dans un même enthousiasme de martyre. La nation entière prit le deuil. Chacun se vêtissait de noir et s'interdisait toute distraction. Les menaces des Russes n'y pouvaient mais. Voici deux strophes de l'hymne qui fut chanté sur toute la surface de l'ancienne Pologne, dans les églises, dans les synagogues et sur les places publiques :

« Dieu, qui, durant de si longs siècles, entouras la Pologne d'une auréole de puissance et de gloire, qui la couvris de ta protection comme d'un bouclier contre les fléaux qui menaçaient de l'anéantir, au pied de tes autels nous élevons nos supplications. Seigneur, daigne nous rendre la patrie et la liberté !

« Toi, qui, plus tard, ému de sa chute, soutins ses fils combattant pour la plus sainte des causes, et qui, voulant

que le monde entier fût témoin de leur courage, multiplias sa gloire, au milieu même des désastres, rends à la Pologne nouvelle son antique splendeur ! »

Les manifestations de Varsovie ont eu un caractère tout particulier. Dans le cours des siècles il surgit des individus qu'aucun supplice ne saurait empêcher de rendre témoignage de la vérité; mais c'est la première fois qu'une grande collectivité humaine s'éleva à cette hauteur morale. Sur ces places sanctifiées par tant et de si récents martyrs, une foule qui comptait des victimes à peine sorties des cachots, et à laquelle les uniformes russes ne permettaient pas d'oublier un instant les vengeances futures, communiait dans une même pensée, heureuse de se sentir unanime après le long silence d'un dur esclavage, tout entière en état de grâce, puisque tout entière elle fut prête à recevoir la mort à bout portant. Il s'en échappait des chants de prières; cent mille voix demandaient à Dieu la patrie et la liberté; la glace des cœurs fondait; les juifs sentirent le besoin de se dévouer pour les chrétiens; et, ce qui ne s'était pas vu encore, les juifs allèrent en masse prier dans les églises, et les chrétiens dans les synagogues. Les pasteurs protestants accompagnaient, dans les manifestations, les prêtres et les rabbins.

Ces journées ont montré l'impuissance finale de la force matérielle et la fécondité du sacrifice. Le joug le plus tyrannique n'avait point réussi à empêcher cette alliance universelle des enfants d'une patrie partagée. Les armes tremblaient dans les mains des bourreaux, leur esprit s'égarait, ils semblaient honteux de leur rôle

devant des victimes agenouillées. Ce fut l'éclair béni qui, dans cette nuit politique, illumina au loin l'horizon. Tout Polonais entrevit un coin de l'avenir, comprit l'efficacité de l'exaltation patriotique.

La Pologne a atteint cette sublimité par un long et mystérieux travail inconnu du monde; elle est redescendue dans les profondeurs où s'élabore la force spirituelle, et d'où, lorsqu'il plaira à Dieu, elle s'élancera en jets irrésistibles. Si les murailles de Jéricho sont tombées au son de la trompette des Lévites, celles de la citadelle de Varsovie ont tremblé au bruit des prières de tout un peuple. Un jour ce peuple trouvera une note si puissante, que c'est l'édifice entier du tzarisme qui s'écroulera.

Après le massacre du 25 février, le comité de la Société agronomique rédigea une adresse à Alexandre II, qui se couvrit de milliers de signatures, et où il était dit : « Les souffrances d'une nation dotée pendant des siècles d'institutions libres, et privée aujourd'hui de tout organe légal, l'ont mise dans la nécessité d'élever la voix par des sacrifices : c'est pourquoi des victimes se sont dévouées. Le pays réclame des institutions émanées de l'esprit national, de ses traditions, de son histoire : conditions indispensables à chaque société pour arriver à reconnaître dans quel but la Providence l'a appelée à vivre. »

Un service funèbre fut célébré pour honorer les victimes, mais ce fut l'occasion d'un nouveau massacre (27 février). Alors il se forma spontanément une délégation municipale, qui, sous l'impression de ces mo-

ments solennels, eut la force morale d'obtenir du lieutenant de l'empereur, prince Gortchakoff, qu'il ne s'opposerait point à l'enterrement public des nouvelles victimes, retirerait ses troupes dans les casernes, et suspendrait sa police. On organisa sous les yeux des Russes, et avec leur tolérance, une police polonaise, des patrouilles d'étudiants; et les vingt-quatre délégués siégèrent à l'hôtel de ville. Il y avait là les premières notoriétés de la capitale : des propriétaires, des journalistes, des avocats, des commerçants, des banquiers, des prêtres, des rabbins et un cordonnier.

Le 2 mars, l'enterrement des victimes surexcita le sentiment national au suprême degré; le massacre du 8 avril, au lendemain de la dissolution de la Société agronomique, la proclamation de l'état de siége, la fermeture, par le clergé, des églises profanées par les Russes, le redoublement de l'oppression et des persécutions, évoquèrent des conspirations. Parmi les ouvriers, des dizaines se formaient d'elles-mêmes.

Pendant des mois, le peuple s'était flatté que les notabilités de la capitale, les gens modérés, mais connus et riches, prendraient la direction du mouvement. A chacune des manifestations, qui étaient autant d'appels aux sommités du pays, les modérés, que guidait le comte André Zamoyski, suivaient mollement l'impulsion populaire : on sentit qu'ils ne feraient rien. Alors la jeunesse, sans grande expérience ni ressources matérielles, mais forte de son dévouement et de la droiture de ses intentions, tenta de régler et de diriger l'enthousiasme national. De là naquit, en octobre 1861, le comité cen-

tral. Les modérés, effrayés de la constitution d'un comité qu'ils désignaient sous le nom de comité rouge, se servirent des cadres de la Société agronomique, dissoute *de jure*, mais qui existait *de facto*, pour lui opposer un comité que l'opinion appela le comité blanc, organe des conservateurs et de la grande propriété. Les blancs ne surent ni préparer une explosion qu'ils voyaient prochaine, ni, une fois le premier coup de fusil tiré, apporter au mouvement toutes leurs ressources.

Les Russes avaient placé à la tête de l'administration civile le marquis Wielopolski, grand seigneur, homme capable et d'un caractère ferme, mais altier, et, de plus, doctrinaire, c'est-à-dire mettant ses théories au-dessus du sentiment public. Il eût voulu que la Pologne eût l'habileté de renoncer à l'indépendance pour gagner la confiance des Russes, et arriver à les gouverner par la supériorité des lumières, comme les Grecs avaient fait des Romains. Ce machiavélisme de décadence révolta la loyauté de la nation, dont il contredisait les traditions et les aspirations. Aussi ne fit-on, généralement, aucune attention aux réformes, d'ailleurs utiles, que le marquis introduisait dans l'enseignement et dans les tribunaux du royaume : on eût craint, en y adhérant, de sacrifier l'indépendance politique à quelques améliorations intérieures. Et, bien que Wielopolski incarnât visiblement le conservatorisme social et plût par là aux grands propriétaires, cependant ils se tinrent à l'écart, ne voulant point paraître ses complices dans l'abandon des anciennes provinces lithuaniennes et ruthéniennes.

L'union des parties démembrées de l'ancienne Polo-

gne était très-forte dans les cœurs et dans les volontés : c'est un article du dogme national. Les Russes ne restreignirent point l'état de siége à la Pologne du Congrès, ils l'étendirent aux provinces les plus anciennement détachées, dessinant ainsi eux-mêmes, selon l'expression du publiciste russe Hertzen, les limites de la Pologne. Le 12 août 1861, une délégation de Varsovie et des provinces célébra l'antique confirmation de l'union de la Lithuanie. A Kowno, sur un pont de bateaux, Lithuaniens et Polonais se donnèrent la main, et unirent de guirlandes les deux bords du Niemen, témoignant une fois de plus qu'ils appartiennent à une seule et même nation.

On lit dans une adresse de la noblesse de Podolie (octobre 1862) : « Liée à la Pologne par la solennelle et volontaire union de Lublin, la Ruthénie s'est développée et a grandi, pendant des générations, dans une même civilisation avec elle... En rejetant toute pensée de priviléges de race ou de classe, les citoyens de la Podolie restent fidèles à l'idée fondamentale polonaise, au principe de l'égalité des droits de toutes les classes ; ils demandent à être réunis à la Pologne, parce qu'ils voient en elle la base d'un libre développement pour toutes les populations dont elle se compose. »

Le 25 novembre suivant, la noblesse lithuanienne réunie à Minsk, après avoir rappelé que, la première, elle avait réclamé l'émancipation des serfs, disait à l'empereur : « L'égalité de toutes les classes et de tous les cultes, la liberté de conscience et des institutions fondées sur l'esprit et les traditions nationales, telles

sont les principales conditions de chaque édifice social. Plus l'état actuel du pays est triste, plus nous nous tournons vers le passé, en n'espérant de salut *que de* notre réunion à la Pologne. Sire, c'est là notre unique demande. »

Le marquis Wielopolski, qui attribuait son isolement et l'agitation publique aux manœuvres de la jeunesse, s'imagina remédier à tout en soumettant aux Russes, qui l'adoptèrent, un projet de recrutement basé sur le bon plaisir des autorités, et destiné à englober tous les mal pensants. Mis entre la nécessité de s'enterrer dans les rangs de l'armée russe ou de mourir en la combattant, les patriotes choisirent cette dernière alternative.

Le 22 janvier 1863, fut publié le manifeste de l'insurrection. Des détachements s'organisèrent. Nous n'entrerons point dans le détail des modifications fréquentes que subit la composition du gouvernement national à Varsovie. Ce gouvernement proclama le principe de l'égalité religieuse, civile et politique, décréta l'émancipation des paysans sur une base plus large que le projet russe, et adressa un appel aux Israélites. Si les divers membres de ce gouvernement, secret et pourtant obéi, ne furent point à la hauteur de la tâche si difficile qui leur incombait, ils firent preuve d'un dévouement admirable, et la plupart y laissèrent la vie. Un moment, un chef insurgé, qui avait été heureux jusqu'alors dans ses rencontres avec les Russes, poussé par les blancs qu'animait le désir que le pouvoir fût concentré dans les mains d'un seul individu qu'il leur serait aisé de

dominer, prit la dictature : Marian Langiewicz vit ses propres officiers indignés d'un acte où le salut de la patrie n'entrait pour rien, mais où, au contraire, les intrigues d'une coterie exploitaient une ambition non justifiée encore. Après avoir créé des généraux et des ministres, il sentit trop tard l'impuissance qui résultait de sa fausse démarche ; il tomba dans une prostration telle, qu'abandonnant son camp, il courut se livrer aux Autrichiens, qui le détinrent plusieurs mois prisonnier.

L'insurrection avait commencé dans les palatinats voisins de la frontière autrichienne, par où l'on espérait recevoir des armes. Il y eut des soulèvements partiels mais nombreux dans tous les palatinats et pendant plus d'un an. C'était autant de sommations adressées aux puissances occidentales. L'abandon de 1831 se renouvela. Les sympathies du gouvernement français se résumèrent en une proposition de congrès. Les cabinets louèrent l'esprit philosophique qui en avait inspiré la pensée, tout en soulevant des difficultés qui le rendirent impossible; et d'ailleurs qu'eût pu espérer la Pologne d'une réunion où les puissances co-partageantes eussent presqu'à elles seules formé la majorité?

Les Russes, dans leur violence à réprimer cette insurrection, mirent l'hypocrisie de côté. Leur seul droit étant la force, ils demandèrent à tous les abus de la force le maintien d'une domination fondée sur le crime.

La Lithuanie fut abandonnée au général Mourawieff, celui qui, alors qu'on lui demandait s'il n'était point parent de Mourawieff-Apostol, avait répondu : « Je ne suis

pas des Mourawieff qu'on pend, mais des Mourawieff qui pendent; » le surnom de pendeur lui en est resté. En 1833, il pendit les patriotes à Grodno. En 1863, il ruina et décima la Lithuanie. Il recevait par le télégraphe les félicitations des journalistes de Moskou. Alexandre II le remercia publiquement, et lui conféra l'ordre de Saint-André apôtre. Or, depuis des siècles, on n'avait vu pareille extermination de peuple. Si Alexandre II n'a point la brutalité de tempérament de son père Nicolas, ni ses ingéniosités de répressions féroces, il s'en remet à ses serviteurs du soin de maintenir à tout prix sa domination, et aucun de leurs excès ne trouble son tranquille égoïsme.

Une nouvelle émigration de plusieurs milliers de jeunes gens vint en Occident prendre place à côté des vétérans de l'ancienne émigration. En Lithuanie, des hommes ultra-modérés furent transportés en Sibérie, des familles opulentes réduites à la mendicité; des insurgés eurent leurs châteaux rasés et leurs biens furent distribués *gratis* aux paysans ou donnés à vil prix à des Russes. Des villages suspects furent déportés en masse et le pays inondé de colons russes; l'acquisition de la terre fut interdite aux Polonais (ukase du 22 déc. 1865); de nombreuses églises catholiques furent converties en temples grecs et la langue polonaise fut proscrite non-seulement dans les transactions publiques, mais dans les relations privées; ce devint un crime de parler polonais sur un sol polonais. Ajoutons que le gouvernement russe, outrageant jusqu'à l'histoire, décréta que les Lithuaniens étaient anciennement des Russes de religion grecque, qu'ils avaient été renégats de leur religion comme de leur nationalité

et que, par conséquent, il était louable de les forcer de revenir au giron de leur mère-patrie et de l'Église commune. Vilna est la clef de la Pologne, et c'est pourquoi les Russes attachent tant de prix à russifier la Lithuanie. Méprisant les vaines observations de l'Europe, ils se proposent bien de traiter la prochaine fois Varsovie comme ils viennent de traiter Vilna.

Et pourtant jamais la foi dans la résurrection de la patrie n'a été plus vive dans les âmes polonaises. Le temps vient (et Dieu veuille qu'il soit proche!) où la Pologne, transfigurée par le malheur et l'esprit de sacrifice, se relèvera par le bras de tous ses enfants, libre et plus grande que jamais.

Les Belvédériens. — Les Polonais conspirèrent contre leur restauration comme les Français contre la leur, invoquant un conseil mortuaire de Dombrowski, de la même façon qu'en France on plaçait les complots sous le patronage moral de La Fayette. Un major, Lukasinski, eut l'idée d'abriter un but tout politique sous les formes de la franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie nationale ne reconnaissait comme frères que les Polonais, ses cérémonies symbolisaient la patrie, les noms des grands hommes étaient pris comme mots d'ordre. Le temple de Salomon qu'il s'agissait de reconstruire, c'était la Pologne, la mort de l'innocent Hiram était une image du partage, et sa résurrection espérée figurait le relèvement de la nation. Les divers degrés d'initiation servaient les conjurés. Lukasinski fut dénoncé et arrêté en mai 1822. Il résista aux plus horribles tortures. D'autres patriotes continuèrent son œuvre. En 1830, l'organisation révolutionnaire dont Pierre Wysocki était l'âme se résolut, de l'avis du professeur Joachim Lelewel, à opérer la révolution. Les conjurés se divisèrent en deux groupes, dont l'un devait soulever la ville, enlever les régiments polonais, et désarmer les régiments russes, pendant que l'autre

emporterait le palais du Belvédère, situé à l'extrémité de la ville au milieu d'un parc. Dix-huit personnes eurent la singulière audace d'attaquer le Belvédère. Elles entrèrent aux cris de : mort au tyran ! traversèrent comme une trombe les appartements, tuèrent le vice-président de la ville, Lubowidzki, qui apportait un rapport sur l'imminence de la révolution, et le factotum du grand-duc, général Gendre, qui expira en criant : Je suis général du jour; mais le grand-duc lui-même échappa par un escalier dérobé et se réfugia chez sa femme sans avoir pris le temps de passer un habit. Il y demeura plusieurs minutes avant de recouvrer la parole; une heure après, il tremblait encore comme une feuille. Les conjurés se hâtèrent de rentrer en ville. Un instant plus tard, un escadron de cuirassiers russes accourut et cerna le Belvédère d'où aucun d'eux ne serait sorti vivant. Les élèves de l'Ecole des porte-enseignes fondirent sur des casernes pleines de troupes. Les Russes, au milieu des ténèbres et à l'audace des assaillants, s'imaginaient avoir affaire à des milliers et non à une poignée d'hommes. Le peuple de Varsovie s'empara de l'arsenal et s'arma. Les régiments polonais passèrent de son côté; les régiments russes furent en partie désarmés, en partie héroïquement repoussés de la ville. Plusieurs généraux russes, vils instruments des violences du tzarévitch, et plusieurs généraux polonais qui, rebelles au souffle de la révolution, poussaient le servilisme jusqu'à prêcher la soumission, tombèrent victimes de la justice du peuple. Les modérés escamotèrent aussitôt la direction du mouvement. Ils y furent aidés par un aide-de-camp du grand-duc, le comte Ladislas Zamoyski.

Les femmes polonaises. — « En Pologne, la femme entre dans les conspirations, accompagne son mari en Sibérie et parfois monte à cheval pour défendre le pays. Les familles s'y nourrissent encore de la grande vie nationale. Il y a eu des femmes, appartenant aux classes élevées de la société, flagellées de la main du bourreau sur les places publiques. Émilie Plater, jeune fille délicate, eut l'énergie de faire insurger un district, prit part à plusieurs batailles, et fut au nombre de ceux qui résistèrent aux décisions des chefs de passer en Prusse. Elle voulait, après la défaite, s'ouvrir un passage à travers l'armée ennemie; réfugiée dans une forêt, elle mourut de fatigues et de misère (23 déc. 1831). Le nom de Claudine Potocka est vénéré de tous les Polonais. Cette dame, également

célèbre par son esprit, son dévouement patriotique et le noble usage qu'elle faisait de sa fortune, consacra ses derniers jours à consoler les misères des émigrés. (Elle mourut à Genève, 8 juin 1836.) La masse entière de la nation appréciait un tel héroïsme. Après les combats et les marches, les soldats s'empressaient tout d'abord d'arranger le bivouac pour les femmes qui combattaient à leurs côtés, et l'on n'entendit jamais dans les camps une parole qui pût blesser l'oreille la plus délicate. » (*Slaves*, V, p. 250.)

Nous joindrons le témoignage du général Roman Soltyk : « Lors de l'attaque de Varsovie, je remarquai au milieu du feu un soldat du 5e léger qui restait constamment appuyé sur le parapet, ne s'inquiétant nullement des obus et des boulets, encourageant ses camarades, gesticulant et parlant avec vivacité. Comme il était au premier rang, je ne pus d'abord apercevoir sa figure, il se retourna, et je reconnus en lui une belle fille de dix-huit ans ; il n'y a pas de bataillon ou escadron de l'armée où il n'y eût une ou plusieurs de ces héroïnes. » (*La Pologne*, II, p. 415.)

VENGEANCES RUSSES.—Les cruautés des Russes pendant la guerre de 1831 furent excessives, principalement en Lithuanie, où les prisonniers étaient impitoyablement massacrés et où il y eut des insurgés rôtis vivants sur des plaques de fer brûlantes. (Voir *la Pologne* par le général Roman Soltyk, II, p. 236.) A Oszmiana, le 17 avril 1831, un jour de marché, alors que la population était à l'église, un commandant polonais ayant essayé de disputer aux Russes le passage de la rivière, ceux-ci égorgèrent tous les habitants, assommèrent les enfants contre les murs.

A l'entrée des Russes dans Varsovie, un acte d'amnistie fut proclamé ; néanmoins, trois jours après, un député à la Diète était déporté pour participation aux événements de la guerre. Toute conversation politique fut interdite sous peine de prison (19 sept.). Le château des rois de Pologne fut dépouillé de ses souvenirs et la salle de la Diète changée en caserne. Le maréchal Paszkiewicz reçut (16 octobre) le titre de prince de Varsovie. La cocarde russe fut substituée à la cocarde polonaise, la croix du *Mérite militaire* déclarée une décoration russe (1er février 1832). La garnison de Zamosc fut chargée de chaînes et déportée au fond de la Russie, au mépris de la capitulation.

Saisissant le prétexte de la mensongère amnistie octroyée par Nicolas en octobre 1831 aux sous-officiers et soldats qui rentreraient

dans leurs foyers, les gouvernements de Prusse et d'Autriche violèrent le droit d'asile. Beaucoup, pressentant qu'une amnistie russe n'était qu'un piége ne voulaient point partir. On usa envers eux des dernières violences, surtout à Elbing, à Marienwerder, enfin à Fischau (27 janvier 1832), où dix-neuf Polonais désarmés furent fusillés. La plupart furent, à coups de crosse, reconduits à la frontière où ils étaient aussitôt entourés par les Kozaks. Bon nombre de militaires polonais eurent la tête rasée, et, revêtus de la livrée du bagne (une casaque grise avec une croix noire sur le dos), furent employés à Cronstadt, par des froids de 25 degrés Réaumur, aux travaux les plus dangereux. Vingt-trois, pour refus de serment au tzar, furent condamnés à recevoir huit mille coups de verges à quatre reprises, à raison de deux mille coups par fois. Sept moururent bien avant les deux mille coups, on appliqua le reste de la fustigation à leurs cadavres. Deux autres expirèrent avant d'arriver à l'hôpital. Ces barbaries furent dénoncées dans la chambre des communes : « Des prisonniers de guerre que jamais on n'employa à un ouvrage servile et dégradant, l'empereur Nicolas osa les envoyer sur les flottes et les galères de la Russie; 900 soldats polonais ont été déportés sur la mer Noire, 3,500 sur la mer Baltique, et 7,000 fantassins enrôlés dans les corps de l'Oural et de la Sibérie, tandis que l'artillerie polonaise avait été jetée en garnison dans les forteresses du Caucase. » (Discours de sir Robert Inglis, un des chefs du parti tory, 9 juillet 1833.)

La charte constitutionnelle du royaume de Pologne portait : « Art. 159 : La peine de la confiscation générale est abolie; elle ne peut être rétablie en aucun cas. » Dès le 20 décembre 1830 (1er janvier 1831), Nicolas rendit un ukase selon la teneur duquel les biens de tout Polonais des goubernies occidentales qui séjournerait dans le royaume seraient sequestrés. Puis un ukase du 19/31 août 1831 prononça la confiscation de la totalité de la fortune immobilière de chaque propriétaire resté en Russie, mais dont les enfants séjourneraient dans le royaume de Pologne. Le 14/26 février 1832, Nicolas promulgua un statut organique qui établissait dans le royaume la confiscation en matière de crimes d'État. Il a été calculé qu'on a confisqué alors aux Polonais pour cent quarante et un millions trois cent mille francs de biens ruraux. (Voir *les Confiscations des biens des Polonais*, par Louis Lubliner, Bruxelles, 1861.)

Le tribunal criminel exceptionnel institué pour frapper les chefs de la révolution de 1830 en condamna quatre à mort, trois aux

fers, quinze à l'incorporation dans des compagnies de discipline, et d'entre les contumaces neuf à la peine de mort par le glaive, parmi lesquels le prince Adam Czartoryski, le général Skrzynecki; sept aux fers, parmi lesquels Louis Wolowski, deux cent quarante-neuf à être pendus, parmi lesquels le grand historien Joachim Lelewel.

Système de dépolonisation.—Lord Dudley Stuart, le fidèle ami de la cause polonaise en Angleterre, caractérisait ainsi le système de Nicolas : « Ce ne sont pas les actes d'un Néron ou d'un Caligula, trouvant des délices dans les cruautés capricieuses d'une nature perverse; ce ne sont pas les élans d'une passion furieuse; non, c'est quelque chose de pire; la cruauté finit par s'assouvir et la fureur s'exhale en un instant; mais ici nous voyons la détermination froide, réglée, fixe d'exterminer la nation polonaise quoi qu'il en puisse coûter, et rien n'est omis pour arriver à ce but... Jamais les Polonais ne voudront ni ne pourront devenir Russes : on pourra les exterminer, mais jamais les subjuguer. Puisque la Russie ne pouvait conserver la Pologne que par des crimes qui violent le droit des gens et outragent l'humanité, les puissances de l'Europe et l'Angleterre ne devaient-elles pas s'opposer à ce qu'un pareil ordre de choses continuât? Ce fut pour obéir à la voix de l'humanité que les grandes puissances intervinrent à l'effet de terminer la guerre entre la Grèce et la Turquie... Je ne suis point de ceux qui prétendent que les droits de la Pologne sont fondés sur le traité de Vienne; moi je vais plus loin, je soutiens qu'ils sont fondés sur la loi des nations. Il est du droit et du devoir de toute nation d'imposer son autorité pour empêcher qu'une nation ne soit subjuguée et détruite par une autre. Et quelle autre loi préserve le monde de tomber sous la domination d'un seul? » (*Séance de la chambre des communes*, 9 juillet 1833.)

L'année précédente, le ministre des affaires étrangères avait apprécié comme il suit les tendances du gouvernement russe : « L'abolition des couleurs polonaises, l'introduction de la langue russe dans les actes publics, l'enlèvement et le transport en Russie de la Bibliothèque nationale et des collections publiques contenant des objets légués par des particuliers à la condition expresse qu'ils ne sortiront jamais du royaume de Pologne, la suppression des écoles et des autres établissements d'instruction publique, l'enlèvement d'une foule d'enfants emmenés en Russie sous le prétexte

de les élever aux frais du trésor public, la transportation de familles entières dans l'intérieur de l'empire, l'extension donnée au système de la conscription militaire et la rigueur avec laquelle on l'applique, l'introduction d'un grand nombre de Russes dans les emplois publics, l'immixtion du gouvernement impérial dans les affaires de l'Église nationale, il semble que ce soient là autant de symptômes de l'intention bien arrêtée d'ôter à la Pologne sa nationalité politique et d'en faire graduellement une province russe. » (Dépêche du vicomte Palmerston à lord Durham, 2 juillet 1832.)

La Russie procédant pas à pas à l'assimilation, Alexandre Ier abolit le statut lithuanien en Russie-Blanche (palatinats de Witebsk et de Mohilew) et Nicolas en Lithuanie : l'introduction de la législation russe entraînait dans le cours de la justice la suppression de la langue polonaise et de la publicité.

Enlèvement des enfants. — Un ordre du prince Paskiewicz (24 mars 1832) commençait ainsi : « Il a plu à S. M. l'empereur d'ordonner que tous les enfants mâles errants, orphelins ou pauvres de la Pologne fussent incorporés dans le bataillon des cantonistes et qu'en conséquence ils seraient enlevés en masse et envoyés à Minsk où il serait disposé d'eux suivant le règlement de l'état-major général de S. M. » Ce fut exécuté. « Depuis le règne d'Hérode, a dit à la Chambre des communes M. Cutlar Fergusson, de pareilles scènes d'horreur ne sont pas venues souiller le monde. » (9 juillet 1833.) Et ce ne fut pas un fait isolé. Six ans plus tard en 1838, 13 avril, l'avis suivant du conseil gouvernemental fut inséré dans les journaux de Varsovie : « Le 18 du présent mois, à midi, aura lieu, dans la salle ordinaire des séances du conseil une adjudication publique *a minimâ* pour le transport de Varsovie à Saint-Pétersbourg des fils de nobles polonais. La mise à prix sera de 120 roubles en papier. » (120 francs par tête.)

Transplantation de familles. — L'ordre adressé par le ministre des finances au gouverneur de Podolie, en date du 9/21 novembre 1831, était conçu en ces termes : « S. M. l'empereur a daigné donner un ordre suprême de faire les règlements nécessaires pour transplanter en premier lieu 5,000 familles du gouvernement de Podolie aux steppes de la Tartarie, et de préférence sur la frontière ou dans le district du Caucase, afin de pouvoir les enrôler dans le service public. Pour effectuer ladite transportation, on doit choisir d'abord ceux qui, ayant pris part à la dernière insurrection, sont retournés dans leur pays au temps fixé pour témoigner leur re-

pentir; ceux qui ont été compris dans la troisième classe des coupables, et qui par conséquent ont obtenu la grâce de S. M.; secondement ceux dont les mœurs et la manière de vivre peuvent, de l'avis des autorités locales, exciter la méfiance du gouvernement. » — Dans sa réponse datée du 29 novembre (11 décembre 1831) le gouverneur de Podolie divisait les Polonais à expatrier en quatre classes dont la dernière se compose « des avocats dont l'intérêt, dit-il, est de prolonger les procès civils, qui s'enrichissent des querelles de leurs concitoyens et prennent sur eux tant d'ascendant. Et il est désirable pour le bonheur du pays que leur nombre soit diminué par l'expatriation. » Un ordre du ministre de l'intérieur, daté du 6/18 avril 1832, porte que « S. M., en approuvant le règlement fait à ce sujet, a daigné ajouter de sa propre main que cette mesure devait s'étendre non-seulement à la Polodie, mais encore à toutes les provinces de l'Ouest. » Un autre ordre du ministre de l'intérieur au gouverneur de Podolie (14/26 août 1832) ajoutait : « Si les Polonais n'ont aucune envie d'être transplantés, vous êtes autorisés à les y contraindre par la force. »

Conversions forcées. — L'Eglise uniate avait dans le court espace de vingt-trois ans (1773-1796) perdu, par les violences de Catherine II, des millions de fidèles. Elle en perdit sous Nicolas plusieurs autres millions, la volonté immuable du tzar étant que ses sujets adorassent Dieu de la même manière que lui. Les Russes, aidés par un renégat, le prélat Joseph Siemiaszko, résolurent de métamorphoser le reste des uniates en grecs. On supprima leur seul ordre monastique, les Basiliens (17 juillet 1832). On ferma presque tous leurs séminaires et leur collége ne forma plus dorénavant qu'une section du synode orthodoxe. Dans les localités où la population résistait au changement, on expédiait des escouades de soldats qui bâtonnaient les récalcitrants, et finalement on proclamait que toute la paroisse avait passé à l'orthodoxie. Par de tels procédés, de 1834 à 1837, sur 1,369 paroisses uniates qu'il y avait en Lithuanie et en Russie-Blanche, 886, c'est-à-dire plus de la moitié, furent acquises au schisme. Le saint synode appela cela un « paisible triomphe » et y vit « les traces sanctifiées de l'apparition de Dieu sur la terre. »

Nicolas osa faire frapper une médaille avec l'exergue : « Séparés par la haine en 1595, réunis par l'amour en 1839. » Cependant non-seulement des milliers de victimes étaient mortes sous le bâton, non-seulement des femmes, la sœur Makryna Mieczyslawska

par exemple et ses compagnes avaient été torturées par la soif, par des immersions dans des lacs glacés, par des travaux où la plupart périrent sous des éboulements, mais encore Nicolas rendit des ukases tels que celui du 2 janvier 1839, qui accorde le pardon à tout catholique qui pour meurtre, vol ou tout autre crime a été condamné aux mines ou aux galères, s'il se fait schismatique. (Voir les *Vicissitudes de l'Église catholique en Pologne*, par le père Theiner. Paris, 1843, I, p. 338.)

Quand, sous Alexandre II, des convertis par force voulurent reprendre leur religion, le nouvel empereur n'hésita pas à employer les procédés nicolaïens pour les rejeter dans le schisme.—L'un des plus éclatants exemples se produisit à Dziernowice, dans le gouvernement de Witebsk, en 1858. (Voir l'*Église catholique en Pologne*, par L. Lescœur. Paris, 1860, p. 148.)

La décatholicisation des Polonais n'est point pour la Russie une affaire de dogme, mais un moyen de dénationalisation.

Procédés prussiens et autrichiens. — Les cours de Berlin et de Vienne ne sont pas restées en arrière du gouvernement russe quant aux efforts de dépolonisation. Elles ont différé de méthodes, non de but. Tandis que l'Autriche s'appliquait à entretenir les animosités entre les classes sociales, la Prusse germanisait peu à peu, mais persévéramment, les provinces polonaises par une dépossession savante des propriétaires polonais et la substitution de l'élément allemand encouragé et protégé par l'autorité.

La Pologne militante. — Quoique vaincue, la Pologne ne cessa de lutter dans le pays et hors du pays. Les émigrés apparurent partout où il était possible de contrecarrer l'influence de la Russie ou d'arrêter ses progrès, par exemple chez les Slaves de la Turquie et au Caucase. D'autre part, ils travaillaient toujours en vue de recommencer sur leur propre sol la croisade nationale. Presqu'aussitôt après les désastres de 1831, quelques esprits hardis de l'émigration, voulant entreprendre une guerre de partisans, pénétrèrent secrètement en Pologne, mais leurs efforts furent vains. Le chef de cette première expédition était Joseph Zaliwski, l'un des Belvédériens : arrêté en Galicie, il souffrit dans les cachots autrichiens. Voici les noms de ceux qui montrèrent le plus de force de caractère et qui moururent avec le plus de grandeur d'âme : Michel Wolowicz, pendu par Mourawieff à Grodno, Arthur Zawisza, par Paszkiewicz à Varsovie, Piszczalkowski, fusillé à Bia-

lystok, Edouard Szpek à Varsovie, Antoine Winnicki à Kalisz, Rucienski à Szalk, Gaspard Dziewicki, qui s'empoisonna dans les prisons de Lublin, Hordynski qui mourut en Sibérie.

Au lendemain du supplice de Konarski, c'est-à-dire en 1839, Grzomski fonda à Varsovie une société secrète qui fut découverte en 1840 : il fut envoyé aux travaux forcés. D'autres, tels que le prêtre Sciegienny, reprirent sa tâche.

La Société démocratique polonaise, et à sa tête la Centralisation, décida qu'une explosion générale éclaterait en 1846. Mieroslawski envoya Jean Ber en Lithuanie avec le titre de commandant en chef de l'insurrection dans cette province, où rien n'était préparé. Il se rendit de sa personne à Posen, où il fut arrêté avec les principaux conjurés par les autorités prussiennes et transféré dans les prisons de Berlin.

Les comités secrets avaient résolu d'insurger la Galicie. Les conjurés affluèrent à Cracovie. Le 22 février 1846, ils y publièrent un appel aux armes et proclamèrent un gouvernement provisoire composé de trois membres, Louis Gorzkowski, Jean Tyssowski, et Alexandre Grzegorzewski. Le général autrichien Collin se retira à Podgorze et le gouvernement révolutionnaire resta quelques jours maître de Cracovie. Quant à la Galicie, le cabinet de Vienne, très-exactement informé, laissait arriver les armes, n'arrêtait personne, jusqu'à ce que la levée de boucliers de quelques jeunes gens lui eût donné le prétexte qu'il attendait pour réaliser son projet satanique de saigner cette province polonaise par des mains polonaises. Metternich lança les paysans contre les nobles galiciens en attisant la haine de classe, comme Catherine, un siècle auparavant, avait fait des paysans de l'Ukraine au nom de la religion. Deux mille personnes périrent d'une mort atroce, les unes brûlées vives, les autres assommées à coups de fléau, d'autres hachées en morceaux. Toute la famille Bohusz, par exemple, le père âgé de 87 ans, ses trois fils, un petit-fils âgé de quinze ans, un parent, des cousins, le curé, vingt-deux personnes en tout furent massacrées de la main ou par les ordres du forçat libéré Szela. Ce fut une corvée sanglante, organisée et salariée par la puissance regardée comme conservatrice de l'ordre européen.

Tandis que ces tristes événements se passaient en Poznanie et en Galicie, Bronislas Dombrowski essayait de provoquer une insurrection dans le royaume. Il échoua et repassa la frontière, mais ses compagnons Kosciszewski, Pantaléon Potocki, et Zdzarski

furent pendus à Varsovie. Dobrycz et Charles Ruprecht, condamnés à mort, n'apprirent que sur l'échafaud et la corde au cou que l'arrêt était commué en travaux forcés. A Brzesc, Ber fut condamné à recevoir mille coups de bâton et envoyé en Sibérie. A Vilna, Anicet Renier, Joseph Boguslawski, Apollinaire Hofmeister, Auguste Suzin, Vincent Matuszewicz, Balthasar Kolesinski et Bronislas Zaleski furent dégradés de la noblesse et faits soldats. On les promena enchaînés par la ville. Ce jour-là même, François et Alexandre Daleski fondèrent une société secrète qui, en 1849, résolut de tenter une insurrection afin de faire ainsi une diversion en faveur des Hongrois. Beaucoup d'ouvriers y étaient affiliés. Découverts, les frères Daleski, qui pendant l'enquête se montrèrent inébranlables, furent envoyés aux travaux forcés : la Sibérie et Orenbourg reçurent les autres victimes, Maurice Kleczkowski, Kruniewicz, Edouard Poserski, Bronislas Lutkiewicz, Witkowski, Pasternak, Tomaszewski, etc. Une conspiration formée dans le même but à Varsovie entraîna une enquête qui se prolongea jusqu'en 1853.

Un groupe de Polonais arbora à Rome, en mars 1848, les aigles nationales, se forma en légion et se dirigea vers la Haute-Italie. Partout ils furent reçus avec une cordialité enthousiaste. Ils prirent part au combat de Desenzano en Lombardie, 6 août 1848, où fut blessé leur colonel Nicolas Kamienski. Quand le Piémont se retira de la lutte, ils passèrent en Toscane. Quand les Autrichiens ramenèrent le grand-duc à Florence, ils se rendirent à Rome, resté le dernier asile des libertés italiennes. Ils demeurèrent jusqu'à la fin fidèles à la profession de foi qu'ils avaient signée au camp de Modigliano (22 janvier 1849). « Partout où des peuples combattent pour la liberté, on se bat pour la Pologne, car la Pologne est la patronne de la liberté; sans la Pologne, il n'y aura ni paix ni liberté en Europe ; c'est pourquoi dans chaque lutte où la liberté est en jeu, coule le sang des vrais fils de la Pologne. Nous nous sommes dit : Notre sang appartient à l'humanité entière, nous sommes prêts à le verser pour la liberté de tous les peuples. Chaque opprimé, chaque homme tendant à la liberté est notre frère. Et cette conviction nous garantit que par notre lutte nous obtiendrons l'indépendance de notre mère la Pologne. »

En 1831, les Hongrois, par une adresse à l'empereur d'Autriche, avaient offert d'équiper à leurs frais cent mille hommes pour la Pologne. Dans la diète hongroise, à la séance du 28 décembre 1832, le député Poloczy avait dit : « Si les souverains se regardent comme

membres d'une même famille et prennent tous le deuil à la mort de l'un d'eux, à plus forte raison la chute d'une nation doit-elle en revêtir toutes les autres; ce deuil, que les rois portent au bras, les nations le portent dans le cœur. » En 1849, une légion polonaise de plusieurs milliers d'hommes aida les Hongrois dans leur insurrection. Elle était commandée par le général Joseph Wysocki. Ceux qui survécurent à cette lutte passèrent en Turquie. Le sultan, sommé par la Russie de livrer les réfugiés, refusa noblement de violer l'hospitalité.

En 1853, Michel Czaykowski, devenu Sadyk-Pacha, organisa avec un noyau de Kozaks établis sur le Danube, dans la Dobrucza, depuis le partage de la Pologne, un régiment de Kozaks ottomans, commandés par des officiers polonais, qui prit une part brillante à la défense de Silistri.

Progrès de la puissance russe en Orient. — La question d'Orient, si simple en elle-même puisqu'elle consiste à favoriser le développement des nationalités, le groupement de tout ce qui est roumain en nation roumaine, de tout ce qui est slave, de l'Adriatique à la mer Noire, entre Danube et Balkans, en nation serbe, et de tout ce qui est grec en nation grecque, a été constamment embrouillée par la Russie, qui ne songe qu'à fomenter l'anarchie parmi les populations chrétiennes de l'Orient pour l'exploiter à son profit. D'ailleurs la Russie ne borne pas ses convoitises à l'absorption de l'empire ottoman.

En 1798, par le traité de Tiflis, la Russie acquit plusieurs provinces voisines du Caucase. L'empereur Alexandre Ier déclara en 1801 la Géorgie réunie à l'Empire. Après avoir enlevé la Finlande aux Suédois (17 sept. 1809), il incorpora l'Iméritie (1810) et s'adjugea par le traité de Bucharest (28 mai 1812) un tiers de la Moldavie jusqu'au Pruth, les forteresses de Choczim et de Bender et toute la Bessarabie avec Ismaïl, Kilia et Akerman. La paix de Gulistan avec la Perse (12 oct. 1813) lui procura le Daghestan, le Chirvan, Derbent et la côte occidentale de la mer Caspienne.

Le 10/22 février 1828, le traité de Turkmantchai avec la Perse attribua à la Russie les khanats d'Erivan et de Nakitchevan et les forteresses d'Erivan et d'Abbas-Abad. Paszkiewicz fut à cette occasion nommé comte d'Erivan. A la paix d'Andrinople (2/14 sept. 1829), la Turquie céda à Nicolas Anapa et Poti avec une étendue considérable des côtes de la mer Noire, une partie du pachalik

d'Akhilska, les deux forteresses d'Akhilska et de Akhalkalaki, et les îles formées par les bouches du Danube. (La Russie perdit le Delta du Danube et une langue méridionale de la Bessarabie par le traité de Paris, 1856.)

En 1853, le général Perowski s'empara du fort d'Akmetchet sur la rive du Sir-Daria. En 1859, les Russes s'emparèrent du fort Dealek. — Ils se trouvaient à cinquante milles de Tachkend et à cent milles de Boukhara.

Le général Mourawieff III conclut avec la Chine le traité d'Algoum, 28-16 mai 1858, qui lui valut le titre de comte Amourski et en vertu duquel le territoire sibérien dans sa partie la plus orientale fut avancé jusqu'à l'Amour, de telle sorte que celui-ci, du point où la Chilka se réunit à l'Algoum jusqu'au confluent de l'Oussouri, rivière mandchoue venant du Sud, forme la nouvelle frontière des deux empires. Au-dessous, à l'est de l'Oussouri, même la rive droite de l'Amour est cédée à la Russie dans une étendue encore considérable. La Russie s'est ainsi agrandie d'une province égale en étendue à la moitié de la France.

Le 25 août 1859, le prince Bariatynski emportait Gounib et s'emparait de la personne de Schamyl : le Caucase était subjugué. Les tribus les plus belliqueuses émigrèrent en Turquie. Ces montagnards mouraient de faim par milliers dans l'attente des navires turcs. Des routes militaires achèvent de rendre accessible un pays qui depuis l'antiquité n'avait jamais pu être soumis. Enfin une contrée plus vaste encore que le bassin de l'Amour est maintenant acquise à la Russie du côté d'Orenbourg et de la mer Caspienne.

Par la prise de la ville de Taschkend, 25 juin 1865, et de celle de Khodjend, 24 mai 1866, la Russie domine à la fois la Boukharie et le Khokhand et menace de près les Indes.

Il n'est pas rare d'entendre dire qu'il faut renvoyer les Russes en Asie, que leur mission est de civiliser l'Asie. Or pour civiliser les autres, il faut être civilisé soi-même. Ce qui est certain, c'est que pour les Indes échanger la domination anglaise contre la domination russe, ce serait échanger la paralysie contre le typhus.

Dans la préface de sa *Pologne martyre*, M. Michelet a combattu ce sophisme dangereux : « Quel malheur serait-ce, a-t-il dit, si, par une concession qu'on fait trop aisément, en écartant les Russes de l'Europe, on leur livrait l'Asie. Il faut bien ignorer tout ce que demande cette grande mission de ressusciter l'Orient. La brutalité russe, légère et violente, serait le plus funeste, le plus dangereux

précepteur, le plus stérilisant pour les nobles nations orientales dont il est difficile, délicat d'approcher. »

Des juifs en Pologne. — « En 1794, lorsque le désespoir arma tout Varsovie contre les Moskowites, les juifs mêlés dans les rangs de l'armée et du peuple montrèrent que la cause de la patrie leur était chère. » (*Monuments historiques* par Thadée Czacki (édit. Cracovie, 1835, p. 115.) — « Sous les drapeaux de Kosciuszko, il y avait un régiment de volontaires juifs ayant à leur tête le colonel juif Berko, qui mourut en 1809 au champ d'honneur, contre les Autrichiens. » (*Des juifs en Pologne*, par Lubliner. Bruxelles, 1839, p. 127.)

« C'est nous Polonais qui avons été la première cause du mécontentement des juifs en 1830, a écrit le général Antoine Ostrowski, sénateur palatin, commandant en chef de la garde nationale de Varsovie. On a exagéré leur apathie, et ceux d'entre eux qui étaient sous mes ordres se sont conduits d'une manière irréprochable. » (Voy. Mém. du général.) « J'ai connu quelques juifs qui ont été décorés sur nos champs de bataille. » (*Essai sur la réforme sociale et sur l'émancipation des israélites en Pologne*, par le général A. Ostrowski, en polonais, Paris, 1834.)

Il n'y a pas à s'étonner que le gouvernement polonais de 1830 ait dédaigné les juifs, puisqu'il ne comprenait point l'importance des paysans et rejetait le concours des insurgés des anciennes provinces. Les juifs ne prirent qu'en petit nombre part à la révolution. Paszkiewicz crut même devoir les féliciter, en vue de semer la division entre eux et les Polonais. Cela n'empêcha point Nicolas de persécuter les juifs, et il joignait l'ironie à la cruauté. Les juifs avaient demandé aux Polonais à ne plus payer l'impôt du recrutement, mais à servir la patrie : Nicolas les incorpora dans ses armées. Ils avaient sollicité les bienfaits de l'éducation : Nicolas se chargea d'élever les enfants juifs pauvres et il en fit des matelots. Ils avaient réclamé le droit d'acquérir des terres : Nicolas ordonna d'éloigner d'un coup 36,000 familles des frontières pour les arracher aux tentations de la contrebande et en fit transplanter dans les steppes de la Russie méridionale pour s'y livrer à l'agriculture. Nicolas avait le génie du mal ; il sut frapper le juif dans sa famille et dans son âme, dans ses traditions, dans ce qui fait sa vie.

Si, en 1831, les juifs furent les uns tièdes et les autres malveillants, ils furent trente ans après irréprochables, patriotique-

ment parlant. La fraternisation du peuple de Varsovie avec eux, en 1860, a résolu la question de leur égalité.

Emancipation des paysans. — La constitution sociale de la Pologne s'était altérée comme sa constitution politique. Le paysan se sentait malheureux. Toutefois il souffrait plus encore des invasions étrangères que de l'incurie ou de la dureté du seigneur. La loi du 18 avril 1791, qui améliorait son sort, n'avait été provoquée par aucun trouble populaire; mais les nouveaux désastres de la nation empêchèrent que les principes n'en fussent développés.

Kosciuszko songea aux paysans. Par son règlement du 7 mai 1794, il rendait le paysan libre de sa personne et maître de se fixer où bon lui plairait, pourvu qu'il déclarât le lieu où il projetait de s'établir, payât ses dettes et acquittât les impositions publiques. Le même règlement réduisit les jours de travail, décida qu'aucun propriétaire ne pouvait ôter au paysan le champ qu'il possède, fit une division par canton en nommant des espèces de juges de paix, pour recevoir les plaintes du peuple; mais survint Macieiowice, le Waterloo de la Pologne.

« Le Code français, introduit dans le duché de Varsovie, proclama le paysan libre, c'est-à-dire lui accorda la liberté de changer de maître, mais le maître était reconnu par le Code comme propriétaire, non-seulement des terres communales et seigneuriales, dont il ne pouvait pas disposer d'après le sens réel de la loi polonaise, mais même, ce qui était plus grave, de la terre du paysan. On a regardé une telle législation comme un progrès! Le Code a fait grand bien, en général, à la Pologne en simplifiant la législation civile; d'ailleurs son établissement coïncidait avec l'action d'un nouvel élément qui mettait ce peuple en mouvement et qui développait sa force; mais sous le rapport de la propriété, le Code a fait un grand mal, et ce mal menace d'empirer. Il y a des propriétaires qui sentent maintenant leur conscience en repos et qui croient être dispensés du soin de protéger moralement et physiquement le paysan. » (*Slaves*, IV, p. 394.) C'est ainsi que l'imitation des lois étrangères a nui à la Pologne en matière sociale, comme elle lui nuisit souvent en matière politique. Du moins l'égalité devant la loi fut votée à l'unanimité moins deux voix par la Diète de 1809.

Le gouvernement autrichien mit à peu près en pratique le règlement de Kosciuszko; mais, en conservant la corvée, il introduisit des dispositions tracassières qui rendirent possibles les tristes

événements de 1846. Le gouvernement prussien, en 1819, accorda aux paysans, moyennant indemnité, une partie des terres qu'ils cultivaient, mais en leur retirant les droits politiques dont ils avaient joui avec le duché de Varsovie et en favorisant les colons allemands à leur détriment. La petite république de Cracovie, créée en 1815, rendit les paysans propriétaires et leur accorda les droits politiques.

En 1818, la noblesse réunie à Vilna émit le désir d'affranchir les paysans. L'empereur Alexandre s'en effraya et défendit par ukase que la question fût agitée. Lors de la révolution de 1831, la liberté était accordée aux paysans par la plupart des actes d'insurrection en Lithuanie et en Ruthénie, notamment par celui d'Oszmiana, 4 avril, de Podolie, 15 avril, des districts de Wileyka, Haysin, Jampol, Balta et Latyszew, 25 avril, etc. (*Quelques mots sur l'état des paysans en Pologne par un Polonais* [Théodore Morawski], Paris, 1833.) Il est regrettable que la Diète nationale n'ait pas su résoudre la question. En évoquant les paysans à une nouvelle vie sociale, sans doute elle eût fait jaillir du sol autant de combattants qu'il y avait de chaumières.

En 1846, parut l'ukase de Nicolas (7 juin) sur les règlements dits *inventaires*, destinés à fixer dans les provinces lithuaniennes et ruthéniennes l'allocation territoriale dévolue aux paysans, aussi bien que le taux de leurs redevances. Mais le résultat fut à peu près nul. Ces inventaires existaient antérieurement; en les renouvelant, Nicolas était moins préoccupé de préparer un meilleur sort aux campagnards que de s'immiscer dans les rapports entre nobles et paysans. C'était une réglementation du servage, en même temps qu'un dénombrement des fortunes.

En 1857, la noblesse lithuanienne ayant déclaré la première qu'elle renonçait à tous droits sur les paysans, le tzar, par rescrit du 20 nov. 2 déc. 1857, créa, dans les provinces polonaises ainsi que dans les gouvernements russes, des comités pour élaborer des projets d'émancipation sur la base suivante : « Le propriétaire conserve son droit de propriété sur toute sa terre, mais les paysans conservent l'enclos de leurs habitations, qu'ils ont le droit d'acquérir en toute propriété moyennant rachat, payable en un terme fixe; ils ont de plus la jouissance de la quantité de terrain nécessaire selon les conditions locales pour assurer leur existence et leur donner le moyen de satisfaire à leurs obligations envers l'État et envers le propriétaire. En compensation de cette jouissance, les

paysans sont tenus, soit de payer une redevance au propriétaire, soit de travailler pour lui. » Pour examiner tous les projets et en adopter un définitif, on établit à Saint-Pétersbourg une commission spéciale appelée de rédaction et présidée par un favori de l'empereur, général Rostowcoff, et, après sa mort, par le ministre de la justice, comte Panin. La commission, composée en majorité de fonctionnaires, comptait aussi dans son sein des propriétaires des diverses provinces, choisis par voie d'élection. Le gouvernement voulait tirer le plus de profit possible de l'émancipation. Il voulait saisir cette occasion pour ôter toute signification politique aux classes supérieures, et avoir les masses dans son entière dépendance en ne les émancipant qu'à demi. Les députés des comités des divers gouvernements devaient donner leur avis sur les articles qui avaient été arrêtés. On craignait que la pensée ne leur vînt de former une espèce de corps légiférant. C'est pourquoi on divisa l'empire en deux zones, convoquant séparément les députés de chaque zone. Les Polonais furent les derniers appelés. Une réelle différence dans le développement moral provenant d'un esprit et d'un passé tout à fait distincts, permit aux membres polonais de la commission de rédaction d'obtenir pour leurs provinces de sensibles modifications, et par là les frontières de l'ancienne Pologne perçaient dans l'administration et la législation. Mais l'acte fut en général rédigé dans le sens du gouvernement.

Dans le royaume de Pologne, la question des paysans ayant été discutée à Varsovie par la Société agronomique, puis soumise à l'examen des réunions de canton, le pays entier fut par ce moyen appelé à se prononcer. En 1860, eut lieu la réunion générale. Un des membres, Symphronien Dremowski, malgré les avertissements du président, qui l'adjurait de ne pas compromettre l'existence de la Société en sortant des limites de la légalité, prononça à propos de la question des paysans le discours le plus patriotique et mourut cette même nuit. Toute la Société agronomique accompagna son corps au cimetière et c'est sous cette impression que les membres se dispersèrent. En février 1861, eut lieu la dernière réunion générale; on y décida que la solution la meilleure était de rendre les paysans propriétaires. Le comité répandit cet avis dans le pays, en invitant les propriétaires à ne pas être avares de sacrifices dans une affaire qui engageait l'avenir de la patrie.

Le 3 mars 1861, fut publié le manifeste impérial qui, conformément au rescrit de 1857, abolissait sans indemnité la servitude per-

sonnelle, assignait une période de deux ans pour terminer les arrangements concernant l'allocation des terres aux paysans et le taux de la rente due aux propriétaires, et jetait les bases d'une organisation de communes et de cantons. Le rachat demeurait facultatif, le chiffre et le mode d'indemnité devant être réglés à l'amiable par les parties intéressées.

Le comité central insurrectionnel de 1863, par son manifeste du 22 janvier, en déclarant le paysan immédiatement et gratuitement propriétaire de la terre occupée par lui, statuait que l'indemnité due aux précédents propriétaires leur serait payée par la nation. L'ukase du 2 mars 1864 stipula de même que les paysans devenaient propriétaires des terres dont ils étaient détenteurs, mais en ajoutant qu'ils paieraient une redevance à l'État qui se chargeait d'indemniser les propriétaires!

Ce qui avait le plus aggravé la position respective des nobles et des paysans, c'est qu'après l'intronisation d'un gouvernement étranger, le noble ne gardait de son ancienne souveraineté locale que les côtés qui font haïr : devenu lui-même sujet d'un maître dur et arbitraire, il ne pouvait guère faire de bien à ses paysans, il était au contraire l'instrument forcé de leur tyran commun, il avait à désigner les recrues et à faire payer l'impôt. Cela entretenait l'animosité entre les classes au profit de l'ennemi. Maintenant le paysan, se trouvant en contact direct avec le gouvernement russe, n'aura plus à accuser de ses souffrances que ce gouvernement seul.

Les insurgés de 1863. — Voici la série des événements militaires des premiers mois de l'insurrection, accomplis simultanément dans les divers palatinats.

Langiewicz (un Poznanien émigré) forma son détachement dans les environs de Sandomir. Plusieurs succès furent suivis d'un échec à Wonchock; il se réfugia alors dans les montagnes de Swiento-Krzyz, où la fortune le favorisa davantage. Jezioranski, qui, après la prise de Rawa, marchait au secours de Kurowski, ayant appris que ce dernier venait d'être défait à Miechow, se réunit à Langiewicz, à Malogoszcza. Leurs forces s'élevaient à 5,000 hommes. Ils n'avaient pas une baïonnette, seulement des fusils de chasse et des faux; ils manquaient de munitions pour leurs quatre canons, mais l'esprit était bon. A Malogoszcza on combattit huit heures, à Piaskowa-Skala on accepta deux fois le

combat, et on s'empara même d'un certain nombre de carabines. Langiewicz s'approcha ensuite de la frontière autrichienne, et plaça son camp à Gorzcza, à quelques lieues de Cracovie. *Il s'y* proclama dictateur le 10 mars, se dirigea sur Sosnowka, où *il eut* un engagement avec les Kozaks; de là sur Giebultow et Chrobrz, où les Kozaks furent repoussés. Langiewicz accepta la bataille à Grochowisk : elle dura jusqu'à la nuit, et le champ de bataille resta aux Polonais. Langiewicz de Grochowisk marcha sur Welcz, d'où il se réfugia en Galicie : sa dictature avait duré huit jours.

L'insurrection eut d'abord le plus de forces en Podlachie, où commandait Valentin Lewandowski (aujourd'hui aux travaux forcés en Sibérie). Ils se rassemblèrent au nombre de près de 5,000 à Wengrow, combattirent vaillamment, et finirent par se retirer sur Sokole, puis vers le Bug. A Siemiatycze, beaucoup de détachements se réunirent La bataille dura deux jours; les jeunes gens nobles se jetèrent sur les canons, couvrant les paysans de leurs corps, et périrent. La ville fut ruinée. Zameczek rallia les débris polonais et les conduisit dans le district de Plock, où Sigismond Padlewski en prit le commandement. Un détachement fut conduit en Lithuanie par Roginski, et battu près de Pinsk.

Le 22 janvier, Bończa se montra dans le district de Plock. Après une lutte sanglante, l'insurrection fut écrasée dans la ville de Plock; Bończa, mis en déroute dans les environs, passa la frontière; Padlewski, à la tête des hommes que lui avait amenés Zameczek, remporta un succès à Myszyniec, mais éprouva plusieurs échecs, fut pris et fusillé.

Aux environs de Lublin, Bohdanowicz ne tarda pas à être pris et fusillé ; Léon Frankowski passa de Lubartow à Kazimierz, où se réunirent les principales forces de l'insurrection dans ces parages ; Frankowski traversa la Vistule, fut vaincu à Slupce, pris et pendu.

Dans le district d'Augustowo, des détachements se formèrent près de Lomza et de Mariampol ; défaits, ils se reformaient dans les bois.

Le mouvement se communiqua à tous les districts de la Mazovie, surtout à ceux de Gostyn et de Kulawie. A Izlica on acclama pour chef Casimir Mielencki, qui était un vaillant partisan, souvent entamé, se reformant toujours. Mielencki fut complétement défait, pour la première fois, dans le temps où Mieroslawski pénétrait en Kulawie. Mieroslawski prit le commande-

ment de ce qui restait de son détachement, échangea quelques coups de fusil avec les Russes à Nowa-Wies, déguerpit aussitôt, et ne reparut plus sur le théâtre de la guerre. Mielencki se reforma encore une fois, et attaqua les Russes à Bieniszewo. Il se joignit ensuite à Garczynski, qui de Poznanie pénétra dans le royaume. Tous deux furent battus à Mieczownica et à Dobrosolow. Mielencki livra un dernier combat à Olszanka, le 20 mars, et mourut de ses blessures.

Dans le district de Kalisz, l'insurrection éclata aux environs de Czenstochowa, puis se reporta dans la woyéwodie de Cracovie, sous les ordres de Rucki. Au fond de cette woyéwodie, Oksinski forma un détachement qui livra plusieurs combats.

Une attaque sur Kielce échoua. On essaya de former un détachement à Ojcow, sous les ordres de Kurowski, qui battit les Russes à Sosnowce, mais qui fut repoussé de Miechow.

Après la Podlachie, c'est dans le pays de Sandomir que l'insurrection fut le plus forte. Lachinski se forma dans le district d'Opoczyn.

Dans les premiers moments de l'insurrection, les douanes furent presque partout désarmées, les télégraphes abattus, les chemins de fer et les chaussées endommagées ; de sorte que les Russes manquaient de nouvelles. La Pologne du Congrès, qui a 124,000 kilomètres carrés, était occupée par 90,000 soldats russes. La jeunesse sortait armée de Varsovie, sous l'œil de 2,000 agents de police. Les détachements s'approchaient souvent de la capitale. 30,000 hommes gardaient Varsovie contre ses habitants.

Pendant toute la lutte, la Prusse favorisa franchement la Russie, désarmant et emprisonnant les Poznaniens, et livrant aux Russes, c'est-à-dire à la mort, les insurgés qui se réfugiaient sur son territoire. L'Autriche, dans les premiers temps, crut de son intérêt de fermer les yeux sur les bandes qui se formaient chez elle; elle les ouvrit à mesure que l'étoile de l'insurrection pâlissait, et finit par des arrestations générales et la proclamation de l'état de siége.

Des hommes importants de l'émigration se bercèrent, durant des mois, en Galicie, de l'espoir d'agir et de conduire des régiments polonais contre les Russes; mais ils n'aboutirent qu'à de faibles tentatives aisément repoussées, entravés qu'ils étaient par les modérés, qui ne voyaient dans les détachements qu'un moyen d'appeler l'attention de la diplomatie.

La Wolhynie, comme en 1831, fit preuve de bonne volonté in-

surrectionnelle; mais la plus malheureuse des contrées polonaises fut la Lithuanie. Là il y eut une foule d'héroïsmes inconnus; des bandes, sans cesse détruites et sans cesse renaissantes, tinrent la campagne pendant plus d'une année. Le patriotisme polonais des Lithuaniens peut se mesurer à l'étendue des supplices et à la rage prolongée des Russes.

Parmi les martyrs lithuaniens, nous citerons Sigismond Sierakowski, ancien déporté d'Orenbourg, devenu officier d'état-major russe, qui, entré dans la conspiration émancipatrice, quitta Pétersbourg pour venir prendre le commandement d'une bande, fut saisi par les Russes, et pendu à Vilna le 27 juin 1863; Narbut, le fils du grand historien de la Lithuanie, qui, plus heureux que Sierakowski, mourut les armes à la main; et le prêtre Mackiewicz, l'un des représentants du clergé patriote dans l'insurrection, qui avait levé des paysans, resta l'un des derniers à combattre jusqu'au milieu de l'hiver, fut pris et pendu (3 janvier 1864).

Ajoutons à l'honneur de l'Italie, qu'un ancien lieutenant de Garibaldi, l'un des *Mille* de l'expédition de Sicile en 1860, le colonel Nullo, alla, avec une poignée de ses compatriotes, combattre pour l'indépendance polonaise. Il scella de sa mort l'alliance des deux nations sœurs (5 mai 1863).

MOURAWIEFF ET LA LITHUANIE. — Par les extraits de quelques circulaires officielles de Mourawieff, qu'on juge de tout ce qu'a souffert une population livrée aux caprices de pareilles bêtes fauves.

8/20 juin 1863 : « En désarmant les districts, les chefs militaires mettront tous leurs soins à les purger de tous les propriétaires, nobles, prêtres, etc., non dévoués au gouvernement. Ceux dont les mauvaises intentions seraient notoires devront être arrêtés immédiatement et remis aux mains du chef militaire le plus proche, pour être jugés d'après toute la rigueur de la loi martiale... Il sera porté à la connaissance des propriétaires et des gérants de leurs biens qu'ils seront personnellement responsables, si des personnes placées sous leur dépendance prennent une part quelconque au mouvement. Ils seront responsables du refuge accordé aux suspects, aux insurgés et aux fauteurs de troubles. Les liens du sang et de parenté, ainsi que la violence exercée par les insurgés, ne pourront être pris comme excuse en considération. »

11/23 juin 1863 : « Les terres des personnes qui seraient dans les rangs des rebelles ou qui les favoriseraient de quelque manière

que ce soit seront avec tout ce qui s'y trouve, données en usufruit aux paysans, particulièrement à ceux qui se seront distingués par les services rendus à la troupe pendant la fuite ou la dispersion des rebelles... Je confie aux paysans la mission de contenir la noblesse turbulente en l'empêchant de commettre des actes parjures. A cet effet, ils seront chargés d'arrêter, sans aucun égard pour le rang ni la fortune, tous ceux qui se montreront coupables ou qu'ils soupçonneront d'avoir des relations avec les rebelles. Si parmi les paysans, il s'en trouvait qui, malgré les plus saints devoirs, auraient quitté leurs demeures pour se joindre aux bandes, la commune est tenue de leur appliquer les dispositions de la présente circulaire. »

15/27 juin 1863 : « Considérant que toute sympathie montrée à la révolte actuelle doit être punie par la loi à l'instar de toute participation directe à cette révolte, les fonctionnaires dont les femmes se mettront en robe noire seront destitués, les femmes seront punies une première fois d'une amende de 25 roubles, une seconde fois de 50 roubles : après elles seront arrêtées et l'on procédera envers elles comme envers ceux qui participent à la révolte. »

21 juin /2 juillet 1863 : « Attendu que les populations rurales ne doivent pas ignorer les actes et la manière de penser des employés, économes, gérants, nobles, gens du château, etc., qui habitent parmi eux, par conséquent chaque population devra désigner ceux qui ne méritent pas de confiance... Une fois ces données réunies, les chefs militaires devront en vérifier autant que possible la justesse, mettre leurs biens sous le séquestre, vendre leurs meubles et chasser leurs familles de leurs demeures. »

25 juin /6 juillet 1863 : « Attendu que la présence personnelle des propriétaires dans leurs terres est indispensable pour édifier les autorités locales sur leur conduite, toute propriété de laquelle le propriétaire serait absent sera mise sous séquestre sur-le-champ; la famille du propriétaire devra la quitter et le propriétaire lui-même sera accusé d'avoir des relations avec les bandes insurrectionnelles. »

26 juin /7 juillet 1863 : « Afin de garantir le gouvernement ainsi que les populations rurales contre les pertes et les cruautés exercées par les insurgés, la somme totale des capitaux enlevés par les insurgés ou des impôts perçus en leur nom sera répartie sur chaque propriétaire d'origine polonaise. »

6/18 juillet 1863 : « Pour encourager les paysans à poursuivre et à exterminer les insurgés, je désigne une somme de 3 roubles par chaque insurgé arrêté par eux et remis aux mains des autorités militaires, la somme sera de 5 roubles pour un insurgé pris les armes à la main. Cette somme devra être perçue sur l'impôt de 10 pour 100 mis sur les biens des propriétaires. »

5/17 août 1863 : « Les chefs militaires mettront en état d'arrestation tous les nobles qui paraîtront suspects en quoi que ce soit. On les arrêtera eux et leurs familles pour les déporter dans des gouvernements lointains. Quant à leurs terres, on en donnera la jouissance aux paysans; pour leurs fortunes mobilières, on les vendra et le prix obtenu me sera remis afin de couvrir les frais qu'entraînera leur déportation. Dans le cas où des colonies de nobles auraient pris ouvertement une part active à l'insurrection ou l'auraient soutenue par des moyens matériels, on pourra en détruire quelques-unes, comme exemple et pour effrayer les autres. »

Quand Mourawieff crut avoir achevé sa tâche, l'empereur le remplaça par Kaufmann, et ce qui est à peine croyable, les souffrances du pays s'en accrurent. Au moins Mourawieff était craint de ses instruments; s'il ordonnait une exaction, sa police l'exécutait strictement. Avec l'Allemand Kaufmann, chaque tchinownik a les coudées franches et pille non-seulement pour le gouvernement, mais pour son propre compte.

Mourawieff eut des émules, entre autres le général Dlotowskoi, gouverneur de Witebsk, dont une circulaire du 17/29 mai 1863 portait : « Tout individu qui prêtera asile et secours à un perturbateur, ou qui ne le livrera pas à l'instant, sera considéré comme complice des insurgés et traduit devant un conseil de guerre. Tout propriétaire qui, prévenu de la présence d'individus suspects cachés chez un de ses voisins, n'aura pas dénoncé la chose aux autorités, sera passible de la même peine que celui qui aura accordé un refuge au coupable. »

A Varsovie, le major-général Lewchin, désireux de donner aux Polonais du Royaume un avant-goût du régime appliqué à la Lithuanie, publia des circulaires comme celles-ci : 22 sept. 1863 : « Au cas d'une tentative de meurtre sur la voie publique, si le meurtrier n'est pas arrêté, tous ceux qui ont été témoins oculaires du fait seront considérés comme ayant participé au meurtre et punis suivant toute la rigueur des lois militaires. Si le criminel se

réfugie dans une maison et n'est pas arrêté par le propriétaire ou les locataires, les autorités militaires prendront possession de la maison sans la moindre indemnité et les habitants en seront expulsés. »
—20 septembre 1863 : « Les propriétaires des maisons sont autorisés à faire, sans le concours de la police, des perquisitions chez leurs locataires afin de s'assurer s'ils ne cachent pas des personnes suspectes, des armes ou autres objets prohibés; si, lors d'une perquisition de la police, on trouve dans le logement d'un locataire une arme quelconque ou une personne suspecte, les propriétaires ainsi que le locataire coupables seront traduits devant un conseil de guerre. »

Et voilà ce qui se passe sous le souverain de qui certains écrivains russes (Prince Aug. Galitzin, préface de l'ouvrage de Korb) avaient comparé le règne à celui de Trajan!

L'Europe en danger. — Ce n'est pas tant l'anarchie de la Pologne qu'il faut accuser de son démembrement que l'anarchie de l'Europe.

« La puissance de Philippe, roi de Macédoine, originairement si faible et si resserrée, a toujours été s'agrandissant ; et après tous les envahissements que ce prince a faits, il y aurait moins à s'étonner qu'il subjuguât le reste de la Grèce, que de voir ce qu'il est devenu du peu qu'il était. » Ces paroles, de la IXe philippique de Démosthène, ont été plus d'une fois appliquées au tzar de Russie. Un professeur de Sorbonne comparait l'Europe d'à présent à la Grèce d'autrefois, Paris à Athènes, Londres à Lacédémone, et les Allemands aux Béotiens. (Saint-Marc Girardin, *Débats*, 1844.)

Au siècle dernier, la diplomatie anglaise accueillait le partage de la Pologne par ce mot de lord Malmesbury : « C'est une curieuse transaction. » En 1849, au jour anniversaire de Waterloo (18 juin), un conservateur disait, dans l'Assemblée nationale française, qu'il y a moins de danger dans l'entrée des Russes à Paris, que dans l'entrée des révolutionnaires au pouvoir. Et combien n'a-t-on pas vu de savants allemands mettre leur science au service du tzar, et établir philosophiquement la nécessité de son pouvoir.

L'historien Karamzin écrivait à Alexandre Ier : « Nous avons conquis la Pologne avec le glaive, voilà notre droit. Ce que Catherine a fait, elle en répond devant Dieu, elle en répond devant l'histoire; mais ce qu'elle a fait est fait et doit être sacré pour

vous. Il n'y a pas d'anciens titres en politique. » Que deviendrait l'Europe avec la généralisation de pareilles doctrines? Il n'y a pas de droit des gens là où l'on professe le droit de *conquête*, ni de foyer domestique là où se pratique la confiscation, ni de religion véritable là où l'on est converti par force à un culte qui n'est qu'une forme de la politique. Qu'importe que les Russes se fassent construire des chemins de fer, adoptent même les rouages administratifs et les codes de l'Occident, comme les modes de Paris, si leur âme n'en est pas changée! Que parlent-ils de civilisation, la civilisation consiste à faire des citoyens; or, ils les détruisent. Ce ne sont que des barbares.

Si l'on veut mesurer les pas que la domination russe a faits depuis un siècle et demi, que l'on considère que le Grand-Roi refusait de recevoir Pierre Ier, et que Louis-Philippe mendiait de Nicolas la reconnaissance de sa royauté. Au moyen-âge, nos pères avaient compris qu'il y avait urgence à se tous réunir contre l'ennemi commun : contre les Turcs. Les Turcs d'alors, ce sont les Russes d'aujourd'hui.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IV

(P. 115)

IWAN LE TERRIBLE

Et le tzarat de Moskou.

CHAPITRE V

(P. 179)

LES WASAS

Et la décadence de la Pologne.

CHAPITRE VI

(P. 263)

PIERRE Ier

Et l'ingérence des Russes en Pologne.

CHAPITRE VII

(P. 347)

LE DÉMEMBREMENT
De la Pologne.

CHAPITRE VIII

(P. 482)

LES LÉGIONS POLONAISES
Et Napoléon.

CHAPITRE IX

(P. 555)

LE MARTYRE DE LA POLOGNE

Et ses insurrections.

ERRATA.

Lire : P. 132, l. 30 : Bariatynski.
P. 186, l. 28 : Chez le vieux chroniqueur du XIIe siècle.
P. 252, l. 34 et 35 : le XVIIe siècle fut.
P. 253, l. 30 : en janvier 1606.
P. 254, l. 10 : 6 octobre 1620.
P. 275, l. 24 : sous le nom d'Auguste II.
P. 332, l. 3 : Les constitutions de 1717.
P. 341, l. 36 : inclinaison.
l. 37 : présentant une coupe d'eau-de-vie.
P. 372, l. 27 : de la diète.
l. 29 : peuple.
P. 415, l. 9 : Comparé Kopec à l'Italien Silvio Pellico.
P. 427, l. 24 : écrit en 1768.
P. 463, l. 9 et 12 : sans guillemets.
P. 477, l. 15 : Podzamcze.
P. 483, l. 26 : avec lui, à la mort de Catherine. L'empereur Paul.
P. 549, l. 25 : Piontkowski.
P. 594, l. 40 : Piszczatowski.
P. 595, l. 5 : Gzowski.
l. 10 : Jean Rer.
P. 596, l. 3 : A Vilna, Rer fut.
P. 600, l. 2 : en 1861.
P. 602, l. 28 : Drewnowski.
P. 604, l. 3 : Goszcza.
l. 7 et 8 : Grochowiska.

Imprimé par Charles Noblet, rue Soufflot, 18.

OUVRAGES

DES MÊMES AUTEURS

COURS DE LITTÉRATURES SLAVES au Collège de France, par Adam Mickiewicz (1840 1844), 5 vol. in-8. . . . . 35 »

Séparément : LES SLAVES, histoire et littérature des nations Polonaise, Bohême, Serbe et Russe, avec introduction de L. Mickiewicz. 3 volumes : 10 fr. 50. — LES SLAVES, L'ÉGLISE OFFICIELLE ET LE MESSIANISME. 2 vol. . . . . 15 »

LE LIVRE DE LA NATION POLONAISE ET DES PÈLERINS POLONAIS d'A. Mickiewicz. Traduct. nouv. par Armand Lévy, avec introd. et commentaire de L. Mickiewicz. Fort vol. gr. in-48 avec encadrements de couleur. 7 50

CONRAD WALLENROD, poème d'A. Mickiewicz, trad. de l'un des fils de l'auteur, avec introd. d'Armand Lévy et 9 grav. sur acier d'après A. Zaleski. Vol. in-4. . . . . 20 »

ZYWILA, légende lithuanienne par A. Mickiewicz retrouvée et publiée, texte et traduction en regard par Ladislas Mickiewicz, avec eau-forte. Gr. in-16 jésus . . . . 4 »

NOTE SUR L'ÉTAT DES CHOSES EN POLOGNE broch. par Ladislas Mickiewicz. Broch. gr. in-8° . . . . 1 »

LA QUESTION POLONAISE, par L. Mickiewicz. Vol. gr. in-8. . . 3 »

LA POLOGNE ET SES PROVINCES MÉRIDIONALES, manuscrit d'un Ukrainien publié avec préface par L. Mickiewicz. Vol. gr. in 8 . . . . 3 »

LETTRE AU COMTE DE MONTALEMBERT sur l'Insurrection polonaise, broch. par L. Mickiewicz. . . . . 1 »

CZARTORYSKI, WIELOPOLSKI ET MIEROSLAWSKI, études biographiques par L. Mickiewicz. . . . . 1 »

Les amis de la Pologne. — DISCOURS DE LAFAYETTE POUR LA POLOGNE, avec préface de L. Mickiewicz et introduction d'Armand Levy sur le *Devoir de la France envers la Pologne.* 1 50

— ARTICLES D'ARMAND CARREL POUR LA POLOGNE, avec préface et notes de L. Mickiewicz. . . . . 2 »

Bibliothèque franco polonaise. — LES RÉCITS D'UN VIEUX GENTILHOMME POLONAIS. Trad., préf. et notes de L. Mickiewicz, avec 2 eaux-fortes et 22 illustrations de Br. Zaleski et Andriolli. Fort vol. gr. in 8. . . . . 7 50

LES CONTES KOZAKS DE MICHEL CZAYKOWSKI (auj. Sadyk Pacha). Trad. et préf. de L. Mickiewicz. Vol. gr. in 18. . . 3 »

Sous presse :

LES CONTES POLONAIS, trad. et préf. par L. Mickiewicz.

Imprimé par Charles Noblet, rue Soufflot, 18.





